

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE (13)

COMMUNE DE LAMANON (13049)

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



1- RAPPORT DE PRESENTATION

PLU arrêté le : 07/12/2023

PLU approuvé le : 05/12/2024







SOMMAIRE

Introduction	7
Chapitre 1 : Le PLU, nouvel outil de planification urbaine.....	9
1. Évolution législative	9
2. Les objectifs poursuivis par les PLU	11
3. L'évaluation environnementale	12
4. Le contenu du plan local d'urbanisme	14
Chapitre 2 : Rappel de la procédure.....	16
Partie 1 : Diagnostic territorial	19
Chapitre 1 : Contexte géographique, administratif et réglementaire	21
1. Contexte géographique et accessibilité	21
2. Histoire de la commune.....	22
3. Contexte administratif	24
4. Contexte législatif et réglementaire	27
Chapitre 2 : Dynamique démographique, économique et immobilière : analyse comparative	96
1. Dynamique démographique	96
2. Composition des ménages.....	99
3. Population active, chômage et formation.....	102
4. Habitat et logement.....	105
5. Économie locale.....	109
Chapitre 3 : Déplacements	130
1. Réseau aérien	130
2. Réseau ferroviaire.....	130
3. Le réseau routier.....	131
4. Les modes doux	135
5. Les transports en commun	140
6. Le covoiturage	141
7. Le stationnement.....	141
Chapitre 4 : Consommation d'espaces et capacités de densification.....	150
1. Les enveloppes urbaines.....	150
2. La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) observée durant la période 2011-2021.....	152
3. La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) observée durant la dernière décennie (2013-2023)	154
4. Les capacités de densification.....	155
Partie 2 : Etat Initial de l'Environnement	165
Chapitre 1 : Géographie physique	167
1. Site et topographie	167
2. Géologie.....	168
3. L'eau sur le territoire	169
4. Le climat.....	171
5. Qualité de l'air	174
Chapitre 2 : Structure géomorphologique.....	182
1. Le milieu naturel	182



2. Le milieu agricole	183
3. Le tissu urbain	185
Chapitre 3 : Analyse paysagère	189
1. Un paysage juridiquement protégé	189
2. Les ensembles paysager à l'échelle de la commune	193
Chapitre 4 : Patrimoine	208
1. L'Inventaire Patrimonial d'Intérêt Local (IPIL)	208
2. Les sites classés, archéologiques et remarquables	213
3. Autre patrimoine	213
Chapitre 5 : Biodiversité et Trame Verte et Bleue	217
1. Les sites Natura 2000	219
2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique	224
3. Le Parc Naturel Régional des Alpilles	226
4. Les Zones Humides	226
5. Le Plan National d'Action de l'Aigle de Bonelli	227
6. La Trame Verte et Bleue	229
Chapitre 6 : La ressource en eau	233
1. L'eau et la qualité de l'eau	233
2. Alimentation en eau potable	236
3. Gestion des eaux usées	237
Chapitre 7 : Les risques naturels et technologiques	238
1. Le risque mouvement de terrain	238
2. Le risque sismique	243
3. Le risque inondation	244
4. Le risque de feu de forêt	245
5. Les risques technologiques	246
Chapitre 8 : Nuisances et pollutions	247
1. Le classement des voies bruyantes	247
2. Localisation des sites potentiellement pollués	249
Chapitre 9 : Synthèse des enjeux environnementaux	251
1. Le milieu physique	251
2. Le paysage et le patrimoine	251
3. La biodiversité	252
4. Risques, ressources et nuisances	252
Partie 3 : Justification des choix retenus	255
Chapitre 1 : Justification des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	257
1. Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics	257
2. Conforter un développer économique, respectueux de l'environnement et des paysages ...	264
3. Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal	270
Chapitre 2 : Justification du règlement écrit et graphique	276
1. Justification des dispositions générales	276



2. Justifications des dispositions applicables aux zones urbaines	285
3. Justifications des dispositions applicables aux zones à urbaniser	296
4. Justifications des dispositions applicables aux zones agricoles	297
5. Justifications des dispositions applicables aux zones naturelles	300
6. Justifications CDPENAF	303
7. Etude dérogatoire à la Loi Barnier, amendement Dupont au titre du L111-8 du Code de l'Urbanisme	308
Chapitre 3 : Justifications des choix retenus pour établir les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	309
1. OAP « thématique » n°1 – Trame verte et bleue	311
2. OAP « thématique » n°2 – Mobilités	313
3. OAP « thématique » n°3 – entrée de ville – activités économiques	315
4. OAP « thématique » n°4 – logements	317
5. OAP « sectorielle » n°5 – zone d'activité économique « La Guérite »	319
6. OAP « sectorielle » n°6 – pôle d'échanges multimodal	321
7. OAP « sectorielle » n°7 – secteur renouvellement urbain – site Mirion	323
Partie 4 : Adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux	325
Chapitre 1 : Rappel des objectifs inscrits au PADD	327
Chapitre 2 : Estimation du potentiel mobilisé dans le PLU	328
1. Dans le tissu urbain	328
2. Hors tissu urbain	328
Chapitre 3 : Modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers prévue dans le PLU	331
1. Modération par rapport au SCoT Agglopoie Provence	331
2. Modération par rapport aux dix dernières années (Loi ALUR)	335
3. Inscription dans les objectifs de réduction de la Loi Climat et Résilience et des objectifs ZAN	337
Chapitre 4 : Adéquation entre les objectifs d'accueil de la population et le potentiel constructible destiné à la production de logements	339
1. Objectifs d'accueil de la population	339
2. Perspectives de production de logements	339
Partie 5 : Evaluation environnementale	341
Chapitre 1 : Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes	343
1. La compatibilité avec le SCoT Pays Salonnais	343
2. La compatibilité avec le Plan de Mobilité Métropolitain	349
3. La compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée	351
4. La compatibilité avec le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée 2022-2027	355
5. La compatibilité avec la charte du Parc Naturel Régional des Alpilles	357
6. La compatibilité avec le Plan Climat Air Energie de la Métropole Aix Marseille Provence	362
7. La compatibilité avec la Directive de Protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles (DPA)	365
Chapitre 2 : Les choix retenus et leur justification au regard de la protection de l'environnement	367
Chapitre 3 : Les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du PLU sur l'environnement	373



1. Les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU.....	373
2. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur les espaces naturels et la Trame Verte et Bleue	414
3. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur les espaces agricoles	421
4. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la prise en compte des risques naturels et technologiques et la gestion des déchets	423
5. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la ressource en eau	433
6. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la préservation des paysages et du patrimoine.....	436
7. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la pollution de l'air et la pollution sonore	443
8. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur le climat.....	447
Chapitre 4 : Incidences prévisibles sur le réseau Natura 2000	449
1. Les projets appréhendés dans le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000	451
2. Présentation des sites Natura 2000 pris en compte dans l'étude des incidences	457
3. Evaluation des incidences du PLU sur le réseau Natura 2000	464
Chapitre 5 : Les mesures envisagées pour éviter, réduire et si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement	467
Chapitre 6 : Les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan	471
Chapitre 7 : Méthodologie de l'évaluation environnementale.....	473
Chapitre 8 : Résumé non technique	476
1. Diagnostic territorial	476
2. Etat initial de l'environnement	488
ANNEXES.....	501



INTRODUCTION



Chapitre 1 : LE PLU, NOUVEL OUTIL DE PLANIFICATION URBAINE

1. ÉVOLUTION LEGISLATIVE

La **loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000** traduit la volonté de promouvoir un développement des aires urbaines plus cohérent, plus durable et plus solidaire. Pour répondre à cet objectif, la loi a apporté dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et des déplacements, des réformes profondes.

Elle invite notamment les municipalités et les organismes de coopération intercommunale à intégrer dans leurs politiques de développement les notions de ville durable et de démocratie participative. Afin de mieux concilier le développement urbain, la prise en compte des besoins de la population, l'utilisation économe de l'espace et une meilleure cohérence entre planification urbaine spatiale, environnement, économie, déplacement et habitat, le Code de l'urbanisme est rénové en profondeur. L'agglomération est placée au cœur des politiques urbaines.

Dans cette logique, afin de donner aux élus des documents d'urbanisme plus riches et plus concertés permettant de définir les priorités et de mettre en cohérence les différentes politiques, **la loi a substitué les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) aux Plans d'Occupation des Sols (POS) issus de La Loi d'Orientations Foncière promulguée en 1967.**

La **loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003**, qui se veut une loi de simplification de la loi SRU considérée comme trop contraignante par de nombreux acteurs et élus locaux, a clarifié le contenu du PLU. Elle simplifie et clarifie les procédures applicables aux documents d'urbanisme en réformant les conditions d'utilisation des procédures de modification et de révision. La modification devient la règle générale. Néanmoins, les principes généraux définis par la loi SRU ne sont pas remis en question.

Ces objectifs sont renforcés par l'application de la **loi Grenelle II ou loi ENE (engagement national pour l'environnement) du 12 juillet 2010**. Concrètement, la loi cherche à verdir, simplifier ou mettre en cohérence les outils d'urbanisme en groupant les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales. La loi fixe des objectifs environnementaux à introduire dans les SCoT, PLU et cartes communales, qui doivent intégrer les enjeux d'effet de serre, de maîtrise de l'énergie, de production énergétique propre et sûre à partir de sources renouvelables, de qualité de l'air, de l'eau et des sols, de restauration et protection de la biodiversité (via notamment la restauration d'espaces naturels, forestiers et des continuités écologiques), avec une répartition « géographiquement équilibrée » et économe en espace de l'emploi, l'habitat, du commerce et des services et du rural et de l'urbain.

Plus récemment, le **26 mars 2014, la loi ALUR (accès au logement et à un urbanisme rénové) ou loi Duflot**, vise à produire des villes et logements plus soutenables ; moins énergivores et construits en répondant aux besoins, en limitant l'étalement urbain par la densification urbaine des quartiers pavillonnaires, et en limitant l'artificialisation des derniers milieux naturels et agricoles périurbains y compris par les implantations commerciales et leurs parkings très consommateurs d'espace.

La **loi ELAN, pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique n° 2018-1021 du 23 novembre 2018** précise notamment les dates de prise en compte de la consommation d'espace pour l'élaboration des SCoT et des PLU et inscrit la lutte contre l'étalement urbain dans les principes généraux fondant le droit de l'urbanisme.

La **loi ASAP, en faveur de l'accélération et de simplification de l'action publique n°2020-1525 du 7 décembre 2020** ajoute, par son article 40, les PLU à la liste des plans et programmes définie à l'article L.104-1 du code de l'urbanisme, devant faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique.

D'autre part, cette loi vise à simplifier les démarches administratives des particuliers et des entreprises en accélérant les procédures administratives à l'aide de la dématérialisation.

La loi Climat-Résilience du 22 août 2021, a pour objectif de limiter l'artificialisation des sols. Pour ce faire, cette loi dispose de plusieurs moyens et impose des échéances. La limitation de l'urbanisation passe par deux moyens principaux : la diminution du rythme de l'urbanisation et la renaturation des sols pour améliorer la fonctionnalité des sols. La loi prévoit des échéances à court et moyen terme. L'artificialisation des sols doit être réduite de 50% chaque décennie pour finalement arriver à l'objectif d'absence de toute urbanisation nette des sols en 2050. La loi climat-résilience impose un profond changement des documents d'urbanisme, car elle fixe la mise en œuvre des objectifs de limitation de l'artificialisation dans les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), puis dans les schémas de cohérences territoriaux (SCoT), puis dans les plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales (CC). Le SRADDET doit ainsi fixer les objectifs de réduction du rythme de l'artificialisation à moyen et court terme. L'évolution du SRADDET devra intervenir dans les 2 années qui suivent la promulgation de loi, soit avant le 22 août 2023 (calendrier modifié par la loi 3DS, voir suivant). Ensuite, le SCoT doit aussi faire figurer les objectifs de la réduction du rythme de l'artificialisation des sols et le document d'orientation d'objectif (DOO) peut décliner ces objectifs. Le SCoT devra être modifié au plus tard, dans les 3 années qui suivent la modification du SRADDET, soit dans les 5 années qui suivent la promulgation de la loi, soit avant août 2026 (modifié par la loi 3DS). Puis le PLU devra lui aussi traduire cet objectif de réduction du rythme de l'artificialisation. Le PLU devra être modifié une année après le document d'urbanisme qui lui est supérieur (SRADDET ou SCoT). **Au regard de ces temporalités, le SRADDET et le SCoT n'ayant Agglopolie Provence n'ont pas encore été rendus compatibles avec la loi Climat et Résilience, le PLU de Lamanon n'a pas encore à être compatible avec cette loi.**

La **loi 3DS du 21 février 2022** relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale vient assouplir le calendrier d'intégration des objectifs de limitation de l'artificialisation des sols prévu par la loi Climat et Résilience. Elle accorde un délai supplémentaire de six mois aux SCOT et allonge d'autant le délai imparti aux régions pour intégrer les objectifs dans les SRADDET. En revanche, les délais pour décliner les objectifs régionaux dans les SCOT, PLU et cartes communales sont maintenus. Cette loi affiche d'autres objectifs, en permettant par exemple à ce que les PLU puissent autoriser, dans le périmètre des secteurs d'intervention des opérations de revitalisation du territoire, des dérogations pour contribuer à la revitalisation du territoire, faciliter la mutation des zones urbanisées...

Enfin, la loi du 20 juillet 2023 **visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux** est venue notamment accorder des délais supplémentaires pour intégrer les objectifs de réduction et d'artificialisation dans les documents d'urbanisme locaux. Les SRADDET devront ainsi intégrer la loi Climat-Résilience avant le 22 novembre 2024.

Ainsi, le nouveau contexte juridique vise particulièrement le principe de mixité en exprimant la volonté d'un renouvellement urbain, accompagné d'un développement urbain maîtrisé dans le respect des principes du développement durable.

Date	Loi	Objectifs
1985	Loi Montagne	Préservation des espaces naturels et agricoles et l'identité des communes de montagne
2000	Loi SRU : solidarité et renouvellement urbains	POS à PLU Création des SCoT
2010	Loi engagement national pour l'environnement (ENE)	Limitation de la consommation d'espace Protection des espaces naturels
2010	Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche	Protection des terres agricoles Création de la CDCEA
2014	Loi ALUR : accès au logement et à un urbanisme rénové	Suppression des POS en 2017 Inconstructibilité en zone agricole et naturelle Bilan de la consommation de l'espace
2014	Loi d'avenir pour l'agriculture et la forêt (LAAF)	« Assouplissement » de l'inconstructibilité en zone naturelle et agricole Création de la CDPENAF
2015	Loi Macron	Construction d'annexes dans les zones agricoles ou naturelles
2016	Loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (loi Montagne acte 2)	Simplification du régime des unités touristiques nouvelles (UTN) Encouragement de la réorientation de la construction vers la réhabilitation de l'immobilier de loisir
2016	Ordonnance Pinel	Recodification du code de l'urbanisme – Nouveau format pour le règlement
2018	La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN)	Précise notamment les dates de prise en compte de la consommation d'espace pour l'élaboration des SCoT et des PLU et inscrit la lutte contre l'étalement urbain dans les principes généraux fondant le droit de l'urbanisme Précise les règles applicables aux STECAL Complète les autorisations en zones agricoles et naturelles
2021	Loi Climat et Résilience	Objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050
2022	Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS)	Révision des SRADDET portée au 22 février 2024 (au lieu d'août 2023)
2023	Loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux	Révision des SRADDET portée au 22 novembre 2024

Résumé des lois cadres au niveau national

2. LES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LES PLU

Le plan local d'urbanisme (PLU) constitue **l'outil principal de définition et de mise en œuvre des politiques urbaines à l'échelle communale**. Il se distingue de l'approche réglementaire en privilégiant la cohérence des enjeux et le projet urbain.

Ainsi, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme (modifié par la LOI n°2021-1104 du 22 août 2021) précise que : « Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) précise le droit des sols applicable à chaque terrain sur l'intégralité du territoire communal à la seule exception des périmètres de secteur sauvegardé couverts par un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), ce qui n'est pas le cas sur Lamanon.

3. L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux articles L. 104-1 et suivants du Code de l'urbanisme (version en vigueur du 01 août 2017 au 09 décembre 2020, applicable à la présente procédure) et à l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 :

« Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes et par le présent chapitre :

1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;

2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

3° Les schémas de cohérence territoriale ;

4° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L. 122-26 ;

5° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;

6° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424- 9 du code général des collectivités territoriales. »

« Font également l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1 les documents suivants qui déterminent l'usage de petites zones au niveau local :

1° Les plans locaux d'urbanisme :

a) Qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ;

b) Qui comprennent les dispositions des plans de déplacements urbains mentionnés au chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie du code des transports ;

2° Les cartes communales qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, au regard, notamment, de la superficie du territoire auquel elles s'appliquent, de la nature, de la sensibilité et de l'étendue des territoires couverts par les secteurs qu'elles déterminent ;

3° Les schémas d'aménagement prévus à l'article L. 121-28.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les critères en fonction desquels les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales font l'objet d'une évaluation environnementale. »

Les articles R. 104-9, R. 104-10 et R. 104-12 du Code de l'urbanisme précisent ces caractéristiques.

R. 104-9 : « Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision ;

3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31. »

R. 104-10 : « Les plans locaux d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision ;

3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31.

NOTA : Conseil d'Etat, décision n° 400420 du 19 juillet 2017 (ECLI:FR:CECHR:2017: 400420.20170719), Art. 1 : Sont annulés les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001. »

Ainsi, étant dans une procédure d'élaboration de plan local d'urbanisme, et du fait de la présence de sites Natura 2000 sur la commune, le document est par conséquent soumis à une évaluation environnementale.

4. LE CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le contenu du dossier de Plan Local d'Urbanisme (PLU) est fixé par les **articles L151-2 et suivants du Code de l'urbanisme (Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015)** :

« Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;
- 4° Un règlement ;
- 5° Des annexes.

Chacun de ces documents peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique. ».

4.1. Le rapport de présentation

Il exprime de manière claire et structurée la rencontre entre le territoire et son projet. Il doit constituer une source d'information complète et cohérente et doit être accessible et compréhensible par tous.

Le rapport de présentation comprend un diagnostic territorial et un état initial de l'environnement, permettant de connaître le territoire et ses enjeux.

Il comprend également les justifications des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement, et l'évaluation environnementale du plan local d'urbanisme.

Les articles **L151-4, R151-1 à 5, L104-4, L104-5 du code de l'urbanisme** précisent le contenu du rapport de présentation.

4.2. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Il présente le projet communal pour la douzaine d'années à venir. Il est le document cadre du PLU. Document simple, il est accessible à tous les citoyens. Il définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune (volet obligatoire). Ces orientations ne sont pas opposables aux autorisations de construire.

L'article **L151-5 du code de l'urbanisme** précise le contenu du projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

4.3. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Les orientations d'aménagement et de programmation sont établies dans des périmètres délimités, afin de compléter les dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements et, en zone de montagne, sur les unités touristiques nouvelles, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables. Elles peuvent également porter sur des thématiques (thématique obligatoire concernant les continuités écologiques (ou trame verte et bleue) à l'échelle communale).

Elles ont une portée plus souple que le règlement.

Les articles **L151-6 à L151-7-2, ainsi que les articles R151-6 à R151-8-1 du code de l'urbanisme** précisent le contenu des orientations d'aménagement et de programmation.

4.4. Le règlement et ses documents graphiques

Le règlement comprend une partie écrite, le **règlement écrit**, et une partie graphique, le **règlement graphique**, parfois également appelé « zonage ».

Le règlement graphique permet de localiser les zones et prescriptions sur le territoire, tandis que le règlement écrit explicite les règles associées à ces zones et prescriptions. Le règlement écrit contient également des règles applicables à l'ensemble du territoire, indépendamment du classement en zones.

Quatre types de zones peuvent exister au sein du PLU, définies par les articles **R151-17 à R151-26 du code de l'urbanisme** :

- Les zones urbaines (U);
- Les zones à urbaniser (AU);
- Les zones agricoles (A);
- Les zones naturelles et forestières (N).

Des prescriptions peuvent se superposer aux différentes zones, comme par exemple, des emplacements réservés, des servitudes de mixité sociale, des orientations d'aménagement et de programmation, etc.

Le règlement écrit détaille des règles relatives :

- Aux destinations des constructions, usages des sols et natures d'activité (**articles R151-27 à R151-38 du code de l'urbanisme ; articles L151-9 à L151-16**);
- Aux caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères (**articles R151-39 à R151-46 du code de l'urbanisme ; articles L151-17 à L151-37**);
- Aux équipements et réseaux (**articles R151-47 à R151-50 du code de l'urbanisme ; articles L151-38 à L151-42-1**).

4.5. Les annexes

Les annexes d'un plan local d'urbanisme comportent des documents, listés par le code de l'urbanisme, qui sont utiles à l'instruction des droits des sols, comme par exemple les servitudes d'utilité publique, les zones d'aménagement concerté, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, etc.

Les articles **L151-43, R151-51 à 53** détaillent le contenu des annexes.

Chapitre 2 : RAPPEL DE LA PROCEDURE

Ce chapitre a pour but de présenter la procédure à suivre lors de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU).

La commune de Lamanon a lancé la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration du PLU par délibération en conseil municipal le 11 octobre 2004. La délibération complémentaire du 22 novembre 2016 fixe les objectifs de l'élaboration du PLU.

La compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu a été transférée au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) sur le périmètre de l'ensemble de ses territoires. Le conseil métropolitain a ainsi délibéré en séance du 15 février 2018, la poursuite de la procédure de révision valant élaboration du PLU de la commune de Lamanon.

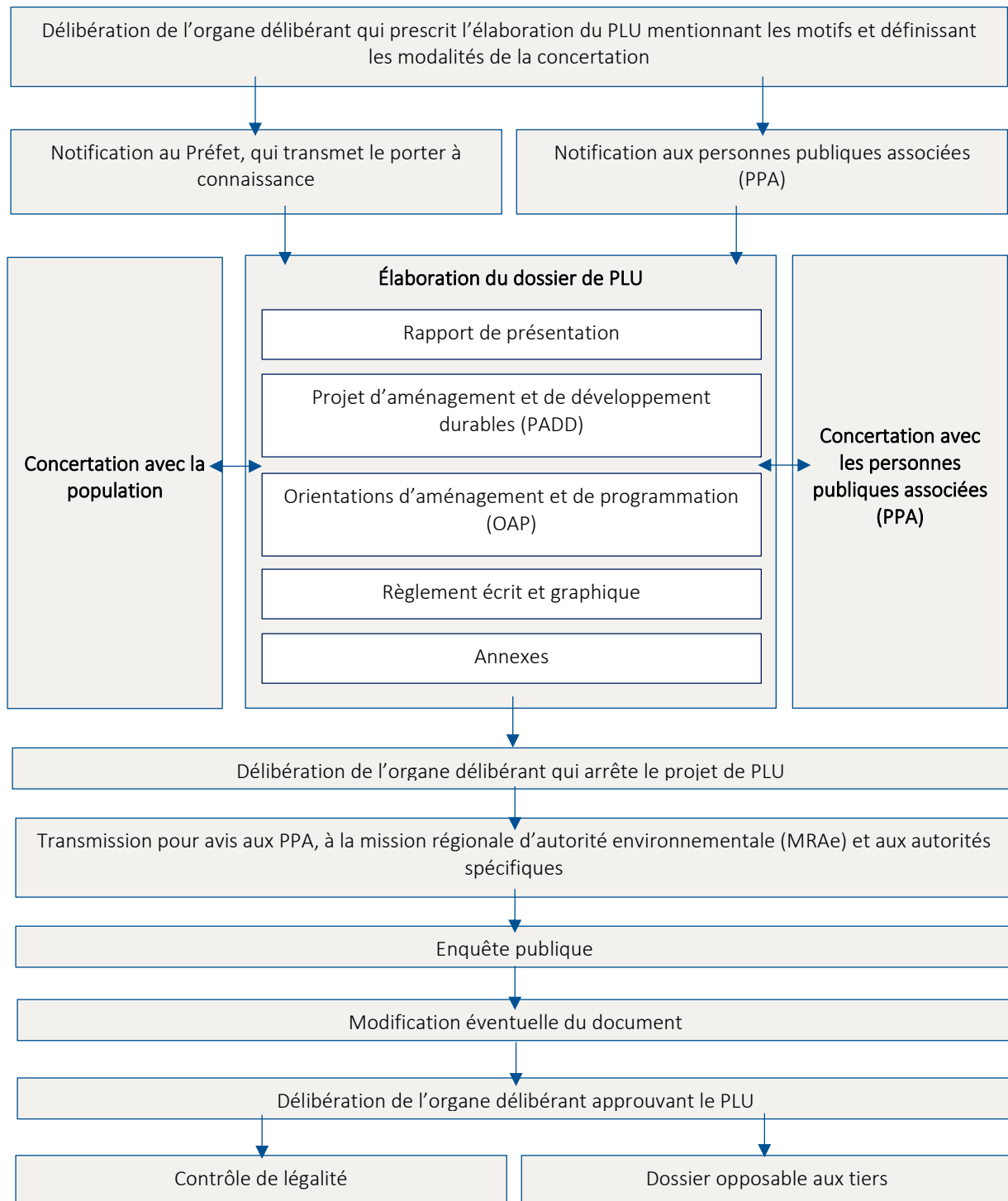
Rappelons que dans l'attente de l'approbation du PLU, le document d'urbanisme en vigueur sur la commune est le Règlement National d'Urbanisme depuis le 27 mars 2017 en application de la loi ALUR, le Plan d'Occupation des Sols étant devenu caduc.

Les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU sont les suivants :

- ✧ Privilégier la densification du tissu urbain actuel (optimisation des « dents creuses ») en respectant un bon niveau d'équipement et desservir les nouveaux quartiers de la même manière que les secteurs actuellement urbanisés : privilégier la proximité des quartiers existants et éviter l'étalement urbain ;
- ✧ Préserver les espaces agricoles péri-urbains, préserver les continuités écologiques par la mise en œuvre d'une trame verte et bleue, mettre en valeur les espaces naturels non protégés qui jouent un rôle écologique et paysager important, préserver les éléments essentiels du paysage, développer les secteurs les moins exposés aux risques ;
- ✧ Conforter les zones d'activités existantes pour le dynamisme économique et l'offre d'emploi de la commune. Conforter le commerce de proximité du centre ancien ;
- ✧ Préserver les terres agricoles notamment au Nord (vallée de la Durance) et au Sud (plaine de la Crau) ;
- ✧ Développer la zone d'activité du Grand Mas d'Audier qui revêt une importance avérée en termes d'emplois et qui est considérée comme d'intérêt communautaire par le SCoT¹ ;
- ✧ Protéger les espaces naturels à la fois sur une dimension stratégique par la définition des limites urbaines et la, préservation des grands espaces cohérents (le massif des Alpilles, la plaine de la Crau) et sur une dimension plus fine par un règlement de protection vis-à-vis de la trame verte et bleue et des continuités écologiques, vis-à-vis du patrimoine identifié, ou en faveur des énergies renouvelables ;

¹ Cet objectif a été abandonné car le secteur du Mas d'Audier est situé en zone inondable.

Les étapes de la procédure d'élaboration sont détaillées ci-après :



Étapes de la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme





PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL



Chapitre 1 : CONTEXTE GEOGRAPHIQUE, ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET ACCESSIBILITE

La commune de Lamanon est localisée dans la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), plus précisément au Nord du département des Bouches-du-Rhône (13113).

Elle appartient à l'arrondissement d'Aix-en-Provence et du canton de Salon-de-Provence et est membre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (MAMP).

Elle est entourée par les communes de Salon-de-Provence au Sud, Eyguières à l'Ouest, Sénas au Nord et Alleins à l'Est.



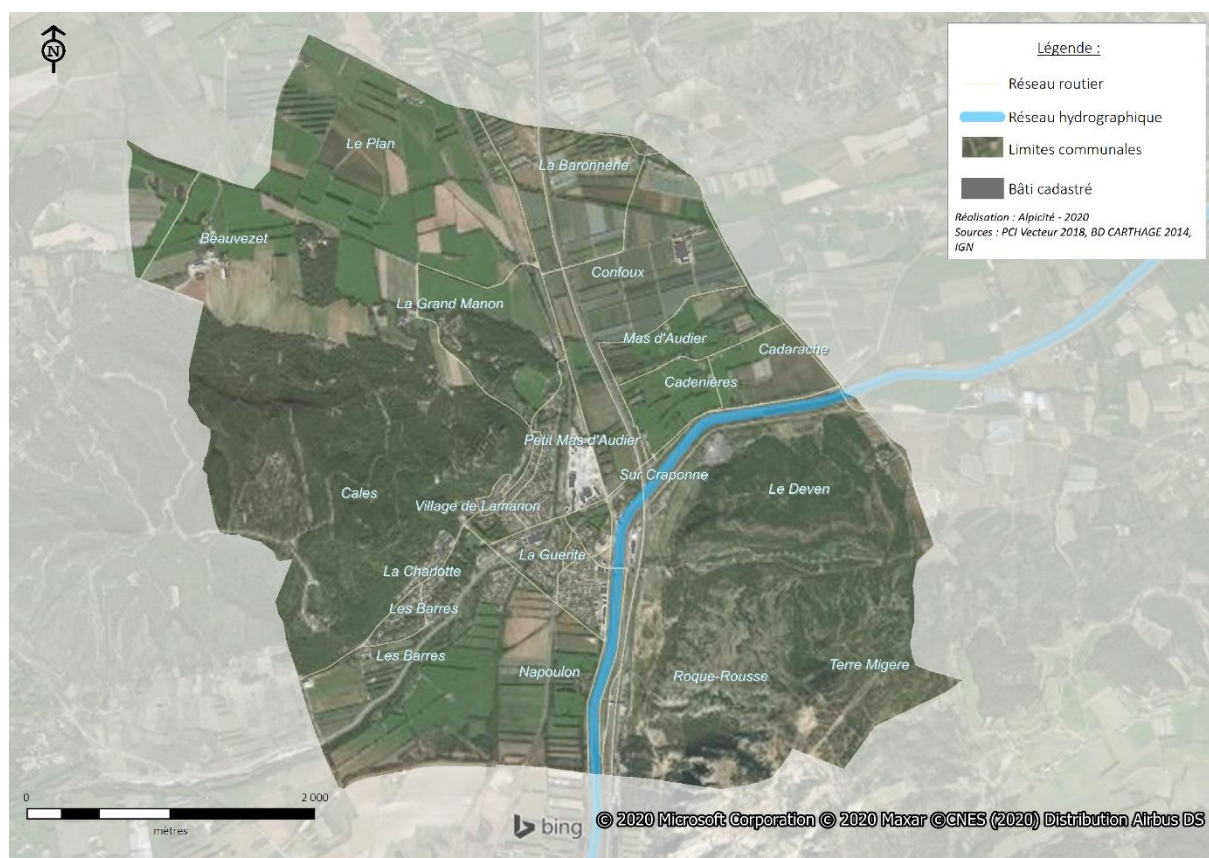
Localisation de Lamanon

En 2020, la commune compte 2 044 habitants.

La superficie totale de la commune est de 1947 hectares.

La commune de Lamanon comporte de nombreux hameaux et lieux-dits, et notamment :

- | | | |
|------------------|----------------------|----------------------|
| - Beauvezet | - Cadarache | - Village de Lamanon |
| - Le Plan | - Cadenières | - La Charlotte |
| - La Baronnerie | - Petit Mas d'Audier | - La Guerite |
| - Le Grand Manon | - Sur Craponne | - Les Barres |
| - Confoux | - Le Deven | - Napoulon |
| - Mas d'Audier | - Cales | - Roque-Rousse etc. |



Hameaux et lieux-dits sur Lamanon

2. HISTOIRE DE LA COMMUNE

2.1. La Préhistoire

L'occupation du territoire est très ancienne, avérée dès la préhistoire par l'habitation des grottes de Calès.

*Site de Calès**Source : cales-lamanon [en ligne]*

2.2. L'Antiquité

Lors de la première partie du premier âge de Fer (VII-VI^{ème} siècles av. J.-C.), la population du territoire s'installe durablement et commence à construire des constructions pérennes, telles que des lieux fortifiés comprenant rues et maisons. Cela accompagne notamment l'intensification des échanges économiques avec le monde méditerranéen.

2.3. Le Moyen-Age et la période moderne

À la fin du XII^{ème} siècle est construit le château de Lamanon sur la ville fortifiée, qui sera détruit presque entièrement durant la période moderne, suite à des guerres de religion entre protestants et catholiques. Cela conduit à l'abandon de la ville fortifiée. Un nouveau château, tel qu'on le connaît aujourd'hui, est construit en 1660.

Les fermes du Marquis César de Mark de Tripoli de Panisse Passis, seigneur majeur de Lamanon et Beauvezet emploient de nombreux ouvriers et produisent en quantité vin, huile d'olive, céréales, fourrages, fruits et légumes, commercialisés sur les marchés voisins et régionaux. Elles élèvent aussi un important troupeau de moutons qui paissent en hiver sur les terres mégères de Roquerousse et rejoignent en été les prés et marais au sud-ouest du domaine.

En 1745, le village contemporain est construit par le Marquis pour loger les ouvriers agricoles et leur famille, ce qui donne naissance à la commune de Lamanon.

En 1821 est créé le télégraphe de Chappe au sommet de la colline.

Il faut attendre la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle pour que, lentement, se dessine une amélioration du niveau de vie des Lamanonais, dû aux progrès de l'agriculture et du rail. L'arrivée du train sur la commune engendre l'apparition d'un nouveau quartier, et offre de nouvelles possibilités d'échanges économiques et sociaux à l'échelle régionale et nationale.

3. CONTEXTE ADMINISTRATIF

3.1. La région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA)

La région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) est une région du sud-est de la France, dont le chef-lieu est Marseille. D'une superficie de 31 400 km², elle compte 5 055 650 habitants en 2020, soit environ 7,5 % de la population de France métropolitaine.

Elle est constituée de 6 départements :

- Alpes-de-Haute-Provence (04)
- Hautes-Alpes (05)
- Alpes-Maritimes (06)
- **Bouches-du-Rhône (13)**
- Var (83)
- Vaucluse (84)

Les compétences spécifiques de la région déterminées par la loi sont :

- La construction, la réhabilitation, l'entretien et le fonctionnement, l'accueil, la maintenance et la restauration scolaire dans les lycées ;
- La formation professionnelle, y compris les formations des travailleurs sociaux, des infirmières et des infirmiers, l'apprentissage ;
- Le développement économique ;
- Le transport régional des voyageurs ;
- L'aménagement du territoire.

Concernant l'aménagement du territoire, la région a notamment à charge l'élaboration d'un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

3.2. Le département des Bouches-du-Rhône

Le département des Bouches-du-Rhône possède une superficie de 5 087 km² et une démographie de 2 048 070 habitants en 2020, soit environ 40% de la population de la région PACA. Les Bouches-du-Rhône est le troisième département le plus peuplé de France. Sa préfecture est Marseille.

Les compétences du conseil départemental sont les suivantes :

- L'action sociale en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, de l'enfance et de la famille et des personnes en difficulté. Le département se voit attribuer depuis la loi du 13 août 2004 un rôle de "chef de file" en la matière. Il a notamment à sa charge l'ensemble des prestations d'aide sociale ;
- La voirie : construction et entretien des routes départementales ;
- L'éducation : la construction, l'entretien et le fonctionnement des collèges publics mais également, depuis 2004, l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique dans ces collèges ;
- La participation quasi exclusive au financement du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ;
- L'aide au développement économique ;

- La gestion des musées, de la bibliothèque et des archives départementales (conjointement avec l'Etat) ;
- La gestion des espaces naturels sensibles.

Au-delà des missions fixées par la loi, dites compétences obligatoires, le Département agit aussi pour améliorer le quotidien des habitants des Bouches-du-Rhône dans d'autres domaines tels que l'économie, l'emploi, la culture, le sport, la jeunesse par la mise en œuvre de dispositifs facultatifs.

3.3. Métropole Aix-Marseille-Provence

Sources : Métropole Aix-Marseille-Provence, *Métropole Aix-Marseille-Provence [en ligne]*, disponible sur : <https://www.ampmetropole.fr> [consulté le 08/07/2021].

Métropole Aix-Marseille-Provence, 2018. *Projet métropolitain – Ambition 2040 – 12 engagements pour une métropole à vivre*. Métropole Aix-Marseille-Provence [consulté le 08/11/2023].

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 a permis la création d'un statut spécifique de « métropole ». Suite à celle-ci, la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 vient clarifier les compétences des différents échelons territoriaux. La loi NOTRe s'attache particulièrement à la constitution de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui sera créée le 1er janvier 2016.

Juridiquement, la métropole est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave. Il s'agit de la forme la plus intégrée d'intercommunalité, exerçant le plus grand nombre de compétences obligatoires, transférées par ses communes membres. Mais la métropole se distingue des intercommunalités classiques par le fait qu'elle peut également exercer des compétences ordinairement dévolues aux départements et régions, ainsi que des compétences en matière d'habitat que l'État peut lui déléguer.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est née de la fusion de six anciens établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) :

- La communauté urbaine Marseille-Métropole ;
- La communauté d'agglomération de Salon-Etang-de-Berre-Durance ;
- La communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence ;
- La communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La communauté d'agglomération du Pays de Martigues ;
- Le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence.

La métropole compte 92 communes, dont une du Vaucluse (Pertuis), une du Var (Saint-Zacharie) et 90 des Bouches-du-Rhône, sur un territoire de 3 148 km².

3.3.1. Les compétences de la métropole

Les compétences de la Métropole sont précisées par l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales.

3.3.2. Le projet métropolitain

Le « projet métropolitain » est un document élaboré par la métropole d'Aix-Marseille-Provence qui fixe à l'horizon 2040 des objectifs pour le territoire. L'élaboration du projet métropolitain s'est faite en concertation avec les élus et les membres du conseil de développement, qui ont été accompagnés par la sphère technique de la métropole et les agences d'urbanisme. Le document est composé de 4 parties :

Partie 1 : « Notre méthode : la fabrique à projet », explique la méthodologie mise en œuvre pour l'élaboration du projet

Partie 2 : « Notre ADN : une métropole plurielle et exceptionnelle », dresse un portrait complet du territoire, décliné en 7 paradoxes :

1. Une métropole riche de la diversité de ses habitants, mais confrontée à de fortes inégalités
2. Une nature spectaculaire, mais qui doit être mieux protégée
3. Un cadre de vie diversifié, mais une attractivité résidentielle en dessous de son potentiel
4. D'importantes ressources naturelles renouvelables, mais insuffisamment valorisées
5. Une dynamique économique qui crée 6 000 emplois/an, mais dont l'effet sur le chômage est à amplifier
6. Une terre d'innovation, mais qui n'en maximise pas assez les retombées économiques
7. Une grande ouverture sur le monde, mais un positionnement international qui doit s'affirmer.

Partie 3 : « Notre ambition : vivre en grand » définit les valeurs de la métropole : l'authenticité, l'ouverture, l'innovation, la responsabilité et la solidarité et fixe des objectifs à l'horizon 2040 :

- Une attractivité démographique retrouvée, avec 2,3 millions d'habitants en 2040 ;
- Le plein emploi à notre portée, avec 1 million d'emplois en 2040 ;

Partie 4 : « Nos 12 engagements : le citoyen au cœur » définit et détaille les engagements retenus par la métropole, axés autour du « vivre mieux », du « vivre monde », du « vivre ensemble » et de « l'art de vivre » :

- | | |
|-------------|--|
| Vivre mieux | <ol style="list-style-type: none"> 1. Offrons de vraies alternatives à la voiture en solo pour réduire le trafic, la pollution et soulager le budget mobilité des ménages 2. Faisons battre les cœurs de nos centres-villes et de nos villages pour faciliter la vie, recréer des proximités et diminuer notre empreinte écologique 3. Entrons dans l'ère de l'après-carbone, pour changer d'air (et d'énergies), pour des métropolitains en bonne santé, mieux protégés face aux risques |
| Vivre monde | <ol style="list-style-type: none"> 4. Amplifions les capacités de nos hubs : (aéro)port, gares TGV, réseaux numériques, pour mieux se connecter au monde et créer plus d'opportunités de développement 5. Gagnons la bataille de l'emploi par nos filières de croissance, pour attirer les talents et les entreprises mondiales, affirmer notre position régionale et conquérir des marchés 6. Construisons la visibilité mondiale de notre métropole pour devenir incontournables dans le développement du bassin méditerranéen et accueillir plus d'étudiants |



Vivre ensemble

7. Plaçons les populations et les espaces fragiles au cœur du projet collectif pour améliorer leur cadre de vie, révéler et faire grandir leurs capacités
8. Développons une offre résidentielle diversifiée à prix maîtrisé
9. Impliquons les citoyens pour co-construire la métropole de demain, pour mieux répondre à leurs attentes et faire émerger de nouvelles initiatives

L'art de vivre

10. Faisons de l'agriculture et des paysages le terreau d'une nouvelle prospérité : alimentation, biodiversité, cadre de vie, pour dynamiser nos espaces ruraux, protéger la nature au quotidien et faire vivre la marque « Provence »
11. Portons un projet littoral ambitieux sur nos 225 km de côtes, pour assurer la préservation de nos rivages méditerranéens, la réhabilitation de l'Etang de Berre et tirer parti de leurs atouts
12. Faisons vibrer le monde par la culture et le sport métropolitains

4. CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Selon les articles L131-4 (Version en vigueur du 27 décembre 2019 au 01 avril 2021) et L131-5 du Code de l'Urbanisme les plans locaux d'urbanisme sont **compatibles** avec :

- Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4.
- Le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.

Parmi les documents cités ci-dessus, les **documents suivants existent sur des territoires englobant Lamanon** :

- **Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) Agglopoie Provence**, approuvé le 15 avril 2013 ;
- **Le Plan de Déplacement Urbain métropolitain 2020/2030**, approuvé le 16 décembre 2021 ;
- **Plan Climat Air Energie métropolitain 2021-2027**, approuvé le 16 décembre 2021.

Le SCoT est un **document intégrateur** : la loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) de 2010 a introduit le principe selon lequel les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être compatibles avec le SCoT, intégrateur des documents de planification supérieurs (articles L131-1 et L131-2 du code de l'urbanisme). De ce fait, il n'est pas nécessaire de démontrer la compatibilité du PLU de Lamanon avec les documents cités dans les articles L131-4 et L131-5 du code de l'urbanisme, sauf s'ils n'ont pas été traités par le SCoT.

Les documents suivants ont été élaborés postérieurement au SCoT Agglopoie Provence et n'ont donc pas été traités par le SCoT :

- **Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027**, approuvé le 21 mars 2022 – principe de compatibilité avec les règles générales du fascicule et de prise en compte des objectifs ;

- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PRGI) Rhône-Méditerranée 2022-2027, approuvé le 21 mars 2022 – principe de compatibilité avec les objectifs de gestion ;
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), approuvé le 26 novembre 2014 – principe de compatibilité ;
- La Charte du Parc Naturel Régional des Alpilles 2023-2038, approuvé par décret le 25 octobre 2023 – principe de compatibilité.

Notons que le **SRADDET Région SUD** ayant été approuvé postérieurement au SCoT, en date du 26/06/2019, la mise en compatibilité du SCoT avec ce document ne sera obligatoire que lors de la prochaine révision du SCoT (article L4251-3 du code général des collectivités territoriales). Les PLU, n'ont dans ce cas qu'à démontrer leur compatibilité avec le SCoT opposable et non avec le SRADDET.

Par ailleurs, la présence de l'autoroute A7 et de la RD538, classée route à grande circulation implique que la commune est donc concernée par la **loi Barnier** (loi n° 95.101) du 2 février 1995 et par **l'amendement Dupont** (Articles L111-6 et suivants du Code de l'Urbanisme).

Enfin, le PLU doit **intégrer les servitudes d'utilité publique (SUP)**, listées ci-après et annexées au document.

A noter que la notion de comptabilité se définit comme suit :

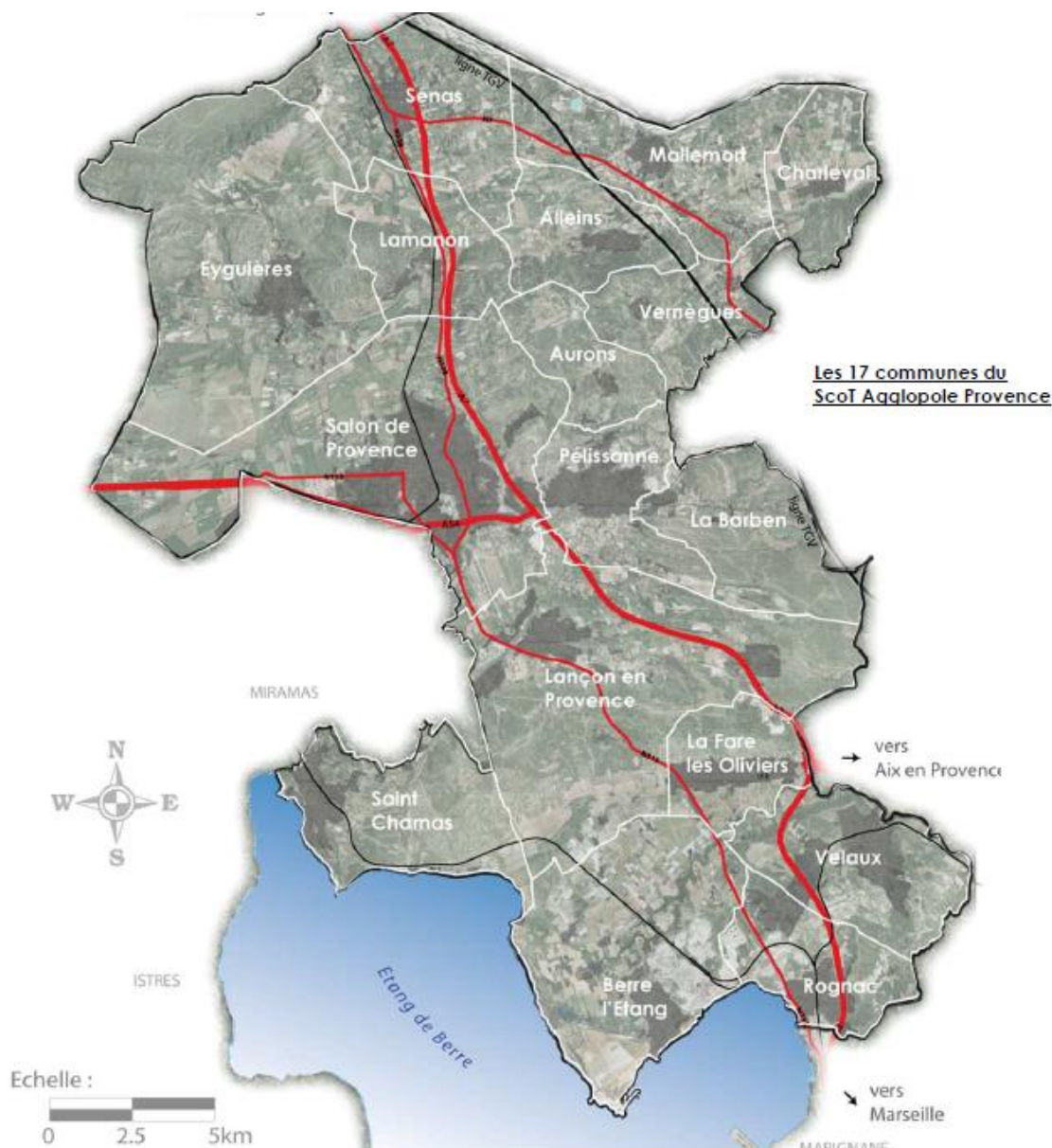
Compatibilité : La notion de compatibilité implique que les dispositions d'une norme inférieure ne fassent pas obstacle à l'application des orientations générales définies par la norme qui lui est immédiatement supérieure

4.1. Les documents supra-communaux

4.1.1. Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) d'Agglopolé Provence

En application des articles L131-4, L131-5, et L131-7 du code de l'urbanisme, **le plan local d'urbanisme de Lamanon doit être compatible avec le schéma de cohérence territoriale (SCoT) d'Agglopolé Provence**, compatibilité qui devra être démontrée par le PLU au sein de l'évaluation environnementale.

Le SCoT d'Agglopolé Provence a été approuvé le 15 avril 2013 et reste applicable, malgré la suppression de la communauté d'agglomération de Salon-Etang-de-Berre-Durance (Agglopolé Provence), dont le territoire est désormais couvert par le projet de SCoT de la métropole AMP.



Le territoire du SCoT d'Agglopolé Provence

Source : SCoT d'Agglopolé Provence, Rapport de présentation

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) est un document qui fixe les objectifs des politiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, de préservation des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. Régi par les articles L.101-2 et suivants du code de l'urbanisme, son objet est l'aménagement du territoire et la planification territoriale à l'horizon d'une vingtaine d'années. Il permet de fédérer à travers un projet de territoire plusieurs communes appartenant à un même bassin de vie. Un bilan est effectué en général six ans après la mise en place du projet de SCoT.

Le SCoT étant un document de planification intégrateur, il intègre les lois et documents de rang supérieur à la date de son approbation.

Il se traduit par des schémas d'intention à l'échelle du bassin de vie et par des objectifs stratégiques déclinés localement. Il se compose de 3 documents :

1. **Le rapport de présentation** (diagnostic, état initial de l'environnement...) ;
2. **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** (objectifs des politiques d'urbanisme) ;
3. **Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)** (met en œuvre le PADD et définit les prescriptions réglementaires), anciennement intitulé le document d'orientations générales (DOG)

Chacun de ces éléments peut comprendre **un ou plusieurs documents graphiques** (le SCoT du d'Agropole Provence comprend une « carte de synthèse de l'organisation de l'espace du SCoT » qui récapitule l'ensemble des orientations du DOG).

Seul le DOO/DOG est un document opposable aux documents, plans et programmes de rang inférieur. La compatibilité du PLU sera donc jugée sur la base des prescriptions qu'il comprend.

À charge ensuite pour les documents d'urbanisme (en l'occurrence ici le PLU) de définir le droit des sols de façon précise sur le territoire communal au regard des objectifs définis dans le SCoT. L'article L141-5 du code de l'urbanisme (version en vigueur depuis le 01 avril 2021) définit le contenu du DOO/DOG d'un SCoT :

« Dans un principe de gestion économe du sol, le document d'orientation et d'objectifs fixe les orientations et les objectifs en matière de :

1° Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires ;

2° Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires ;

3° Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes. »

Ce sont donc les objectifs retranscrits dans le DOG du SCoT d'Agglopolo Provence qui seront présentés dans ce diagnostic.

Le DOG se découpe en 11 parties successivement présentées ci-dessous, avec une attention particulière sur celles susceptibles de concerner la commune de Lamanon.

Le SCoT (PADD et DOG) a structuré sa réflexion autour d'un principe de spatialisation présenté sur la cartographie ci-dessous :

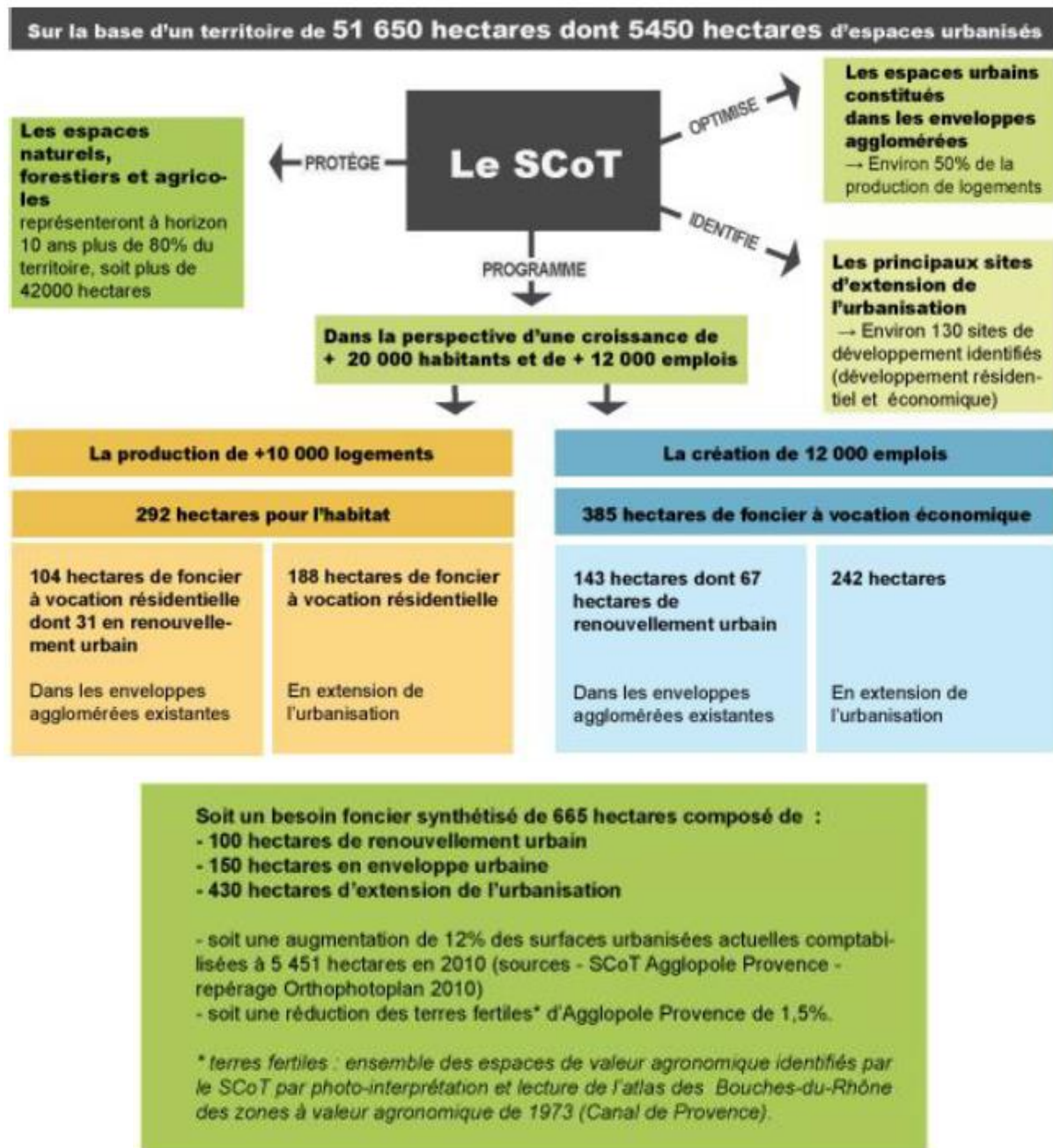


Spatialisation du SCOT Aggopole Provence

Lamanon se situe dans le territoire identifié « Val de Durance Alpilles ».

❖ Les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés

La synthèse de la croissance d'Agglopoie Provence est résumée dans le schéma suivant :



Le SCoT, globalement identifie ainsi un besoin foncier synthétisé de 665ha composé de :

- 100ha de renouvellement urbain ;
- 150ha en enveloppe urbaine ;
- 430ha d'extension de l'urbanisation.

Soit une augmentation de 12% des surfaces urbanisées actuelles et une réduction des terres fertiles de 1,5%.

Concernant le secteur « Val de Durance / Alpilles » ceci se traduit notamment comme suit :

- Population : + 4 000

- Logements : + 2 000
- Emplois : + 2 230

Si l'on réalise un calcul de taux de croissance sur la base de population indiquée sur ce secteur (20 596 habitants en 2008) et la croissance attendue, la croissance démographique est d'environ 1,2%/an.

Le SCoT ne proposant pas de clé de répartition par commune, et ce chiffre n'étant pas fourni comme un minimum ou un maximum, on peut considérer que le **PLU de Lamanon pour être en cohérence avec le SCoT d'Agglopolo Provence pourra prévoir une croissance démographique d'environ 1,2 %/an.**

➤ La répartition du développement démographique

Le SCoT identifie plusieurs catégories de sites de développement :

LES SITES DE DEVELOPPEMENT IDENTIFIES AU SCoT (ces sites accueillent un minimum de 80% de la production de logements)		
A vocation mixte	Niveau 1 Les Sites à Haute Performance Urbaine (S.H.P.U.) : 12 sites qui assurent au moins 25% de la production de logements <ul style="list-style-type: none"> à dominante résidentielle tout en étant mixte en renouvellement urbain ou en optimisation foncière intégrés dans l'enveloppe urbaine existante relais de centralité 	Niveau 2 Les Opérations Urbaines d'Importance Départementale (O.U.I.D.) : 1 site qui assure environ 5 % de la production de logements <ul style="list-style-type: none"> capacité supérieure à 250 logements ou extension de l'urbanisation supérieurs à 10 hectares situés à proximité d'équipements et d'infrastructures structurants en extension de l'urbanisation notion « d'ambiance urbaine »
	Niveau 1 Les Sites de Renouvellement et de Mixité Urbaine (S.R.M.U.) 5 sites prioritaires pour le Renouvellement Urbain et la requalification des entrées de ville d'Agglopolo Provence <ul style="list-style-type: none"> accueillent des activités tertiaires ou artisanales accueillent également de l'habitat comme moteur de renouvellement urbain ont un statut de ZACOM - l'urbanisme commercial accélérant le renouvellement urbain 	Niveau 3 Les Opérations Urbaines de Rang SCoT (O.U.R.S.) : 16 sites qui assurent environ 26% de la production de logements <ul style="list-style-type: none"> de capacité supérieure à 50 logements d'extension de l'urbanisation supérieurs à 5 hectares
A vocation économique	Niveau 1 Les Sites Economiques d'Importance SCoT 12 sites <ul style="list-style-type: none"> maintenir un foncier économique de rang industriel organiser le développement économique sur l'axe fort du SCoT RD538/RD7n/RDn113 2 sites économiques à statut spécial mis en oeuvre sous conditions particulières : <ul style="list-style-type: none"> le site de la Coudoulette à Lançon-de-Provence réservé à la filière aéronautique autour du pôle de Compétitivité le site du Mas d'Audier à Lamanon réservé à une implantation industrielle structurante 	Niveau 2 Les Sites Economiques d'Intérêt Local (S.E.I.L.) 23 sites <ul style="list-style-type: none"> mis en oeuvre à l'échelle des communes ont vocation à soutenir l'emploi local ont une superficie limitée sont intégrés aux agglomérations auxquelles ils appartiennent sont dédiés exclusivement à l'activité économique n'ont pas vocation à accueillir des activités commerciales
	Tout périmètre présentant plus de 1000 m² de Superficie de Plancher de capacité d'accueil fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation dans le document d'urbanisme communal.	

Les catégories de site concernées sur le territoire communal sont les suivantes :

- « Dans le domaine de l'habitat :
 - les **Nouveaux Quartiers Communaux** (NQC, niveau 4) caractérisés par une ouverture à l'urbanisation de plus de 2 500m² de superficie foncière
- Dans le domaine des activités économiques :
 - un **Site Economique à Statut Spécial** (SESS, niveau 1) correspondant à la zone du Grand Mas d'Audier réservée à une implantation industrielle structurante
 - les **Sites Economiques d'Intérêt Local** (SEIL, niveau 2) caractérisés par :
 - Une mise en oeuvre à l'échelle communale
 - Une vocation de soutien de l'emploi local
 - Une superficie limitée
 - Une intégration à l'agglomération

- Une vocation exclusive d'activités économiques
- Une vocation non commerciale »

Cependant, le projet du Mas d'Audier identifié comme SESS sur la commune a été abandonné pour préserver les zones agricoles.

Ainsi, les catégories de site concernées sur le territoire pourront correspondre seulement aux NQC et SEIL.

➤ *Encadrer le développement urbain*

« Toute ouverture à l'urbanisation de plus de 2 500m², également celles non identifiées par le SCOT, prend le caractère immédiat de typologie SCoT de NQC (Habitat) ou SEIL (Développement Économique). »

➤ *Les principaux sites de développement*

« Au moins 50% de la production de logements s'effectue dans les enveloppes agglomérées existantes, en particulier dans les secteurs desservis par les transports en commun :

- Intensifier le tissu urbain existant (la densification des zones d'habitat existantes) ;
- Engager le renouvellement urbain des sites identifiés (SHPU et Site de Renouvellement et Mixité Urbaine) ;
- Mobiliser les principales disponibilités foncières.

Plus de 80% de la production de logements est assurée par les sites de développement identifiés au SCOT (les SHPU, les OUID, les OURS et les NQC). Les moins de 20% restant sont assurés par une production diffuse (ouverture - de 5 000m², division de logement, renouvellement urbain ponctuel) non identifiés par le SCOT.

Le développement de nouvelles zones d'activités se localise dans les SEIC ou dans les SEIL. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire et identifiés au SCOT. »

Il est rappelé les principes de priorisation du potentiel de développement (notamment en ce qui concerne la production de logements) au sein des espaces urbanisés existants et à proximité des transports en commun (ce qui constitue en fait un rappel de la loi).

Le PLU de Lamanon devra par ailleurs garantir dans les sites de développement les points exposés ci-dessus (développés plus loin dans le DOO).

✧ **Protéger les espaces et les sites**

Le SCoT identifie plusieurs espaces naturels, d'indice 1 et 2 :

« Les espaces d'indice 1

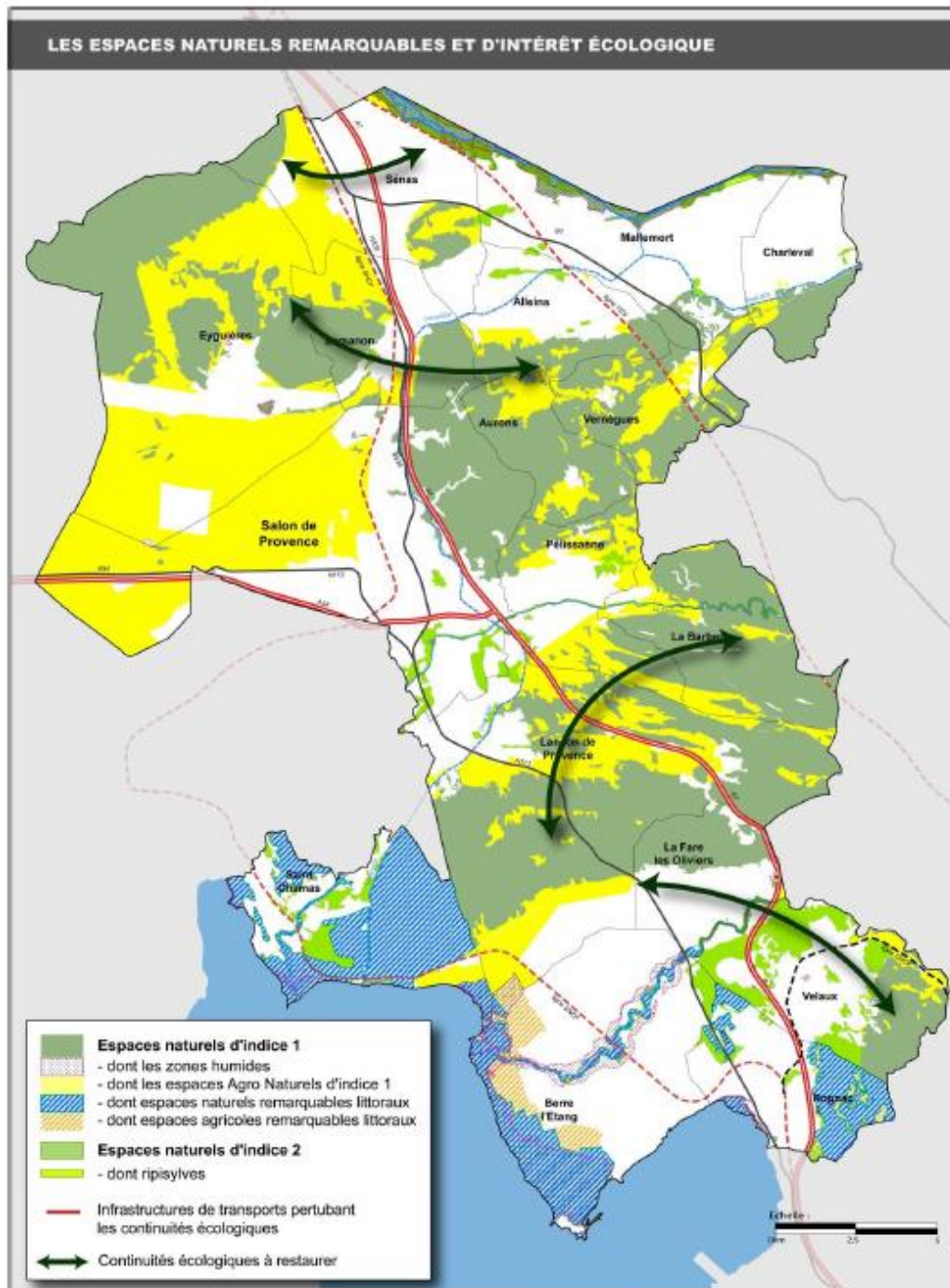
Les documents d'urbanisme identifient en espace d'indice 1

- Les espaces constituant des « corridors écologiques », y compris les superficies de zones humides repérées par le SCOT.
- Les espaces constituant des coupures agro-naturelles.
- Les espaces constituant des sites d'intérêt paysagers spécifiques.
- Les cœurs des zones humides, les cours d'eau et fleuves côtiers et leurs ripisylves.
- Les espaces naturels qui ont une fonction écologique forte (ils sont le socle d'une biodiversité particulièrement riche : espèce protégée notamment...)

Les espaces d'indice 2

Les espaces d'indice 2 sont représentés et non délimités. Ils devront être construits et argumentés par les PLU. Ils concernent :

- les zones naturelles non artificialisées, y compris celles n'étant pas inscrites dans un périmètre de protection environnementale
- la trame bleue du SCOT à protéger dans toutes ses composantes (les ripisylves identifiées, les linéaires boisés aux abords des cours d'eau, les haies)
- les espaces parcs et les sites boisés significatifs au sein des enveloppes agglomérées. »



Les espaces naturels remarquables et d'intérêt écologique

La commune de Lamanon comprend des espaces naturels d'indice 1 et 2. Le PLU de Lamanon devra identifier et représenter ces espaces naturels.

➤ *Les espaces naturels d'importance écologique*

Les espaces naturels qui ont une fonction écologique forte sont le socle d'une biodiversité particulièrement riche (espèces protégées notamment...). Sur la commune de Lamanon, il s'agit des :

- Massif de la chaîne des Côtes-Les Roques ;
- Massif des Alpilles.

Les espaces agro-naturels qui ont une fonction écologique forte :

- Crau humide et Crau sèche

Prescriptions :

« Protéger les espaces naturels d'importance écologique : indice 1

- Les occupations et utilisations du sol sont limitées aux actions de gestion et de mise en valeur de l'écosystème. Les documents d'urbanisme communaux peuvent y admettre, ponctuellement, la réalisation d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.
- Ils font l'objet dans les PLU de mesures de protections adaptées (zone naturelle indicée pour protection)
- Ils font l'objet de mesures de gestion et de lutte contre le risque incendie : mise en place de coupures vertes agricoles ou coupures de combustibles notamment via le sylvo-pastoralisme, mise en place ou maintien de zones tampons entre espace urbain et espace forestier.
- Les zones humides, les cours d'eau et leurs ripisylves, du fait de leurs caractéristiques écologiques, fonctionnelles et patrimoniales sont reconnus comme faisant partie intégrante des indices 1 (voir carte Trame Bleue et zones humides en 2.3)

Préserver les espaces naturels d'intérêt écologique : indice 2

- Les aménagements éventuels de loisirs devront être compatibles avec la sensibilité écologique du milieu
- Les projets touristiques, d'équipements ou d'infrastructures présentant un intérêt général y sont autorisés. Notamment les aires de sport et de loisir, les aménagements pour l'accueil des gens du voyage, les aménagements légers, les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif. »

Le PLU de Lamanon démontrera sa compatibilité avec la préservation des espaces naturels d'importance écologique.

➤ *La protection des milieux aquatiques*

1/ Poursuivre l'effort de mise aux normes des équipements d'assainissement

Prescriptions

« Orientation fondamentale n°4 du SDAGE

- les PLU interdisent la construction sous forme d'assainissement individuel en l'absence d'un document d'aptitude des sols à l'assainissement actualisé selon leur projet
- les ouvertures à l'urbanisation sont conditionnées par la desserte en assainissement collectif
- les PLU organisent les activités économiques de façon à ne pas fragiliser la qualité de la nappe, en particulier sur la nappe de la Crau
- les PLU limitent l'urbanisation dans les secteurs saturés ou sous-équipés pour ce qui concerne les rejets d'eaux usées ainsi que les secteurs en déficit chronique de ressource en eau. »

2/ Assurer la protection de la nappe de La Crau

Prescriptions

- « les opérations d'aménagement économiques et résidentielles réduisent autant que possible les surfaces artificialisées en maintenant en l'état de surface irriguée les parties non nécessaires au fonctionnement du secteur
- aucune destruction de canal d'irrigation sans remplacement, et maintien des écoulements, n'est autorisée. »

4/ Améliorer la gestion des eaux pluviales

Prescriptions

« Amélioration de la gestion des eaux pluviales et de leur qualité

- les schémas directeurs d'assainissement des communes urbaines comportent un volet spécifique sur la gestion des eaux pluviales qui évolue l'importance des flux polluants apportés aux milieux récepteurs et les actions nécessaires à la maîtrise des pollutions. »

6/ Protéger et restaurer les zones humides

« Protection et restauration des zones humides

Les aménagements ne doivent en aucun cas altérer les zones humides. »

Le PLU de Lamanon démontrera sa compatibilité avec la protection des milieux aquatiques.

- ❖ *Les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers*

LE STATUT DES COMMUNES DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE			
Villes	Salon-de-Provence	Berre-l'Etang	Rognac
	Sénas	Eyguières	Lançon-en-Provence
Bourgs	Mallémort	Peissanne	Velaux
	Saint-Chamas	La Fare-les-Oliviers	
Villages	Charleval	Alleins	Lamanon
	Vernègues	Aurons	La Barben

Dans le SCOT Agglopolé Provence, Lamanon est classée en « village ».

A horizon 10 ans, la consommation foncière pour le développement résidentiel et économique (et les équipements associés) est planifiée par le SCOT. Les objectifs d'équilibre de la consommation foncière pour les villages sont détaillés ci-dessous :

- *Objectifs de limitation de la consommation foncière*

L'optimisation des enveloppes urbaines existantes

C'est une priorité du SCOT qui ne fixe donc pas de limite à la consommation foncière dans ces espaces, en particulier sur les secteurs desservis par les transports en commun.

Toutefois, la densification de ces espaces devra tenir compte de la capacité des équipements publics, des réseaux (AEP et voirie notamment) et respecter l'objectif de maintien de la qualité paysagère. **Ce principe d'intensification des espaces urbains existants ne concerne pas les zones soumises au risque d'inondation.**

« Prescriptions :

Privilégier la densification et le renouvellement urbain dans les enveloppes agglomérées existantes

- *Un minimum de 50% de la production de logements s'effectuera dans les enveloppes agglomérées existantes définies dans le SCOT pour toutes les communes : Consommation foncière pour l'habitat en enveloppe agglomérée mobilisation de 105ha (75ha de consommation foncière + 30ha de renouvellement urbain)*
- *Consommation foncière pour le développement économique en enveloppe agglomérée mobilisation de 140ha (75ha de consommation foncière + 65ha de renouvellement urbain)*

Les extensions de l'urbanisation résidentielle en dehors des enveloppes agglomérées sont limitées à un maximum de 190ha.

Les extensions pour le développement économique en dehors des enveloppes agglomérées sont limitées à un maximum de 240ha. »

Le PLU de Lamanon doit donc privilégier la densification et le renouvellement dans les enveloppes agglomérées, où la consommation d'espaces n'est pas limitée, et qui sont présentées ci-dessous :

- *La définition de limites déterminantes à l'urbanisation et les enveloppes agglomérées*

« Prescriptions :**Les limites déterminantes à l'urbanisation**

Cartographiée par le SCOT, l'enveloppe agglomérée marque les limites de la tâche urbaine continue au sein de laquelle il n'existe pas de plafond maximal de consommation d'espace à l'échéance du SCOT.

Les limites déterminantes devront faire l'objet de prescriptions paysagères spécifiques à l'intérieur des opérations (pré-verdissement, traitement paysager...) concourant à l'intégration de l'urbanisation nouvelle dans le grand paysage.

Dans les enveloppes agglomérées

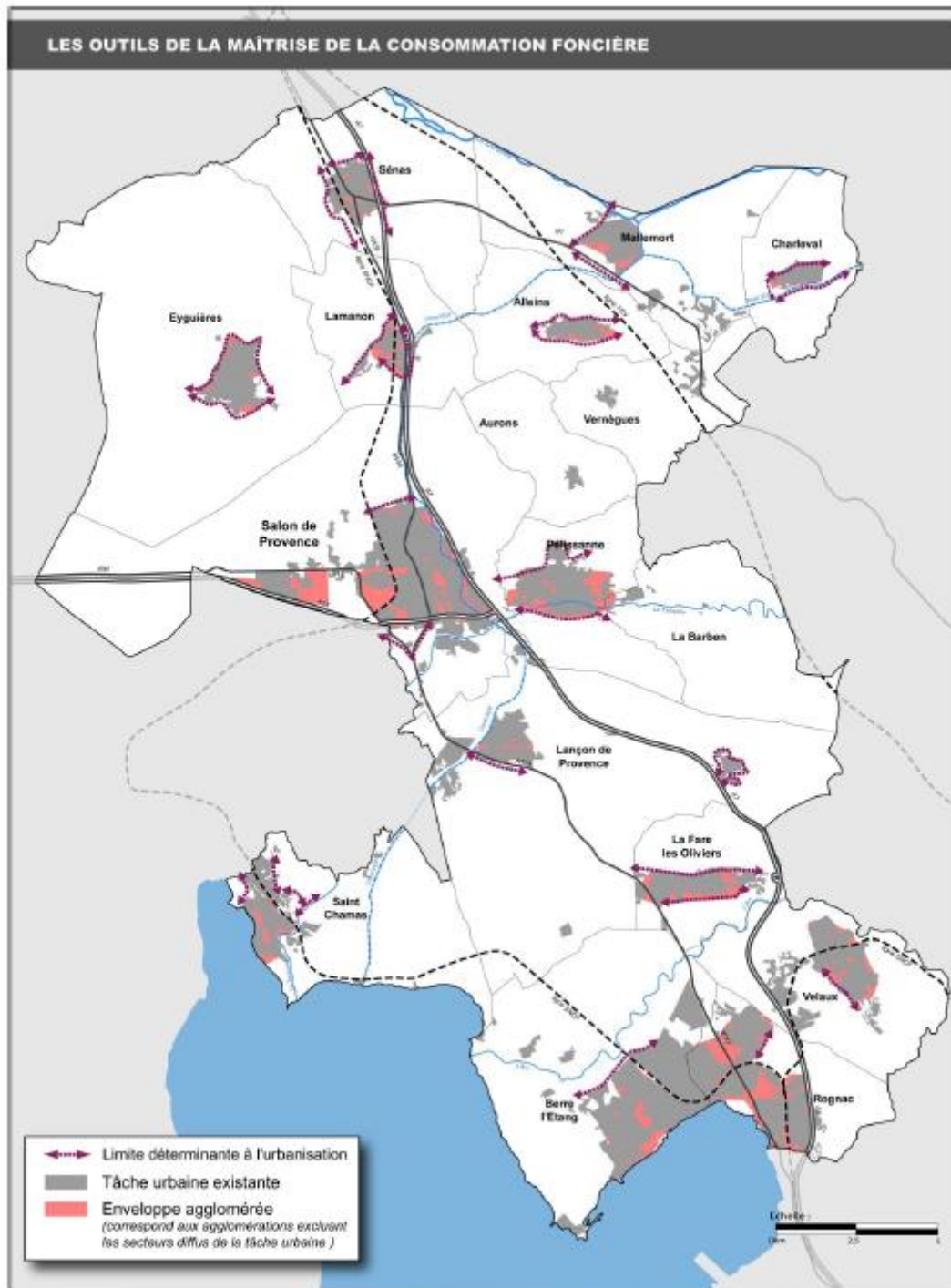
Les PLU optimisent ces périmètres et notamment :

- *justifient des limitations à la densification de l'espace*
- *justifient du maintien des superficies minimales*

Dans les zones blanches

Des zones blanches situées en périphérie immédiate des agglomérations représentent des réserves foncières au-delà de l'échéance du SCOT. Elles ne sont plus agricoles, ni forestières ou naturelles sans avoir été inventoriées comme projet urbain. Les Communes peuvent décider de les maintenir en zone naturelle à caractère de réserve foncière ou en zone à urbaniser stricte.

Leur ouverture à l'urbanisation au titre du SCOT est donc proscrite, sauf Révision ou Modification du SCOT. Après accord du SCOT, les Communes peuvent procéder à leur mise en œuvre au moyen de la procédure d'urbanisme qu'elles choisissent. »



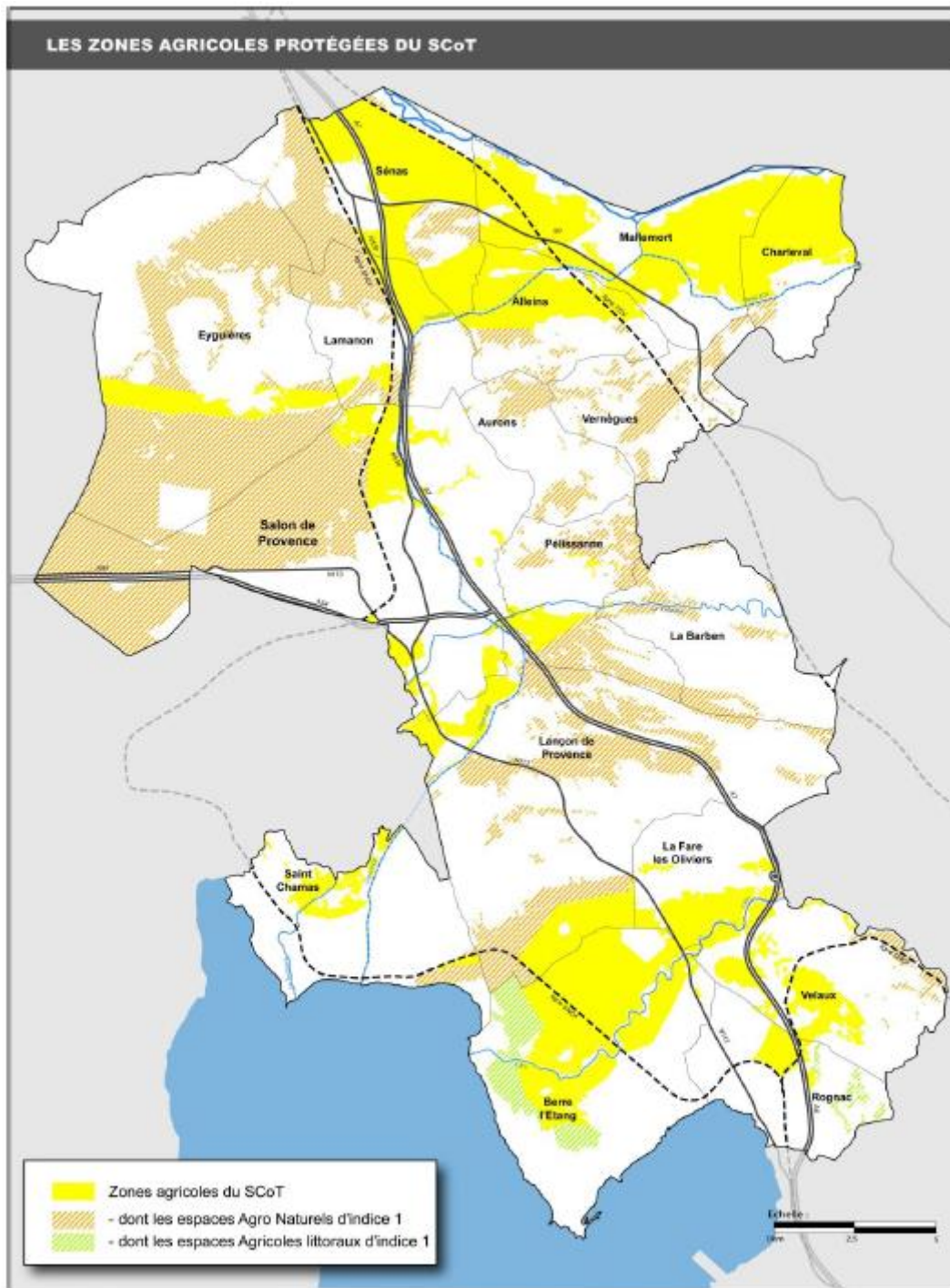
Les limites déterminantes à l'urbanisation et enveloppes agglomérées

La cartographie du DOG permet de définir l'enveloppe agglomérée, mais reste peu précise pour réellement déterminer les espaces de potentiel développement.

➤ *La préservation des zones agricoles*

« Prescriptions :

- *Le déclassement de zones agricoles dans les PLU est limité aux sites identifiés au SCOT au travers des sites de développement ; ils représentent environ 40ha (zones NC ou A dans les PLU)*
- *En dehors des sites de développement identifiés au SCOT : **l'ensemble des zones agricoles de plaine identifié par la cartographie du SCOT sera intégré à la zone agricole réglementée (zone A des PLU). Le statut de réserve foncière (zone AU) ne sera acceptée que sous réserve des justifications apportées par les PLU.***
- *Les occupations et utilisations du sol dans les espaces agricoles sont limitées aux aménagements nécessaires à l'exploitation et aux prescriptions de l'article R123-7 du Code de l'Urbanisme.*
- *Les aménagements éventuels de loisirs ou de tourisme dans les espaces agricoles doivent être compatibles avec l'exploitation des terres agricoles.*
- *Les équipements d'intérêt général et les infrastructures routières sont admis en zone agricole sous réserve d'être limités et justifiés par des nécessités techniques quant à leur localisation.*



Identification des zones agricoles

Lamanon devra donc classer en zone A les zones agricoles identifiées dans le SCoT, et le PLU devra plus généralement être compatible avec la préservation des zones agricoles.

➤ *La réalisation de zones tampons en interface avec les espaces agricoles et naturels*

A la charge des porteurs de projet, de nouvelles interfaces entre les agglomérations et les espaces agricoles ou naturels sont exigées par le SCoT lors de toute nouvelle ouverture à l'urbanisation.

Il s'agit de mettre en place une trame verte d'interface entre les espaces naturels et les nouveaux quartiers. Ces espaces constituant une véritable ceinture verte sont envisagés :

- comme des corridors écologiques propices à la circulation des espèces. Dans cet objectif, le SCOT encourage la limitation des clôtures intégrales empêchant les échanges biologiques avec les sites périphériques.
- comme des espaces publics ou zones vertes des opérations, jouant à terme, par leur mise en réseau, le rôle d'axe en mode doux.
- comme assurant une fonctionnalité dans la gestion des eaux pluviales en compensation hydraulique à l'imperméabilisation des sites.

Prescriptions

« Les nouvelles zones tampons sont à réaliser dans les opérations d'aménagement en interface avec les zones naturelles et agricoles. Elles représentent de la consommation foncière.

L'objectif de leur réalisation est la mise en place d'une trame verte qui doit favoriser :

- *l'intégration paysagère*
- *les corridors de modes doux intra-quartier*
- *les traitements hydrauliques*
- *les actions sur la biodiversité en ville*
- *de nouveaux lieux sociaux. »*

Recommandations

- *« Les espaces tampons entre l'urbain et espaces forestiers : largeur suffisante pour être reconnue comme pare-feux. Ces espaces visent principalement à réduire le risque incendie. Ce sont des zones non urbanisées et non boisées, il peut s'agir d'espaces entretenus par l'agriculture ou d'espaces verts entretenus et non boisés.*
- *Les espaces tampons entre urbain/agricole ou urbain/ espaces naturels : leur largeur suffisante pour développer des sites de gestion des eaux pluviales, des espaces publics, des jardins partagés. »*

La création de zones tampons lors de la réalisation d'opérations d'aménagement à Lamanon devra donc être incluse dans le calcul de consommation foncière.

❖ Les conditions d'ouverture à l'urbanisation

➤ Les grands principes

Le SCoT édicte que : « Le SCOT identifie plus de 140 sites à horizon 10 ans pour accueillir le développement économique et résidentiel du territoire. Les secteurs d'extension situés en continuité de l'urbanisation existante sont prioritaires. »

« Un seuil de densité minimum de 15 à 20 logements à l'hectare est imposé par le SCOT. Toutefois, en raison du caractère paysager sensible de certains espaces du territoire du SCOT, certains sites pourront déroger à cette règle. La commune devra alors démontrer la nécessité d'urbaniser l'espace en question et justifier des sensibilités du site. »

Des zones blanches situées en périphérie immédiate des agglomérations représentent des réserves foncières au-delà de l'échéance du SCOT. Elles ne sont plus agricoles, ni forestières ou naturelles sans avoir été inventoriées comme projet urbain. Les Communes peuvent décider de les maintenir en zone naturelle à caractère de réserve foncière ou en zone à urbaniser stricte.

Leur ouverture à l'urbanisation au titre du SCOT est donc proscrite, sauf Révision ou Modification du SCOT. Après accord du SCOT, les Communes peuvent procéder à leur mise en œuvre au moyen de la procédure d'urbanisme qu'elles choisissent. »

Le PLU de Lamanon devra donc privilégier le développement économique et résidentiel dans les sites identifiés sur la commune. Un seuil de densité de 15 à 20 logements à l'hectare y est imposé. Des dérogations sont possibles si des enjeux paysagers sont identifiés.

Prescriptions

« 1. Les communes doivent privilégier la mobilisation du potentiel de développement dans les espaces urbanisés existants (dents creuses et potentiel de densification des zones) et desservis par les équipements (notamment les transports en commun)

2. Les sites de développement

- *respectent des critères de performance environnementale, de qualité, de densité, de mixité en fonction de leur typologie*
- *sont raccordés à l'assainissement collectif et au réseau d'adduction d'eau potable*
- *la gestion des déchets est prévue en amont des opérations d'aménagement. Il s'agit notamment de réserver dans les nouvelles opérations d'habitat ou d'activités des espaces pour la gestion des déchets (points d'apports volontaires, bacs de collecte...)*
- *la gestion des eaux pluviales est assurée à l'échelle de chaque opération d'aménagement (stockage et traitement local des eaux pluviales)*

L'ouverture à l'urbanisation des sites d'extension identifiés au SCOT est conditionnée au respect des principes énoncés ci-après. »

➤ Les conditions de réalisation des sites à dominante résidentielle

	Niveau 1 : SHPU et Sites de Renouvellement Urbain et Mixité Urbaine	Niveau 2 : OUID	Niveau 3 : OURS	Niveau 4 : NQC
Typologie de logements	Forte diversité	Forte diversité	Diversité de l'habitat	30% pour les seules communes ne respectant pas les dispositions de l'article 55 de la loi SRU
Logements aides	30% (1)	30% (1)	30% (1)	
Densité	Environ 50 logements par hectare *	Environ 50 logements par hectare *	Environ 25 logements par hectare *	Environ 15 logement par hectare *
Performance environnementale	Très forte exigence. Une partie des besoins en énergie sont couverts par la production locale d'énergie. Exigences de maîtrise des consommations énergétiques supérieures à la RT 2012	Forte exigence de performance environnementale. Une partie des besoins en énergie sont couverts par la production locale d'énergie. Exigences de maîtrise des consommations énergétiques supérieures à la RT 2012	Forte exigence de performance environnementale. Une réflexion est menée en amont de l'opération pour limiter les consommations énergétiques (orientation des bâtiments, architecture, forme urbaine...)	
Desserte en transports en commun	Renforcée en terme de cadencement	Bonne desserte	Evaluation des conditions et possibilités de desserte en transports en commun réalisée en amont de l'opération	Se raccordent aux réseaux TC par modes doux
Equipements - services	Présence d'équipements et de services de proximité - réservation d'espaces publics et espaces verts.	Présence d'équipements et de services de proximité - réservation d'espaces publics et espaces verts.	Présence d'équipements et de services de proximité ou aux abords	

(1) 25% pour les communes respectant l'article 55 de la loi SRU

Comme vu précédemment, Lamanon pourra être concernée par des Nouveaux Quartiers Communaux. Les prescriptions suivantes s'y appliquent :

Prescriptions

Les NQC (Nouveaux Quartiers Communaux) :

- « ont une superficie inférieure à 5 hectares, ou deviennent des OURS,
- recherchent la mise en œuvre de la mixité fonctionnelle et sociale. Les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU fixent un minimum de 30% de logements sociaux dans ces périmètres.
- développent dans leur OAP qui les conçoivent un parti paysager et environnemental innovant,
- mettent en œuvre une densité d'au moins 15 logements à l'hectare
- se raccordent aux réseaux TC par modes doux »

Lamanon comprend 4 NQC, pour une superficie totale de 7,3 ha.

Le PLU de Lamanon devra dans les NQC :

- Imposer une densité d'au-moins 15 logements/ha ;
- Se raccorder aux réseaux de transport en commun par des modes doux.

➤ Les conditions de réalisation des sites à vocation économique

La hiérarchie des Sites Economiques du SCoT AgglopoLe Provence		
	S.E.I.S et Sites Economiques Spéciaux	S.E.I.L
Vocation	Economique de rang régional. Les Sites Economiques Spéciaux prennent les mêmes caractéristiques.	Economie locale sans vocation à accueillir des activités commerciales autres que show-rooms professionnels (sauf statut ZAcot - partie 7 du DOG)
Performance environnementale	Sont réalisés au moyen d'études de performance environnementale recherchant des solutions d'énergies renouvelables. Une partie des besoins en énergie de la zone d'activité sont couverts par la production locale d'énergie renouvelable. Exigences de maîtrise des consommations énergétiques supérieures à la RT 2012	Sans objet
Mobilité	Bénéficient d'une démarche de promotion et d'animation de la mobilité durable. Hiérarchisation des voies de circulation	Sont intégrées aux agglomérations auxquelles elles appartiennent
Desserte en transports en commun	Desserte obligatoire	Sans objet
Equipements - services	Raccordés au très haut débit numérique	Sans objet
Espaces publics	Aménagements paysagers des espaces publics	Sans objet
Forme urbaine	Forme urbaine compacte. Les espaces de stationnement seront pensés en amont des opérations de manière à rationaliser l'espace.	Sans objet

Site de Renouvellement et Mixité Urbaine	
Vocation	Secteurs de renouvellement urbain des centralités et des entrées de ville permettant également la réalisation de programmes d'habitat denses de type S.H.P.U. Représentent les cœurs tertiaires du SCoT. Sont prioritaires pour recevoir les grandes implantations commerciales.
Performance environnementale	Idem SEIS et SHPU
Mobilité	Forment les points de multi-modalités du SCoT.
Desserte en transports en commun	Desserte obligatoire - et valorisation des pôles d'échanges de Salon et Rognac
Equipements - services	Raccordés au très haut débit numérique
Espaces publics	Aménagements paysagers des espaces publics
Forme urbaine	Forme urbaine dense. Les espaces de stationnement seront pensés en amont des opérations de manière à rationaliser l'espace.

Prescriptions

Les SEIL :

- « Accueillent de l'économie locale à l'exception des activités commerciales quand elles n'ont pas le statut de ZAcot (voir partie 7 du DOG)
- Sont intégrés aux agglomérations auxquelles ils appartiennent. »

En outre, ils sont conçus comme des zones économiques denses et compactes avec un indicateur de 10 emplois/hectare minimum.

❖ Les secteurs d'intensification de l'urbanisation

« Il s'agit d'intensifier dans les pôles urbains et villageois prioritairement les espaces situés à proximité des axes structurants de transports en commun et bénéficiant d'un bon niveau d'équipements et de services. »

La commune de Lamanon n'est pas considérée comme secteur d'intensification de l'urbanisation.

❖ Objectifs et principes de la politique de l'habitat

- Assurer un effort important de production de logement

PROMOUVOIR DES FORMES D'HABITAT DENSES ET DIVERSIFIEES			
	HABITAT COLLECTIF (environ 50 logements/hectare)	HABITAT INTERMEDIAIRE (environ 25 logements/hectare)	HABITAT INDIVIDUEL (environ 15 logements/hectare)
Villes	50% minimum	15%	35% maximum
Bourgs	30% minimum	20%	50% maximum
Villages	15% minimum	50%	35% maximum

Prescriptions :

« 1. La production d'environ 10 000 logements en 10 ans

- Provence Salonnaise : environ 5 000 logements – 50% de la production du SCoT
- Rives de l'Etang de Berre : environ 3 000 logements – 30% de la production du SCoT
- Val de Durance : environ 2 000 logements – 20% de la production du SCoT. »

« 2. Promouvoir la diversité des typologies et des formes d'habitat.

Dans cet objectif, les PLU démontrent que les règles qu'ils appliquent permettent, à l'échelle de la commune d'atteindre les objectifs suivants :

- 1/3 - les villes devront programmer un minimum de 50% de logements collectifs dans leur production neuve et un maximum de 35% de logement individuel ;
- 2/3 - les bourgs devront programmer un minimum de 30% de logements collectifs dans leur production neuve et un maximum de 50% de logements individuels ;
- 3/3 les villages devront programmer un minimum de 15% de logements collectifs dans leur production neuve et un maximum de 35% de logements individuels.

Les prescriptions en matière de répartition des typologies d'habitat sont applicables à l'échelle de la programmation de logements de la commune et non pas à l'échelle de la programmation de l'opération d'aménagement. »

Ainsi, à l'échelle de la commune, le PLU de Lamanon devra pour les productions neuves prévoir :

- Un minimum de 15% de logements collectifs (densité de 50 logements/ha) ;
- Environ 50% de logements intermédiaires (densité de 25 logements/ha) ;
- Un maximum de 35% de logements individuels (densité de 15 logements/ha).

Ces éléments sont édictés pour « la production neuve ». Or, il semble impossible avec les outils d'un PLU de garantir une diversité des typologies sur l'ensemble du territoire, en particulier sur les parcelles en dents creuses (la construction d'une maison individuelle sur tel ou tel secteur de Lamanon impacterait la future typologie de construction à l'autre bout de la commune sur une autre parcelle). **Le PLU de Lamanon démontrera sa compatibilité sur les secteurs de PU uniquement.**

➤ *Produire une offre de logement diversifiée*

Typologie	Nom du site	Zonage au POS	Superficie (en ha)	Vocation	Nb de logements envisagés ou théorique	Superficie de consommation foncière (en ha)		
						En enveloppe	En renouvellement urbain	En extension
NQC	Sud terrain de sport / Bord de canal	NA	1,5	Habitat	30	1,5		
NQC	La Guérite	NB	2,5	Habitat	60	2,5		
NQC	La Tuilière	NC	1,5	Équipement	80			1,6
NQC	Entrée de ville	NA	1,8	Habitat	46	1,8		
Total			7,3	-	216	5,8		1,6

Projets urbains à dominante résidentielle à Lamanon

Le bilan du SCoT établi en Conseil Métropolitain du 19/12/2019 a indiqué que :

Aucun projet de création de logements n'apparaît sur la commune de Lamanon, alors que dans les projets urbains à dominante résidentielle identifiés du SCOT, 3 opérations totalisant 136 logements étaient identifiées (Sud terrain de sport / Bord de canal 30 logements ; La Guérite 60 logements ; Entrée de ville 46 logements).

Ces NQC ont été identifiés au regard du zonage de l'ancien POS.

➤ *Adapter la localisation des logements spécifiques*

Prescriptions :

« L'objectif de 30% de logements sociaux dans la production neuve sera garanti par :

- 30% de logements aidés dans les Nouveaux Quartiers Communaux du SCoT pour les communes ne respectant pas la part de logement social requis par la loi.
- La mise en place dans les PLU de servitudes de mixité sociale, en particulier dans les centres urbains.

Dès 2016, les PLU devront garantir la réalisation de 50% de logements sociaux pour les opérations de plus de 2 500m² d'emprise foncière dans les communes ne satisfaisant pas à l'art. 55 de la loi S.R.U. »

La commune de Lamanon n'est pas concernée par la loi S.R.U, et n'a donc pas d'obligation de production de logements sociaux.

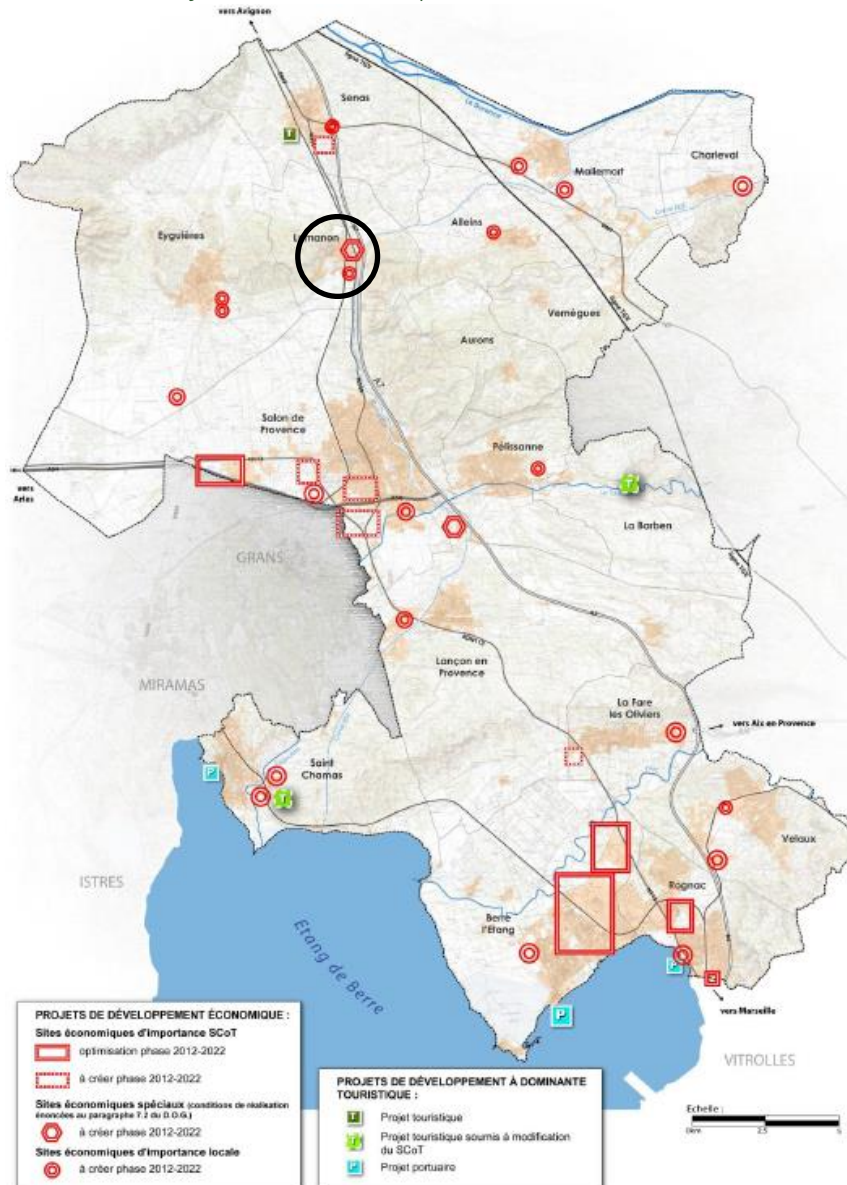
- ❖ *Objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal et aux localisations préférentielles des commerces*

➤ *L'accessibilité territoriale – premier facteur d'attractivité économique*

Un site économique d'activité a été identifié sur la commune de Lamanon :

Typologie	Potentiel	Nom du site	Superficie (en ha)	Vocation	Superficie de consommation foncière (en ha)		
					En enveloppe	En renouvellement urbain	En extension
SES	Extension	Mas d'Audier	17	Activités			17

Projet de site économique d'activités à Lamanon



Les projets de développement économique et touristique

Cependant, comme vu précédemment, dans le cadre de l'élaboration du PLU de Lamanon, un risque d'inondation a été identifié au niveau du projet du site du Mas d'Audiers, ce qui a conduit à l'abandon du projet de zone d'activités.

Ainsi, les 17 ha identifiés en extension ne sont plus dédiés à ce site d'activités.

- *La restructuration des zones économiques et les principes de performance de paysagement*

Prescriptions

1. *« une OAP doit démontrer les outils mis en œuvre pour assurer le renouvellement urbain (maîtrise foncière, accélération du recyclage foncier) et restructurer l'organisation de ces linéaires urbains dégradés*
2. *les dispositions prises pour assurer la qualité architecturale et paysagère des entrées de ville et la réduction des surfaces imperméabilisées*
3. *l'intégration de l'Axe Structurant dans la conception du projet urbain ainsi que la place dévolue aux éco-mobilités et aux espaces publics. »*

Ainsi, le PLU de Lamanon devra intégrer des dispositions de restructuration des zones économiques, visant à assurer leur qualité architecturale et paysagère des entrées de ville, et à limiter les surfaces imperméabilisées.

L'axe structurant correspondant à la RDn113, le PLU de Lamanon ne prendra pas en compte la troisième prescription.

- *La maîtrise de la qualité urbanistique des sites d'activités*

Prescriptions

« Afin de favoriser le renouvellement urbain, et surtout de limiter la surconsommation de foncier à des fins économiques, le SCOT vise à :

- *Réglementer le développement de zones d'activités « sans profondeur »*
- *Réduire la consommation de foncier à des fins économiques (optimisation du foncier) en développant des zones compactes en veillant à éditer une réglementation qui permet, voire impose, la réalisation de locaux sur plusieurs niveaux.*
- *imposer un traitement végétal des espaces privés et publics au sein des zones d'activités*
- *intégrer un pourcentage espaces libres / espaces occupés*
- *mettre en œuvre une architecture contemporaine et des principes de performance environnementale »*

Le PLU de Lamanon devra, pour les sites économiques, prendre en compte les prescriptions ci-dessus.

- *Le pari du développement économique local – la valorisation de ses propres forces*

1/ L'économie agricole, pilier économique d'Agglopoie Provence

Prescriptions

1. *« Agglopoie Provence met en œuvre en collaboration avec la Chambre d'Agriculture une Charte Agricole sur son territoire dès 2014, année 1 du SCOT.*
2. *Le volet agricole du diagnostic des PLU, est conçu en concertation avec les acteurs du monde agricole.*
3. *Une traduction réglementaire appropriée dans les documents d'urbanisme, la diversification et la valorisation des productions locales (ateliers de transformation, magasins de vente directe, ...) sur les sites de production (exploitations)*

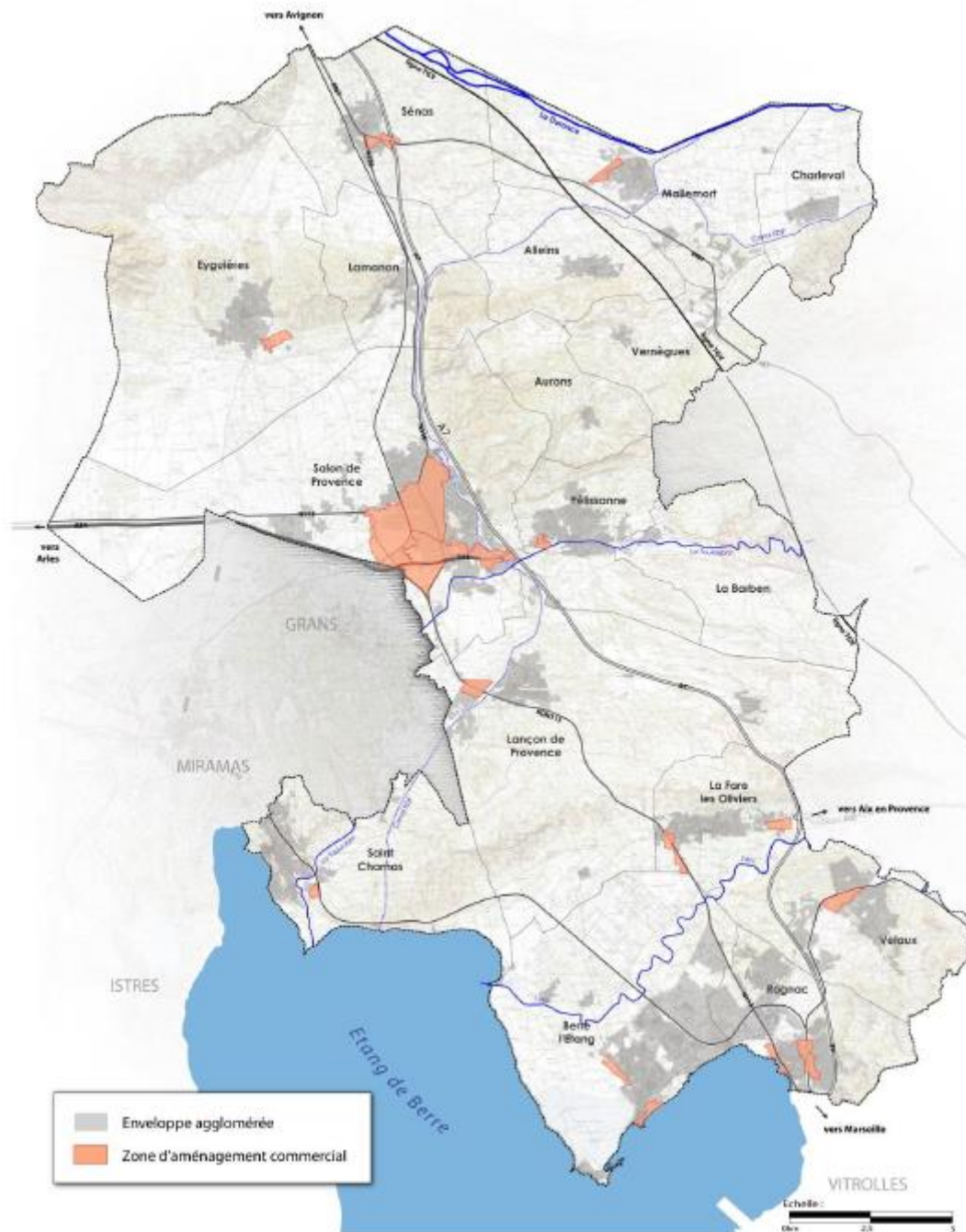
4. *Justifier des capacités et du potentiel de densification ou de renouvellement urbain avant toute ouverture de nouvelle zone à l'urbanisation consommant des espaces agricoles*
5. *Freiner le développement de zones d'habitat en discontinuité des villages et hameaux (mitage)*
6. *En dehors des zones urbaines et des projets de développement du SCOT, positionner les terres irriguées, drainées ou irrigables (raccordable à un réseau d'irrigation passant à proximité) en zone Agricole dans les PLU en dehors des zones agglomérées*
7. *Favoriser le changement d'affectation des anciens bâtiments agricoles dès lors qu'ils n'ont plus d'usage agricole vers le développement de l'agro-tourisme permettant les compléments d'activités. »*

Concernant le volet agricole du PLU de Lamanon, il devra donc :

- Être réalisé en concertation avec les acteurs du monde agricole ;
- Justifier la consommation d'espace agricole grâce à des analyses des capacités et du potentiel de densification ou de renouvellement urbain ;
- Positionner les terres irriguées, drainées et irrigables situées en dehors des zones urbaines et des projets de développement du SCoT en zone agricole
- Favoriser le changement d'affectation des anciens bâtiments agricoles en faveur de l'agro-tourisme.

➤ *Le document d'aménagement commercial (DAC)*

Le DAC définit les localisations préférentielles (centralités urbaines et ZACOM) du développement commercial et leurs vocations en fonction de leur niveau de polarité et de leur situation géographique. Il précise également les conditions d'implantation du commerce.



Zones d'aménagement commercial de l'Agglopolys Provence

Sur Lamanon, aucune ZACOM n'est identifiée. Lamanon est concernée par des commerces de types 1 :

Commerce de rang 1 - de proximité :

- Peuvent être situés dans des petites et moyennes communes, zones rurales, ou quartiers des agglomérations
- Correspondent aux commerces répondant aux besoins quotidiens des populations ou aux besoins de première nécessité

« Les déplacements pour s'y rendre sont réduits, l'attractivité de ces pôles est donc essentiellement locale. Les règles d'urbanisme pour ce niveau doivent faciliter la diversité commerciale et le dynamisme. »

Prescriptions

« Les commerces de rang 1 sont libres d'implantation dans l'enveloppe agglomérée et dans les sites d'extension urbaine, sauf en cas de contrainte environnementale.

Les PLU ne pourront interdire les commerces de rang 1 dans les centralités urbaines existantes et futures. Les règles des PLU notamment en matière de stationnement ne devront pas freiner l'implantation des commerces de rang 1. »

Les espaces destinés à accueillir les commerces de rang 1 ne font pas l'objet d'une cartographie dans le SCOT.

Le PLU de Lamanon doit définir les commerces de proximité dans l'enveloppe agglomérée et dans les sites d'extension urbaine.

❖ Orientations de la politique des transports et de déplacement

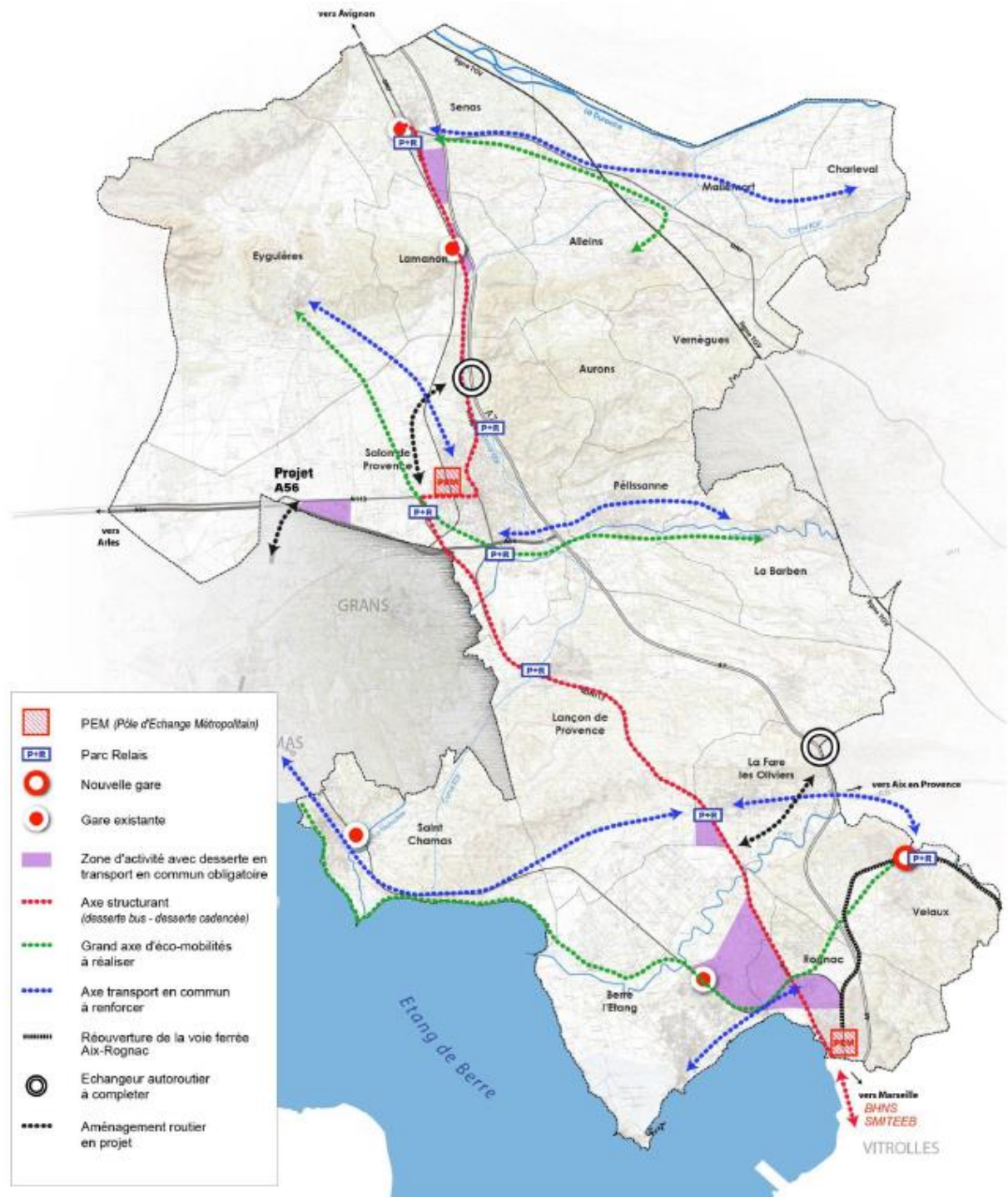
➤ *L'accessibilité interne, composante de structuration et de solidarité territoriale*

2/ La nécessaire cohérence entre développement de l'emploi et de l'habitat

Le SCOT conditionne la réalisation des grands projets économiques et urbains à leur desserte par un transport en commun (proximité gare, réseau de TC urbains ou départemental)

- Les secteurs de développement urbain de niveau 1 (SES) sont desservis par une offre structurée de transports en commun présentant un cadencement aux heures de pointe.
- Les secteurs de développement urbain de niveau 2 (SEIL) sont desservis par une offre de transport.

Le projet du site économique du Mas d'Audier étant abandonné car le secteur est situé en zone inondable, le PLU ne devra pas prendre en compte cette prescription pour ce secteur. Néanmoins les autres secteurs de SEIL devront les respecter.



Les orientations de la mobilité durable

➤ *Un territoire de courte distance*

2/ La création d'un réseau d'éco-mobilité dans Agglopoie Provence

Le territoire du SCoT comprend un réseau de modes doux existant qui mérite d'être complété.

Deux nouveaux axes de modes doux doivent être mis en œuvre, dont celui :

- Dans le Val de Durance-Alpilles, par la transversales Lamanon- Alleins- Mallemort-Charleval.

Le PLU de Lamanon devra démontrer sa compatibilité en mettant en place les outils permettant la réalisation de cet axe selon les besoins, notamment fonciers, établis au niveau intercommunal.

3/La redistribution des priorités de circulation

L'espace et la priorité accordés aux flux routiers depuis des décennies aux détriments des circulations non motorisées ont segmenté les espaces urbains, instaurés des ruptures de cheminements et pénalisent aujourd'hui la diversification des modes de se déplacer.

Les actions envisagées par le SCoT pour réparer ces dysfonctionnements sont transversales :

- la reconquête des centres-villes : la pacification des centres urbains implique une action de long terme sur la place du stationnement automobile de surface et la redéfinition des priorités sur l'espace public. L'apaisement des centralités se fera au moyen de nouvelles zones de rencontres (zone circulée où le piéton est prioritaire), de zone 30 et par révision des profils en travers des grands axes au profit de l'espace public

Le PLU de Lamanon devra démontrer sa compatibilité avec ces prescriptions (qui ne sont cependant pas précisées dans un encadré « prescriptions »).

➤ *Organiser le transport de marchandises*

1/ une desserte ferroviaire inégale

Avec l'abandon du wagon isolé par l'opérateur historique, le transport de marchandises par fret ferroviaire a manifestement perdu de sa capacité à contrecarrer le trafic routier des marchandises. Seuls les sites présentant des capacités de traitement de masse peuvent prétendre à un développement. Et dans ce domaine, le territoire est inégalement équipé :

- le transport ferroviaire dans le Val de Durance / Alpilles

Les deux sites de gare de Sénas et Lamanon permettront un regroupement éventuel, entendu que la proximité du MIN de Cavaillon invite naturellement à procéder à un brouettage de courte distance pour le report de fret sur le fer.

Le PLU de Lamanon ne possède pas d'outil direct pour atteindre cet objectif, qui n'est d'ailleurs qu'un encouragement. **Il devra être démontré que le PLU ne remet pas en cause cette volonté.**

➤ *La maîtrise du stationnement automobile et la diversification de l'offre*

1/ Ré-orienter le déplacement vers le réseau TC et les mobilités sans GES

Recommandations

- dans les zones économiques, les parkings communs et partagés sont privilégiés, afin de réduire le foncier stationnement nécessaire

2/ Diversifier l'offre de stationnement

Recommandations

- les places de stationnement automobile réservées aux mobilités 0 carbone (voitures électriques dites places vertes)
- les SES doivent réaliser 1 place mode doux pour 5 emplacements automobiles
- les SES et SEIL doivent réaliser 1 place mode doux par logement et par tranche de 5 emplois accueillis

Le PLU n'aura pas d'obligation à démontrer sa compatibilité par rapport à ces points, étant donné que ce sont des recommandations, bien que le PLU puisse les mettre en œuvre.

✧ *Les grands projets d'équipement et de service*

- *Les équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du SCOT*

Le SCoT prévoit à l'horizon 2022 les évolutions suivantes en matière d'équipement sur le territoire. Les prescriptions suivantes sont associées à ces besoins :

Val de Durance - Alpilles
+ 4 000 HABITANTS EN 2022
- 1 nouvelle école maternelle
- 1 nouvelle école primaire
- 9 classes de collège
- 15 000 m ² d'aires sportives

Prescriptions

« La localisation des grands projets d'équipements devra respecter les principes suivants :

- Accessibilité, desserte en TC pour les équipements recevant du public
- « Au plus près des besoins »
- Les nouveaux équipements ne doivent pas s'implanter dans les espaces naturels et agricoles d'indice 1 (...) »

Le SCoT n'indique cependant pas la répartition de ces équipements à l'échelle communale.

- *Les équipements d'infrastructures nécessaires à la mise en œuvre du SCOT*

La ressource en eau potable

Val de Durance - Alpilles
+ 4 000 HABITANTS EN 2022
+ 1 200 m3 d'eau potable par jour
8 600 m3 de stockage d'eau potable
+ 1 450 tonnes de déchets ménagers annuel

- « Augmenter la production et le stockage en eau potable : + 6000 m3 quotidiens
- Diversifier les prélèvements dans les ressources en eau afin de mieux pouvoir les préserver et garantir la sécurité d'alimentation
- Définir des périmètres de protection pour l'ensemble des captages du territoire et veiller à leur inscription dans les documents d'urbanisme.
- Poursuivre la réfection des réseaux de distribution en Eau Potable pour faire baisser durablement le niveau de perte. »

Le SCoT n'indique cependant pas la répartition de ces équipements à l'échelle communale. Le PLU devra démontrer sa compatibilité sur ces points.

L'assainissement des eaux usées

- « Permettre dans chaque projet structurant du SCOT la création de dispositif d'assainissement éco-performant soulageant les stations d'épuration actuelles (dilution de la pollution et gestion sur le long terme du résiduel d'accueil de la STEP principale)
- Assurer la réalisation des projets d'extension ou de création de stations d'épuration sur les différentes communes. »

Le SCoT n'indique cependant pas la répartition de ces équipements à l'échelle communale. Le PLU devra démontrer sa compatibilité sur ces points, bien que le dernier point consiste juste à laisser la possibilité et non à imposer ces dispositifs.

Assurer la gestion des eaux pluviales dans chaque opération d'aménagement

« Le stockage et le traitement local des eaux pluviales sont prévus dans toutes les opérations d'aménagement ; des dispositifs de gestion des eaux pluviales sont programmés.

Il s'agit également d'entretenir la mémoire de l'eau en privilégiant des solutions à ciel ouvert et intégrées aux espaces publics et communs de chaque opération. »

Recommandations

« Améliorer la gestion des déchets

- renforcer les dispositifs de tri sélectif et de collecte sélective des déchets ménagers et assimilés ;
- réserver dans les nouvelles opérations d'habitat ou d'activité des espaces pour la gestion des déchets (points d'apports volontaires, bacs de collecte...) ;
- imposer dans chaque projet structurant une unité de valorisation locale du tri (déchets verts, compost...) et une unité de pré-collecte permettant d'optimiser le coût public de la récupération des déchets ;

- poursuivre les actions de réduction de quantité de déchets à la source, en particulier concernant les déchets ménagers et assimilés ;
- développer des filières de collecte et de traitement des déchets adaptées aux particularités des petites entreprises du commerce et de l'artisanat et aux structures de santé. »

➤ Les grands projets d'infrastructure énergétique

Le SCOT n'encourage pas le développement du grand éolien compte tenu des caractéristiques du territoire qui ne sont pas favorables à son développement notamment au regard des nombreuses contraintes aériennes.

Prescriptions

« En matière de développement du photovoltaïques, et conformément aux prescriptions de l'Etat et de la doctrine retenue dans les Bouches-du-Rhône, les projets doivent privilégier les sites déjà anthropisés : délaissés industriels, délaissés d'autoroute ou de voies SNCF, sols pollués, toitures de zones d'activités artisanales et commerciales, parking, bâti agricole contemporain, anciennes carrières, décharges.

L'implantation dans les espaces agricoles et naturels est déconseillée et ne pourra être envisagée qu'en l'absence de solutions alternatives et sous réserve du faible impact du projet (les études d'incidences seront à mener par les porteurs de projets). Ces projets doivent être pensés à l'échelle intercommunale. »

Recommandations

« Sont retenus comme sites préférentiels pour la réalisation des équipements de production d'énergie renouvelables :

- (...) les délaissés techniques de l'A7 et de l'A54
- (...) le site des Plantades (y compris les superficies militaires) (...)

Le SCOT recommande également :

- la création de sources d'énergie dans les nouvelles opérations d'aménagement structurantes
- la promotion dans chaque SEIL d'une réservation pour la création d'un pôle de production d'énergies décentralisé axé sur la valorisation énergétique de la production agricole locale (déchets, canne de Provence.....)

Les PLU devront également évaluer la possibilité de réaliser des opérations d'aménagement à forte sobriété énergétique (éco-opération, éco-quartier...) et faciliter, sans atteinte aux sites et au patrimoine bâti, le développement des énergies renouvelables et de la performance énergétique dans la construction. »

Le PLU de Lamanon démontrera sa compatibilité en privilégiant les projets d'infrastructure énergétique sur les sites déjà anthropisés plutôt que dans les espaces naturels et agricoles. Ceux-ci doivent être pensés à l'échelle intercommunale.

/// 59 ///

- le massif des Alpilles bénéficiant d'une réglementation paysagère renforcée par la Directive Paysagère (protection des Oppies, du Mont Menu, du Défends et de la Chênaie des Plaines) ;
- le versant Nord de la chaîne des Costes qui s'étend du Défends d'Alleins jusqu'au hameau de Cazan.

Prescriptions

« Les grands massifs naturels protégés sont reconnus comme des espaces naturels remarquables par les PLU n'admettant que des aménagements légers.

Le statut d'EBC n'est pas généralisé. Le SCOT permet ainsi le regain par l'agriculture de massif (vignes, oléiculture) sur les secteurs auparavant agricoles et enfrichés depuis, contribuant de ce fait à la réouverture des paysages.

Les lignes de crête de ces massifs doivent être conservées en l'état pour prévenir les impacts lourds dans le grand paysage. Ces crêtes seront protégées des implantations et des constructions qui devront s'établir en recul des lignes de visibilité perceptibles depuis les vallées. »

Le PLU de Lamanon devra démontrer sa compatibilité en :

- prévoyant seulement des aménagements légers dans les grands sites naturels d'intérêt paysager ;
- limitant les implantations et constructions sur les crêtes.

➤ *Préserver les espaces agricoles à valeur de « campagne provençale »*

Le SCOT protège les espaces agricoles patrimoniaux de Val de Durance qui assurent la qualité des « paysages du quotidien ».

Les espaces ouverts emblématiques des piémonts sont préservés. **Les constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation sont interdites à l'exception des constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.**

Le PLU de Lamanon devra donc être compatible avec ces points.

➤ *Valorisation des structures paysagères liées à l'eau*

Il s'agit de protéger et de mettre en valeur le réseau hydrographique et hydraulique du territoire.

Il s'agit principalement des canaux, ceux sur la commune de Lamanon étant celui :

- de Craponne,
- de Boisgeline

Par ailleurs, les PLU doivent identifier et protéger l'ensemble des canaux d'irrigation.

Les PLU doivent, en particulier, assurer le maintien du canal de Craponne.

Prescriptions

- « les PLU identifient et protègent les masses boisées humides des lits majeurs, composante principale de la Trame Bleue du territoire (orientation fondamentale n°6 du SDAGE)
- à l'inverse, les zones d'expansion de crue non boisées sont maintenues ouvertes, les plaines humides les plus grandes pouvant intégrer le statut de zone agricole
- les lits majeurs sont maintenus libres
- les ripisylves sont identifiées dès la phase Diagnostic et leurs linéaires sont protégés

- les PLU protègent les canaux primaires et les canaux principaux et leur rôle de zone d'expansion de crue (exemple des Biens Neufs à Salon-de-Provence)
- dans le respect de la réglementation sur le risque inondation, les lits majeurs peuvent accueillir des aires de loisir et de sensibilisation à l'environnement
- la lutte contre la cabanisation tendancielle de ces zones sera activement appliquée par les PLU, en plaçant sous surveillance les secteurs à forte pression au moyen de la déclaration préalable d'aliéner dans les espaces naturels prévue par le Code de l'Urbanisme. »

Ainsi, le PLU de Lamanon doit démontrer sa compatibilité en :

- protégeant et mettant en valeur les canaux identifiés sur la commune ;
- identifiant et protégeant les masses boisées humides des lits majeurs ;
- identifiant et protégeant les ripisylves lors de la phase de diagnostic ;

Au contraire, les zones d'expansion de crue non boisées et les lits majeurs sont maintenus ouverts. Ces derniers peuvent accueillir des aires de loisirs et de sensibilisation à l'environnement.

➤ *Préserver les centres anciens et les silhouettes bâties*

Les PLU permettront d'éviter un étalement de l'urbanisation le long des voies de dessertes départementales au profit d'une urbanisation en greffe sur les noyaux constitués.

Les piémonts agricoles seront maintenus pour préserver un premier plan ouvert non construit et non boisé.

Prescriptions

« Les noyaux anciens à forte valeur historique, urbaine et architecturale doivent être protégés et valorisés. Il s'agit :

- les tissus anciens d'Eyguières et de Lamanon »

Recommandations

« Protéger et identifier le bâti vernaculaire

Il s'agit des mas, lavoirs, fontaines, bories, restanques, pigeonniers...

Recenser et préserver le patrimoine végétal

Les communes sont encouragées à recenser et à préserver les alignements, haies, mails, ripisylves et bois. »

Ainsi, le PLU de Lamanon devra démontrer sa comptabilité avec les points suivants :

- limiter l'urbanisation de long des voies de dessertes départementales ;
- protéger et valoriser le tissu ancien de la commune ;
- maintenir les piémonts agricoles.

➤ *Préserver les cônes de vue des paysages emblématiques*

1/ Les Zones Visuellement Sensibles de la DPA (Directive Paysagère des Alpilles)

La DPA mentionne deux zones dites visuellement sensibles qui doivent être préservées de l'urbanisation dont :

- le petit massif de la Tuilière à Lamanon qui prolonge le massif du Défends d'Eyguières – Castellàs

2/ les Paysages Naturels Sensibles de la DPA

Ils font l'objet de mesures de protection fortes dans les PLU :

- le Défens d'Eyguières
- le Mont Menu et le massif des Oppies
- le chaînon central des Alpilles

Prescriptions

« Dans les zones visuellement sensibles de la Directive Paysage des Alpilles, et dans les sites paysagers sensibles, les documents d'urbanisme ne permettent pas l'urbanisation ou l'artificialisation par des plateformes techniques. »

Les bâtiments agricoles sont autorisés sous réserve de respecter les grands équilibres du paysage. »

Le PLU de Lamanon démontrera sa compatibilité avec ces points.

➤ Protéger les parcs et alignements végétaux remarquables

La protection des alignements végétaux remarquables est une orientation réglementaire de la DPA à préciser au sein PLU.

Elle concerne entre autres les plantations d'alignement à Lamanon.

Prescriptions

« Les PLU doivent identifier dès le diagnostic les alignements végétaux de bord de voie les plus remarquables, les allées cavalières les plus notables et les parcs et jardins des propriétés remarquables. »

➤ *Garantir la qualité des entrées de ville*

En plus des zones AU voisines des axes à grandes circulation et soumises à l'amendement Dupont (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) tous les secteurs d'entrées de ville et bourg destinés à être urbanisés devront appliquer un traitement paysager soigné par le biais d'OAP.

La qualité architecturale du bâti et des clôtures, l'instauration de marges de recul, l'organisation des espaces de stockage et de stationnement sont autant de facteurs qui favorisent l'intégration paysagère des zones d'activités en entrées de ville. Les règlements des zones d'activités intégreront des dispositions dans ce sens.

Considérées comme les vitrines du SCoT, les entrées de ville feront l'objet de prescriptions paysagères précises dans les documents d'urbanisme.

Prescriptions

« Toute Etude d'Entrée de Ville (article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme) rendue nécessaire par une ouverture à l'urbanisation comprend un règlement local de publicité (RLP) spécifique ou mis à jour permettant de maîtriser la qualité des séquences paysagères. »

Recommandations

Pour les vitrines urbaines

« Le parti d'aménagement à retenir sur ces secteurs sera celui de la tenue paysagère des abords des voies avec des reculs limités permettant de constituer un alignement bâti de qualité. Des contre-allées comprenant des voies de desserte parallèles et des plantations contribueront à l'ambiance urbaine du lieu.

A l'inverse, l'implantation des aires de stationnement, de stockage ou de dépôt sera fortement limitée en façade de la voie et rejetée sur les arrières.

Les constructions présenteront une bonne qualité architecturale en privilégiant en façade de voie des matériaux nobles comme le bois, le verre ou le béton.

Les aménagements paysagers seront conçus à partir d'espèces végétales endogènes.

Le SCOT identifie notamment deux vitrines urbaines sensibles que sont les sites de la Grande Bastide à Sénas et du Mas d'Audier, appartenant au périmètre du PNR des Alpilles.

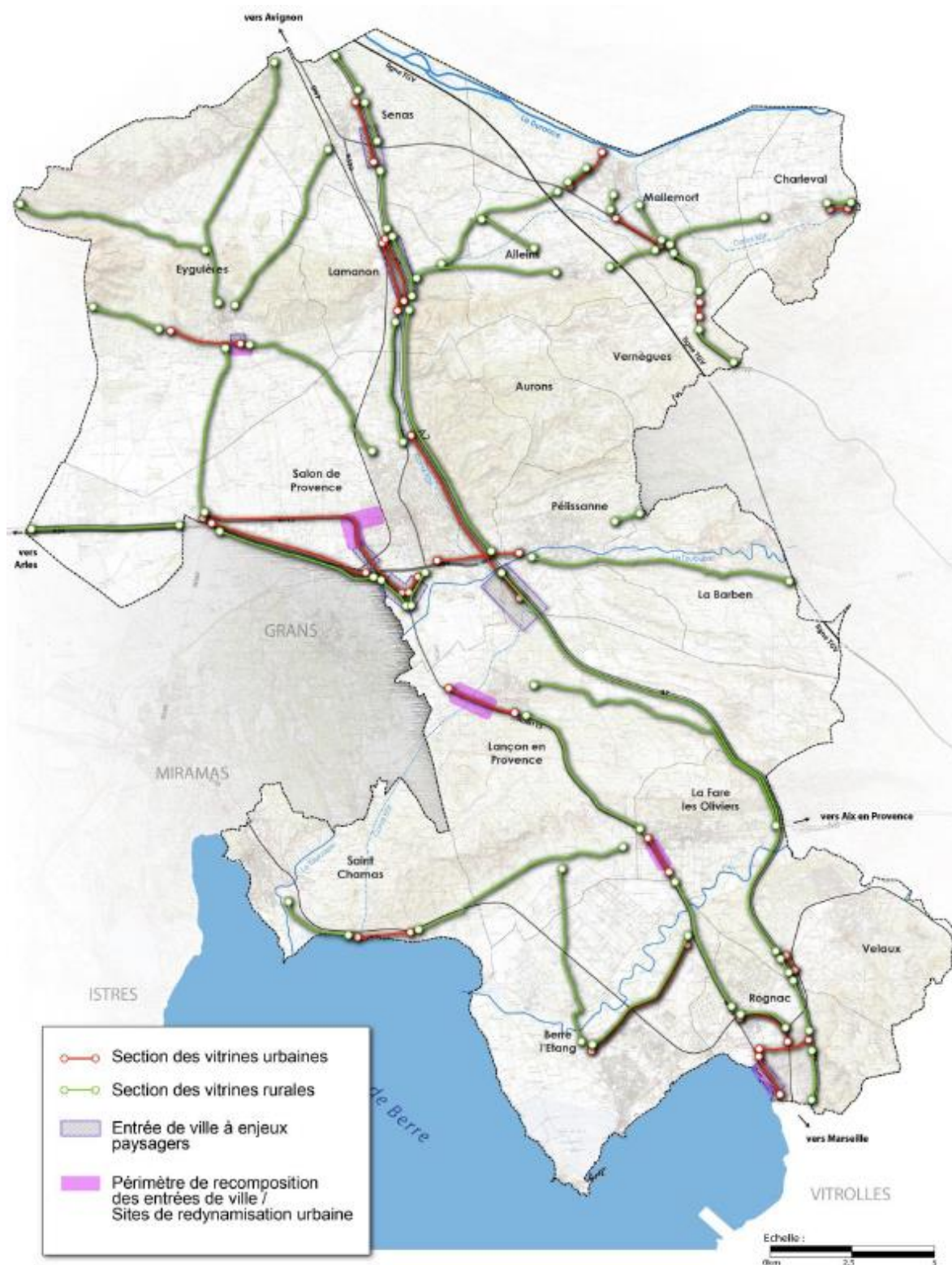
La réalisation de ces opérations d'aménagement doivent mettre en œuvre une architecture de grande qualité, limiter les co-visibilités avec l'A7 au moyen de rideaux paysagers, interdire les zones de stationnement et d'exposition en façade de l'autoroute et ménager des coupures d'urbanisation significatives permettant de conserver plusieurs vues sur le grand paysage. »

Pour les vitrines rurales

« Elles doivent conserver un aspect très naturel, ouvert sur le grand paysage avec la plus faible minéralisation possible de l'espace.

Les clôtures végétales dominant, les aires de stationnement et de dépôt sont reculées au maximum des alignements.

Les constructions sont accompagnées de plan de végétalisation garantissant leur inscription dans le grand paysage. »



Valorisation des entrées de ville

Le PLU de Lamanon devra donc prévoir des prescriptions paysagères précises relatives aux entrées de ville.

La réalisation d'une étude entrée de ville corrélée à l'ouverture à l'urbanisation doit permettre de maîtriser la qualité des séquences paysagères.

❖ **Les objectifs relatifs à la prévention des risques et des nuisances**

➤ *Intégrer le risque inondation dans les projets d'aménagement*

Le SCOT inscrit une série d'objectifs à atteindre et concourant à la pondération du risque et à l'intégration de l'aléa dans ses réflexions.

En milieu urbanisé

Dans le cadre des autorisations de dossier loi sur l'eau, les nouvelles opérations d'aménagement placeront la gestion des eaux pluviales au cœur de leurs préoccupations environnementales.

La limitation de l'imperméabilisation des sols au strict nécessaire sera la première exigence en matière de parti d'aménagement, de façon à ne pas aggraver le risque en aval et accélérer les écoulements.

Prescriptions

2. « Généraliser à l'ensemble des communes l'élaboration de schémas directeurs d'assainissement eaux pluviales permettant de maîtriser les eaux pluviales. Respecter les dispositions du SDAGE déjà mentionnées dans la partie 2 du DOG. Cette démarche pourra être conjointe à celle du PLU.

3. Les PLU prennent en compte des mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols (en réglementant par exemple les emprises au sol et/ou en fixant un % minimum d'espaces vert). Elle doit permettre de stocker les eaux d'un événement d'une durée de 24h et d'une période de retour de 10 ans (à titre indicatif : le SAGE de l'Arc de 2000 prévoyait environ 800m³ par hectare urbanisé)

Ces compensations pouvant intervenir de manière globale ou locale à l'échelle des territoires communaux, les communes mettent en place les modalités adéquates respectant ces objectifs. »

➤ *Prendre en considération des risques technologiques*

Prescriptions

« Les PLU pourront affecter certains sites à l'accueil des installations dangereuses pour la sécurité des biens et des personnes. Ils devront également inscrire autour des installations nouvelles et existantes des périmètres d'inconstructibilité globale assurant qu'aucun tiers ne compromette la pérennité ou les perspectives de développement de ces installations.

Cette règle s'applique également aux silos agricoles et aux installations agro-industrielles selon leur niveau de servitude et en fonction de leur volume de stockage. »

➤ *Prendre en considération les risques incendie – feux de forêt*

Les orientations suivantes concernent les modes d'aménagement et de gestion des milieux naturels qui diminuent le risque incendie, et par conséquent renforcent la sécurité des biens et des personnes ainsi que la protection des milieux naturels.

- « Encourager les reconquêtes agricoles pour mieux gérer le risque incendie

Dans cet objectif, les PLU autorisent la reconquête agricole dans des espaces qu'ils définissent, si celle-ci est de nature à minimiser les risques et si elle ne nuit pas à la richesse écologique.

Elles peuvent également jouer un rôle important dans le cloisonnement des massifs et peuvent sous certaines conditions devenir des coupures de combustible très efficaces.

- Encourager le développement des activités économiques participant à l'entretien du tissu forestier

Les activités de type sylviculture et pastoralisme sont encouragées car elles permettent un entretien et une gestion des espaces forestiers.

Par conséquent, elles peuvent concourir à la gestion du risque incendie en diminuant la combustibilité des massifs.

- **Contribuer à la mise en œuvre des Plans de Massif »**

Recommandations

« Aménager des espaces tampons entre espace urbain /espace forestier ou naturel

Les zones tampons sont des zones non urbanisées et non boisées. Il peut s'agir d'espaces entretenus par l'agriculture ou d'espaces verts entretenus et non boisés.

Les opérations d'aménagement réalisées à proximité d'un espace boisé ou naturel doivent prévoir la mise en place d'une **zone tampon** (exemple d'une largeur de 50m à l'interface d'un espace boisé et de 10m à l'interface d'un espace naturel) »

Le PLU de Lamanon démontrera sa compatibilité avec ces points. Cependant, certains points sont justes des encouragements, d'autres manquent de précision (exemple de la zone tampon).

- Améliorer le bien-être des populations et la performance environnementale

1/ La lutte contre le bruit et l'adaptation des documents réglementaires

- « dresser la carte d'exposition au bruit des infrastructures d'Agglopolo Provence, et notamment les points noirs du bruit. Un plan de réduction du bruit dans l'environnement devra être mené.
- limiter l'exposition des populations aux nuisances sonores conduisant à ne plus accoler les quartiers d'habitat nouveaux aux grands axes de circulation, ni aux emprises ferroviaires (sauf nécessité de localisation argumentée ou mesures compensatoires effectives mises en œuvre)

2/ l'amélioration de la qualité de l'air et des dispositifs de mesure

- conditionner la réalisation des équipements scolaires, sportifs et de loisirs à leur éloignement des grandes infrastructures

3/ la protection des ressources en eau dans les aquifères

- un diagnostic doit être réalisé sur l'état des ressources des eaux souterraines, et leur niveau de pollution éventuelle. »

Le PLU de Lamanon démontrera sa compatibilité avec ces points.

4.1.2. Plan de déplacements urbains (PDU)

Le plan de déplacements urbains (PDU) de la métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé en conseil métropolitain du 16 décembre 2021. Il a été établi pour la période 2020-2030.

Le PDU est un document stratégique et un outil de planification de la mobilité à l'échelle du territoire métropolitain. Il a vocation à définir les principes d'organisation du transport et du stationnement des personnes et des marchandises, tous modes confondus au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.



Le PDU dresse un état des lieux de la mobilité à l'échelle de la métropole, sur lequel repose la stratégie proposée. Celle-ci s'articule autour de 4 enjeux stratégiques et 17 objectifs :

Enjeu 1 : une métropole polycentrique aux densités contrastées

1. Une mobilité adaptée à la taille des communes
2. Une mobilité adaptée aux pôles stratégiques

Enjeu 2 : un cadre de vie remarquable et respirable

3. Améliorer la transition énergétique
4. Améliorer la santé publique
5. Limiter l'impact sur l'environnement

Enjeu 3 : une métropole attractive, fluide et accessible à tous

6. Relier efficacement les pôles urbains
7. L'accessibilité multimodale aux portes d'entrée
8. Faciliter l'accès aux pôles logistiques et le report modal
9. Le droit à la mobilité

Enjeu 4 : une combinaison de modes de déplacement

10. Moins de 15% de déplacements en voiture ou moto
11. Plus de personnes par voiture
12. Partager l'espace public
13. La marche, le mode des courtes distances
14. 7% des déplacements à vélo
15. +50% d'usage des transports en commun
16. Connecter les modes
17. Une logistique urbaine durable

Le PDU définit 110 actions organisées en 7 leviers, et les décline pour les 6 bassins de mobilité et 25 bassins de proximité.

La commune de Lamanon appartient au bassin de mobilité « Nord-Ouest », qui comprend également les communes d'Euguières, de Sénas, Mallemort, Alleins, Charleval, Aurons, Vernegues, Salon-de-Provence, Pelissanne, La Barden, Lançon-Provence, La-Fare-les-Oliviers et Coudoux.

La stratégie suivante est présentée pour ce bassin :

« Salon-de-Provence, ville moyenne, constitue le coeur du système de mobilité du bassin. Son attractivité sera renforcée par le développement d'un réseau de transports en commun performant pour ses liaisons internes, mais également par l'affirmation du Pôle d'échanges multimodal de Salon Gare comme principal support d'accès aux liaisons interurbaines, pour l'ensemble du bassin.

Ainsi, la ville sera dotée de lignes de bus structurantes adossées à une couronne de parkings relais périphériques à l'hypercentre. Quant aux échanges externes, les différentes lignes du Réseau Express Métropolitain à destination de Vitrolles, Miramas et Aix-en-Provence permettront de répondre aux besoins des déplacements de longue distance.

Un traitement particulier de l'espace public sera réalisé pour le rendre plus attractif avec une priorisation donnée aux piétons et vélos sur l'ensemble des communes.

La lutte contre l'autosolisme est un enjeu important du PDU. Cette volonté de limiter le nombre de déplacements en voiture se trouvera également dans le développement d'aires de covoiturage sur l'ensemble du bassin, et d'un réseau structurant d'itinéraires vélo continus et sécurisés.

D'autres actions iront en ce sens avec la mise en place de lignes complémentaires interurbaines pour des déplacements de moins longue distance, et permettant de favoriser l'accès au REM par un rabattement vers les principaux pôles d'échanges du bassin ou en limite proche (ex : Lambesc pour les communes du Nord du bassin).

Par ailleurs des réflexions sont à mener sur le réseau autoroutier qui borde la ville de Salon-de-Provence : abaissement de la vitesse autorisée pour une meilleure prise en compte de l'urbanisation qui borde la voie, complétude de l'échangeur Salon Nord pour limiter le transit dans la ville et reprise du système d'échanges A54/A7 pour réduire les congestions et les nuisances associées (qualité de l'air, sécurité...).

Ce bassin échange avec le Vaucluse. Des solutions de mobilités seront construites en partenariat avec ce Département et le Conseil Régional. »

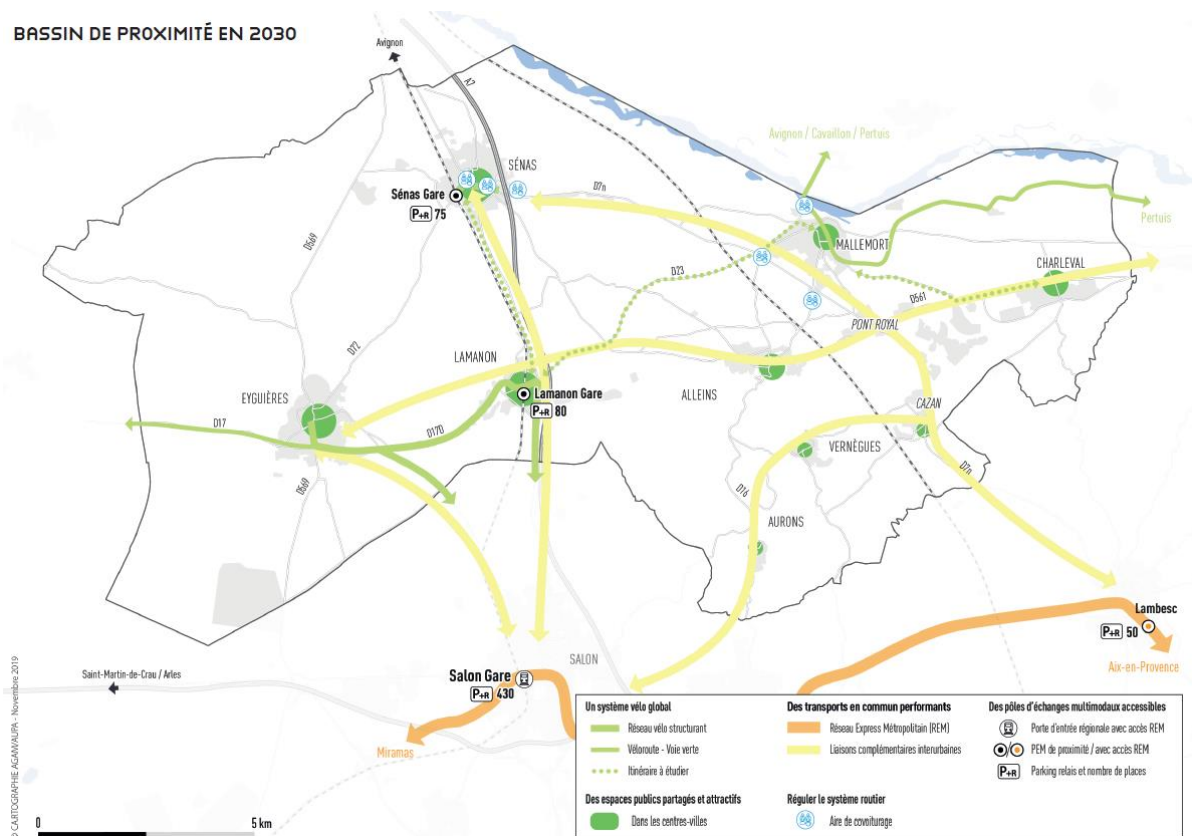
Le bassin de mobilité Sud Est est divisé en 3 bassins de proximité :

- Celui incluant seulement Salon-de-Provence ;
- Celui d'Alleins, Aurons, Charleval, Eyguières, Lamanon, Mallemort, Sénas et Vernègues ;
- Celui de Coudoux, la Barben, La Fare-les-Oliviers, Lançon-Provence et Pélissanne.

Pour le bassin de proximité incluant Lamanon, les objectifs prioritaires concernent :

- Les pôles d'échanges multimodaux ;
- Le développement des cheminements piétons et cyclistes dans les centres.

BASSIN DE PROXIMITÉ EN 2030



Bassin de proximité incluant Lamanon

Source : PDU de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le PLU de Lamanon doit être compatible avec le PDU.

4.1.3. *Le plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM)*

Le Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) a été approuvé en conseil métropolitain du 16 décembre 2021. C'est un document qui définit, à l'échelle de la métropole :

Les objectifs stratégiques et opérationnels de cette collectivité publique afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter, en cohérence avec les engagements internationaux de la France ;

Le programme d'actions à réaliser afin notamment d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie, de développer les territoires à énergie positive, de favoriser la biodiversité pour adapter le territoire au changement climatique, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'anticiper les impacts du changement climatique.

Le document comporte :

- un diagnostic,
- une stratégie territoriale,
- un plan d'actions
- un dispositif de suivi et d'évaluation des mesures initiées.

Le PCAEM s'inscrit dans les objectifs de l'agenda environnemental que la métropole porte conjointement avec le département et porte 5 ambitions pour 2050 :

Inventer une Métropole neutre en carbone à l'horizon 2050 ;

Réduire de 50% les consommations énergétiques de l'ensemble des secteurs ;

Couvrir à 100% nos besoins de consommation d'énergie par des énergies renouvelables ;

Diminuer de 50% la population exposée aux pollutions atmosphériques et sonores pour préserver son cadre de vie et sa santé ;

Adapter le territoire aux impacts du changement climatique pour assurer la pérennité de son développement.

Le PLU de Lamanon doit être compatible avec le PCAEM.

4.1.4. *La charte du parc naturel régional des Alpilles (PNRA)*

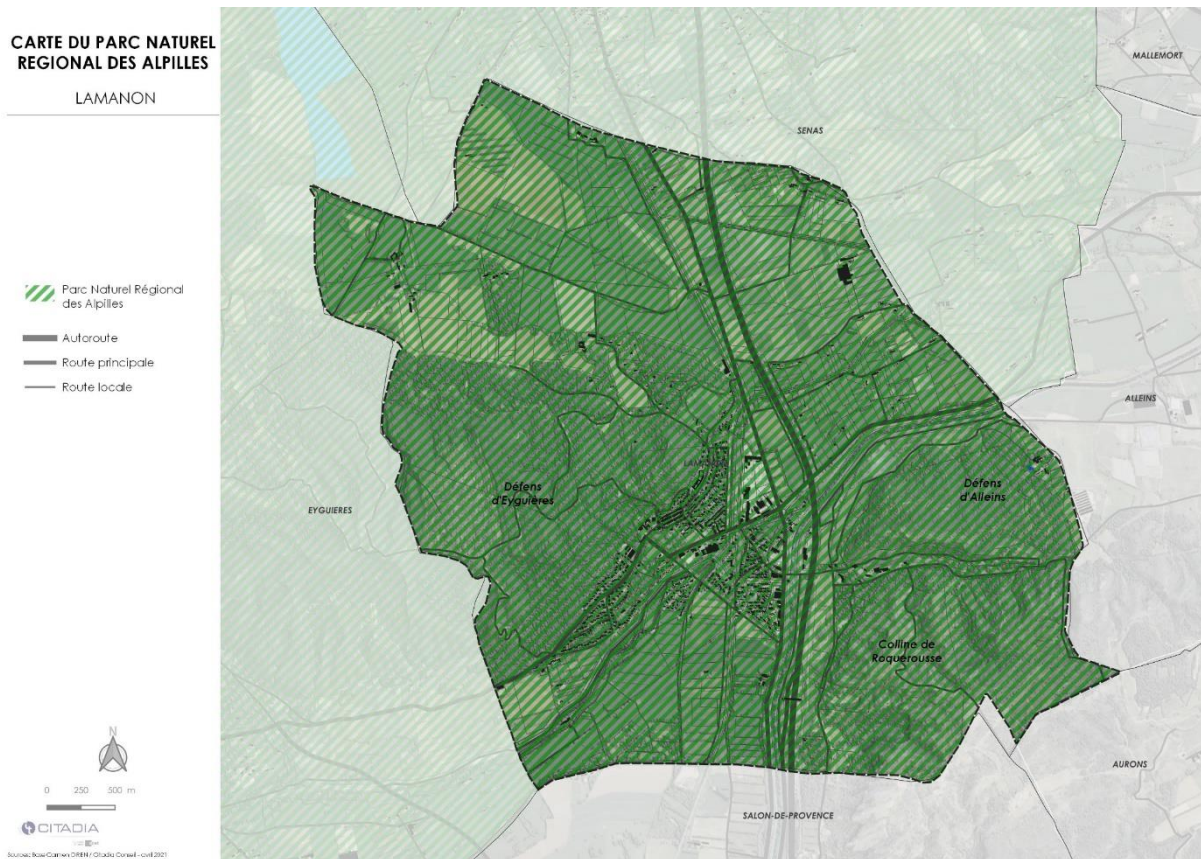
Les Parcs naturels régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé "Parc naturel régional" un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

C'est la préservation des richesses naturelles, culturelles et humaines (traditions populaires, savoir-faire techniques) qui est à la base du projet de développement des Parcs naturels régionaux.

Le classement en Parc naturel régional ne se justifie que pour des territoires dont l'intérêt patrimonial est remarquable pour la région et qui comporte suffisamment d'éléments reconnus au niveau national et/ou international.

Il y a aujourd'hui 56 Parcs naturels régionaux en France, qui représentent 16,5 % du territoire français, plus de 4 700 communes, plus de 9 millions d'hectares et plus de 4,4 millions d'habitants.

Depuis le 30 janvier 2007, Lamanon fait partie du Parc Naturel Régional des Alpilles. Ce parc comprend les communes d'Aureille, des Baux de Provence, d'Eygalières, d'Eyguières, de Fontvieille, de Mas-Blanc-des-Alpilles, de Maussane-les-Alpilles, de Mouriès, d'Orgon, de Paradou, de Saint Etienne-du-Grès, de Saint-Rémy-de-Provence et de Sénas ; ainsi que, pour parties, les territoires des communes de Saint-Martin-de-Crau, Arles et de Tarascon.



Carte du Parc Naturel Régional des Alpilles

Source : Citadia, 2021

La Charte est le document de référence qui définit les orientations et les objectifs propres au territoire. Pour le Parc des Alpilles, la charte élaborée pour la période 2023-2028 a pour ambitions de :

- Préserver et transmettre les richesses naturelles et paysagères des Alpilles ;
- Cultiver ses diversités pour maintenir son dynamisme ;
- Accompagner les évolutions pour bien vivre dans les Alpilles ;
- Fédérer le territoire et valoriser ses patrimoines.

LES 4 GRANDES AMBITIONS POUR L'AVENIR DES ALPILLES



AMBITION 1

PRÉSERVER ET TRANSMETTRE LES RICHESSES NATURELLES ET PAYSAGÈRES DES ALPILLES

- **Orientation 1.1 :** Préserver et favoriser la biodiversité des Alpilles
Engarda e favourisa la bioudiversita dis Aupiho
- **Orientation 1.2 :** Préserver et valoriser les paysages spécifiques des Alpilles
Engarda e valorisa li paisage especifi dis Aupiho
- **Orientation 1.3 :** Gérer durablement les ressources naturelles forestières, aquatiques et minérales
Apara durablamen si ressource naturalo

Orientation 1.1 : Préserver et favoriser la biodiversité des Alpilles

- Mesure 1.1.1 : Organiser le suivi de la connaissance du territoire
- Mesure 1.1.2 : Préserver les espèces rares, menacées et à enjeu local de conservation
- Mesure 1.1.3 : Maintenir et restaurer les habitats naturels
- Mesure 1.1.4 : Préserver les zones humides
- Mesure 1.1.5 : Favoriser les continuités écologiques
- Mesure 1.1.6 : Préserver et gérer la nature ordinaire

AMBITION 3

ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS POUR BIEN VIVRE DANS LES ALPILLES

- **Orientation 3.1 :** Encourager un dynamisme économique respectueux du territoire et de ses ressources
Encouraja un dinamisme ecounomi respetuous dōu territōri e de si ressource
- **Orientation 3.2 :** S'investir dans un territoire où bien-être et qualité de vie sont accessibles à tous
Oubra dīns un territōri mōunte bēn-ēstre e qualita de vido soun accessible en tōuti
- **Orientation 3.3 :** Accompagner le territoire au changement climatique en faisant des Alpilles un territoire exemplaire
Accompagna lou territōri i chanjamen climati en fasēnt dis Aupiho un territōri eisemplāri

Orientation 3.1 : Encourager un dynamisme économique respectueux du territoire et de ses ressources

- Mesure 3.1.1 : Développer et valoriser les différentes filières économiques et savoir-faire du territoire qui portent les valeurs Parc
- Mesure 3.1.2 : Encourager une consommation responsable en développant les différents champs de l'économie circulaire
- Mesure 3.1.3 : Préserver et restaurer le dynamisme des centres de village

AMBITION 2

CULTIVER SES DIVERSITÉS POUR MAINTENIR SON DYNAMISME

- **Orientation 2.1 :** S'engager dans une stratégie foncière maîtrisée et partagée
S'engaja dīns uno estratēgio fōnciero mestrejado e partejado
- **Orientation 2.2 :** Promouvoir un habitat adapté aux besoins sociaux, environnementaux et économiques
Proumōure un abitāt asata i besoun souciau, envirounamentau e ecounomi
- **Orientation 2.3 :** Créer les conditions d'une fréquentation équilibrée du territoire dans le temps et dans l'espace
Crea li coundicioun d'uno frequentacioun equilibrado dōu territōri dīns lou tēms e dīns l'espāci
- **Orientation 2.4 :** Encourager et soutenir les filières agricoles diversifiées, durables et résilientes
Encouraja e sousteni li filiero agricoło diversificado, duradisso e resiliēnto

Orientation 2.1 : S'engager dans une stratégie foncière maîtrisée et partagée

- Mesure 2.1.1 : Animer une démarche globale pour conserver les grands équilibres de l'occupation de l'espace
- Mesure 2.1.2 : Préserver le foncier agricole en soutenant l'activité
- Mesure 2.1.3 : Veiller à la qualité de l'urbanisme

AMBITION 4

FÉDÉRER LE TERRITOIRE ET VALORISER SES PATRIMOINES

- **Orientation 4.1 :** Faire vivre la culture sur le territoire des Alpilles
Faire viēure la cultura sus lou territōri dis Aupiho
- **Orientation 4.2 :** Promouvoir une conscience citoyenne et écologique partagée
Proumōure uno counsciēci ciēutadano e ecoulougico partejado
- **Orientation 4.3 :** Faire ensemble pour le projet collectif
Faire ensēn pēr lou proujēt couleitiēu

Orientation 4.1 : Faire vivre la culture sur le territoire des Alpilles

- Mesure 4.1.1 : Préserver et valoriser les patrimoines culturels
- Mesure 4.1.2 : Œuvrer pour un développement culturel autour des valeurs et enjeux du Parc

Pour atteindre les objectifs, un ensemble de programme d'actions dénommées mesures ont été fixées. Parmi les 38 mesures de la Charte des Alpilles 2023-2038, le travail de concertation avec les communes a permis d'identifier une série de **mesures « phares »** que les élus ont considérés comme prioritaires parce qu'elles représentent un enjeu particulier pour les Alpilles.

Ces 12 mesures concernent des enjeux très diversifiés, pour certains faisant l'objet d'une forte attention depuis la création du Parc comme l'aménagement du territoire et la préservation des patrimoines. Si toutes les mesures sont importantes, la mise en œuvre de celles-ci s'avère fondamentale pour la réalisation de la Charte.

- ✧ Organiser une gestion durable, solidaire et concertée de la ressource en eau (Mesure 1.3.2)
- ✧ Préserver le foncier agricole en soutenant l'activité (Mesure 2.1.2)
- ✧ Soutenir une agriculture de territoire, diversifiée et de qualité qui valorise ses produits (Mesure 2.4.2)
- ✧ Préserver les espèces rares, menacées et à enjeu local de conservation (Mesure 1.1.2)
- ✧ Préserver et valoriser les patrimoines culturels (Mesure 4.1.1)
- ✧ Préserver et restaurer le dynamisme des centres de village (Mesure 3.1.3)
- ✧ Promouvoir une stratégie forestière durable, multifonctionnelle et partagée (Mesure 1.3.1)
- ✧ Veiller à la qualité de l'urbanisme (Mesure 2.1.3)
- ✧ Favoriser le développement d'une offre de logements variée et adaptée aux besoins (Mesure 2.2.2)
- ✧ Accompagner le développement des énergies renouvelables (Mesure 3.3.2)

- ✧ Développer l'éco-citoyenneté chez le plus grand nombre par l'éducation à l'environnement et au territoire (Mesure 4.2.1)
- ✧ Favoriser les continuités écologiques (Mesure 1.1.5)

Le PLU de Lamanon doit être compatible avec la charte du PNRA.

4.1.5. Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée

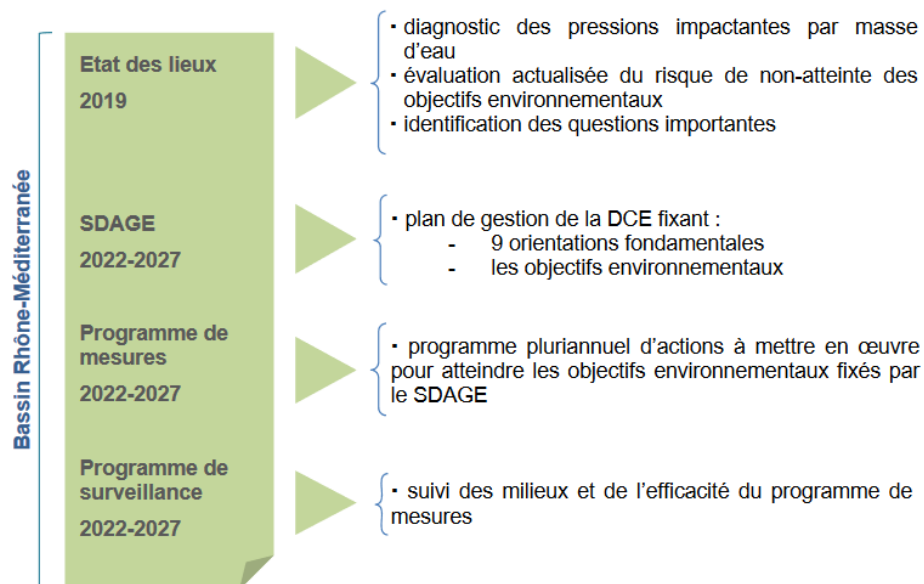
Créé par la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un document de planification élaboré à l'échelle de chaque grand bassin hydro géographique français. Il constitue un outil de gestion prospective et de cohérence qui définit les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau à leur échelle, les objectifs de quantité et de qualité des eaux conformément à la Directive Cadre sur l'Eau ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.

La commune de Lamanon est concernée par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027. Son plan local d'urbanisme devra être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par ce dernier.

Créé par la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un document de planification élaboré à l'échelle de chaque grand bassin hydrogéographique français. Il constitue un outil de gestion prospective et de cohérence qui définit pour les 10 à 15 ans à venir les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau à leur échelle, les objectifs de quantité et de qualité des eaux conformément à la directive cadre sur l'eau ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.

Le SDAGE est un document réglementaire opposable à l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements publics, dont les décisions et les programmes doivent lui être compatibles.

Pour atteindre ses objectifs environnementaux, la directive-cadre sur l'eau préconise la mise en place d'un plan de gestion.



Mise en œuvre du SDAGE

Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Approuvé le 21 mars 2022 pour les années 2022 à 2027, le bassin Rhône-Méditerranée est constitué de l'ensemble des bassins versants des cours d'eau s'écoulant vers la Méditerranée et du littoral méditerranéen. Il couvre, en tout ou partie, 5 régions et 29 départements. Il s'étend sur 121 600 km²,

soit près de 20 % de la superficie du territoire national. Les ressources en eau sont relativement abondantes comparées à l'ensemble des ressources hydriques de la France (réseau hydrographique dense et morphologie fluviale variée, richesse exceptionnelle en plans d'eau, forte présence de zones humides riches et diversifiées, glaciers alpins, grande diversité des types de masses d'eau souterraine). Cependant, de grandes disparités existent dans la disponibilité des ressources selon les contextes géologiques et climatiques, une partie des territoires du sud-est de la France présente de manière chronique un déséquilibre entre l'eau disponible dans le milieu naturel et les prélèvements effectués que ce soit pour l'eau potable, l'agriculture ou l'industrie.

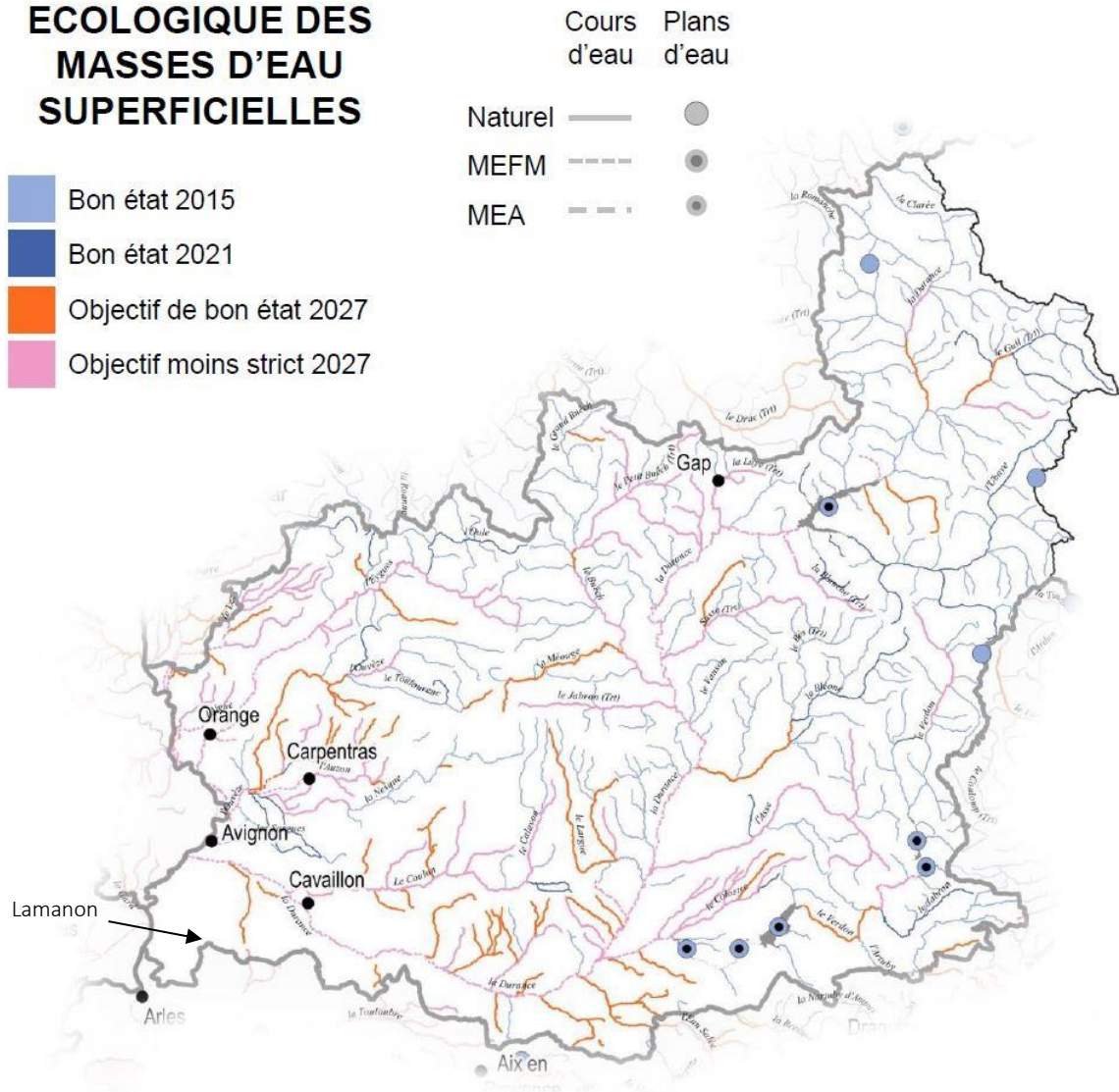
Le plan local d'urbanisme se doit de respecter les 9 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques édictées par le SDAGE :

- 0 - S'adapter aux effets du changement climatique
 - 1 - Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
 - 2 - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradations des milieux aquatiques
 - 3 - Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
 - 4 - Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
 - 5 - Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
 - 5 a) Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
 - 5 b) Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
 - 5 c) Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
 - 5 d) Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
 - 5 e) Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
 - 6 - Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
 - 6 a) Agir sur la morphologie et le découloignement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - 6 b) Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - 6 c) Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
 - 7 - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
 - 8 - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le plan local d'urbanisme doit également respecter les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Le **sous-bassin versant de la Basse-Durance** appartient au bassin versant de la Durance, et est identifié DU_13_04 dans le SDAGE.

OBJECTIFS D'ETAT ECOLOGIQUE DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES



Bassin versant de la Durance – objectif des masses d'eau superficielles

Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 – programme de mesure

Basse Durance - DU_13_04	
Pression dont l'impact est à réduire significativement	Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments urbains et industriels	
ASS0302 Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
Pollutions par les nutriments agricoles	
AGR0303 Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	ZPN
AGR0401 Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	ZPN
Pollutions par les pesticides	
AGR0303 Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE SUB
AGR0401 Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	ZPN SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)	
IND0201 Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)	BE SUB
IND0901 Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE SUB
Prélèvements d'eau	
RES0101 Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau	BE
RES0201 Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202 Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0303 Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
RES0601 Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
Altération du régime hydrologique	
MIA0305 Mettre en œuvre des actions de réduction des impacts des éclusées générés par un ouvrage	BE
RES0201 Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0303 Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
RES0601 Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
RES0801 Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau	BE
Altération de la morphologie	
MIA0101 Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	BE
MIA0202 Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0203 Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE
MIA0204 Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0303 Coordonner la gestion des ouvrages	BE
MIA0601 Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide	BE
MIA0602 Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE
Altération de la continuité écologique	
MIA0101 Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	BE
MIA0202 Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0204 Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0301 Aménager un ouvrage qui contraindrait la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE
MIA0303 Coordonner la gestion des ouvrages	BE

Mesures relatives aux eaux superficielles des sous-bassins Basse Durance amont et Affluents Basse Durance Gapençais

Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 – programme de mesure

Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans BV Basse Durance - FRDG213	
Pression dont l'impact est à réduire significativement	Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments agricoles	
AGR0202 Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates	ZPC
AGR0302 "Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation; au-delà des exigences de la Directive nitrates"	ZPC
AGR0401 "Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)"	ZPC
Pollutions par les pesticides	
AGR0303 Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	ZPN SUB

Mesures relatives aux eaux superficielles des sous-bassins Basse Durance amont et Affluents Basse Durance Gapençais

Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 – programme de mesure

Le PLU de Lamanon devra être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux du SDAGE.

4.1.6. *Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée et la stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) de la Durance et ses affluents*

Élaboré à l'échelle des bassins hydrauliques ou groupements de bassins, le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) vise à prévenir et gérer les risques d'inondation en définissant les priorités stratégiques à l'échelle de grands bassins hydrographiques. Il fixe des grands objectifs en matière de gestion des risques d'inondation et les objectifs propres à certains territoires à risque d'inondation important (TRI).

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé le 21 mars 2022 pour la période 2022-2027.

Le PLU de Lamanon doit être **compatible** avec les objectifs du document actuellement opposable, qui sont les suivants :

1. Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
2. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
3. Améliorer la résilience des territoires exposés ;
4. Organiser les acteurs et les compétences ;
5. Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Lamanon ne fait pas partie de territoires à risque : ce de fait, la commune n'est pas concernée par des objectifs et dispositions pour les TRI (partie opposable aux stratégies locales).



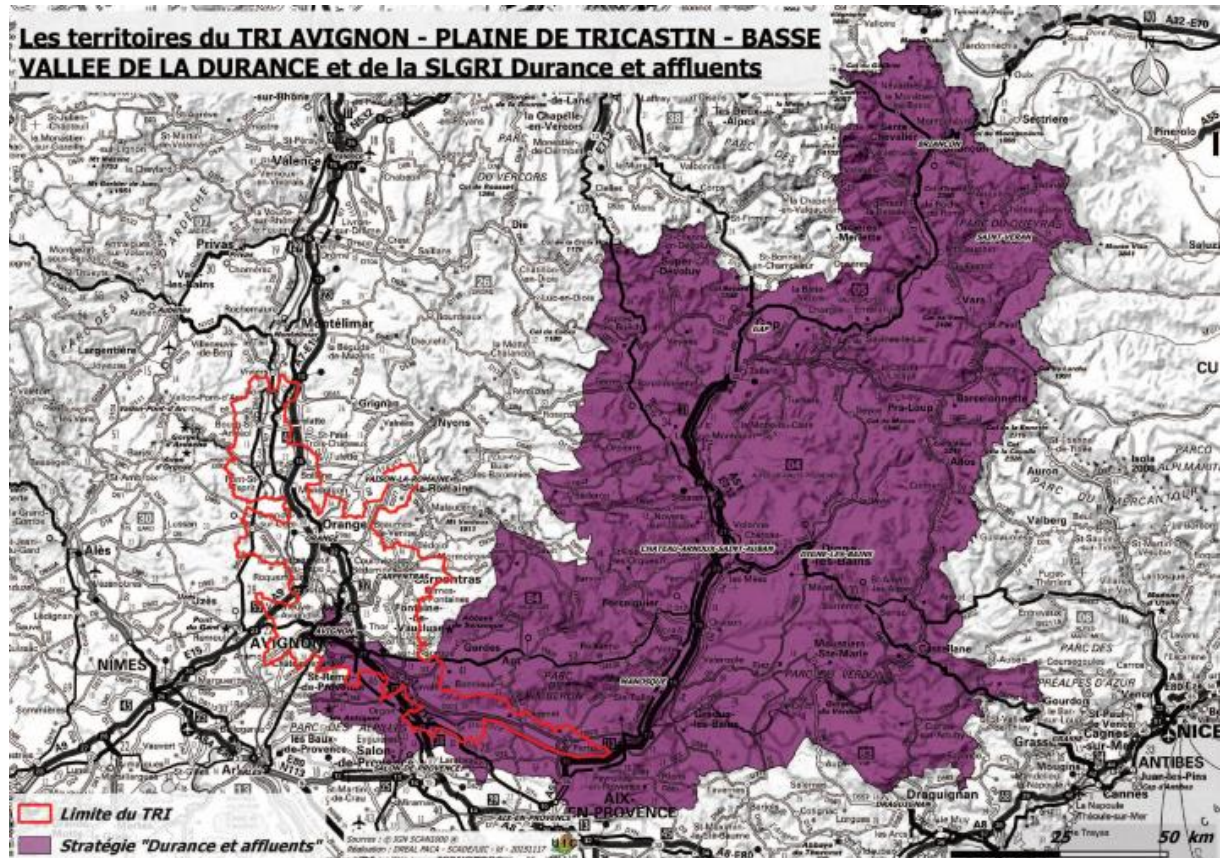
Périmètre du TRI d'Avignon – Plaine du Tricastin – Basse Vallée de la Durance

Source : DREAL PACA, 2015



La stratégie locale de gestion des risques d'inondations (SLGRI) du bassin versant de la Durance et de ses affluents est l'une des 6 stratégies locales associées au TRI d'Avignon – Plaine du Tricastin – Basse vallée de la Durance.

Bien que le TRI ne couvre qu'une seule partie de la basse vallée de la Durance, et n'inclue pas la commune de Lamanon, le périmètre de la stratégie « Durance et ses affluents » a été élargi et inclut ainsi la commune.



Périmètre de la stratégie locale de gestion des risques d'inondations « Durance et affluents »

Source : SLGRI Durance et affluents

La SLGRI élaborée a pour objectifs prioritaires :

- de rétablir la continuité et la cohérence de l'action publique comme une priorité fondamentale en matière de prévention des risques d'inondation ;
- d'améliorer la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
- de mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
- d'améliorer la capacité des territoires exposés à faire face à une crise (améliorer la résilience) ;
- d'organiser les acteurs et les compétences à l'échelle du bassin versant ;
- de développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Elle prend en compte les objectifs du PGRI du Bassin Rhône-Méditerranée :

PGRI		SLGRI Durance
Grand objectif	Objectif	Grand objectif
-	-	Grand Objectif n°0 – Rétablir la continuité et la cohérence de l'action publique Comme une priorité fondamentale en matière de prévention des risques d'inondation.
GO1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	1. Réduire la vulnérabilité des territoires	Grand Objectif n°2 – Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des Dommages liés à l'inondation (en lien avec le grand objectif n°5)
GO2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	2. Agir sur les capacités d'écoulement	Grand Objectif n°1 – Améliorer la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques
	3. Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	
GO3 : Améliorer la résilience des territoires exposés	4. Agir sur la surveillance et l'alerte	Grand Objectif n°3 – Améliorer la capacité des territoires exposés à faire face à une crise (améliorer la résilience)
	5. Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	
	6. Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information	
GO4 : Organiser les acteurs et les compétences	7. Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques	Grand Objectif n°4 - Organiser les acteurs et les compétences à l'échelle du bassin versant
	8. Accompagner la mise en place de la compétence « GEMAPI »	
GO5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation	9. Développer la connaissance sur les risques d'inondation	Grand Objectif n°5 - Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation
	10. Améliorer le partage de la connaissance sur la vulnérabilité du territoire actuelle et future	

Grille de correspondance entre le PGRI et la SLGRI

4.1.7. Le schéma régional de cohérence écologique de PACA

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est un schéma élaboré à l'échelle régionale par la Région et par l'Etat, en concertation avec les acteurs du territoire. Il vise à créer une **trame verte et bleue**, afin d'enrayer la perte de biodiversité, préserver et remettre en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines.

Le SRCE de PACA a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 17 octobre 2014, et par arrêté préfectoral du 26 novembre 2014. Il est maintenant directement intégré dans le SRADDET PACA, comme le mentionne l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 approuvant le SRADDET ;

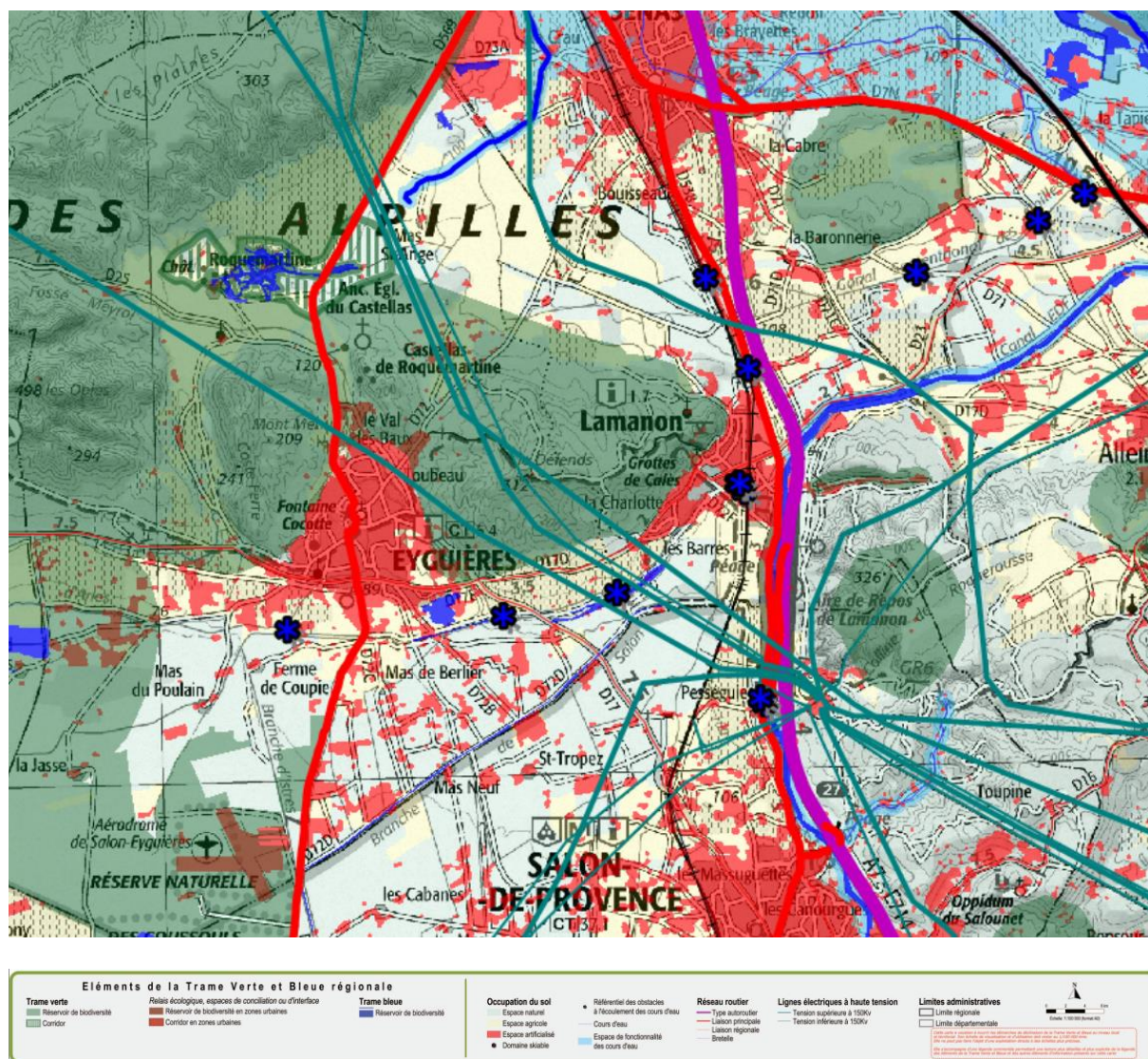
« Article 2. Le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se substitue aux schémas sectoriels existants suivants : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT), schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), schéma régional de cohérence écologique (SRCE), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

Article 3. À la date de publication du présent arrêté, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) sont abrogés, en application du dernier alinéa de l'article L.4251-7 du code général des collectivités territoriales ».

Le SRADDET a intégré le SRCE et l'a notamment annexé.

Néanmoins, le code de l'urbanisme stipule à l'article L131-1 que le SCoT doit prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement. Le SRCE étant postérieur à l'approbation du SCoT Agglopolo Provence, le PLU démontrera la prise en compte de ce document.

Au niveau communal, des éléments de trame verte et bleue (TVB) apparaissent, auxquels des objectifs sont assignés (voir carte ci-dessous).



Objectifs assignés de la Trame Verte et Bleue régionale

Source : SRCE PACA

Les orientations du SRCE PACA sont les suivantes (Source : SRCE, Comment l'intégrer dans mon document d'urbanisme ?) :

Orientations	Actions
Grande orientation stratégique 1 (GOS1) <i>Agir en priorité sur la consommation d'espace par l'urbanisme et les modes d'aménagement du territoire pour la préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien de corridors écologiques.</i>	ACTION 1. Co-construire la Trame Verte et Bleue à l'échelle des documents d'urbanisme SCoT, PLU, PLUI, cartes communales (ACT1)
	ACTION 2. Maîtriser une urbanisation pour des modes de vie plus durables (ACT2)
	ACTION 3. Transcrire dans les documents d'urbanisme les objectifs de préservation et de remise en état des continuités grâce aux sous-trames identifiées dans le SRCE (ACT3)
	ACTION 4. Développer de nouvelles formes urbaines et gérer les espaces de respiration (ACT4)
	ACTION 5. Mettre en cohérence et assurer la continuité dans le temps des politiques publiques territoriales (ACT5)
	ACTION 6 : Mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau Rhône Méditerranée (SDAGE RM) (ACT6)
	ACTION 7. Restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau (ACT7)
	ACTION 8. Concevoir et construire des projets d'infrastructures et d'aménagement intégrant les continuités écologiques (ACT8)
	ACTION 9. Assurer une gestion des infrastructures et des aménagements compatibles avec les enjeux de préservation des réservoirs de biodiversité (ACT9)
	ACTION 10. Améliorer la transparence des infrastructures linéaires existantes (ACT10)
Grande Orientation stratégique 2 (GOS2) <i>Maintenir du foncier naturel, agricole et forestier et développer des usages durables au regard des continuités écologiques</i>	ACTION 11. Mettre en œuvre une animation foncière territoriale pour une mobilisation ciblée des outils fonciers (ACT11)
	ACTION 12. Assurer la cohérence des politiques publiques en faveur de la biodiversité (ACT12)
	ACTION 13. Valoriser les fonctionnalités écologiques potentielles de l'agriculture (ACT13)
	ACTION 14. Développer et soutenir des pratiques forestières favorables aux continuités écologiques (ACT14)

Grande Orientation stratégique 3 (GOS3) <i>Développer les solutions écologiques de demain en anticipant sur les nouvelles sources de fragmentation et de rupture</i>	ACTION 15. Développer les connaissances et l'organisation des données (ACT15)
	ACTION 16. Ouvrir le champ de la recherche, du développement et de l'expérimentation sur de nouvelles solutions (ACT16)
	ACTION 17. Accroître les compétences par la création d'outils et développer un "réflexe" de prise en compte systématique de la biodiversité et de la question des fonctionnalités (ACT17)
	ACTION 18. Créer des modes opératoires « facilitants » pour les porteurs de projets d'infrastructure et d'aménagement (ACT18)
	ACTION 19. Valoriser, accentuer et développer positivement le rôle des aménagements et ouvrages dans leurs fonctions favorables à la biodiversité (ACT19)
Grande orientation stratégique 4 (GOS4) <i>Restaurer, protéger et développer une trame d'interface terre-mer dont le fonctionnement semble directement lié à la création ou à la conservation de réservoirs de biodiversité littoraux ou marins</i>	

Les actions 1 à 4 (ACT 1 à 4) ne sont pas géolocalisées, mais elles proposent des modes de faire et d'élaboration des documents d'urbanisme qui assurent une meilleure intégration et prise en compte des continuités écologiques et des services qu'elles rendent. Elles visent à la fois la médiation, la concertation et les outils du code de l'urbanisme pouvant être mobilisés pour préserver les continuités écologiques à la fois en milieu rural, périurbain et urbain.

Les actions 6, 7 et 10 (ACT6, 7, 10), si elles ne s'adressent pas directement aux collectivités dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme, doivent néanmoins être prises en compte. Elles indiquent des territoires de projet de restauration pour lesquels il existe des enjeux de cohérence à assurer au niveau de l'aménagement du territoire. Si des opérations de restauration de continuités sont mises en œuvre sur un ou plusieurs espaces présents dans le territoire de la ou les collectivités, les projets d'aménagement prévus dans le document d'urbanisme ne doivent pas mettre en péril leur pérennité. Au contraire, elles doivent pouvoir assurer le maintien et conforter la fonctionnalité des continuités aux abords des zones de restauration. Il en est de même si ces opérations n'en sont qu'à l'état de projet, le document d'urbanisme ne doit pas venir s'opposer à ces opérations et doit en tenir compte. La collectivité peut dans ce cas devenir partenaire de l'initiative de restauration et se mobiliser pour assurer la cohérence territoriale, voire la gestion de ces espaces.

Les actions des orientations 2 et 3 (GOST2 et 3) sont importantes pour assurer le bon état des continuités écologiques, mais elles ne dépendent pas directement des documents d'urbanisme. Elles doivent s'appuyer sur des actions parallèles à la planification et ne sont pas de la seule responsabilité de la collectivité. D'autres outils territoriaux doivent prendre le relais en complémentarité (Agenda 21, ZAP, PAEN, chartes forestières...). Certains d'entre eux peuvent être à l'initiative de la collectivité dans son rôle d'animateur de territoire.

La grande orientation stratégique 4 (GOST4) se réfère à une démarche en cours, pour laquelle les collectivités littorales sont associées par un autre biais et qui ne s'appuie pas directement sur les documents d'urbanisme.

Les documents cartographiques fournis (voir cartes ci-dessous) situent une partie du territoire de Lamanon au sein de réservoirs de biodiversité à remettre en état ou à préserver. Dans ce cas, le document « SRCE, Comment l'intégrer dans mon document d'urbanisme ? » précise :

*« ...des communes peuvent être situées entièrement dans un réservoir ou un corridor écologique. Dans ce cas, **le choix des zonages revient aux collectivités** qui mettent en place leur document d'urbanisme.*

***Cette couverture totale ou quasi-totale** par un réservoir de biodiversité ou un corridor écologique régional permet à la collectivité de prendre conscience du rôle qu'elle joue dans l'organisation spatiale de ces grandes continuités écologiques. Sa responsabilité est alors de permettre une relative transparence de son territoire sans renoncer à ses possibilités de développement, qui devront être situées et conçues de telle façon que la grande continuité régionale n'en souffre pas et puisse toujours être fonctionnelle. Si par ailleurs, il se trouve que cette grande continuité a un objectif de remise en bon état, la ou les collectivités doivent alors y participer.*

Dans le cadre du document d'urbanisme, cette action vise d'abord à ne pas entraver la possibilité de remise en bon état par la création de coupures supplémentaires dont les impacts ne pourraient pas être réduits, voire compensés. Bien souvent, d'autres outils que le document d'urbanisme doivent servir de relais pour la mise en place d'actions physiques de remise en bon état (restauration écologique, génie civil tels que des éco-ponts, gestion adaptée des espaces agricoles et forestiers...). Ces relais peuvent être de la compétence de la collectivité ou pas.

Le plan de zonage doit être cohérent avec les enjeux locaux et en concertation avec les acteurs locaux. Un affinement des délimitations et des objectifs donnés par le SRCE s'impose de fait pour une application locale.

- *Si le réservoir contient une **zone urbanisée**, il convient de prendre en compte l'existant et **d'adapter le plan de zonage** avec discernement et de proposer une zone U à cet endroit.*
- *Pour les **zones d'extension urbaine**, il s'agit pour la commune d'intégrer à son zonage le **maintien de continuités écologiques** par l'identification graphique d'éléments naturels à conserver, à l'intérieur et en périphérie d'une zone AU, ou par des prescriptions spécifiques insérées dans le règlement ou les OAP qui s'imposeront lors de l'ouverture à l'urbanisation.*
- *Dans le cas de figure où **un corridor recouvre tout ou partie d'une commune**, le PLU pourra identifier les secteurs intéressants sur le plan écologique et contribuant à la fonctionnalité écologique du corridor (haies, zones humides, etc.) sur la base de la prise en compte de l'usage actuel des sols ».*

Le PLU de Lamanon devra donc être compatible avec le SRCE PACA.

4.2. Application de la Loi Barnier

La commune de Lamanon est traversée par :

- L'autoroute A7 ;
- La RD538, **classée route à grande circulation** depuis le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié par Décret n°2010-578 du 31 mai 2010.

Département	Route	Route début section	de de début section	Commune de de	Route de fin de section	Commune de fin de section
13	D71D	D71		SENAS	D538	LAMANON

Route à grande circulation à Lamanon

Source : décret n° 2009-615 du 3 juin 2009

La loi Barnier est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

L'article L 111-6 stipule que :

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de **soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation** »*

L'article L 111-7 stipule que :

« L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

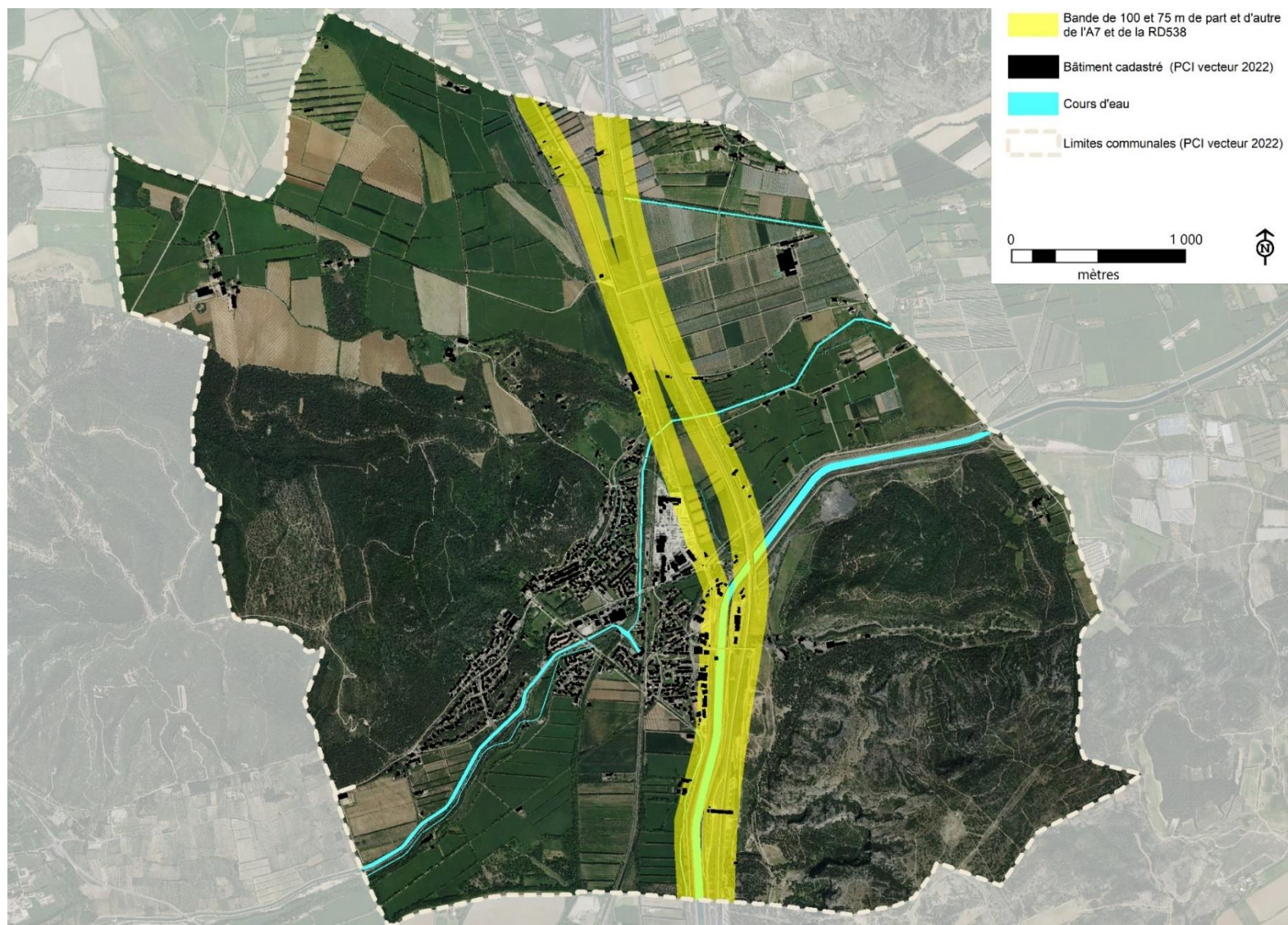
5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. »

L'article L 111-8 stipule que :

« Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »

L'amendement Dupont s'applique sur Lamanon. L'étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RD538 est annexée au présent rapport.



Périmètre de 75 m autour de la RD538 et de 100m autour de l'A7

Source : BDORTHO 2018, PCI vecteur 2022 ; Réalisation : 2023

4.3. Les servitudes d'utilité publique

« Les servitudes d'utilité publique constituent des limitations administratives au droit de propriété. Elles sont instituées par une autorité publique dans un but d'intérêt général. [...] Elles sont créées par des lois et règlements particuliers, codifiés ou non et ont un caractère d'ordre public interdisant aux particuliers d'y déroger unilatéralement » (sources : Cerema).

Les servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme, conformément à la réglementation en vigueur. La commune de Lamanon est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

Catégorie	Libellé	DUP
AC2	Servitude relative aux sites inscrits ou classés : - Platane géant ; - Grottes de Calès.	du 26/02/1918.
I2	Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie des marées, des lacs et des cours d'eau en faveur des concessionnaires d'ouvrages déclarés d'utilité publique : - Canal d'amenée EDF	du 06/04/1972.
I3	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transports de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques : - Antenne de Salon DN160	Date non précisée dans les différentes sources connues
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques : - Ligne aérienne 225 000 volts Plan-d'Orgon – Roquerosse ; - Ligne 400 KV 1er circuit Boutre - Tavel dérivation Tore Supra ; - Ligne aérienne 63 000 volts Mallemort (client) – Roquerosse ; - Ligne 400 KV 2eme circuit Boutre - Plan d'Orgon ; - Ligne aérienne 400 000 volts - 2 circuits - Réaltor - Tavel 1 et 2 ; - Ligne aérienne 63 000 volts Jane - Roquerosse	Date non précisée dans les différentes sources connues
Int1	Servitude au voisinage des cimetières : - Cimetière de Lamanon	du 07/03/1808.
PM1	Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) et plans de prévention des risques miniers (PPRM)	du 17/07/2001.
PT3	Servitude relative aux communications téléphoniques et télégraphiques : Réseau des lignes de télécommunications	Date non précisée dans les différentes sources connues
T1	Servitude relative aux chemins de fer : - Ligne Avignon – Miramas par Salon	du 18/03/1991.
T5	Servitude aéronautique de dégagement des aérodromes civils et militaires : - Base aérienne 701 Salon-de-Provence	du 10/04/1990.
T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières.	Date non précisée dans les différentes sources connues

Liste des servitudes d'utilité publique de Lamanon

4.3.1. Servitude relative aux sites inscrits et classés (AC2)

Font l'objet de mesures d'inscription sur une liste départementale ou de classement, les monuments naturels et les sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

L'inscription concerne soit des monuments naturels ou des sites méritant d'être protégés mais ne présentant pas un intérêt remarquable suffisant pour justifier leur classement, constitue soit une mesure conservatoire avant un classement. Elle peut également constituer un outil adapté à la préservation du petit patrimoine rural dans des secteurs peu soumis à une pression foncière. Enfin, elle vise de plus en plus souvent à protéger, en accompagnement d'un classement, les enclaves et les abords d'un site classé.

Le classement offre une protection forte en interdisant, sauf autorisation spéciale, la réalisation de tous travaux tendant à modifier ou détruire l'aspect du site.

Platane géant de Lamanon :

« Situé dans le Domaine de M. de Sabran Pontevès, cet arbre est mis en péril par l'achat du Domaine par un négociant en bois. Le Platane de Lamanon "Géant de Provence" est situé légèrement en contrebas du vieux village, au milieu d'une vaste prairie. Il présente les caractéristiques du platane d'Orient, son port est exceptionnellement étalé ; il surprend par ses dimensions, sa couronne couvre au sol 1530 m². On ne connaît pas la date exacte de sa plantation que certains font remonter à la fin du XVI^e siècle. L'exigence en eau de cette espèce fait plutôt opter pour une concomitance avec l'irrigation du domaine au début du XVIII^e siècle. Il aurait donc trois cent ans. » (DIREN PACA - catalogue départemental des sites classés, Bouches du Rhône)



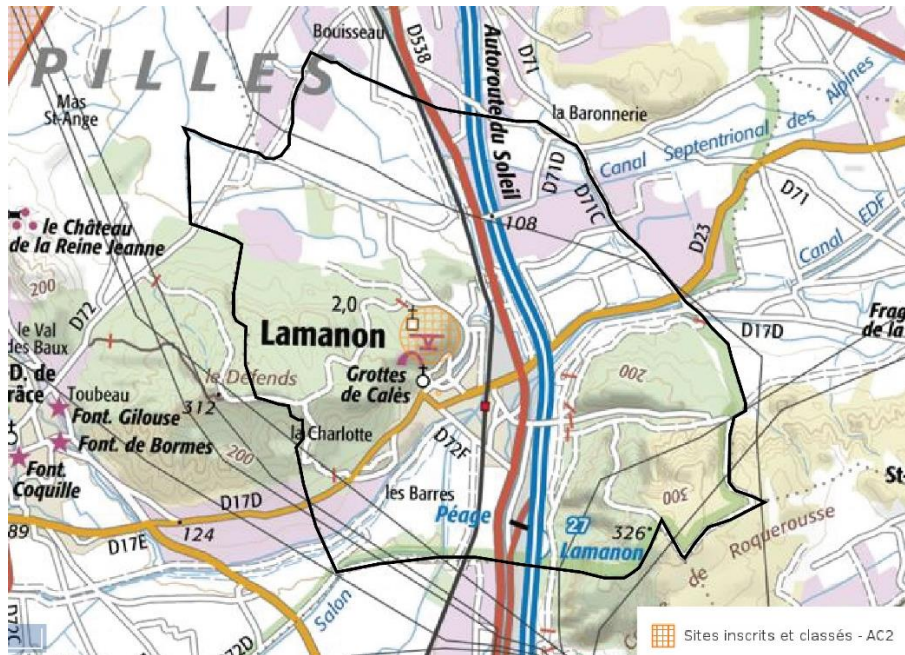
Platane géant de Lamanon
Source : Mairie de Lamanon [en ligne]



Site de Calès
Source : Mairie de Lamanon [en ligne]

Les grottes de Calès

« Les grottes de Calès dominent le village actuel. Leur accès se fait par un chemin caladé. Ces habitations troglodytes occupées sans doute du Néolithique au XV^e siècle sont creusées dans le safre et bordent en un cercle quasi parfait une large esplanade dont l'entrée est barrée par un mur fortifié. » (DIREN PACA - catalogue départemental des sites classés, Bouches du Rhône)



Localisation de la SUP AC2

Source : Géoportail de l'urbanisme [en ligne]

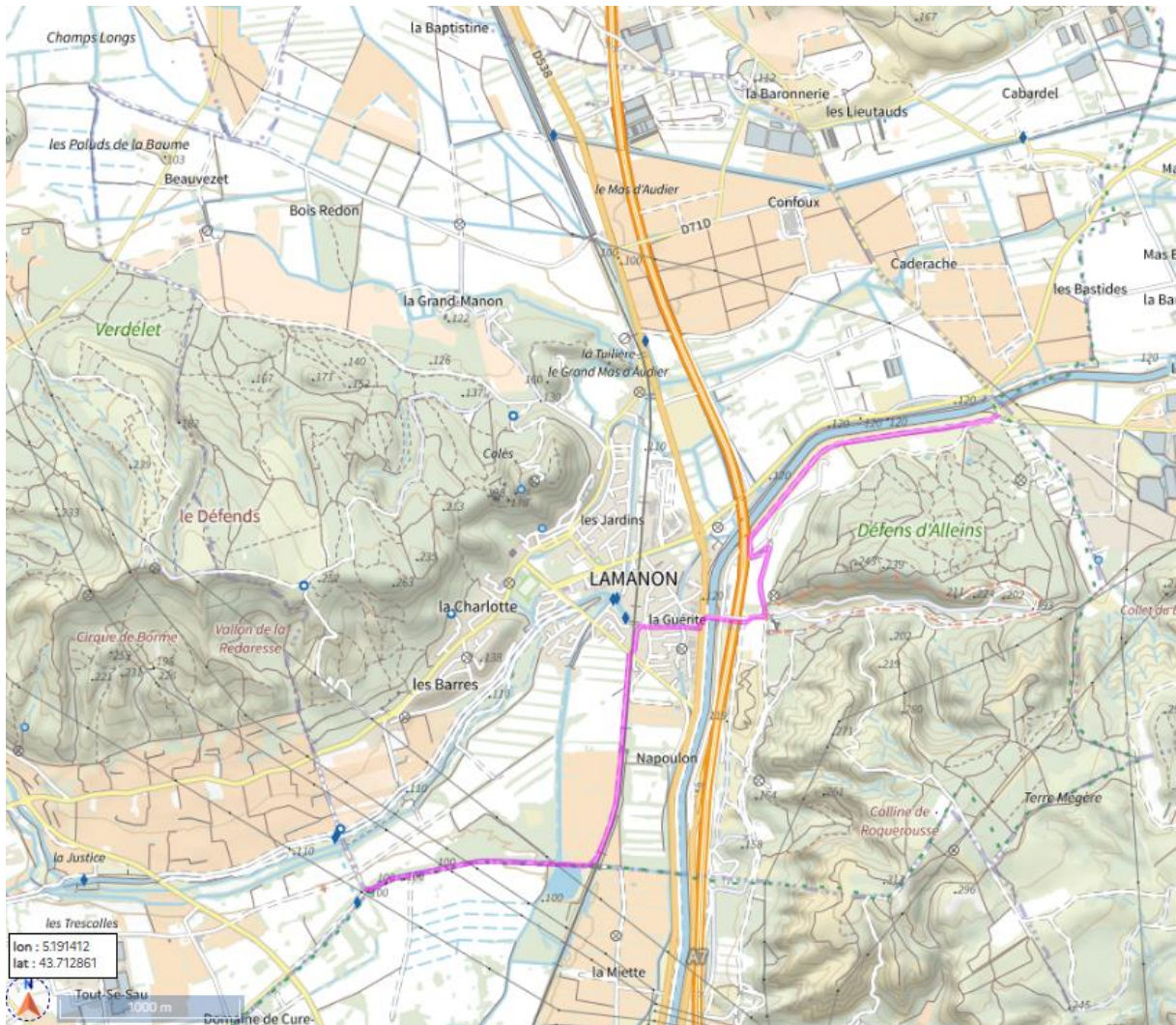
4.3.2. Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie des marées, des lacs et des cours d'eau en faveur des concessionnaires d'ouvrages déclarés d'utilité publique (I2)

Les concessionnaires exploitants d'énergie hydraulique ont la possibilité d'établir sur des terrains privés, des servitudes d'aqueduc qui consistent en ouvrage de prise d'eau et de canalisation d'adduction ou de fuite. Conjointement ils peuvent bénéficier de servitudes de submersion et d'occupation temporaire par relèvement du plan d'eau ou construction d'ouvrage de retenue.

À défaut d'accord amiable entre le demandeur et les intéressés, l'indemnisation est fixée par le juge de l'expropriation. Par ailleurs, lorsque l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol ou que ces terrains ne sont plus propres à la culture, il peut utiliser un droit de délaissement qui contraint le concessionnaire à acquérir le terrain.

4.3.3. Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transports de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques (I3)

Il s'agit des servitudes énumérées à l'Article 35 modifié de la Loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ainsi qu'à l'Article 12 de la Loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, et plus particulièrement : de la servitude d'abattage d'arbres dont le titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel peut faire usage lors de la pose de canalisations ; et de la servitude de passage permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes. Ces servitudes s'entendent sans dépossession de propriété : le propriétaire conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.



Canalisations de transport de gaz, hydrocarbures et produits chimiques - I3

Localisation de la SUP AC3

Source : Géoportail de l'urbanisme [en ligne]

4.3.4. Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (I4)

Il s'agit de deux catégories de servitudes instituées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie :

- Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 concernant toutes les distributions d'énergie électrique. Il s'agit de servitudes n'entraînant aucune dépossession du propriétaire qui conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux ;
- Les périmètres instaurés en application de l'article 12 bis de part et d'autre d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts.

Dans le cadre de cette servitude, le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles. Pour une ligne aérienne, il s'engage toutefois à ne faire aucune plantation, aucune culture et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages ou à la sécurité. Il pourra toutefois :

- élever des constructions à condition de respecter entre lesdites constructions et les conducteurs d'électricité les distances minimales de protection prescrites par les règlements en vigueur ;
- planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs, à condition que le sommet d'un arbre, supposé tomber perpendiculairement sur cette nappe de conducteurs, reste toujours, au cours de la chute, à une distance de sécurité des conducteurs les plus proches.

Pour une ligne souterraine, il pourra :

- Élever des constructions, démolir, réparer, surélever une construction existante sous réserve de prendre en compte la bande de protection de part et d'autre de l'ouvrage.
- Il s'engage, toutefois, dans la bande de protection de l'ouvrage, à ne faire (même à titre temporaire) aucune modification du profil des terrains, plantations d'arbres ou d'arbustes, ni aucune culture préjudiciable à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages.

La présence d'une canalisation enterrée est à prendre en considération si on effectue un creusement, forage, fonçage, enfoncement ou perçage.

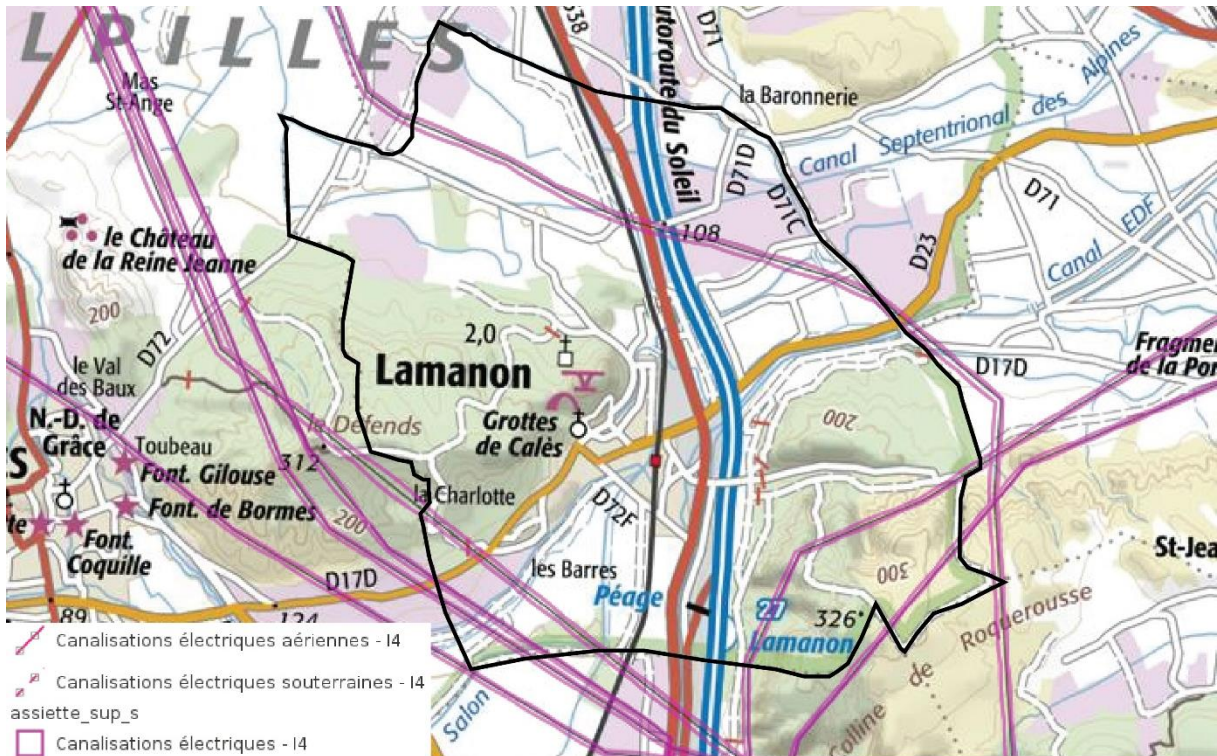
En effet, Lamanon est traversée par plusieurs lignes électriques à haute tension :

- Ligne aérienne 225 000 volts Plan-d'Orgon – Roquerosse ;
- Ligne 400 KV 1er circuit Boutre - Tavel dérivation Tore Supra ;
- Ligne aérienne 63 000 volts Mallemort (client) – Roquerosse ;
- Ligne 400 KV 2eme circuit Boutre - Plan d'Orgon ;
- Ligne aérienne 400 000 volts - 2 circuits - Réaltor - Tavel 1 et 2 ;
- Ligne aérienne 63 000 volts Jane – Roquerosse

Ces lignes sont exploitées par RTE, Réseau de Transport d'Electricité. RTE est l'entreprise de service qui gère le réseau public de transport d'électricité haute tension (entre 63 000 volts et 400 000 volts) en France métropolitaine.

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). À ce titre, ce type d'ouvrage correspond à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peut ainsi être mentionné au sein de cet article.

Pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).



Localisation de la SUP I4

Source : Géoportail de l'urbanisme [en ligne]

4.3.5. Servitude au voisinage des cimetières (Int1)

Les servitudes instituées par l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales au voisinage des cimetières s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Dans ce rayon :

- nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits ;
- les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation ;
- les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par arrêté du préfet à la demande du maire.

Cette servitude n'a pas pour effet de rendre les terrains compris dans ce rayon inconstructibles mais seulement d'imposer l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par le maire en application de l'article R. 425-13 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R. 425-13, lorsque le projet porte sur une construction située à moins de 100 mètres d'un cimetière transféré, le permis de construire, le permis d'aménager ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord du maire, si celui-ci n'est pas l'autorité compétente pour délivrer le permis.

4.3.6. Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) et plans de prévention des risques miniers (PPRM) (PM1)

Le plan de prévention des risques est présent plus en détail dans la section dédiée aux risques naturels du présent document.

4.3.7. *Servitude relative aux communications téléphoniques et télégraphiques (PT3)*

Servitudes sur les propriétés privées instituées au bénéfice des exploitants de réseaux de télécommunication (communication électronique) ouverts au public en vue de permettre l'installation et l'exploitation des équipements du réseau, y compris les équipements des réseaux à très haut débit fixes et mobiles :

- sur et dans les parties des immeubles collectifs et des lotissements affectées à un usage commun, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
- sur le sol et dans le sous-sol des propriétés non bâties, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
- au-dessus des propriétés privées dans la mesure où l'exploitant se borne à utiliser l'installation d'un tiers bénéficiant de servitudes sans compromettre, le cas échéant, la mission propre de service public confiée à ce tiers. L'installation des ouvrages du réseau de télécommunication (communication électronique) ne peut faire obstacle au droit des propriétaires ou copropriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété.

Toutefois, les propriétaires ou copropriétaires doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre des travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude. Les agents des opérateurs autorisés doivent être munis d'une attestation signée par le bénéficiaire de la servitude et de l'entreprise à laquelle appartient cet agent pour accéder à l'immeuble, au lotissement ou à la propriété non bâtie. Lorsque, pour l'étude, la réalisation et l'exploitation des installations, l'introduction de ces agents dans les propriétés privées est nécessaire, elle est, à défaut d'accord amiable, autorisée par le président du tribunal de grande instance, statuant comme en matière de référé, qui s'assure que la présence des agents est nécessaire.

Le bénéficiaire de la servitude est responsable de tous les dommages qui trouvent leur origine dans les équipements du réseau. Il est tenu d'indemniser l'ensemble des préjudices directs et certains causés tant par les travaux d'installation et d'entretien que par l'existence ou le fonctionnement des ouvrages. À défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par la juridiction de l'expropriation saisie par la partie la plus diligente.

4.3.8. *Servitude relative aux chemins de fer (T1)*

Il s'agit de servitudes concernant les propriétés riveraines des chemins de fer et instituées dans des zones définies par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer et par l'article 6 du décret du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques à savoir :

- interdiction de procéder à l'édification de toute construction, autre qu'un mur de clôture, dans une distance de deux mètres d'un chemin de fer (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845),
- interdiction de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale d'un remblai de chemin de fer de plus de trois mètres, largeur mesurée à partir du pied du talus (art. 6 de la loi du 15 juillet 1845),
- interdiction d'établir des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin, et tout autre dépôt de matières inflammables, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, largeur mesurée à partir du pied du talus (art. 7 de la loi du 15 juillet 1845),
- interdiction de déposer, sans autorisation préfectorale préalable, des pierres ou des objets non inflammables à moins de cinq mètres d'un chemin de fer (art. 8 de la loi du 15 juillet 1845),
- Servitudes de visibilité au croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée (art. 6 du décret-loi du 30 octobre 1935 et art. R. 114-6 du code de la voirie routière), servitudes définies par un plan de dégagement établi par l'autorité gestionnaire de la voie publique et pouvant comporter, suivant le cas conformément à l'article 2 du décret):

- l'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement précité,

- l'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement.

4.3.9. Servitude aéronautique de dégagement (T5)

Les servitudes T5 sont instituées en application des articles L. 6351-1 et L. 6351-2 à L. 6351-5 du Code des transports (anciens R. 241-1 à R. 242-3 du Code de l'aviation civile).

Il s'agit de servitudes, dites « servitudes aéronautiques de dégagement », créées afin d'assurer la sécurité de la circulation des aéronefs, à l'exclusion des servitudes radioélectriques. Elles sont définies :

- par un plan de servitudes aéronautiques de dégagement (PSA) établi pour chaque aéroport visé à l'article L. 6350-1 du Code des transports (ancien R. 241-2 du Code de l'aviation civile),
- ou par des mesures provisoires de sauvegarde qui peuvent être mises en œuvre en cas d'urgence, avant d'être reprises dans un PSA approuvé.

Ces servitudes aéronautiques de dégagement comportent :

- l'interdiction de créer ou l'obligation de modifier, voire de supprimer, des obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité (lumineux, radioélectriques ou météorologiques) établis dans l'intérêt de la navigation aérienne,
- l'interdiction de réaliser sur les bâtiments et autres ouvrages frappés de servitude aéronautiques des travaux de grosses réparations ou d'amélioration exemptés du permis de construire sans autorisation de l'autorité administrative.

Sont concernés au titre de la servitude T5 :

- tous les aéroports ouverts à la circulation aérienne publique,
- les aéroports à usage restreint créés par l'État,
- dans des conditions fixées par voie réglementaire, certains aéroports à usage restreint créés par une personne autre que l'État.

4.3.1. Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières. (T7)

Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et cela en dehors de zones de dégagement.

Possibilité pour le propriétaire de procéder à l'édification de telles installations, sous conditions, si elles ne sont pas soumises à l'obtention du permis de construire et à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur la distribution d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés visés à l'article D 244-1 institueront des procédures spéciales, de solliciter une autorisation à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département dans lequel les installations sont situées. La décision est notifiée dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires. Passé ce délai, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives ou réglementaires. Si les constructions sont soumises à permis de construire et susceptibles en raison de leur emplacement et de leur hauteur de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elles sont à ce titre soumises à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile ou de celui chargé des armées en vertu de l'article R 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être accordé

qu'avec l'accord des ministres intéressés. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction. Si les travaux envisagés sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration préalable de l'article L 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R 421-38-13 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable.



Circulation aérienne - T5



Extérieur des zones de dégagement - T7

Localisation des SUP T5 et T7

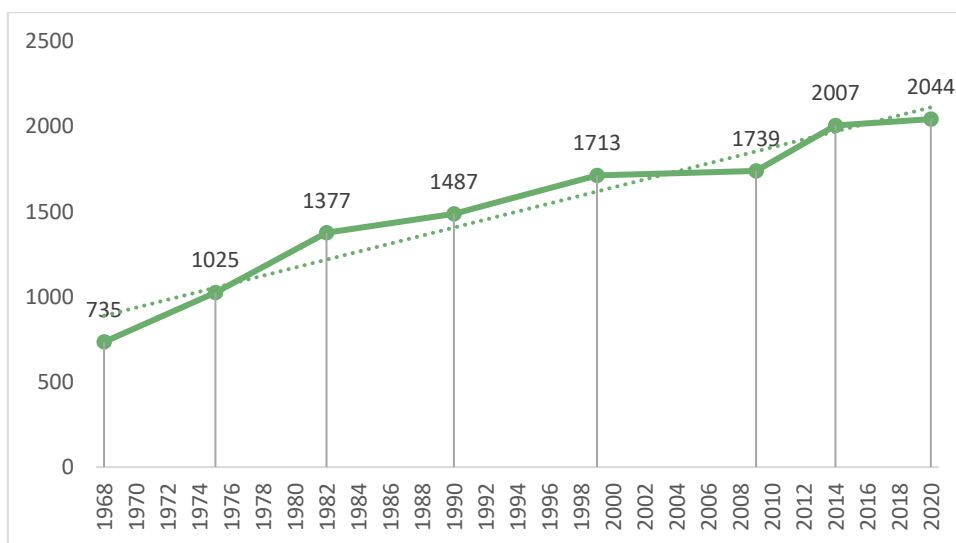
Source : Géoportail de l'urbanisme [en ligne]

Chapitre 2 : DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE ET IMMOBILIERE : ANALYSE COMPARATIVE

1. DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE

L'analyse démographique de la commune de Lamanon est fondée sur les résultats des recensements de l'INSEE depuis 1968. En date d'élaboration du diagnostic, les données les plus récentes publiées par l'INSEE portent sur l'année 2020.

1.1. Évolution démographique



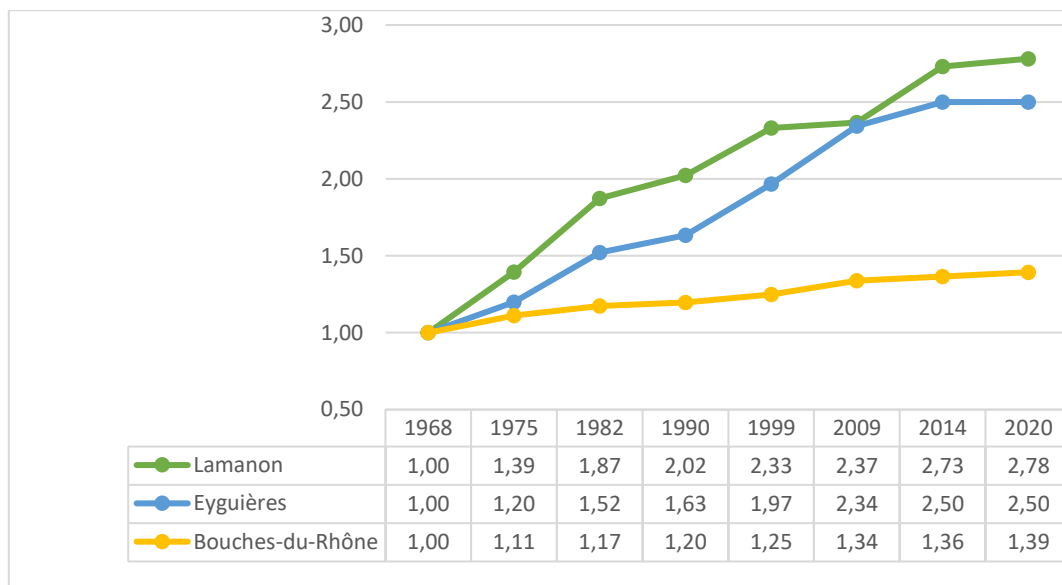
Evolution de la population de Lamanon entre 1968 et 2020

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.

Lamanon compte 2 044 habitants en 2020 (INSEE, population légale municipale). Les données municipales recensent cependant une population de 2060 habitants.

Les chiffres de l'INSEE permettent d'analyser l'évolution de la démographie depuis 1968.

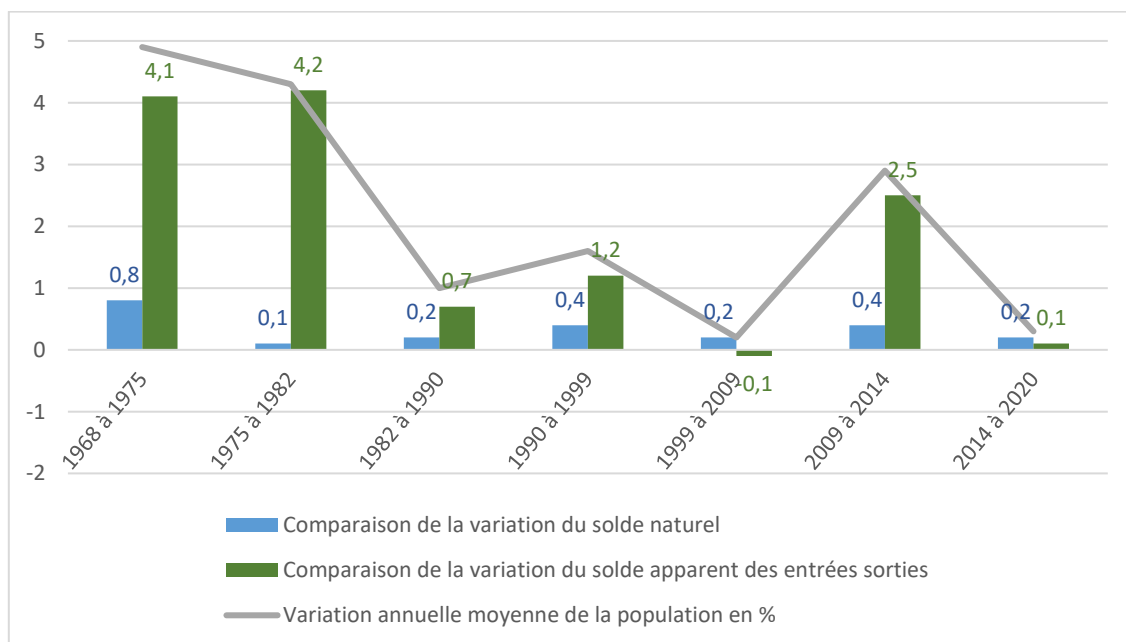
Depuis le milieu du XX^e siècle, la population de Lamanon a augmenté progressivement, passant de 735 habitants en 1968 à 1713 en 1999. Cette croissance démographique a eu tendance à se stabiliser durant la première décennie du XX^e siècle, puis à progresser à partir de 2008. Depuis 2013, la démographie connaît une relative stabilisation.



Evolution de la population de 1968 à 2020 (base 1)

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 au RP2020 exploitations principales.

Comparativement avec le département des Bouches-du-Rhône, la commune de Lamanon a une croissance démographique bien plus forte et plus rapide depuis l'année 1968. Cela peut s'expliquer par sa localisation, à proximité de communes polarisantes et attractives telles que Salon-de-Provence ou Cavaillon. Des communes avoisinantes telle qu'Eyguières suivent cette même tendance démographique que Lamanon.



Variation annuelle moyenne de la population à Lamanon en %

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 au RP2020 exploitations principales - État civil.

L'analyse de la variation annuelle moyenne de la population confirme l'hypothèse d'une attractivité certaine de Lamanon, qui est positive sur l'ensemble des périodes depuis 1968, bien qu'elle tende généralement à décroître.

Le solde migratoire résulte de la différence entre les arrivées sur la commune et les départs. Le solde naturel résulte de la différence entre le nombre des naissances et le nombre des décès.

Bien que le solde naturel soit positif depuis 2020, c'est notamment le solde migratoire positif qui permet la croissance démographique. Cela signifie que de nouveaux habitants viennent s'installer sur la commune.

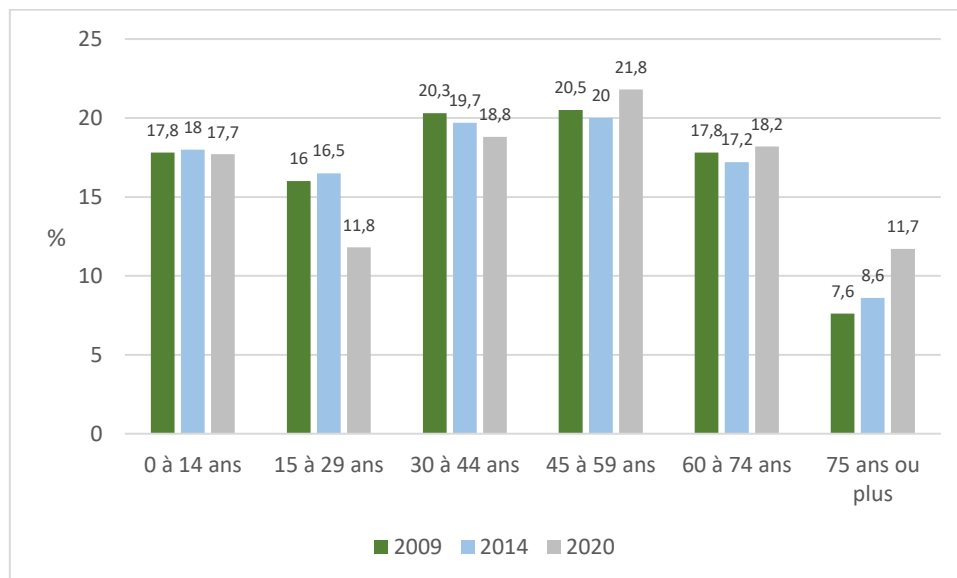
On note cependant une baisse de cette attractivité par le solde migratoire qui est notamment négatif dans les périodes 1999-2009 et 2014-2020.

1.2. Structure de la population

L'analyse de la structure de la population par âge indique un vieillissement de la population, avec notamment la tranche des « 75 ans ou plus » qui augmente de +4,1 points entre 2009 et 2020. On observe également une légère progression de la tranche d'âge des 45 à 59 ans (+ 1,3 point en 11 ans), et une stabilisation de la tranche d'âge des 60 à 74 ans. L'indice de jeunesse est en effet relativement bas sur Lamanon en comparaison à l'échelle départementale, étant de 73 jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes âgées de 60 ans et plus.

On retrouve ici un phénomène observable à toutes les échelles ainsi qu'à l'échelle nationale. Les catégories les plus jeunes ont tendance à perdre du poids dans la population au profit des plus âgées.

En revanche, on observe une baisse des 30 à 44 ans (-1.5 points), et plus importante pour les 15-29 ans (-4,2 points).

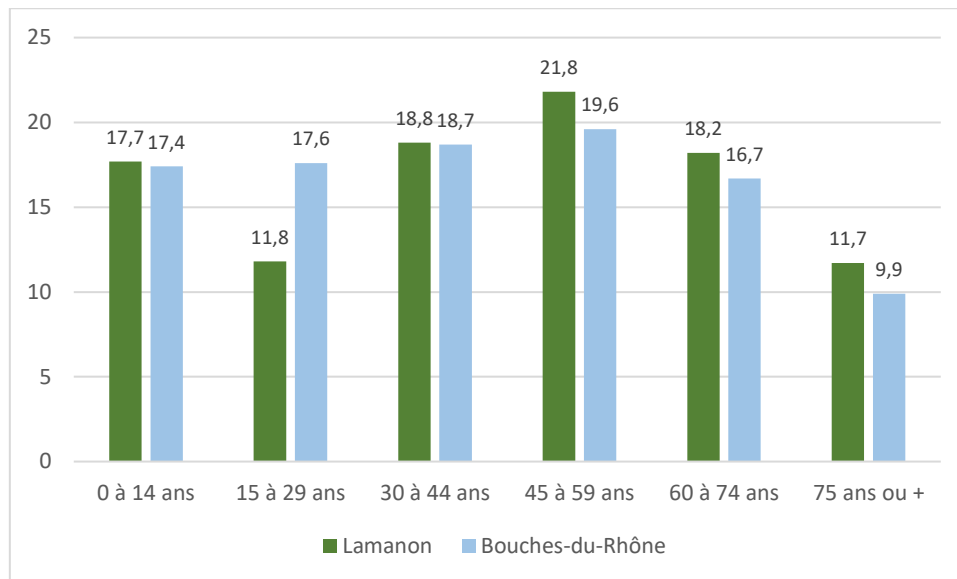


Comparaison de la population par grandes tranches d'âges entre 2009 et 2020

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

On peut en déduire :

- une faible attractivité pour les couples avec enfants et pour les 15-29 ans ;
- un certain vieillissement de la population.



Analyse comparative de la population par grandes tranches d'âges en 2020 (en %)

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

La faible attractivité des 15-29 ans est une nouvelle fois visible sur le graphique ci-avant, si l'on compare la population par grandes tranches d'âge de la commune de Lamanon avec celle du département des Bouches-du-Rhône. Ainsi, seulement 11,8% de la population de Lamanon ont entre 15 et 29 ans contre 17,6% pour la population des Bouches-du-Rhône. En revanche, la commune s'inscrit dans la même dynamique que le département pour la population comprise entre 0 et 14 ans et entre 30 et 44 ans.

Finalement, la commune possède une plus forte part de personnes âgées. Par exemple, si l'on compare la part des personnes âgées de 75 ans ou plus sur Lamanon avec celle des communes situées à proximité et également dépendantes du bassin de vie de Salon-de-Provence (Eyguières ou Mallemort), celle-ci est encore une fois supérieure sur la commune. Cela met une fois de plus en avant le vieillissement de la population.

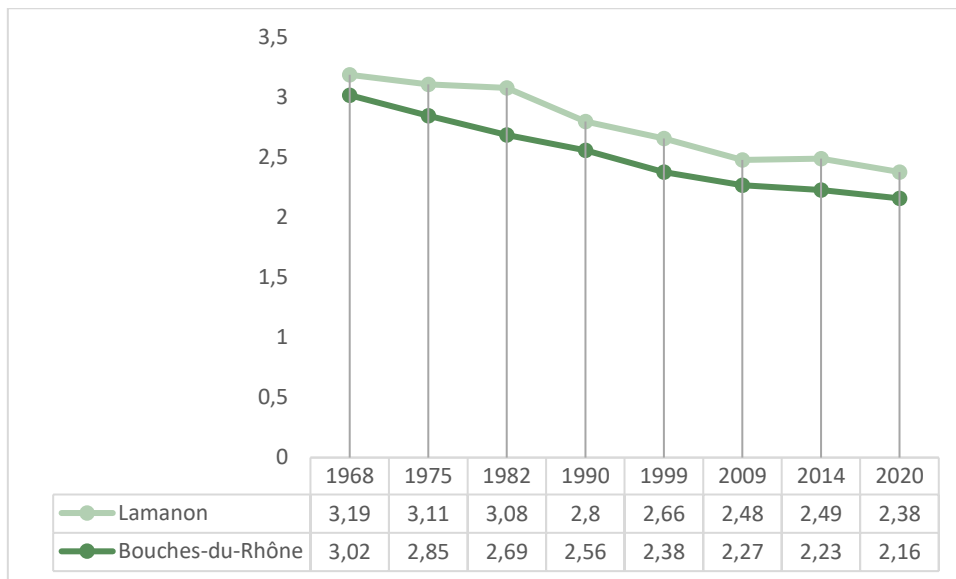
2. COMPOSITION DES MENAGES

2.1. Comparaison de la taille des ménages

La taille moyenne des ménages diminue progressivement en France depuis plusieurs décennies : entre 1968 et 2020, elle est passée de 3,1 occupants par résidence principale en moyenne à 2,2. Cette diminution s'explique d'une part, par un vieillissement de la population, qui s'observe à échelle nationale, mais également dans l'ensemble de l'Union européenne, et d'autre part par une évolution des comportements de cohabitation, avec le desserrement des ménages (augmentation des personnes seules et des familles monoparentales, etc.).

L'évolution des ménages à Lamanon suit globalement la tendance nationale, et passe de 3,2 personnes par ménage en moyenne en 1968 à 2,4 en 2020. Aujourd'hui, la taille des ménages de la commune est légèrement supérieure à la moyenne nationale et à la moyenne du département, traduisant une part encore importante de familles sur la commune.

Cependant, la moyenne de la taille des ménages à l'échelle de la commune s'inscrit dans la tendance des communes situées à proximité, dépendantes du bassin de vie de Salon-de-Provence (Eyguières et Mallemort avec respectivement une moyenne de 2,28 et 2,32 ménages en 2020). Ces communes périphériques accueillent encore aujourd'hui de nombreuses familles recherchant souvent des maisons avec jardin.

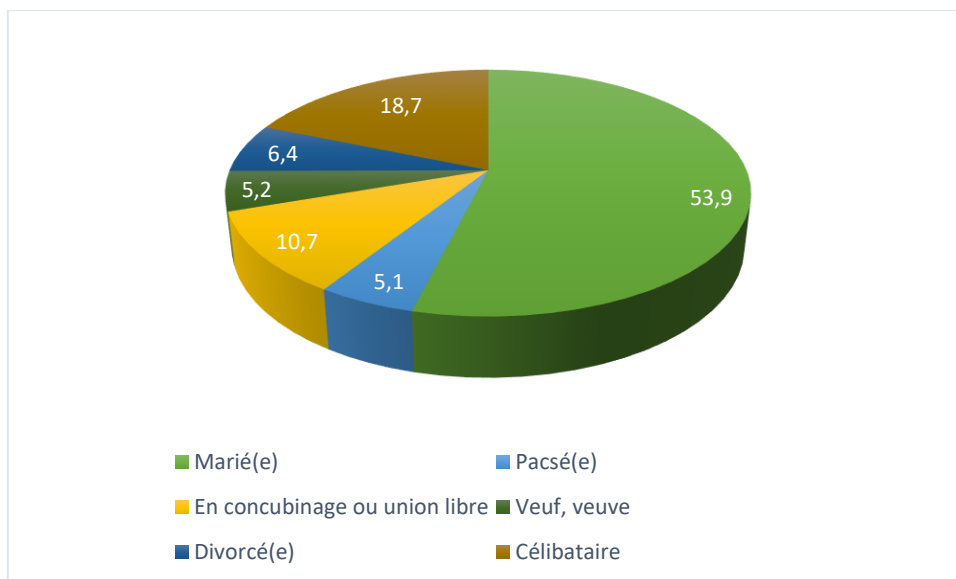


Analyse comparative de l'évolution de la taille des ménages entre 1968 et 2020

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.

2.2. Typologie des ménages sur la commune

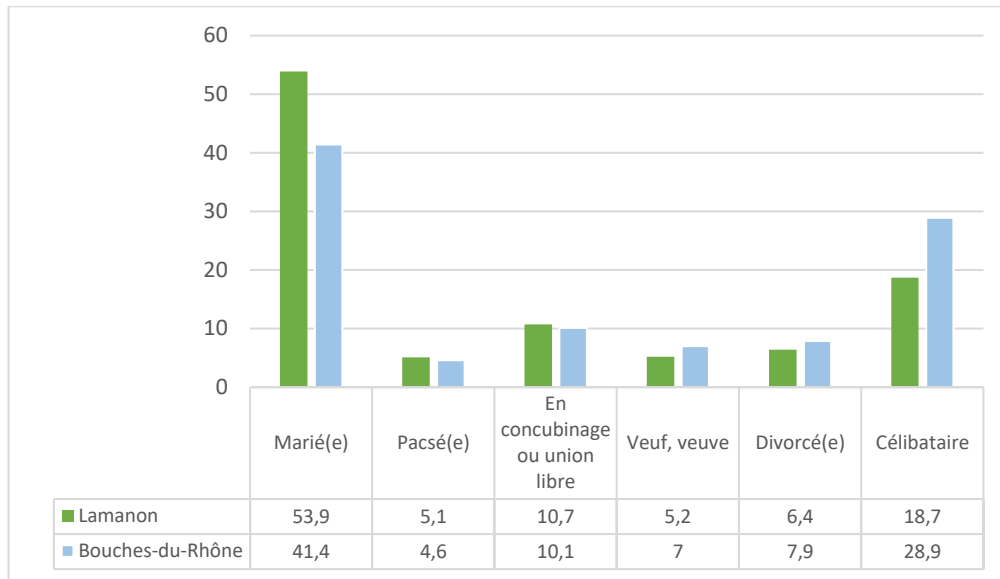
53.9 % des habitants sont mariés à Lamanon, une part plus importante que la moyenne nationale, de 42,4 % en 2020.



Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2020

Source : Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

Si l'on compare cette part de personnes mariées sur la commune à celle du département, on remarque qu'elle est largement supérieure (+12,5 points). Au contraire, la part de personnes veuves, divorcées ou célibataires est moins importante.



Comparaison des statuts conjugaux des personnes de 15 ans ou plus en 2020

Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

2.3. Revenu des ménages

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2022.

Lamanon compte 837 foyers fiscaux, dont 67% des ménages fiscaux imposés en 2019.

Le revenu fiscal de référence des foyers fiscaux imposés est en moyenne de 25 540 €. Le revenu annuel médian n'est pas disponible à l'échelle de la commune pour des raisons de secret fiscal sur les données agrégées.

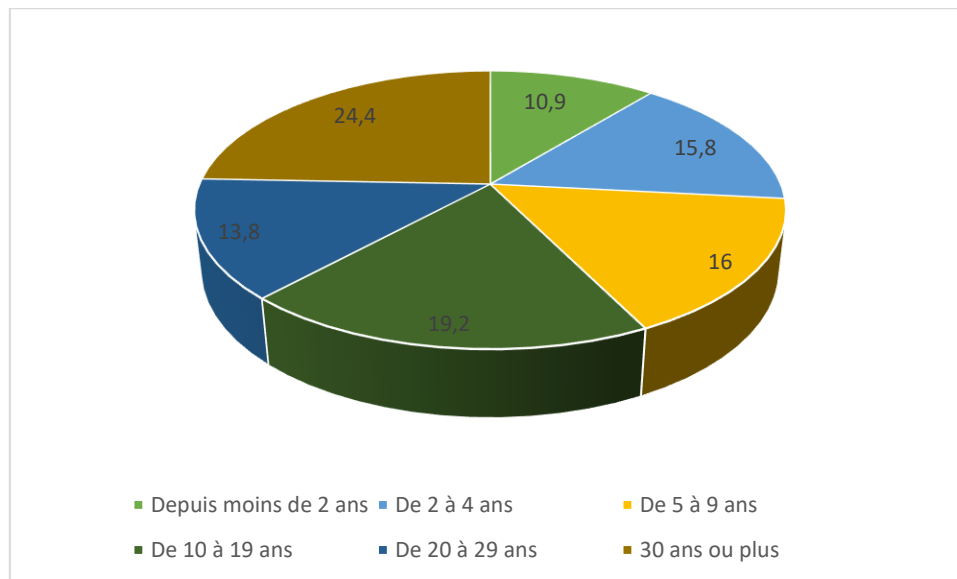
Le revenu annuel moyen des habitants de Lamanon est largement supérieur à celui du département qui est de 21 650 €.

2.4. Ancienneté d'emménagement des ménages

En 2020, on constate une répartition relativement équilibrée dans l'ancienneté des ménages. Ainsi, 57,4 % ont emménagé depuis plus de 10 ans contre 42,7 % depuis moins de 10 ans.

Les tranches varient entre 10,9 et 24,2 %, la tranche la moins représentée étant celle de moins de 2 ans et la plus représentée est la de 30 ans ou plus.

Cela montre que les ménages ont tendance à rester sur une très longue période dans le même logement, et que le *turn-over* au sein de la commune est relativement faible, bien qu'on constate tout de même des nouvelles installations sur la commune.

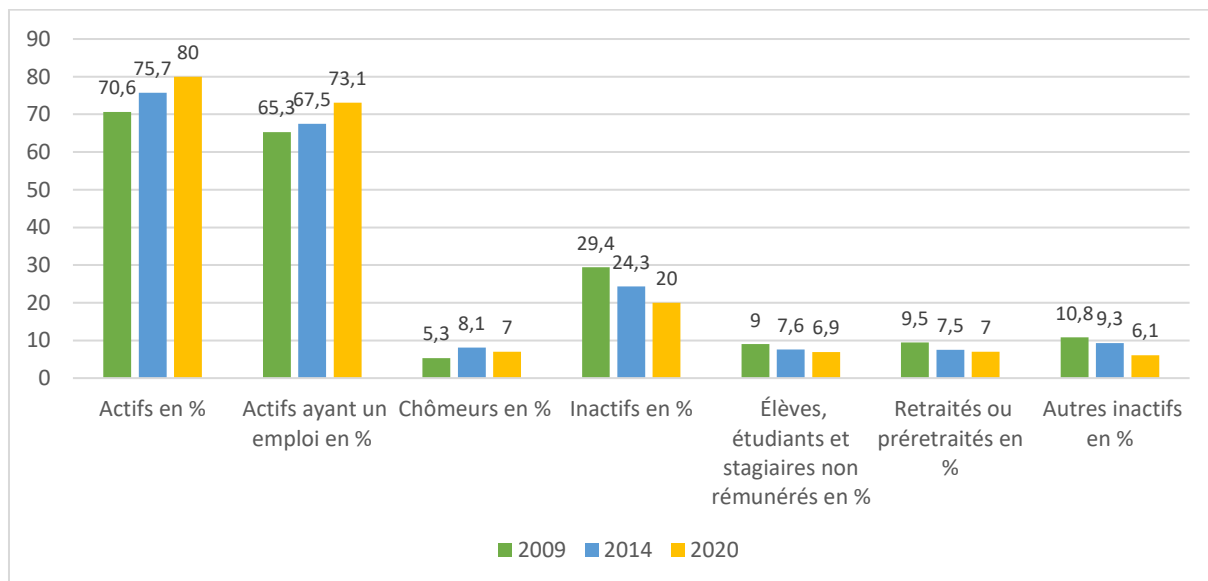


Ancienneté d'emménagement des ménages en 2020

Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

3. POPULATION ACTIVE, CHOMAGE ET FORMATION

3.1. La population active



Evolution de la population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2009 et 2020

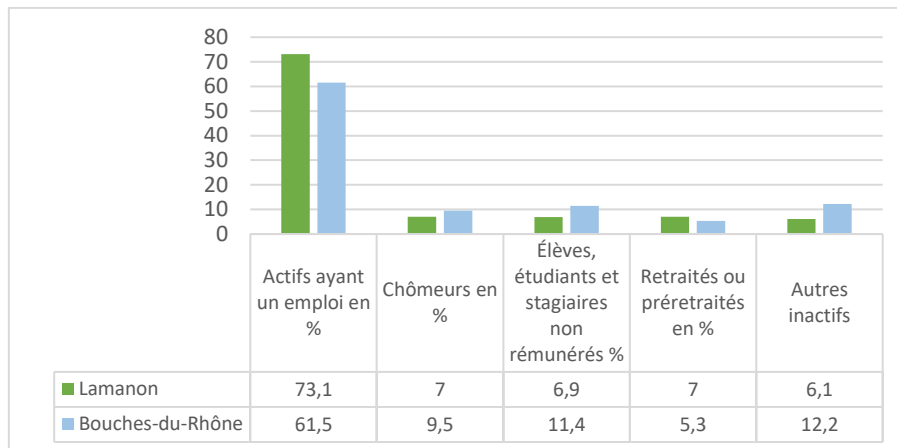
Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

En 2020, 80% de la population de 15 à 64 ans est active et 73,1% de cette même population possède un emploi.

Entre 2009 et 2020, la part des actifs a augmenté de presque 10 points, une hausse qui s'explique principalement par la hausse des actifs ayant un emploi (+7,8 points). La part d'inactifs a diminué en proportion (-9,4 points), s'expliquant notamment par la baisse des retraités et/ou préretraités et de celle des « autres inactifs ». Ces derniers comprennent notamment les personnes qui ne sont ni en emploi ni au chômage (hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler...).

En comparaison avec le département des Bouches-du-Rhône, on remarque que le nombre d'actifs est supérieur sur la commune de Lamanon. Ce nombre est également supérieur aux communes situées à proximité et dépendantes du bassin de vie de Salon-de-Provence (comme Eyguières et Mallemort avec une part d'actifs ayant un emploi de respectivement 69,5% et 68,3%). Au contraire, les non-actifs sont moins représentés sur la commune. Cela témoigne de la présence d'emplois sur Lamanon.

Finalement, le taux de chômage a augmenté en 2020 par rapport à 2009 (+1,7 points), bien que celui-ci ait régressé sur la période 2014-2020. En outre, le taux de chômage observé sur la commune de Lamanon reste inférieur à celui du département, qui est de 9,5% en 2020.

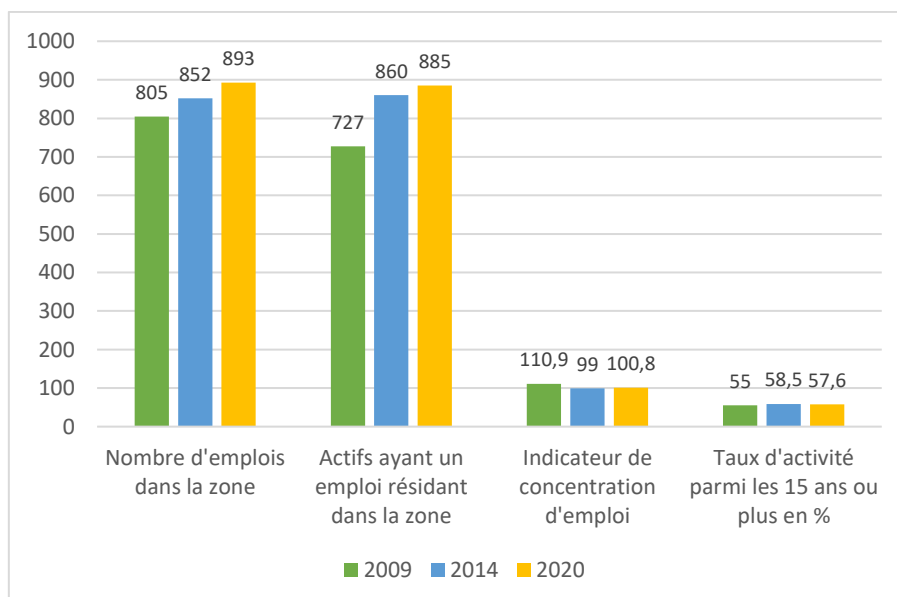


Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2020

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

En 2020, il y a 893 emplois dans la zone de Lamanon, un nombre en augmentation depuis 2009 (+88 emplois, soit 9,8% en 11 ans). Cela va de pair avec l'augmentation des actifs ayant un emploi dans la zone : on y observe une augmentation de 158 actifs, soit une augmentation de 21,73% sur la même période.

En outre, l'indicateur de concentration d'emploi est de 100,8, la commune est donc polarisante en matière d'emploi. Cependant, cet indicateur indique une diminution de la concentration d'emploi (-10 points entre 2009 et 2020).



Comparatifs de l'emploi et de l'activité entre 2009 et 2020

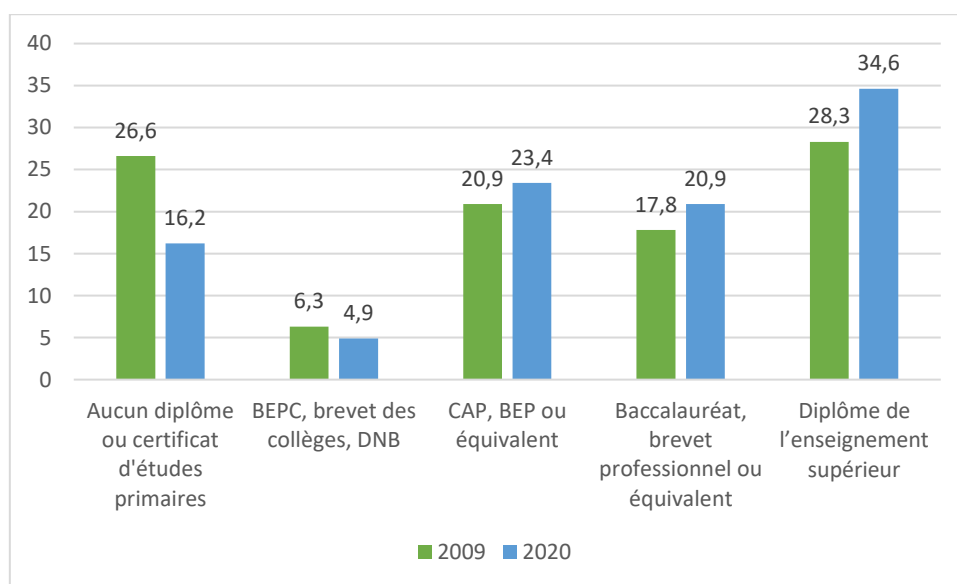
Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail, géographie au 01/01/2023.

3.2. Formation

Plus de 15% de la population de Lamanon ne possède aucun diplôme et presque la moitié de la population possède plus qu'un CAP, BEP ou qu'un Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent (44,3 %).

Depuis 2009, la part de personnes n'ayant aucun diplôme a chuté de 10,4 points ; celle de personnes ayant un BEPC, brevet des collèges ou DBP a baissé de 1,4 point. En revanche, la part de personnes ayant un CAP, BEP ou équivalent a progressé de 2,5 points sur cette même période.

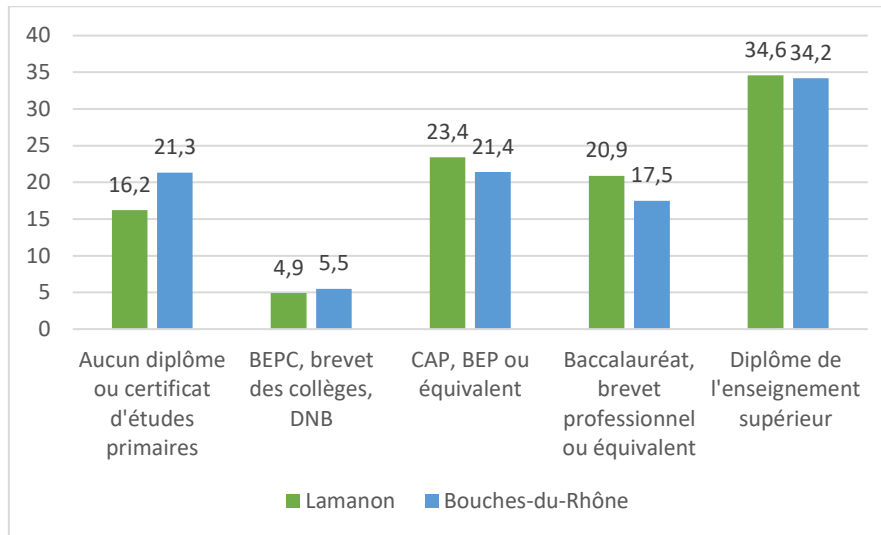
Des progressions importantes sont à noter pour les personnes ayant le baccalauréat, ou des diplômes de l'enseignement supérieur avec respectivement une augmentation de 3,1 points et 6,4 points. Cette évolution traduit une hausse du niveau de formation atteint par la population et s'inscrit dans une tendance nationale, due au fait que les jeunes sont aujourd'hui plus souvent diplômés de l'enseignement supérieur que les personnes plus âgées.



Evolution du diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus à Lamanon entre 2009 et 2020 (en %)

Sources : Insee, RP2009, RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

En comparaison avec le département, la commune possède cependant une part inférieure de personnes peu diplômées, et au contraire, une part supérieure de personnes plus diplômées.



Comparaison du diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus en 2020 (en %)

Sources : Insee, RP2009, RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

4. HABITAT ET LOGEMENT

L'analyse démographique de la commune de Lamanon est fondée sur les résultats des recensements de l'INSEE depuis 1968. A la date d'élaboration du diagnostic, les données les plus récentes publiées par l'INSEE portent sur l'année 2020.

4.1. Parc de logement et typologie dominante

4.1.1. Caractéristiques du parc de logements

En 2020, Lamanon compte 970 logements pour 2 044 habitants. Sur ces différents logements :

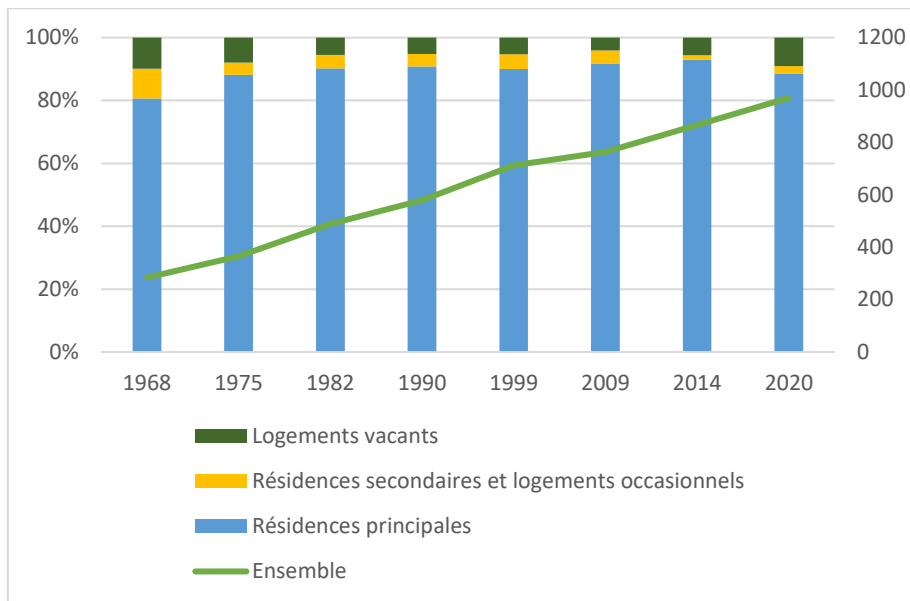
- 88,5 % sont des résidences principales (859 logements) ;
- 2,4 % sont des résidences secondaires et logements occasionnels (23 logements) ;
- 9,1 % sont des logements vacants (88 logements).

La courbe d'évolution du nombre de logements suit presque précisément celle des résidences principales. Autrement dit, l'accroissement des logements est la conséquence de l'augmentation du nombre de principales, alors que le nombre de résidences secondaires et logements occasionnels a peu évolué.

Le nombre des logements vacants a quant à lui augmenté, passant de 31 en 2009 à 88 en 2020. Il s'agit, selon la définition de l'INSEE, de logements inoccupés, qui sont :

- Proposés à la vente, à la location ;
- Déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- En attente de règlement de succession ;
- Conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- Gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

Il est généralement admis qu'un taux de vacance raisonnable se situe aux alentours de 6 à 7 %. Cependant, ce taux est largement supérieur, de l'ordre de 9% en 2020, qui peut signifier, entre autre, une surabondance de l'offre vis-à-vis de la demande.



Evolution du nombre de logements par catégorie entre 1968 et 2020

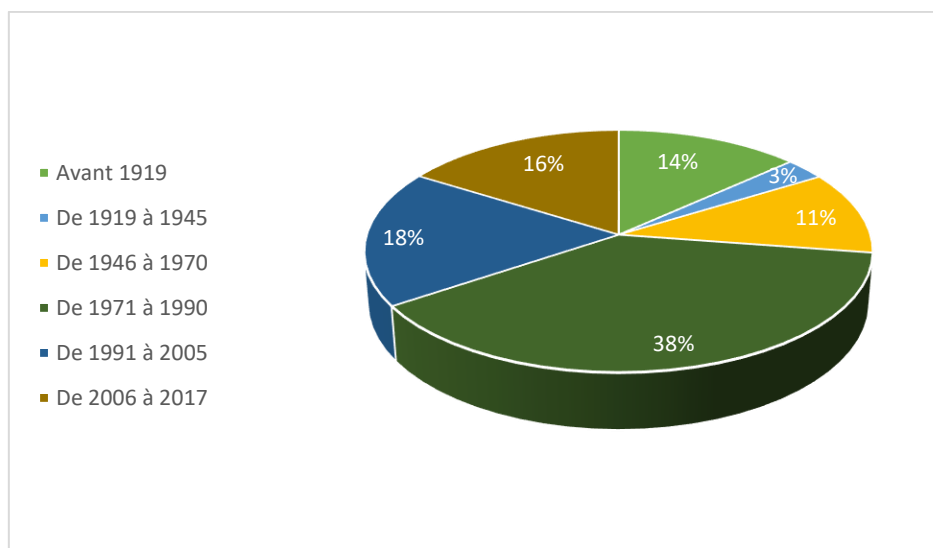
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.

A noter que d'après les derniers recensements établis par la commune en 2024, on compterait seulement 30 logements vacants.

4.1.2. Résidences principales selon la période d'achèvement

Concernant les résidences principales, presque la moitié d'entre elles ont été construites entre 1971 et 1990 (41%). Cela correspond notamment à la période durant laquelle la périurbanisation est en essor en France et durant laquelle l'habitat pavillonnaire s'est également largement développé.

Avant 1971, la production de résidences principales avait été plutôt faible (28,8%), en corrélation avec une population moins importante sur la commune. Finalement, 34,4 % de la production totale des résidences principales s'est tout de même faite ces 30 dernières années, témoignant d'une dynamique démographique positive sur la commune.

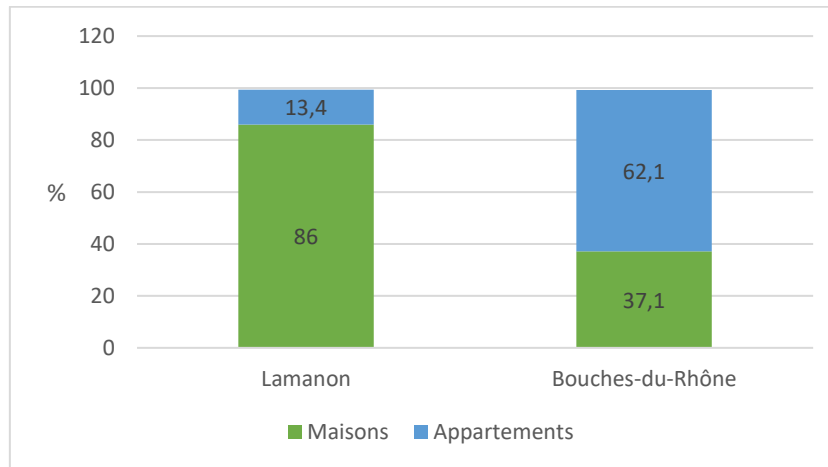


Résidences principales en 2020 selon la période d'achèvement

Source : Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

4.1.3. Typologie du parc de logements

En 2020, 86 % du parc de logement de Lamanon est composé de maisons, contre 14% pour les appartements. Cette répartition est restée stable au cours de la période 2009-2020.



Comparaison des types de logements en 2020

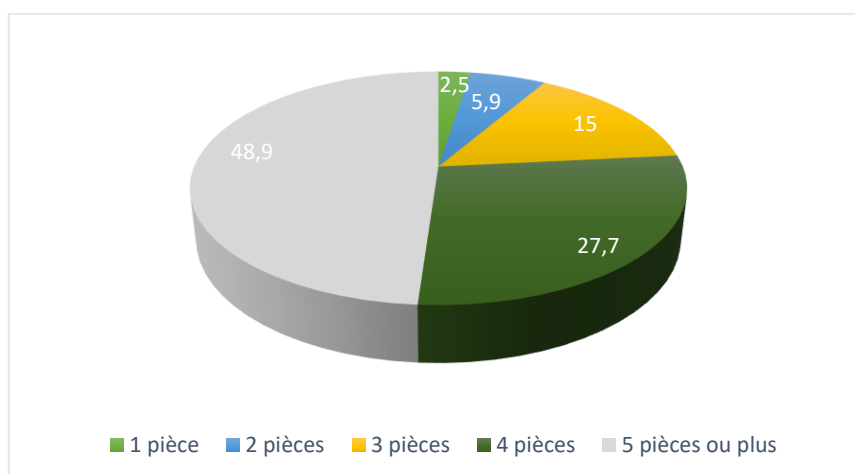
Source : INSEE, RP2020, exploitation principale (géographie au 01/01/2023)

Les différences marquées entre le type de logements dans la commune et le département montrent bien que Lamanon est une commune périurbaine, où la plupart des habitants s'installent pour le cadre de vie, à la recherche de maisons individuelles avec jardin. Cette tendance se confirme si l'on compare la part de maisons dans les communes périurbaines voisines, telles qu'à Eyguières ou Alleins, qui comptent respectivement 80,5 et 86,1% de maisons.

4.1.4. Taille des logements

Trois-quarts (76,6%) des résidences principales correspondent à des logements de très grande taille (4 pièces ou plus), tandis que seulement 8,4% de ces logements sont de petite taille (2 pièces ou moins). Cela correspond bien à la taille des ménages observés sur la commune, supérieure à la moyenne nationale ou départementale, malgré une tendance de desserrement et de décohabitation des ménages.

Nous avons également vu que le nombre de célibataires, divorcé ou veufs sur la commune était peu important, ce qui correspond à la faible part de logements de petite taille présents sur la commune.

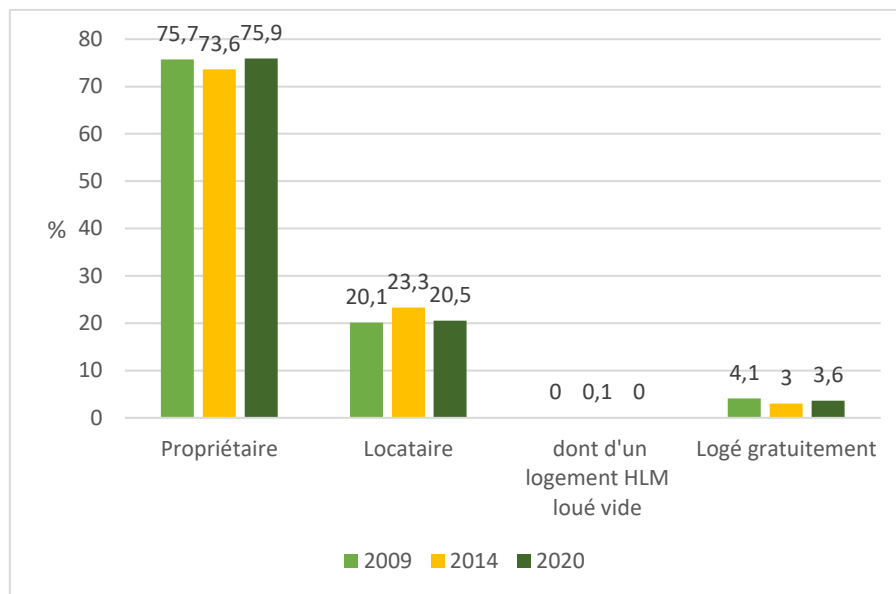


Résidences principales selon le nombre de pièces en 2020

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

4.2. Statut d'occupation

Le nombre de propriétaires a stagné entre 2009 et 2020, de même pour le nombre de locataires. Le nombre de personnes logées gratuitement a légèrement diminué (-0,5 points), mais ce qui correspond à la diminution d'un seul logé gratuitement. A noter qu'aucun logement HLM n'est loué vide.



Evolution des résidences principales selon le statut d'occupation

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

4.3. Les logements locatifs sociaux

La commune ne possède aucune obligation de production de logements locatifs sociaux relative à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, car :

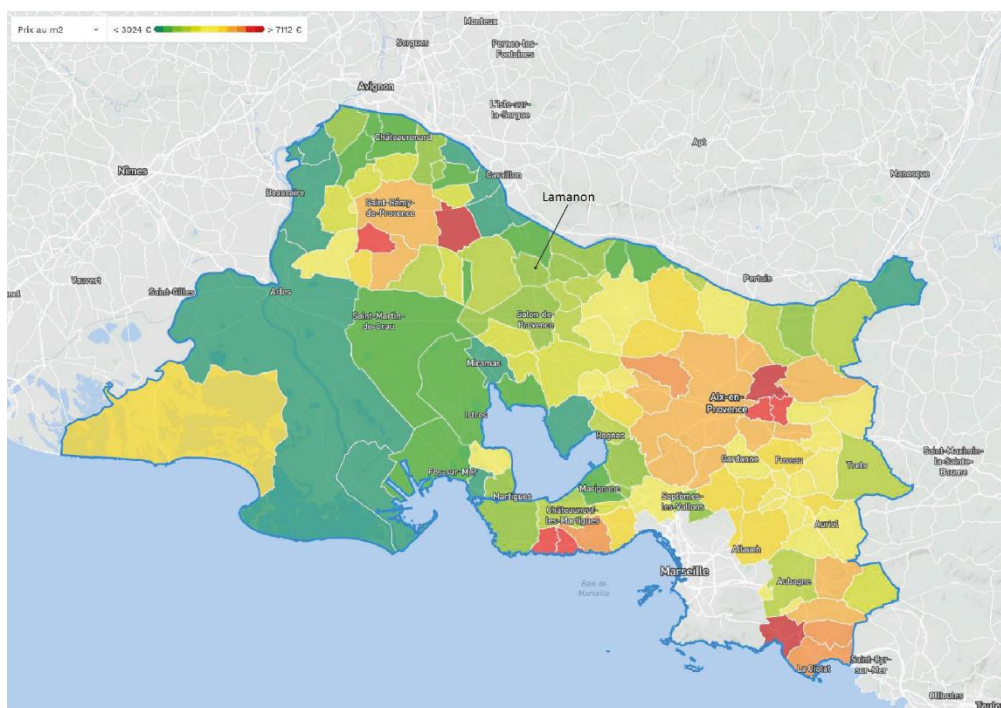
- la commune ne fait pas partie d'une agglomération/EPCI de + de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants ;
- la commune est en dessous du seuil démographique de 3 500 habitants pour lequel la loi impose 20 ou 25 % de logements locatifs sociaux dans le parc de logements.

La commune ne compte à ce jour aucun logement social.

4.4. Le marché immobilier

Le site « Meilleurs agents » estime le prix moyen du m² des maisons à Lamanon à 3 574 €, et celui des appartements à 3 126€.

En comparaison à l'échelle départementale, l'immobilier est beaucoup plus cher dans les communes plus à l'est du département, telles qu'Aix-en-Provence, et la commune périurbaines, La Ciotat ainsi que les communes de la Côte Bleue. Au contraire, l'immobilier est moins cher à l'ouest du département. Lamanon se situe au centre du département, ses prix immobiliers se situent dans la moyenne départementale.



Estimation du prix moyen de l'immobilier par commune dans les Bouches-du-Rhône au 1^{er} novembre 2023

Source : <https://www.meilleursagents.com>, consulté le 06/11/2023

5. ÉCONOMIE LOCALE

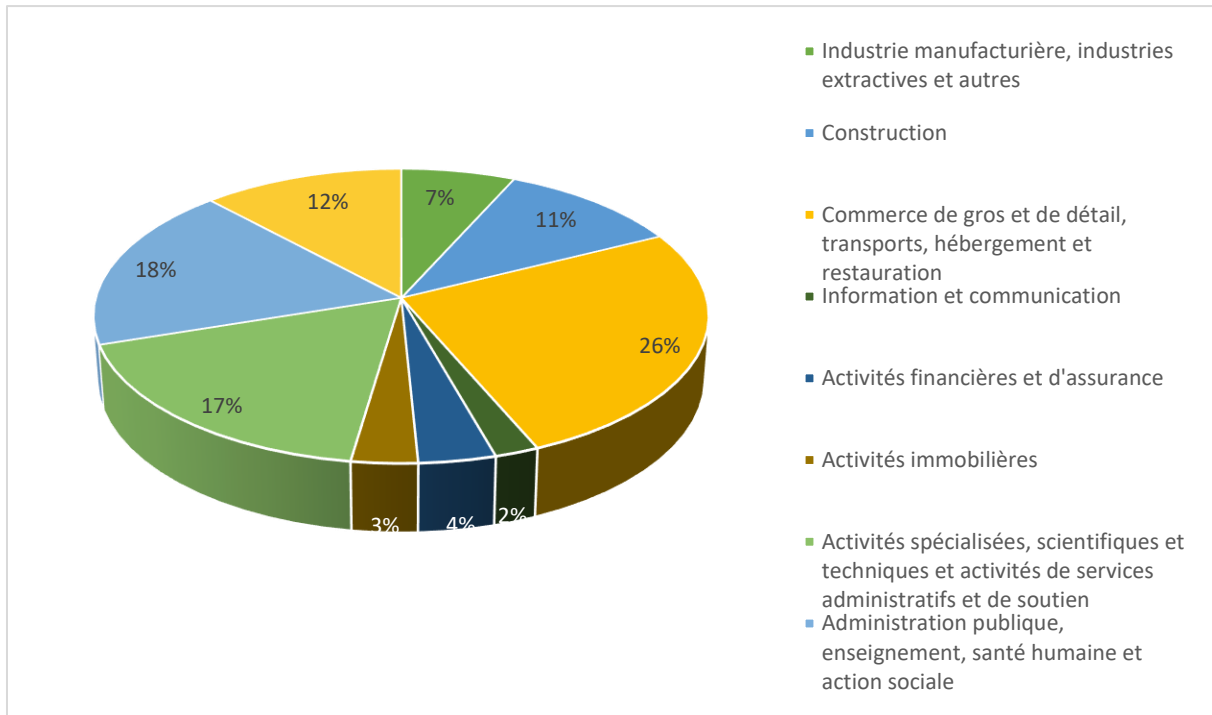
5.1. Activités économiques

Selon l'INSEE, la commune compte fin 2020, 193 établissements² actifs, dont notamment :

- 50 dans le secteur « commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration » ;
- 34 dans le secteur « activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien » ;
- 35 dans le secteur « administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ».

² **Établissement (définition INSEE)** : l'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...

L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie



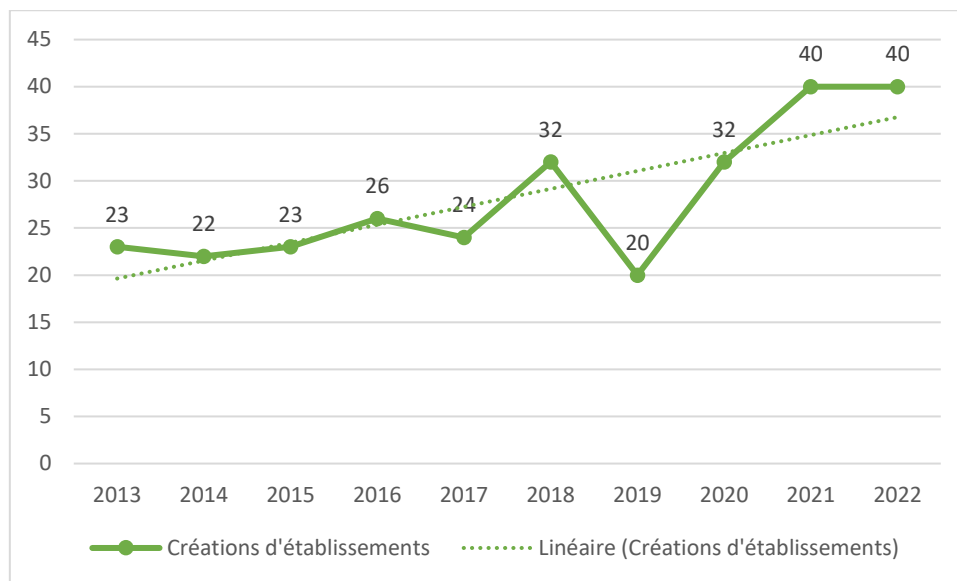
Répartition des établissements sur la commune de Lamanon

Sources : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2023

Toutefois, des entreprises à fort potentiel d'activités sont implantées sur le territoire (Mirion technologies, Bonna Sabla). Ainsi on se rend compte que le secteur industriel, représenté notamment par les grandes entreprises précitées est le secteur qui emploie le plus de salariés (près de la moitié de la population).

5.2. Dynamique entrepreneuriale

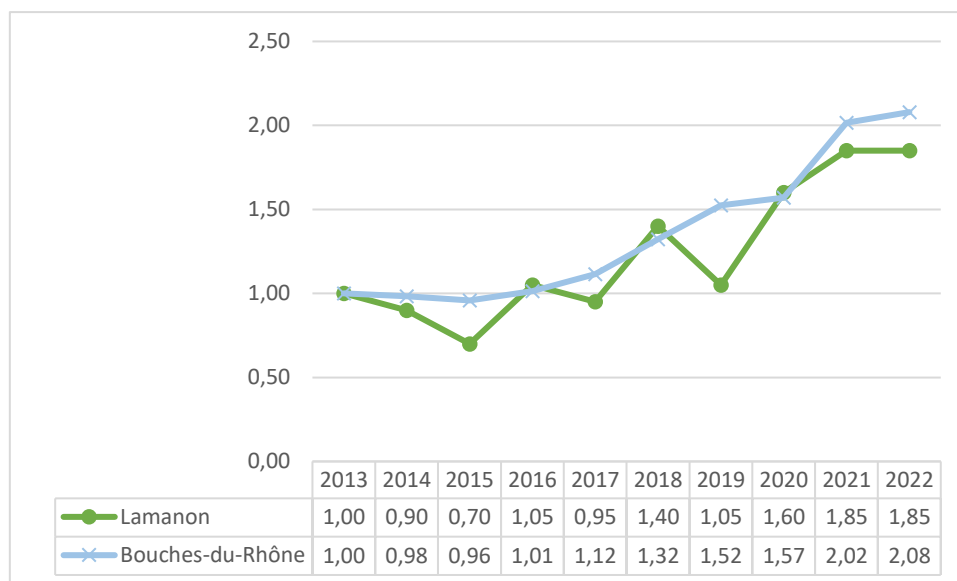
L'évolution des créations d'entreprises depuis 2013 à Lamanon est en dents de scie, avec un pic en 2018 où 29 entreprises ont été créées, contre une moyenne de 28,2 depuis 2013. Les données concernant la création d'entreprises sur le territoire font état d'une majorité d'entreprises créées de type individuelle. Sur la période 2013-2020, le nombre d'entreprises est en légère augmentation comme le met en avant le linéaire des créations d'entreprises.



Evolution des créations d'entreprises entre 2013 et 2022 à Lamanon

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2023.

La création d'entreprises sur la commune de Lamanon connaît bien une progression en dent de scie, si l'on compare avec l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône entre 2013 et 2022, pour qui la création d'entreprises connaît une progressive augmentation qui semble à se stabiliser depuis 2020.



Comparaison de l'évolution des créations d'entreprises entre 2013 et 2022 (indice base 1)

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2023.

5.3. Activités économiques

Les zones d'activités occupent une place importante dans le paysage Lamanonais. Situées à proximité des infrastructures routières, elles sont visibles dès l'entrée de ville, étagées entre la voie ferrée et la D538, qu'empruntent continuellement des camions.

✧ Les Plantades

Les Plantades est une zone à vocation majoritairement artisanale et industrielle, comprenant les entreprises suivantes (liste non exhaustive) :

Nom de l'entreprise	Effectif	Activité
ABF RACING CARROSSERIE	1 à 2 salariés	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
ALUMINIUM INDUSTRIE MEOZZI	20 à 49 salariés	Construction
ATELIER NG	1 ou 2 salariés	Taille, façonnage de pierres
CL INVEST	1 à 2 salariés	Activités financières et d'assurance
GENERALE TRAVAUX INDUSTRIELS	10 à 19 salariés	Nettoyage courant des bâtiments
GLAMA INTERNATION CORPORATION FRANCE	20 à 49 salariés	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
LES TRINITAIRES	1 ou 2 salariés	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
MIDI CORDES	1 ou 2 salariés	Autres travaux spécialisés de construction
OPTIMUM 3 D	6 à 9 salariés	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
SCI LES TAMARIS	1 ou 2 salariés	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
T2A TELEPHONIE ALARME AUTOMATISME	6 à 9 salariés	Industrie manufacturière
VS PROVENCE	Non renseigné	Activités spécialisées, scientifiques et techniques

Entreprises présentes au sein de la zone d'activités des Plantades

Source : sud-foncier-eco.fr [en ligne]

Cette zone est positionnée en frange des quartiers résidentiels, à environ 1km du centre ancien.

Cette zone d'activités s'est développée sans aucune planification depuis les années 80 le long de la RD538, et est très visible depuis cette route. Son accès est cependant peu signalisé.

La Z.A accueille aujourd'hui une dizaine d'artisans et d'entreprises.



Photographie de la zone d'activités des Plantades

Source : Entrée de « village » de Lamanon, Equipe Despaigne – Séjourné – Baggioni, Janvier 2013

✧ « Bonna Sabla »

La zone est occupée par une entreprise unique, « Bonna Sabla », qui s'est implantée dans les années 50 et spécialisée dans la fabrication d'éléments en béton pour la construction. Celle-ci est positionnée au Nord-Est de la zone agglomérée et occupe une superficie d'environ 15 hectares.

Elle dispose d'un accès privilégié au croisement de la RD538 et de la RD17d, elle est très visible depuis ces routes.



Photographie de la zone d'activités Bonna Sabla

Source : Entrée de « village » de Lamanon, Equipe Despaigne – Séjourné – Baggioni, Janvier 2013

❖ « Mirion Technologies »

Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication d'instrumentation scientifique et technique (équipements de mesure, contrôle, automatisation) occupe deux zones au niveau du centre-ville de Lamanon : l'une à proximité de l'école maternelle, le long de la D17D, l'autre à proximité du stade municipal le long de la D17D. Ces zones occupent une superficie d'environ 2,06 hectares (1,69 et 0,67 hectare).

Ces locaux d'activités sont donc particulièrement visibles, depuis les routes et les zones d'habitat situées à proximité.

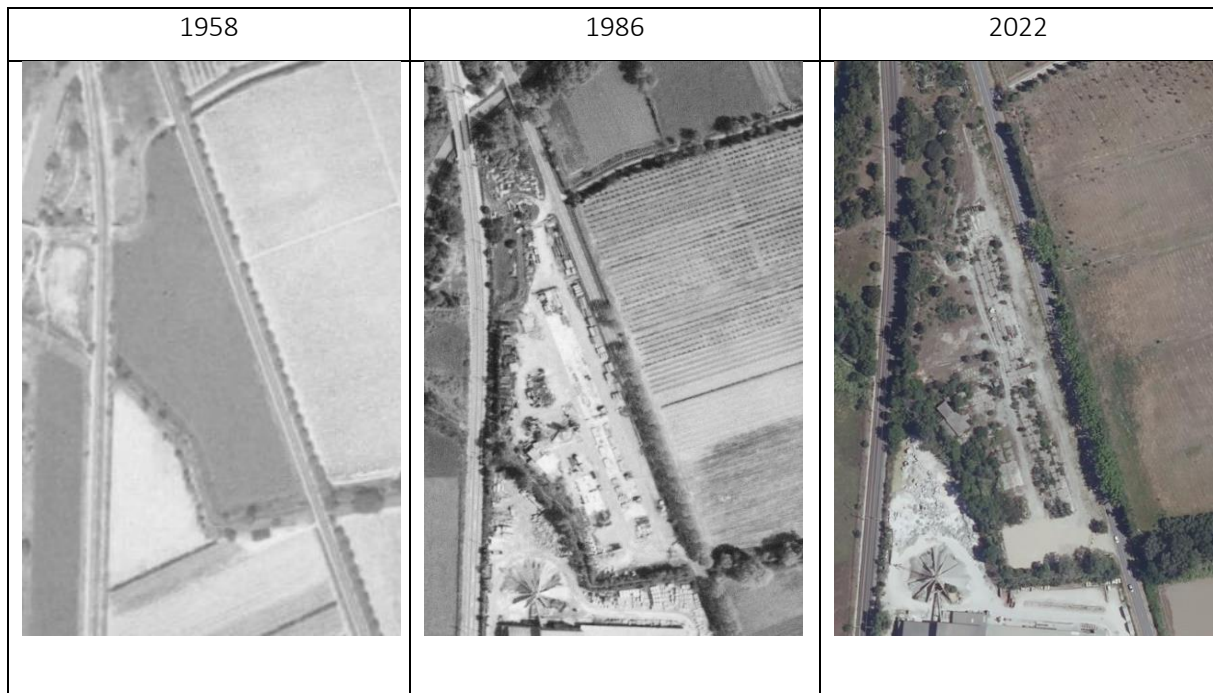
En revanche, ce sont des activités industrielles assez peu nuisantes, bien qu'elles engendrent des circulations de poids lourds régulières.

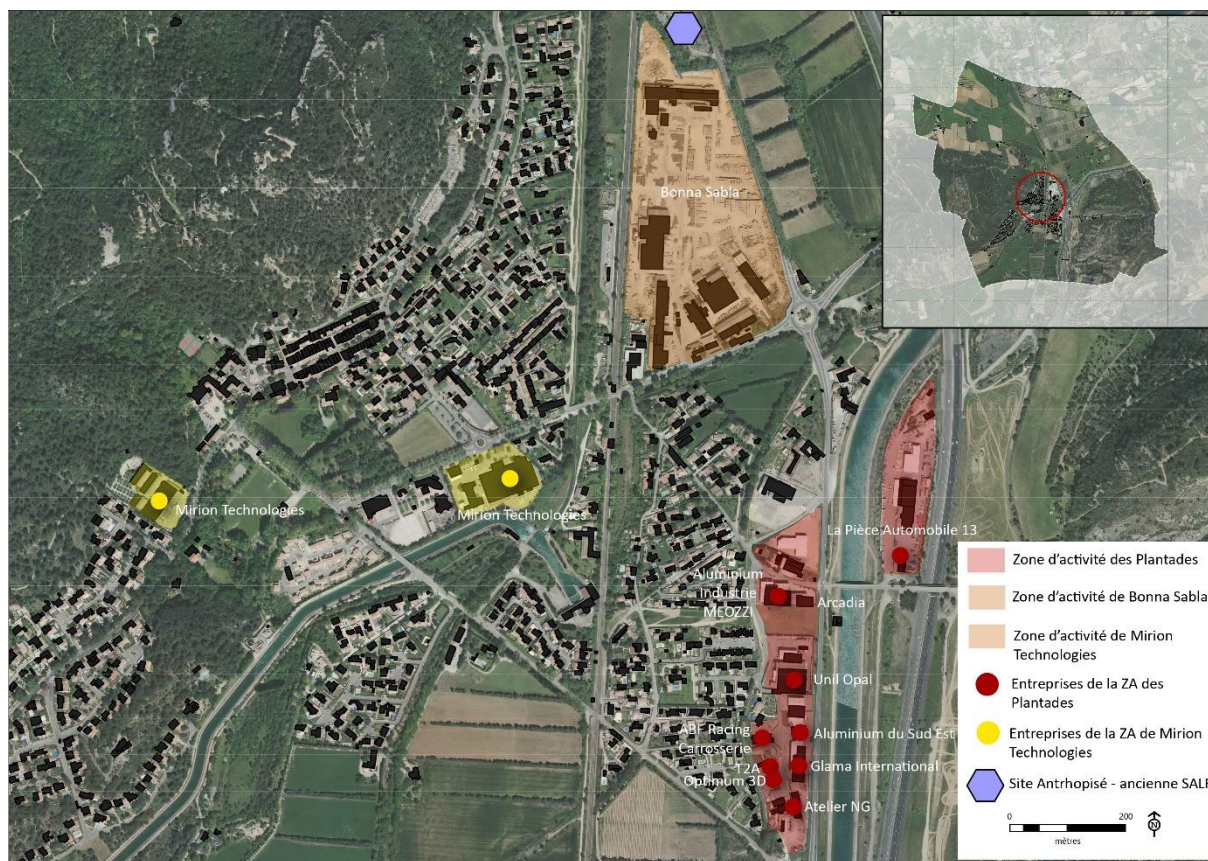
❖ « Société Autonome Lamanonaise de Fabrication - SALF »

Le Nord de la Bonna Sabla est anthropisé mais abandonné depuis plus de 10 ans.

A à l'époque, le site accueillait le siège d'une entreprise de fabrique de poteaux électriques en béton dans les années 1980-1990.

Le site couvre un peu plus de 17000m² pouvant être réinvestis.





Localisation des zones d'activités économiques à Lamanon

Source : BDORTHO 2017, PCI cadastre 2020 ; Réalisation : Alpicité, 2024

5.4. Le commerce

La commune de Lamanon compte plusieurs commerces dont :

- une boulangerie-pâtisserie située en centre-ville ;
- une boucherie charcuterie située en centre-ville ;
- un tabac-alimentation situé en centre-ville ;
- deux restaurants : un café-restaurant situé en centre-ville et une brasserie située dans le quartier de la gare ;
- une pharmacie située en centre-ville ;
- une restauration rapide ;
- deux salons de coiffure.

Ainsi, l'ensemble des commerces (mis à part un des restaurants) est situé en centre-ville, au niveau de la Grand Rue, qui représente l'axe où s'articule la vie de la commune. L'offre commerciale est peu dense et sans véritable continuité.

*Localisation des commerces à Lamanon*

Source : BDORTHO2017, PCI Cadastre 2020 ; Réalisation : Alpicité, 2023

5.5. Les activités libérales

La commune de Lamanon compte notamment :

- Deux médecins généralistes ;
- Un chirurgien-dentiste ;
- Six infirmières libérales ;
- Trois masseurs kinésithérapeutes ;
- Un ostéopathe ;
- Un réflexologue plantaire en énergétique chinoise ;
- Un énergéticien et réflexothérapeute ;
- Deux instituts de beauté ou soins du corps ;
- Un aide à la personne ;
- Une clinique vétérinaire ;
- Un architecte ;
- Un bureau d'études spécialisé dans la géométrie-topographie ;
- Des entreprises de formation et de cours particuliers ;
- Un agent immobilier ;
- Un expert-comptable ;

5.6. Les activités artisanales

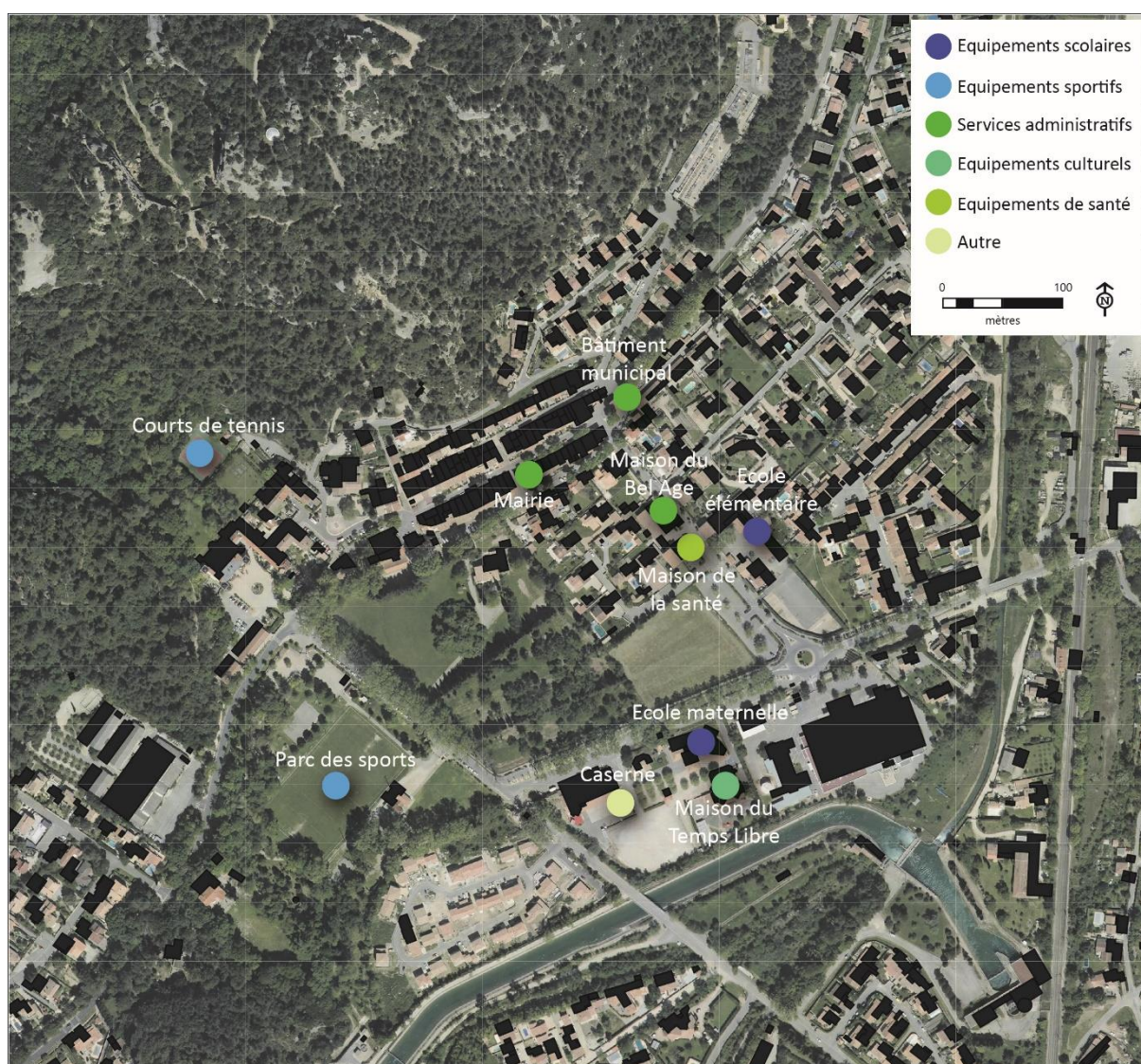
- Une entreprise de fabrication de meubles sur mesure ;
- Une entreprise de petits travaux
- Trois entreprises de maçonnerie ;
- Une entreprise de platerie ;
- Deux entreprises spécialisées dans le ravalement de façade ;
- Une entreprise de peinture ;
- Quatre entreprises de plomberie ;
- Une entreprise de revêtement des sols et des murs et carrelage ;
- Une entreprise d'entretien extérieur ;
- Trois entreprises paysagistes ;
- Une entreprise de nettoyage ;
- Deux entreprises spécialisées dans la 3D ;
- Une entreprise de taillage de pierres et pose ;
- Une entreprise d'installation d'enseignes ;
- Un atelier de retouches ;
- Une entreprise de taxi de transport médical ;
- Un photographe ;
- Un fabricant de cosmétique artisanale ;
- Un producteur de fromages et saucissons de chèvre.

5.7. Les équipements et services

La commune de Lamanon compte notamment :

- Une Mairie, située sur la Grand'Rue ;
- Un distributeur automatique de billet, place du cabaret ;
- Un bâtiment municipal, situé entre l'origine de la route de la Tuilière et le chemin des terrons ;
- Une école maternelle, située sur la route de la Provence ;
- Une école primaire, située Allée des Ecoles ;
- Une caserne de pompier, située D17D ;
- Une Maison de la santé, située Allée des Ecoles ;
- Une pharmacie, située dans la Grand'rue ;

- Une salle polyvalente, la Maison du Temps Libre, située sur la D17D, à proximité de l'école maternelle. Celle-ci comporte une salle de danse classique, yoga, et danse folklorique, ainsi qu'une salle de réception, de théâtre et d'expositions ;
- Une salle de conférence, la salle Pierre Richaud ;
- Une bibliothèque, située Place du Cabaret ;
- Un point info tourisme, situé Place du Cabaret ;
- Une maison du Bel Age rue des écoles ;
- Des équipements sportifs : un parc des sports (terrain de football, terrain multisport avec aire de jeux), un boulodrome, deux courts de tennis, un centre équestre.



Localisation des équipements et services sur Lamanon

Source : BDORTHO 2017, PCI cadastre 2020 ; Réalisation : Alpicité, 2024

*Ecole primaire des Marronniers**Source : Verdi Ingénieur Méditerranée, 2015**Ecole élémentaire des Micocouliers**Source : Verdi Ingénieur Méditerranée, 2015**Courts de tennis**Source : Verdi Ingénieur Méditerranée, 2015**Terrain multisport et aire de jeux**Source : Verdi Ingénieur Méditerranée, 2015*

La ville présente un bon niveau d'équipements, en particulier sportif.

L'urbanisation de Lamanon étant plutôt concentrée autour du vieux centre-ville, les équipements ont logiquement pris cette même localisation géographique.

Depuis le premier trimestre 2024, Lamanon est dotée d'une micro-crèche pouvant accueillir 12 enfants de 10 semaines à 3 ans. Cette offre viendra compléter l'offre des assistantes maternelles déjà présentes sur la commune.

En outre, la commune ne comprend pas d'équipement scolaire pour le secondaire et le supérieur, les lamanonais se tournant de ce fait vers Eyguières pour le collège ou Salon-de-Provence pour le lycée. De plus, les effectifs scolaires sont en légère baisse sur la commune. Ceci est notamment dû à un phénomène social de vieillissement de la population et de baisse de la natalité. Une autre cause provient du niveau de vie toujours plus exigeant (prix du foncier...) qui représente un frein aux jeunes familles souhaitant rester sur la commune ou s'installer sur la commune. Ainsi la présence de jeunes enfants n'évolue pas au même rythme que la démographie globale. À noter que l'école élémentaire et maternelle vont être centralisées au sein d'un groupe scolaire située sur l'Allée des Ecoles.

5.8. Le tourisme

5.8.1. Activités touristiques

Plusieurs sites et lieux touristiques sont recensés sur la commune.

✧ *Le site de Calès*

Le site de Calès se situe à l'est du massif du Défends sur la commune de Lamanon ; il a été occupé depuis le Néolithique (3500 avant J.-C.) jusqu'au XVI^e siècle comme le prouvent les céramiques et autres matériels trouvés dans le site, dont certains sont exposés au musée de Calès.

Les traces les plus remarquables datent du Moyen Âge, du XII^e au XVI^e : les caniveaux récupérateurs d'eau, la calade, les vestiges du château médiéval, le cirque de Calès avec la moitié des grottes troglodytiques recensées, l'église Saint-Denis et les chapelles Sainte-Marie et Saint-Jean.

Les grottes sont aujourd'hui classées, depuis 1918, au titre des Monuments naturels et, depuis 1994, à l'inventaire général du patrimoine culturel. Des travaux de consolidation ont été réalisés dans les années 80. Un musée archéologique a également ouvert sur ce site.

L'accès au cirque de Calès a été fermé par arrêté Municipal en attente des travaux de consolidation.



Le site de Calès

Source : Mairie de Lamanon [en ligne]



Le château de Lamanon

Source : Mairie de Lamanon [en ligne]

✧ *Le château*

Source : Mairie de Lamanon

« A l'emplacement de l'imposante bâtisse actuelle existait dès le milieu du 16^{ème} siècle une première Bastide. François de Roux, coseigneur de Beauvezet et d'Aurons, la fait fortifier en 1564 de remparts et d'une tour. (...) »

À cette époque [début du XIX^{ème} siècle] est créé autour du bâtiment un magnifique espace paysager dont l'enclos, le parc municipal et le parc du grand platane sont les derniers vestiges. (...) »

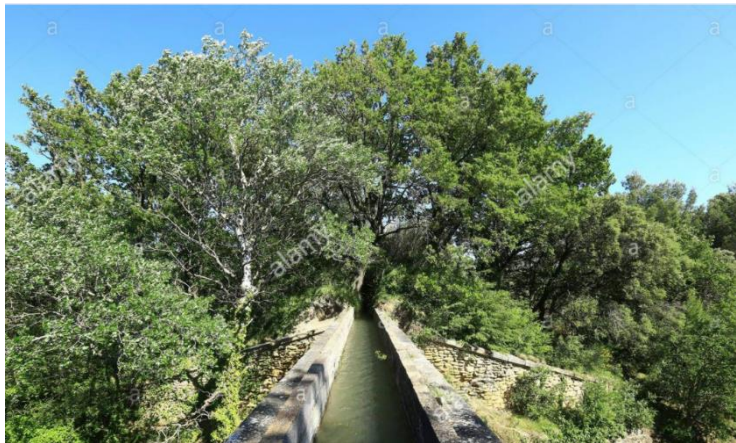
C'est ainsi que le fleuron lamanonais de la puissance des « Panisse Passis » est devenu l'actuelle copropriété privée dont l'imposante silhouette accueille toujours les visiteurs arrivant de Salon de Provence ou d'Eyguières. »

✧ Canaux provençaux

Source : Mairie de Lamanon

« Lamanon comme tous les territoires traversés par le canal bénéficie des bienfaits de ces eaux. (...) »

Sur les « restanques » irriguées prospèrent oliviers, vignes, et arbres fruitiers. Tout au long du canal de nouveaux moulins bénéficient de la force motrice du courant pour moudre le blé et presser les olives. À Lamanon, depuis 1767 le Vallat madame amène l'eau du Craponne jusqu'au cœur du village et l'achemine vers les bastides les plus éloignées.



Canal Boissgelin-Craponne

Source : Alamyimages [en ligne]

Depuis ces temps anciens le cours des canaux provençaux et du Craponne en particulier, quasi inchangé jusqu'au milieu du 20ème siècle, a été profondément bouleversé par la création dans les années 60/70 du grand canal EDF et du canal commun « Boissgelin-Craponne ». Mais le pays Salonais, la Crau, les Alpilles et le pays d'Arles reçoivent toujours l'eau généreuse de la Durance. Et notre village bénéficie toujours de l'œuvre du génial hydraulicien auquel il a rendu hommage, conjointement avec l'Œuvre Générale de Craponne, par la création en 1954 du bassin où est érigé son buste. »

✧ Défens d'Eyguières

Au cœur du Parc Naturel Régional des Alpilles, entre la Vallée de la Durance au Nord et Salon de Provence au Sud, se dresse le Défens, qui occupe les communes d'Eyguières et de Lamanon.

Il est possible de randonner jusqu'à ce site, notamment parce qu'un sentier de Grande Randonnée (GR6) longe le site. Le GR6 est un parcours de 1 371 km qui relie la Gironde aux Alpes-de-Haute-Provence, et qui passe entre autres par la commune de Lamanon.



Vue depuis la Défens d'Eyguières

Source : Altituderando [en ligne]

5.8.2. Hôtellerie, hébergement

Plusieurs activités d'hôtellerie/hébergement sont implantées sur la commune, dont :

- Deux hébergements saisonniers/locations de vacances :
 - o Fleur de Colline, pour 3 personnes ;
 - o Les Muriers, pour 4 personnes.
- Une chambre d'hôtes :
 - o Les Loups, pour 4 personnes.

- Deux gîtes :
 - o La Désirade, pour 4 personnes ;
 - o Les Lavandes, pour 4 personnes.
- Des maisons d'hôtes :
 - o Les écuries du Mas, comprenant 5 chambres pour 2 personnes (10 lits) ;
 - o La maison d'hôtes des jardins, comprenant 1 chambre double et une chambre triple (5 lits).

5.9. Le tissu associatif

La commune compte une trentaine d'association en 2023.

On retrouve par exemple :

Type	Nom de l'association
Sport	TCL Tennis Club
	SSL Société Sportive Lamanonaise
	SKILL BOOTS Dance Country
	Salto Club
	Educal
	La Moulinette
	Ski ELS
	Athéna YOGA
	Gymnastique Lamanon
	JMS Moto Passion
	Les Chevaliers de Calès
Jeunes	Espaces jeunes
Les Seniors	Club de l'Age d'Or
Culture	Association Calès St Denis
	Chorale du Platane
	Le Clan de la Licorne
	Flash Photo Club
	Le Triolet Club de musique
	Li enfants de Calès
	Le 3 Z'A
	Club taurin Paul Ricard Lou Lamanon
	Le souffle de Bastet
Culte	Paroisse E.L.S.A
Amicale	FNACA

Les réunions des associations se tiennent dans les différentes salles communales, disséminées dans la commune. Une fois par an se tient un forum des associations.

5.10. Les activités agricoles

Source : Agreste, 1988, 2000, 2010 et 2020

L'analyse des activités agricoles de la commune ci-après est basée sur les données des recensements agricoles 2000, 2010 et 2020 (date du dernier recensement) réalisés par AGRESTE PACA ainsi que sur la note de synthèse réalisée sur la commune par la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Concernant les données de l'AGRESTE PACA :

Le dernier recensement agricole a eu lieu en 2020. L'analyse suivante porte sur le recensement général agricole réalisé en 2020 et comparé avec celui de 2010.

Les exploitations prises en compte sont celles ayant leur siège sur la commune, hors pâtures collectifs. Ainsi, la surface agricole utilisée inscrite au recensement Agreste correspond à celle utilisée par les exploitations ayant leur siège sur la commune : elles peuvent donc être situées en dehors de la commune (généralement à proximité). L'ensemble des terres est ramené au siège de l'exploitation.

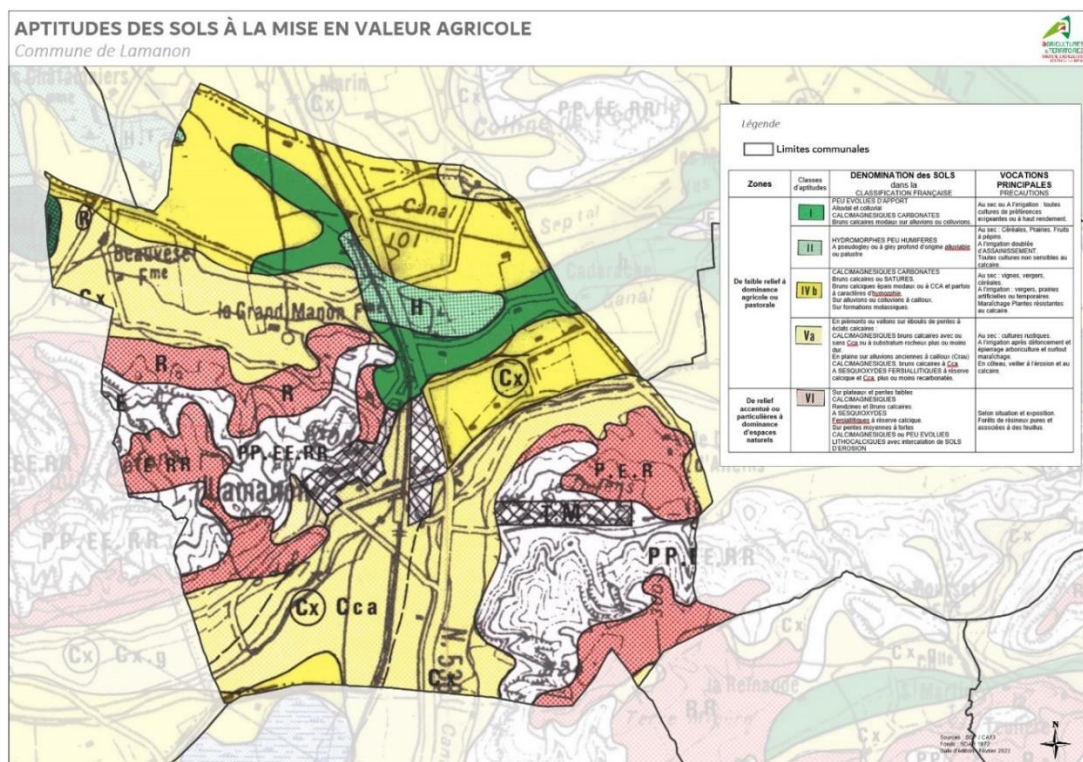
Cette analyse est complétée par les données du registre parcellaire graphique (RPG) qui permettent de connaître les terres déclarées à la PAC (politique agricole commune).

5.10.1. Données générales

Les terres de Lamanon présentent une bonne aptitude à une mise en valeur agricole.

En effet, d'après la carte d'aptitude des sols réalisée en 1972 par la Société du Canal de Provence, à la demande de la DDA de l'époque (actuelle DDTM), les sols sont de classe 1 à 5a.

Sur les sols de classe 1 et 2, toutes les cultures sont possibles. Sur les sols de catégorie 4 et 5, les principales contraintes peuvent être la charge en cailloux des sols, aussi leur mise en culture peut nécessiter un travail préalable d'épierreage selon la culture envisagée. A l'irrigation, toutes les cultures sont possibles.



Aptitudes des sols à la mise en valeur agricole

Source : Chambre d'Agriculture 13

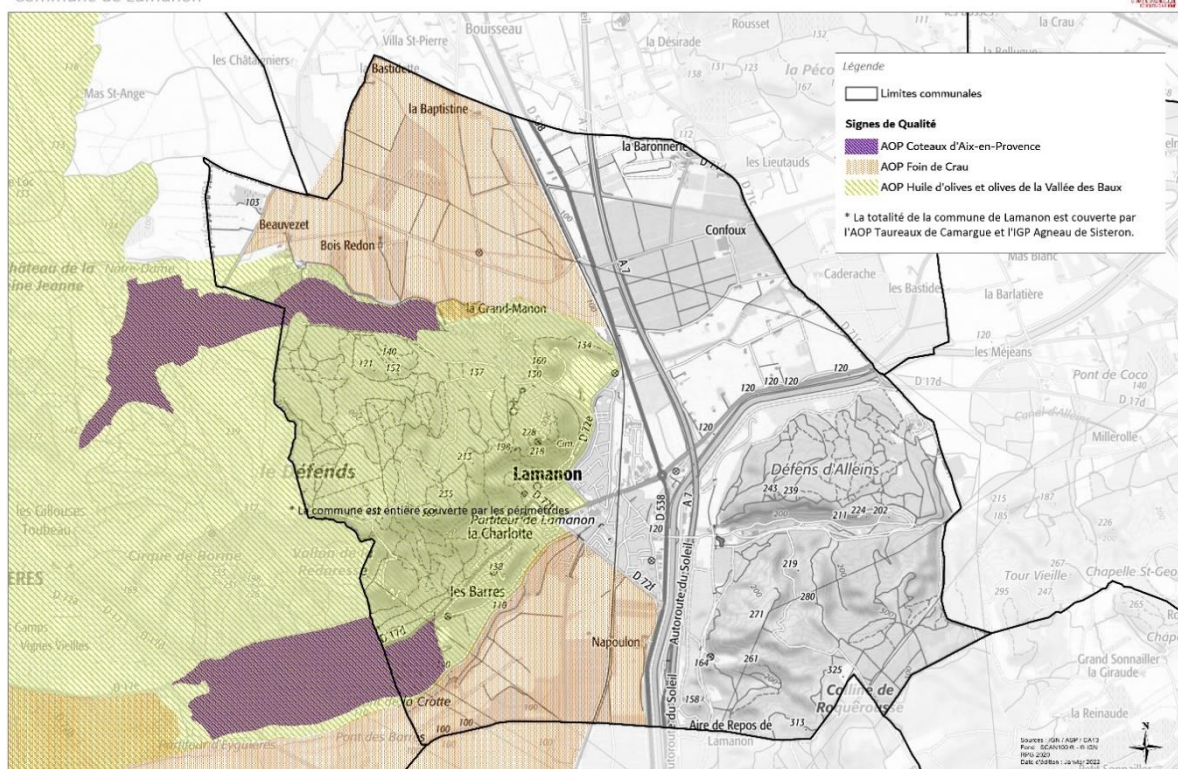
La qualité des terres de Lamanon est également reconnue par la présence de nombreux signes de qualité dont peuvent bénéficier les agriculteurs pour valoriser leurs productions.

- Les IGP viticoles vin des Alpilles, vin de Pays des Bouches du Rhône, vin de Méditerranée
- L'AOC/AOP viticole Coteaux d'Aix en Provence (cf carte pour préciser les secteurs concernés)
- Les AOC/AOP huile d'olive de la vallée des Baux de Provence et huile d'olive de Provence (cf carte pour préciser les secteurs concernés)
- Les AOC/AOP olives cassées de la vallée des Baux de Provence et olives noires de la vallée des Baux de Provence (cf carte pour préciser les secteurs concernés)
- L'AOC/AOP foin de Crau (cf carte pour préciser les secteurs concernés)
- L'AOC/AOP Brousse du Rove
- L'AOC/AOP taureau de Camargue
- L'IGP Agneau de Sisteron
- L'IGP Thym de Provence
- L'IGP miel de Provence

Ces signes de qualité permettent une meilleure reconnaissance de leur production par les exploitations agricoles qui s'engagent à respecter leur cahier des charges.

SIGNES DE QUALITÉ

Commune de Lamanon



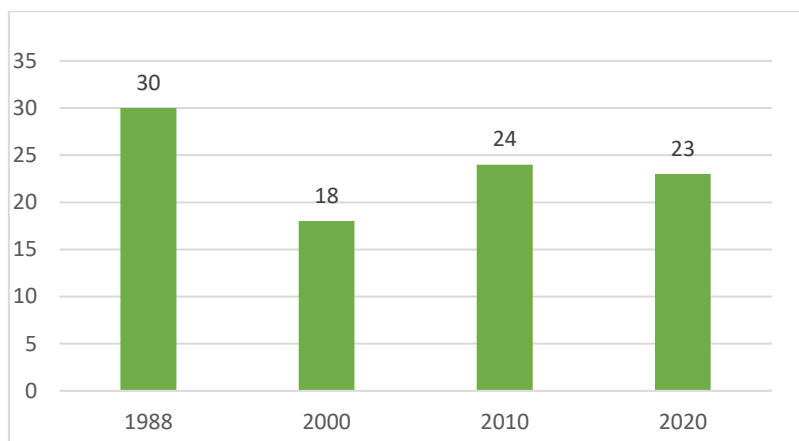
Signes de qualité

Source : Chambre d'Agriculture 13

5.10.2. Etat des lieux de l'activité agricole en 2020

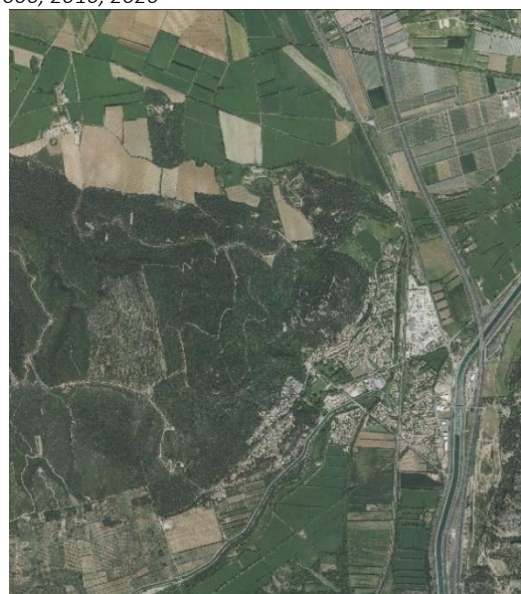
✧ Les exploitations agricoles sur la commune

Le nombre d'exploitations agricoles a chuté de 40% entre 1988 et 2000, passant de 30 à 18, ce qui est toutefois à resituer dans un contexte national de baisse du nombre d'exploitations. La part du nombre d'exploitations a connu une augmentation de 33% sur la période 2000 – 2010. Ce nombre semble se stabiliser autour de 23 depuis une dizaine d'années.



Evolution du nombre d'exploitations depuis 1988

Source : AGRESTE, 1988, 2000, 2010, 2020



Evolution de l'agriculture entre 1971 et 2017

Sources : IGN BD ORTHO2017 et IGN, photographie aérienne issue de la mission C3142-0281_1971_CDP6480_4906, cliché n°4906, date de prise de vue 01/01/1971.

L'activité agricole sur la commune de Lamanon est portée par 23 exploitations³. Ces exploitations représentent, en termes d'emploi, 55 Equivalent Temps Plein et valorisent 1 112 ha⁴.

³ Sauf mention contraire, les données sont issues du recensement général agricole de 2020. Ce recensement est effectué par le ministère de l'agriculture tous les 10 ans. Les premiers résultats viennent de paraître.

⁴ Il s'agit des surfaces valorisées par les exploitations ayant leur siège sur la commune. Les surfaces peuvent être sur la commune ou en dehors de la commune. La Surface Agricole Utile n'est pas donnée par le RGA.

Sur les 23 exploitations, 7 sont qualifiées de grandes exploitations : la valeur de leur production (appelée production brute standard) est supérieure ou égale à 250 000€.

Nombre d'exploitations	23
Dont micro-exploitations (valeur de production < 25000€)	6
Dont petites exploitations (valeur de production comprise entre 25 000 et 100 000€)	8
Dont moyennes exploitations (valeur de production comprise entre 100 000 et 250 000€)	2
Dont grandes exploitations (valeur de production > ou = 250 000)	7

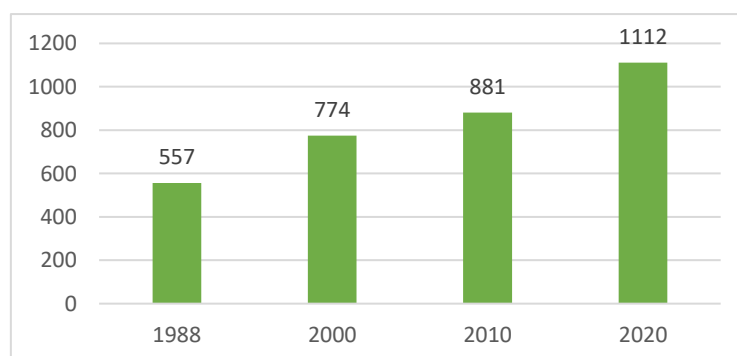
Les orientations des exploitations sont variées : grandes cultures, maraîchage, viticulture, élevage, cultures fruitières...

Nombre d'exploitations	23
Exploitations spécialisées en grandes cultures	4
Exploitations spécialisées en maraîchage ou horticulture	4
Exploitations spécialisées en viticulture	5
Exploitations spécialisées en cultures fruitières ou autres cultures permanentes	4
Exploitations de polyculture et/ou polyélevage et exploitations non classées	4
Autres	2

✧ *Superficie agricole utilisée (SAU)*

La superficie agricole utilisée (SAU) correspond aux superficies des terres labourables, superficies des cultures permanentes, superficies toujours en herbe, superficies de légumes, fleurs et autres superficies cultivées de l'exploitation agricole. À noter que la superficie mobilisée peut être située sur la commune ou en dehors de celle-ci.

En 2020, 1 112 hectares ont été déclarés en tant que surface agricole utilisée (SAU) pour les exploitations, ce qui représente 57,11% du territoire communal. La part du SAU a presque doublé en trente ans, passant de 557 hectares en 1988 à 1 112 hectares en 2020, alors que le nombre d'exploitations a diminué de 23,33% (30 exploitations en 1988 contre 23 en 2020). Cela indique que la superficie pour une exploitation est en progression. Cette tendance s'est particulièrement accentuée entre 2010 et 2020, durant laquelle la SAU a progressé de 26% alors que le nombre d'exploitations a peu évolué (23 exploitations en 2010 et 24 en 2020).



Evolution en hectares des SAU depuis 1988

Source : AGRESTE, 2020, 2010, 2000, 1988

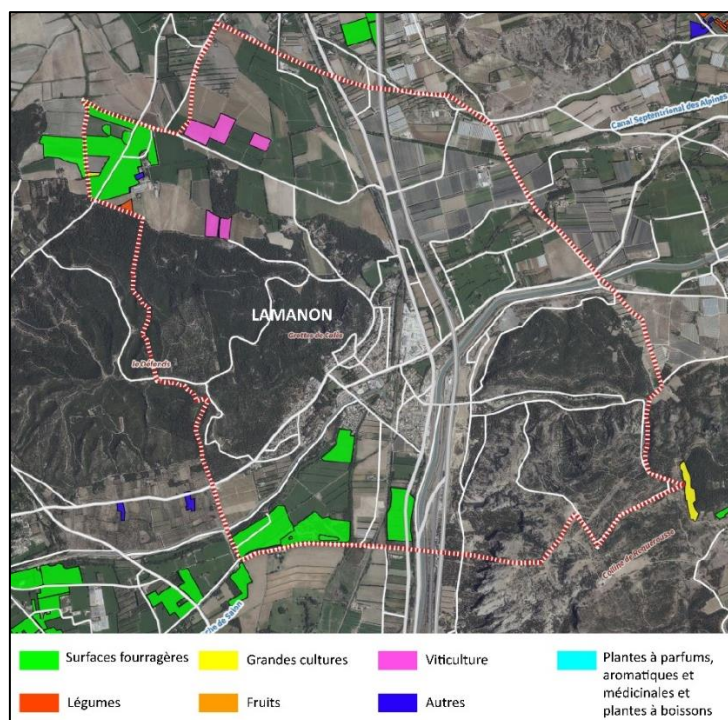
La superficie en terres labourables correspond à la superficie en céréales, cultures industrielles, légumes secs et protéagineux, fourrages (hors superficie toujours en herbe), tubercules, légumes de plein champ, jachères.

Celle en culture permanente correspond à superficie en vignes, vergers, pépinières ornementales, fruitières et forestières, cultures de miscanthus, jonc, mûrier, osier, arbre truffier, à laquelle s'ajoute la superficie en arbres de Noël en 2020.

La clé de répartition des sièges d'exploitations présents sur la commune de Lamanon est la suivante :

La répartition entre les orientations principales des exploitations est plutôt équilibrée, avec la viticulture comme culture la plus représentée (25%).

En 2021, 99,5 hectares de surface agricole sont dédiés à l'agriculture biologique, les principales cultures biologiques étant dédiées aux surfaces fourragères.

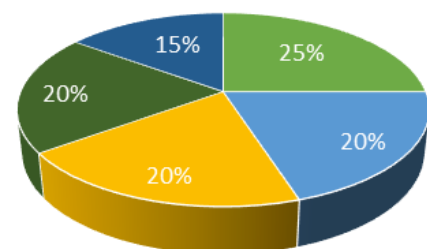


Cartographie des parcelles agricoles en agriculture biologique en 2021

Source : OpenStreetMap, Carto IGN-F/Géoportail, Agence Bio/RPG bio

Irrigation

Certains espaces agricoles sont irrigables via le canal de Craponne. Les ouvrages sont gérés par l'ASA du Vallat Madame et l'ASA des arrosants de Craponne. En 2010, les exploitations de la commune valorisaient 588 ha irrigables (sur les 881 ha valorisés).



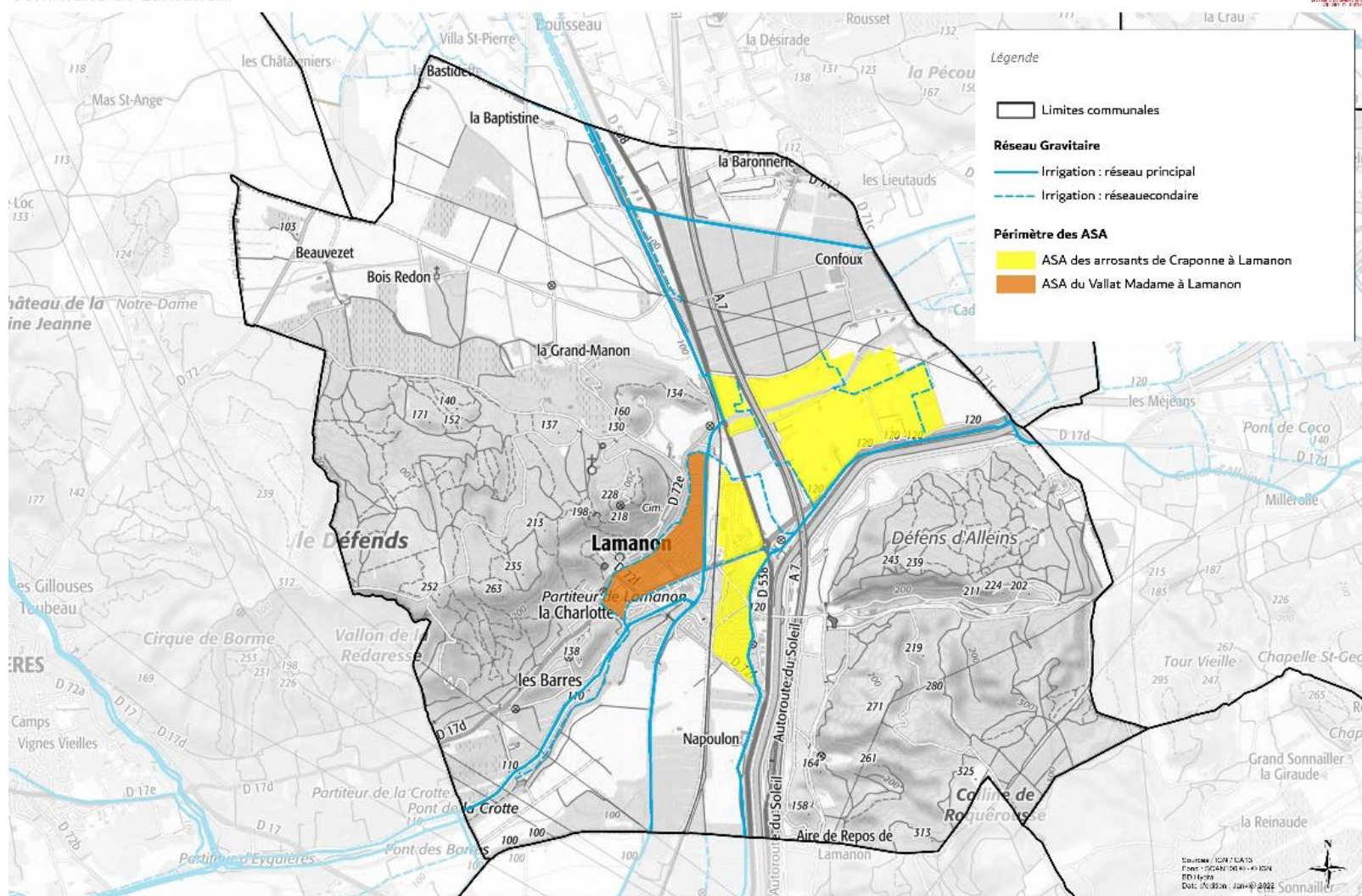
- Viticulture
- Fruits ou autres cultures permanentes
- Polyculture et/ou polyélevage

Orientations principales des exploitations en 2020

Source : AGRESTE, 2020

RÉSEAUX D'IRRIGATION ET ASA

Commune de Lamanon



Réseaux d'irrigation et ASA

Source : Chambre d'Agriculture 13

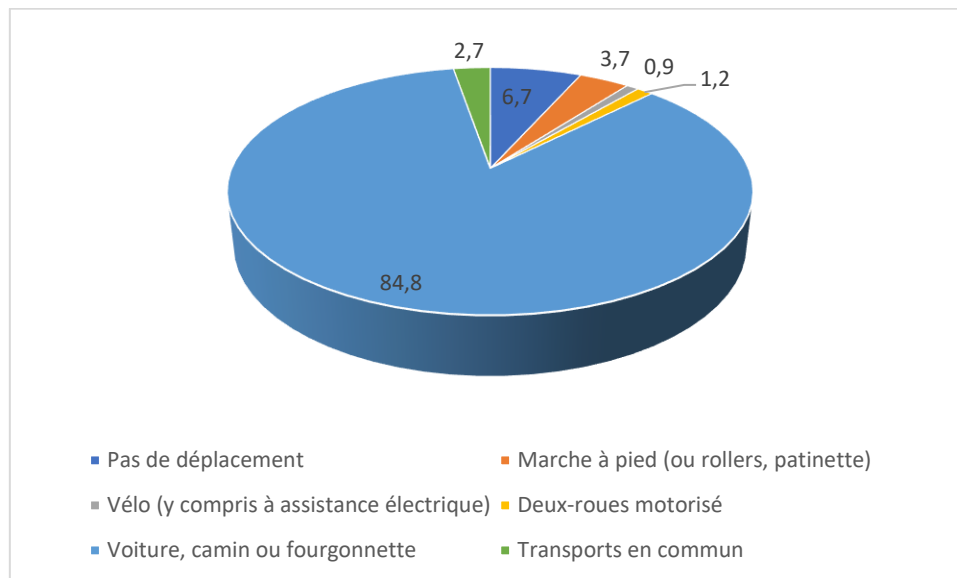
5.10.3. Enjeux

Les principaux enjeux liés au maintien et au développement de l'agriculture sur la commune sont les suivants :

- Enjeu foncier
 - o Affirmer la vocation des espaces agricoles au travers du document d'urbanisme communal
 - o Favoriser l'accès au foncier pour les exploitants agricoles (animation auprès des propriétaires, aides à l'acquisition de foncier)
- Irrigation
 - o Garantir la fonctionnalité du réseau d'irrigation gravitaire (prendre en compte les nécessités d'accès aux canaux pour un bon entretien en instituant une servitude dans le document d'urbanisme)
- Economie agricole
 - o Soutenir le développement des filières agricoles en leur assurant une bonne visibilité
- Enjeu risque
 - o Une partie du territoire de Lamanon est intégrée au plan de massif des Alpilles (Ouest de la commune). Le maintien des terres valorisées par l'agriculture (cultivées ou pâturées) permet de diminuer le risque incendie sur la commune
- Fonctionnalité des espaces agricoles
 - o Répondre aux besoins en termes de bâti des exploitants de la commune ou de nouveaux agriculteurs, si ces besoins sont nécessaires à leur activité agricole (règlement de la zone A reprenant les possibilités du code de l'urbanisme)
 - o Veiller au bon entretien des chemins et accès aux parcelles agricoles, garantir des conditions de circulation adaptées aux engins agricoles (largeur et aménagement des voies)

Chapitre 3 : DEPLACEMENTS

Selon l'INSEE, les déplacements domicile/travail en 2020 sont réalisés à 84,8% en voiture, camion ou fourgonnette. Seul 2,7% des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi s'y rendent en transport en commun, et 6,7% n'emploient pas de transport. Cela met en avant la forte dépendance des habitants à la voiture, et un réseau de transports en commun peu développé.



Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2020

Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

1. RESEAU AERIEN

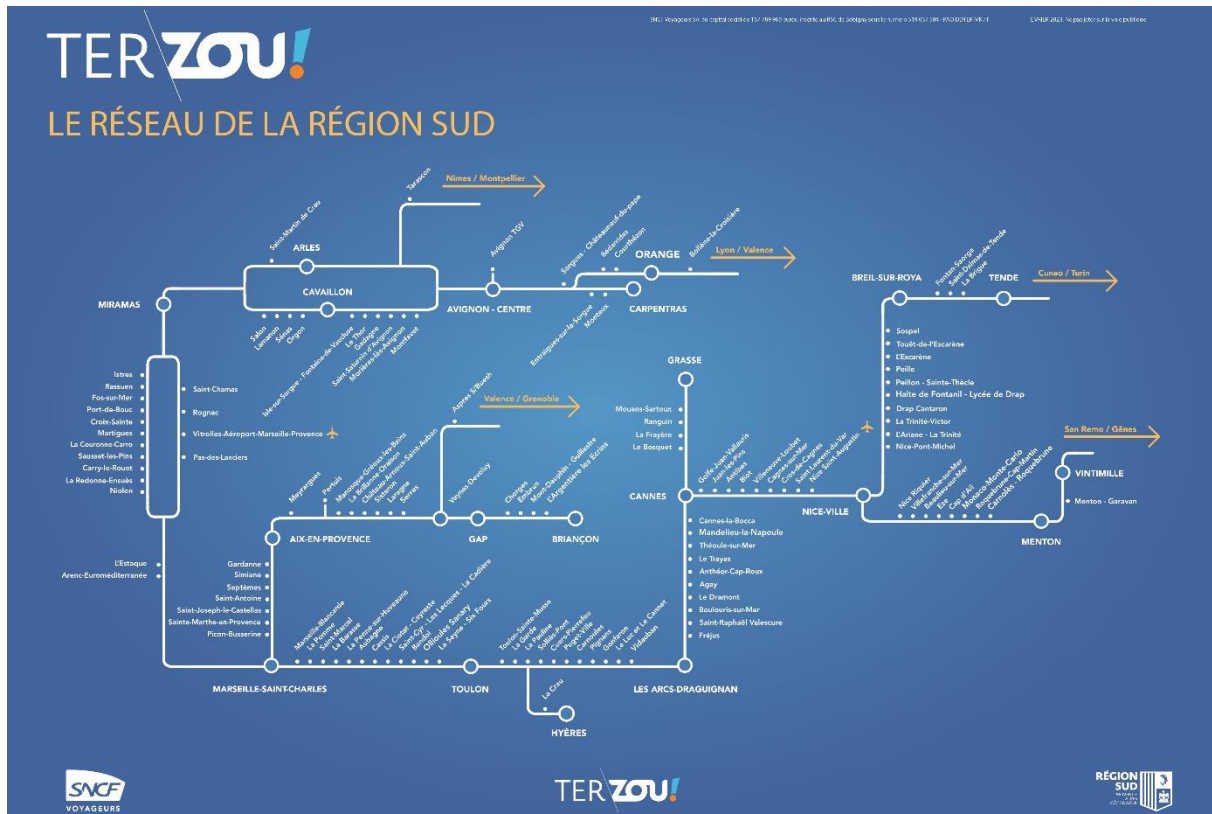
L'aéroport le plus proche de Lamanon est celui de Marseille Provence, situé à Marignane, à environ 34 km de Lamanon (trajet d'environ 40 minutes par la route). Il s'agit du 3^e aéroport en trafic passager et 1^{er} aéroport en fret express. Il dessert 120 destinations réparties dans 33 pays. En 2022, il a accueilli 9,1 millions de passagers.

L'aéroport de Montpellier est quant à lui situé à 92 km de Lamanon et celui de Toulon à 110 km de la commune, ce qui permet une relative desserte en France et à l'étranger.

2. RESEAU FERROVIAIRE

Des infrastructures ferroviaires sont présentes sur la commune. En effet, la ligne Avignon-Marseille comporte un arrêt à Lamanon, qui est desservi à raison de 8 à 10 fois par jour. La gare constitue une réelle opportunité en termes de desserte des activités lamanonaise, car il est rare de bénéficier d'une gare dans les petites communes.

La gare TGV la plus proche est celle d'Avignon, qui est situé à 37 km de la commune.



Carte du réseau TER PACA 2022

Source : snCF.com, consulté le 01/11/2023

Finalement, le plan de déplacements urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence indique que l'offre de TER vise à être renforcée entre Lamanon et Eyguières. Pour se faire, et dans un objectif de favoriser la multimodalité, un projet est en cours de réflexion pour réaménager l'espace public devant la gare intégrant des stationnements et réinvestir des espaces le long de la voie ferrées pour y faire un hôtel et/ou du logement.

3. LE RESEAU ROUTIER

➤ Hiérarchisation du réseau routier

Des infrastructures routières majeures relient la commune de Lamanon au réseau national.

Les principaux axes de circulation sur Lamanon sont les suivants :

Axes Nord-Sud :

- L'autoroute A7 reliant Marseille à Lyon, la commune est accessible depuis l'autoroute grâce à deux diffuseurs situés à Salon-Nord et à Sénas, qui sont respectivement empruntables dans le sens nord-sud et sud-nord ;
- La route départementale D538 qui traverse l'ensemble de la commune et la relie avec Sénas au Nord et Salon au Sud.

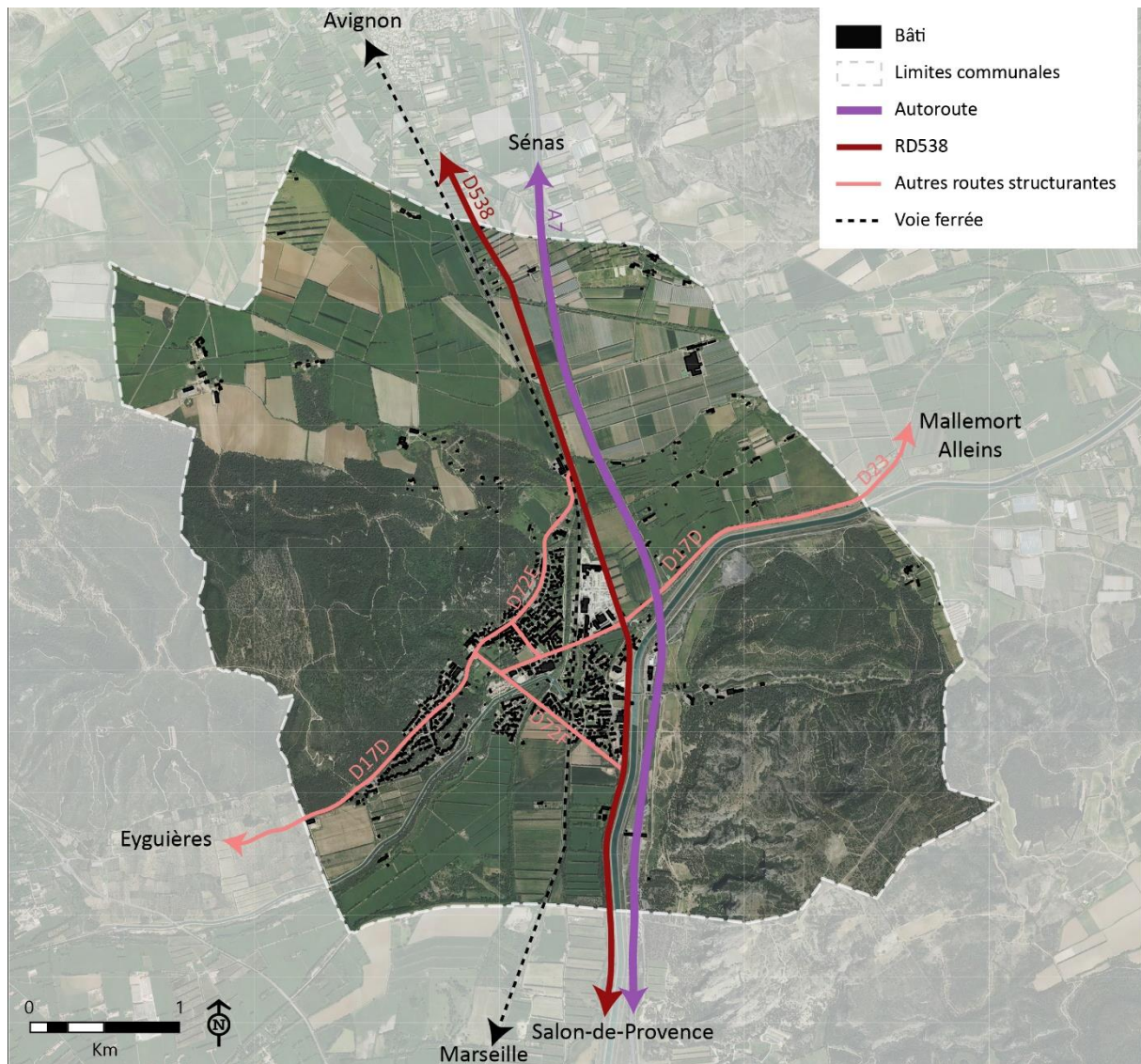
Axe Sud-Ouest - Nord-Est :

- La D17d qui relie le centre-ville avec Eyguières à l'ouest et Alleins puis Pont-Royal à l'est ;
- La D23 qui relie la D17d à l'est de la commune à La Roque-d'Anthéron ;
- La D72e qui relie le centre-ville à la D538, route reliant Salon-de-Provence à Sénas – Cet axe est aujourd'hui communal ;

- Les rues principales du village la Grand rue, la rue du Canal.

Axes Sud-Est – Nord-Ouest :

- D72e qui relie la D23 à la D538



Organisation du réseau routier sur Lamanon

Source : BDORTHO 2017, PCI Cadastre 2020 ; Réalisation : Alpicité, 2021

A noter que dans le schéma directeur routier des Bouches-du-Rhône les routes D17d, D72f, D71d, D72 et D72e (voie communale), ainsi que la portion nord de la D538 à partir du centre-ville de Lamanon sont classées en tant que « **réseau à enjeu touristique et environnemental fort** ». En outre, la portion sud de la D538 à partir du centre-ville ainsi que la D23 sont classées en « **réseau économique de liaison** ». La cartographie fait également apparaître l'autoroute ainsi que des axes constituant le « réseau urbain ». Concernant la D17d, traversant la commune selon un axe sud-ouest/nord-est, est classée dans sa partie centrale en réseau local, dans sa partie Est en réseau économique de liaison et dans sa partie Ouest, à enjeux environnementaux et touristiques forts.

Le schéma directeur vélo, doit être révisé en même temps que le schéma directeur routier en cours de révision.



Réseau routier



Autoroute
Route Nationale

Route Départementale : Typologie des territoires

- Réseau structurant
- Réseau économique de liaison
- Réseau urbain
- Réseau à enjeux environnementaux et touristiques forts
- Réseau local



Réseau transféré à la MAMP
au 01/01/2024 (convention)
Autre route (V.C., R.D. hors 13)

Ports



Ports gérés par la DRP

Informations routières



Point Repère (P.R.)



Passage par bac

Limites administratives



Limite de département



Limite de canton



Limite de commune



Limite d'arrondissement D.R.

Réseau ferré



Gare TGV



Voie ferrée



Gare

Occupation du sol



Tissu urbain

Zone industrielle et commerciale

Zone portuaire / aéroportuaire

Hydrographie



Cours d'eau, canal



Plan d'eau



Marais salant

Carte des réseaux routiers du département des Bouches-du-Rhône

Source :

https://www.departement13.fr/fileadmin/user_upload/Amenagement_du_territoire/Routes/Documents/Typologie_RRD_2021-09_A0.pdf

➤ Difficultés de circulation

Les nombreux axes majeurs de circulation présents sur le territoire génèrent des flux de véhicules importants, ainsi que des nuisances.

En outre, la configuration actuelle de la commune (topographie, fonctionnement urbain et axes routiers) amène les flux à se concentrer dans le centre-ville et les principales voies de circulation, c'est-à-dire au niveau de la D538 et l'A7.

Dans le centre, la largeur de certaines voies ne permet pas d'assurer un croisement aisé, et par endroit le croisement est très limité voire interdit (rues à sens unique).

Les principaux points noirs de la circulation sont :

- Un rétrécissement de la D72e au niveau du passage sous la voie ferrée, c'est-à-dire que les voies se rétrécissent en une seule en ce point ;
- Le carrefour avec la D72e et D538 où l'insertion des véhicules en provenance de cette voie, est plutôt délicate en raison de la vitesse des véhicules circulant sur la D538 ;
- La non lisibilité de l'entrée de la zone des Plantades, ainsi que l'absence de tourne à gauche provoquant des difficultés pour la giration des poids lourds.



Rétrécissement de la D72e sous la voie ferrée et carrefour entre la D72e et la D538

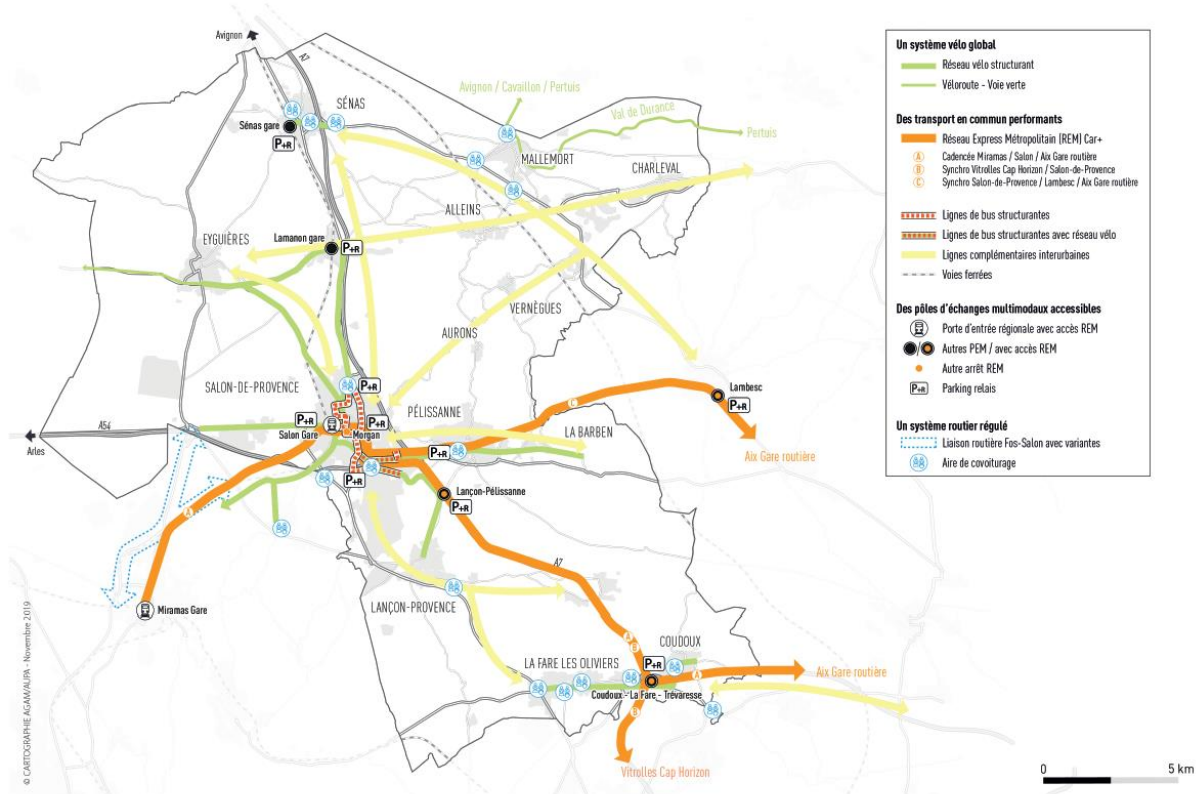
Source : Verdi Ingénierie Méditerranée, 2015

4. LES MODES DOUX

4.1. Réseaux cyclables

Actuellement, un réseau vélo structurant traverse une partie de la commune. Des voies cyclables permettent en effet de longer le canal commun Boisgelin-Craponne et celui de l'E.D.F, en passant à proximité de la gare et du centre-ville de Lamanon.

BASSIN DE MOBILITÉ NORD-OUEST



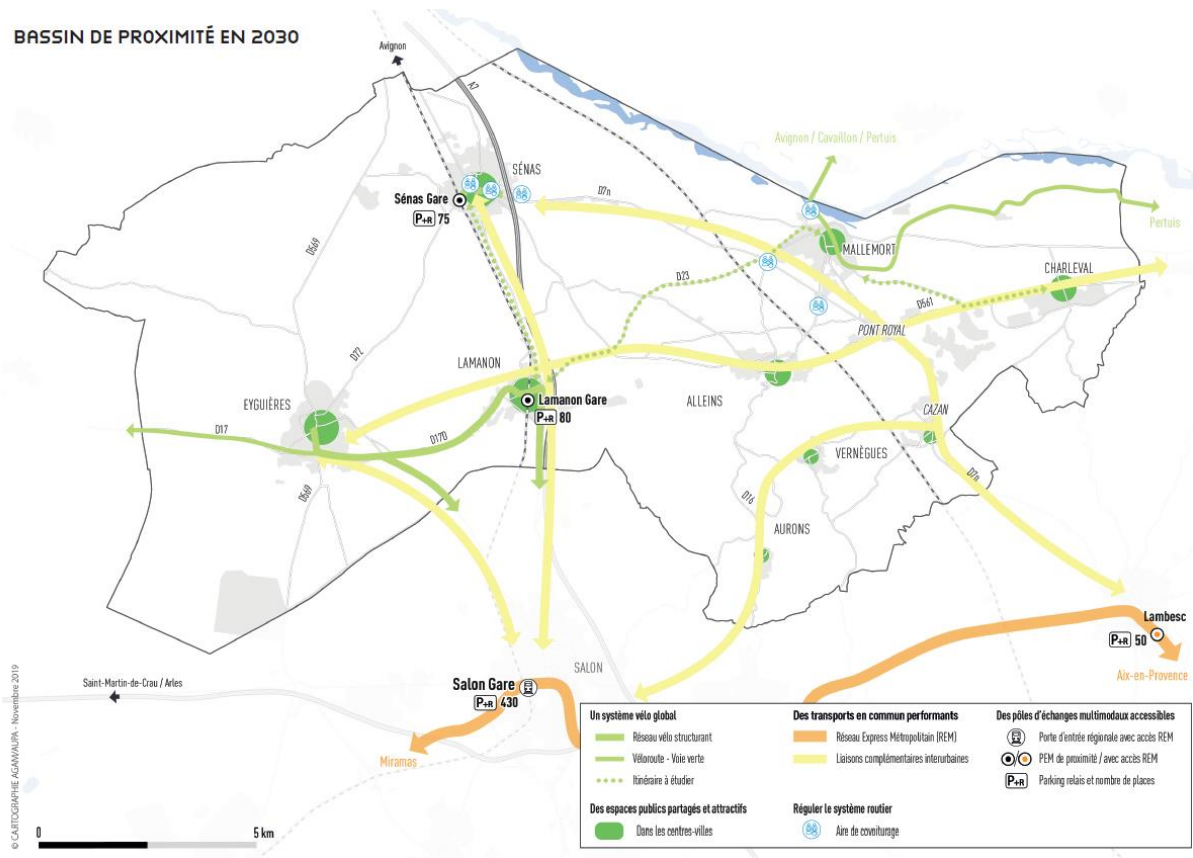
Bassin de mobilité – Nord-Ouest

Source : PDU, 2019

En outre, le plan vélo de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conçu pour la période 2019-2024, indique qu'une ligne vélo sécurisée devra être créée à horizon 2024 et 2030, et passera entre autres par Lamanon, mais également par Salon-de-Provence, Miramas ou Istres :

« Par conséquent, le plan local de mobilité à décliner sur ce bassin précisera le réseau secondaire cyclable, et les actions liées à l'espace public, pour les centralités recensées, afin de poursuivre l'apaisement de la circulation via des zones 30, réguler le stationnement près des commerces et développer des aménagements doux de qualité. Un itinéraire sera aussi étudié entre Mallemort et Lamanon le long de la RD23, afin de faire le lien entre le réseau structurant cyclable et la véloroute voie verte Val-de-Durance ». (PDU de la Métropole Aix-Marseille-Provence, 2020-2030).

BASSIN DE PROXIMITÉ EN 2030

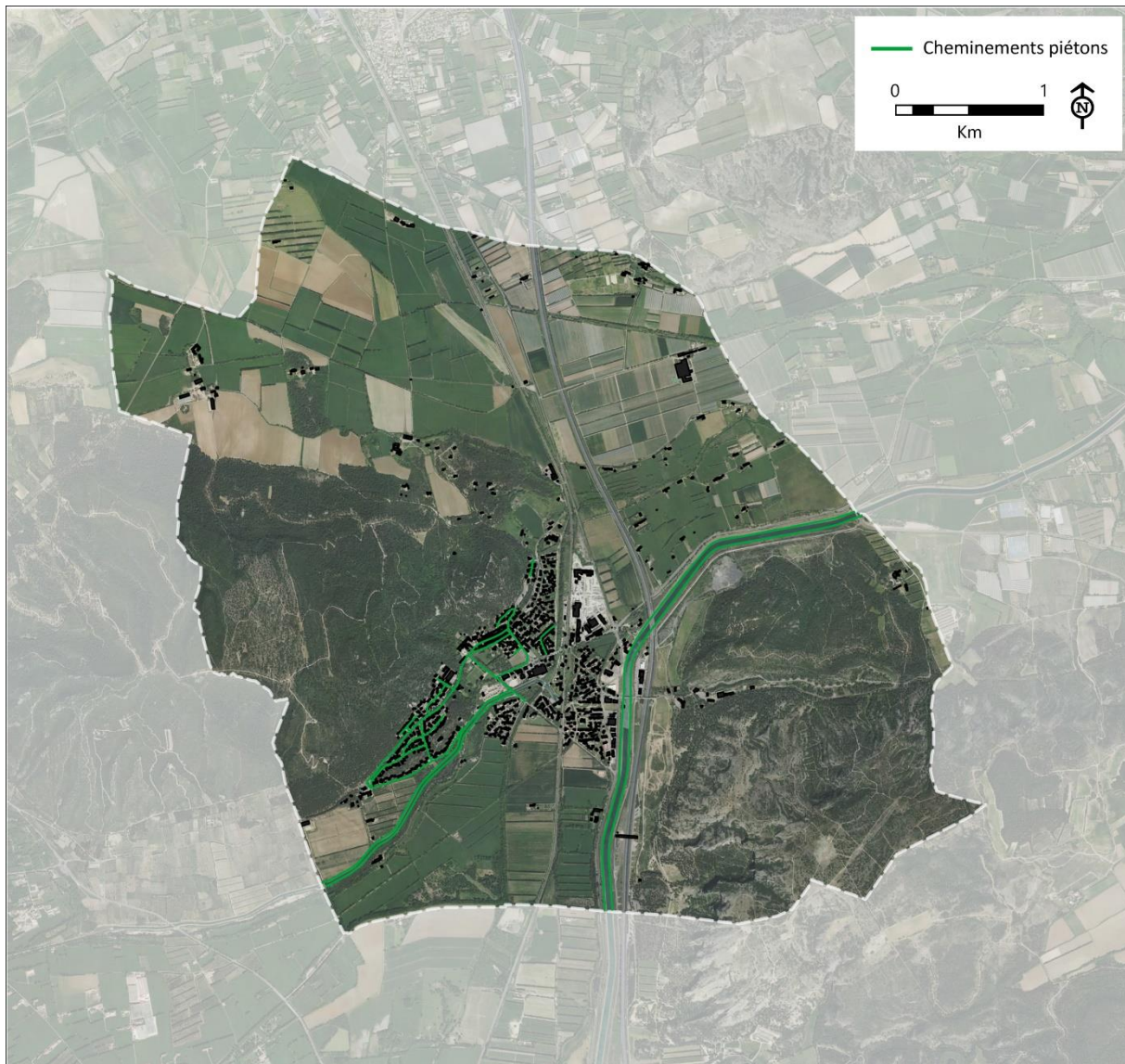


Bassin de proximité en 2030

Source : PDU, 2019

4.2. Aménagements piétons

Les principaux aménagements pour les circulations piétonnes sont concentrés au niveau du centre-ville et de certains lotissements de Lamanon.



Localisation des aménagements piétons sur Lamanon

Source : BDOTHO 2017, PCI cadastre 2017 ; Réalisation : 2021

En effet, des aménagements piétons sont présents le long de la Route de la Provence, à proximité de l'école maternelle, de la Maison du Temps Libre, et de l'entreprise Mirions Technologies, et permettent dans un même temps de desservir les arrêts de bus situés sur cette route (*cf. partie suivante*). Ceux-ci se traduisent par la présence d'un large trottoir séparé par une bande enherbée et arborée, ce que favorise la sécurité des déplacements piétons.

*Aménagements piétons sur la route de la Provence**Source : Google Street View, 2020*

La continuité des cheminements doux est assurée vers le centre-ville. Ceux-ci se poursuivent tout d'abord le long de la D17D, pour desservir l'école primaire, jusqu'à la place de La Poste, mais également le long de la Grand'Rue en cœur de ville, aménagé en zone de rencontre.

L'aménagement de zone de rencontre en cœur de ville permet de réduire la vitesse des automobilistes en favorisant les déplacements modes doux, dans un concept de voie partagée. En effet, les déplacements vélos et piétons sont plus importants en milieu urbain qu'en milieu interurbain.

*Zone de rencontre dans la Grand'Rue**Source : Google Street View, 2020*

Les aménagements piétons se poursuivent également depuis le centre-ville jusqu'à des quartiers d'habitations situés à l'ouest. Cela se matérialise par la présence de trottoirs le long de la D17D, qui se prolongent le long des routes desservant les lotissements. Ces trottoirs sont cependant moins larges et en moins bon état.



Aménagements piétons le long de la D17D et du lotissement

Source : Google Street View, 2020

Il est également possible de longer à pieds/vélo les canaux de l'EFD et de Bongeslin-Craponne. En effet, des cheminements piétons existent bien qu'ils soient peu aménagés le long des canaux.



Cheminements le long des canaux Boisgelin-Craponne et d'Alleins

Source : Etude pré-opérationnelle : vers une mobilisation collective pour comprendre et traiter les points noirs paysagers.

Ensemble dessinons nos paysages. Juillet 2013.

En outre, l'aménagement des « entrées et/ou traversées » de ville est au service de la pacification des déplacements. Il s'agit également de réduire la vitesse des automobilistes entrant et traversant les zones agglomérées.

*Apaisement des déplacements en entrée de ville**Source : Google Street View, 2020*

En revanche, aucun aménagement piéton ou cyclable n'est présent au niveau des autres axes, tels que sur la D538 ou sur une portion de la D17D. La zone commerciale des Plantades ne dispose pas non plus de trottoirs sécurisés ou de marquage du stationnement.

5. LES TRANSPORTS EN COMMUN

Une seule ligne de transport en commun permet de desservir le territoire communal. Il s'agit de la ligne 13 du réseau Libébus, et qui relie Alleins à Salon-de-Provence. 6 arrêts de bus sont présents sur la commune :

Napoulon ;

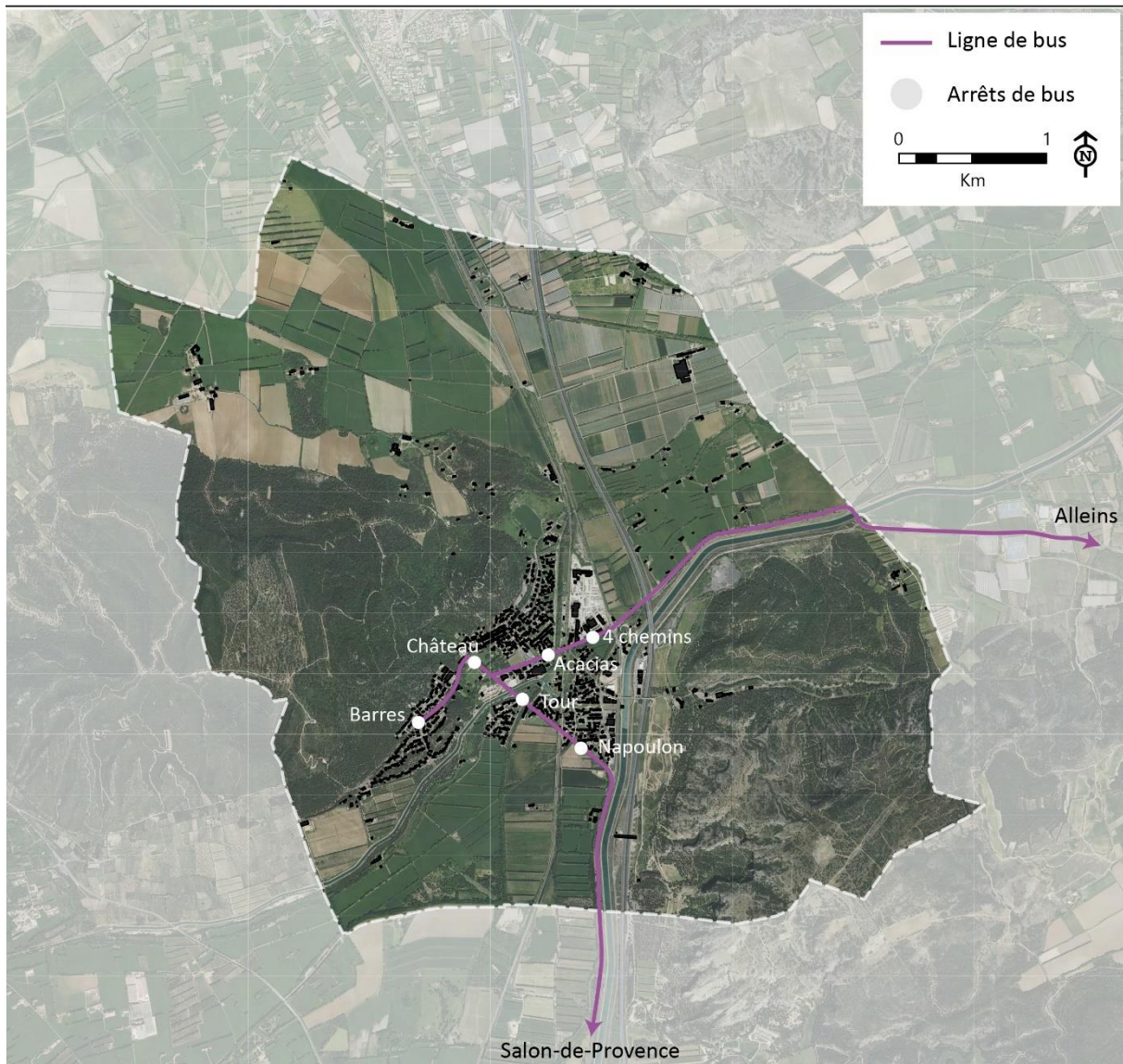
Tour ;

Château ;

Barres ;

Acacias ;

4 chemins.

*Desserte de la commune en transports en commun**Source : BDORHTO 2017, PCI cadastre 2020 ; Réalisation : Alpicité, 2021*

6. LE COVOITURAGE

Aucune aire de covoiturage n'est recensée sur la commune.

7. LE STATIONNEMENT

Source : Verdi Ingénierie Méditerranée, 2015

Les possibilités de stationnement sur Lamanon sont nombreuses et variées. Ainsi, la commune dispose de rues équipées en place de stationnement, de parkings à proximité des principaux équipements ou des espaces dédiés le long de la voie principale. Du fait de ces disponibilités, il y a peu de nuisances dues au stationnement sauvage.

L'analyse qui suit procède secteur par secteur à l'évaluation et à la caractérisation des dispositifs en stationnement public du territoire.

7.1. Secteur Route de la Provence / Gare



Capacité de stationnement sur le secteur Route de la Provence / Gare

Source : BDORTHO 2017 ; Réalisation : Alpicité, 2021

Le stationnement spécifiquement dédié à la Gare est sous-dimensionné (seulement 8 places). Cependant, le PDU de la Métropole Aix-Marseille-Provence indique que la réalisation d'un parking de 80 places est en projet au niveau de la gare de Lamanon.

Les abords de la Route de la Provence sont bordés par des grands espaces de stationnement. La capacité permet d'accueillir environ 68 places. Ces zones sont à proximité du pôle d'emplois de la Bonna Sabla.

Elles sont de plus disposées au contact direct d'un des arrêts de bus de la ligne n°13.

Capacité totale du secteur : 76 places

7.2. Secteur Pôle d'équipements



Capacité de stationnement sur le secteur pôle d'équipements

Source : BDORTHO 2017 ; Réalisation : Alpicité, 2021

A proximité immédiate du pôle d'équipements (école, Maison du Temps Libre), plusieurs espaces de stationnements sont présents :

- Le long de la RD17D : 2 espaces de parking sécurisés
- Un grand parking libre de 100 places

Elles sont de plus disposées au contact direct d'un des arrêts de bus de la ligne n°13.

Capacité totale du secteur : 160 places

7.3. Secteur Allée des Ecoles



Capacité de stationnement sur le secteur Allée des Ecoles

Source : BDORTHO 2017 ; Réalisation : Alpicité, 2021

A proximité immédiate de l'Ecole, un parking public est aménagé en plus d'aires réservées pour le stationnement minute.

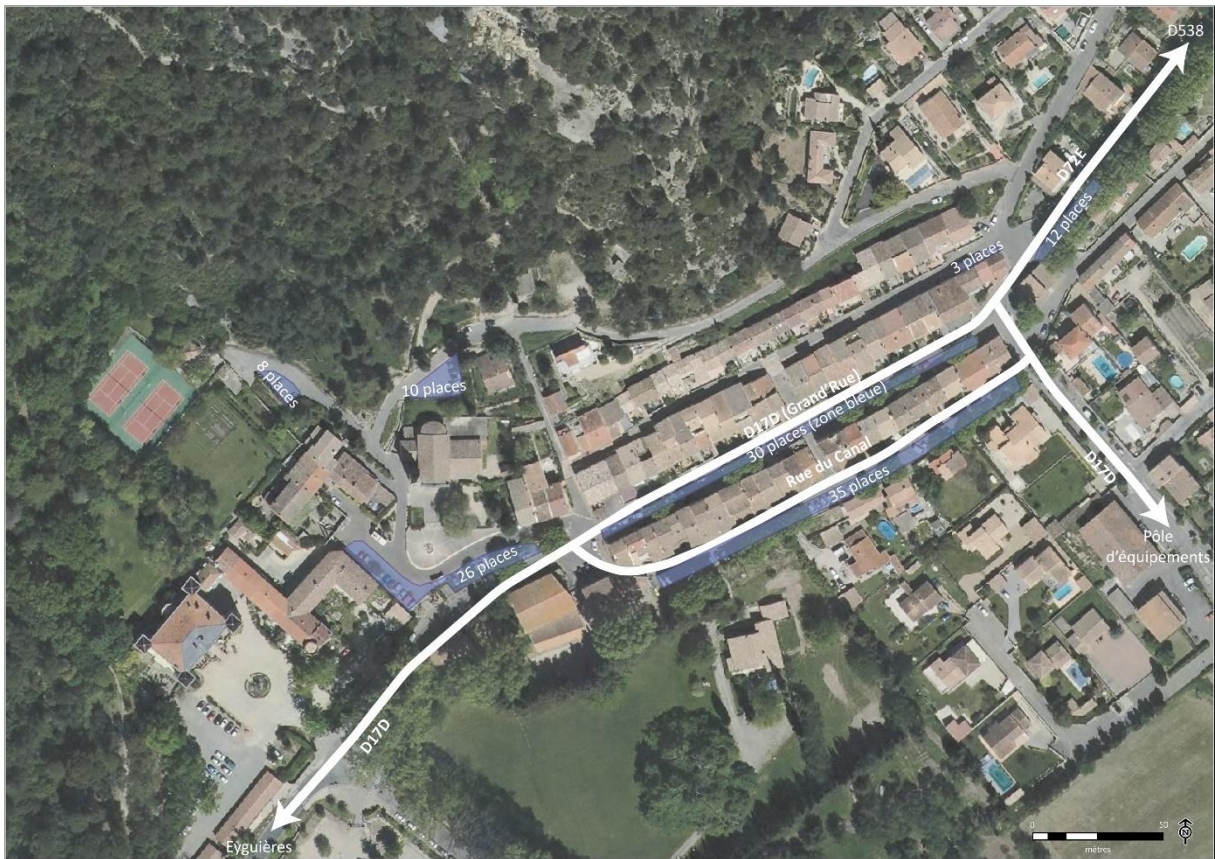
Plus haut, l'allée des Ecoles bénéficie de stationnement longitudinal.

Deux espaces supplémentaires sont à noter bien qu'ils soient plutôt réservés à un usage spécifique :

- Le lotissement le Platane
- Les commerces face à l'Ecole

Capacité totale du secteur : 93 places

7.4. Secteur Centre du village



Capacité de stationnement sur le secteur Centre du village

Source : BDORTHO 2017 ; Réalisation : Alpicité, 2021

Au centre du village, le stationnement est organisé principalement le long de la boucle en sens unique Grand'Rue / Rue du Canal.

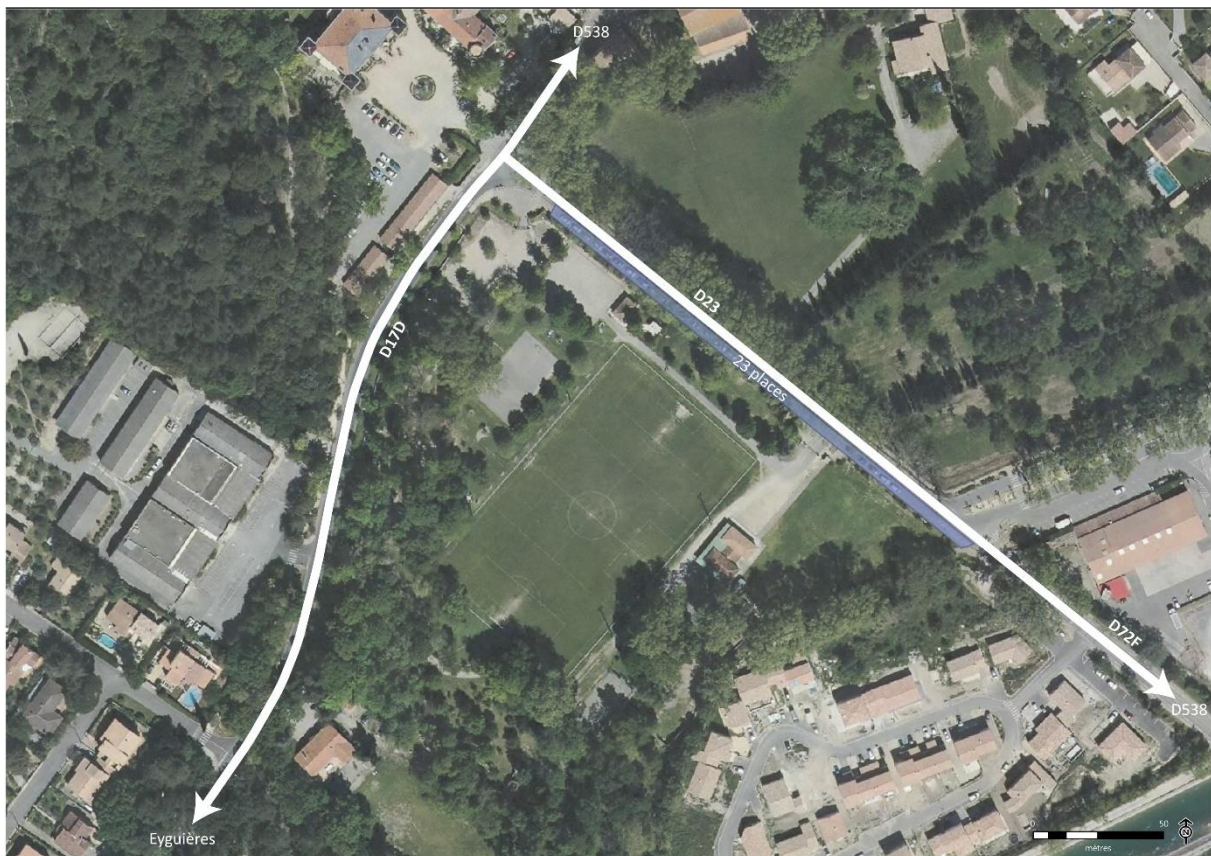
Il est à noter qu'une partie des places de la Grand'Rue sont matérialisées en zone bleue (environ 20 places).

Des espaces de stationnement complémentaires sont présents sur la place de l'Eglise, ainsi qu'à proximité de long de la D72E.

En outre, des places de stationnement sont situées à proximité des terrains de tennis.

Capacité totale du secteur : 124 places (dont 20 en zone bleue)

7.5. Secteur Parc des Platanes



Capacité de stationnement sur le secteur Parc des Platanes

Source : BDORTHO 2017 ; Réalisation : Alpicité, 2021

La desserte du Parc est assurée par du stationnement longitudinal le long de l'Allée du Château (D23).

Capacité totale du secteur : 23 places



Synthèse :

Secteur	Capacité totale
Route de la Provence / Gare	76
Route Pôle d'équipements	160
Allée des Ecoles	93
Centre du village	124 (dont 20 en zone bleue)
Parc	23
TOTAL	476

Par ailleurs, la commune possède 2 bornes de rechargement pour 4 véhicules hybrides et électriques. La commune possède une capacité de 20 « places » de stationnement vélo, situées sur la Grand'Rue.

À RETENIR :*Dynamique démographique*

- 2 044 habitants en 2020;
- Une augmentation continue de la population entre 1968 et 1999, puis entre 2008 et 2013, principalement générée par un solde migratoire positif. Depuis 2013, une stagnation démographique.

Composition des ménages

- Une taille des ménages (2,4) légèrement supérieure à la moyenne nationale;
- Des ménages qui ont tendance à rester sur une longue période dans le logement.

Population active, chômage, formation

- 80 % d'actifs en 2020 et un indice de concentration d'emploi de 98,6, ce qui indique que la commune est polarisante en matière d'emplois.
- Une population présentant un niveau de formation supérieur à celui du département

Habitat et logements :

- 970 logements pour 2 044 habitants en 2020, dont :
 - o 88,5 % de résidences principales;
 - o 2,4 % de résidences secondaires et logements occasionnels;
 - o 9,1 % de logements vacants;
- Un parc de logements vacants moins importants selon la commune en 2024 (30 logements identifiés) ;
- 86 % du parc de logement est composé de maisons;
- Presque la moitié des résidences ont été achevées entre 1971 et 1990, période caractérisée par une forte périurbanisation, avec le développement de l'habitat pavillonnaire.

Économie locale

- Des zones d'activités économiques sont présentes sur la commune et concentrent de nombreux emplois ;
- Un distributeur automatique de billets, place du cabaret ;
- 9 commerces sont implantés sur la commune, avec une concentration dans le centre-ville ;
- De nombreuses activités libérales et artisanales recensées ;
- Une activité touristique reposant notamment sur le site de Calès ;
- Une activité agricole encore importante.

Équipements et services

- Présence d'équipements adaptés à la démographie de la commune, avec toutefois une forte représentation des équipements sportifs ;
- Une concentration autour du vieux centre-ville.

À RETENIR (SUITE) :Déplacements

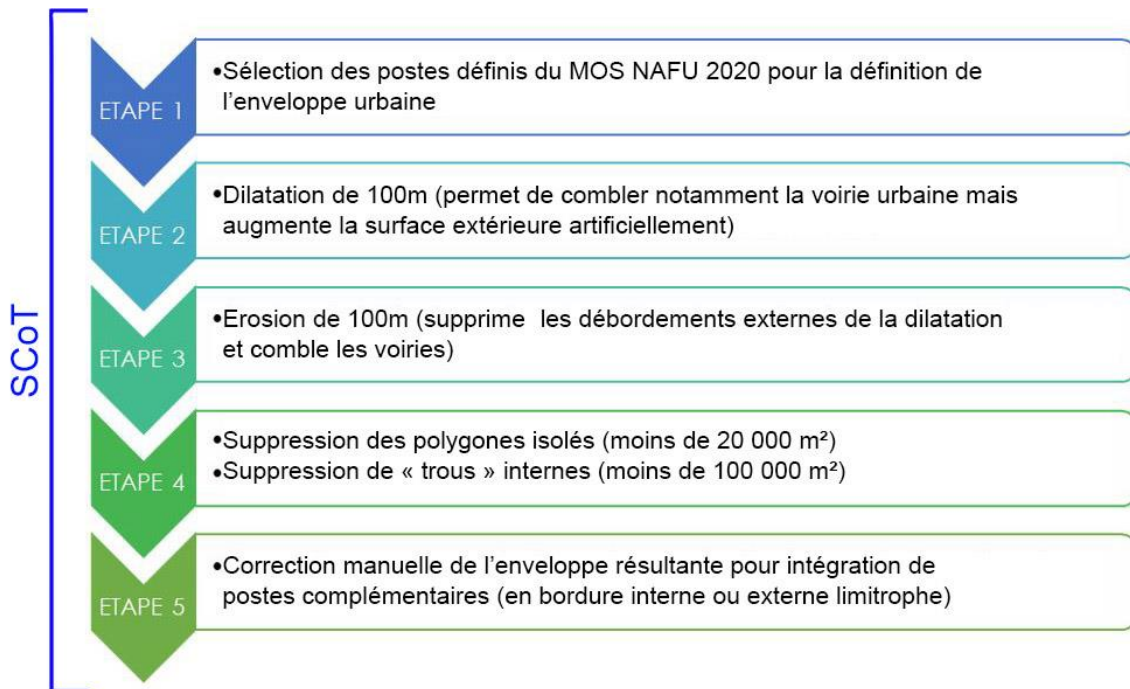
- Les déplacements domicile/travail en 2020 sont réalisés à 84,8% en voiture, camion ou fourgonnette ;
- La commune est traversée par une ligne ferroviaire, permettant la connexion avec Avignon et Marseille ;
- Un projet vise à renforcer l'offre TER entre Lamanon et Eyguières ;
- La commune est traversée par des axes routiers d'importance (autoroute et routes départementales), lui assurant une bonne accessibilité ;
- Les voies piétonnes ou cyclables sont relativement développées sur le territoire, se concentrant au niveau du centre-ville et des lotissements de la commune ;
- Des transports en commun peu développés sur le territoire : seule une ligne traverse le territoire communal.
- Une capacité totale de 476 places de stationnement « auto », dont 1 borne de rechargement pour véhicules hybrides et électriques. Une capacité de stationnement de 20 vélos. Peu de nuisances dues au stationnement sauvage identifié ;
- Un projet vise à créer 80 places de stationnement au niveau de la gare de Lamanon d'ici 2030.

Chapitre 4 : CONSOMMATION D'ESPACES ET CAPACITES DE DENSIFICATION

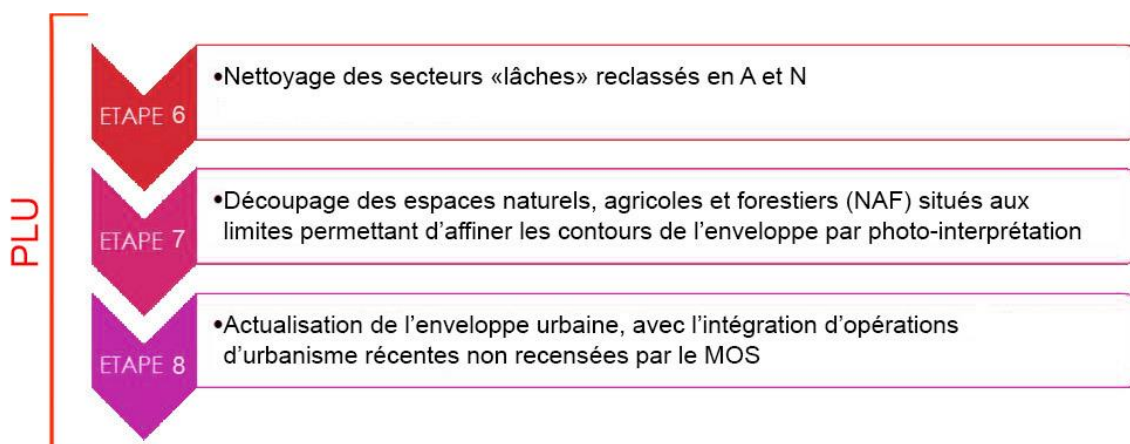
1. LES ENVELOPPES URBAINES

Le point de départ pour la détermination de l'enveloppe urbaine du PLU est la construction de l'enveloppe urbaine réalisée dans le cadre du projet de SCoT de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette enveloppe est issue d'un travail collaboratif réalisé entre les services du futur SCoT métropolitain et les différents services en pilotage des PLU.

Détermination de l'enveloppe urbaine à l'échelle du SCoT :

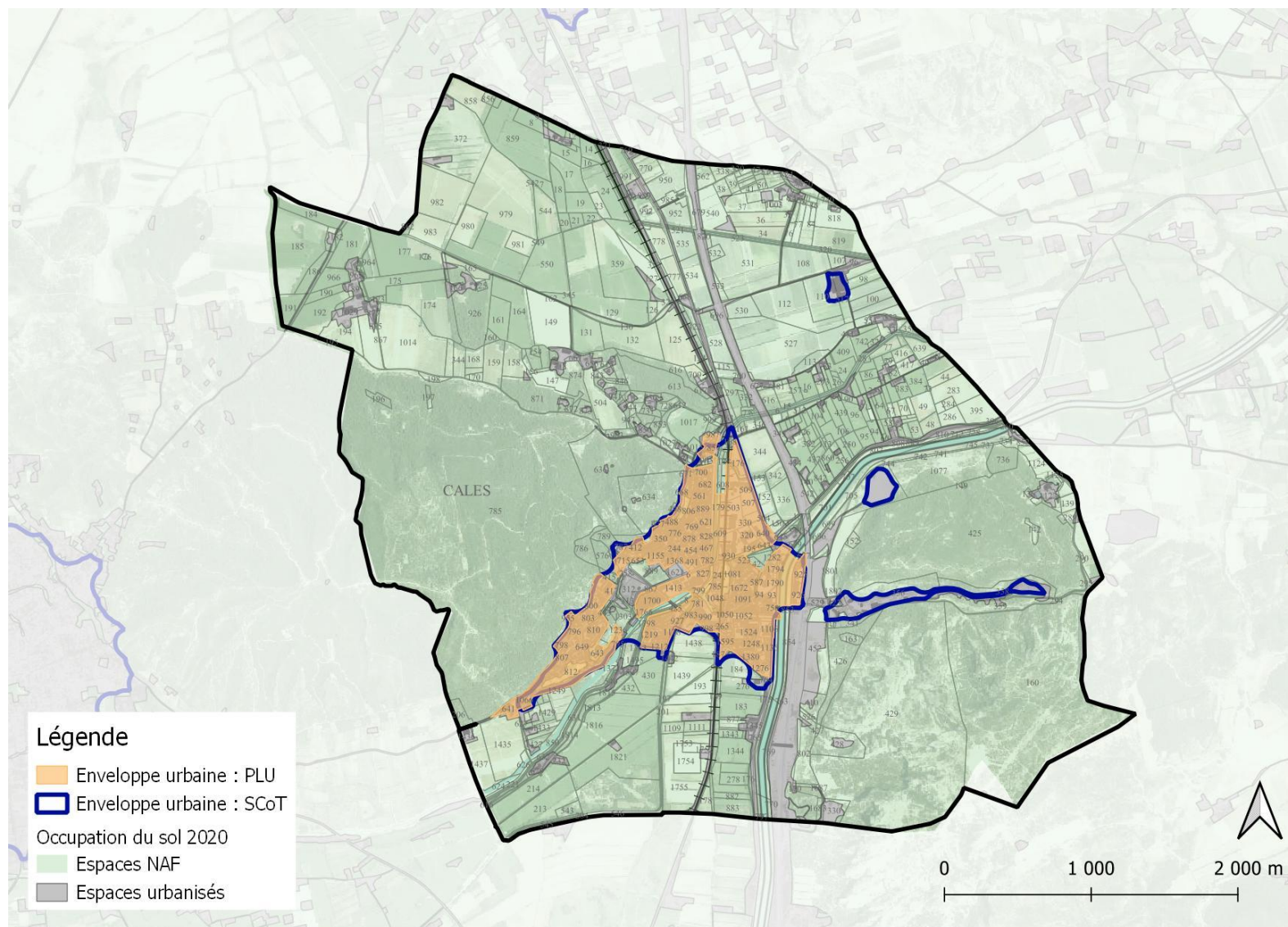


Affinement de l'enveloppe PLU à partir de celle du SCoT :



Pour le travail de définition fine de l'enveloppe urbaine PLU, il est précisé qu'un ajustement des limites de l'enveloppe a été fait au regard de la réalité du terrain de la manière suivante :

- Exclusion des espaces bâtis de manière très lâche manifestement déconnectés de l'enveloppe urbaine et resserrage au plus près des espaces réellement bâtis ;
- Ajout des opérations récentes.



Commune de Lamanon : enveloppe urbaine 2021

Source : PCI vecteur 2023 ; Réalisation : MAMP 2023

2. LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (ENAF) OBSERVEE DURANT LA PERIODE 2011-2021

Détail du calcul

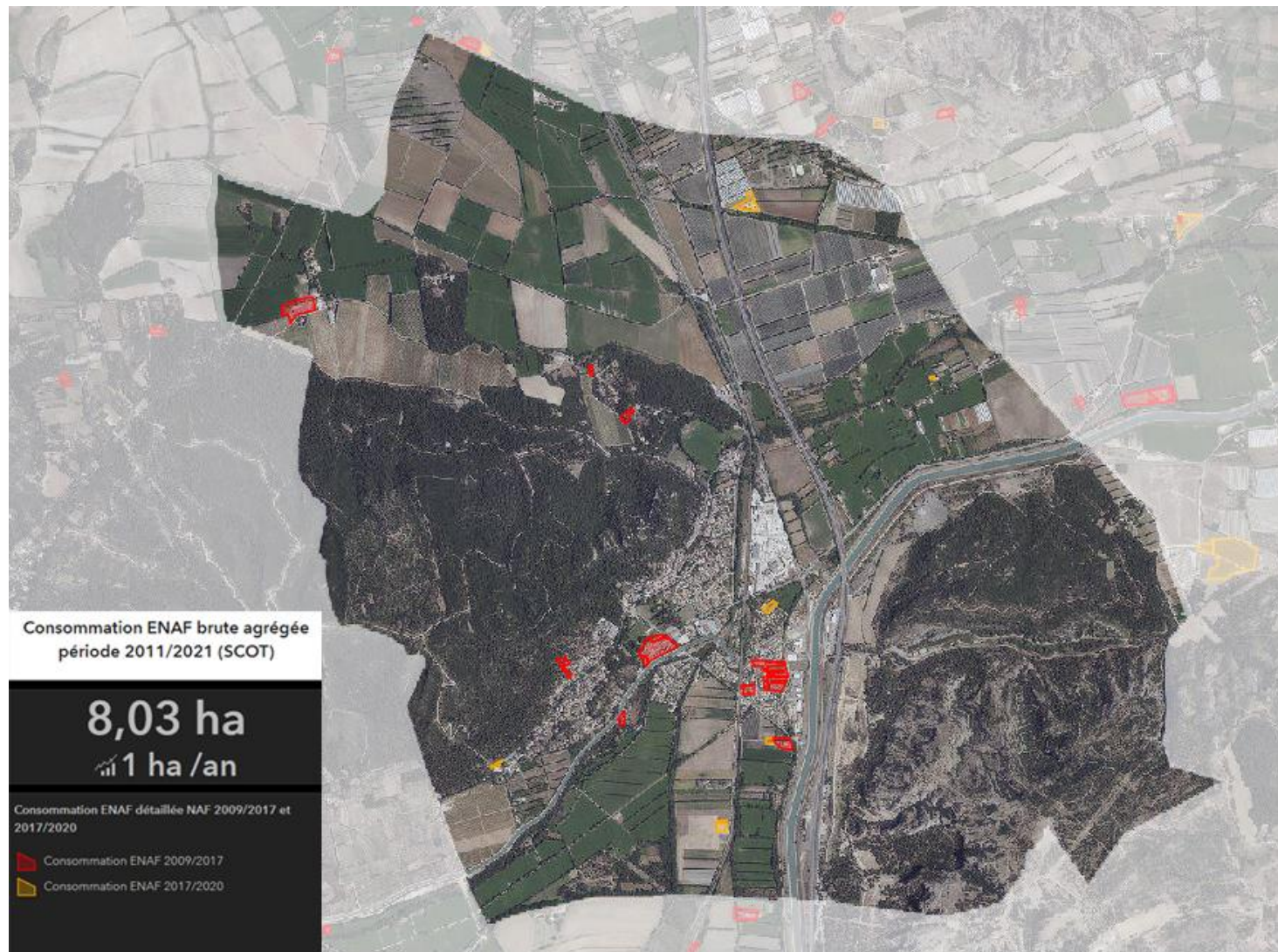
- Pour 2009/2017 : 7.786 ha d'ENAF consommés, soit 0,97 ha/an
- Conso ENAF brute 2011/2017 (6ans) intrapolation du MOS : $0,973 \times 6 = 5,84$ ha
- Conso ENAF brute 2017/2020 (3ans) (photo-interprétation complémentaire PIAO) : 1,64 ha d'ENAF consommés soit 0,55 ha/an
- Conso ENAF brute 2021 (1an) (extrapolation 2017/2020) : 0,55 ha

Soit une conso sur la période 2017/2021 estimée à 2,19 ha.

La somme des deux périodes (2011-2017/2017-2021) $5,84 + 2,19 = 8,03 = 8$ ha soit environ 0,8 ha/an pour la période de 2011 / 2021.

Sur la période 2011-2021, la commune a ainsi consommé environ 8 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers, soit une consommation d'espaces moyenne d'environ 0,8 ha/an.

Parmi les espaces consommés, on compte toutefois des espaces déjà en partie artificialisés notamment dans les secteurs économiques.



Commune de Lamanon : Consommation d'espaces sur la période 2011-2021
Réalisation : MAMP - 2023

3. LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (ENAF) OBSERVEE DURANT LA DERNIERE DECENNIE (2013-2023)

Détail du calcul

- Pour 2009/2017 : 7.786 ha d'ENAF consommés, soit 0,97 ha/an
- Conso ENAF brute 2013/2017 (4ans) intrapolation du MOS : $0,97 \times 4 = 3,9$ ha
- Pour 2017/2020 (photo-interprétation complémentaire PIAO) : 1,64 ha d'ENAF consommés, soit 0,55 ha/an
- Conso ENAF brute 2017/2023 (6ans) extrapolation du MOS : $0,55 \times 6 = 3,3$ ha
- Conso ENAF brute 2021 (1an) (extrapolation 2017/2020) : 0,55 ha

La somme des deux périodes (2013-2017/2017-2023) $3,9 + 3,3 = 7,2$ ha soit environ 0,7 ha/an pour la période de 2013 / 2023.

Sur la période 2013-2023, la commune a ainsi consommé environ 7,2 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers, soit une consommation d'espaces moyenne d'environ 0,7 ha/an.

Les données disponibles ne permettent pas d'établir une carte illustrant la consommation 2013-2023.

4. LES CAPACITES DE DENSIFICATION

4.1. Au sein de l'enveloppe urbaine

L'estimation du potentiel constructible et donc des capacités de densification, consiste à définir les disponibilités foncières, c'est-à-dire les parcelles non bâties situées à l'intérieur de l'enveloppe urbaine de la commune. La loi ALUR impose de densifier en priorité les enveloppes urbaines avant d'envisager des extensions urbaines.

Deux paramètres sont pris en compte dans la détermination du potentiel de densification :

- Les parcelles vierges non bâties et non aménagées⁵ situées dans l'enveloppe urbaine et pouvant être urbanisées : c'est le **potentiel en « dents creuses »** ;
- Les parcelles déjà bâties (comprenant déjà une ou plusieurs constructions), mais de taille suffisamment importante pour « détacher » puis bâtir une portion, permettant ainsi une densification de la parcelle : c'est le **potentiel de densification** ;

La capacité de densification est analysée uniquement au sein des enveloppes urbaines. La surface et la géométrie sont prises en compte de manière à ce que seules les parcelles non bâties pouvant supporter la construction d'au moins un logement soient comptabilisées. La morphologie du tissu urbain environnant a également été prise en compte.

Les risques naturels présents sur la commune ont écarté du potentiel constructible les parcelles touchées par des risques rendant inconstructibles ces dernières.

Les prescriptions établies dans le projet de PLU sont également prises en compte dans l'estimation de ces capacités (cf. Partie 3 – Chapitre 2 Justification du règlement écrit et graphique). Les espaces rendus inconstructibles par le projet du PLU ne sont donc pas comptabilisés.

Ainsi, on retrouve dans l'enveloppe urbaine :

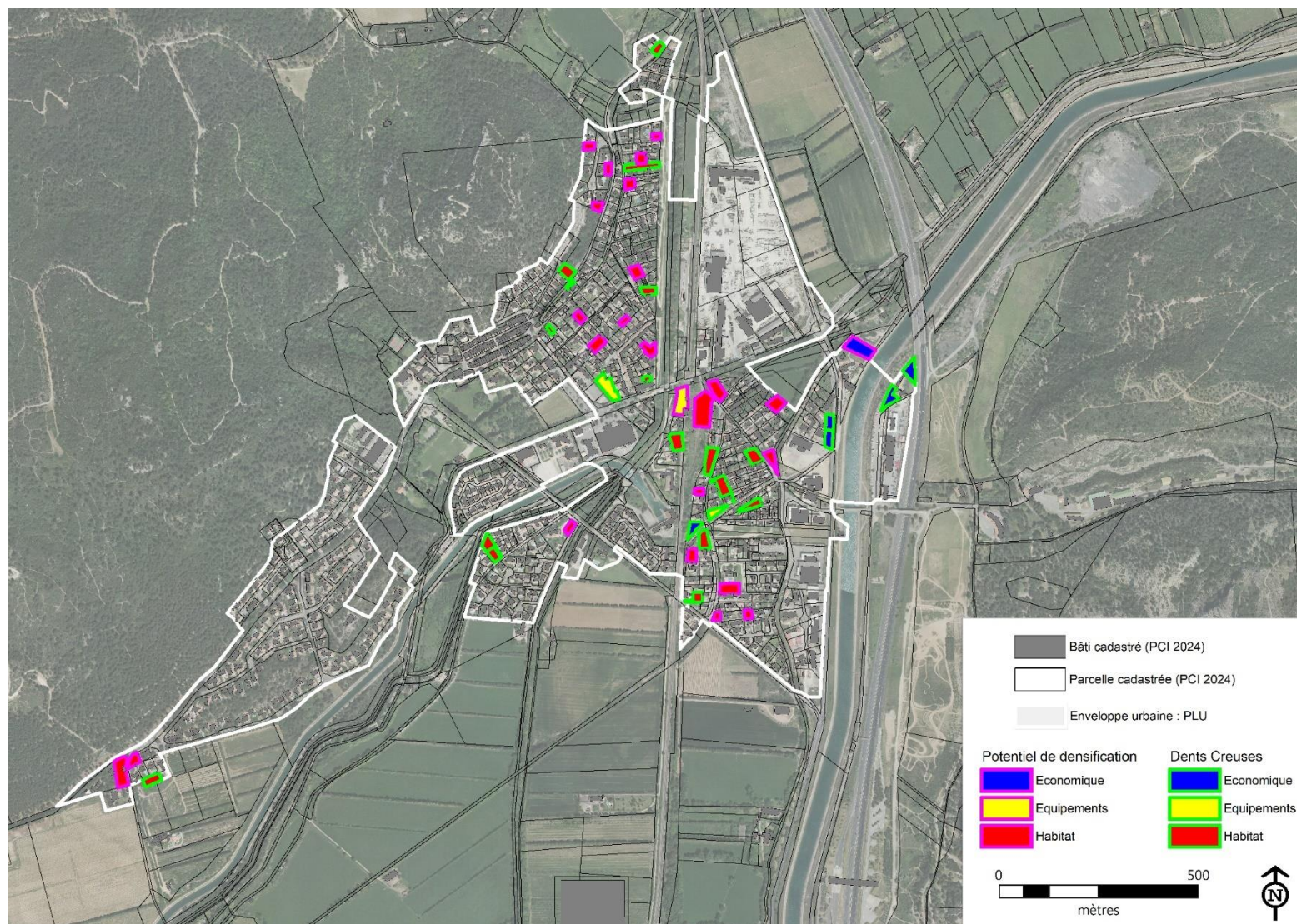
- environ 2,2 ha de parcelles non bâties et non aménagées ;
- environ 2,4 ha pouvant être le support d'une densification de parcelles déjà bâties

La capacité de densification au sein de l'enveloppe urbaine, représente une superficie totale de 4,6 ha.

Au sein des quartiers d'habitat, on identifie 1,5 ha disponibles en « Dents Creuses » et 2 ha en « Potentiel de densification ». 0,4 ha a été identifié permettant de réaliser des projets communaux ou d'intérêt collectifs tels que des équipements publics ou infrastructures, correspondant à 0,2ha en « Dents Creuses » et 0,2ha en « Potentiel de densification ».

Au sein des quartiers économiques, seul 0,6 ha peut être mobilisé (0,4 ha en « Dents Creuses » et 0,2 ha en « Potentiel de densification »). Ces fonciers ont tous été identifiés au sein de la zone des Plantades qui est actuellement quasiment à saturation. En effet cette dernière peut difficilement accueillir de nouvelles activités au regard notamment de la superficie et caractéristiques des parcelles identifiées.

⁵ Dans ce contexte, il est considéré qu'une parcelle aménagée est une parcelle artificialisée ou comportant une ou plusieurs installations et utilisée par son propriétaire ou par le public : par exemple, une aire de stationnement publique, une aire de jeux, un jardin public...



Dents creuses et potentiel de densification sur la commune de Lamanon

Source : BDORTHO 2018, PCI vecteur 2024 ; Réalisation : Alpicité 2024

En plus, au sein de l'enveloppe existante, quatre espaces déjà « artificialisés » mais pouvant muter par différentes opérations (démolition/reconstruction, réaffectation de bâtis, opération de renouvellement urbain...) ont été repérés, il s'agit du « potentiel de mutation » représentant un potentiel de 3,5 ha répartis comme suit :

- L'ancien site SALF au Nord de Bonna Sabla couvrant près de 17000m². Le site n'est plus en activité mais est déjà anthropisé (cf. Partie1 – Chapitre 2 – 5.3. Activités économiques » ;



Ancien site SALF

Source : ortho 2023 - Googlemaps

L'ancien site anthropisé de la SALF au nord de la Bonna Sabla le long de la D538 n'est pas couvert par les réseaux d'eau et d'électricité qui sont à plus de 450 m et les réseaux d'assainissement sont absents. Le coût des raccordements de la zone à ces réseaux est donc actuellement un frein pour l'investissement sur le secteur. Un promoteur étudie actuellement les possibilités d'extension des réseaux pour créer une opération d'ensemble de zone économique. Sa mutation est donc possible mais à moyen voir long terme et ne permet donc pas de répondre dans l'immédiat aux demandes d'installations de nouvelles activités.

- Le site actuel de Mirion Technologie dans le prolongement du lotissement la Charlotte sur 1,19 ha. Le site pourrait ainsi être délaissé puisque l'entreprise souhaite regrouper son activité autour des locaux centraux existants le long de la route de Provence ;



Site Mirion Technologie

Source : ortho 2023 – Googlemaps

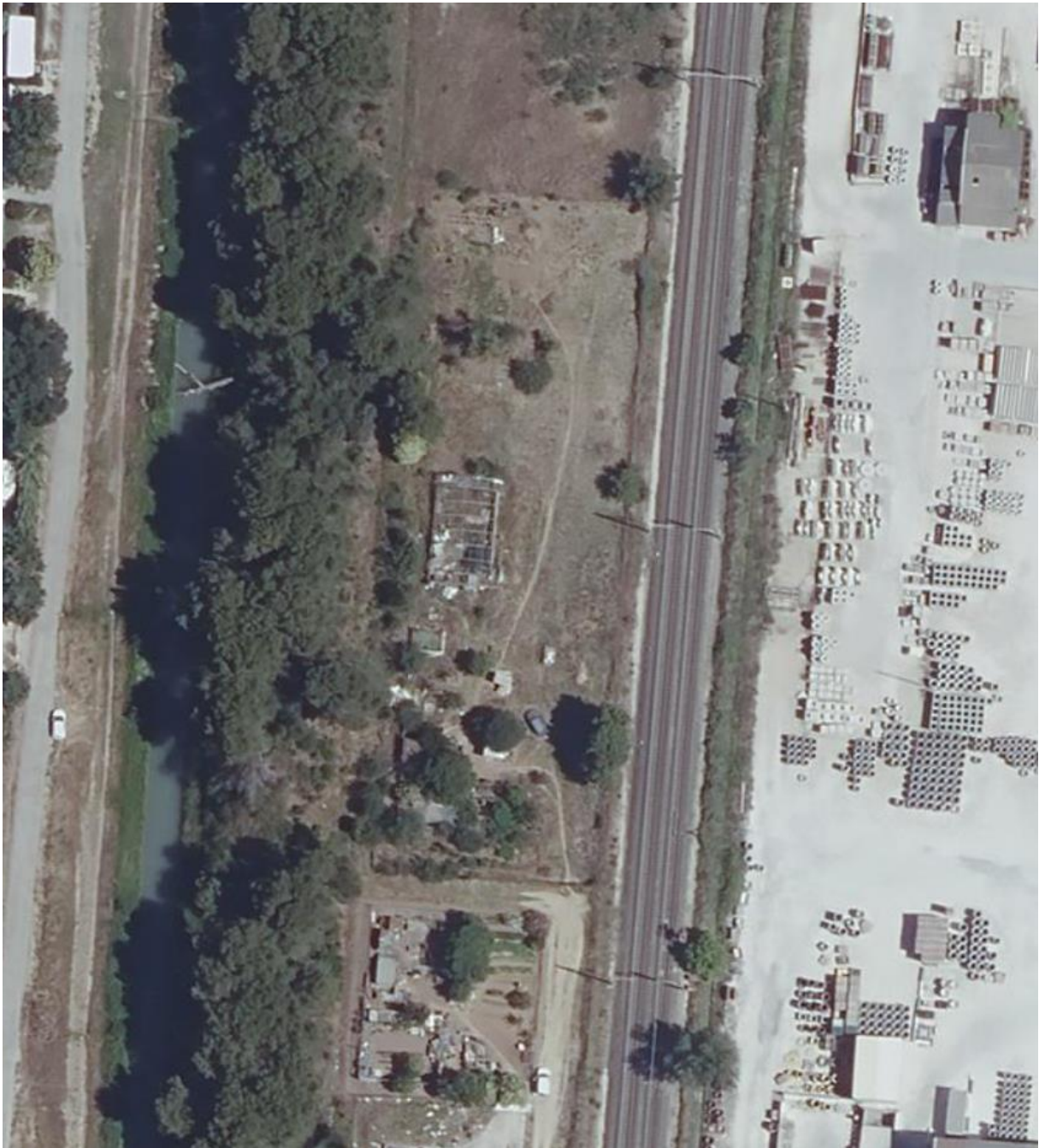
Actuellement ce sont historiquement les premiers bureaux de Mirion depuis 1970. Compte tenu de sa situation, il semble plus adapté que ce secteur ne soit plus utilisé pour des activités économiques. Il semble ainsi qu'une mutation du secteur vers de l'habitation soit plus adaptée pour ce tènement.

Mirion peut réaliser son déménagement sur le site de l'ancienne station-service parcelle C1785, le site pourra être réinvesti par des constructions plus adaptées au contexte et à la localisation du site.

Le déménagement de Mirion vers leurs nouveaux locaux derrière l'ancienne station-service qui seront loués à THEOS Groupe, sera conditionné par l'autorisation de construire un immeuble de 6000m² sur un terrain en friche industrielle de 9000m², avec ses parkings situés en B 644 en terrain perméabilisé avec ombrière Pv, jouxtant la parcelle C1785.

Ces projets devraient être portés à courts ou moyen terme.

- Un secteur au petit Mas d'Audier le long de l'ancien Canal de Boigeslin au-dessus de la déchèterie, couvrant 0,34 ha. C'est un espace déjà utilisé en partie qui a perdu son caractère naturel avec des anciennes fondations ;



Site petit Mas d'Audier

Source : ortho 2023 – geoportail.gouv.fr

Il s'agit d'un secteur où l'accès se fait par un petit chemin de 3m peu sécurisant, la petite largeur des terrains, ne permettent pas la construction d'un parc d'activité artisanal.

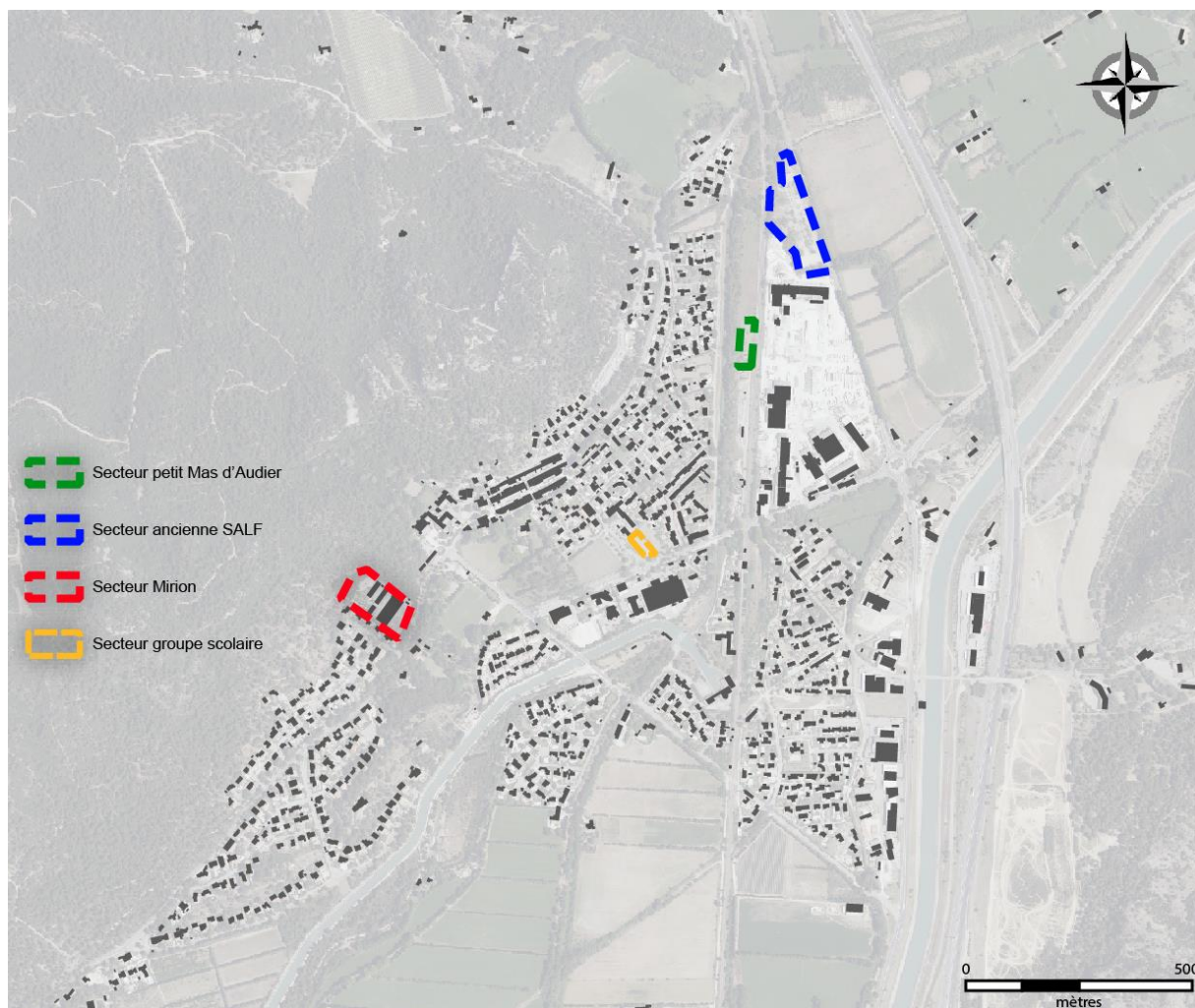
Il s'agit ici de permettre un agrandissement des activités voisines mais ce lieu n'est pas adapté à l'installation d'un nouveau parc d'activités. De plus, les propriétaires n'ont actuellement pas l'intention de vendre. Ce secteur pourra être réinvesti à moyen ou long terme par des activités déjà existantes sur le secteur. A noter que ce secteur est soumis à risque inondation moyen contraignant l'aménagement.

- Le secteur autour du groupe scolaire sur du parking intégralement goudronné couvrant 0,26 ha.

*Site groupement scolaire**Source : ortho 2023 - Googlemaps*

La Commune a interrogé La DDTM sur la constructibilité de ce secteur en octobre 2022. Le responsable du pôle risque inondation a répondu que les 2 parcelles C1621 et C1622 se situent dans une zone non urbanisée, étant inondable, et sont donc considérées comme non constructibles. Les installations et aménagements y étant autorisés sont donc très limités et ne permettent pas d'accueillir un nouveau secteur d'activités économiques notamment.

Ces quatre secteurs déjà artificialisés pourront à plus ou moins long terme, muter et être réinvestis (à l'exception du groupe scolaire inconstructible en présence de risques), cela pourra notamment passer par des opérations de renouvellement urbain qui correspondent à une forme d'évolution de la ville qui désigne l'action de reconstruction de la ville sur elle-même et de recyclage de ses ressources bâties et foncières. Toutefois au regard de leur situation, emplacement, configuration etc... comme exposé ci-avant, ces secteurs ne sont pas adaptés à l'accueil d'un nouveau parc d'activités économiques/artisanales.



Localisation des secteurs de potentiel de mutation identifiés

Source : BDORTHO 2017, PCI cadastre 2020 ; Réalisation : Alpicité, 2023

4.2. En dehors de l'enveloppe urbaine

En dehors de l'enveloppe urbaine une zone déjà anthropisée a été identifiée comme pouvant être réinvestie correspondant à une zone de dépôt terrassée lors du creusement du canal EDF, une partie de la parcelle C1077 représentant près de 12 hectares.

La capacité de densification en dehors de l'enveloppe urbaine (sur espace anthropisé) représente 12 ha.



Etude diachronique – projet de création de parc photovoltaïque

Source : VOLTALIA/ECO-MED 2021

En effet, à l'analyse des photos aériennes sur le site <https://remonterletemps.ign.fr/>, montre qu'avant 1959 la zone d'étude était composée de parcelles agricoles venant buter contre le boisement du massif au sud.

Lors du creusement du canal EDF, la zone d'étude est utilisée comme zone de dépôt de remblais et a été totalement terrassée. Cela est particulièrement visible sur les photos aériennes de 1964 et de 1966, où l'intégralité des parcelles agricoles a été terrassée. A noter que la lisière du boisement au sud de la zone d'étude ne semble pas avoir été impactée lors des travaux de creusement du canal.

Depuis 1970, plus aucun aménagement lourd n'a été observé sur les photos aériennes au niveau de la zone à l'étude. A noter que la partie centrale de la parcelle a été référencée en 1973 comme ancienne carrière dans la Banque du Sous-Sol (BSS) par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Sur la photo aérienne de 1975, la végétation herbacée semble commencer à recoloniser les terrassements réalisés pour le creusement du canal EDF. Cette recolonisation par la végétation semble être lente, car il ne semble pas y avoir de différence notable visible sur la photo de 1980.

En 1993, la végétation ligneuse est désormais visible sur la photo aérienne, et l'on commence à distinguer les grands ensembles actuels : parcelle de culture cynégétique centrale, les deux plus grosses mares sont visibles (au centre et au sud-est de la zone d'étude), et zone plus arborée dans la partie ouest de la zone d'étude.

Enfin, à partir des années 2000, les habitats en place semblent n'avoir pas évolué significativement, du moins sur l'analyse des photos aériennes disponibles en ligne.

Ainsi, entre 1960 et 1968, les travaux du creusement du canal ont profondément impacté la zone d'étude, et les habitats présents actuellement sont issus d'une lente recolonisation des terrassements effectués à l'époque.





PARTIE 2 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



Chapitre 1 : GEOGRAPHIE PHYSIQUE

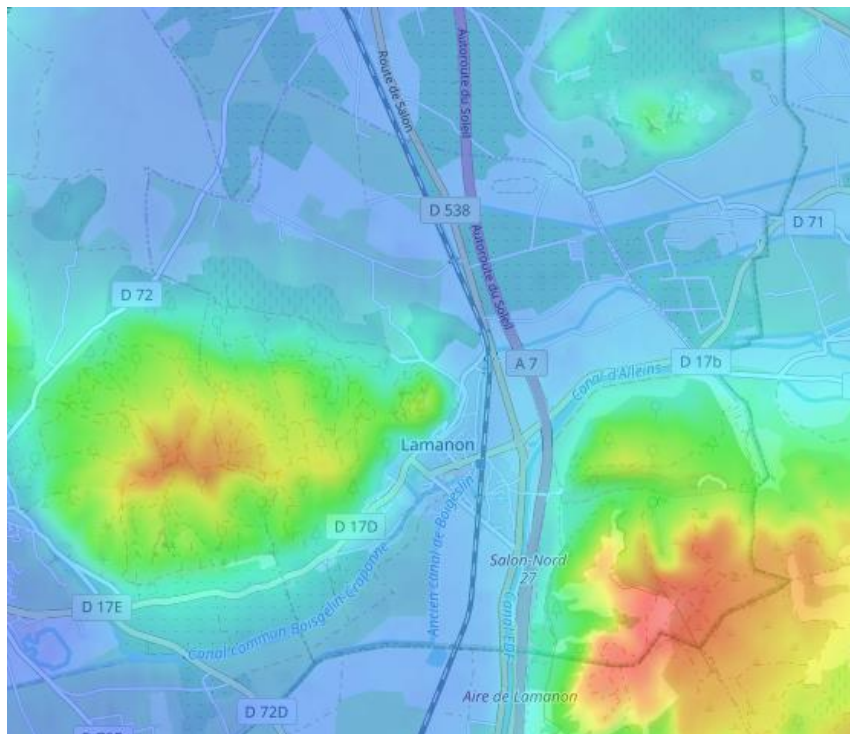
1. SITE ET TOPOGRAPHIE

Les trois grandes unités, qui se partagent l'espace, marquent profondément le relief de la commune.

Ainsi, à l'Ouest, le **Défens d'Eyguières**, sur lequel est adossé le village, culmine à 264 m, tandis que la terminaison de la **chaîne des Costes** atteint une altitude maximale de 326 m.

A contrario, l'ancien lit de la Durance, pertuis naturel qui occupe la partie centrale de la commune où le village est bâti, n'est pas marqué par une topographie importante.

La commune de Lamanon se présente donc comme un passage ouvert entre deux massifs.

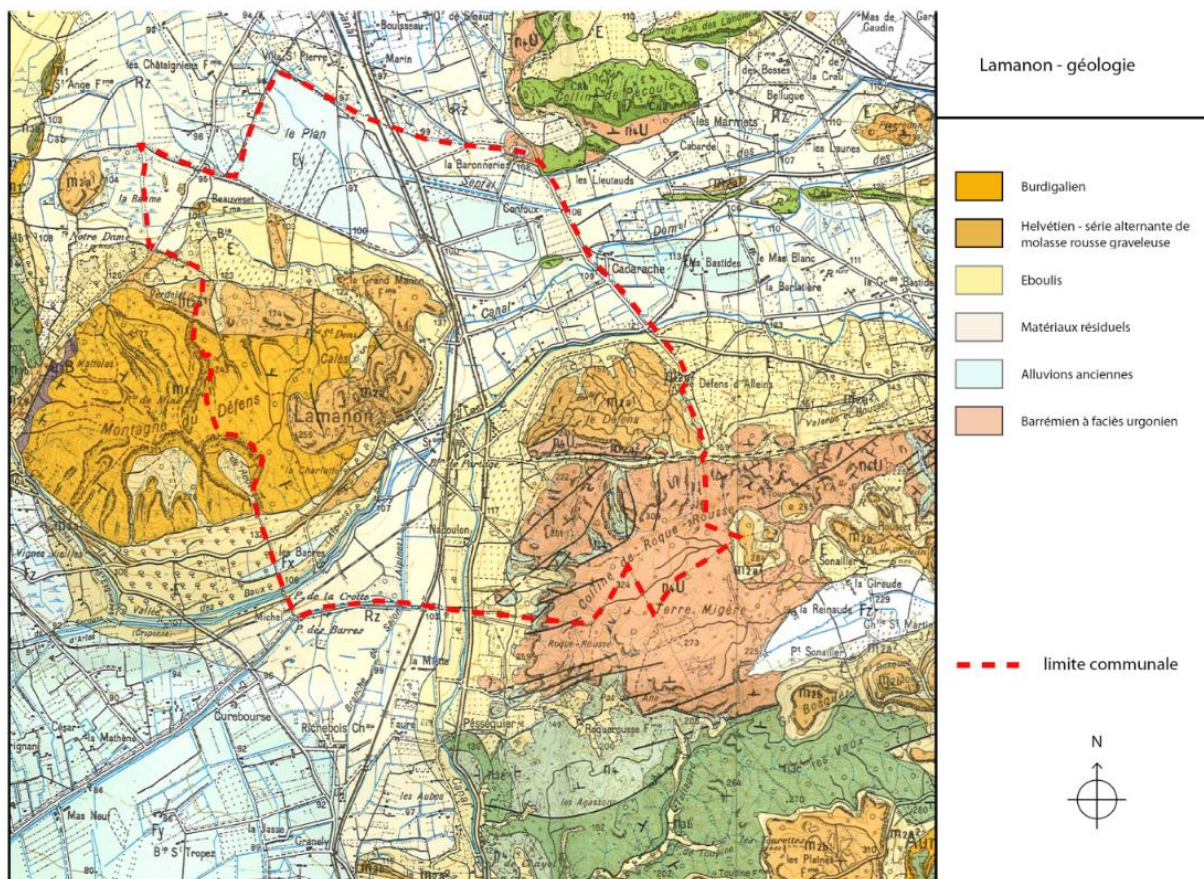


2. GEOLOGIE

Au cours de l'ère secondaire, la Provence est recouverte d'une mer au fond de laquelle se déposent des calcaires blancs ou gris (agglomérat de mollusques dont la carcasse s'est déposée au fond des eaux). Ce sont ces massifs qui après des plissements constitueront les reliefs de la région : Alpilles, Luberon, Sainte-Victoire, Nerthe.

Au niveau des massifs forestiers, le relief est modelé à partir de roches sédimentaires du secondaire allant des calcaires en plaquettes, aux argiles du crétacé inférieur en passant par les calcaires blancs et les calcaires dolomitiques. Suivant leur dureté, ces roches ont donné des massifs vallonnés et des replats d'une façon générale, quelques zones rocheuses et pentues dans les cas extrêmes.

La répartition des roches de duretés différentes, calcaires en plaquette, argiles, calcaires blancs et dolomitiques, est à l'origine d'une alternance intéressante des situations : paysages vallonnés, replats, paysages rocheux, fortes pentes.



3. L'EAU SUR LE TERRITOIRE

3.1. Hydrographie

Même si le territoire n'est pas traversé par un cours d'eau naturel, Lamanon bénéficie d'un réseau hydraulique important. En effet, l'hydrographie de la commune de Lamanon est essentiellement constituée par le canal E.D.F. longeant la RD538 et alimentant les centrales de Salon et Saint-Chamas, le canal de Boisgelin-Craponne et le canal septentrional des Alpines.

Lamanon abrite également l'équipement majeur de répartition des eaux d'irrigation de la Crau et d'une grande partie du Comtat et des piémonts des Alpilles. Ce partiteur alimente le canal septentrional des Alpines et les canaux de Crau via le canal qui délivre l'eau au partiteur des Grottes, à Eyguières, pour le canal du Congrès et les canaux d'Eyguières pour la branche d'Arles et Istres du canal de Craponne et le canal de la vallée des Baux.

Environ 92% de l'eau distribuée en eau d'alimentation et en eau d'arrosage provient de la Durance par le canal de Craponne dont la prise se trouve, sur le canal E.D.F à Lamanon. Les 16 canaux d'irrigation qui arrosent cette zone sont branchés directement sur ce canal au débit constant.

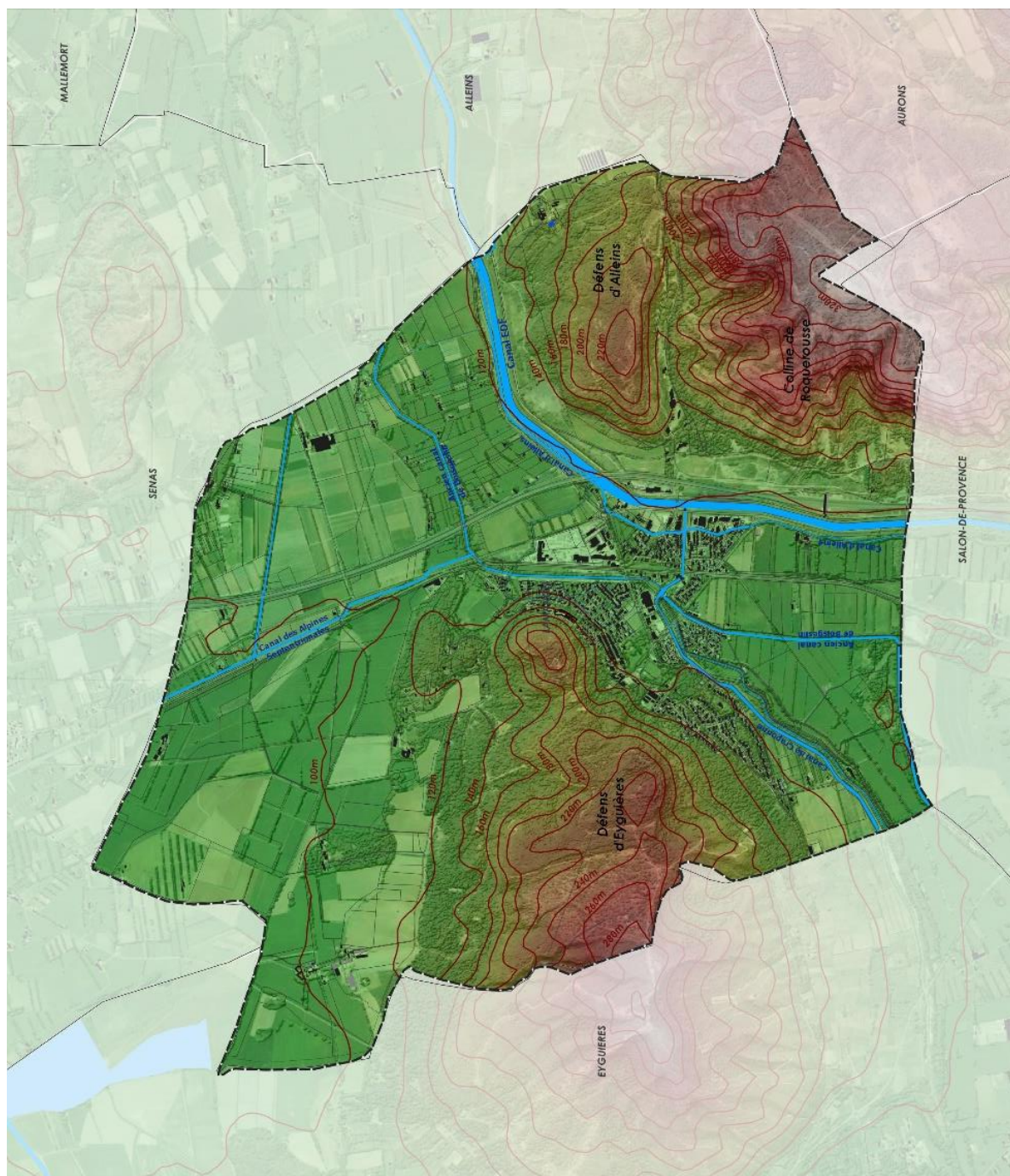
3.2. Masses d'eau souterraines

Lamanon est implantée à la jonction de trois aquifères :

- Au Sud, l'aquifère de La Crau (157) s'étend en milieu poreux formé par les cailloutis à matrice sableuse déposés dans la plaine. La porosité varie entre 5 et 15% pour une épaisseur mouillée de 0 à 30 m. L'eau est dure à faciès bicarbonaté calcique. Ce réservoir est fortement dépendant des irrigations.
- A l'Est, l'aquifère Provence Ouest - Chaîne des Cotes - Touloubre (553a) présente une structure complexe où alternent les milieux poreux, fissurés et karstiques. La porosité varie entre 0,1 et 1% pour une épaisseur mouillée de 50 à 100 m. L'eau est dure à faciès bicarbonaté calcique. Malgré des problèmes de surexploitation temporaire des captages en milieu karstiques, la nappe conserve un bilan apports/sorties excédentaire.
- Au Nord, l'aquifère Provence Ouest Alpilles (554a) s'étend en milieu poreux à fissuré formé par les calcaires, les sables et grès du Tertiaire et les alluvions limoneuses. La porosité varie entre 0,1 et 15% pour une épaisseur mouillée de 10 à 100 m. L'eau présente un faciès bicarbonaté calcique. Ce réservoir représente une ressource non négligeable mais son exploitation est difficile.

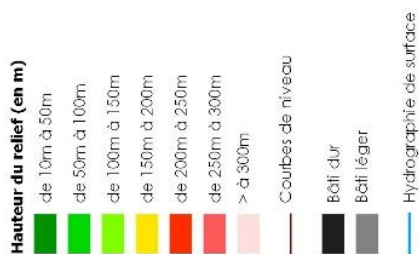
Implantée à la jonction de trois aquifères, la Basse Durance (au Nord), le Crau – Vigueirat (au Sud-Ouest) et la Touloubre (au Sud-Est), le territoire communal est concerné par trois masses d'eau souterraines affleurantes et d'une masse d'eau souterraine sous couverture :

- « Cailloutis de la Crau » (**FRDG104**) ;
- « Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans BV Basse Durance » (**FRDG213**) ;
- « Formations variées du bassin versant de la Touloubre et de l'Etang de Berre » (**FRDG513**) ;
- « Argiles bleues du Pliocène inférieur de la Vallée du Rhône » (**FRDG531**).



CARTE DU RELIEF ET L'HYDROGRAPHIE

LAMANON



0 250 500 m

Downloaded from <http://ajph.org/> by guest on June 11, 2015

4. LE CLIMAT

Les conditions climatiques locales sont celles du climat méditerranéen :

- Des étés chauds et secs et des hivers doux, avec un ensoleillement annuel remarquable et des températures moyennes agréables ;
- Des saisons intermédiaires pendant lesquelles les précipitations sont les plus fréquentes et parfois violentes ;
- La présence du mistral, vent d'Ouest et Nord-Ouest dominant, froid et sec participant au maintien d'un ciel clair et ensoleillé.

En 2020, la station la plus proche de la commune, à Salon-de-Provence, a enregistré des précipitations maximales sur le mois de septembre (116,5 mm), et les minimales en juillet et août (respectivement 0,2 mm et 3,8 mm). Les températures moyennes mensuelles sont comprises entre 24,8°C (juillet) et 7,3°C (décembre). Les mois juillet et août sont considérés comme étant des mois de sécheresse.

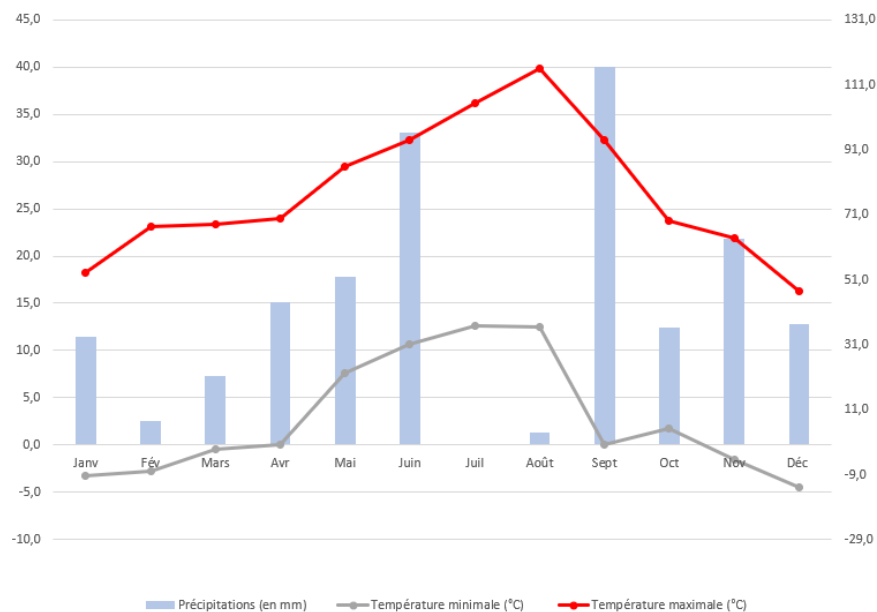


Diagramme ombrothermique (Source : prevision-meteo.ch)

4.1. Les vents

Plusieurs paramètres agissent sur le vent et sa vitesse, particulièrement la topographie locale, les volumes bâtis ou végétaux qui peuvent le freiner, le dévier ou créer des turbulences.

L'exposition aux vents est une base importante de la conception bioclimatique des constructions et des quartiers.

La conception bioclimatique permet d'optimiser la construction (implantation, orientation, agencement des pièces et des ouvertures, etc.) afin de mieux profiter des ressources naturelles (lumière, chaleur solaire, ...) et se protéger efficacement des agressions climatiques (vents, canicule estivale, ...).

Ainsi, la conception bioclimatique visera à une protection de la construction contre les vents forts, notamment en hiver ou au contraire cherchera à capter les souffles du vent, notamment en été, pour refroidir la construction.

Au-delà de leur prise en compte dans la conception bioclimatique, les vents sont surtout une source d'énergie renouvelable : l'énergie éolienne.

L'article 19 de la loi du 3 août 2009 impose que dans chaque région, un schéma régional des énergies renouvelables définisse, par zones géographiques, des objectifs qualitatifs et quantitatifs en matière de valorisation du potentiel énergétique renouvelable de son territoire.

Toutefois, en milieu urbain, il est possible de capter l'énergie éolienne, pour un usage domestique, au moyen d'éoliennes de puissance faible. La technicité de ces petites éoliennes évolue beaucoup : il se développe ainsi de plus en plus d'éoliennes silencieuses et s'intégrant très bien aux constructions.

Les tendances observées sur l'année laissent apparaître une nette dominance des vents en direction du Nord et Nord-Ouest. Les statistiques exposées ci-contre ont été générées à partir des observations de vent faites à la station météo la plus proche, localisée à l'aéroport de Salon-de-Provence, les données peuvent donc différer entre les deux territoires.



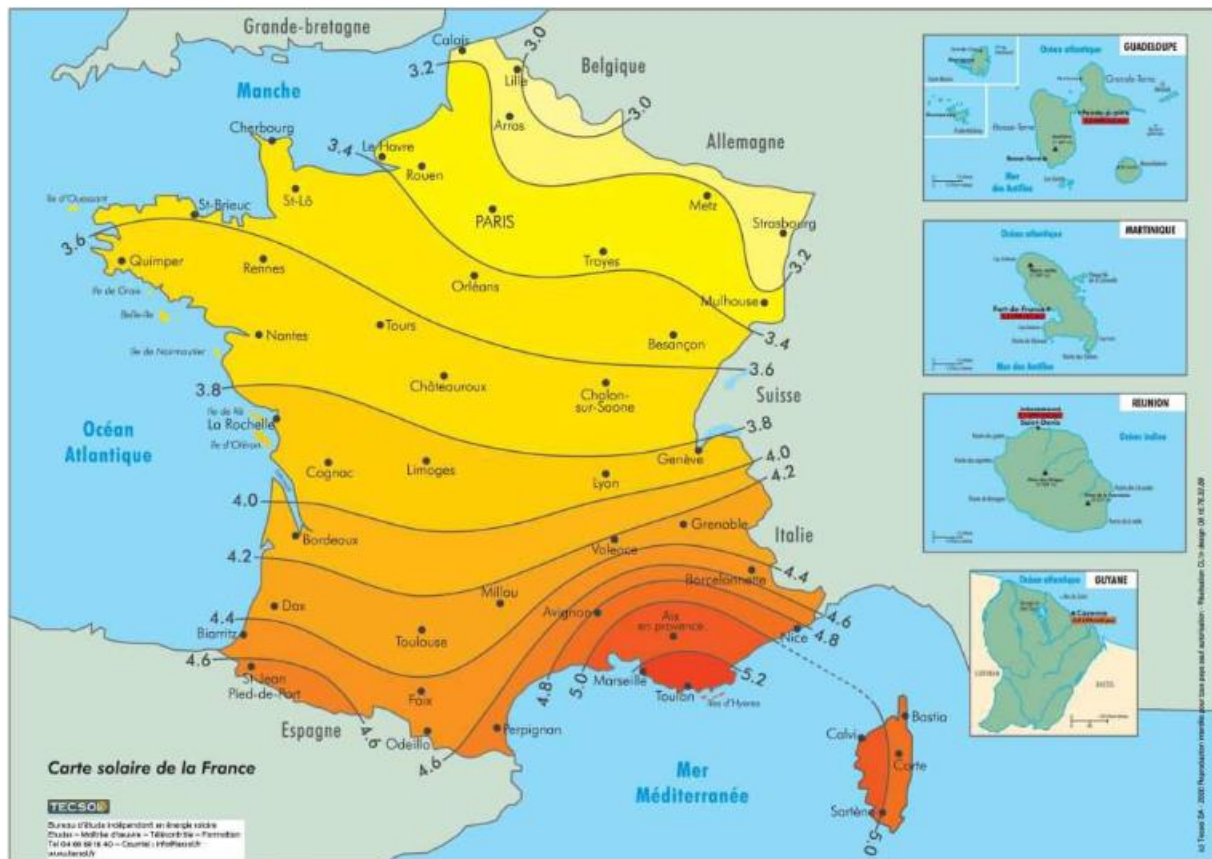
4.2. L'énergie solaire

La région PACA, avec sa position méditerranéenne, bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel compris entre 2 590 et 2 990 H/an.

L'ensoleillement annuel moyen, sur une surface orientée au Sud est compris entre 5 et 5,2 KWh/m²/jour. Cette puissance énergétique permet l'exploitation des dispositifs solaires thermiques et solaires photovoltaïques.

L'énergie solaire peut être captée pour un usage industriel, afin de produire de l'électricité en grande quantité (centrales solaires photovoltaïques) ou pour un usage domestique, afin de chauffer une construction, de chauffer l'eau ou de produire de l'électricité. Des panneaux solaires thermiques (production de chaleur) ou photovoltaïques (production d'électricité) intégrés à la toiture permettent ainsi de répondre à une partie des besoins d'une habitation.

A ce sujet, le ministère de l'Écologie vient de mettre à jour les tarifs d'achat de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables. Les tarifs sont notamment très avantageux pour les particuliers et surtout pour les installations intégrées au bâti (qualité architecturale et esthétique).



4.3. L'énergie éolienne

Les objectifs nationaux tels qu'exprimés par le Grenelle de l'environnement, envisagent de faire progresser la puissance installée éolienne de 4 000 MW à l'heure actuelle, à 25 000 MW en 2020.

La production d'électricité par des installations éoliennes n'existant pas à l'heure actuelle sur le territoire de Lamanon.

Cette production, qui correspond à l'horizon 2020 à un peu moins de 1% du gisement potentiel de production primaire, n'apparaît donc pas comme un enjeu important de développement de la production primaire en Pays Salonais.

5. QUALITE DE L'AIR

L'air est un mélange gazeux composé de 78% de diazote, de 21% de dioxygène et de 1% de gaz rares (argon, néon, hélium, ...).

Sa qualité peut parfois être altérée par les substances émises, lors de certaines activités humaines (transports, installations industrielles, chauffage, pratiques agricoles, etc.) ou encore par des phénomènes naturels (volcans, pollens, etc.). Les effets de la pollution atmosphérique se manifestent sur la santé, sur l'environnement, sur le patrimoine bâti mais également sur l'équilibre planétaire. La surveillance des polluants se réfère donc aux valeurs limites, aux objectifs de qualité et à leurs modalités d'application, définis par la réglementation.

5.1. Le cycle de l'air

L'atmosphère ayant une épaisseur de 500 kilomètres, la plupart des phénomènes météorologiques (vent, nuages) se produisent dans la troposphère, une couche d'une épaisseur moyenne d'environ 15 kilomètres. À l'exception des gaz d'échappement des avions de ligne, tous les rejets de polluants dans l'atmosphère se produisent au niveau de la surface terrestre. Ainsi, la majorité des phénomènes météorologiques ayant une influence sur la pollution sont ceux se produisant dans les tous premiers kilomètres de l'atmosphère (couche limite). La qualité de l'air peut ainsi varier considérablement d'une journée à l'autre et même en l'espace d'une heure, sous les seuls effets des paramètres météorologiques. Par exemple, la pollution tend à se déplacer en suivant les masses d'air. Au cours de ce transport qui peut aller de plusieurs centaines de mètres à plusieurs milliers de kilomètres, la pollution se disperse dans l'air par mélange et par diffusion et donc diminue en concentration.

La température de l'air joue un rôle dans la dispersion verticale des polluants atmosphériques. En situation normale, plus l'altitude est élevée, plus la température diminue. L'air chaud qui contient les polluants s'élève naturellement (principe de la montgolfière). La dispersion des polluants s'effectue alors verticalement.

Le vent joue un rôle en matière de dispersion horizontale de la pollution, par l'intermédiaire de sa direction et de sa vitesse. Par ailleurs, plus le vent est fort, plus la dispersion des polluants est bonne.

5.2. Les polluants

Afin d'évaluer la qualité de l'air, plusieurs polluants sont mesurés :

- Le monoxyde de carbone (CO) ;
- Le dioxyde de soufre (SO₂) ;
- Les oxydes d'azote (monoxyde d'azote : NO et dioxyde d'azote : NO₂) ;
- Les composés organiques volatils (C.O.V) ;
- Les métaux toxiques ;
- L'ozone (O₃) ;
- Les autres polluants (ammoniac, pollen, sulfure d'hydrogène, radioactivité, acide chlorhydrique, produits phytosanitaires).

5.3. Sources d'émission

Les origines des polluants peuvent être naturelles (éruptions volcaniques, incendies de forêts) ou anthropiques (liées aux activités humaines) :

- Les transports par les particules présentes dans les gaz d'échappement des véhicules ;
- Les dispositifs de chauffage individuels et collectifs émettant du dioxyde de soufre ou du monoxyde de carbone ;
- Les industries rejetant des métaux, des composés organiques volatils, etc ;

- L'agriculture émettant des polluants tels que les produits phytosanitaires, l'ammoniac issu de l'épandage des lisiers ; l'incinération des ordures ménagères.

5.4. La pollution de l'air a de multiples effets

- Sur la santé : sensibilité et vulnérabilité aux affections de l'appareil respiratoire, en particulier des personnes sensibles (enfants, personnes âgées, personnes déficientes respiratoires), effets sur l'organisme (genèse des cancers, maladies cardiovasculaires, asthme...) ;
- Sur les écosystèmes et la biodiversité : réduction de la croissance des végétaux, dommages sur de nombreux écosystèmes à cause de retombées acides (acidification de nombreux lacs, dépeuplement de nombreuses espèces, notamment de poissons, dépérissement des forêts d'Europe) ;
- Sur la planète : amincissement de la couche d'ozone, réchauffement général du climat et à plus long terme, bouleversements climatiques.

Le bureau européen de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a élaboré, avec l'aide de spécialistes, des recommandations sur la qualité de l'air. Le tableau suivant regroupe les différents seuils recommandés pour divers polluants.

(Données 1999 – Source : *Guidelines for Air Quality*, WHO, Geneva 2000). Données mises à jour en 2005 pour les polluants poussières, ozone, dioxyde d'azote et dioxyde de soufre.)

Seuils	Sur 1h	Sur 8h	Sur 24h	Sur l'année
Poussières ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	-	-	125	50
Dioxyde de soufre SO_2 ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	350	-	125	50
Dioxyde d'azote NO_2 ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	200	-	150	40
Ozone O_3 ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	150 à 200	100 à 120	-	-
Monoxyde de carbone CO (mg/m^3)	30	10	-	-
Plomb Pb ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	-	-	-	0.5 à 1
Toluène ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	-	-	1000	-

5.5. Planification

La Loi du 30 Décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie, intégrée par la suite dans le Code de l'Environnement, est venue répondre à la nécessité de mettre en place des outils de prévention des pollutions atmosphériques. De nouveaux outils de planification voient le jour avec la Loi sur l'Air.

5.6. Plan Régional de la Qualité de l'Air (P.R.Q.A)

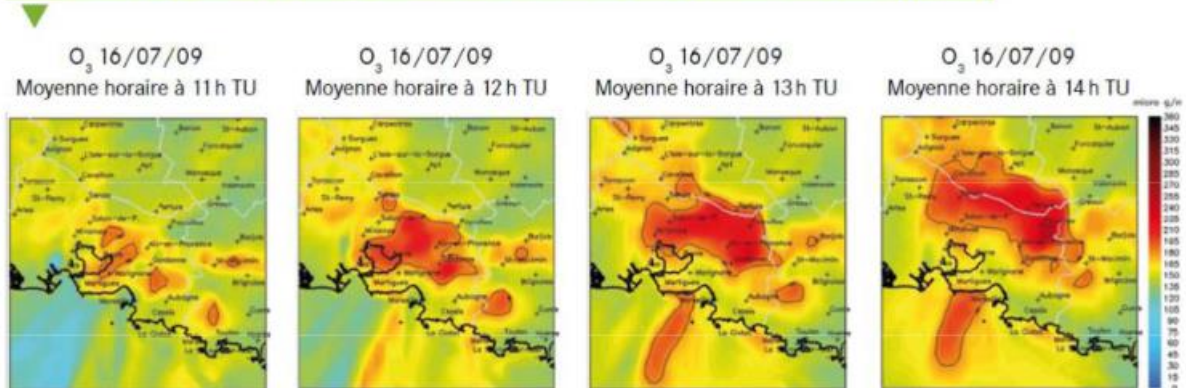
Élaboré par le Préfet de Région, le P.R.Q.A est un outil d'information, de concertation et d'orientation pour atteindre les objectifs de qualité de l'air. Il dresse un état des lieux.

5.7. Plans de Protection de l'Atmosphère (P.P.A)

Un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) est en cours d'élaboration dans les Bouches du Rhône. Ce PPA a pour objectif d'imposer des mesures concrètes, mesurables et contrôlables pour réduire significativement les émissions polluantes des sources fixes (industrielles et urbaines) et des sources

mobiles (transports). D'une façon générale, la qualité de l'air sur la commune de Lamanon est d'un bon niveau. Elle bénéficie du Mistral venant du Nord et des espaces naturels environnants.

Déplacement de la masse d'air pollué en ozone dans les Bouches-du-Rhône le 16 juillet 2009 entre 11 h et 14 h



(Source : Adret et Territoires)

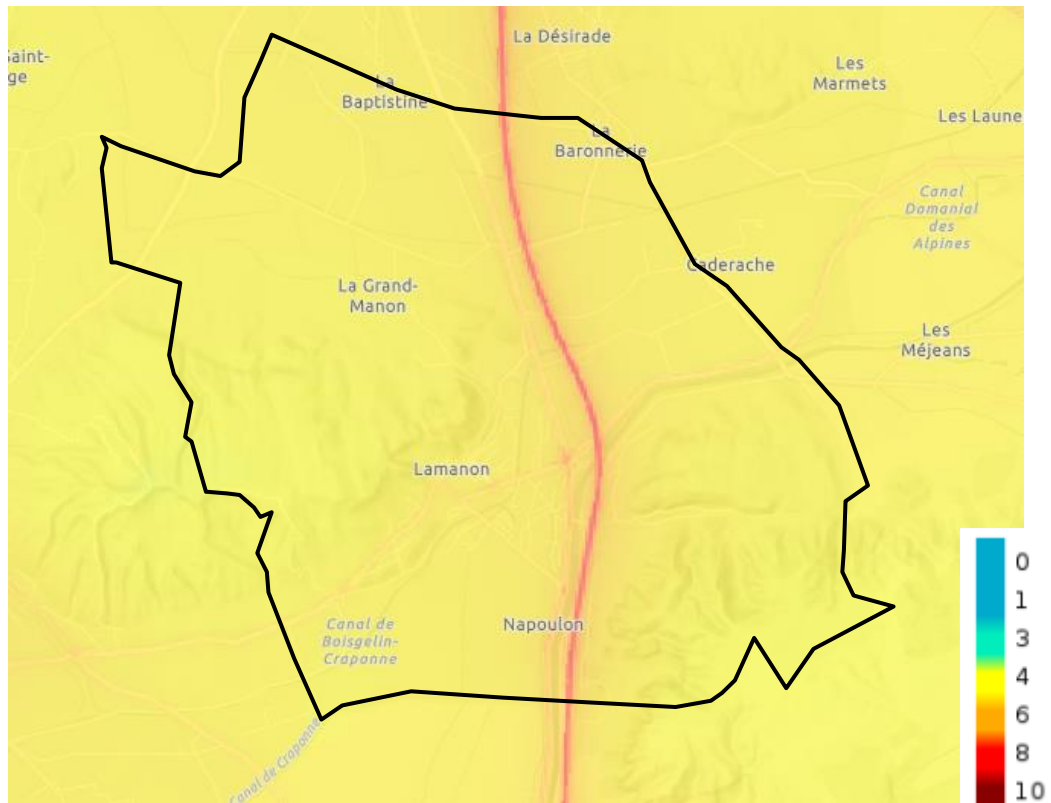
5.8. Etat de la qualité de l'air sur le territoire

En l'absence d'une campagne de mesures de la qualité de l'air spécifique à la commune, une analyse a été réalisée à partir des éléments mis à disposition par AtmoSud. La qualité de l'air au Nord de Salon-de-Provence est variable selon le polluant analysé. Ainsi, pour le dioxyde d'azote ou les particules PM10, la qualité de l'air est globalement bonne, à l'exception des abords immédiats des infrastructures comme l'autoroute A7. Vis-à-vis des PM2,5 et de l'ozone, la qualité de l'air est moyenne.

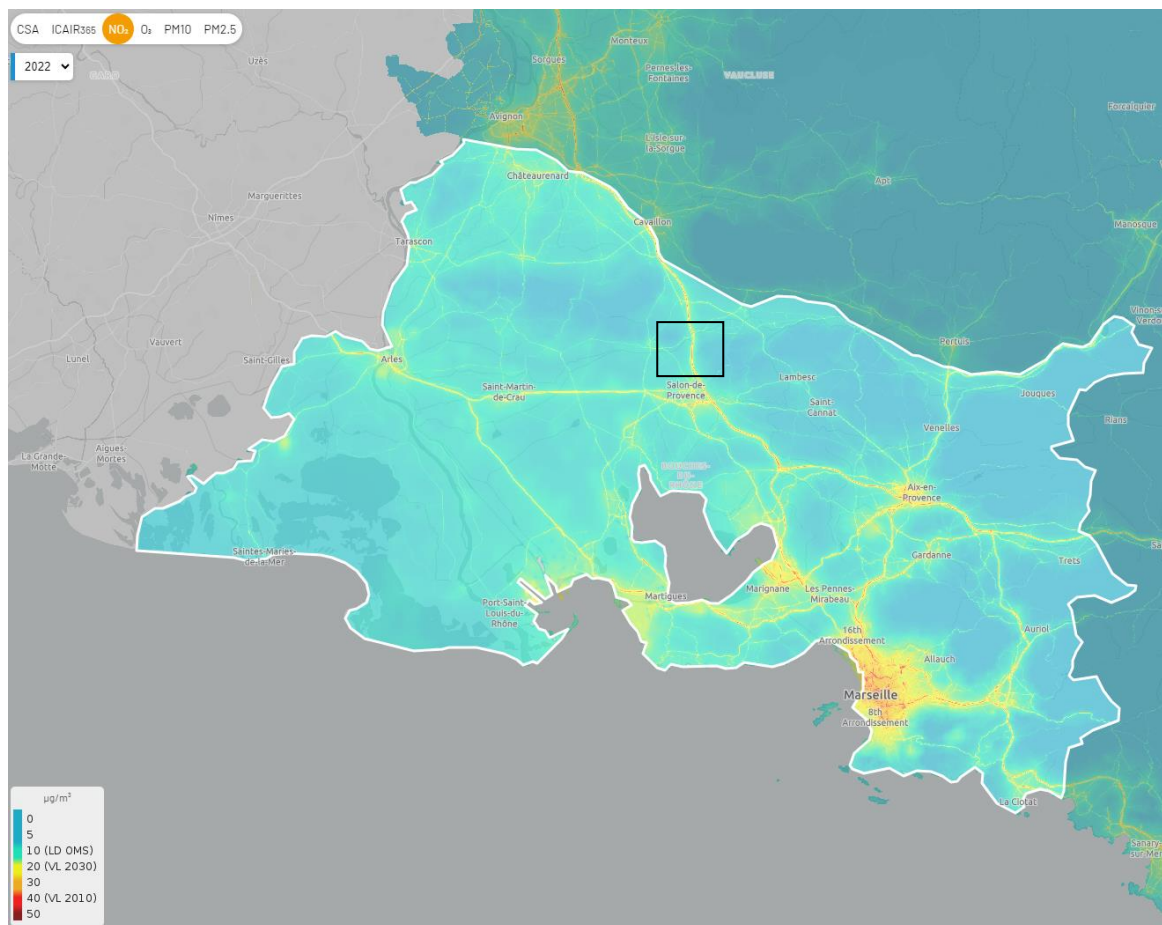
Au droit de la station des mesures de Salon-de-Provence, la plus proche et représentative de la commune, aucune mesure au-dessus des valeurs limites, valeurs cibles et/ou objectif de qualité n'est identifiée.

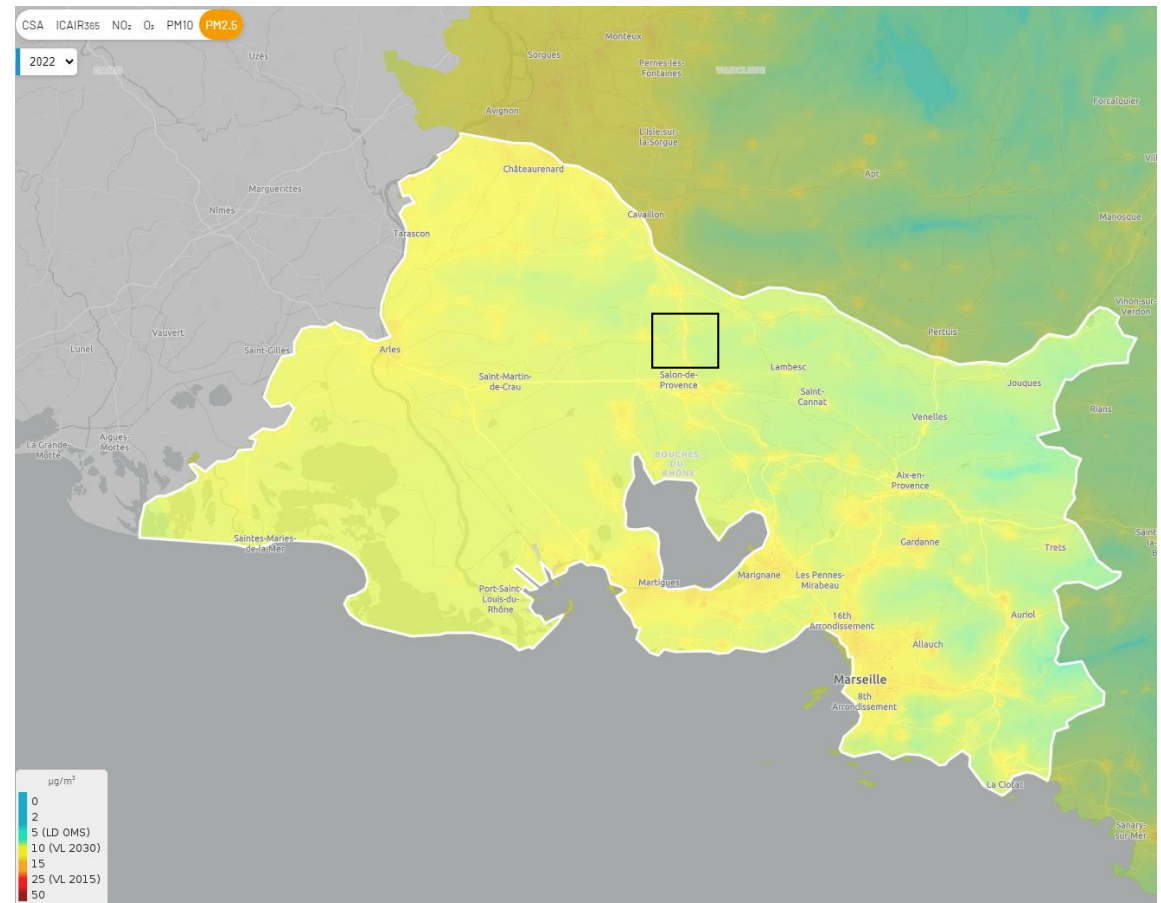
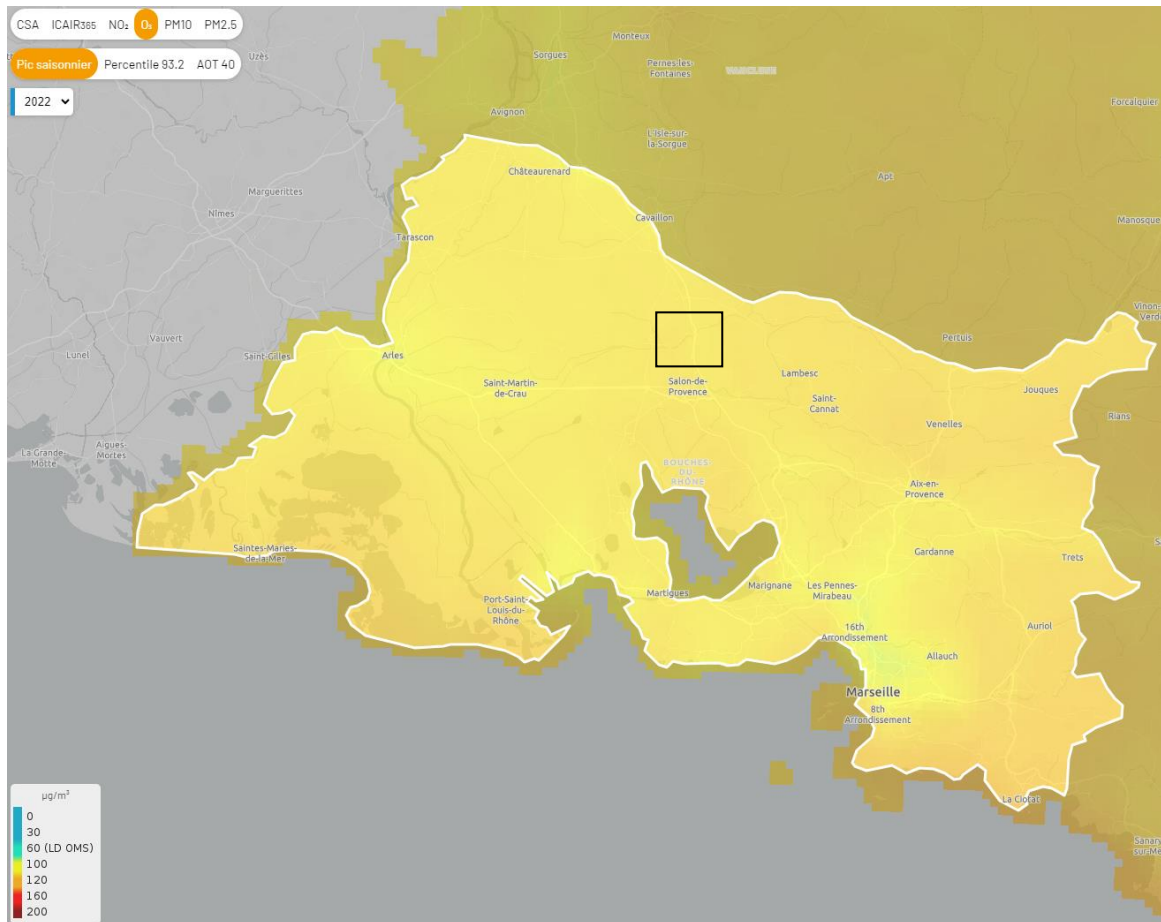
La qualité de l'air apparait essentiellement altérée aux abords des infrastructures, en lien avec le trafic routier supporté par l'autoroute A7 d'une part ainsi que par la RD538 d'autre part.

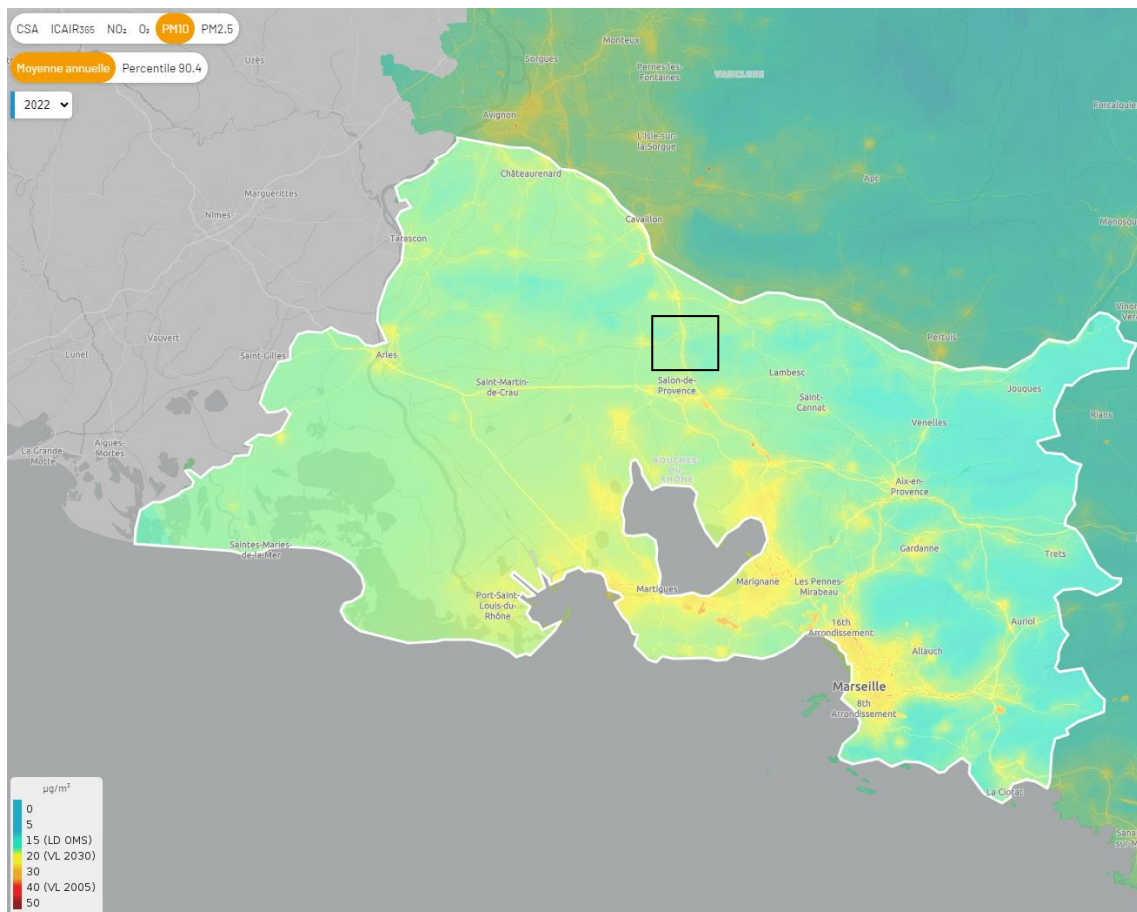
L'indicateur AtmoSud définit la qualité de l'air comme moyen à mauvais au niveau des routes (et notamment l'A7).



Indicateur Cumulé de l'AIR annuel (Source : AtmoSud)





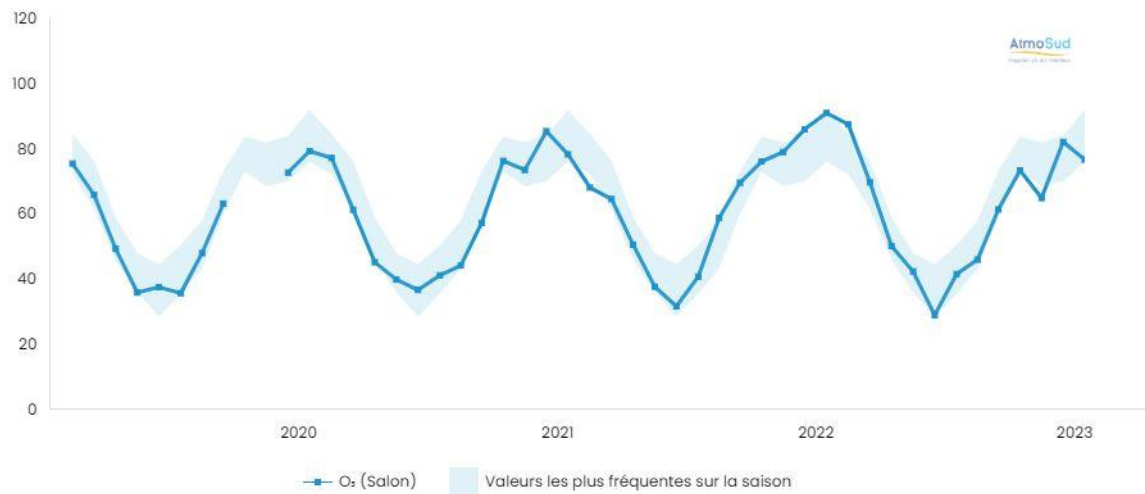


Extraits de la cartographie d'AtmoSud en fonction des polluants (Source : AtmoSud)

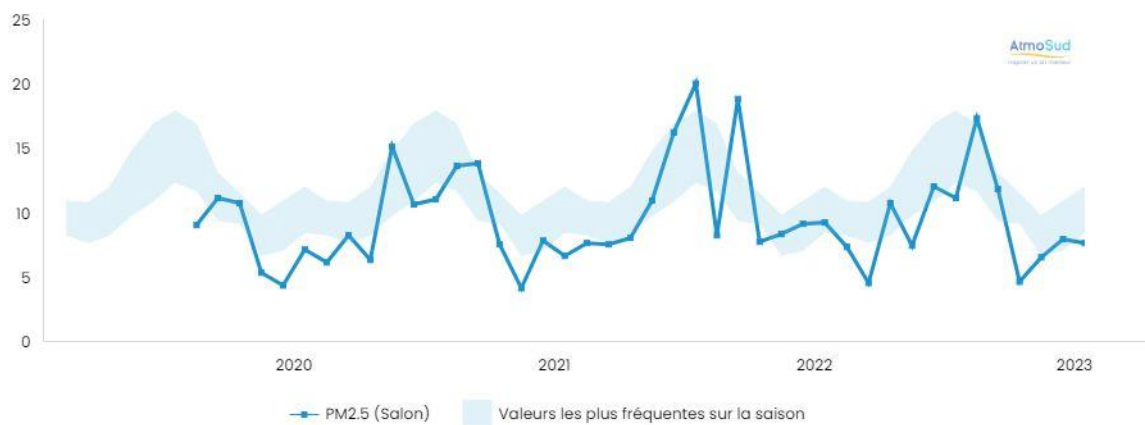
Dioxyde d'azote (gaz) (NO_2) – Moyenne mensuelle



Ozone (gaz) (O₃) – Moyenne mensuelle



Particules en suspension <2.5 µm (masses) (PM2.5) (PM2.5) – Moyenne mensuelle



Particules en suspension $<10\ \mu\text{m}$ (masses) (PM10) - Moyenne mensuelle



Extraits des résultats de mesures de la qualité de l'air au droit de la station de Salon-de-Provence en fonction des polluants (Source : AtmoSud)

Chapitre 2 : STRUCTURE GEOMORPHOLOGIQUE

Plaine alluvionnaire étroite enserrée entre deux massifs calcaires, le site de Lamanon est un pertuis (ancien lit) de la Durance, dont la plaine de la Crau constitue le delta. Sa position au sein de l'entité « Val de Durance Alpilles » lui fait jouer le rôle de transition entre massif des Alpilles, chaîne des Côtes, plaines duranciennes et la Crau de Salon.

1. LE MILIEU NATUREL

La forêt occupe une place importante tant sur le plan écologique que le plan paysager. Ils constituent des zones de refuge et de réservoir de nourriture. Par ailleurs, ce sont également des lieux de loisirs où les habitants de la commune peuvent venir se promener, faire du vélo...

Plus de 321 hectares de terrains sont soumis au régime forestier.

Le village de Lamanon est encadré par deux massifs boisés : le Défens d'Alleins, prolongé par les collines de Roquerousse, sur l'Est et le Défens d'Eyguières, sur lequel le village s'appuie, à l'Ouest.

- Le **massif du Défens d'Alleins** est composé de propriétés privées vouées à la chasse et d'un dépôt de munitions de l'armée. La présence voisine de l'autoroute fait de ce massif un lieu sensible au risque incendie.
- Le **Défens d'Eyguières**, à l'Ouest, est en majorité propriété communale soumise au régime forestier. Il comporte de nombreux aménagements de DFCL (pistes, points d'eau).

C'est aux abords immédiats du village et du château que les boisements sont les plus importants, conférant au lieu une ambiance de fraîcheur et d'intimité. Ainsi, les alignements d'arbres sont présents sur de nombreux axes de la commune avec en tête l'alignement monumental de l'allée des platanes menant au château. L'orientation 1 de la DPA nous conseille de maintenir des alignements d'arbres.

En zone de campagne, les canaux, ruisseaux et roubines sont bordés par des ripisylves et haies de bonne qualité. Hormis leurs qualités visuelles, elles jouent un rôle important dans la gestion des eaux pluviales et, à ce titre, méritent d'être conservées.

Le Défens d'Alleins et les collines de Roquerousse sont occupés par une grande chasse privée. Sur l'ensemble du domaine forestier le gibier sédentaire est représenté par le sanglier, le lapin, le lièvre, la perdrix et le faisan.

Après avoir traversé le village implanté à l'ombre de ses grands arbres et au pied d'une colline boisée, il devient possible de découvrir ce qui fait la richesse culturelle et touristique de Lamanon : Le site de Calès.

Ce site, très connu dans la Région, fait l'objet d'une fréquentation soutenue liée à son passé. Site archéologique et touristique de grande qualité, il présente sur l'ensemble du parcours des grottes qui sont de deux types : habitations et carrières. Baptisé comme un lieu "Mémoire de l'homme", le site a été en effet occupé depuis des millénaires comme le prouvent les céramiques ou les objets trouvés à divers endroits. Les traces les plus remarquables datent du moyen âge et constituent l'essentiel de la visite. Ce site est aussi le point de départ d'un chemin de randonnée. Ce site est classé depuis le 26 février 1918.

Le cirque de Calès est un cirque naturel, situé entre deux fronts rocheux (à l'Ouest avec le promontoire du château et le plateau Saint-Jean à l'Est) et fermé au Sud et au Nord par des murs de courtines, offrant de magnifiques paysages. On y trouve 58 grottes plus justement appelées, habitations troglodytiques, qui constituent le village de Calès.

Au pied de ces parois de roche tendre, appelée safre, il était facile de creuser délibérément et d'en retirer des matériaux, pierres taillées pour la construction du château fort surplombant le cirque ou des enceintes. Ces cavités réalisées, furent alors aménagées en unités d'habitation toutes plus ou moins complétées en nappentis de bois. Toutes ces constructions annexes ont disparu avec le temps mais il reste encore sur ces falaises des traces d'escalier, d'alvéoles destinées à recevoir poutres et potences de soutien de toit et de gouttières pour recueillir les eaux de pluie. On retrouve ce même type de grotte, une cinquantaine environ, à l'extérieur du cirque.

Ce bourg fortifié fut occupé jusqu'au XIV^{ème} siècle 150 à 120 habitants ont pu y résider. D'autres vestiges curieux font partir de ce cirque :

- **La redoute** : Au centre un bloc rocheux cassé en deux, sur lequel est resté un muret de Défense, support d'un toit de niveau, cette construction protégée devait servir de réserve de nourriture ou de dépôt d'objets de valeur.
- **L'îlot central** : Une salle à ciel ouvert sur un ensemble rocheux creusé à la base de cavités troglodytiques. Aménagée à l'étage supérieur pour être recouvert (traces d'encastrement d'anciens piliers et support de voûtes) cette salle avait dû servir de temple, soit de manoir, ou mieux de local de réunion pour la communauté existante, voire de tribunal. A proximité un bloc de caves communicantes par deux qui auraient pu être utilisées comme fouloir pour peaux de mouton ou de pressoir à raisin.
- **La Calade** qui signifie rue pavée est le seul chemin d'accès au Site. Tracé et creusé dans la roche, à l'époque Gallo-romaine, il fut empierré et aménagé au début du 12^{ème} siècle. Cette calade fait le tour du château féodal, traverse le cirque, et se dirige au Nord vers la chapelle Saint Denis. La conception de ces voies est assez remarquable par la manière dont ses pierres taillées grossièrement ont été disposées pour permettre l'écoulement des eaux, en direction des canaux de drainage observés plus bas.

La calade débouche sur le cirque encaissé entre deux falaises sur la porte d'enceinte Sud.

2. LE MILIEU AGRICOLE

S'étalant sur 851 ha, les espaces agricoles représentent 44% du territoire lamanonais.

Les zones agricoles de la commune se situent essentiellement au Sud et au Nord de la commune, là où les espaces ne sont pas empreints par la topographie des massifs ou par l'urbanisation.

Au Sud, la zone agricole se retrouve en voisinage direct avec le village, la frontière entre monde agricole et monde urbain se stigmatisant par la RD72f. Elle s'étale d'Ouest en Est le long de la plaine lamanonaise, entre la RD538 et les habitats s'étalant sur les contreforts du Défens d'Eyguières. Selon le Registre Parcellaire Graphique de 2019, la plaine agricole Sud est dominée par les prairies permanente (68 ha en tout) et les vignes (10,6 ha toutes concernées par l'AOC Côteaux d'Aix-en-Provence) mais comprend également des parcelles d'Orge et de Triticale d'hiver. Quelques parcelles ont été laissées en friche, protégées par les haies « brise-vent » qui caractérise le territoire communal.



Au Nord, la zone agricole s'étend sur tout le territoire lamanonais et ne trouve ses limites que sur les abords de la RD17d, du Défens d'Eyguières et des secteurs d'activités du petit et du grand Mas d'Audier. A l'Ouest, elle se compose essentiellement de parcelles viticoles dont certaines sont concernées par l'AOC Côteaux d'Aix-en-Provence.

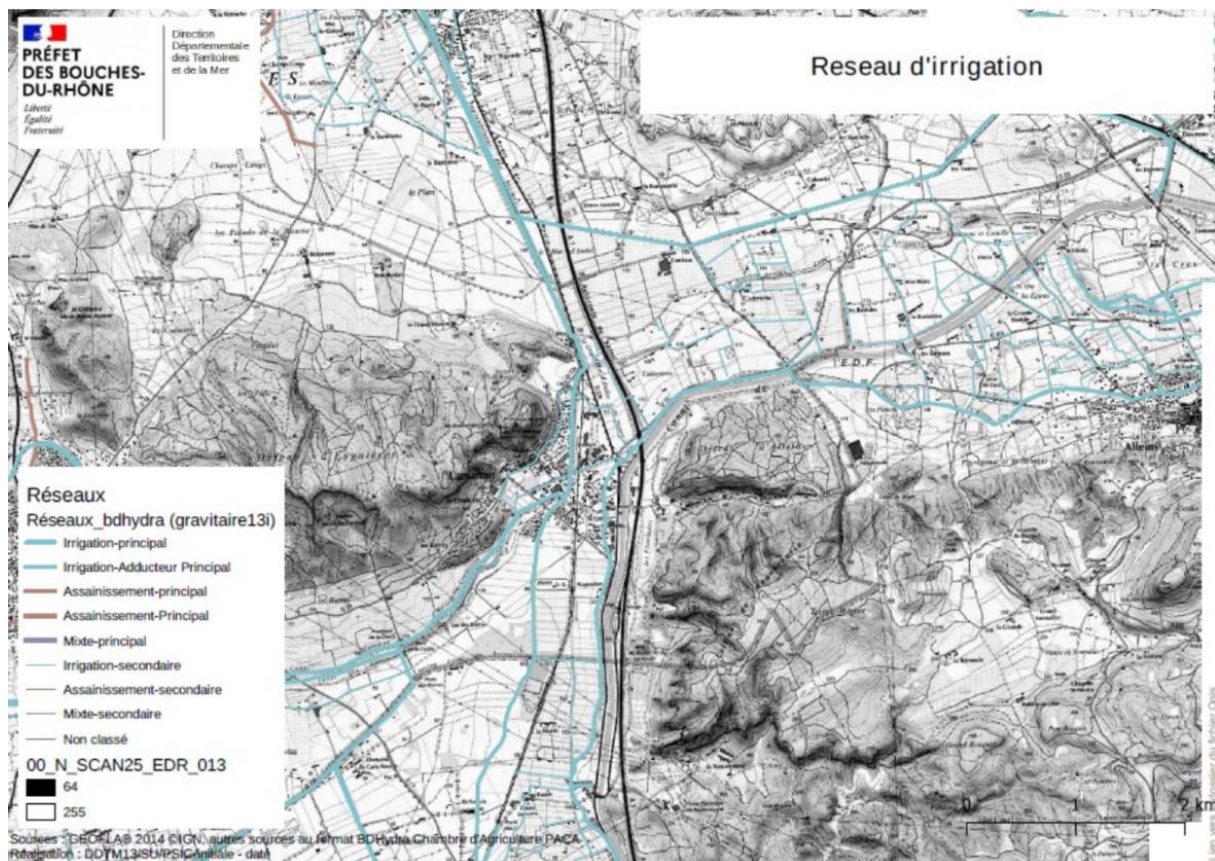


Entourées par des prairies permanentes, les vignes rivalisent avec les vergers situés de l'autre côté de l'autoroute A7 dont la surface cultivée représente environ 83 ha. Ces parcelles sont pour la plupart cultivées par le domaine de Confoux dont la station de conditionnement se trouve sur la commune.

Tout commença lorsque la Durance abandonna son estuaire initial pour laisser place à une plaine caillouteuse et aride avec une couche dure empêchant ainsi les racines de s'enfoncer. La steppe naquît pour le plus grand plaisir des moutons friands de ces pâturages. Ce n'est qu'avec la volonté d'un homme, Adam de Craonne au XVI^{ème} siècle que l'eau de la Durance et de ses alluvions est ramenée à l'aide de canaux et irrigue ce qui est aujourd'hui la prairie de la Crau. Les hommes s'emparent alors de cette prairie et conjuguent élevage et production de foin. Un équilibre se crée, avec une irrigation spécifique, entre la complémentarité de trois espaces : la prairie, les coussouls, les alpages.

Le territoire agricole communal se compose essentiellement de terres fourragères irrigables et irriguées en herbe qui confèrent à Lamanon de grands espaces de verdure aérés et permettent l'accueil de cultures nombreuses et variées. La commune est d'ailleurs concernée par l'AOC Foin de Crau.

L'irrigation des terres agricoles est gérée par l'ASA des arrosants de Craonne à Lamanon. Le réseau englobe une grande partie du territoire favorisant l'accès à tous les exploitants et toutes les cultures.



Quelques hectares de terres sont délaissés sur le territoire communal notamment au Sud de la commune. Un changement de destination ou une revalorisation semble adéquat pour les redynamiser.

3. LE TISSU URBAIN

Le village est implanté au croisement de plusieurs entités géographiques : la vaste plaine de la Crau au Nord, les massifs calcaires du Défens d'Eyguières et d'Alleins à l'Est et à l'Ouest et le plateau calcaire à l'Ouest.

Principal passage à travers la chaîne des Alpilles et du Défens d'Alleins, le seuil de Lamanon a vu se réaliser les différentes infrastructures de communication Nord-Sud. La route RD538N, le chemin de fer, les canaux et l'autoroute A7 ont contribué à façonner le paysage et à le structurer.

En raison du compartimentage du territoire, l'urbanisation de Lamanon s'est effectuée autour du centre ancien, au tissu dense et linéaire, par deux ceintures successives : une ceinture pavillonnaire plus aérée composée des extensions urbaines récentes ; et une ceinture économique s'appuyant sur la RD538 et composée des différentes zones d'activités.

3.1. Le centre ancien

C'est en 1745 que le marquis Mark-Tripoli de Panisse obtient du roi Louis XV l'autorisation de fonder le village de Lamanon. Le centre du village, adossé au piémont collinaire du Défens d'Eyguières se compose d'un noyau ancien dense et linéaire de type village rue.

Le village se caractérise par une structure linéaire de trois rues parallèles étagées, reliées entre elles par des traverses à leurs extrémités. La rue médiane constitue l'artère principale et regroupe commerces et services. Il s'agit donc d'un tissu urbain de type central.

Les axes principaux (grand rue – allée du château – route de Provence) ainsi que la place de l'église et la Place du cabaret sont donc des espaces urbains majeurs tant dans la vie des lamanonais que d'un point de vue de la qualité des espaces avec de remarquables alignements d'arbres (de platanes ou de marronniers).

Ainsi, la rue principale (grand rue) se profile dans la continuité du château et de l'allée de platanes mettant en perspective ce dernier de manière plus que remarquable. Cette allée constitue ainsi une entrée monumentale de la commune.

La typologie de l'habitat issu d'un découpage parcellaire régulier est composée d'un bâti de volume continu en alignement de la rue supérieure au Nord et en retrait de la rue inférieure créant ainsi au Sud une bande constante de jardins privatifs clos.

Ce caractère original et cohérent relativement peu dégradé mérite d'être préservé.

3.2. La ceinture résidentielle

Il y a encore une trentaine d'année, Lamanon était un village resserré autour de son centre ancien avec pour seules extensions les lotissements des Barres et de la Charlotte. Par la suite, l'extension urbaine s'est faite au Sud de la RD 72 et en arrière-plan du centre village avec comme illustration les quartiers de la Tour, la Guérite, les Cyprès et des Jardins.

Cette extension, qui répondait au besoin de l'industrialisation du golfe de Fos, s'étend sur environ 15 hectares, soit trois fois la superficie du centre. Elle a engendré une rupture dans les formes urbaines : les voies créées sont en majorité en cul de sac, ne permettant pas une hiérarchie dans les voies de circulation, et la densité retenue très faible (10 logements à l'hectare).

Par la suite, à l'Est du village, plusieurs lotissements de densité moyenne ont occupé l'espace restant libre entre le centre et le canal voisin, voir même au-delà, le long de la RD72f. Ainsi, le triangle constitué par le village, le canal et la principale desserte est en voie d'urbanisation définitive.

3.3. Les espaces d'activités

Située entre la voie ferrée et la RD 538n, la ceinture économique se compose actuellement de deux zones contiguës organisées de manière assez linéaire le long de la RD538 :

- La zone d'activités des Plantades qui accueille diverses activités ;
- Le secteur du petit mas d'Audier qui accueille l'entreprise BonnaSabra.

Cette ceinture se présente aujourd'hui comme un ensemble foncier cohérent n'offrant quasiment plus de possibilité d'implantation.

Hors de cette ceinture, la commune accueille également, sur deux sites situés à proximité du cœur de village, deux bases de vies occupées par la société Mirion Technologies rompant totalement avec le bâti environnant.

3.4. La zone militaire

La commune de Lamanon abrite, depuis 1938, une zone d'activités liées à la Défense Nationale.

Située entre la colline de Roquerousse et le Défens d'Alleins et s'étalant sur 32,5 hectares, cette zone se constitue de logements et d'un dépôt de munitions accompagné de sa station de pompage.

Inscrite dans un polygone d'isolement, cette zone fait l'objet de nombreuses restrictions (zone non aedificandi, limites séparatives, ...).

Visuellement, cette zone échappe aux regards de tous de par sa position. Avec la fermeture du site en mai 2008, la question de son devenir se pose à la commune de Lamanon qui souhaiterait récupérer ces terrains. La zone sera à l'avenir reprise par la sécurité civile afin d'en faire une école d'entraînement et de déminage.

3.5. Les infrastructures

La voie ferrée Avignon-Cavaillon-Salon traverse de manière linéaire la commune de Lamanon du Nord au Sud. Tout comme le tracé de l'autoroute, cet axe constitue une véritable coupure physique.

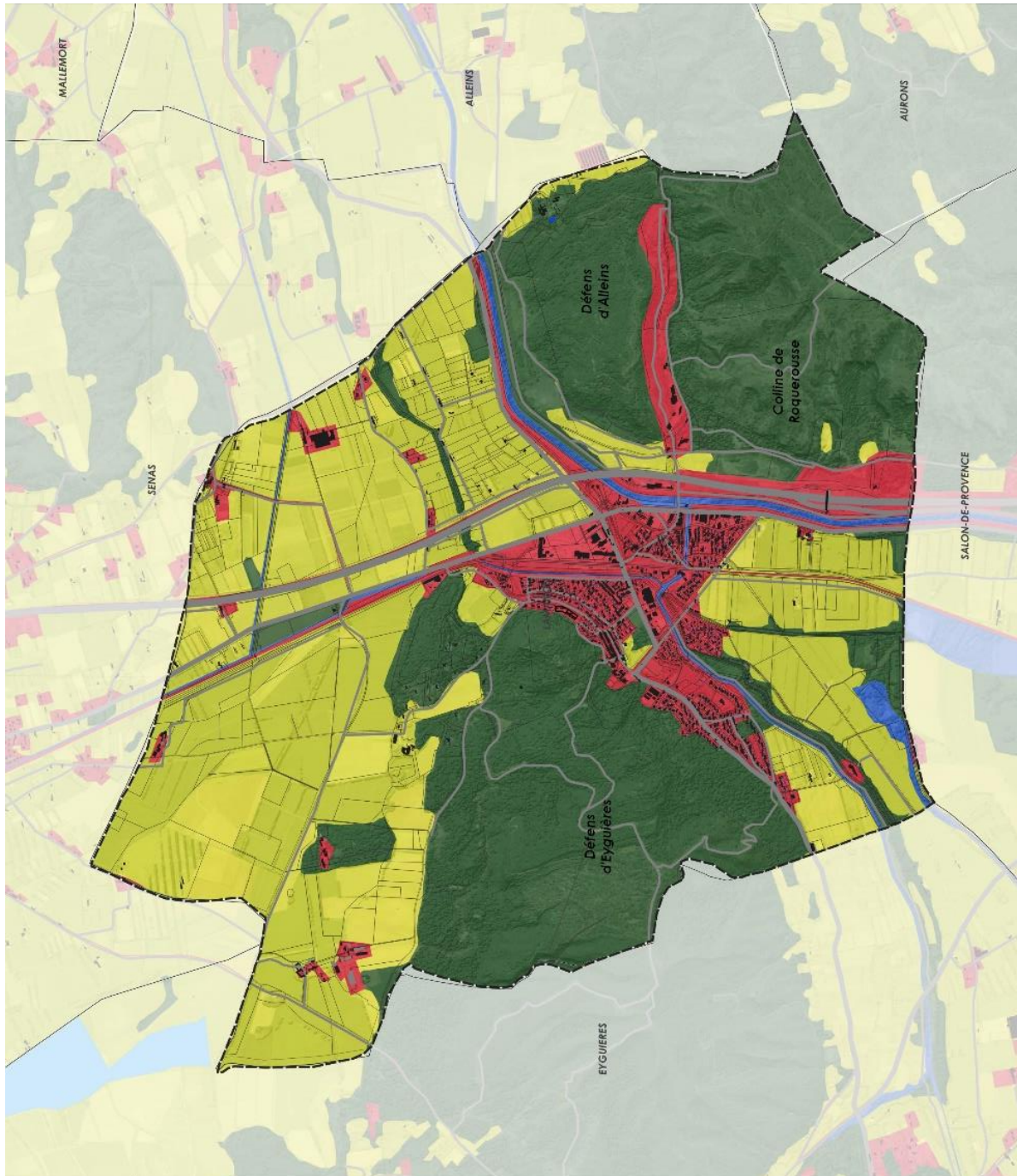
Le réseau routier en place sur la commune se compose principalement de trois routes qui jouent le rôle d'épine dorsale pour accéder au village :

- La Route Départementale 538 traverse la commune du Nord au Sud, reliant Sénas à Salon-de-Provence. La RD538 constitue une véritable ligne séparative Est-Ouest, longeant le canal de Craponne (EDF) et l'autoroute A7, sur laquelle le village descendu du Défens d'Eyguières vient s'appuyer.
- L'A7 (autoroute du soleil). En limite Sud de la commune, l'autoroute offre une aire de repos accompagnée d'un secteur de services.
- La RD 17d, la RD17e et la RD72f. Ces trois pénétrantes confluent à l'orée de l'ancienne allée cavalière du château. Elles constituent donc le réseau structurant le tissu urbain lamanonais et le reliant à différentes communes voisines (Eyguières, Alleins...).

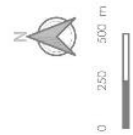
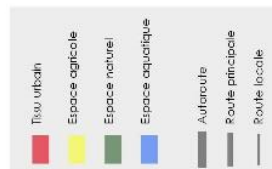
L'ancienne allée cavalière du château (RD72f) constitue désormais l'accès principal au village. Elle distribue perpendiculairement, en son extrémité, l'artère majeure du centre et, en direction d'Eyguières, les lotissements des Barres et des Charlottes via la RD17e.

La rue principale du village se prolonge au Nord par la RD72e jusqu'à rejoindre la RD538. Le débouché sur celle-ci se faisant sous un pont ferroviaire étroit et sans visibilité, la fréquentation de ce tronçon est moindre.

Reliée perpendiculairement à l'ancienne allée cavalière du château, la rue des écoles forme un quadrilatère formé de cette liaison avec la RD72f et la rue principale. Ce parcours constitue ainsi la desserte giratoire du centre.



**CARTE D'OCCUPATION
DES SOLS**
LAMANON



Chapitre 3 : ANALYSE PAYSAGERE

1. UN PAYSAGE JURIDIQUEMENT PROTEGE

Le territoire lamanonais, dans sa partie occidentale, est concerné par le périmètre de la directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles, approuvé en janvier 2007.

Celui-ci longe l'autoroute A7 depuis Sénas et descend ensuite le long du canal des Alpines jusqu'au village avant de s'insérer dans la plaine de Roquemartine à l'Est.

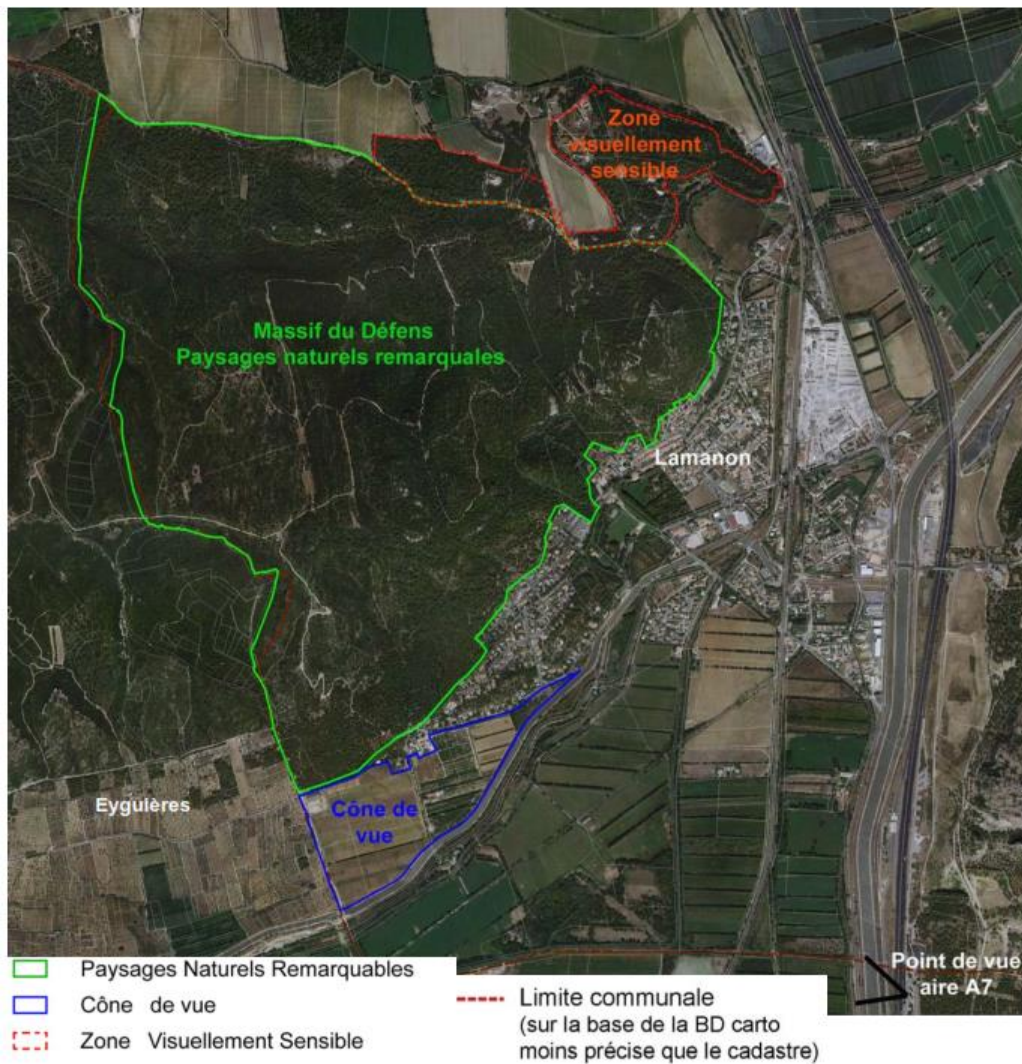
La directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles identifie sur ce territoire certains éléments pour lesquels elle émet des recommandations :

- Les **alignements d'arbres** de la RD17d (entrées Ouest-Sud et Sud-Est), de la RD72f (entrée Sud-Est), de la RD72e (entrée Nord-Est), de la RD72g de la grande rue et de la rue du canal ;



- Le **Défens d'Eyguières** comme un **paysage naturel remarquable**. Hors du périmètre de la directive, le paysage lamanonais est ainsi concerné par un cône de visibilité localisé sur les abords de l'autoroute A7 au niveau de l'aire de repos. Depuis celui-ci, on découvre les côteaux des Alpilles avec en fond de décor le sommet culminant du massif : les Opies. Le piémont Sud-Est du Défens qui est concerné par le cône de vue se trouve dans le prolongement du village de Lamanon vers le Sud, avec notamment le lotissement du quartier des Barres, où deux petites collines boisées forment un écran naturel masquant l'urbanisation depuis le secteur de point de vue ;
- Les **petits reliefs boisés** situés en dessous du secteur de la Grand-Manon comme une **zone visuellement sensible**. Ces premiers reliefs sont très visibles depuis la plaine de la Durance et depuis les grands axes de circulation que sont la RD538, l'autoroute A7 et la voie ferrée.
- Les **paysages naturels remarquables** concernant les petits reliefs boisés au-dessus du Grand Manon, situés au premier plan des Alpilles, au-dessus du seuil de Lamanon au Nord de l'extrémité orientale de la chaîne ;
- Le **réseau de canaux, naturels et artificiels** servant pour l'agriculture principalement, et leurs ripisylves à préserver notamment avec une gestion pérennisée ;

- Une **urbanisation contrôlée** qui économise les espaces naturels en se développant dans les dents creuses de l'urbanisation existante et qui se densifie dans les zones d'urbanisation futures.







2. LES ENSEMBLES PAYSAGER A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

2.1. L'atlas de paysage

Selon l'Atlas de paysages des Bouches-du-Rhône, la commune de Lamanon fait partie de quatre unités paysagères :

- La vallée de la Basse Durance ;
- La chaîne des Côtes, Trévaresse, Roques ;
- La Crau ;
- Le massif des Alpilles.

2.1.1. La vallée de la Basse Durance

Depuis le défilé de Mirabeau jusqu'au seuil d'Orgon, la Durance fait limite entre les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse. L'unité de paysage occupe les terrasses alluviales s'étendant entre les versants du Lubéron au Nord et les contreforts du Concors, de la Trévaresse, de la chaîne des Côtes et du massif des Roques au Sud. Les Alpilles ferment l'espace à Orgon au Sud-Est.

L'ambiance de la vallée et l'échelle du paysage sont influencées par ces collines proches. Le paysage de la plaine agricole est organisé autour de la rivière qui est peu visible sinon depuis les ponts qui la franchissent. L'équilibre est subtil entre le paysage agraire, le paysage naturel du lit de la rivière et des versants collinaires, et le paysage bâti des villages, des châteaux et des mas dispersés.

La commune de Lamanon se situe dans les sous-unités suivantes :

- **Le seuil de Lamanon** (centre du territoire) : séparé des terrasses de Durance par la colline calcaire du Pécoulé, adossé aux Alpilles à l'Ouest et au massif d'Aurons à l'Est, le seuil de Lamanon correspond au passage d'un ancien cours de la Durance. Le rythme des haies de cyprès et de peupliers annonce la Crau de Salon. Cet espace de transition avec l'unité des Alpilles est emprunté par un réseau dense d'axes de transit (A 7, RN 538, voie SNCF, lignes THT) ;
- **La plaine de Sénas** (Nord-Est) : le paysage fermé de terroir bocager caractérisé par la géométrie quadrangulaire des haies de cyprès et de peupliers annonce la plaine du Comtat ;
- **La plaine de Roquemartine** (Nord-Ouest) : au pied des Alpilles, cette plaine forme articulation entre les garrigues, les terroirs secs du massif et la plaine irriguée. Le paysage, parcouru par les canaux drainant d'anciens paluds, est largement ouvert. La plaine est une transition avec l'unité des Alpilles.

Cette unité définit le seuil de Lamanon (10 sur la carte ci-après) comme un **site remarquable** dont la qualité paysagère et les structures identitaires doivent être maintenu. Elle identifie également l'ensemble de la plaine agricole communale comme un secteur à enjeux paysager prioritaire (lit de la Durance et les terrasses basses en hachuré jaune sur la carte ci-après).



2.1.2. La chaîne des Côtes, Trévaresse, Roques

Ce petit massif calcaire offre des paysages de terroirs et de collines boisées à l'image de la Basse Provence. Les caractères sont contrastés avec un paysage agraire et bâti délicat juxtaposé à un paysage naturel plus sauvage et isolé.

Aux pinèdes profondes et à la garrigue répondent les bastides construites dès la fin du Moyen-Age par l'aristocratie aixoise ou salonnaise. Le voisinage du vignoble et des parcs paysagers signe l'originalité du paysage. Au centre et au Sud-Ouest, des falaises blanches se dressent au-dessus de la Durance et du pays de Salon-de-Provence. A l'Est, les collines douces présentent un aspect plus bucolique.

La commune fait partie de la sous-unité le **massif des Roques** : dans le prolongement de la chaîne des Côtes, vers l'Ouest, les plateaux bordés de falaises de Roquerousse et d'Aurons et les collines de Camp Blanc encadrent l'étroite plaine cultivée de Cazan. Un paysage de plateaux couronne l'unité. Les vues dégagées offrent de larges panoramas au Sud sur le bassin de la Touloubre et au Nord sur la Basse Durance. Les pinèdes et les garrigues, dégradées par endroit par les incendies, dominent les piémonts de vergers dont la floraison illumine le paysage au printemps.

L'unité définit les **falaises et site de Roquerousse** (10 sur la carte ci-après) comme un site remarquable dont la qualité paysagère et les structures identitaires doivent être maintenu.



2.1.3. Le massif des Alpilles


La silhouette bleutée des Alpilles marque les horizons de la Crau et de la plaine du Comtat. Le paysage minéral blanc des falaises et des pitons calcaires domine le vert foncé des garrigues et des pinèdes. L'olivier et la vigne au cœur des collines, les prés et le maraîchage irrigués protégés par les cyprès brise-vent sur les piémonts dessinent un paysage remarquable. De beaux villages à la riche architecture de pierre taillée s'égrènent en couronne tandis que les mas soulignés de cyprès ponctuent les terroirs.

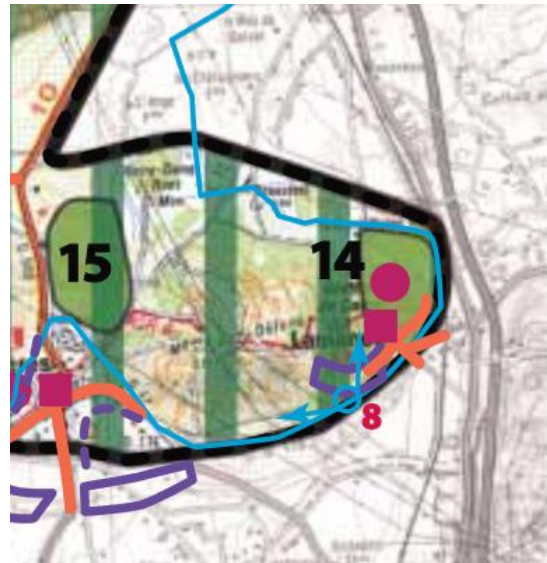
Le territoire communal fait partie de la sous-unité du **massif des Opiès** : Point culminant des Alpilles avec ses 493 m, cette masse pyramidale se détache du chaînon au Sud-Est. Le relief se prolonge en s'adoucissant jusqu'aux collines qui en tourent Eyguières. A l'Est, le seuil de Lamanon est surplombé par la montagne du Défens, colline boisée à laquelle s'adosse le village. Les Opiès offrent un paysage spectaculaire de crêtes déchiquetées, de falaises et d'aiguilles calcaires, de garrigues et d'oliviers. Le massif a souffert d'un incendie récent.

La commune est également concernée par **les espaces de transition** avec les unités paysagères voisines du fait des forts liens de covisibilité avec les paysages de plaine qui encadrent le massif des Alpilles.

L'unité paysagère définit le **site des grottes de Calès, château et parc de Lamanon** (14 sur la carte ci-après) en tant que site remarquable ainsi que le village et le château de Lamanon et son parc. Ces structures identitaires doivent être maintenues ainsi que leur qualité paysagère. Le **piémont Sud de Lamanon** est également identifié comme un secteur à enjeux paysagers prioritaires (en hachuré vert sur la carte ci-après).

Les **grands alignements arborescents** localisés dans le centre-ville de la commune ont également été identifiés comme structures identitaires par l'atlas de paysages (trait orange sur la carte ci-dessous) ainsi que le **canal des Alpines** qui parcourt l'Ouest du territoire (trait bleu sur la carte ci-dessous).

Le **cône de vue** au Sud-Ouest du territoire, également identifié dans la DPA des Alpilles, fait partie des perceptions visuelles dont la qualité doit être préservée ( sur la carte ci-après).



De même, la **transition entre le massif des Alpilles et le centre-ville de Lamanon** (polygone violet sur la carte ci-dessus) doit être valoriser et faire l'objet d'une requalification paysagère.

2.1.4. La Crau

Vaste plaine caillouteuse écrasée de soleil, cet ancien delta de la Durance étend son immense et monotone paysage de steppe depuis les rivages de Fos jusqu'aux confins des Alpilles. Au Nord s'étend un paysage verdoyant de plaine bocagère irriguée. Au Sud la plaine, jadis uniforme jusqu'à la mer, est à présent barrée par les installations industrialo-portuaires de Fos.

La commune de Lamanon fait partie de la sous-unité de la **Crau irriguée, la Crau à foin**. Le paysage est verdoyant, cloisonné par la trame des haies coupe-vent et des ripisylves le long des canaux. Outre les prés de fauche, des vergers et du maraîchage assurent la richesse de cette partie de la Crau. Elle est également concernée par un espace de transition dont les horizons sont dessinés par les versants des Alpilles et de la Chaîne des Côtes.

L'unité paysagère la Crau identifie ainsi les **bocages irrigués** au Sud-Ouest de la commune (en hachuré jaune sur la carte ci-après) comme un secteur à enjeux paysager prioritaire. De même le Canal de Craponne (en bleu sur la carte ci-après) est identifié comme une structure identitaire dont la qualité paysagère doit être maintenue.



La commune de Lamanon présente ainsi, selon l'atlas de paysages du Bouches-du-Rhône, des **secteurs et sites remarquables à préserver**. Le projet d'urbanisme du territoire doit donc mettre en avant ses espaces, les protéger et les valoriser.

2.2. Le milieu naturel

Même si Lamanon présente, pour l'essentiel, des massifs alternant roches et bois, ceux-ci offrent de nombreuses différences.

La répartition des roches de duretés différentes, calcaires en plaquette, argiles, calcaires blancs et dolomitiques, est à l'origine d'une alternance intéressante des situations : paysages vallonnés, replats, paysages rocheux, fortes pentes.

De même, ces massifs proposent une flore variée que les particularités géo-pédologiques permettent d'expliquer. En effet, les répartitions observables des essences sont plus dépendantes de gradients d'humidité liés à l'exposition, à la profondeur du sol, et à la fissuration, que de gradients d'altitude. On distingue ainsi les parties hautes où se développe plutôt le chêne vert, et les vallons aux sols plus profonds favorables au développement du chêne pubescent.

L'intérêt à la fois paysager et patrimonial du site de Calès explique une fréquentation soutenue du Défens d'Eyguières, identifié comme **Paysages Naturels Remarquables** par la Directive Paysagère des Alpilles. Les promeneurs viennent visiter les anciens habitats troglodytes et profiter d'un panorama exceptionnel offert sur toute la plaine agricole.

La transition entre les espaces naturels et les espaces urbains est relativement progressive notamment avec la présence de nombreux alignements d'arbres et de platane, au niveau des quartiers de la Barre, les Jardins et du centre-ville du territoire. La D17d, qui constitue la principale limite entre le massif du Défens et le tissu urbain communal, est bordée par de grands pins et autres espèces arbustives qui offrent un cadre paysager de qualité au tissu résidentiel.



Vue depuis la D17d (Source : Even Conseil)

Aujourd'hui, le risque d'incendie demeure un facteur non négligeable de dynamique paysagère, qui outre la destruction immédiate d'un paysage et de biotopes, et l'accentuation de processus d'évolution régressive, favorise aussi le renouvellement des peuplements, avec l'installation d'espèces pionnières. Sont reconnus comme grands sites naturels d'intérêt paysager :

- Le massif des Alpilles bénéficiant d'une réglementation paysagère renforcée par la Directive Paysagère (protection des Oppies, du Mont Menu, du Défens et de la Chênaie des Plaines) ;
- Le versant Nord de la chaîne des Costes qui s'étend du Défens d'Alleins jusqu'au hameau de Cazan.

Pour ces ensembles, les lignes de crête sont des éléments particulièrement sensibles dans le grand paysage.

2.3. Les plaines agricoles

Au Sud de la RD72f commence la plaine agricole de Lamanon. Elle constitue des espaces ouverts emblématiques pour les piémonts. Très plane, cette partie de Lamanon offre de vastes perspectives sur les massifs situés dans le paysage lointain depuis la plaine, avec le Défens d'Eyguières à l'Ouest, les collines de Roquerousse à l'Est. Elle se caractérise également par de nombreuses haies « brises vent » qui ferment de manière ponctuelle les vues sur le Défens. Elles apportent également une diversité écologique certaine qu'il est important de conserver.



Vue depuis le chemin longeant la voie ferrée (Source : Google Street)

Le maillage de haies est d'ailleurs reconnu par le Parc Naturel des Alpilles dont fait partie la commune. Ce maillage ancien et encore bien présent permet de délimiter les parcelles et est dominé par les haies de cyprès, essence emblématique de la Provence. Localisée au niveau des piémonts, la commune de Lamanon recense des haies de cyprès, feuillus mixte et de milieux secs. La haie est un moyen de mettre les cultures à l'abri du vent mais aussi de lutter contre l'érosion du sol, de créer des habitats pour les insectes et les auxiliaires de culture, valoriser les parcelles de manière esthétique et écologique.

La DPA identifie au sein de ces plaines agricoles, un Cône de Vue situé entre le massif du Défens et le canal commun Boisgelin-Craponne. Les points de vue y sont en effet remarquables et offrent une vue imprenable sur le Défens d'Eyguières et la colline de la Pécoule. Ces derniers doivent donc être préserver.



Point de vue sur la colline de la Pécoule (Source : EVEN Conseil)



Point de vue sur le Défens d'Eyguières (Source : EVEN Conseil)

La traversée du canal de Boisséglin-Craponne vient offrir une rupture bleue dans cet espace recevant essentiellement des activités de culture qui lui confèrent un caractère très « géométrique ».

Depuis la limite communale Nord jusqu'aux premiers soulèvements collinaires sur lesquels s'est installé le village de Lamanon, se déroule la plaine cultivée Nord de la commune. Unité paysagère à part entière, cette plaine, comme celle du Sud, reçoit essentiellement des activités de culture qui lui confèrent un caractère très « géométrique ». Ces plaines agricoles offrent de nombreux points de vue sur la zone identifiée par la DPA comme visuellement sensible, sur la chaîne des Alpilles ainsi que sur le Défens d'Eyguières, qui sont à préserver.



Point de vue sur le Défens d'Eyguières (Source : EVEN Conseil)



Point de vue sur la Zone Visuellement Sensible identifiée par la DPA (Source : EVEN Conseil)



Point de vue sur la chaîne des Alpilles, commune de Sénas (Source : EVEN Conseil)

Le Défens d'Alleins et la colline de la Pécoule de la commune de Sénas sont également visibles depuis la plaine agricole du Nord.

Ces espaces agricoles composés de vergers et de parcelles viticoles, est composé d'un maillage de haies dont le rôle est déterminant pour les cultures arboricoles et maraichères. Les cultures de fruit sont très sensibles au mistral, ce maillage de haies brise-vent préserve ainsi les cultures des fortes rafales.

L'inventaire de ces alignements et de ces haies s'est basé sur les données du PNR des Alpilles complété par une analyse de terrain. Les alignements dont la qualité et la linéarité présentent un intérêt dans les continuités écologiques et dans la qualité paysagère de la commune. Ainsi les alignements de platanes et d'arbres se distinguent des alignements des haies, recensés par le PNR des Alpilles. De même, les alignements en bords de route, notamment celles classées comme voies bruyantes, ont été recensés ainsi que ceux du centre-ville.

Ce maillage, en plus d'avoir un intérêt technique pour les espaces agricoles, présente un intérêt pour le cadre de vie communal. Hormis le rôle de brise-vent, il a également pour fonction :

- Le rôle de clôture ;
- La régulation thermique ;
- La dépollution de l'air ;
- La fertilisation des sols ;
- Le maintien des sols et l'infiltration de l'eau ;

- La diversification des milieux et la protection des cultures ;
- Le rôle nourricier ;
- La niche et le corridor écologique.

Cependant, cette dernière présente un caractère plus mité que la précédente : les installations agricoles y forment une ponctuation répétitive et visible, cohabitant avec les éléments d'un patrimoine architectural rural également apparent au Hameau de la Baronnerie.

Déjà évoqués comme éléments repères et structurant de Lamanon, les canaux et roubines représentent également des entités paysagères à part entière. Ils introduisent l'eau dans un contexte aride méditerranéen où domine la colline sèche et boisée. Leurs ripisylves, formations ligneuses claires, offrent des ambiances fraîches. Ils sont également longés par un cheminement doux qui parcourt l'ensemble du territoire communal du Nord jusqu'au Sud.

2.4. Le paysage anthropique

Les espaces urbains de la commune sont définis en deux groupes : le **tissu urbain** et les **zones d'activités**.

2.4.1. Tissu urbain

Depuis les années 1980, le développement de l'activité économique sur la commune, et plus largement sur l'ensemble du bassin d'emploi salonnais, ainsi que la forte croissance démographique qui lui est liée, ont déterminé la « production » du paysage actuel.

La rupture paysagère entre le monde urbain et le monde naturel est nette et marquée par le Défens d'Eyguières, à l'Ouest, et par des infrastructures routières cadres, que sont la RD538 à l'Est et au Nord et la RD72f au Sud. Le quartier de la Tuilière est la parfaite illustration de cette rupture franche. Ainsi, on passe, d'un seul coup, d'un habitat villageois linéaire à un habitat rural de faible hauteur et étiré en longueur entouré de pâturages verdoyants et d'une ripisylve remarquable.

Situé aux portes de la Crau, coincé entre le massif des Alpilles et la chaîne des Costes, prolongeant le massif de la Trévaresse, cet adorable petit village provençal séduit par son cadre de verdure exceptionnel. Le village actuel s'est ainsi développé dans la partie abritée du site, au pied du versant Sud-Est du Défens. Les extensions récentes, réalisées dans les années 1970-1980, ont presque exclusivement toutes la forme de lotissement. Cela a pour conséquence d'offrir un paysage plus aéré que celui du centre village. Le village est caractérisé par une végétation importante notamment via les nombreux alignements d'arbres et de platanes qui offrent une continuité écologique entre les plaines agricoles et le Défens d'Eyguières.



Alignements d'arbres présents dans le centre-villageois (Source : EVEN Conseil)

Situé en plaine, le centre villageois offre des points de vue direct sur le Défens d'Eyguières qu'il est important de préserver.



Points de vue remarquables sur le Défens d'Eyguières à préserver (Source : EVEN Conseil)

2.4.2. Zones d'activités

La voie ferrée marque clairement une fracture dans le paysage entre un espace ayant une fonction d'habitat situé à l'Ouest et un espace dédié aux activités à l'Est avec l'usine de béton donnant le ton, même si certains secteurs font se côtoyer les différents usages (quartiers des Plantades). Il en résulte également un paysage de plaine très organisé, privilégiant un large parcellaire, où la voie ferrée, doublée par le canal de Craponne et d'un écran végétal, donne un aspect d'espace de transition entre ces deux paysages.

Ces espaces sont néanmoins peu intégrés au sein du paysage communal et créaient des coupures dans les covisibilités sur les espaces naturels du territoire.



Point noir paysager des zones industrielles communales

Ces zones doivent donc être valorisées par une intégration paysagère plus qualitative, tel que l'espace naturel conservé au niveau de l'ancien canal de Boigeslin permettant de limiter les covisibilités entre le quartier les Jardins et la zone industrielle.



Intégration qualitative entre la zone industrielle et le quartier résidentiel

Situées le long de la RD538, elles présentent un aspect disparate, comme beaucoup de zone de type industriel, qui constitue hélas la vitrine principale de l'espace construit visible depuis la RD538 et l'autoroute. Aujourd'hui, cette zone d'activité a tendance à s'étaler. Ainsi, le principal "signe" paysager de cette évolution économique est l'implantation de bâtiments industriels, dont l'insertion dans le paysage est très variable selon les cas.

2.5. Les perceptions depuis les entrées de ville

La Ville de Lamanon possède cinq entrées de ville d'importance variable. Les entrées de ville posent la question :

- De la gestion des transitions entre espaces naturels ou agricoles et espaces urbains ;
- De la qualité des espaces urbanisés contemporains.

Les entrées de villes jouent un rôle stratégique dans la perception du territoire car elles représentent l'identité du lieu perçu. Leur effet vitrine ne doit pas être négligé, en particulier lorsqu'elles se situent le long d'axes stratégiques fortement fréquentés. La qualité architecturale du bâti et des clôtures, l'organisation des espaces de stockage et de stationnement sont autant de facteurs qui favorisent l'intégration paysagère des zones d'activités en entrées de ville.

2.5.1. L'entrée Est

Elle se situe au niveau du giratoire des « quatre chemins » faisant la liaison entre la RD538 et la RD17d. Avec les panneaux d'entrée d'agglomération placés juste avant lui, ce giratoire est la première image de Lamanon et s'affiche comme l'entrée principale de la ville. Ainsi, un réel aménagement urbain a été effectué (trottoir, lampadaires, espaces gazonnés). Cette entrée de ville a donc un caractère urbain qui se révèle être éphémère puisqu'il est rapidement interrompu et ne réapparaît qu'au niveau du rond-point suivant, soit environ 600 mètres plus loin, qui marque l'entrée en ville et la fin d'une certaine anarchie urbaine où se succèdent parking de l'usine Bonna sabla, chemins de terre et maisons d'habitation.



2.5.2. L'entrée Ouest

Située sur la RD 17a au niveau du quartier des Barres, l'entrée Ouest propose une découverte confidentielle de Lamanon et offre quelques points de vue rapide sur la plaine de Salon-de-Provence et sur le massif de Roquerousse.

La RD 17d est bordée par la forêt, des vergers d'oliviers et le massif du Défens d'Eyguières.

Le panneau d'entrée de ville marque le début d'un tissu urbain qui se densifie : les quelques maisons dispersées sont remplacées par des lotissements (la Charlotte 1 et 2, les Barres, ...). Une dernière allée de platanes annonce l'approche du centre-ville.

Cette entrée de ville est totalement dépourvue de caractère urbain caractérisé par l'absence de trottoirs et autre mobilier urbain. Ainsi, malgré son tracé sinueux, cette entrée autorise des vitesses assez élevées même après avoir dépassé le panneau d'entrée de ville, au niveau duquel le sentiment d'être en ville est absent.



2.5.3. L'entrée Sud

L'entrée Sud se situe au niveau du croisement entre la RD538 et la RD 72f. Elle se matérialise par un carrefour sur la RD538 permettant de prendre la RD 72f lorsque l'on provient de Salon-de-Provence.

Cette entrée de ville se présente comme une entrée de premier ordre au vu de la qualité de la chaussée et son caractère rectiligne et rural esthétique.

Il existe également une seconde entrée de ville Sud symptomatique du développement des zones d'activités le long des grandes voies de communication. Elle se situe au niveau du carrefour effectuant la liaison entre la RD538 et le chemin du Mistral, le long duquel se trouve la zone d'activités des Plantades.

Le panneau d'entrée de ville borde la voie d'accès de celle-ci avant d'être relayé sur la gauche par le lotissement des « Cyprés ». Ainsi le chemin du Mistral est devenu une entrée de ville malgré lui et occupe désormais un rôle de desserte locale pour les entreprises et habitants.



2.5.4. *L'entrée Nord*

Elle se situe à l'intersection entre la RD538 et la RD72e et se matérialise par une simple voie de décélération, accessible uniquement par les automobilistes en provenance de Sénas par la RD538, débouchant sur un tunnel étroit passant sous la voie ferrée.

Cette entrée est assez confidentielle et n'a aucune vocation à être principale. En effet, le tunnel et la largeur de la chaussée limite son accès. Cette entrée apparaît donc plus comme une entrée dérobée pour les habitués qui souhaitent se rendre en centre-ville ou simplement traverser Lamanon et se rendre sur Eyguières.

CARTE ENJEUX

PAYSAGERS

LAMANON

Equilibre paysager à maintenir

- Espaces agricoles et leurs haies
brises vents
- Espaces naturels
- Cours d'eau/canaux
- Tissu urbain
- Zones d'activités

Eléments paysagers à préserver

- ★ Patrimoine communal
- ◁ ▷ Point de vue à préserver
- ... Alignement de platanes à préserver
- Cheminement doux
- Alignement d'arbres à maintenir
- Arbres ou ripisylves
- Haies

Directive Paysagère des Alpilles

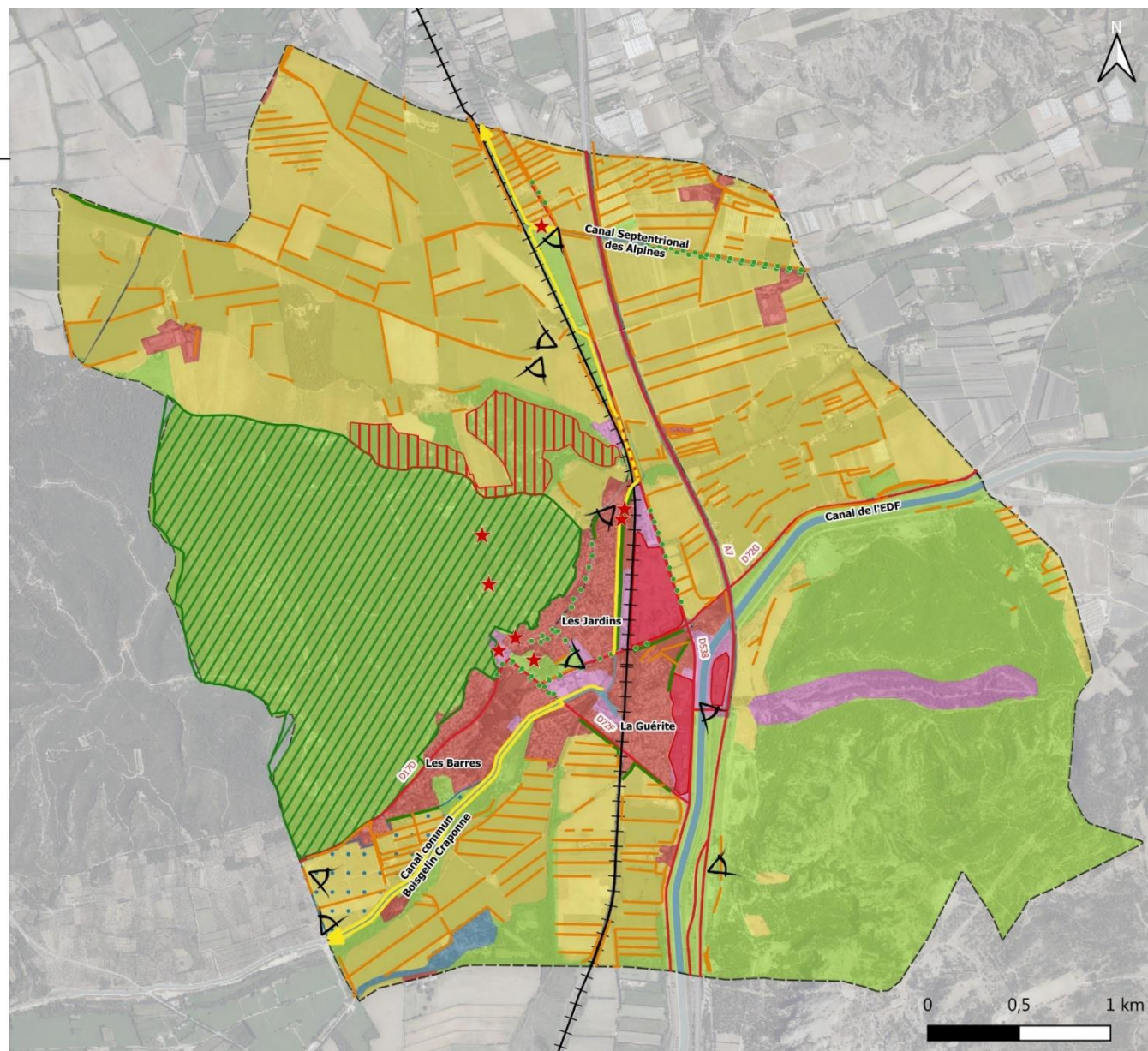
- Cône de vue
- Zone visuellement sensible
- Paysages Naturels Remarquables

Eléments à valoriser

- Zones d'activités à fort impact paysager

Réseau viaire

- + + + Voie ferrée
- Routes



Chapitre 4 : PATRIMOINE

1. L'INVENTAIRE PATRIMONIAL D'INTERET LOCAL (IPIL)

Dans le cadre de ses missions de conseil aux communes, le CAUE a décidé de doter les communes adhérentes et engagées dans une démarche PLU d'un inventaire du Patrimoine d'Intérêt Local (IPIL).

Sans être exhaustif, ni scientifique, cet inventaire est un regard porté sur les composantes urbaines, architecturales et paysagères du territoire lamanonais, révélateur de la richesse de celui-ci. Cette démarche de reconnaissance du patrimoine bâti, urbain et paysager ne faisant l'objet d'aucune mesure de protection particulière, mais qui concourt à la qualité du cadre de vie et à l'identité communale, permettra à la commune de prendre la mesure de l'enjeu patrimonial que représentent certains ensembles ou éléments bâtis ou paysagers, et de la nécessité de prendre des mesures de préservation ou de valorisation dans le PLU.

Le document a ainsi listé et classé l'ensemble du patrimoine repéré par catégorie (élément **bâti**, ensemble **bâti**, élément **paysager**, ensemble **paysager**) par adresse postale et référence cadastrale, qui précise le motif et le niveau d'intérêt du patrimoine identifié (à signaler, **à préserver**).

Nom	Catégorie	Motif d'intérêt	Niveau d'intérêt
Espaces naturels et agricoles			
01 - Le réseau hydrographique	Ensemble bâti et paysager	Ecologique, historique	Élément ou ensemble bâti et paysager <u>à signaler</u>
02 - L'ancien canal de Boigelin	Ensemble paysager	Ecologique, historique	Élément ou ensemble paysager à préserver
03 - Le canal commun Boigelin-Craponne	Ensemble paysager	Ecologique, historique	Élément ou ensemble paysager à préserver
04 - Le canal des Alpines septentrionale	Ensemble paysager	Ecologique, historique	Élément ou ensemble paysager à préserver
05 - Le canal de l'E.D.F.	Ensemble paysager	Ecologique	Élément ou ensemble paysager <u>à signaler</u>
06 - Le canal du Vallat de Madame	Ensemble paysager	Ecologique	Élément ou ensemble paysager <u>à signaler</u>
07 - Le canal d'Alleins	Ensemble paysager	Ecologique	Élément ou ensemble paysager <u>à signaler</u>
08 - Les ouvrages liés aux canaux	Éléments bâtis	Historique	Élément ou ensemble bâti à préserver
09 - L'ancien partiteur	Élément bâti	Historique	Élément ou ensemble bâti à préserver
10 - Les ripisylves des canaux	Ensemble paysager	Ecologique	Élément ou ensemble paysager <u>à signaler</u>
11 - 0La trame agricole	Ensemble paysager	Ecologique, culturel, historique	Élément ou ensemble paysager <u>à signaler</u>
12 - Les alignements d'arbres	Ensemble paysager	Ecologique, historique	Élément ou ensemble paysager à préserver
13 - La montagne du Défends	Ensemble paysager	Ecologique	Élément ou ensemble paysager à préserver
14 - Le plateau de Vernègues et de Roquerousse	Ensemble paysager	Ecologique	Élément ou ensemble paysager à préserver
15 - Le hameau de la Baronnerie	Ensemble bâti et paysager	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti et paysager <u>à signaler</u>



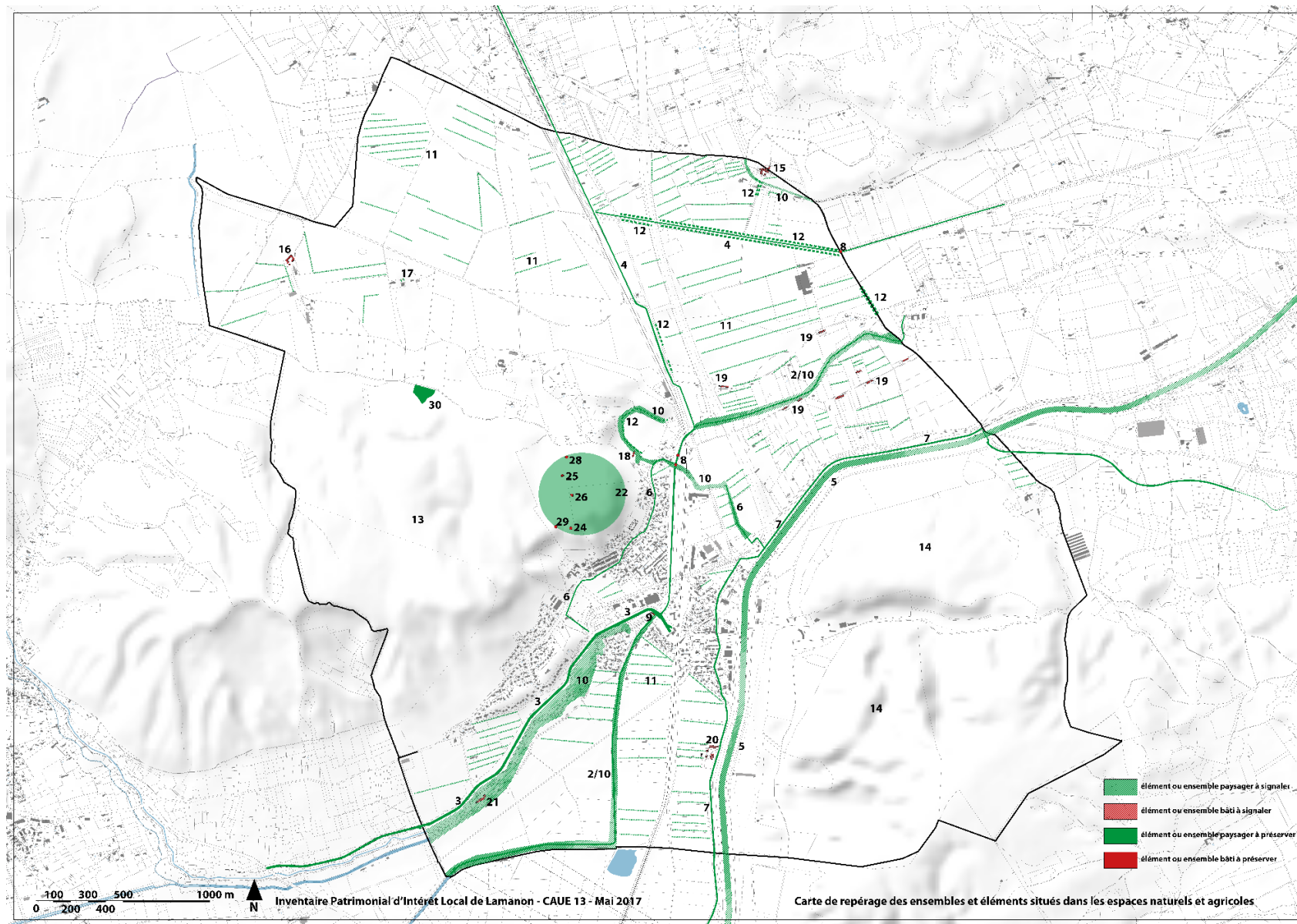
16 - Le domaine de Beauvezet	Ensemble bâti et paysager	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti et paysager à signaler
17 - Bois Redon : la chapelle aux 4 cèdres	Ensemble bâti et paysager	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti et paysager à préserver
18 - La Tuilière	Ensemble bâti et paysager	Culturel, écologique	Élément ou ensemble bâti et paysager à signaler
19 - Le quartier des Cadenières	Ensemble bâti et paysager	Culturel, historique	Élément ou ensemble bâti et paysager à signaler
20 - Napoulon	Ensemble bâti et paysager	Culturel, historique	Élément ou ensemble bâti et paysager à signaler
21 - Le Jas des Barres	Ensemble bâti et paysager	Culturel, historique	Élément ou ensemble bâti et paysager à signaler
22 - Le site de Calès	Ensemble bâti et paysager	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti et paysager à préserver
23 - Le Cirque et les grottes	Ensemble bâti et paysager	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti et paysager à préserver
24 - Les vestiges du château médiéval	Ensemble bâti	Historique	Élément ou ensemble bâti à préserver
25 - L'église Saint-Denis-de-Calès	Élément bâti	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à préserver
26 - Les Chapelles Sainte-Marie et Saint-Jean	Éléments bâtis	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à préserver
27 - Les caniveaux et calades	Ensemble bâti et paysager	Historique	Élément ou ensemble bâti et paysager à préserver
28 - La Source Saint-Denis	Élément bâti	Ecologique, culturel	Élément ou ensemble bâti à préserver
29 - La Vierge	Élément bâti	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à préserver
30 - Les anciennes carrières de Calès	Ensemble paysager	Historique	Élément ou ensemble paysager à préserver
L'enveloppe urbaine			
31 - La trame urbaine : le « village-rue »	Ensemble bâti	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à signaler
32 - Les maisons mitoyennes en retrait de la rue	Ensemble bâti	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à signaler
33 - Les maisons de maître	Éléments bâtis	Culturel	Élément ou ensemble bâti à signaler
34 - La mairie	Élément bâti	Historique	Élément ou ensemble bâti à signaler et à préserver
35 - « Le Cabaret » : musée de Lamanon	Élément bâti	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à signaler
36 - Le bâtiment de Bonnecorse	Élément bâti	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à signaler
37 - L'église Saint-Denis-l'Aéropagite et sa place	Ensemble bâti	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti à préserver
38 - Le château	Ensemble bâti et paysager	Historique	Élément ou ensemble bâti et paysager à préserver
39 - L'école communale	Ensemble bâti	Culturel	Élément ou ensemble bâti à signaler et à préserver
40 - La Gare	Élément bâti	Culturel	Élément ou ensemble bâti à signaler
41 - Le cimetière et le monument aux morts	Ensemble bâti et paysager	Historique, culturel	Élément ou ensemble bâti et paysager à signaler

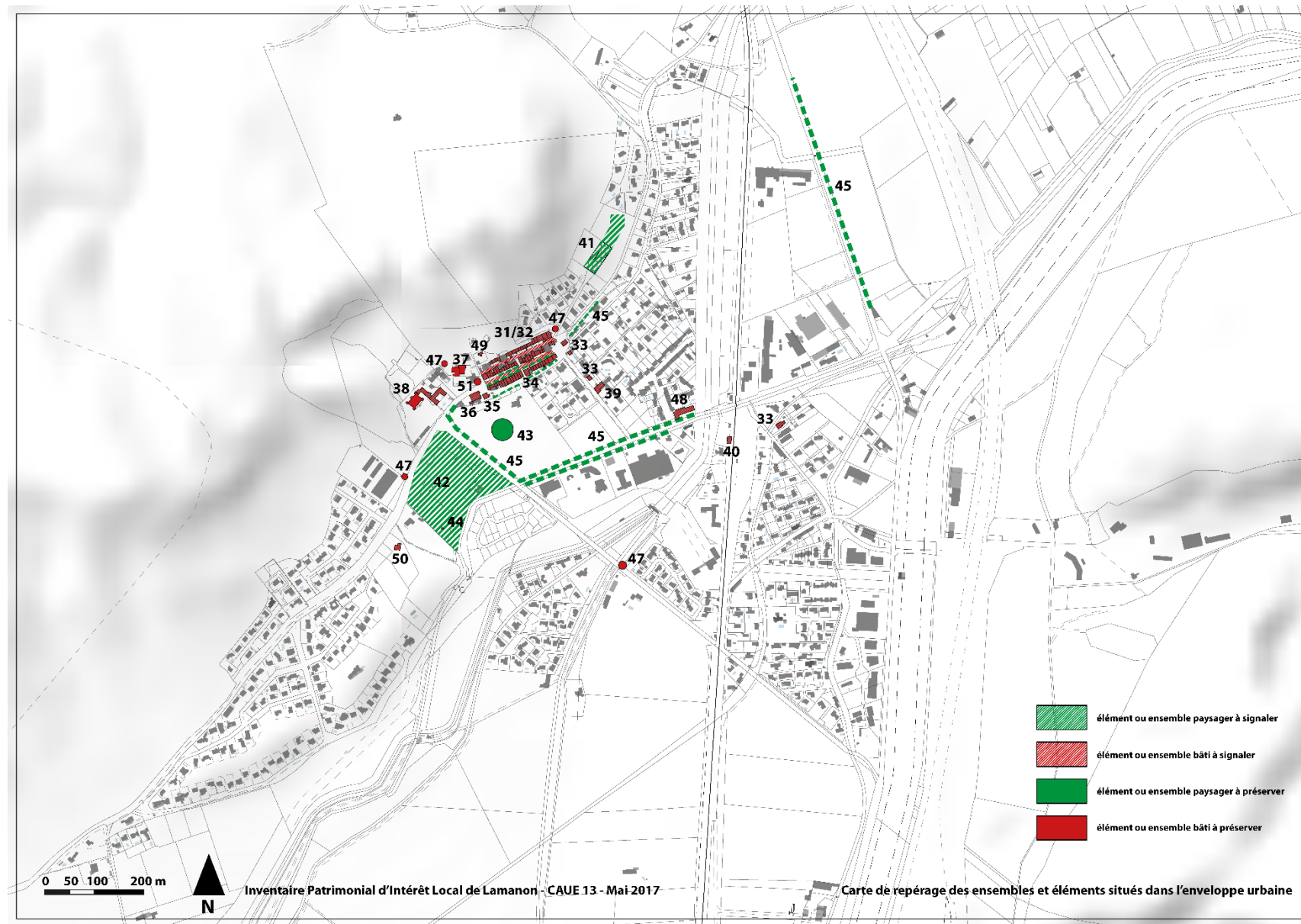
42 - Le Parc	Ensemble paysager	Historique, écologique	Elément ou ensemble <u>paysager à signaler</u>
43 - Le Géant de Provence	Elément paysager	Historique, écologique	Elément ou ensemble bâti à préserver
44 - « Le Bélier »	Elément bâti	Historique	Elément ou ensemble bâti à signaler
45 - Les alignements de platanes	Ensemble paysager	Ecologique, historique	Elément ou ensemble <u>paysager à préserver</u>
46 - L'eau dans le village	Eléments bâtis	Culturel	Elément ou ensemble bâti à signaler
47 - Les calvaires dans le village	Eléments bâtis	Historique, culturel	Elément ou ensemble bâti à préserver
48 - Maisons alignées le long de la route de Provence	Ensemble bâti	Culturel	Elément ou ensemble bâti à signaler
49 - Le pavillon à la montée de Calès	Elément bâti	Culturel	Elément ou ensemble bâti à signaler
50 - La maison années 60	Elément bâti	Culturel	Elément ou ensemble bâti à signaler
51 - Le cadran solaire	Elément bâti	Culturel	Elément ou ensemble bâti à signaler

D'autres éléments ont également été identifiés par la Ligue de Défense des Alpilles (LDA) :

- Le site du Verdelet I ;
- Le site archéologique Mar vieijo ;
- La statue d'Adam de Craponne, bienfaiteur de la Provence.

L'ensemble de ces éléments devront être pris en compte dans l'élaboration du PLU et de ces pièces constitutives.





2. LES SITES CLASSES, ARCHEOLOGIQUES ET REMARQUABLES

2.1. Les sites classés

La loi du 2 mai 1930 organise la protection des monuments naturels et des sites dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Les sites classés, dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation, permettent cette protection.

Toute modification de leur aspect nécessite une autorisation préalable du ministre de l'Environnement ou du Préfet de Département après avis de l'Architecte des Bâtiments de France et, le plus souvent de la Commission Départementale des Sites.

Le platane de Lamanon

Classé depuis 1918, le platane de Lamanon appelé « géant de Provence » est situé légèrement en contrebas du vieux village, dans une propriété privée, au milieu d'une vaste prairie. Il surprend par ses dimensions, sa couronne couvre au sol 8 600 m² et aurait 300 ans environ.

Les grottes de Calès

Comme nous l'avons vu précédemment, les grottes de Calès constituent également un site exceptionnel, à la fois historique et pittoresque.

Site classé depuis février 1918, un schéma directeur portant sur la sécurité, l'entretien de la forêt et les aménagements divers (sécurité, protection, présentation, mise en valeur) sert de référence.

2.2. Les sites archéologiques et remarquables

Saint Jean marqué par une occupation chalcolithique (céramique), des habitats de l'âge de pierre, des voies, tombes, édifices religieux de l'époque gallo-romaine et de chapelles médiévales.

Saint Denis et sa chapelle accompagnée de sépultures médiévales, de la villa gallo-romaine et d'habitats néolithique.

Le château et son allée de platanes.

Les restes d'occupation néolithique à la baume des bœufs et à Mar-vieiro.

3. AUTRE PATRIMOINE

Au-delà de ces éléments significatifs, un patrimoine vernaculaire peut être remarqué ici. Il relève de différentes considérations :

3.1. Le patrimoine rural d'infrastructure : les canaux

Au-delà des rôles paysagers et écologiques déjà évoqués, les canaux sont un héritage des traditions agricoles tant de la plaine de la Crau que de celle de la Durance.

Ils jouent un rôle patrimonial de composition évident sur le territoire de Lamanon.

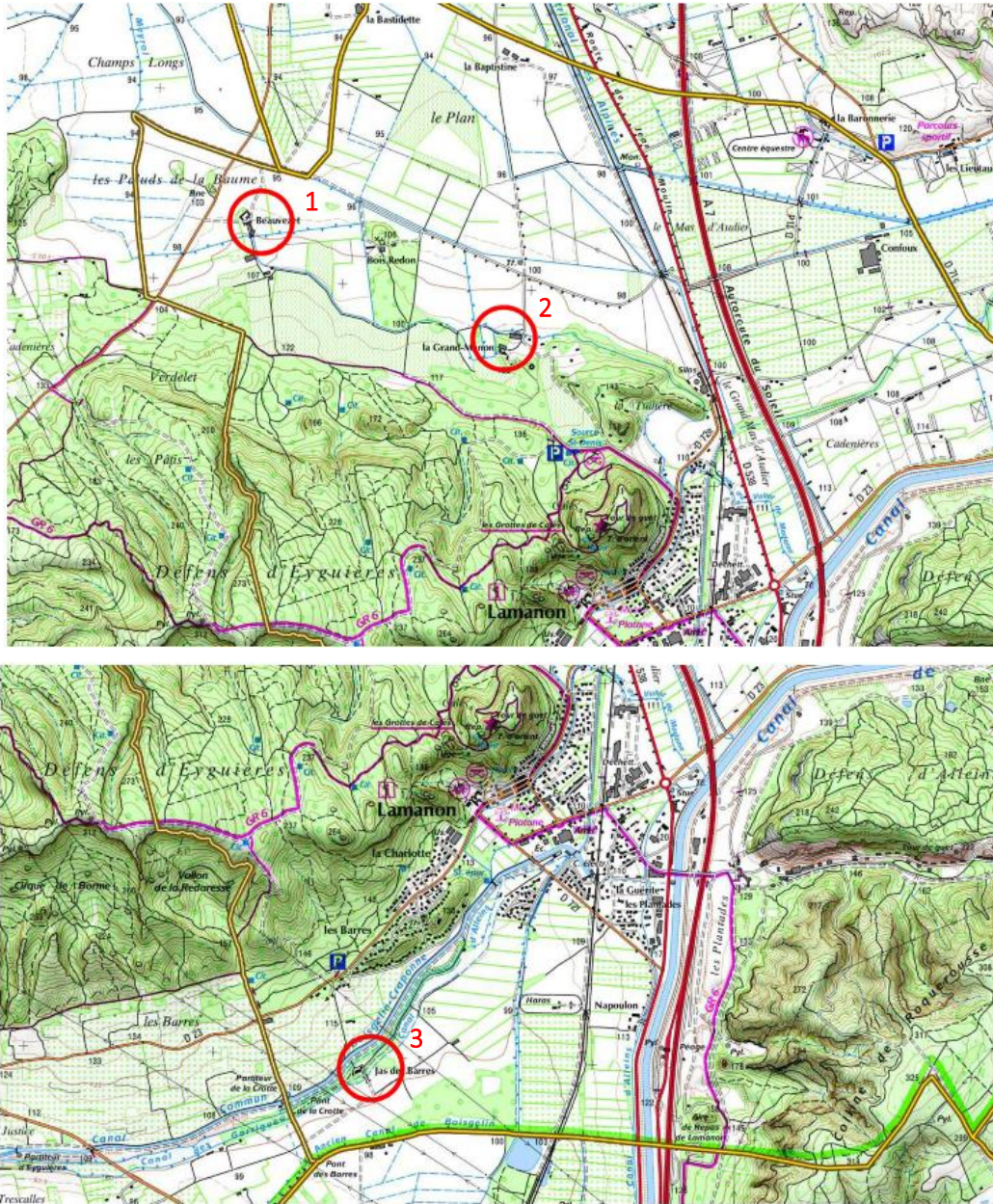
3.2. Le patrimoine végétal urbain

Les alignements d'arbres majeurs sur le territoire de la commune sont à signaler aussi au titre du patrimoine. En association avec le Parc du Platane, ils constituent un réseau vert urbain particulièrement représentatif du cadre de vie Lamanonais.

3.3. Le « petit » patrimoine rural : Mas

Dans la zone agricole, un certain nombre de bâtiments représentatifs de l'histoire agricole de la Provence ont été repérés :

- Le Domaine de Beauvezet (1) ;
- La Grand Manon (2) ;
- Le Jas des Barres (3).



3.4. Le patrimoine urbain : le bâti et les édifices

Il faut noter l'importance du patrimoine urbain autant que celle du patrimoine architectural.

Les ruelles du centre ancien sont d'une grande qualité. Ainsi, la rue centrale qui traverse le village, est bordée par des petites maisons alignées de part et d'autre de la rue. Seule la mairie rompt cet alignement de manière élégante, ce qui met en valeur cet édifice public.

Ces maisons se ressemblent beaucoup mais sont en fait toutes différentes avec leurs façades en pierre, volets de couleurs, portes anciennes restaurées et verdure fleurie généreuse. La plupart sont assorties d'un tout petit jardinet donnant côté rue.

Le village possède deux édifices majeurs que sont l'Eglise et le Château. Au bout d'une allée remarquable de grands platanes se trouve le Château de Lamanon, de même architecture que le château Borely à Marseille achevé en août 1861. A côté du château se dévoile l'église et son grand clocher. Achevée en 1783, elle a été restaurée en 1988 et réaménagée courant 2007.



Eglise et Château de Lamanon (Source : EVEN Conseil)

Cette superbe demeure (propriété privée), entourée d'un parc verdoyant, a été construite en 1660 par un des seigneurs de Cadenet, dont il ne persiste que la tour isolée à l'entrée nord. En 1745 le marquis Marck Tripoli de Panisse fit construire une petite cinquantaine de maison à proximité du château pour loger les familles des ouvriers agricoles et domestiques qui travaillaient au château. C'est ainsi que le village de Lamanon pris forme.

L'ancien parc du château constitue un espace naturel dont la partie Sud est aménagée en parc de sport communal. La partie Nord abrite le fameux platane tricentenaire sur une propriété privée. Cet ensemble nécessite, en raison de sa qualité environnementale, une protection réglementaire rigoureuse.



Parc sportif de la commune (Source : EVEN Conseil)



Le platane tricentenaire (Source : EVEN Conseil)

C'est sur l'ancien canal de Boigeslin que se trouve également les Ponts Homets.



Les ponts Homets

Chapitre 5 : BIODIVERSITE ET TRAME VERTE ET BLEUE

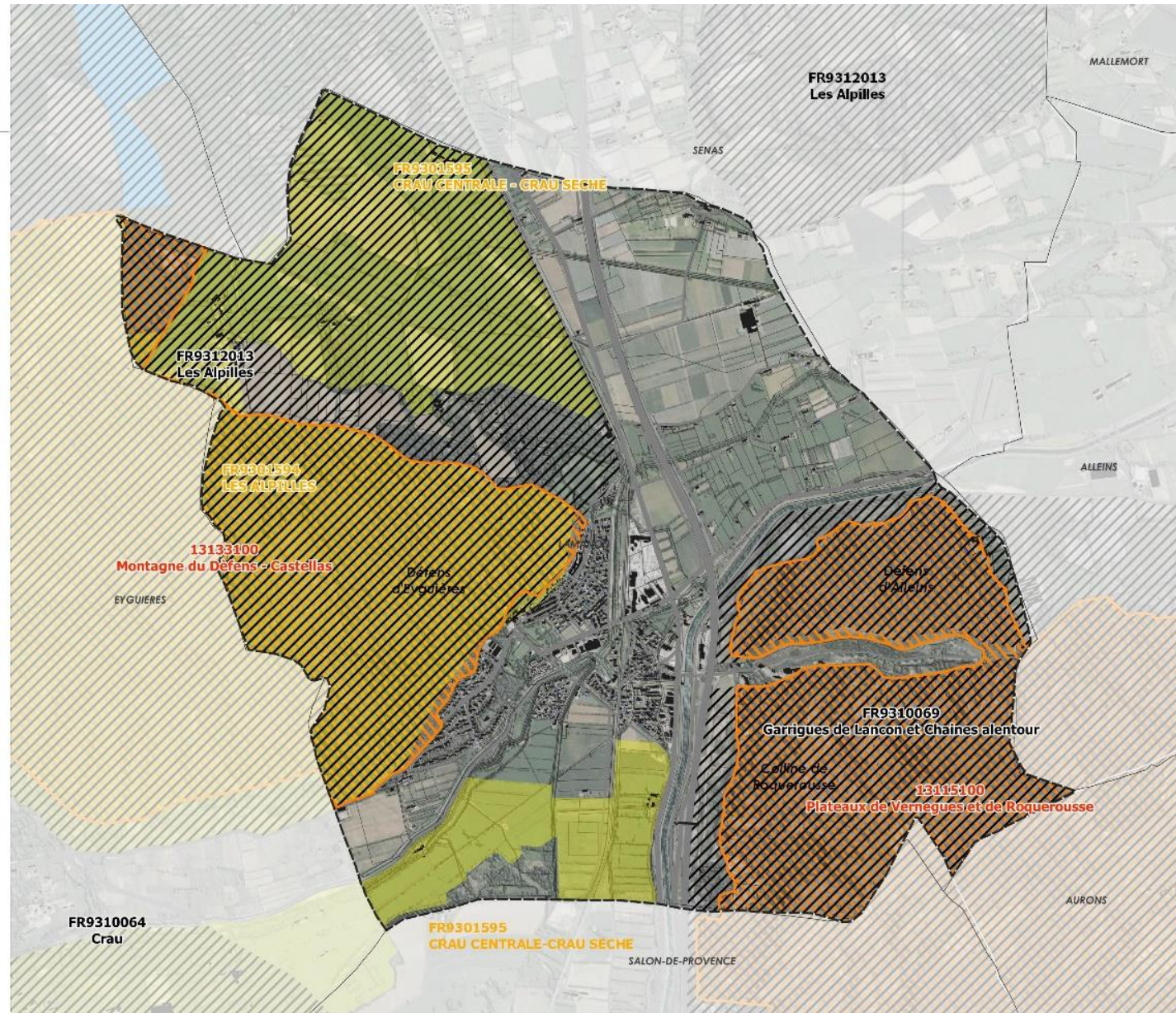
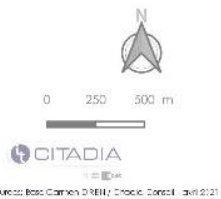
La commune de Lamanon est concernée par plusieurs périmètres de reconnaissance de biodiversité qui sont à prendre en compte dans le cadre de la préservation des espaces naturels sensibles et dans l'élaboration de la TVB :

- 3 sites Natura 2000 :
 - o 2 Zones Spéciales de Conservation : « Les Alpilles » (**FR9301594**) et « Crau centrale – Crau Sèche » (**FR9301595**) ;
 - o 2 Zones de Protection Spéciales : « Garrigues de Lançon et Chaines alentour » (**FR9310069**) et « Les Alpilles » (**FR9312013**).
- 2 ZNIEFF terrestre de type II :
 - o « Plateaux de Vernegues et de Roquerosse » (**930012448**) ;
 - o « Montagne du Défends-Castellas » (**930020200**).
- 1 Parc Naturel Régional :
 - o Le Parc Naturel Régional des Alpilles (**FR8000046**)
- Deux Zones Humides :
 - o 13CEN0079
 - o 13CEN0088
- Le Plan National d'Action Aigle de Bonelli

CARTE DES ZNIEFF ET NATURA2000

LAMANON

-  NATURA 2000
Directive oiseaux (ZPS)
-  NATURA 2000
Directive habitat (ZSC)
-  ZNIEFF Terre de type 2
-  Autoroute
-  Route principale
-  Route locale



1. LES SITES NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels remarquables. Il a pour objectif principal de contribuer à préserver la biodiversité en assurant le maintien ou le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire ; ceci en s'appuyant la mise en place d'une gestion contractualisée.

La constitution de ce réseau se base d'une part sur la directive « Habitats » du 22 mai 1992, qui prévoit la création de Zones Spéciales de Conservation (ZSC), et d'autre part sur les sites désignés au titre de la directive « Oiseaux » de 1979 pour la protection des oiseaux sauvages nommés Zones de Protection Spéciale (ZPS). Tout projet programmé dans une zone inscrite dans le réseau doit faire l'objet d'une étude d'incidences environnementales imposant des mesures de compensation.

La commune de Lamanon est concernée par 4 sites Natura 2000 :

- ZSC « Les Alpilles » (FR9301594) ;
- ZSC « Crau centrale – Crau Sèche » (FR9301595) ;
- ZPS « Garrigues de Lançon et Chaines alentour » (FR9310069) ;
- ZPS « Les Alpilles » (FR9312013).

1.1. ZSC – Les Alpilles (FR9301594)

D'une superficie de 17 334 ha, dont environ 327 ha sont compris dans le territoire communal, elle fait l'objet d'un DOCOB approuvé en 2003.

Caractère générale du site

Classes d'habitats	Couverture
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	30%
Forêts de résineux	25%
Forêts caducifoliées	20%
Pelouses sèches, Steppes	8%
Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	5%
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	5%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	3%
Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	2%
Autres terres arables	1%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	1%

Petit massif calcaire remarquable par la présence de landes à Ephédre et à Genêt de Villars sur les crêtes et par l'extension de groupements rupestres. Présence de parcours pâturés par les ovins et bovins. Présence d'importants complexes rocheux. Le cortège faunistique est particulièrement riche, notamment par la présence de nombreuses espèces de chiroptères : le massif des Alpilles constitue un secteur d'enjeu international pour la conservation des chauves-souris car il abrite plusieurs colonies importantes :

- La carrière de Glanum (St Rémy de Provence) : gîte d'intérêt international pour le Minioptère de Schreibers (hibernation de 12 000 à 18 000 individus, soit près de 15 % de la population nationale en hiver). Le seul gîte d'hibernation connu pour cette espèce en région PACA, drainant

probablement la totalité des populations estivales des Cévennes, de la vallée du Rhône et du Var ;

- La grotte des Fées (Baux de Provence) : site autrefois majeur pour la reproduction de plusieurs espèces avec 6000 individus, faisant l'objet d'un projet de réhabilitation ;
- Le tunnel d'Orgon : importante colonie mixte de reproduction découverte en 2003. Comprend au moins 6 espèces, totalisant 6 000 individus jeunes compris, principalement Petit/grand murin et minioptère. La plus importante colonie de reproduction des Bouches-du-Rhône, et une des plus importantes connues en région PACA. Le tunnel d'Orgon figure parmi les 21 sites français présentant un intérêt majeur d'ordre international pour la conservation des chiroptères.

Vulnérabilité

- Site très touristique soumis, sur certains secteurs, à une forte fréquentation (sports de pleine nature notamment) et à une forte pression d'urbanisation ;
- Tendance globale à la fermeture des milieux (par abandon) ;
- Risque incendie.

1.2. ZSC – Crau central – Crau sèche (FR9301595)

D'une superficie de 31 538 ha, dont X ha compris au sein de la commune de Lamanon, elle fait l'objet d'un DOCOB approuvé en juin 2017.

Caractère général du site

Classes d'habitats	Couverture
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	45%
Pelouses sèches, Steppes	34%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	5%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	4%
Autres terres arables	3%
Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	2%
Forêts sempervirentes non résineuses	2%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, eaux courantes)	1%
Forêts caducifoliées	1%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	1%
Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	1%
Forêts mixtes	1%

La Crau est une vaste plaine formée d'un épandage naturel de cailloutis grossiers, cimentés en un poudingue à quelques centimètres de profondeur.

La particularité du substrat, associée au climat local et à un pâturage ovin extensif multiséculaire, est à l'origine d'une végétation steppique unique en France, qui s'étend sur le "coussoul". Correspond à un sous type endémique de Crau (6220-5 cahier d'habitats / Corine 34.512).

Sur les mêmes terrains, et à proximité des coussouls, des canaux réalisés dès le 16^{ème} siècle amènent l'eau de la Durance et ses alluvions : les limons ont créé peu à peu un sol. C'est sur ce sol que pousse la prairie de Crau.

Accueillant le pâturage ovin d'hiver, complémentaire de celui des coussouls, les prairies, irriguées par submersion, assurent l'essentiel de l'alimentation de la nappe de Crau : les ripisylves des canaux et un réseau dense de haies ont créé un système bocager unique qui abrite une faune spécifique.

Vulnérabilité

Le "coussoul" régresse au profit des cultures intensives. Celles-ci génèrent aussi une pollution de la nappe de Crau, pollution qui se manifeste par la rudéralisation de la végétation des "roubines". L'abandon du pâturage laisse par endroit la dynamique de la végétation s'exprimer, au détriment du coussoul.

De même, la prairie de Crau régresse sous la pression de l'arboriculture. Les travaux des scientifiques ont démontré les relations existantes entre la zone steppique de la Crau et la Crau des prairies. Cette interdépendance en ce qui concerne l'économie pastorale apparaît de plus en plus clairement en ce qui concerne les écosystèmes et l'avifaune. C'est donc l'ensemble de ces écosystèmes qui est fragilisé, et l'espace de la Crau doit être géré dans le cadre d'un plan global, intégrant coussouls et prairies, comme deux espaces complémentaires. La vulnérabilité du site est aussi liée aux extensions routières et industrielles, à l'urbanisation et aux extensions d'exploitations agricoles intensives.

1.3. ZPS – Garrigues de Lançon et chaînes alentour (FR9310069)

D'une superficie de 27 411 ha dont X ha présent sur la commune de Lamanon, elle fait l'objet d'un DOCOB approuvé en octobre 2014.

Caractère générale du site

Classes d'habitats	Couverture
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	50%
Forêts mixtes	20%
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	10%
Autres terres arables	10%
Pelouses sèches, Steppes	5%
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières)	1%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, eaux courantes	1%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines	1%
Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	1%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1%

Localisé entre la vallée de la Durance et l'Etang de Berre, le site proposé constitue un vaste secteur où alternent reliefs calcaires et petites plaines agricoles.

Le site présente divers types d'habitats naturels : garrigues, boisements de feuillus ou de résineux, parcelles agricoles (vignobles, cultures maraîchères et céréalières), falaises et barres rocheuses. La diversité d'oiseaux est en grande partie liée à l'étendue des milieux ouverts et à leur complémentarité écologique : la zone est ainsi utilisée par de grands rapaces comme territoire de reproduction et d'alimentation. Elle est également riche en espèces d'oiseaux caractéristiques des milieux ouverts méditerranéens (fauvettes, Œdicnème criard, Pipit rousseline...).

Le site présente un intérêt d'ordre national à international pour la conservation de l'Aigle de Bonelli (5 couples potentiellement présents, sur 30 couples nichant en France. 2 couples en 2017). Site d'importance nationale pour la nidification du Rollier d'Europe (25 à 40 couples).

Vulnérabilité

- Risque incendie très élevé ;
- Réseau de lignes électriques potentiellement dangereux pour l'avifaune dans certains secteurs : risque notable de collision et d'électrocution, notamment pour l'aigle de Bonelli (près de 80 % des cas de mortalité chez cette espèce) ;
- Projets de parcs éoliens et photovoltaïques.

1.4. ZPS – Les Alpilles (FR9312013)

D'une superficie de 26 948 ha, dont X ha compris dans le territoire communal, elle fait l'objet d'un DOCOB publié en 2011.

Caractère général du site

Classes d'habitats	Couverture
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	23%

Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	20%
Forêts sempervirentes non résineuses	20%
Pelouses sèches, Steppes	10%
Autres terres arables	10%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	5%
Zones de plantations d'arbres (incluant les vergers, vignes, dehesas)	5%
Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	5%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	1%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, eaux courantes)	1%

Isolée entre les plaines du Rhône, de la Durance, du Comtat Venaissin et de la Crau, la chaîne des Alpilles apparaît comme une « île », formée de multiples reliefs calcaires ne dépassant guère 400 mètres d'altitude.

Le site accueille une avifaune remarquable avec près de 250 espèces d'oiseaux, dont 25 espèces d'intérêt communautaire. Un des enjeux forts du site est la reproduction de plusieurs couples d'Aigle de Bonelli et d'un couple de Percnoptère d'Egypte, deux rapaces méditerranéens très menacés en France et en Europe, qui trouvent dans le massif et les plaines alentour des conditions propices à leur survie.

Entre 58 et 77 couples de Grand-duc d'Europe (selon étude LIFE 2014), soit parmi les plus fortes densités connues en Europe. Site également remarquable pour la conservation du Rollier d'Europe et du Traquet oreillard.

Vulnérabilité

- La pression touristique est très importante sur le site (risque de destruction ou de perturbation d'habitats naturels et d'espèces fragiles). Certaines activités de loisir (varappe, moto...) nécessitent d'être maîtrisés dans les secteurs les plus sensibles.
- Tendance globale à la fermeture des milieux (par abandon ou régression du pastoralisme).
- Risque incendie.

2. LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère chargé de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine naturel de la France. L'inventaire identifie, localise et décrit les territoires d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il organise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore.

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Le territoire communal est concerné par 2 ZNIEFF terrestres de type II.

2.1. Plateaux de Vernègues et de Roquerousse (930012448)

Description de la zone

Secteur de collines calcaires d'altitudes modestes situé entre les Alpilles à l'Ouest et la chaîne des Côtes à l'Est. Divers plateaux bordés d'escarpements rocheux se rencontrent au sein de cet ensemble (les Costes et les Clèdes, les Grand et Petit Bosquet ...). Les fonds de vallons ou les plaines montrent des parcelles cultivées et un habitat dispersé.

Flore et habitats naturels

Les rochers entre Vernègues, Alleins et Salon permettent d'observer, très localement, l'Ephédre des monts Nébrode, bien plus fréquent dans le massif voisin des Alpilles. Ces peuplements représentent, très appauvris, la formation des crêtes ventées provençales à Genêts épineux, ceux-ci n'étant pas connus dans le domaine de la ZNIEFF. Vers Lambesc, les garrigues plus ou moins boisées de Pin d'Alep, permettent le développement de l'Ophrys de la voie aurélienne. Dans les pelouses de Vernègues et d'Alleins sont connus des peuplements de trois gagées, la Gagée des rochers, la Gagée de Lacaita, ainsi que la Gagée du Lubéron. Les escarpements rocheux bien exposés sont occupés par la formation classique des falaises calcaires ibéro méditerranéennes à Doradille de Pétrarque.

Faune

Ce site renferme onze espèces d'intérêt patrimonial dont deux sont déterminantes. La faune des plateaux de Vernègues et de Roquerousse se caractérise par un cortège riche en oiseaux des garrigues, pelouses, falaises et agrosystèmes méditerranéens. Ce cortège comprend par exemple l'Aigle de Bonelli (*Aquila fasciata*) (1 couple nicheur), le Circaète Jean le Blanc (*Circaetus gallicus*), le Grand-Duc d'Europe (*Bubo bubo*), le Rollier d'Europe (*Coracias garrulus*), la Huppe fasciée (*Upupa epops*), la Chevêche d'Athéna (*Athene noctua*), la Pie-grièche méridionale (*Lanius meridionalis*). On peut également signaler la présence du Gobe-mouche gris (*Muscicapa striata*) en tant que nicheur et, pour les mammifères, de la Genette (*Genetta genetta*).

Aucune espèce d'arthropode d'intérêt patrimonial n'est connue, illustrant le déficit de connaissance entomologique du périmètre.

2.2. Montagne du Défends-Castellas (930020200)

Description de la zone

La Montagne du Défends constitue en fait l'extrémité Sud orientale de la chaîne des Alpilles. La végétation dominante comprend des bois de pins d'Alep et de chênes verts, des garrigues boisées, des garrigues basses dégradées, quelques pelouses à brachypodes des milieux rupestres ainsi que des friches, des vignes et des vergers. Plus les paluds de la Baume.

Flore et habitats naturels

La flore est celle du massif tout proche des Alpilles. Elle reste néanmoins davantage méconnue. Citons la présence de l'Ephédre des monts Nébrode et de la Gagée de Lacaita dans les pelouses rases. Les rochers d'adrets portent la formation thermophile à Doradille de Pétrarque. Très localement il convient de signaler l'Helianthème à feuille de Marum et l'Inule fausse aunée, ici dans sa dernière localité provençale confirmée.

Faune

L'avifaune comporte deux espèces déterminantes avec la reproduction du Rollier d'Europe (*Coracias garrulus*) et la présence régulière en chasse du Faucon crécerellette (*Falco naumanni*) ainsi qu'avec le Grand-Duc d'Europe (*Bubo bufo*) une espèce remarquable, dont deux couples sont présents. Notons également que ce périmètre est une zone de chasse intéressante pour le couple d'Aigles de Bonelli (*Aquila fasciata*) de Roquerosse. Concernant les invertébrés, une espèce déterminante est répertoriée, le Marbré de Lusitanie (*Euchloetaxis belziana*), représentée par la sous-espèce *belziana* endémique du Sud de la France et de l'extrême Nord-Ouest de l'Italie, très localisée et inféodée aux milieux ouverts où croît sa plante nourricière, *Iberis pinnata*.

3. LE PARC NATUREL REGIONAL DES ALPILLES

NB : le PNRA et la charte 2023-2028 ont été présentées dans la Partie 1 – Chapitre 1 – 4.1.4. La charte du PNRA.

4. LES ZONES HUMIDES

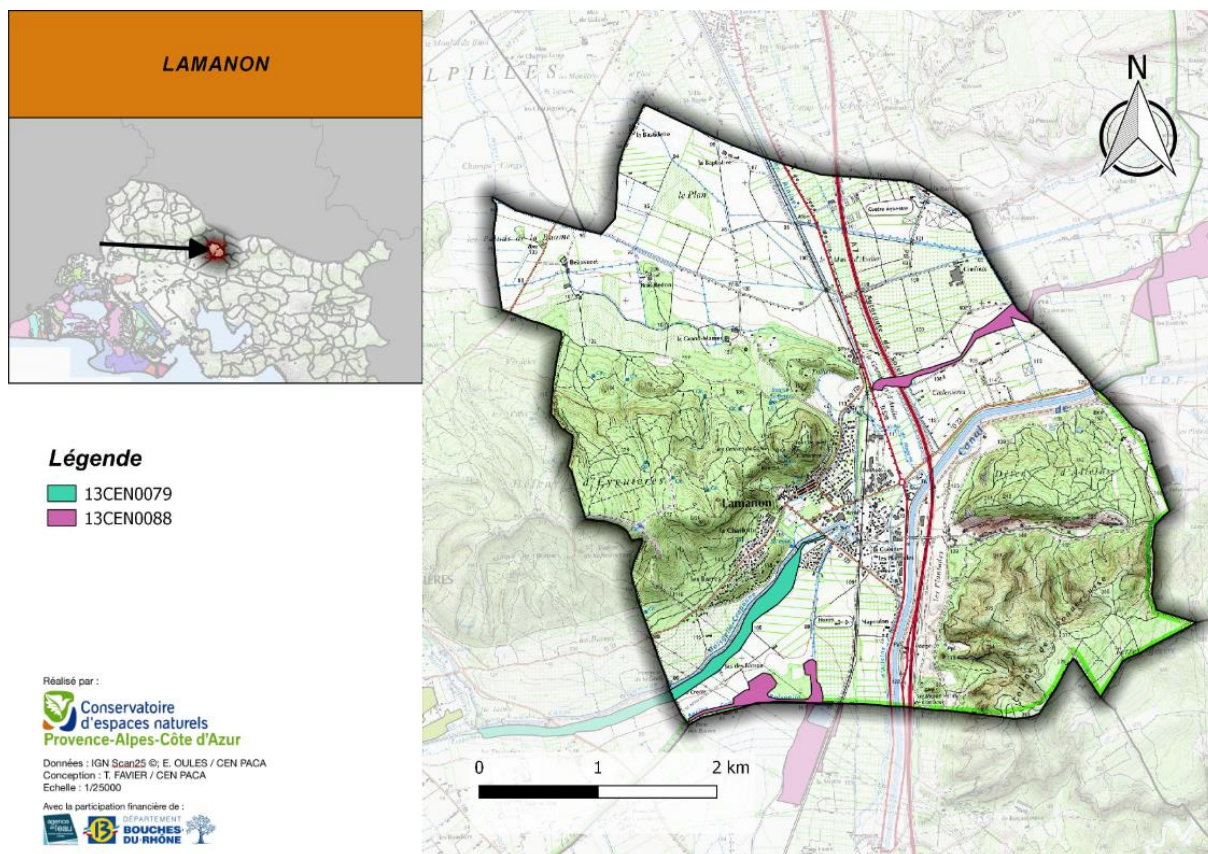
La loi sur l'eau de 1992 a identifié les zones humides comme un enjeu déterminant pour la protection et le bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques. Aussi, la gestion et la préservation des zones humides a été identifiée comme une priorité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée et Corse (2016-2021). Pour cela, les inventaires des zones humides du Var réalisés par le département constituent des porter à connaissances et des outils d'aide à la décision. Ils ne possèdent pas de valeur réglementaire et n'ont pas vocation à être exhaustifs. Leur valeur est indicative et ils peuvent faire l'objet de précisions complémentaires.

Le département des Bouches-du-Rhône a réalisé un inventaire des zones humides du territoire mené par le CEN PACA. Cette étude a été conduite sur deux ans en 2017 et en 2018, avec le soutien financier du Département des Bouches du Rhône et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. L'inventaire des zones humides du département des Bouches du Rhône fait l'objet d'un rapport présentant la méthode adoptée, les résultats de l'inventaire et la hiérarchisation des zones humides.

Chaque zone humide recensée, a été cartographiée, nommée et codée et toutes les informations relatives à sa description, son fonctionnement et ses enjeux biologique, hydrologique, ou socio-économique, ainsi que son statut, sa gestion, ses menaces et la priorité d'intervention nécessaire à sa conservation ou l'amélioration de son état, ont été saisies dans la plateforme régionale des zones humides de PACA.

La commune de Lamanon présente deux Zones Humides :

- 13CEN0079 – Canal des Garrigues et d'Alleins ;
- 13CEN0088 – Ancien canal de Boisgeline.



5. LE PLAN NATIONAL D'ACTION DE L'AIGLE DE BONELLI

Près de 40 ans de suivis de la population française d'aigles de Bonelli (et près de 25 ans de baguage systématique des poussins) ont permis de mieux connaître les besoins fondamentaux de l'espèce et les facteurs influençant son évolution.

Malgré les nombreuses actions menées (entre autres, deux Plans nationaux de 5 ans) par ce qui constitue aujourd'hui un véritable réseau d'acteurs et de partenaires (observateurs, associations, collectivités, établissements publics et services de l'état), la population française d'aigles de Bonelli reste fragile et nécessite de poursuivre les efforts menés pour sa conservation. C'est pourquoi le ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'énergie a souhaité le renouvellement du Plan national d'actions pour une durée de 10 ans.

L'enjeu de ce Plan est de consolider la population française actuelle d'aigles de Bonelli en favorisant la poursuite de sa reconquête du territoire national. Les efforts du PNA sont orientés sur la réduction des menaces et la préservation des habitats. En dépit des recrutements réguliers d'individus catalans, la population française reste fragile, car le taux de croissance hors immigration est encore inférieur à 1. De plus, le nombre important d'individus recrutés met en évidence l'instabilité de la population. Ceci indique qu'elle n'est actuellement pas apte à compenser de manière autonome les pertes subies de façon naturelle ou artificielle. Il apparaît donc que les menaces qui pèsent sur les lieux de vie de l'espèce doivent continuer à être réduites.

Comme tous les grands rapaces, l'Aigle de Bonelli compense un âge de reproduction tardif et une faible productivité naturelle par une grande longévité potentielle. L'accroissement des effectifs, beaucoup plus dépendant de la survie adulte (puis immature) que des variations annuelles de productivité, est donc lent, même dans des conditions favorables.

De plus, la stratégie adoptée par le Plan se concentre sur la réduction des causes de mortalité. Au-delà de l'évolution brute des effectifs reproducteurs, l'efficacité des actions sera donc évaluée sur l'évolution du taux de survie adulte et nécessite l'analyse de données sur une période assez longue.

C'est pourquoi le choix a été fait d'une durée de mise en œuvre du présent Plan sur 10 ans. Les buts visés sont de conforter les effectifs de la population reproductrice et d'en améliorer la résilience, en atteignant un taux de croissance supérieur à 1 (hors immigration et émigration) tout en maintenant et améliorant la capacité d'accueil des sites vacants et potentiels. Ces objectifs généraux se déclinent en objectifs spécifiques suivants :

- 1) Réduire et prévenir les facteurs de mortalités d'origine anthropique ;
- 2) Préserver, restaurer et améliorer l'habitat ;
- 3) Organiser la surveillance et diminuer les sources de dérangements ;
- 4) Améliorer les connaissances pour mieux gérer et mieux préserver l'Aigle de Bonelli ;
- 5) Favoriser la prise en compte du Plan dans les politiques publiques ;
- 6) Faire connaître l'espèce et le patrimoine local remarquable ;
- 7) Coordonner les actions et favoriser la coopération internationale.

L'objectif général pour la durée du Plan (10 ans) est de consolider la population française d'aigles de Bonelli, et d'assurer sa pérennité en atteignant un taux de croissance de la population supérieur à 1 (hors immigration et émigration), tout en maintenant et améliorant la capacité d'accueil des sites vacants potentiels. Malgré une productivité la situant dans la norme des meilleures populations du Nord de l'Espagne (Catalogne, Aragon), la surmortalité adulte et immature dont souffre toujours l'espèce en France, freine ses capacités de récupération. Au vu des résultats tangibles obtenus (+ 10 couples en 12 ans), les efforts doivent rester concentrés sur la réduction des menaces et la préservation des habitats.

La commune de Lamanon est concernée par le domaine vital de cette espèce au niveau des Alpilles et de la Garrigues de Lançon. Ce domaine englobe le territoire ou site de nidification et les zones de chasse. La zone fréquentée est relativement restreinte en début et milieu de période de reproduction alors qu'elle s'accroît après l'envol des jeunes. Ces constats indiquent que le couple exploite de façon optimale son domaine vital de taille réduite et constante. Dans le second cas, les divers partenaires occupant le site ont un domaine vital deux fois plus étendu que celui du couple stable. Ceci s'explique par l'inexpérience des partenaires recrutés qui prospectent aléatoirement leur milieu à la recherche de zones de chasse.

6. LA TRAME VERTE ET BLEUE

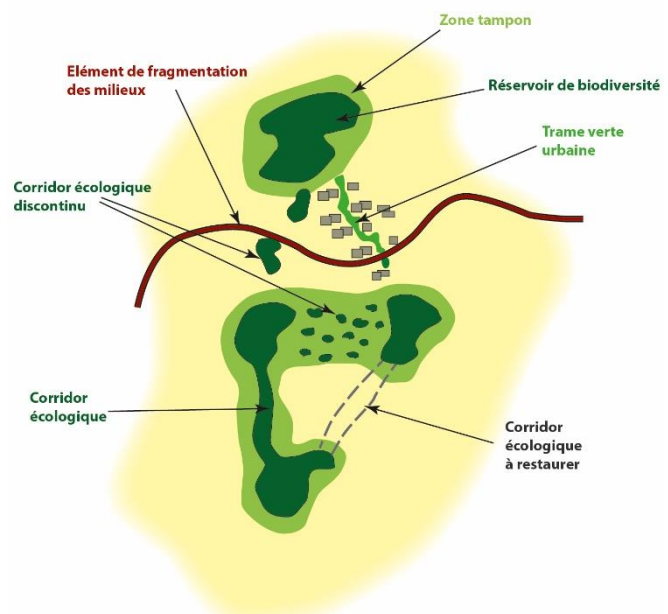
6.1. Le rôle multifonctionnel de la Trame Verte et Bleue communale

La Trame Verte et Bleue (TVB) est une mesure phare du Grenelle de l'Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques. C'est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer et de réaliser leur cycle de vie.

La TVB est constituée des éléments suivants :

- **Les réservoirs de biodiversité** : espaces où la biodiversité est la plus riche et généralement connue par des périmètres réglementaires ou d'inventaires. Des zones tampons sont généralement présentes autour de ses réservoirs ;
- **Les autres milieux naturels, dont « zones tampon » des réservoirs de biodiversité**
- **Les corridors écologiques** : ils sont constitués de différents milieux naturels qui permettent de relier les réservoirs entre eux et offrent aux espèces les conditions favorables à leurs déplacements. Ils peuvent être linéaires ou surfaciques, continus ou discontinus, existants ou à restaurer. Les corridors terrestres font partis de la trame verte et les corridors aquatiques de la trame bleue.
- **Les éléments de fragmentation** : ils représentent les différentes formes de rupture dans les continuités écologiques et entraînent des phénomènes artificiels de morcellement de l'espace (consommation et artificialisation de l'espace, fractionnement et isolation des populations, banalisation et simplification des écosystèmes).
- **Les espaces de nature en ville** : espaces verts, jardins, alignements d'arbres, fossés. Ces espaces sont garants d'une certaine perméabilité de la nature dans la ville.

Schéma de principe de la trame verte et bleue (TVB)



En plus du rôle écologique, la trame verte et bleue peut se décliner dans d'autres domaines intéressant l'urbanisme, qui justifient de les prendre en compte comme une composante à part entière des territoires. Intégrer pleinement la trame verte et bleue dans les politiques d'aménagement permet de construire des territoires agréables à vivre, d'accepter la densité en ville et de concilier urbain et nature.

En effet, ces espaces peuvent structurer d'autres usages et constituer une véritable armature verte et bleue, support de développement pour le territoire :

- Ecologie (réservoirs de biodiversité, corridors...),
- Paysage (composantes identitaires du territoire, valorisation de l'image du territoire...),
- Social (détente, loisir, bien-être...),
- Economie (production de ressources : agriculture, sylviculture...),
- Dépollution ou prévention des risques et des nuisances (gestion de l'eau, qualité de l'air, écran anti-bruit...).

6.2. La Trame Verte et Bleue communale

Méthodologie

Les réservoirs identifiés résultent, conformément au document-cadre « *Orientations Nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologique* » de la superposition :

- Des sites d'intérêts écologiques reconnus (Natura 2000, ZNIEFF, sites classés) ceux-ci ont tout de même été retravaillés à la marge pour en exclure les zones urbaines ;
- D'une méthodologie de qualification des espaces naturels et agricoles non reconnue par les périmètres d'inventaires et de protection et qui pour autant participent pleinement à la TVB communale.

Deux grandes familles de réservoirs sont à distinguer : les réservoirs des milieux forestiers et les réservoirs des milieux ouverts.

L'étude et la localisation des réservoirs (autres que les périmètres d'inventaires et de protections) consistent à sélectionner les parcelles significatives. Ainsi, les parcelles de plus d'une certaine surface sont conservées pour les milieux boisés, semi-ouverts et ouverts ainsi que pour l'ensemble des zones humides. Ces valeurs sont fixées au vu du potentiel écologique théorique de chaque milieu et de la surface des parcelles. Les parcelles de moindre importance sont quant à elles traitées en tant que corridor potentiel.

Les réservoirs de biodiversité

➤ Les milieux forestiers

Ces milieux sont de véritables réservoirs de biodiversité. Ils concentrent les espèces, aussi bien animales que végétales, abritant un cortège faunistique et floristique remarquable. Outre leur richesse écologique, ces milieux remplissent des fonctions importantes pour la limitation de l'érosion des sols et la régulation des écoulements hydriques depuis les reliefs, et de nombreux services écosystémiques annexes.

La commune de Lamanon se compose de grands espaces forestiers en connexion avec les communes voisines et les milieux de connectivité. Les deux principaux espaces de milieux cohérents sont les Défens d'Alleins et d'Eyguières. Les espaces de connectivités sont représentés sur le territoire par plusieurs types d'environnements boisés :

- Les ripisylves de canaux qui peuvent être plus ou moins larges, en se faisant le support de « bandes » boisées ;
- Localement dans la plaine agricole des ensembles boisés d'importance significative ;
- Au sein de la tache urbaine, les ensembles végétaux préservés de l'urbanisation en parc publics ou petits ensembles boisés.

➤ Les milieux ouverts

Les milieux ouverts et semi-ouverts contribuent à la diversité des milieux, tout en composant des corridors favorables au déplacement des espèces. Le maintien de la surface et de la diversité des espaces agricoles représente en conséquence un enjeu important pour la pérennité de la biodiversité locale. Ce pari majeur passe par le maintien d'une agriculture respectueuse de l'environnement, mais aussi viable économiquement. Néanmoins, Il ne s'agit pas de sanctuariser les espaces : certaines zones, aujourd'hui en friche, pourront faire l'objet d'un potentiel développement urbain.

Parmi les réservoirs ouverts, le territoire communal se compose majoritairement de milieux agricoles rencontrés à la fois au Nord et au Sud du « Seuil de Lamanon ». Au Nord, la plaine agricole s'ouvre sur celle de la Durance. Les milieux sont assez peu fragmentés en dehors des axes de communication majeurs : A7 et RD538. Au Sud, cette sous-trame est nettement plus fragmentée du fait des réseaux

d'irrigation (canaux plus ou moins importants) et trame bocagère. Ces fragmentation « naturelles » participent fortement aux continuités écologiques à travers cette sous-trame.

Les réservoirs ouverts sont composés d'un maillage de haies qui structure l'ensemble et constitue une véritable infrastructure naturelle. En effet, plus ce réseau est dense et continu, plus il accueille d'échanges entre espèces végétales et animales qui circulent, s'alimentent, se reproduisent, se reposent et assurent ainsi leur cycle de vie grâce à la haie.

Des espaces de délaissés sont identifiés à l'Est de l'A7 autour des piémonts du Défens d'Alleins, ils résultent d'espaces inutilisés par l'agriculture entre les résultantes des travaux de l'A7, la proximité des installations militaires et les bassins de rétention de l'A7.

Les éléments de fragmentation

Comme leur nom l'indique, ces espaces englobent toutes les surfaces artificielles bâties et anthropisées, qu'elles soient linéaires, ou non, présentes sur le territoire de la commune communal. Ces espaces ne présentent pas de rôle et d'intérêt écologiques. Au contraire, ils participent à fragiliser le réseau écologique par la création de fracture en entre les espaces naturels, et de barrière physique pour la dispersion des espèces sauvage. Ici, le tissu urbain est très peu étendu et se présent sous forme de tâches réparties de manière hétérogène sur le territoire.

La configuration de la ville de Lamanon sur son « Seuil » crée une concentration de ces types d'obstacles s'opposant à la continuité écologique majeure identifiée au niveau du SCOT : entre les deux Défens. En effet, se trouvent notamment à ce niveau :

- La tache urbaine de Lamanon ;
- L'autoroute A7 ;
- La voie ferrée ;
- Le canal de l'EDF.

La typologie franche de ces obstacles ne permet pas d'imaginer une restauration de continuité totale. Néanmoins, la complexité et la diversité des trames vertes et bleues sur le territoire Lamanonais permet d'identifier un réseau de micro-continuités.

Les corridors écologiques

Le réseau de continuités écologiques sur Lamanon se localisent essentiellement au niveau des réservoirs ouverts et forestier du territoire. Le massif forestier du Défens d'Euyguières est ainsi connecté avec les espaces boisés d'Eyguières au Sud et les espaces agricoles de Sénas au Nord. De même, le Défens d'Alleins présente une continuité écologique à préserver qui relie la commune aux espaces boisés d'Alleins. **Ces corridors écologiques sont à préserver.**

Le centre urbain du territoire présente de nombreuses continuités végétales (alignement d'arbres, parc, jardin, etc) qui constitue ainsi un **corridor écologique fragmenté** permettant de relier les espaces agricoles du Nord à ceux situé au Sud.

Concernant les corridors aquatiques, ces derniers sont relativement peu représentés sur le territoire. Les éléments hydriques sont en effet majoritairement artificiels et ne répondent pas aux critères de corridors écologiques.

CARTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

LAMANON

Trame verte

Réservoir de biodiversité

- Réservoir forestier
- Réservoir ouvert composé de bocage

Interface

- Espace ouvert enclavé

Corridor écologique

- à préserver
- fragmenté

Trame bleue

- Canal EDF
- Corridor aquatique

Éléments de fragmentation

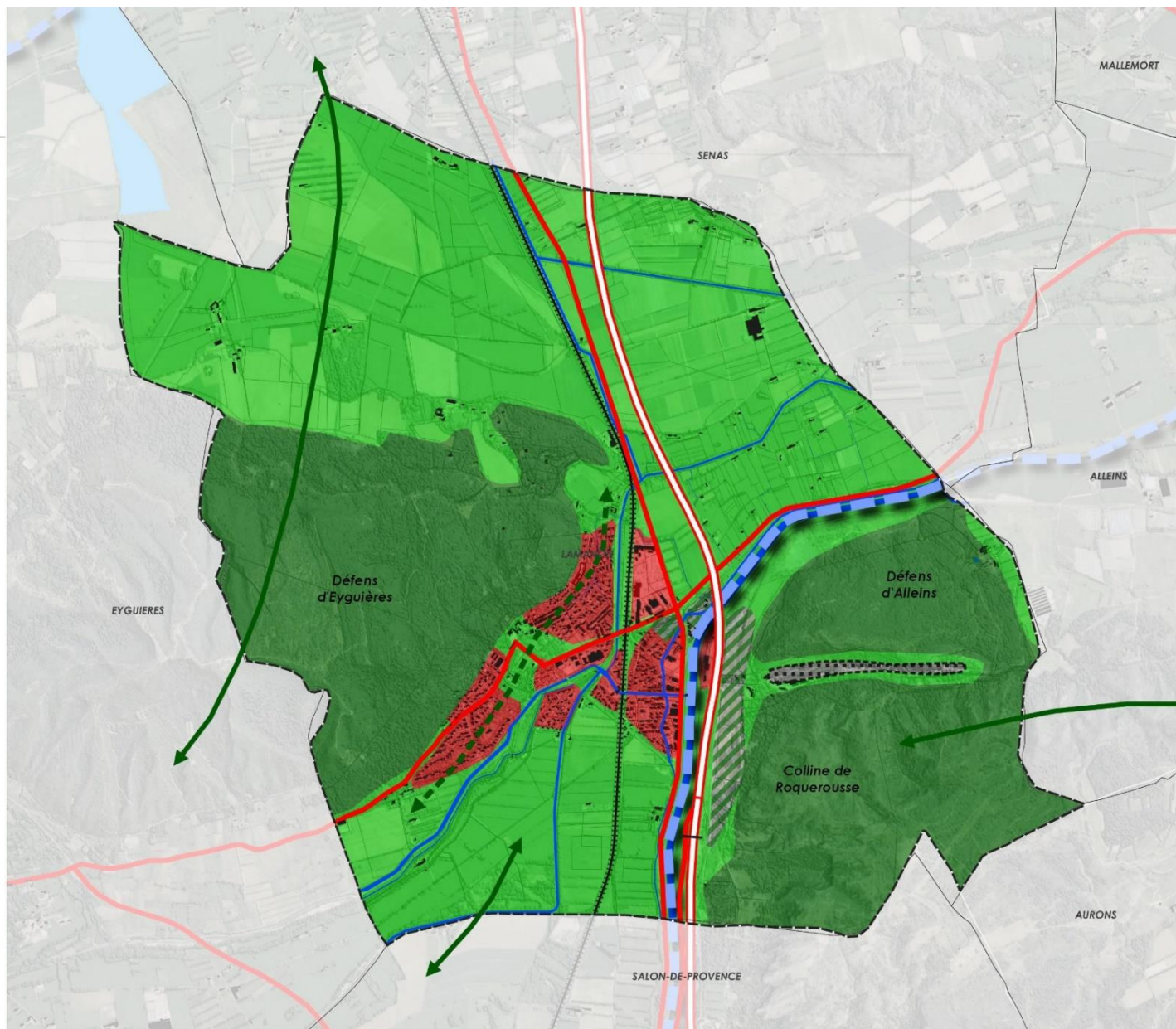
- Espaces artificialisés
- Terrain militaire
- Autoroute
- Départementale
- Voie ferrée



0 250 500 m

CITADIA

Sources : IGN BD TOPO et CARTO / Citadia Conseil - avril 2021



Chapitre 6 : LA RESSOURCE EN EAU

1. L'EAU ET LA QUALITE DE L'EAU

1.1. La directive cadre sur l'eau

En adoptant le 23 octobre 2000 la directive cadre sur l'eau (DCE), l'Union européenne s'est engagée à donner une cohérence à l'ensemble de la législation avec une politique communautaire globale, dans une perspective de développement durable.

Une obligation de rapportage au niveau européen est aussi imposée par la directive. Tous les États membres doivent rendre compte de façon régulière à la Commission européenne de la mise en œuvre des différentes étapes de la directive cadre sur l'eau, des objectifs fixés en justifiant des adaptations prévues et des résultats atteints. Les informations relatives au bassin sont transmises au ministère chargé de l'écologie et du développement durable.

1.2. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et ses objectifs

Pour atteindre ses objectifs environnementaux, la directive cadre sur l'eau préconise la mise en place d'un plan de gestion. Pour la France, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et ses documents d'accompagnement correspondent à ce plan de gestion. Il a pour vocation d'orienter et de planifier la gestion de l'eau à l'échelle du bassin. Il bénéficie d'une légitimité politique et d'une portée juridique. Révisé tous les 6 ans, il fixe les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la DCE ainsi que les orientations de la conférence environnementale.

Le territoire de Lamanon est concerné par le SDAGE Rhône-Méditerranée. Le SDAGE actuel et son programme de mesures associé est entré en vigueur le 4 avril 2022 pour une durée de 6 ans. Il arrête les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin et fixe les objectifs de qualité des eaux.

Les 9 orientations fondamentales du SDAGE RM sont les suivantes :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau ;
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir,
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

1.3. Liste des objectifs par masse d'eau

Les objectifs d'état écologique, quantitatif et chimique à atteindre pour les différentes masses d'eau du bassin sont présentés sous forme de tableaux de synthèse conformes à l'arrêté ministériel du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, modifié.

Liste des objectifs d'état écologique et chimique des masses d'eau de surface

Le territoire de Lamanon n'est concerné par aucune masse d'eau de surface recensée par le SDAGE.

Liste des objectifs d'état écologique et chimique des masses d'eau souterraine

Quatre groupes de colonnes sont différenciés :

- Identification de la masse d'eau (code, nom, catégorie) ;
- L'objectif d'état quantitatif où sont détaillés :
 - o Le type d'objectif1 (bon état),
 - o L'échéance (2015, 2021, 2027),
 - o La motivation en cas de recours aux dérogations : faisabilité technique (FT), conditions naturelles (CN),
- Les paramètres faisant l'objet d'une adaptation ;
- L'objectif d'état chimique où figurent les mêmes rubriques que pour l'objectif d'état quantitatif ;
- L'identification des polluants dont la tendance à la hausse est à inverser, lorsque les chroniques de données étaient suffisantes pour qualifier une tendance.

Sur le territoire communal, on distingue trois masses d'eau souterraines affleurantes : Les « Cailloutis de la Crau » (FRDG104), les « Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans le Bassin Versant de la Basse Durance » (FRDG213) et les « Formations variées du Bassin Versant de la Touloubre et de l'étang de Berre » (FRDG513) ; ainsi qu'une masse d'eau souterraine sous couvertures : « Argiles bleues du Pliocène inférieur de la vallée du Rhône » (FRDG531).

Les quatre masses d'eau possèdent un bon état général (échéance 2015).

			Objectif d'état quantitatif				Objectif d'état chimique			
Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de la masse d'eau	Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Raison(s)	Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
9 - Côtiers Côte d'Azur										
FRDG104	Cailloutis de la Crau	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG513	Formations variées du bassin versant de la Touloubre et de l'étang de Berre	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG531	Argiles bleues du Pliocène inférieur de la vallée du Rhône	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
7 - Durance										
FRDG213	Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans BV Basse Durance	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		

Programme de mesures

Masses d'eau souterraines :

Les mesures à mettre en œuvre pour l'atteinte du bon état des masses d'eau souterraines sont issues des diverses pressions à traiter.

Cailloutis de la Crau - FRDG104	
Pression dont l'impact est à réduire significativement	Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments agricoles	
AGR0302 – "Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation; au-delà des exigences de la Directive nitrates"	BE ZPN SUB
AGR0401 – "Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	BE ZPN SUB
Pollutions par les pesticides	
AGR0303 – Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE ZPN SUB
AGR0401 – "Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	BE ZPN SUB
Pression dont l'impact est à réduire significativement	Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)	
ASS0201 – Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE SUB
IND0601 – "Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des "sites et sols pollués" (essentiellement liées aux sites industriels)"	BE SUB
Formations variées du bassin versant de la Touloubre et de l'étang de Berre - FRDG513	
Pression dont l'impact est à réduire significativement	Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les pesticides	
AGR0303 – Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE ZPN SUB
AGR0401 – "Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	BE ZPN SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)	
AGR0303 – Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE ZPN SUB

BE = Bon Etat – il s'agit de viser l'objectif environnemental de bon état des masses d'eau ;

ZPN = Zone Protégée Natura 2000 – il s'agit de viser l'objectif environnemental des sites Natura 2000 ;

SUB = Substance – il s'agit de viser l'objectif environnemental de réduction des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses.

2. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La commune de Lamanon fait partie de l'ancien EPCI Pays Salonais constituant aujourd'hui un des six conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle assure ainsi les services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

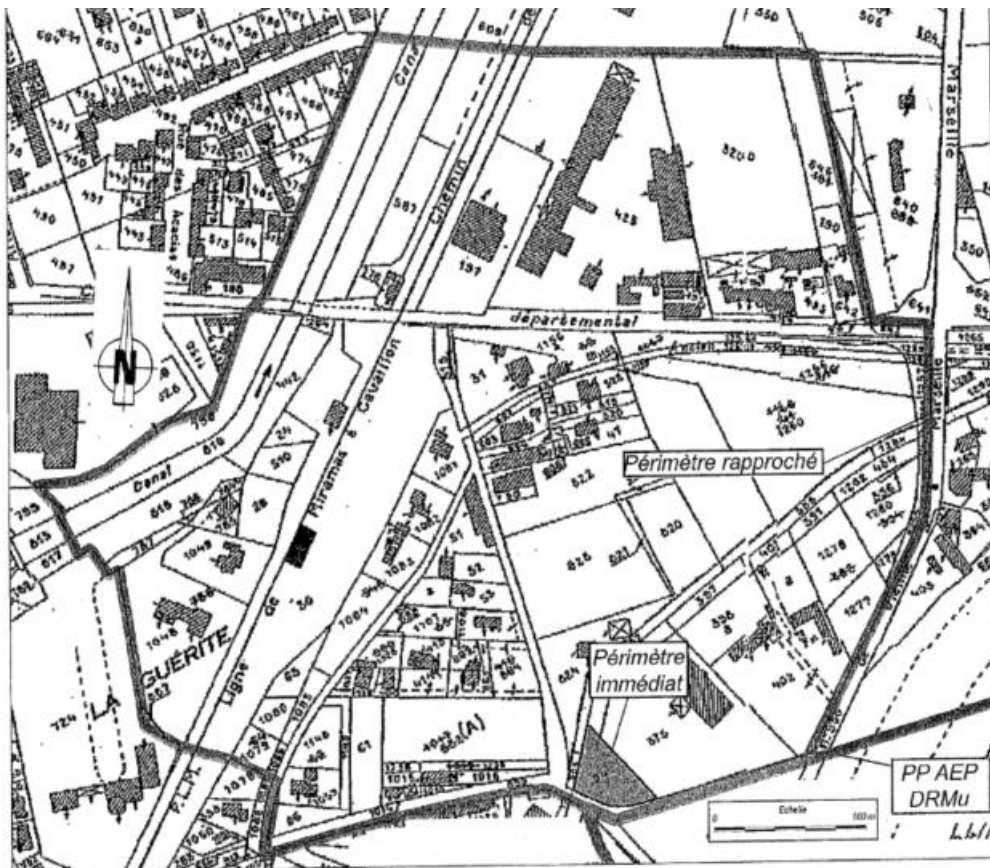
La mission du service public de l'eau potable consiste à assurer la protection de la ressource et à délivrer une eau propre à la consommation au robinet des usagers, selon les critères du Code de la Santé Publique.

Pour cela l'eau est prélevée dans le milieu naturel (nappe phréatique, nappe alluviale ou source) ou puisée dans le Canal de Marseille, le Canal de Provence ou le Canal de Craponne. Cette eau brute est traitée afin de la rendre potable, puis distribuée sur l'ensemble du territoire à travers un réseau de canalisation et de stockage intermédiaire.

A l'échelle de la commune, sont recensés en 2022 :

- 1 unité de traitement ;
- 18 km de canalisations de distributions ;
- 174 521 m³ produit et 155 778 m³ de volume consommé comptabilisé ;
- Un rendement du réseau de distribution de 89,6% et un taux de conformité de 100% pour les paramètres physico-chimiques et microbiologique.

L'eau distribuée sur le territoire de Lamanon est assurée par le Forage de la Guérite dont le volume total prélevé en 2022 était de 171 934 m³. Un Périmètre de Protection Immédiate a été matérialisé sur le terrain avec la clôture de la parcelle d'implantation du forage. Des études complémentaires pour la protection de captage sont en cours.



Le forage est également relié à la commune d'Eyguières en secours.

La commune recense également un réservoir situé à Calès dont la capacité est de 500 m³.

3. GESTION DES EAUX USEES

3.1. Assainissement collectif

Les grands objectifs du service public de l'assainissement collectif sont de garantir les enjeux de santé publique liés au transport et au traitement des effluents, et de préserver les milieux naturels en limitant les rejets polluants. La qualité des rejets doit satisfaire aux normes imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation des différents systèmes d'assainissement.

Le territoire présente 12,99 km de réseau avec cependant un faible indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux usées (30/120). Sur 2 029 habitants (données INSEE 2018), 1 660 sont desservis par le réseau d'assainissement collectif.

La commune de Lamanon présente une Station d'Épuration (STEP) d'une capacité nominale de 2 800 à 3 000 Equivalent Habitant, la charge maximale d'entrée étant de 2 482 EH. Elle présente un traitement de type « Boues activées avec traitement azote » et rejette les eaux traitées dans le canal Boisgeline-Craponne. La conformité des équipements d'épuration et la performance des ouvrages d'épurations est excellente (100%).

3.2. Assainissement non collectif

Les missions du service public de l'assainissement non collectif consistent à contrôler le bon fonctionnement des installations privatives d'assainissement non collectif, afin de garantir l'efficacité du traitement des eaux usées et préserver ainsi la qualité des milieux récepteurs.

Les missions du SPANC sont les suivantes :

- Contrôle technique et réglementaire relatif à la conception et à la réalisation (ou réhabilitation) des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- Diagnostic de bon fonctionnement dans le cadre d'une vente immobilière ;
- Contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien (périodicité de 10 ans) ;
- Conseil aux usagers.

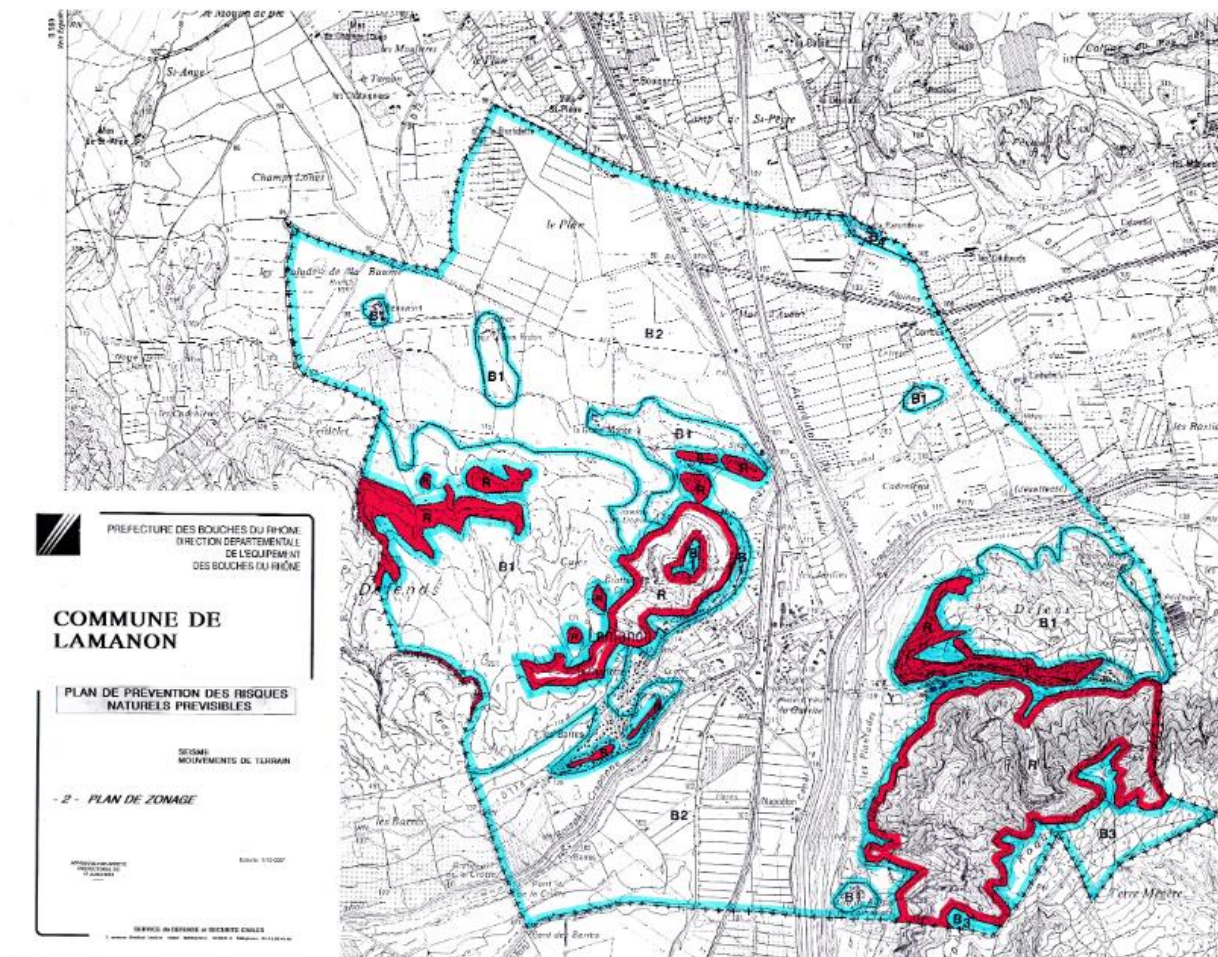
Le territoire du Pays Salonais recense 17 119 habitants desservis en assainissement non collectif et un taux de conformités des installations à 68%. Les données à l'échelle de la commune ne sont pas disponibles.

Chapitre 7 : LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

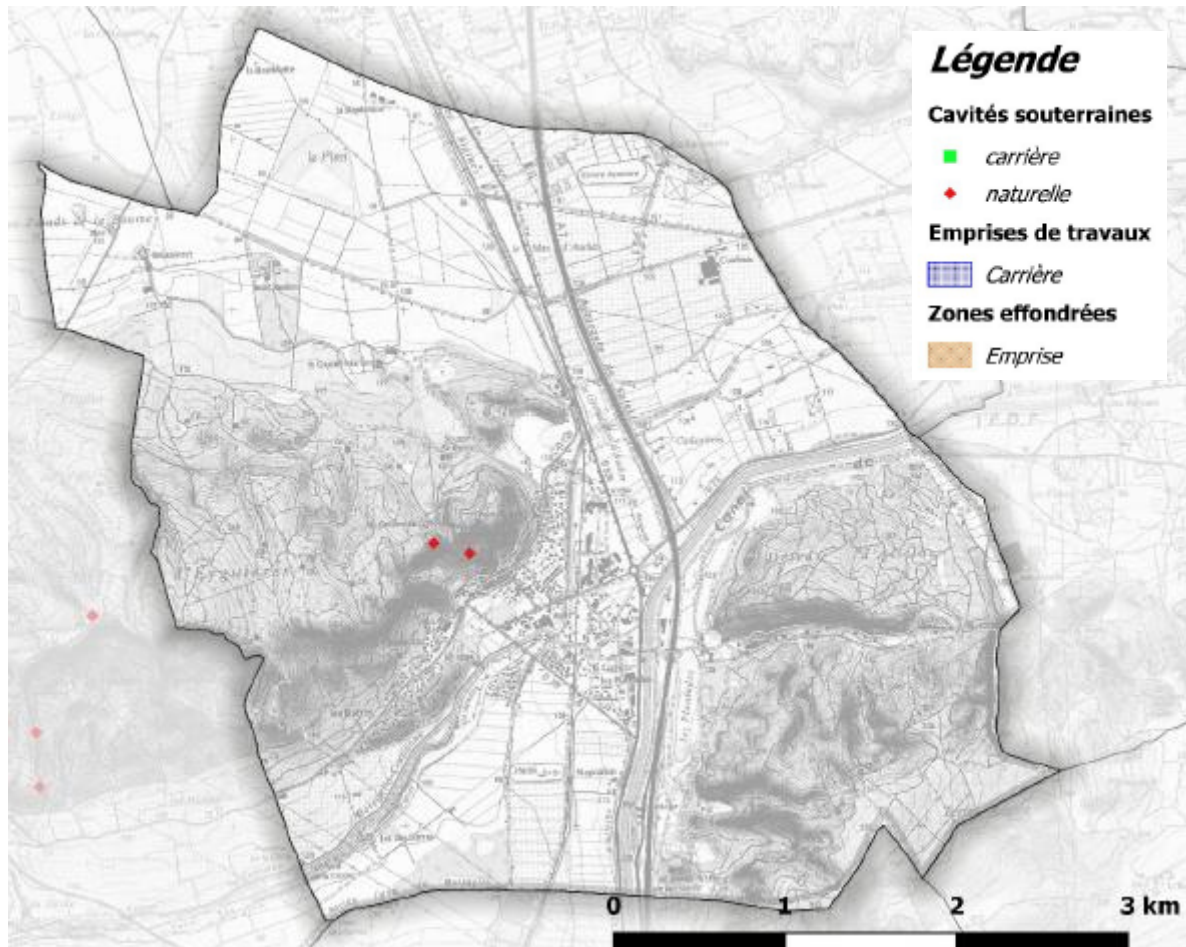
1. LE RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

Un Plan Prévention Risques (PPR) « Séisme et Mouvement de terrain » a été approuvé par arrêté préfectoral le 17 juillet 2001. Ce dernier est divisé en deux zones :

- Une zone rouge estimée très exposée où certains phénomènes naturels sont particulièrement redoutables, notamment, en raison de leur conjonction possible. Y sont interdits tous travaux, constructions, installations et activités de quelques natures qu'ils soient. Seuls certains travaux sont autorisés à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveau ;
- Une zone bleue exposée à des risques moindres (B1 à B4). La constructibilité y est limitée selon certaines conditions précises ainsi que des règles de construction.



Il n'a pas été recensé, à ce jour, de vide souterrain d'exploitation « mine/carrière » pouvant induire des phénomènes de type affaissement/effondrement sur la commune de Lamanon. Néanmoins, une susceptibilité au phénomène d'effondrement a été retenue par l'étude de cartographie régionale de 2007 du BRGM. Des cavités naturelles issues du phénomène d'érosion karstique dans les formations à dominante calcaire ont été identifiées au niveau du site de Calès.

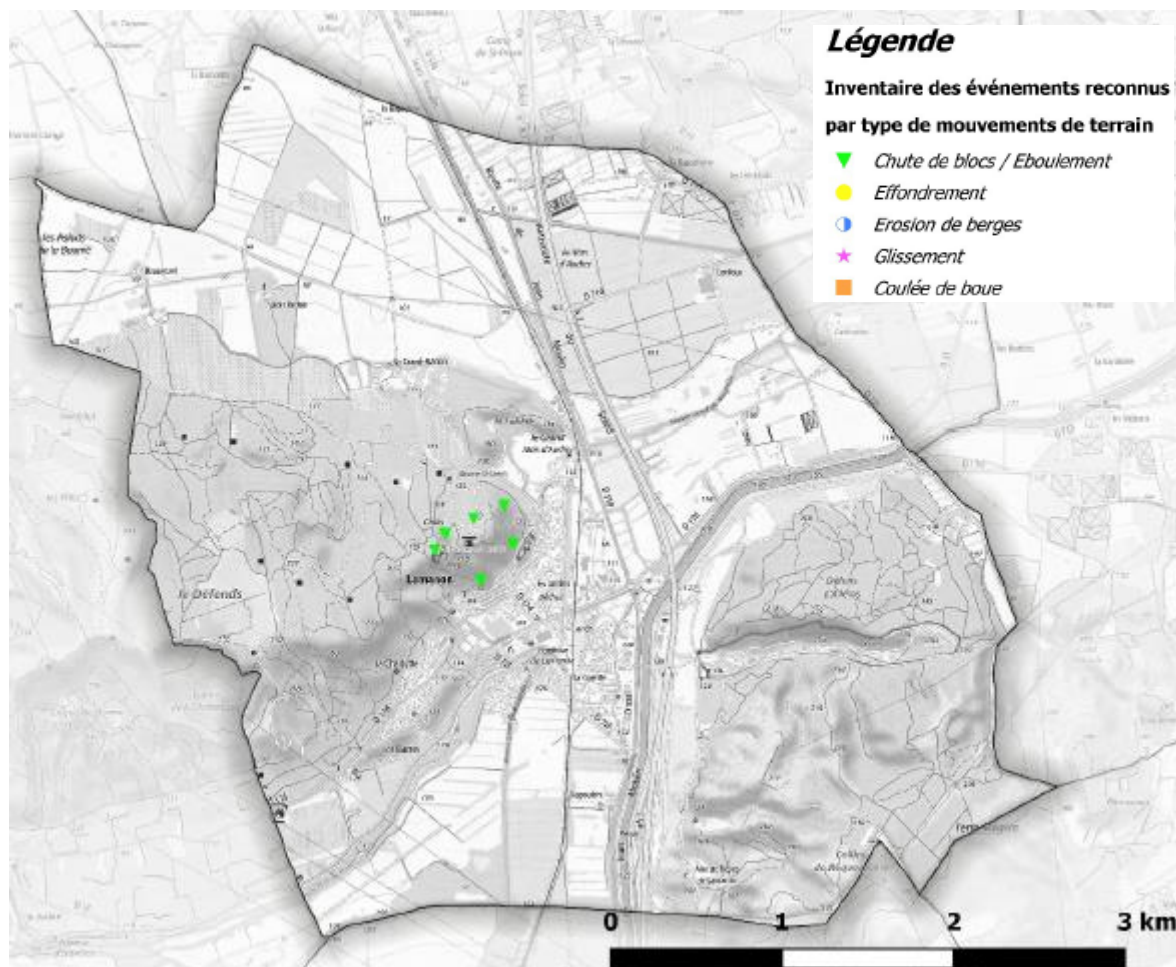


Cavités naturelles (BRGM 20052-2013)

L'inventaire départemental des mouvements de terrain réalisé entre 2005 et 2013 par le BRGM signale l'occurrence de phénomènes de type chutes de blocs dans les secteurs suivants :

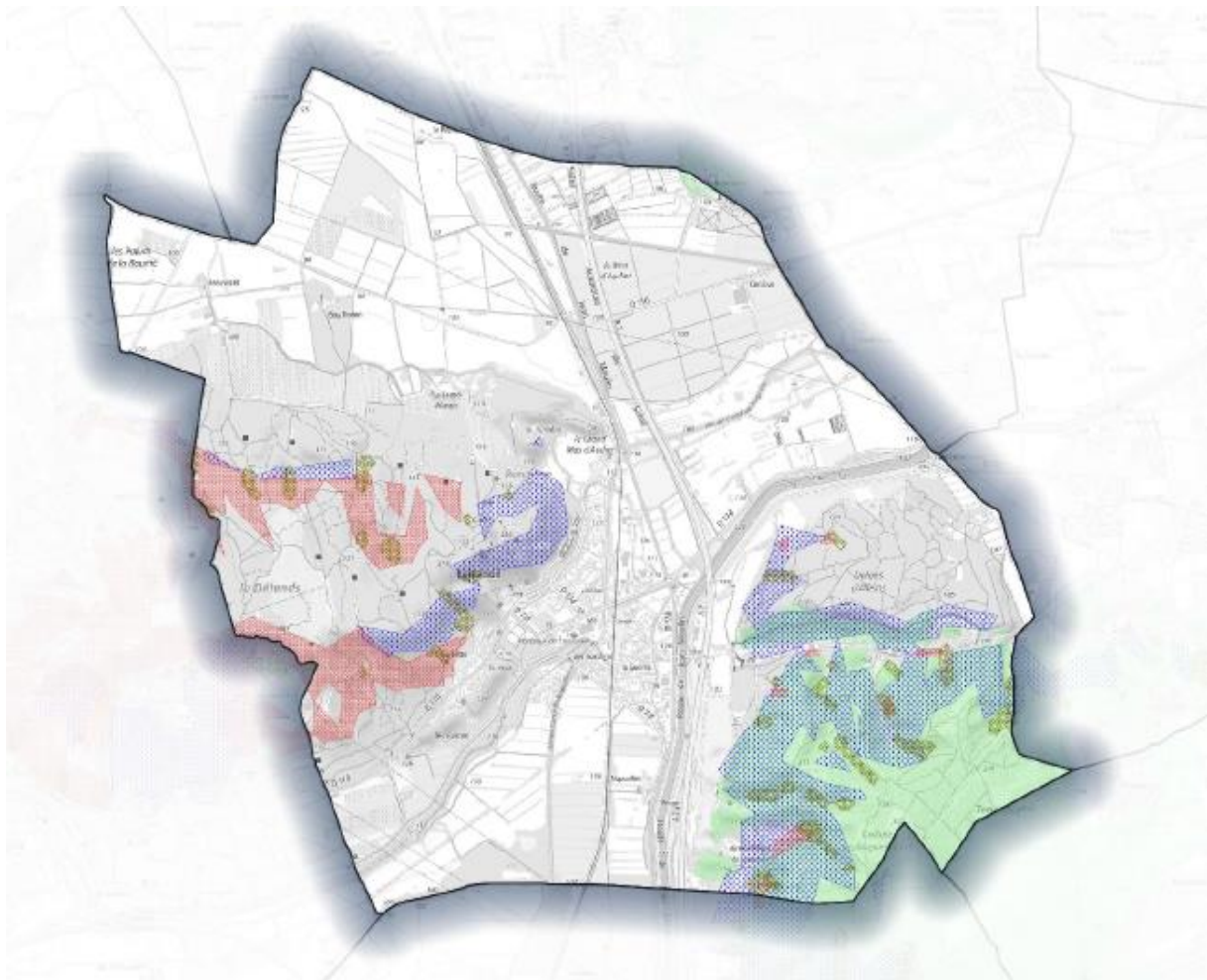
- Site de Calès comprenant différents accès et des grottes entre autres ;
- La falaise Ouest du Plateau de Saint-Jean au-dessus du village (habitations, équipements publics, chapelle, accès-chemins, etc.).

Ces événements se sont produits à plusieurs reprises en 1988, 1990, 1998, 2001, 2015 et 2017 et sont localisés en zone rouge du PPR séisme et mouvements de terrain.


Phénomènes de mouvements de terrain reconnus (BRGM 2005-2013)

Le BRGM a également réalisé une étude de cartographie régionale en 2007 sur les formations géologiques susceptibles d'être affectées par des mouvements de terrains de type :

- Chutes de bloc, au niveau des formations à dominante calcaire, au sens large du terme, qui sont fréquemment fracturées dans les secteurs des reliefs situés au niveau du massif du Défens et de la Terre Mégère (Sud-Est de la commune) ;
- Glissement au niveau des niveaux plus argileux ou grés-sableux ;
- Effondrement, dans la partie Sud-Est de la commune, où les terrains calcaires sont également exposés à ce type de phénomène qui est lié à la présence éventuelle d'indice d'érosion karstique qui peuvent être identifiés ou non.




Légende


Susceptibilité mouvements de terrain


Echelle de validité 1/100 000


 glissement de terrain


 glissement de terrain et ponctuellement chute de blocs

 chute de blocs

 coulées boueuses et charriages torrentiels

 Effondrement (dissolution de gypse)

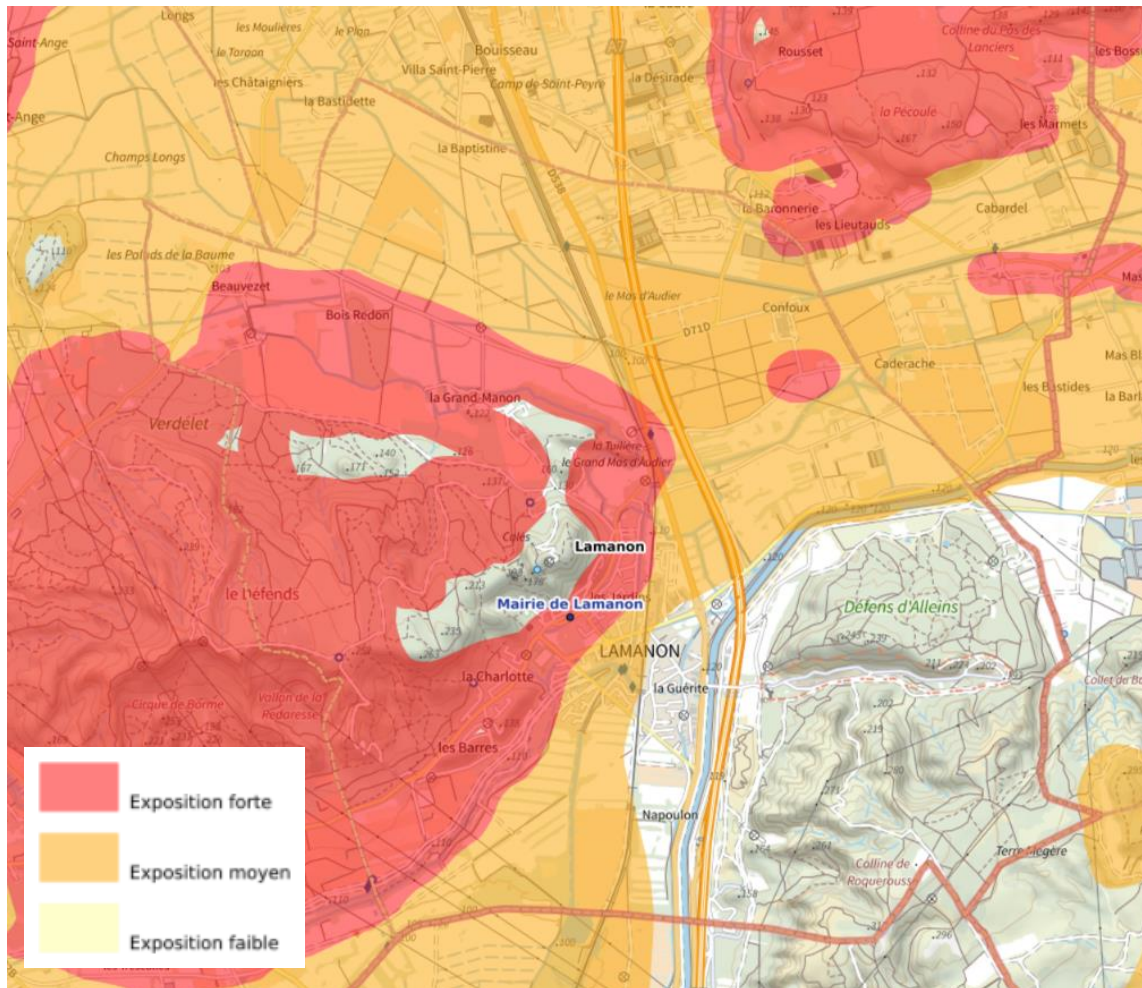
 Effondrement (dissolution calcaire)

 Effondrement (carrières souterraines)

Susceptibilité aux mouvements de terrain reconnus (BRGM 2007)

Certaines formations géologiques telles que les éboulis, les alluvions anciennes, les niveaux argilo-sableux du Burdigalien sont susceptibles d'être affectés par le phénomène de « retrait-gonflement » des sols argileux. Ce mécanisme peut induire des tassements différentiels au droit de certaines constructions et engendrer localement et/ou ponctuellement différents types de désordres.

Selon le zonage produit par la loi Elan, la commune de Lamanon est en grande partie classé dans une zone faiblement à moyennement exposée (B2).



Aléa retrait-gonflement des sols (Source : Géorisque)

2. LE RISQUE SISMIQUE

Un séisme ou tremblement de terre est une secousse du sol résultant de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

L'arrêté préfectoral du 20 mai 2011 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers affirme que l'ensemble du territoire de **la commune est concerné par un risque de sismicité 4** (moyenne, sur une échelle de 1 à 5) rendant applicables les dispositions du décret relatives à la délimitation des zones de sismicité et aux conditions d'applications des règles parasismiques pour les constructions.





Le PPR approuvé en juillet 2001, détermine également des mesures de prévention à mettre en œuvre pour le risque sismique. L'ensemble du périmètre du PPR étant soumis à l'aléa sismique, il n'existe pas de zone blanche.

De même, selon le décret du 22 octobre 2010, les bâtiments de la classe dite « à risque normal » (non ICPE par exemple) se répartissent en 4 catégories d'importance.

- La **catégorie I** : bâtiments dont la défaillance présente un risque minime pour les personnes et l'activité économique
- La **catégorie II** : bâtiments dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes (habitation individuelle, ERP inférieur à 300 personnes, collectifs à usage d'habitation, commercial ou de bureaux (d'au plus 300 personnes), parc de stationnement, bâtiments industriels d'au plus de 300 personnes)
- La **catégorie III** : bâtiments dont la défaillance présente un risque élevé pour la sécurité des personnes et en raison de leur importance socio-économique (établissements scolaires, collectifs à usage d'habitation, commercial ou de bureaux et bâtiments industriels de plus de 300 personnes, établissement sanitaires et sociaux, centre de production d'énergie)
- La **catégorie IV** : Bâtiment dont la performance est primordiale pour la sécurité civile, la défense et le maintien de l'ordre public (centre de secours, bâtiment de la défense, aéroports, aéroport civil, bâtiment de production et de stockage de l'eau potable...)

L'ensemble de ces éléments sont inscrits dans la note de synthèse de la Transmission d'Informations au Maire accessibles sur le site internet des Services de l'Etat et joint au présent PLU.

Les bâtiments de catégorie III à IV en zone de sismicité 4 doivent répondre aux **exigences de l'Eurocode 8** (règles de construction parasismique européennes).

	I	II	III	IV
				
Zone 1	aucune exigence			Eurocode 8 ³ $a_{gr}=0,7 \text{ m/s}^2$
Zone 2				
Zone 3				PS-MI ¹ Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$
Zone 4				PS-MI ¹ Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$
Zone 5				CP-MI ² Eurocode 8 ³ $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$

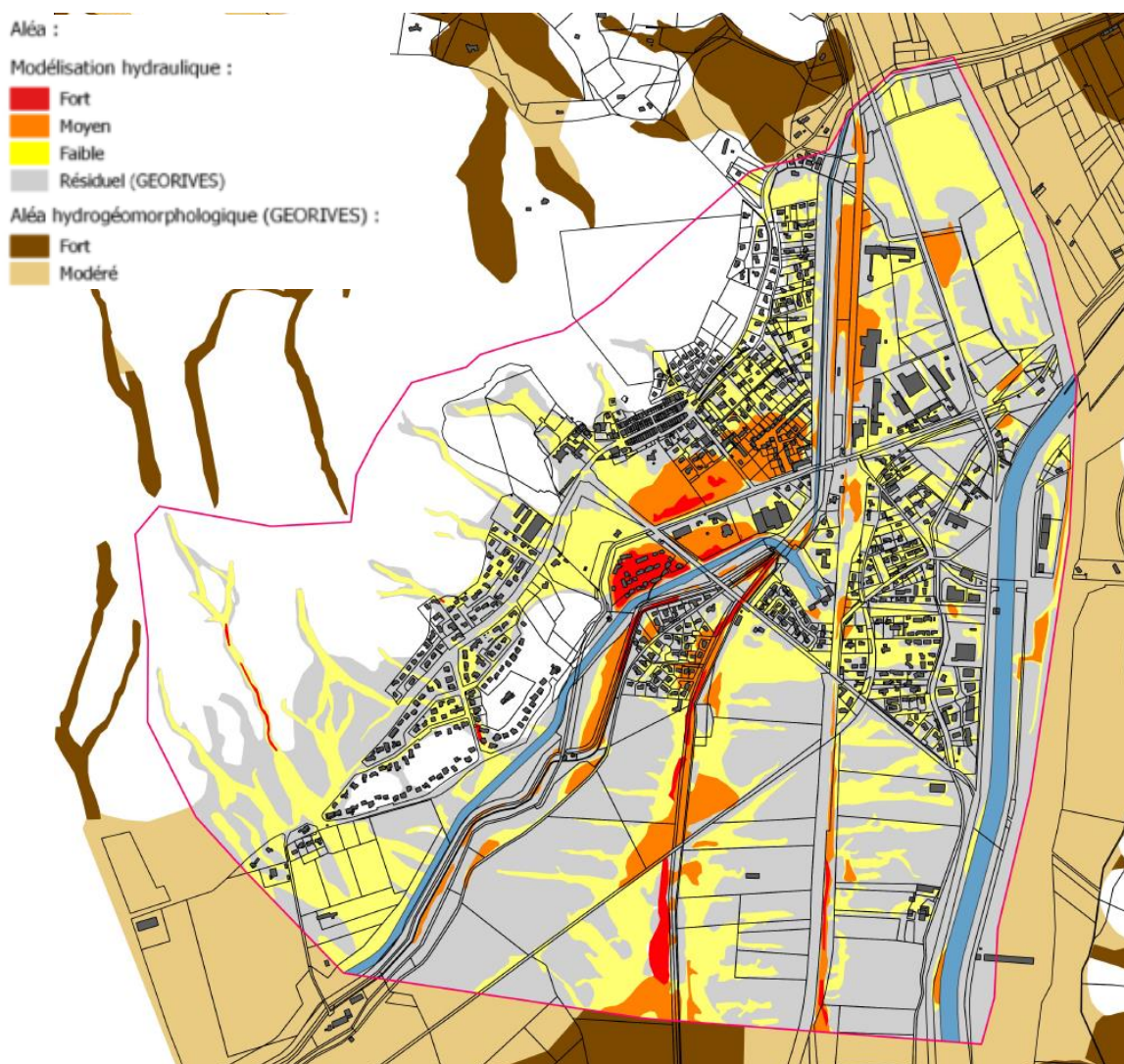
Règles parasismiques

3. LE RISQUE INONDATION

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

Dans le cadre de la révision du PLU, les porteurs à connaissance de l'Etat concernant les PLU demandent qu'une cartographie hydro-géomorphologique des zones inondables de la commune soit réalisée à l'échelle de la commune et que le niveau d'aléa soit précisé par une étude hydraulique dans les zones à enjeux.

Le Bureau d'Etude INGEROP a ainsi réalisée en 2023, la carte hydrogéomorphologique des zones inondables suivantes :



Cartographie des zones inondables (Source : INGEROP, 2022)

La cartographie de l'aléa lié au ruissellement fait ressortir qu'une large partie de la zone urbanisée de la commune est en zone d'aléa faible (jaune) ou résiduel (gris), que les vallons et les secteurs d'accumulation représentent les principaux secteurs d'aléa modéré (orange) et que la résidence du stade ressort en aléa fort du fait de la mauvaise évacuation des eaux pluviales.

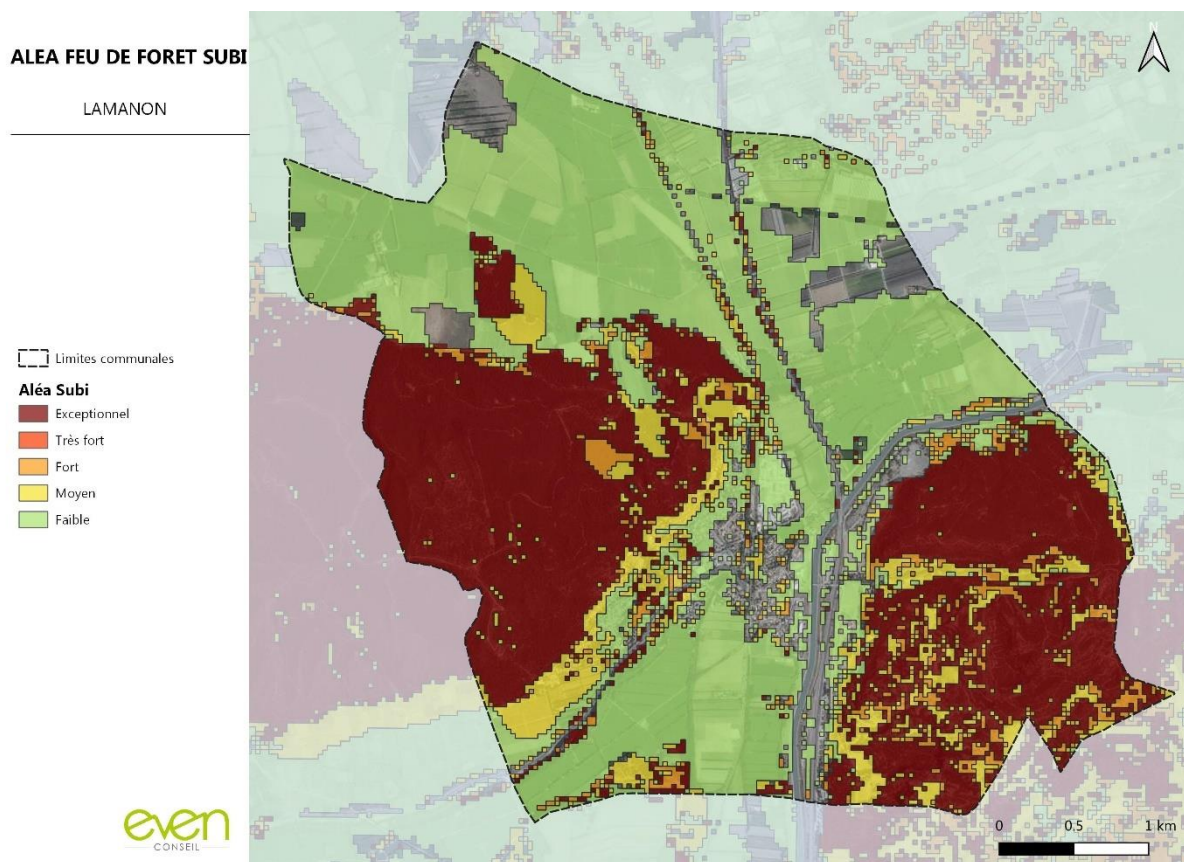
4. LE RISQUE DE FEU DE FORET

La sécheresse estivale, le fort ensoleillement, la douceur hivernale, les vents violents et la présence d'axes importants de circulation (autoroute, voie ferrée, ...) concourent à rendre les secteurs boisés de Lamanon extrêmement sensibles aux risques d'incendie.

Le territoire recense ainsi 22 incendies entre 1973 et 2019 qui ont détruit en tout 6,21 ha de surface. Les principaux incendies survenus sur la commune sont :

Date	Surface
18/08/2000	1,05 ha
25/07/2017	1
08/06/2018	0,6
25/06/2019	1

La commune fait ainsi l'objet d'un Porter à Connaissance sur le risque feu de forêt datant de 2013. Ce dernier recense les aléas subis du territoire communal.



La commune est bien pourvue en accès et points d'eau, et adhère au PIDAF des Alpilles. La défense du massif forestier des Alpilles contre les incendies est un des rôles majeurs du Parc naturel régional des Alpilles et un de ceux qui mobilise le plus de moyens humains et financiers.

Depuis sa création, le Parc, véritable pivot de l'action DFCI, agit à tous les niveaux de cet enjeu. Par la sensibilisation et l'information au public, l'accompagnement et le conseil aux différents acteurs (communes, propriétaires, exploitants, etc.) mais également en programmant et en coordonnant l'ensemble des travaux nécessaires à la lutte contre les feux de forêt dans le cadre du Plan intercommunal de débroussaillage et d'aménagement forestier des Alpilles (PIDAF). L'animation pluridisciplinaire du Parc naturel régional des Alpilles permet d'intégrer tous les enjeux du territoire (fréquentation, paysage, biodiversité, sylviculture, économie, etc.) et d'avoir une vision globale de la gestion de la forêt. Ce travail préventif mené par le Parc, en concertation avec l'ensemble des acteurs

concernés du territoire, a pour objectif de **réduire au maximum le risque incendie et de limiter les dégâts en cas de sinistre**.

Le PIDAF est l'outil de planification majeur de la Défense de la forêt contre les incendies. Actualisé en 2009 pour l'ensemble du Parc, le PIDAF propose un programme annuel d'actions, élaboré en cohérence avec les objectifs de la Charte du Parc, pour améliorer la prévention des incendies de forêt. Il peut s'agir d'opérations de débroussaillage, de création ou d'entretien de pistes DFCI, ou de citernes d'eau. Le Parc naturel régional des Alpilles coordonne l'ensemble des partenaires réunis en commission PIDAF et organise l'ensemble des travaux pour le compte du territoire.

Le PIDAF est arrivé à terme fin 2019. Dans cette perspective, le Parc, à travers ses communes, a engagé depuis près de deux ans une réflexion plus globale de la gestion DFCI à l'échelle du territoire en prenant en compte l'intégration des enjeux pastoraux, agricoles, économiques (filiale bois), paysages et fréquentation. Ces enjeux participent à la valorisation des espaces naturels et forestiers ainsi qu'à leur préservation face au risque incendie. Cette approche nouvelle et complexe nécessite une requalification de la dénomination du PIDAF en Plan de massif (PDM).

5. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1. Le risque de transport de matières dangereuses

Le risque est généré par un flux de transit peu important de transport de matières dangereuses sur le territoire de la commune. Les axes principalement concernés sont l'A7, la D538 et la D17D (axe de communication du complexe Istres/Miramas avec le Vaucluse et les Alpes de Hautes Provence) ainsi que la voie ferrée. Les points sensibles sont principalement les habitations.

La commune est également concernée par le transport de matières dangereuses via des canalisations de gaz.

5.2. Le risque de rupture de barrage

La commune n'est pas concernée par ce risque généré par la retenue de Serre-Ponçon (1,2 milliards de m³ d'eau – 124 m de hauteur) située à plus de 120 km de la ville de Lamanon.

Chapitre 8 : NUISANCES ET POLLUTIONS

1. LE CLASSEMENT DES VOIES BRUYANTES

La loi Bruit (n°92-1444 du 31 décembre 1992), relative à la lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter les bruits susceptibles de causer un trouble excessif aux personnes, de nuire à leur santé ou de porter atteinte à l'environnement. Cette loi a mis l'accent sur la protection des riverains vis-à-vis du bruit généré par les infrastructures de transports terrestres à travers la prise en compte :

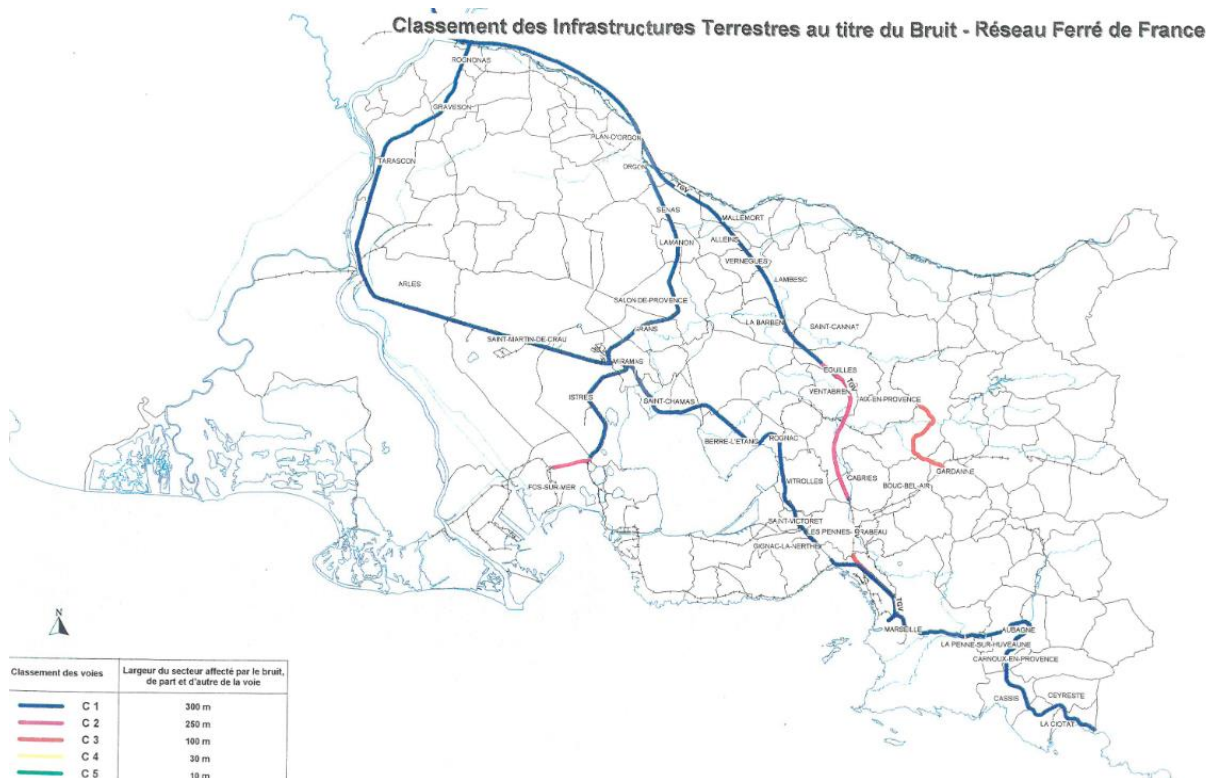
- Des nuisances sonores générées par la réalisation de voies nouvelles ou la modification de voies existantes (article 12 de la loi bruit / article L571.9 du CE)
- Du recensement et du classement des infrastructures de transports terrestres (article 13 de la loi bruit / article L571.10 du CE).

La présence de ces voies bruyantes implique la réalisation de normes acoustiques plus strictes dans les nouvelles constructions. Celles-ci sont définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

1.1. Le réseau ferré

La commune de Lamanon est concernée par l'arrêté préfectoral de révision de classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) des voies ferrées (VF) du département des Bouches-du-Rhône approuvé le 11 décembre 2000. La commune est desservie par la ligne Avignon-Miramas par Salon.

L'ensemble du tracé est classé en catégorie 1 et la largeur des secteurs impactés par le bruit est de 300 m, impactant ainsi une grande partie du tissu urbain communal.

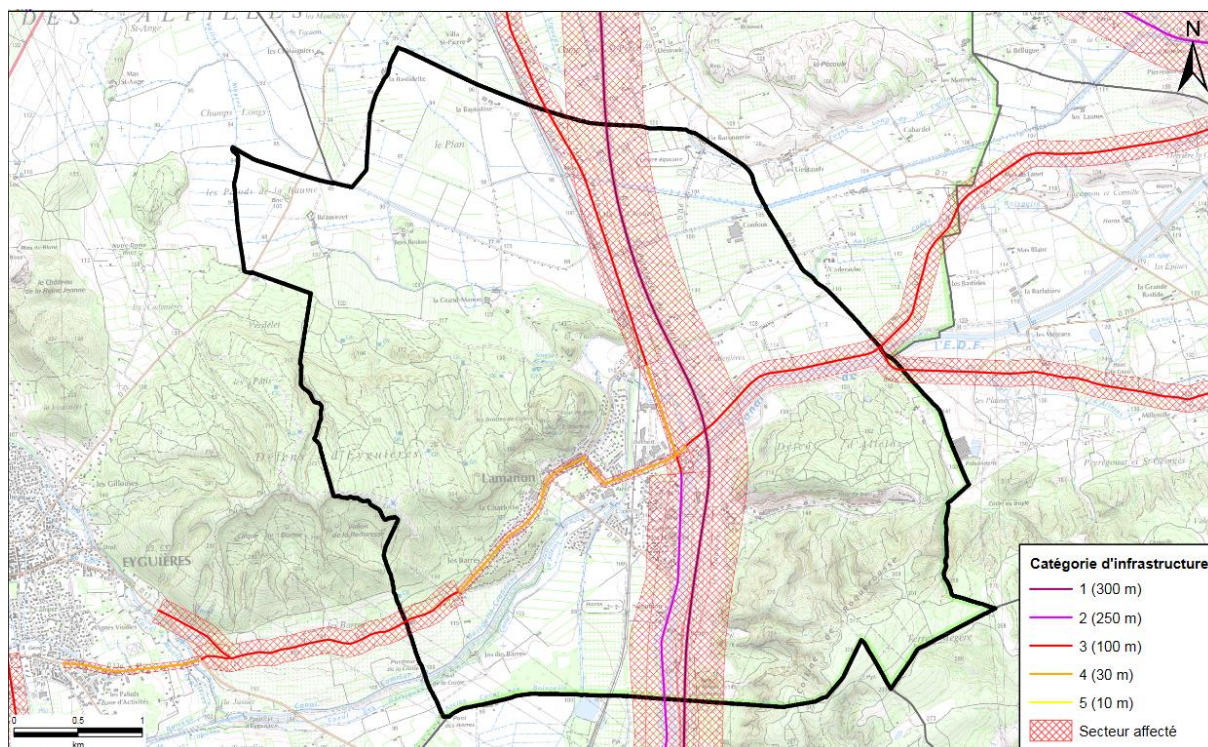


1.2. Le réseau routier national et départemental

La commune de Lamanon est concernée par l'arrêté préfectoral de révision de classement sonore des voies bruyantes pour le réseau routier national approuvé le 27 mars 2013. A ce titre, l'autoroute A7 est classée en catégorie 1.

Le secteur affecté par le bruit est de 300 m de part et d'autre de l'autoroute, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

La prise en compte des nuisances sonores pour la construction de bâtiments à proximité des infrastructures de transport terrestre dans le département des Bouches-du-Rhône avait fait l'objet d'arrêtés préfectoraux en 2000 et 2004. Suite à l'arrêté portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département des Bouches du Rhône du 19 mai 2016, la commune de Lamanon est concernée par des voies bruyantes : la D538, la D17D et la D72F.



1.3. Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement

Les PPBE sont des plans d'actions basés sur les résultats de la cartographie du bruit dont l'objectif est de prévenir et réduire, si cela est nécessaire, le bruit dans l'environnement notamment lorsque les niveaux d'exposition peuvent entraîner des effets nuisibles pour la santé humaine, et de préserver la qualité de l'environnement sonore lorsqu'elle est satisfaisante.

Pour cela, ils définissent notamment les mesures prévues (écrans acoustiques, isolation des façades, etc.) par les autorités compétentes et à mettre en œuvre par les gestionnaires des infrastructures concernées pour les 5 années à venir afin d'atteindre cet objectif.

Les PPBE sont établis :

- Par le **préfet de département**, représentant de l'Etat pour les infrastructures routières du réseau routier national (concedé ou non) et les infrastructures ferroviaires
- Par les **collectivités** en charge de leur gestion, pour les infrastructures routières hors réseau national. Le conseil départemental doit établir le PPBE des routes départementales, les

communes ou les EPCI les représentants doivent prendre en charge les PPBE des voies communales

- Par les **communes** situées dans le périmètre des agglomérations de plus de 100 000 habitants (au sens de l'INSEE avant le 01/07/2017 ou de l'arrêté ministériel du 14/04/2017) ou, s'il en existe, par les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de lutte contre les nuisances sonores.

La 3^{ème} échéance concerne les voies routières et autoroutières dont le trafic annuel est compris entre 3 et 6 millions de véhicules et les voies ferroviaires dont le trafic annuel est compris entre 30 000 et 60 000 passages de train. Dans le département des Bouches-du-Rhône, le PPBE 3^{ème} échéance a été approuvé par **arrêté préfectoral du 30 juillet 2019**.

Préalablement à son approbation, le projet de PPBE a fait l'objet d'une mise à disposition du public du 23 avril au 22 juin 2019. L'ensemble des observations a fait l'objet d'une étude attentive.

2. LOCALISATION DES SITES POTENTIELLEMENT POLLUÉS

La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués d'une façon systématique (premier inventaire en 1978). Le principal objectif était de recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement (du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes).

Dans ce cadre deux démarches d'inventaire sont mises en œuvre en France : les sites et sols pollués appelant une action des pouvoirs publics sont regroupés sous la base BASOL et les héritages des activités passées sont recensés dans la base BASIAS :

- Les inventaires historiques BASIAS ont vocation à reconstituer le passé industriel d'une région, recensant les nombreuses « friches industrielles » issues de fermeture de sites, pour mettre en évidence de possibles pollutions des sols.
- La base de données BASOL recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Sur le territoire communal de Lamanon, **aucun site BASOL** n'a été recensé. Toutefois **12 sites BASIAS** ont été recensés (dont des dépôts de gaz....).

Identifiant	Raison sociale	Nom usuel	État occupation
PAC1302863	Ponchon		Activité terminée
PAC1302864	SNC Bonna Sabla / STE Française de récupération		En activité
PAC1308326	Jourdan Fils		Activité terminée
PAC1308327	Sté d'exploitation et d'industries forestières « Valutin et Cie »		Ne sait pas
PAC1310203	M. Claude Roux		Ne sait pas
PAC1310205	MGP Instruments SA / Merlin-Gérin Provence		En activité
PAC1311868	Entreprise PY		Activité terminée
PAC1314024	BETON SANCA		Ne sait pas
PAC1314198	Sté Méridionale des Lubrifiants	SML	Ne sait pas
PAC1314207	PSA vente d'arsenal/ ex Sté Perona et fils		En activité
PAC1315206	Communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre (Agglopolo provence)	Déchetterie	En activité
PAC1317027	Société des Autoroutes du Sud de la France (ASF)	ASF	Activité terminée

5 ICPE sur le territoire communal, non SEVESO. La commune recense sur son territoire 3 ICPE soumises à autorisation et à enregistrement et 2 soumises à déclaration.

Entreprise	Objet	Régime
LAFARGE GRANULATS SUD	Approfondissement en eau d'une carrière de matériaux colluvionnaires et alluvionnaires "Grand Vallon"	Autorisation
LA PIÈCE AUTOMOBILE 13	Installation de traitement de véhicules hors d'usage (VHU)	Enregistrement
METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS SALONNAIS	Déchetterie de Lamanon : régularisation administrative	Enregistrement
MIRION TECHNOLOGIES (MGPI) SA	Installations de réfrigération ou de compression	Déclaration
BONNA SABLA SNC	Fabrication de produits en béton	Déclaration

Ces installations peuvent potentiellement générer une pollution des sols. Ce diagnostic constitue des éléments de connaissance des enjeux en matière de pollution des sols, à prendre en compte notamment lors des projets d'aménagement (études amont des permis de construire), pouvant nécessiter des études de sols et une dépollution du site le cas échéant.

Chapitre 9 : SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

1. LE MILIEU PHYSIQUE

La topographie et la géologie de la commune apportent au territoire une structure intéressante qui a influencé l'implantation du tissu urbain. La commune est également concernée par une qualité de l'air relativement moyenne du fait des activités présentes sur le territoire et de la traversée de l'autoroute et de la voie ferrée.

Le territoire est majoritairement composé d'espaces naturels et agricoles qui sont pour la plupart reconnu. Il est important de prévenir l'extension du bâti en lisière des massifs, notamment pour prévenir des risques incendies, et au niveau des espaces agricoles. Le maintien d'espaces de transition à dominante agricole (vignes et oliviers) peut être envisagé, non seulement dans le cadre de la préservation des paysages, mais aussi en tant que coupures utilisées dans la prévention contre les risques d'incendie.

Les enjeux concernant la thématique du milieu physique sont les suivants :

- Adapter les zones d'extension en prenant en compte la topographie, l'hydrographie et le climat ;
- Adapter l'architecture à l'existant (précipitations et toiture ; froid et isolation) ;
- Préserver la qualité de l'air en limitant la pollution et l'émission des gaz à effet de serre (GES) via les modes alternatifs à la voiture ;
- Mettre en avant les énergies renouvelables (solaire) ;
- Préserver les espaces naturels dominants ;
- Redynamiser les parcelles agricoles abandonnées ou en friches ;
- Définir une limitation claire de l'extension urbaine par rapport aux espaces naturels et agricoles.

2. LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

La commune de Lamanon présente des composantes paysagères et patrimoine remarquable qu'il est important de valoriser et de préserver. La directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles identifie sur le territoire trois éléments à prendre en compte : le cône de vue au Sud-Ouest de la commune, le Paysage Naturel Remarquable du Défens de l'Eyguières et la Zone Visuellement Sensible au Nord-Ouest du territoire.

En plus de ces éléments remarquables, les nombreux points de vue présents sur les espaces environnants offrent un cadre de vie de qualité pour les différents habitants. De même, les alignements d'arbres qui parcourent l'ensemble du centre-village et prolongeant certains axes principaux permet ainsi de garder une ambiance naturelle au sein du tissu urbain.

Le territoire présente également un patrimoine communal reconnu (Monument Historique) et non reconnu qu'il est important de mettre en valeur.

Les enjeux mis en évidence pour cette thématique sont :

- Intégrer les éléments mis en évidence par la CAUE via l'Inventaire Patrimonial d'Intérêt Local ;
- Le maintien de l'activité agricole comme facteur de création du paysage lamanonais ;

- Valoriser et préserver le maillage des haies qui parcourt le territoire et façonne les parcelles agricoles (se référer au guide des haies rédigé par le PNR des Alpilles) ;
- Valoriser les interfaces entre le tissu urbain et les espaces agricoles ;
- Maintenir les alignements d'arbres et de platanes ainsi que les espaces végétalisés du centre villageois ;
- Préserver le cheminement doux qui parcourt le territoire communal du Nord au Sud ;
- S'appuyer sur le tracé des canaux pour travailler les cheminements doux de la commune ;
- Préserver les cônes de vue sur les massifs dans le cadre d'un développement urbain en limite Nord de la ville ;
- Préserver les points de vue sur le paysage lointain ou proche ;
- Améliorer l'intégration des zones d'activités communales, véritable point noir paysager ;
- Valoriser les éléments du patrimoine rural lié au bâti, à l'irrigation et aux formes végétales ;
- Valoriser et préserver le patrimoine bâti non reconnu ;
- Protéger les canaux et leurs abords en évitant toute installation bâtie sur un périmètre proche qui contredise le caractère « sauvage » des lieux.

3. LA BIODIVERSITE

L'environnement naturel, porteur de forts enjeux en termes de biodiversité, est prépondérant sur le territoire de Lamanon. Les protections naturelles couvrent une grande partie du territoire :

- Plaine agricole de la Crau ;
- Défends d'Eyguières (Alpilles) ;
- Défends d'Alleins (Chaîne des Côtes).

Les continuités écologiques sont fortement contraintes par des obstacles importants (voie ferrée, A7 et Canal de l'EDF).

Les enjeux sur cette thématique sont donc les suivants :

- Préserver la richesse écologique des sites ;
- Prendre en compte les zones à statut identifiées sur le territoire (site Natura 2000 et ZNIEFF) ;
- Respecter la charte du PNR des Alpilles et l'intégrer dans l'aménagement communal ;
- Préserver les corridors écologiques qui parcourent le territoire et renforcer la nature en ville ;
- Intégrer la Trame Verte et Bleue dans l'aménagement urbain ;
- Protéger les massifs en tant que réservoir de biodiversité remarquable.

4. RISQUES, RESSOURCES ET NUISANCES

La commune est composée de quatre masses d'eau souterraine avec de bonne qualité chimique et écologique. Elle présente également un réseau d'adduction d'eau potable efficace dont la capacité est suffisante pour répondre aux besoins de la population. Le réseau d'assainissement collectif comprend une station d'épuration de 3 000 EH (pour 2 029 habitants) et est complété par de l'assainissement non collectif.

Concernant les risques, la commune ne comprend qu'un seul PPR en lien avec le mouvement de terrain et le séisme. Elle est cependant concernée par l'aléa inondation mis en évidence par l'étude INGEROP, ainsi que par l'aléa feu de forêt et le risque de transport de matière dangereuse.

Enfin, la commune est traversée par des voies bruyantes (l'A7, D538, la D17D et la D72F) ainsi que par une voie ferrée source de nuisance sonore. Elle présente 12 sites et seulement une ICPE Non Seveso.

Les enjeux sur ces thématiques sont les suivants :

- Préserver la qualité des eaux souterraines affleurantes et sous couvertures ;
- Prise en compte du risque incendie feu de forêt en limitant l'urbanisation à proximité du tissu urbain et de l'interface avec les massifs ;
- Prise en compte de l'aléa inondation au niveau du tissu urbain ;
- Prise en compte du PPR Séisme et Mouvement de terrain ;
- Limitation de l'urbanisation à proximité des voies bruyantes ;
- Prise en compte des sites et sols potentiellement pollués dans le cadre de nouveau projet.





PARTIE 3 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS



Chapitre 1 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

1. ACCOMPAGNER L'ATTRACTIVITE DE LA COMMUNE PAR UNE URBANISATION SOBRE EN CONSOMMATION FONCIERE ET UN RENFORCEMENT MAITRISE DES EQUIPEMENTS PUBLICS

1.1. Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Accueillir une population d'environ 2300 habitants dans une dizaine d'années	
<p>Lamanon a connu ces dernières années une croissance démographique importante. La population a augmenté de près de 15% depuis l'an 2000 et dépasse aujourd'hui les 2000 habitants. En 2020, le nombre moyen d'habitants par ménage était de 2,4.</p> <p>Sur la dernière période connue (2009-2020) la commune a connu une croissance annuelle moyenne de 1,48%. Depuis 1982, la commune connaît une croissance annuelle moyenne autour de 1%.</p> <p>La commune souhaite poursuivre la croissance actuelle de population de 1% par an sur son territoire. En prolongeant cette tendance jusqu'en 2033, la population de Lamanon s'élèverait à 2326 habitants (soit un peu moins de 300 habitants de plus qu'en 2020, dernière période de recensement INSEE connue).</p>	<p>L'ensemble du projet de règlement écrit et graphique vise à répondre à cette volonté.</p> <p>Le potentiel constructible inscrit au zonage permet l'accueil des 220 nouveaux habitants et le maintien des habitants existants. Le détail des justifications est réalisé dans la partie 4 : « <i>Adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux</i> ».</p>
Action : Assurer la production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle	
<p>Afin de permettre le maintien de la population actuelle et l'accueil de la population future en tenant compte notamment du phénomène de desserrement des ménages et de la réduction des logements vacants, la commune devra favoriser, au travers de son PLU, la réalisation d'un parc de logements adapté aux besoins de cette population.</p> <p>Ainsi, afin d'accueillir environ 220 habitants supplémentaires d'ici à 2033, et en considérant que la taille moyenne des ménages sera de 2,3 habitants en 2033 (en 2020 elle était de 2,4 - les tendances</p>	<p>Les outils sont les mêmes que ceux détaillés ci-dessus.</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
<p>nationales montrent une perte de 0,1 point tous les 10 ans), la commune devra encourager la production d'une centaine de logements.</p> <p>En outre, la commune devra également favoriser la production de logements supplémentaires pour contrebalancer le mécanisme du « point mort »⁶ qui peut s'élever à une vingtaine de logements (ce dernier nombre varie notamment en fonction du nombre de logements vacants retenu).</p> <p>De plus, certaines réhabilitations de logements vacants pourront créer de nouveaux logements (environ 5 logements). En 2024, la commune a comptabilisé 30 logements vacants (contre 88 identifiés en 2020 par l'INSEE), une réhabilitation de 5 logements vacants à échéance du PLU est donc réaliste et adaptée au territoire. Il est à noter que la commune ne dispose aujourd'hui pas d'outils dans son PLU pour agir sur les logements vacants.</p> <p>Sachant que 109 logements ont déjà été produits entre 2013 et 2023 et que la production d'environ 136 logements est estimée dans le projet de PLU (15 logements déjà autorisés par PC + 116 logements projetés au PLU + 5 réhabilitations de logements vacants), la commune aura ainsi favorisé la production, entre 2013 et 2033, de 230 à 250 logements (conformément au SCoT projetant, par extrapolation, une production de 240 logements sur la commune de Lamanon).</p>	
Action : Tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période 2011-2021, en limitant sa consommation d'espaces à moins de 4 ha	
<p>A travers son document d'urbanisme, la commune souhaite fixer ses objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.</p> <p>Sur la période 2011-2021, la commune a consommé 8 hectares environ</p> <p>La commune a pour ambition de tendre vers une division par deux de la consommation d'espaces passés, pour la dizaine d'années à venir, tout en respectant les objectifs du SCoT. Cette démarche s'inscrit dans les volontés nationales qui ont été traduites notamment dans la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement</p>	<p>Dans les logiques défendues par les lois ALUR, ELAN et Climat et Résilience, le potentiel constructible inscrit dans les zones urbaines est situé à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la zone 1AUe et d'un espace en extension de la zone Ue, dédiée à l'économique ; - L'intégration des « coups partis » correspondant aux PC et PA déjà accordés en dehors de l'enveloppe actuelle ; <p>La justification est apportée dans la partie 4 « Adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux ».</p>

⁶ Nombre de logements nécessaires pour maintenir la population actuelle qui prend en compte notamment le vieillissement de la population, le renouvellement du parc et le desserrement des ménages

Justification	Traduction dans les pièces opposables
climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, ainsi que dans le SRADDET PACA.	
Action : Favoriser la mixité urbaine et les différentes formes d'habitat afin de disposer d'une offre variée et adaptée à l'accueil de nouvelles populations.	
<p>La commune de Lamanon est identifiée comme « village » au SCoT, et à ce titre, le document d'urbanisme communal doit programmer un minimum de 15 % de logements collectifs et un maximum de 35% de logements individuels dans la production neuve de logements.</p> <p>Mais au-delà des obligations règlementaires du SCoT, la commune souhaite favoriser une diversification des formes d'habitat afin de permettre l'accueil adapté de nouvelles populations.</p> <p><i>Les prescriptions en matière de répartition des typologies d'habitat sont applicables à l'échelle de la programmation de logements sur la commune et non pas à l'échelle de la programmation de l'opération d'aménagement.</i></p>	<p>Afin de respecter ces objectifs, une OAP thématique « Logements » complétée par des OAP sectorielles n°6 « Pôle d'échanges multimodal » et n°7 « Secteur de renouvellement urbain – site Mirion » ont été créées assurant pour la réalisation de logements 2023-2033 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 33,3 % de logements collectifs avec une densité de 50 logements/ha – soit environ 40 logements ; - 37,5 % de logements intermédiaires avec une densité de 25 logements/ha – soit environ 45 logements ; - 29,2% de logements individuels avec une densité de 15 logements/ha – soit environ 31 logements. <p>De plus, l'OAP sectorielle n°7 Secteur de renouvellement urbain – site Mirion » précise que sur le secteur dédié aux logements collectifs, les typologies des logements devront être les suivantes : 2 T4, 4 T2 et 14 T3 afin d'assurer une diversité des logements proposés et de permettre de répondre à la demande des nouveaux habitants de Lamanon et favorisant l'installation de jeunes ménages.</p>

1.2. Maîtriser le développement urbain

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Limiter l'étalement urbain en densifiant en priorité le tissu urbain existant dans les espaces mobilisables (« dents creuses », « potentiel de densification » et « potentiel de mutation ») pour l'habitat.	
<p>La programmation de logements dans le PLU, visant à accueillir une population d'environ 2300 habitants à l'horizon 2033, sera réalisée en intégralité à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante, hormis les « coups partis » correspondant aux autorisations d'urbanisme déjà accordées (permis d'aménager chemin des Terrons et permis de construire chemin Jas des Barres).</p>	<p>Dans les logiques défendues par les lois ALUR, ELAN et Climat et Résilience, le potentiel constructible inscrit dans les zones urbaines pour du logement est situé à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'intégration des « coups partis » correspondant aux PC et PA déjà accordés en dehors de l'enveloppe actuelle ;

Justification	Traduction dans les pièces opposables
	<p>La justification est apportée dans la partie 4 « <i>Adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux</i> ».</p> <p>Les autres secteurs en extensions de l'enveloppe existante sont destinés uniquement aux activités économiques (AUe et Ue).</p>

1.3. Maintenir un bon niveau d'équipements

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Pérenniser les équipements existants pour répondre aux besoins des populations	
Envisager d'atteindre une population estimée à 2300 habitants, à l'horizon 2033, entraîne nécessairement la nécessité de disposer d'équipements suffisants.	<p>Dans l'ensemble des zones (zones agricoles et naturelles comprises), le règlement écrit autorise les équipements d'intérêt collectif et de services publics.</p> <p>En plus, la commune a créé des zones Uep uniquement réservées aux équipements d'intérêt collectif et services publics, les autres destinations sont interdites.</p> <p>Enfin, une zone Nm a été créée autour de l'ancien dépôt de munitions permettant que la zone soit réinvestie. Seuls y sont autorisés les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs notamment celles liées aux activités militaires et policières et services liés.</p>
Action : Permettre la création de nouveaux équipements notamment :	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un cimetière paysager pour anticiper la saturation du cimetière actuel prévue en 2023 ; ➤ Un groupe scolaire. 	
Le projet de PLU anticipe donc les besoins futurs de la population communale en programmant notamment la création d'un nouveau cimetière paysager et d'un nouveau groupe scolaire.	<p>Une zone Npnrc a été créée en accord avec l'inspectrice des sites des Bouches-du-Rhône et Directive Paysagère des Alpilles (DPA).</p> <p>Cette zone située au sein des « Paysages naturel remarquables » identifiés par la DPA permet uniquement la réalisation d'un cimetière paysager sous réserve de démontrer qu'aucun autre emplacement n'est possible.</p> <p>Concernant le nouveau groupe scolaire, la commune souhaite le créer sur les parcelles B490 et 487 sur lesquelles l'emplacement réservé n°11 a été créé. Ce dernier permettra l'extension du groupe scolaire et de la cantine.</p>

1.4. S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Répondre aux besoins des populations actuelles et futures en matière d'alimentation en eau potable	
<p>Le projet de développement communal prend en compte la ressource en eau potable disponible sur le territoire communal, notamment dans le respect du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). A travers son projet de PLU, la commune souhaite également limiter l'extension des réseaux afin de restreindre les coûts de raccordement.</p>	<p>Dans le zonage, la localisation des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) permet d'assurer la desserte sans coûts démesurés pour la collectivité.</p> <p>Dans ces zones, le règlement écrit précise que les constructions (ou installation ou aménagement) requérant une alimentation en eau potable, doivent être raccordées au réseau public de distribution. Le règlement ne pose pas de contrainte à la réalisation de ces réseaux.</p> <p>En zones A et N, est également offerte la possibilité à se raccorder à des sources privées, mais dans ce cadre, est bien rappelée l'obligation de respecter les normes en vigueur.</p> <p>La suffisance de la ressource sera démontrée dans le présent rapport de présentation partie 5 – Chapitre 4 – 5.1. Les besoins en eau potable.</p> <p>Le captage de la Guérite ne fait pas l'objet d'un arrêté de DUP néanmoins il dispose d'un périmètre de protection délimité ainsi que de rapports d'hydrogéologues. Ces éléments sont annexés au PLU Annexe 5.11. Alimentation en eau potable – Captage de la Guérite.</p> <p>Ce rappel est notamment effectué dans l'OAP de la Guérite.</p> <p>Enfin, le SDAEP a été annexé au PLU, Annexe 5.6. SDAEP.</p>
Action : S'assurer du traitement des eaux usées dans le respect des normes et des capacités de la station d'épuration des eaux usées (STEP)	
<p>Le projet de développement communal prend également en compte les capacités de la STEP, en compatibilité avec le SDAGE. Comme pour l'eau potable, la question du coût d'extension de ces réseaux est un élément important dans les choix de développement réalisés par la commune à travers le projet de PLU.</p>	<p>Les zones urbaines du PLU sont ouvertes sur les secteurs raccordés à l'assainissement collectif, directement à proximité ou dans des secteurs identifiés au zonage d'assainissement en « <i>Zone d'assainissement collectif à raccorder au réseau</i> » comme le Petit Mas d'Audier notamment et la zone d'activité du quartier sur Craponne.</p> <p>De même, la zone 1AUe est classée au zonage d'assainissement en « <i>zone d'assainissement collectif déjà raccordée au réseau</i> ».</p> <p>Dans ces zones, le règlement indique que les constructions (ou installation ou aménagement) doivent être raccordées au réseau public d'assainissement. Le raccordement doit être</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
	<p>conforme aux dispositions définies au règlement du service de l'assainissement collectif en vigueur. Il précise également que les constructions qui seraient implantées en contrebas du réseau d'assainissement devront s'y raccorder, même si cela nécessite l'installation d'une pompe de relevage à la charge du pétitionnaire.</p> <p>Le règlement prévoit que, à défaut de réseau d'assainissement public, un dispositif d'assainissement individuel autonome conforme à la législation en vigueur et au service public d'assainissement non collectif (SPANC) est obligatoire (c'est notamment le cas en zones A et N).</p> <p>Le règlement prévoit enfin, en ce qui concerne le rejet d'eaux non domestiques dans le réseau, que celui-ci pourra être subordonné à un prétraitement. Des installations complémentaires peuvent être exigées et devront être réalisées après accord du service gestionnaire du réseau.</p> <p>La suffisance de la ressource sera démontrée dans le présent rapport de présentation partie 5 – Chapitre 4 – 5.2. Les besoins de traitement des eaux usées.</p> <p>Le schéma directeur d'assainissement des eaux usées et le zonage sont annexés au PLU.</p>
Action : Favoriser une gestion efficace des eaux pluviales	
<p>La commune est consciente des enjeux liés à la gestion des eaux pluviales sur son territoire, au regard des problématiques de changement climatique.</p> <p>En lien avec les prescriptions du SCoT sur ce point, la commune souhaite donc que la gestion des eaux pluviales soit intégrée à chaque projet afin notamment de limiter les surcharges temporaires des réseaux pluviaux communaux.</p>	<p>Le règlement écrit, dans les dispositions générales, comprend une partie relative à la gestion des eaux pluviales. Il prévoit notamment que les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En cas d'impossibilité de raccordement au réseau, les eaux pluviales doivent être gérées à la parcelle par l'intermédiaire d'un dispositif individuel.</p> <p>De plus, l'emplacement réservé n°1 est destiné à la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales le long de la route Panisse Passis.</p> <p>La gestion des eaux pluviales a également été prise en compte dans les OAP.</p> <p>Au sein de l'OAP thématique n°1 « TVB », des mesures à prendre pour limiter l'imperméabilisation des sols ont été intégrés ainsi que dans l'OAP sectorielle n°5 sur la Guérite.</p>

1.5. Améliorer les déplacements et l'accessibilité

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Renforcer le site de la gare comme pôle multimodal, offrant stationnement et desserte de qualité	
La gare de Lamanon constitue une porte d'entrée du réseau métropolitain et est identifiée comme pôle multimodal par le SCoT métropolitain. Elle constitue une opportunité majeure en terme de transition des mobilités et d'un tourisme durable. A ce titre, la commune et la Métropole souhaitent aménager ses abords en parcs relais (stationnement, desserte par les transports en commun,...).	<p>Une zone Upm correspondant au pôle multimodal a été créée.</p> <p>L'OAP sectorielle n°6 – Pôle d'échanges multimodal complète le règlement et permet de traduire le scénario retenu présenté dans l'étude de faisabilité menée en juin 2020.</p> <p>Cette zone divisée en 2 secteurs permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'Ouest de créer le pôle multimodal permettant le réaménagement des espaces publics et l'optimisation des stationnements et déplacements. ; - à l'Est de créer une poche de logements collectifs.
Action : Améliorer les réseaux de déplacements y compris doux à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, et vers les communes voisines	
La commune a étudié le projet de création de plusieurs liaisons cyclables sur son territoire, en lien notamment avec le Plan Vélo Métropolitain 2019-2024 ainsi que la politique départementale et régionale dans ce domaine, et au regard de la stratégie du PNRA. La commune encourage ainsi la création de ces liaisons afin d'améliorer les déplacements doux sur la commune, ainsi que vers les territoires voisins.	<p>Une OAP thématique n°2 « Mobilités » a été créée permettant d'identifier les cheminements doux (piétons et ou cyclable) à maintenir, réaménager ou à créer.</p> <p>La liaison cyclable Salon-de-Provence – Lamanon-Sénas issu du Plan Vélo Métropolitain y est également identifiée.</p> <p>De plus, de nombreux emplacements réservés ont été créés pour créer de nombreux élargissements de voies et routes existantes. 2 de ces emplacements réservés (ER8 et ER9) touchent des routes départementales, le département des Bouches-du-Rhône est donc bénéficiaire de ces derniers.</p>

2. CONFORTER UN DEVELOPPER ECONOMIQUE, RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PAYSAGES

2.1. Conforter les activités économiques sur le territoire communal

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Maintenir et requalifier les zones d'activités existantes	
Action : Permettre le développement de nouvelles zones dédiées à l'activité économique et destinées au renforcement de l'économie locale	
<p>Les sites du Petit Mas d'Audier et des Plantades, ainsi que celui situé à proximité de la Bonna Sabla, le long de la route Jean-Moulin, représentent des secteurs importants pour l'activité économique du territoire communal. A ce titre, la commune souhaite renforcer la vocation économique de ces zones d'activités existantes.</p> <p>2,7 ha ont été identifiés comme pouvant être mobilisés dans les zones économiques (en Dents creuses, potentiel de densification ou en mutation). Toutefois, la majorité de ces tènements est située sur des espaces de mutation au niveau du mas d'Audier éloigné du centre. Ces espaces de mutation identifiés seront plutôt dédiés à des extensions des activités déjà présentes. La commune a ainsi souhaité permettre à de nouvelles activités de s'installer sur du foncier plus adapté, en inscrivant la zone 1AUe.</p> <p>La commune souhaite également développer une nouvelle zone d'activités sur le secteur stratégique de la Guérite. Son aménagement permettra de structurer les différents terrains qui constituent l'assiette foncière de cette future zone d'activités : les terrains des Amandiers, de la Guérite, de l'ancienne station-service, de l'ex tailleur de pierres et enfin le terrain bordant la Route Jean Moulin.</p> <p>Une attention particulière sera apportée à l'intégration paysagère de ces zones d'activités afin de respecter la qualité environnementale du territoire communal tout en favorisant l'attractivité de ces zones d'activités économiques.</p> <p>Le renforcement des zones d'activités existantes et la création de nouvelles zones permettent notamment de « compenser » l'abandon du projet sur le Mas d'Audier de 17 ha identifié notamment au SCoT.</p>	<p>L'ensemble des zones d'activités économiques existantes a été classé en zones Ue, tout comme l'ancien site de la SALF pouvant être réinvesti au Nord de Bonna Sabla.</p> <p>Sur le secteur de la Guérite, un projet de nouvelle zone d'activité a été intégré au PLU. Le secteur en dehors de l'enveloppe urbaine, constitue (à l'exception des coups partis et d'une faible extension de la zone Ue) l'un des seuls projets consommant de l'espace, en extension de l'enveloppe urbaine. Une OAP sectorielle n°5 « Zone d'activité économique La Guérite » a été créée permettant de compléter le règlement et figer certains principes d'aménagement de la zone.</p> <p>Le second secteur en extension de l'urbanisation sera uniquement dédié à la création d'un parking en entrée de ville Est le long de la D17d. Il a été ciblé dans l'OEP thématique n°3 entrée de ville – activités économiques.</p> <p>Conformément au SCoT, la destination « artisanat et commerce de détail » n'est pas autorisée dans les zones économiques permettant à ces dernières de se localiser en centre village afin de préserver les commerces de proximité.</p> <p>Ces zones sont destinées aux bureaux, industries, entrepôts, activités de services avec accueil d'une clientèle, à la restauration, aux hôtels et autres hébergements touristiques, etc...</p> <p>Une OAP thématique n°3 « Entrée de ville – activités économiques » a été créée, permettant notamment de requalifier les zones d'activités existantes et de prendre notamment en compte les problématiques paysagères.</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Garantir une bonne intégration paysagère et le respect des embranchements des canaux des nouveaux Sites Economiques d'Intérêt Local (SEIL) au sens du SCoT	
Conformément aux prescriptions du SCoT, les SEIL devront bénéficier d'une bonne intégration paysagère. De plus, la commune souhaite garantir le respect des embranchements des canaux, notamment sur le futur SEIL de la Guérite.	<p>Les SEIL sont définis par le SCoT comme des Sites Economiques d'Intérêt Local qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont intégrés aux agglomérations auxquels ils appartiennent par un positionnement de proximité (intégration paysagère et raccordement par modes doux). - sont dédiés exclusivement à l'activité économique ; - sont conçus comme des zones économiques denses et compactes avec un indicateur de 10 emplois/hectare minimum. <p>La zone 1AUe répond ainsi à cette définition. Ainsi, cette zone est couverte par diverses OAP thématiques (mobilités, entrées de ville-activités économiques TVB) et sectorielles permettant de répondre aux recommandations et prescriptions du SCoT.</p>
Action : Maintenir l'activité agricole sur la commune en favorisant notamment l'installation de nouveaux exploitants	
Contrairement à ce qui s'observe à l'échelle nationale et locale (territoires voisins de Lamanon), le nombre d'exploitations agricoles est en hausse sur la commune (+6 exploitations entre 2000 et 2010). L'agriculture est donc toujours dynamique sur le territoire et la commune souhaite encourager de nouvelles installations afin de pérenniser l'activité agricole sur son territoire. Les zones au PLU autorisant l'installation de nouveaux exploitants permettront également de développer des activités connexes contribuant à la diversification de l'activité agricole (ex : points de vente en circuits courts).	<p>L'intégralité des zones agricoles (à l'exception de la zone Acv identifiée comme cône de vue dans la DPA) autorise les exploitations agricoles. Ceci inclut les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime, comprenant notamment les constructions à usage d'habitation, ainsi que les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production. Dans certaines zones N et sous certaines conditions, les exploitations agricoles sont également autorisées.</p> <p>De plus, la réciprocité des bâtiments agricoles avec les zones urbanisées est très encadrée. Le règlement, dans les dispositions générales, fait un rappel au code rural et de la pêche maritime (art. L111-3) : « Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. ».</p>

2.2. Conforter l'activité commerciale de proximité

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Maintenir les commerces existants dans le centre ancien en interdisant notamment leur changement de destination vers de l'habitat	
Action : Favoriser l'installation des commerces sur le territoire, tout en préservant la complémentarité avec les commerces du centre historique	
<p>La commune souhaite conserver le dynamisme des activités commerciales présentes sur son territoire, tout particulièrement dans le centre du village (rez-de-chaussée majoritairement à vocation de commerce et de service).</p> <p>En effet, bien souvent, la mutation d'un bien à usage commercial en bien à usage d'habitation est irréversible, réduisant le dynamisme commercial. De même, la mutation d'un bien à usage commercial en bien à usage de garage (en rez-de-chaussée) contribue à la perte de qualité de services ainsi qu'au manque d'animation.</p> <p>La commune souhaite donc agir pour le maintien des commerces existants dans le centre ancien, à travers le PLU.</p> <p>Les secteurs de développement commercial identifiés le long de la D538 (dans les nouvelles zones d'activités) ne seront pas destinés à accueillir des commerces alimentaires, afin de ne pas concurrencer les commerces du centre ancien.</p>	<p>Une prescription permettant de préserver les rez-de-chaussée d'activités a été mise en place de part et d'autre de la Grand Rue afin de préserver les rez-de-chaussée d'activités économiques. Cet outil interdit que les activités (existantes et futures) changent de destinations notamment vers du logement.</p> <p>Comme les activités commerciales sont notamment interdites dans les zones Ue, le choix a été fait de les conforter au sein des centres-villes afin de renforcer les commerces et services de proximité.</p>

2.3. Requalifier et valoriser les entrées de ville

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Encadrer les aménagements en entrée de ville et veiller à un traitement adapté des façades commerciales	
<p>La commune de Lamanon possède cinq entrées de ville d'importance variable. Les entrées de ville posent la question :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la gestion des transitions entre espaces naturels ou agricoles et espaces urbains ; - de la qualité des espaces urbanisés contemporains. <p>Les entrées de villes jouent un rôle stratégique dans la perception du territoire car elles représentent l'identité du lieu perçue. Leur effet vitrine ne doit pas être négligé, en particulier lorsqu'elles se situent le long d'axes stratégiques fortement fréquentés.</p>	<p>Une OAP thématique n°3 « Entrée de ville – activités économiques » a été créée, permettant notamment de requalifier les zones d'activités existantes et les entrées de ville et de prendre notamment en compte les problématiques paysagères.</p> <p>Le règlement des zones Ue complète l'OAP et encadre notamment les aspects des constructions des zones d'activités économiques.</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
<p>A travers son document d'urbanisme, la commune souhaite donc porter une attention particulière à ses entrées de villes et notamment leur traitement paysager.</p> <p>La qualité architecturale du bâti, avec plantations d'arbres et implantations de clôtures végétalisées, ainsi que l'organisation des espaces de stockage et de stationnement sont autant de facteurs qui contribueront à une meilleure intégration paysagère des zones d'activités en entrées de ville.</p>	

2.4. Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Contribuer à l'efficacité énergétique des bâtiments	
<p>La question du développement durable et des économies d'énergie est une problématique nationale.</p> <p>En matière d'habitat, c'est aussi une réalité dans la vie quotidienne des familles, au travers notamment des coûts de chauffage élevés, du manque de luminosité dans les constructions.</p> <p>Ainsi, afin de s'inscrire dans cette démarche de promotion des énergies renouvelables et proposer une offre d'habitat de qualité sur le territoire, les élus souhaitent favoriser la durabilité de l'habitat ainsi que la performance environnementale de l'habitat, que ce soit dans les constructions existantes ou à venir.</p> <p>De même, le document d'urbanisme devra également aborder la question des énergies renouvelables dans l'aménagement ou la requalification des zones d'activités (production en toiture, réseau de chaleur/froid, ...).</p>	<p>Le règlement rappelle également l'article L.111-16 du code de l'urbanisme, qui indique notamment qu'une autorisation d'urbanisme ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou visant à limiter l'impact sur l'environnement.</p> <p>Dans le règlement, il est également recommandé de concevoir des constructions de manière à ce qu'elles bénéficient au mieux des apports solaires. Cela donne une indication aux pétitionnaires sur la manière de valoriser leur implantation bâtie, notamment au regard des performances énergétiques des constructions. Plus généralement l'ensemble des règles d'aspect vise à ne pas être bloquant pour l'utilisation de matériaux biosourcés (bois, pierre), pour les apports solaires passifs (taille/proportion des ouvertures), par exemple.</p> <p>Le règlement permet également la surélévation des constructions pour un renforcement des performances énergétiques de bâtiments existants.</p> <p>L'ensemble des zones se voient accorder la possibilité d'installer des panneaux solaires sur les constructions, de manière adaptée au caractère architectural des lieux.</p> <p>Enfin, on notera que la RE2020 sera applicable, ce qui oblige légalement à prendre en compte ces enjeux de manière poussée, ce que les élus ont aussi souhaité prendre en compte. L'OAP thématique n°4 rappelle également que les maisons individuelles devront respecter les obligations de la loi ELAN.</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Miser sur le potentiel solaire du territoire afin de développer un projet de centrale photovoltaïque et favoriser, plus largement, le développement d'autres sources d'énergie renouvelable	
<p>En matière de développement du photovoltaïque, et conformément aux prescriptions de l'Etat et de la doctrine retenue dans les Bouches-du-Rhône, les projets doivent privilégier les sites déjà anthropisés : délaissés industriels, délaissés d'autoroute ou de voies SNCF, sols pollués, toitures de zones d'activités artisanales et commerciales, parkings, bâtis agricoles contemporains, anciennes carrières, décharges.</p> <p>Conformément à l'article 194 de la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, « <i>un espace naturel ou agricole occupé par une installation de production d'énergie photovoltaïque n'est pas comptabilisé dans la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dès lors que les modalités de cette installation permettent qu'elle n'affecte pas durablement les fonctions écologiques du sol, en particulier ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques ainsi que son potentiel agronomique et, le cas échéant, que l'installation n'est pas incompatible avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale sur le terrain sur lequel elle est implantée.</i> »</p> <p>La commune souhaite ainsi appuyer le développement de projets photovoltaïques sur des secteurs anthropisés ou en nature de délaissé.</p> <p>Par ailleurs, la commune souhaite encourager le développement d'autres sources d'énergie renouvelable telles la géothermie, la biomasse, l'éolien, ..., à l'échelle de projets d'aménagement (par exemple aménagement d'espaces publics) ou à l'échelle de secteurs urbains (par exemple requalification des zones d'activités en entrée de ville).</p>	<p>La zone Npv a été créée sur une zone de dépôts de remblais totalement terrassée lors de la construction du canal EDF. Cette zone est destinée à accueillir un parc photovoltaïque.</p> <p>Le règlement de la zone Npv précise que l'activité de production d'énergie solaire photovoltaïque est autorisée dans la zone sous réserve de répondre aux exigences du décret n°2023-1408 du 29 décembre 2023.</p>

2.5. Développer l'écotourisme orienté vers le Parc Naturel Régional des Alpilles (PNRA) et le Lubéron

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Permettre l'accueil des écotouristes	
<p>La commune de Lamanon souhaite s'inscrire dans une logique de tourisme durable, à travers le développement de l'écotourisme, d'une démarche de découverte de la nature dans le respect de l'environnement.</p> <p>Ainsi, le projet de PLU doit encourager le développement d'hébergements touristiques durables (écogîtes par exemple) afin de répondre aux nouvelles demandes des clientèles touristiques et d'accueillir des touristes désireux de découvrir le patrimoine naturel, culturel, bâti et paysager du Parc Naturel Régional des Alpilles (dans lequel se situe la commune de Lamanon) ainsi que celui du Parc Naturel Régional du Lubéron (situé à proximité de la commune de Lamanon) dans le respect de cet environnement naturel, humain, ... et selon des modes de transport adaptés à ce nouvel enjeu de tourisme durable.</p> <p>D'une façon plus large, l'ambition communale est de créer une offre locale de tourisme durable : boucles locales cyclistes, pédestres, équestres, ..., valorisation des productions agricoles locales, développement du marché local, valorisation du patrimoine bâti (château, grottes, ...) et paysager.</p>	<p>La commune a souhaité réinvestir le bâtiment existant à Tuilière. Un changement de destination y est autorisé afin de permettre le développement du tourisme et de l'éco-tourisme, sous réserve de respecter notamment les prescriptions liées aux risques feu de forêt.</p> <p>De plus l'ensemble des éléments patrimoniaux identifiés dans l'Inventaire Patrimoniale d'Intérêt Local (IPIL) réalisé par le CAUE a été protégé dans le PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces naturels et agricoles ont été classés en zones N et A ; - Les éléments à préserver et les éléments à signaler (canaux, filioles et bords de canaux, ouvrages liés aux canaux, ensemble bâti et paysager, parc municipal, parc du platane et bâtiments patrimoniaux) ; - Les alignements de platanes et d'arbres et bocage.
Action : Faciliter, tout en l'encadrant, la diversification des exploitations agricoles (agritourisme, vente directe, gîte à la ferme).	
<p>La commune souhaite permettre aux agriculteurs de diversifier leurs activités, notamment de projets adaptés aux défis de l'alimentation, du territoire local, de la société : assurer une alimentation de proximité et de qualité, contribuer à l'économie circulaire et à la transition énergétique, développer le tourisme vert, ...</p>	<p>L'intégralité des zones agricoles (à l'exception de la zone Acv identifiée comme cône de vue dans la DPA) autorise les exploitations agricoles. Ceci inclue les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime, comprenant notamment les constructions à usage d'habitation, ainsi que les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.</p> <p>Dans certaines zones N et sous certaines conditions, les exploitations agricoles sont également autorisées.</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
	De plus, la réciprocité des bâtiments agricoles avec les zones urbanisées est très encadrée. Le règlement, dans les dispositions générales, fait un rappel au code rural et de la pêche maritime (art. L111-3) : « Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. ».

3. RENFORCER LA QUALITE PAYSAGERE DE « LAMANON, PORTE DES ALPILLES » SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

3.1. Préserver l'identité urbaine et architecturale de la commune

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Préserver la silhouette urbaine existante en limitant, de préférence, le développement urbain à l'intérieur de l'enveloppe agglomérée et en soignant les abords de cette enveloppe agglomérée définie	
<p>Le patrimoine naturel et paysager de la commune de Lamanon est exceptionnel et, au-delà de la qualité de vie et l'attractivité qu'il apporte à la commune, il confère à cette dernière une réelle identité de « Porte des Alpilles » au sein du Parc Naturel Régional des Alpilles.</p> <p>Les espaces naturels, agricoles et forestiers demeurent encore préservés sur la commune de Lamanon la pression de l'urbanisation pourrait, à terme, abimer ces espaces fragiles en l'absence d'une protection et restauration accrue.</p> <p>Il est donc important de protéger ces espaces, notamment à travers la limitation de l'extension urbaine qui doit rester, essentiellement, dans les limites de l'enveloppe urbaine.</p> <p>La commune souhaite ainsi conserver la silhouette urbaine existante en limitant notamment l'étalement urbain.</p>	<p>Les zones urbaines correspondent aux enveloppes urbaines existantes. Les extensions entraînant de la consommation d'espaces sont uniquement dédiées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La zone 1AUe économique ; - Un parking en entrée Est le long de la RD17d en zone Ue ; - L'intégration des « coups partis » correspondant aux PC et PA déjà accordés en dehors de l'enveloppe actuelle. <p>La silhouette urbaine existante est ainsi préservée.</p>
Action : Préserver les caractéristiques urbaines, architecturales et paysagères du centre ancien	
<p>Le centre ancien de Lamanon présente des caractéristiques, notamment architecturales, propres à la Provence. La municipalité souhaite que ce caractère identitaire soit préservé, et qu'une certaine unité architecturale soit maintenue à l'échelle de la commune. A travers son document d'urbanisme, la commune souhaite favoriser des</p>	<p>Des règles encadrant l'insertion, l'implantation et la volumétrie ont été élaborées pour chacune des zones du PLU qui garantissent le maintien des caractéristiques locales et architecturales.</p> <p>Elles visent à prévoir des insertions correctes des bâtiments dans leur milieu, eu égard à leur</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
constructions respectueuses de leur environnement, tout en intégrant une nécessaire adaptation au changement climatique (désimperméabilisation des sols, végétalisation, ...).	<p>environnement architectural, notamment la hauteur, la pente, les perspectives paysagères...</p> <p>3 zones ont été créées sur le centre ancien permettant d'avoir un règlement adapté aux spécificités de ces différents ensembles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La zone Ua-a sur le centre historique ; - Ua-b autour de l'église ; - Ua-c autour du château et ses abords. <p>Il a également notamment été fait le choix d'interdire toutes constructions et installations dans la zone Ua-c afin de préserver cet ensemble autour du château qui fait partie du patrimoine lamanonais.</p> <p>Les zones d'extensions plus récentes de l'urbanisation ont quant à elles étaient classées en zone Ub et Uba.</p>

3.2. Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Préserver les espaces naturels d'importance et/ou d'intérêt écologique notamment les massifs, la plaine de la Crau et certains espaces identifiés dans l'enveloppe agglomérée, certains de ces sites étant par ailleurs déjà protégés par le réseau Natura 2000	
Action : Protéger les continuités écologiques en conservant notamment les coupures existantes entre les différents secteurs urbanisés et les espaces naturels	
Action : Protéger et restaurer la Trame Verte et Bleue et tout particulièrement le maillage des haies identitaire et structurant	
Action : Favoriser la nature en ville	
Action : Protéger les zones humides	
Action : Préserver les ripisylves des canaux	
Action : Préserver les prairies irriguées participant à l'alimentation de la nappe	
Le patrimoine naturel et paysager de la commune de Lamanon est exceptionnel et, au-delà de la qualité de vie et l'attractivité qu'il apporte à la commune, il confère à cette dernière une réelle identité de « Porte des Alpilles » au sein du Parc Naturel Régional des Alpilles.	<p>Le zonage du PLU a été établi en cohérence avec cette volonté en limitant l'urbanisation aux enveloppes urbaines existantes à quelques exceptions près.</p> <p>Les zones agricoles et naturelles du territoire, qui représentent plus de 93 % du total de la superficie</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
<p>Les espaces naturels, agricoles et forestiers demeurent encore préservés sur la commune de Lamanon la pression de l'urbanisation pourrait, à terme, abimer ces espaces fragiles en l'absence d'une protection et restauration accrue.</p> <p>Il est donc important de protéger ces espaces, notamment à travers la limitation de l'extension urbaine qui doit rester, essentiellement, dans les limites de l'enveloppe urbaine.</p> <p>Par ailleurs, il est nécessaire, à travers le document d'urbanisme, de porter une attention soutenue aux espaces naturels, agricoles et forestiers situés à la frange de l'enveloppe urbaine, aux lisières, comme par exemple les interfaces forestières.</p> <p>Et ce, d'autant plus que la croissance des risques d'incendie impose de limiter la dispersion du bâti en lisière des massifs. Le maintien d'espaces de transition à dominante agricole (vignes et oliviers) doit être soutenu, non seulement dans le cadre de la préservation des paysages, mais aussi en tant que coupures utilisées dans la prévention contre les risques d'incendie.</p> <p>L'ambition du futur PLU est de protéger, restaurer et mettre en valeur ces ensembles paysagers, hydrographiques, qui constituent des espaces de continuité écologique et de biodiversité, au sein du territoire communal</p>	<p>de la commune, sont limitées en termes de constructibilité ce qui permet de protéger ces espaces et couvrent ainsi les différents massifs, la plaine de la Crau et espaces N2000.</p> <p>De plus, certains secteurs au sein de l'enveloppe urbaine et entre les espaces urbanisés ont été préservés pour leur caractère naturel et/ou fonctionnalité : zones N et prescriptions de bords de canaux à préserver.</p> <p>Des secteurs spécifiques dans les espaces sensibles identifiés par la DPA ont également été créés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Npnr et Npnrc correspondant aux paysages naturels remarquables ; - Acv correspondant au cône de vue ; - Nvs correspondant aux zones visuellement sensibles identifiées. <p>Les constructibilités y sont très limitées et ont été établies en accord avec l'inspectrice des sites des Bouches-du-Rhône.</p> <p>Une OAP « thématique » trame verte et bleue, vient largement compléter cette volonté de préservation dans une logique d'ensemble ainsi que les différentes prescriptions permettant de préserver les continuités écologiques tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Espaces Boisés Classés (EBC) ; - Les arbres, bocages et alignements de platanes ; - Les zones humides ; - Les canaux, filioles et leurs bords.
Action : Garantir la préservation des éléments patrimoniaux tels que le Platane Géant et les Grottes de Calès	
<p>La commune souhaite renforcer la protection du site naturel classé du Grand Platane sur l'emprise foncière de la Servitude d'Utilité Publique (SUP), en assurant notamment son arrosage par le canal Vallat Madame, la suppression de tout cheminement piétonnier ou de véhicules sur le houppier, et enfin l'abattage des platanes atteints par le Chancre coloré et situés en périphérie du périmètre de protection.</p> <p>Elle souhaite également contribuer à la protection déjà existante du site classé des Grottes de Calès, notamment au travers de la poursuite des travaux de</p>	<p>Autour du Platane Géant, une prescription permettant de préserver et renforcer le parc municipal et le parc du platane ainsi que leurs abords a été mise en place. Toutes constructions, installations et ouvrages autres que ceux nécessaires à l'entretien des canaux, ceux liés au terrain de sport ou de luttés contre les risques sont interdits.</p> <p>Un emplacement réservé autour du Platane a été instauré au bénéfice de la commune afin de permettre la création d'un parc public.</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
protection et de sécurisation du site classé afin de créer les conditions d'une valorisation touristique adaptée à la capacité du site.	Les grottes de Calès sont quant à elles classées en zone Npnr ou toutes constructions et installations sont interdites.
Action : Préserver le cône de vue, le Massif du Défens et la zone visuellement sensible de La Grand Manon	
<p>Dans les Zones Visuellement Sensibles (ZVS), la commune souhaite valoriser ces sites protégés par ailleurs par la Directive Paysagère des Alpilles (DPA), en interdisant les constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation agricole et en exigeant que les constructions autorisées respectent l'équilibre des paysages.</p> <p>Dans les paysages naturels remarquables (Grottes de Calès, massif du Défens, etc...), la commune souhaite valoriser ces sites protégés par ailleurs par la Directive Paysagère des Alpilles (DPA), en interdisant les constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation agricole et en maintenant le petit patrimoine rural bâti.</p> <p>Enfin, le PLU protégera le cône de vue identifiant l'une des vues les plus marquantes du massif.</p>	<p>Des secteurs spécifiques dans les espaces sensibles identifiés par la DPA ont également été créés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nprn et Nprnrc correspondant aux paysages naturels remarquables ; - Acv correspondant au cône de vue ; - Nvs correspondant aux zones visuellement sensibles identifiées. <p>Les constructibilités y sont très limitées et ont été établies en accord avec l'inspectrice des sites des Bouches-du-Rhône.</p>

3.3. Prévenir l'exposition aux risques naturels

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Prévenir et mieux gérer les risques naturels, grâce aux différentes études menées récemment sur la commune et documents réglementaires existants	
Action : Protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts	
Action : Limiter l'imperméabilisation des sols	
Action : Garantir les équipements suffisants en termes de défense contre les incendies	
Action : Favoriser l'installation d'activités telles que le pastoralisme permettant un entretien et une gestion des espaces forestiers dans les zones naturelles	
<p>La commune a l'obligation de protéger sa population et son patrimoine de l'ensemble des risques recensés sur le territoire, en assurant une gestion préventive des risques.</p> <p>Cette dernière devra se fonder notamment sur les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN) existants et autres études connues.</p> <p>En particulier, l'un des objectifs du PLU sera de limiter l'imperméabilisation des sols au strict nécessaire, afin de ne pas aggraver le risque en aval</p>	<p>Le zonage du PLU a été établi en prenant en compte au plus tôt les risques et notamment la présence d'aléas forts.</p> <p>Le règlement écrit traduit largement ces éléments en renvoyant vers les différents éléments de connaissance annexés au PLU.</p> <p>Au niveau de l'imperméabilisation des sols cela se traduit notamment par la volonté de limiter l'extension des enveloppes urbaines et limiter</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
et ne pas accélérer les écoulements, tout en répondant aux exigences du SCoT en matière d'aménagement.	<p>l'emprise au sol maximale dans les zones à urbaniser (1AUe).</p> <p>De plus, le PLU intègre des projets de renouvellement urbain où la commune préfère ainsi réinvestir des espaces déjà urbanisés et imperméabilisés. De nombreuses mesures permettant de limiter contre l'imperméabilisation des sols ont été intégrées dans les OAP thématiques et sectorielles. Des coefficients d'espaces verts ont également été imposés dans les zones Ub/Uba et 1AUe.</p> <p>Enfin, la commune favorise le pastoralisme dans l'ensemble des zones agricoles comprenant quelques espaces forestiers et autorise également les extensions des exploitations agricoles existantes dans les zones Npnrc et Nvs.</p> <p>Dans la zone Npnr, les constructions et installations liées au sylvopastoralisme ont été autorisées.</p> <p>Dans la zone N, le pastoralisme a également été autorisé.</p>

3.4. Assurer la pérennité des activités agricoles

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Protéger les espaces agricoles	
<p>La commune souhaite réaffirmer la vocation principale des terres agricoles qui est celle de la culture de la terre, notamment au travers de la préservation des terres et des activités agricoles qui constituent une économie essentielle du territoire des Alpilles. Les terres agricoles participent également à la qualité paysagère de la commune. C'est notamment le cas des larges espaces agricoles ouverts permettant de conserver de larges perspectives vers le grand paysage, les massifs de la commune ainsi que les espaces urbanisés. La commune veillera au maintien de ces espaces agricoles, en limitant notamment l'extension de son urbanisation aux activités économiques en continuité des zones d'activités existantes.</p> <p>La commune souhaite également mettre en place une Zone Agricole Protégée (ZAP), située d'une part au Nord de la commune (en continuité avec le projet de ZAP sur la commune de Sénas) et d'autre part au Sud de la commune (secteur Napoulon).</p>	<p>Les zones agricoles couvrent la plus grande partie du territoire (48,7% soit près de 948 ha). Elles sont réparties en 2 zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les zones A ; - La zone Acv ; <p>Le règlement précise également que les constructions et installations sont autorisées à condition de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages</p>

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Encadrer la diversification d'activités de certains bâtiments agricoles dans le respect des caractéristiques agricoles et paysagères des lieux.	
Plusieurs constructions à forte valeur patrimoniale ont été identifiées dans les zones agricoles et naturelles. Le souhait de la commune est d'autoriser leur rénovation pour un usage diversifié, afin de pérenniser leur conservation tout en veillant à leur bonne insertion dans l'environnement.	<p>Sous réserve qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, les bâtiments ciblés au plan de zonage pourront changer de destination après accord de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF).</p> <p>Ces anciens bâtiments agricoles pourraient être valorisés et permettre des activités de service avec l'accueil d'une clientèle pour la réalisation d'une salle de réception par exemple, et sur certaines des habitations pour laisser la possibilité d'y créer notamment des gîtes. De plus, après demande de l'ARS, il a été précisé que ces bâtiments ne pourraient changer de destination que sous réserve de l'accord de l'ARS en l'absence de réseaux publics.</p>

3.5. Préserver les réseaux d'irrigation sur le territoire communal

Justification	Traduction dans les pièces opposables
Action : Garantir la préservation et la mise en valeur des canaux d'irrigation ainsi que leurs filioles	
Action : Clarifier le statut, la propriété, la charge et l'entretien, les servitudes attachées aux opérations d'entretien et de maintenance des réseaux d'irrigation	
<p>Les canaux qui parcourent les zones agricoles et le centre village participent au caractère des lieux.</p> <p>D'autre part, la préservation de ces canaux est aussi favorable à la conservation des corridors écologiques, notamment ceux liés à la Trame Verte et Bleue (TVB).</p> <p>La commune souhaite donc protéger ce patrimoine et le mettre en valeur tout en clarifiant les règles attachées à ces canaux afin de limiter les conflits d'usages.</p>	<p>Des prescriptions permettant la préservation des canaux filioles et les abords ont été mises en place graphiquement.</p> <p>Le règlement précise qu'il faut se rapprocher des ASA concernées pour connaître la réglementation applicable. Un lien permettant d'accéder au règlement des ASA en ligne a été rappelé dans le règlement écrit.</p> <p>De plus, afin de préserver les espaces de fonctionnalité autour des principaux canaux, des secteurs ont été tramés où toutes constructions, installations et ouvrages sont interdits à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien des canaux. Les voies et accès ne pourront être autorisés que sous réserve de non opposition de l'ASA concernée.</p> <p>Les ouvrages liés aux canaux ont également été protégés.</p>

Chapitre 2 : JUSTIFICATION DU REGLEMENT ECRIT ET GRAPHIQUE

1. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions générales du règlement écrit sont divisées en 6 articles :

- « Article 1 : division du territoire en zones », qui présente les différentes zones du règlement ;
- « Article 2 : dispositions applicables à l'ensemble des zones », qui correspond à des règles et rappels de la réglementation qui s'appliquent à l'ensemble du territoire ;
- « Article 3 : prescriptions graphiques du règlement » ;
- « Article 4 : autres informations » (rappels relatifs aux risques naturels, aux servitudes d'utilité publique, défrichement etc.) ;
- « Article 5 : définitions (valables pour l'ensemble du PLU) » ;
- « Article 6 : destinations des constructions et types d'activités auxquelles fait référence le règlement du PLU ».

Seuls seront justifiés dans le détail dans les paragraphes suivants les articles 2 «dispositions applicables à l'ensemble des zones » et 3 «prescriptions graphiques du règlement », les autres articles ayant vocation à faciliter la compréhension des règles édictées dans le règlement du PLU.

1.1. Justification des dispositions applicables à l'ensemble des zones

Afin de ne pas surcharger le rapport, seuls les titres des différents paragraphes sont ici reportés. Le lecteur est invité à consulter le règlement pour connaître le détail de la règle.

2.1. Adaptations mineures/2.2. Les constructions durables/ 2.3. Dérogations (isolation thermique et accessibilité des personnes handicapées notamment)

Il s'agit ici de réglementations, issues du Code de l'Urbanisme qui sont rappelées.

2.4. Prise en compte des constructions existantes et reconstructions après sinistre

Cette règle, inspirée de l'article R111-18 du code de l'urbanisme (règle qui s'applique aux territoires qui ne sont pas dotés d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu) permet d'autoriser des travaux mineurs de constructions dont le gabarit ou l'implantation ne respecte pas les règles du PLU (par exemple, une ouverture en façade ou en toiture supplémentaire, une réfection de façade avec changement d'aspect, etc.)

L'article L111-15 du code de l'urbanisme indique qu'une reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli ayant été régulièrement édifié est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement.

Il s'agit d'explicitier que le présent PLU ne s'oppose pas à la reconstruction à l'identique sous réserve de l'application du plan de prévention des risques et ne prévoit pas une autre durée.

Ces éléments permettent de favoriser la reconstruction des bâtiments existants et notamment au sein de l'enveloppe urbaine. Ils répondent notamment à l'orientation « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics » du PADD.

2.5. Prélèvement de matériaux et prises en compte des risques naturels

Cette règle permet d'assurer la possibilité d'entretien des cours d'eau, notamment dans un but de protection des risques naturels. Les opérations d'entretien tel que le retrait d'embâcles ou d'accumulations de sédiments sont en effet parfois indispensables dans un souci de prévention des risques d'inondation.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal. » et à l'objectif relatif à la prévention de l'exposition aux risques naturels.

2.6. Implantation des constructions

Le premier paragraphe apporte des informations sur la manière de mesurer le retrait des constructions.

Le second, réglemente le survol du domaine public autorisé.

Le troisième paragraphe, réglemente la distance minimale vis-à-vis des cours d'eau.

Le quatrième, constitue un rappel de l'existence d'un règlement départemental de voirie pouvant comporter des règles relatives à l'implantation des constructions.

Le cinquième paragraphe constitue une recommandation, qui reprend les principes d'architecture bioclimatique, qui permettent à la fois une meilleure efficacité énergétique et thermique et un meilleur confort au sein des constructions.

Le dernier paragraphe indique renvoie à l'article 2.26 pour la distance minimale vis-à-vis des canaux.

Ces éléments permettent de répondre notamment à l'orientation du PADD « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal. » et à l'objectif relatif à la préservation de l'identité urbaine et architecturale de la commune.

2.7. Desserte par les réseaux

Il s'agit d'informations générales et de règles générales relatives aux différents réseaux (alimentation en eau potable, assainissement – notamment eaux usées domestiques, eaux usées non domestiques, eaux pluviales et luttent anti vectorielle contre les moustiques sur demande de l'ARS), ouvrages d'irrigations et d'évacuation des eaux pluviales, ouvrages de transports d'électricité, antennes, éclairage extérieur et défense incendie, visant à prendre en compte les contraintes spécifiques aux différents réseaux.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de «Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics» et à l'objectif assurant la pérennité et la suffisance des réseaux.

2.8. Ruines

Il s'agit ici d'une réglementation, issue du Code de l'Urbanisme qui est rappelée.

2.9. Gestion des substances toxiques ou dangereuses

L'objectif de ce type de mesures permet aux autorités communales de réglementer la gestion des substances toxiques ou dangereuses pour la préservation de l'environnement et la sécurité de sa population et de rappeler aux pétitionnaires qu'il existe des démarches administratives préalables aux

activités les plus polluantes ou les plus dangereuses, en lien avec le code de l'environnement notamment.

Cette règle permet de répondre notamment à l'orientation du PADD « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal.» et à l'objectif relatif à la préservation des espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables.

2.10. Equipements liés aux énergies renouvelables et/ou à la communication

Cette règle permet de limiter l'impact de ces équipements dans le contexte urbain, patrimonial et paysager, ceux-ci pouvant être particulièrement impactant. Cela doit participer de la qualité de l'espace public.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal.» et à l'objectif relatif à la préservation de l'identité urbaine et architecturale de la commune.

2.11. Installations, travaux divers et citernes non enterrées

Cette règle permet de limiter l'impact de ces installations dans le contexte urbain, patrimonial et paysager, tout en s'assurant que les aménagements créés sont compatibles avec les différentes études de risques existantes sur la commune.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal.» et à l'objectif relatif à la préservation de l'identité urbaine et architecturale de la commune.

2.12. Ouvrages divers

Il s'agit de règles s'appliquant aux murs anti-bruit, mur de soutènement, aux pilotis, murs « libres » et aux ouvrages hydrauliques, de manière à en favoriser l'insertion paysagère.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal.» et à l'objectif relatif à la préservation de l'identité urbaine et architecturale de la commune.

2.13. Les clôtures

L'objectif est de promouvoir une cohérence des clôtures suivant les secteurs de la commune, en les soumettant à autorisation d'urbanisme.

Des mentions générales permettent de cadrer la réalisation des clôtures et notamment les questions d'intégration et d'uniformité. Elles sont largement complétées par les règles spécifiques à chaque zone, puisque la municipalité a souhaité porter une attention particulière à ces ouvrages.

Il est précisé un certain nombre de points visant à ce que ces clôtures ne remettent pas en cause la sécurité.

Enfin, des recommandations sont fournies visant à la circulation de la faune et un rappel aux obligations légales en zones naturelles est fait.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal. » et à l'objectif relatif à la préservation de l'identité urbaine et architecturale de la commune

2.14. Voirie départementale

Cette règle est un rappel concernant l'existence d'un règlement départemental de voirie qui s'applique aux abords des routes départementales qui traversent le territoire communal.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics » et à l'objectif visant à améliorer les déplacements et l'accessibilité.

2.15. Création d'accès sur la voie publique

Les règles édictées visent à garantir la sécurité routière, en évitant tout accès dangereux, ou l'ouverture de portail sur la voie publique, également dangereuse.

La commune a également souhaité limiter les largeurs des accès qui sont adaptées en fonction du nombre d'habitations desservies.

De plus, la commune souhaite se prémunir de l'arrivée de matériaux (terre, graviers, etc.) depuis le domaine privé sur la voirie, ainsi que de l'arrivée d'eaux pluviales depuis le domaine privé, qui pourraient là encore augmenter le risque d'accident.

Enfin, afin de préserver une continuité dans l'écoulement de réseaux pluvial ou d'irrigation, il est précisé qu'en cas de franchissement d'un tel dispositif, un busage, pont ou passerelle sera obligatoire.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics » et à l'objectif visant à améliorer les déplacements et l'accessibilité.

2.16. Caractéristiques des voies ouvertes à la circulation

Afin de favoriser un maillage efficace du territoire, le règlement précise que dimensions, formes et caractéristiques des voies, doivent être adaptées aux usages et permettre la défense contre les incendies, que les voies en impasse doivent être aménagées de manière à permettre les demi-tours.

Les dimensions des nouvelles voies sont également précisées. Un rappel au règlement départemental de voirie est de nouveau fait.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics » et à l'objectif visant à améliorer les déplacements et l'accessibilité.

2.17. Stationnement

Les premiers paragraphes de la règle constituent des rappels du code de l'urbanisme.

Les paragraphes 9 et 10 rappellent les normes en vigueur précisant les gabarits pour les stationnements publics et à usage privé.

Le paragraphe 11 vise à limiter le nombre de places en enfilade, afin de garantir que leurs caractéristiques soient adaptées à l'utilisation visée. Pour une meilleure adaptation de la règle aux nécessités des constructions, il est précisé que le nombre de places de stationnement demandées ne s'applique pas aux annexes.

Borne électrique

Cette règle permet de faire face aux nouveaux besoins de la population qui vont s'accroître ces prochaines années avec l'essor de l'usage des véhicules électriques.

Revêtement et végétalisation des aires de stationnement

Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, les règles de cette partie permettent d'assurer une bonne végétalisation des aires de stationnement et d'inciter à utiliser des matériaux perméables ou semi-perméables.

Accessibilité PMR

Cette règle vise à faciliter la mise aux normes d'accessibilité des établissements recevant du public, favorisant ainsi la mobilité des personnes à mobilité réduite.

Stationnement des vélos

Un PLU est dans l'obligation de prévoir des places de stationnement pour les vélos pour les logements et les bureaux à partir du moment où il réglemente pour ces destinations les stationnements pour véhicules motorisés. Les règles sont ici largement inspirées du code de l'habitation et de la construction.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics » et à l'objectif visant à améliorer les déplacements et l'accessibilité.

2.18. Bande enherbée le long des cours d'eau

Il s'agit ici d'une réglementation qui est rappelée.

2.19. Espaces verts

Ces règles permettent d'éviter les essences exotiques et celles à fort potentiel allergisant, afin de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes allergiques. De plus des préconisations de nettoyage d'outils sont faites pour limiter la propagation du chancre coloré.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal. » et à l'objectif relatif à la prévention de l'exposition aux risques naturels.

2.20. Energies renouvelables

Il s'agit ici de rappeler que les parcs destinés à la production d'énergies renouvelables ne sont autorisés que dans les zones spécifiquement dédiées telle que la zone Npv.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal ».

2.21. Protection de la salubrité et de la sécurité publique/ 2.22. Protection des sites ou vestiges archéologiques/ 2.23. Protection de l'environnement/ 2.24 Protection des lieux environnants/ 2.25. Dispositions relatives à la construction de plusieurs bâtiments sur un ou des terrain(s) devant faire l'objet d'une division

Il s'agit ici de réglementations d'ordre public, issues du Code de l'Urbanisme qui sont rappelées.

2.26. Dispositions relatives aux constructions, installations et clotures le long des canaux et filioles

Les règles concernant les implantations des constructions, installations, les clôtures etc... vis-à-vis des canaux ont été regroupées dans un même article. Un renvoi vers les règlements des ASA est également fait.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » et à l'objectif relatif à la préservation des réseaux d'irrigation sur le territoire communal.

1.2. Justification des prescriptions graphiques du règlement

3.1. Périmètres soumis à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) – article L151-16 du Code de l'Urbanisme

Cette prescription permet de localiser graphiquement les OAP (uniquement sectorielles), ce qui est une obligation légale. Les justifications précises des OAP seront détaillées dans le chapitre suivant.

Il est aussi rappelé l'application d'OAP thématiques qui s'appliquent sur l'ensemble du territoire.

Ces éléments (les OAP en général), permettent de répondre à de nombreux objectifs du PLU, allant de la diversification du logement, au développement économique, en passant par les déplacements, les continuités écologiques, la préservation du patrimoine, la qualité paysagère et architecturale, la gestion des réseaux, la mobilité et déplacements ... prévus dans le PADD.

3.2. Emplacements réservés – L151-41 du Code de l'Urbanisme

9 emplacements réservés ont été mis en place sur la commune, conformément à l'article L151-41 du code de l'urbanisme, afin de permettre l'agrandissement de voies et la réalisation d'ouvrages publics.

Les emplacements réservés n°1, 2 et 3 permettront la création d'ouvrages publics.

L'ER1 permettra à la commune de créer un bassin de rétention des eaux pluviales au sud du lotissement de la Tour le long de la route Panisse Passis.

L'ER2 permettra la création d'un parc autour du Géant de Provence permettant ainsi de mettre en valeur et préserver ce lieu autour du platane emblématique de la commune.

L'ER 3 permettra l'extension du groupe scolaire et de la cantine en continuité de l'école existante des marronniers.

Les emplacements réservés n°4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont créés afin de permettre l'élargissement de voies existantes.

Les emplacements n°8 et 9 sont au bénéfice du département des Bouches-du-Rhône puisqu'ils permettront l'élargissement de routes départementales.

Ces éléments permettent de répondre à de nombreux objectifs du PLU, allant du renforcement des équipements publics, de la gestion des eaux pluviales et de l'amélioration des déplacements et accessibilité

3.3. Les éléments à préserver ou à mettre en valeur – L151-19 du Code de l'Urbanisme

Ces protections s'appuient sur l'article L151-19 du code de l'urbanisme et permettent de protéger plusieurs éléments caractéristiques du territoire.

La commune souhaite préserver ces éléments de patrimoine très qualitatif.

Ces éléments proviennent pour une grande majorité de l'Inventaire Patrimonial et d'Intérêt Paysagers (IPIL) réalisé par le CAUE.

On retrouve ainsi :

- des éléments à préserver pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural comprenant, des bâtiments des ouvrages patrimoniaux ainsi que des ensembles bâtis et paysager. Cette prescription concerne les canaux, filioles, bords de canaux et ouvrages liés aux canaux et le Bois de Redon ;
- des éléments à signaler pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural comprenant, des bâtiments des ouvrages patrimoniaux ainsi que des ensembles bâtis et paysager et des éléments de patrimoine paysager. Cette prescription concerne le parc municipal et le parc du Platane et abords, les bâtiments patrimoniaux, le hameau de la Baronnerie, le domaine de Beauvezet, le quartier de Cadenières, Napoulon, Jas des Barres et le Château.

Cette règle répond aux orientations du PADD de « Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages » et « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal ».

3.4. Les bâtiments situés en zone agricole ou naturelle pouvant changer de destination – L151-11 du Code de l'Urbanisme

7 bâtiments ont été identifiés pouvant après conforme de la CDPENAF ou CDNPS, changer de destination vers les destinations ou sous-destination identifiées.

Cela est possible sous-réserve de l'accord de l'ARS en l'absence de réseaux publics et du respect des risques naturels.

Le changement de destination permettra principalement de muter vers des salles de réception, gîtes, habitations ou projets écotouristiques.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages » et notamment l'objectif « développer l'écotourisme orienté vers le parc naturel régional des Alpilles (PNRA) et le Lubéron » et l'orientation « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal ».

3.5. Préservation de l'environnement – L151-23 du Code de l'Urbanisme

Cette protection s'appuie sur l'article L151-23 du code de l'urbanisme et permet de préserver les zones humides identifiées tout en laissant la possibilité d'aménager l'espace de manière à assurer la protection contre les risques naturels ou la mise en valeur du milieu, potentiel intéressant d'un point de vue pédagogique, de découverte du territoire, ou pour la création d'ouvrages hydroélectriques sous conditions.

Une dérogation permet au pétitionnaire de démontrer l'absence de zone humide sur son terrain afin de ne pas le grever inutilement de ses droits à bâtir. Ceci permettra également d'améliorer la connaissance des zones humides.

Par ailleurs une mention permet de s'assurer que tout espace artificialisé ne soit pas concerné par la prescription, y compris les ponts qui peuvent être construits en surplomb d'une zone humide et donc « tramés » sans pour autant eux-mêmes constituer une zone humide. L'idée est de ne pas bloquer d'éventuels aménagements ou travaux.

La mention permet également de créer ces ouvrages en surplomb de la zone humide, malgré la présence d'une zone humide en dessous du futur ouvrage (et donc de la présence d'une prescription sur le zonage). Cela ne permet pas pour autant de détruire cette zone humide.

Ces éléments permettent de répondre à l'orientation du PADD « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal ».et aux objectifs de préservation des espèces naturels et habitats remarquables

3.6. Eléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique – L151-23 du Code de l'Urbanisme

Cette prescription s'appuie sur l'article L151-23 du code de l'urbanisme et permet de protéger des éléments de paysage pour des motifs d'ordre économique. Les éléments protégés sont des alignements d'arbres et bocages ainsi que des alignements de platanes.

Ces éléments s'appuient notamment sur le travail réalisé par le PNRA ayant repéré les haies des Alpilles, l'IPIIL du CAUE et un travail de terrain.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » et à l'objectif relatif à la préservation des espaces naturels.

3.7. Espaces Boisés Classés à préserver – L113-1 du Code de l'Urbanisme

Conformément à l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, des espaces boisés classés ont été tramés correspondant aux boisements au sein du lotissement des Barres.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » et à l'objectif relatif à la préservation des espaces naturels.

3.8. Préservation des RDC d'activités économiques – L151-16 du code de l'Urbanisme

Cette règle permet de maintenir les linéaires économiques notamment commerciaux et de services, mais aussi la restauration, les bureaux ainsi que les hôtels et autres hébergements hôteliers en RDC de part et d'autre de la Grand Rue. Elle vise à maintenir une vie économique et sociale dans le centre-ville et d'y maintenir les commerces et services de proximité.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de «Conforter un développement économique respectueux de l'environnement et des paysages» et à l'objectif relatif au confortement de l'activité commerciale de proximité.

3.9. Risque feu de forêt – R151-31 du Code de l'Urbanisme

En application de l'article R151-31, en l'absence de PPR traitant le risque feu de forêt, une prescription est créée permettant de limiter la constructibilité dans les secteurs à risque.

La prescription s'appuie sur les éléments du porter à connaissance du risque établi par le département des Bouches-du-Rhône et accessibles sur le site suivant : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/La-prevention/Porter-a-Connaissance-du-risque-incendie-de-foret#:~:text=En%20C3%A9tendant%20la%20superficie%20de,des%20119%20communes%20du%20d%C3%A9partement.>

En plus, un travail sur le croisement des données d'aléa subi et des enjeux a été fait. Ce travail est la traduction réglementaire du porter à connaissance (PAC) de l'Etat du 04 janvier 2017.

Le principe fondamental est le suivant : au sein des espaces exposés au risque feu de forêt, il s'agit de délimiter les secteurs sur lesquels l'exposition au risque de feu de forêt implique des règles particulières d'urbanisme. Cela, associés aux zones urbanisées et non urbanisées du PLU situées dans les zones exposées au risque. Cette délimitation doit s'appuyer sur la carte d'aléa subi, réalisée par les Services de l'Etat (cf. PAC du 23 mai 2014), qu'il s'agira de croiser avec les enjeux du territoire (espace urbanisé ou non, zone de projet ou non).

La définition des enjeux est basée sur le zonage du PLU qui a été constitué via une analyse typomorphologique du mode d'occupation du sol.

Ainsi, 3 types d'enjeux sont présents sur les communes du Pays Salonnais pour le risque feu de forêt :

- les espaces urbanisés (toutes les zones)
- les secteurs de projet (Nm)
- les espaces non urbanisés (A et N)

	Zone non urbanisée	Zone urbanisée	Secteur de projet
Aléa subi très fort à exceptionnel	F1	F1	F1
Aléa subi fort	F1	F2	F1p
Aléa subi moyen	F1	F2	F1p

Pour les zones Upm une partie de la zone Ub et la 1AUe, la DDTM a indiqué que ces zones *se situent hors espaces exposés, elles ne sont donc pas concernées par le risque feux de forêt. Elles doivent donc être déclassées et ne pas être zonées au titre de ce risque.*

Pour la zone Uba, le risque fort a été lissé avec le risque moyen présent sur la zone. La majeure partie de cette zone est donc classée en F2.

Les principes règlementaires définis dans le règlement du PLUi se rapprochent autant que possible des dispositions des PPRIF. Ainsi, cette prescription définit les prescriptions réglementaires pour les catégories de constructions.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » et à l'objectif relatif à la prévention de l'exposition aux risques naturels.

3.10. Risque inondation – R151-31 du Code de l'Urbanisme

En application de l'article R151-31, en l'absence de PPR traitant le risque inondation, une prescription est créée permettant de limiter la constructibilité dans les secteurs à risque.

La prescription reprend l'étude de risque menée par Ingérop actualisée en 2023.

Les règles sont associées à un zonage qui est élaboré sur la base d'une analyse du contexte local. Il résulte du croisement de deux variables principales que sont la caractérisation et l'intensité de l'aléa et les enjeux.

Les enjeux représentent la constitution du territoire à la date d'élaboration du document. Ils traduisent le mode d'occupation du sol et comprennent :

- les espaces urbanisés au sein desquels on trouve les centres urbains et les centres villageois qui se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol de fait importante, une

continuité bâtie et une mixité des usages entre logements, commerces et services, (zones Ua-a, Ua-b, Ua-c) ;

- les autres zones déjà urbanisées résidentielles, industrielles, commerciales ou mixtes, qui ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'historicité, de densité, de continuité et de mixité du bâti, (zones Ub, Uba, Ue, Uep, Upm et 1AUe) ;
- les zones peu ou pas urbanisées ou non encore urbanisées comme les zones naturelles, les zones ouvertes à l'urbanisation future, les terres agricoles, peu bâties, espaces verts, terrains de sport, etc. (zones A, N)

IMPORTANT : Par principe de précaution, en l'absence de connaissance de l'aléa de référence dans les zones de ruissellement liées aux vallons et aux piedmonts (zone verte), la totalité de l'emprise de la zone hydrogéomorphologique (hors zone d'aléa résiduel) doit être considérée comme potentiellement soumise à un aléa modéré.

Dans toutes les zones, il est recommandé :

- de réaliser un vide sanitaire transparent (vide sanitaire suffisamment ajouré supportant les bâtiments, de manière à assurer la transparence hydraulique, c'est-à-dire permettre le remplissage du vide sanitaire en crue centennale mais également permettre sa vidange naturelle après la crue),
- lors de travaux (extension, modification de construction), de mettre en œuvre les mesures de mitigation définies en préambule.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » et à l'objectif relatif à la prévention de l'exposition aux risques naturels.

3.11. Prescription de constructibilité – étude Loi Barnier – L111-6 du Code de l'Urbanisme

Cette prescription vise à indiquer que ce secteur fait l'objet d'une dérogation et que les règles d'implantations sont fixées par le règlement et les OAP. L'étude dérogatoire est annexée au présent règlement.

Cette règle répond à l'orientation du PADD de « Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages »

2. JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

Il est rappelé que l'élaboration du PLU de Lamanon a été lancée en 2004, il a été fait le choix d'appliquer les dispositions relatives aux destinations et sous-destinations de constructions actuelles, conformément à l'application de décrets, postérieurs à la prescription du PLU. Le conseil métropolitain délibérera en ce sens avant l'approbation du PLU.

2.1. Règlement des zones Ua-a/Ua-b/Ua-c

La zone Ua correspond au centre ancien et historique de Lamanon divisée en 3 :

- La zone Ua-a : correspond au centre historique ;
- La zone Ua-b : correspond à la zone autour de l'église ;
- La zone Ua-c : correspond au château et ses abords, à la qualité architecturale spécifique.

Ces parties anciennes présentent une dominante résidentielle, mais une mixité de fonction existe parfois, notamment au village, avec des fonctions économiques (hébergement, commerces / services, restauration, petit artisanat ...) et des équipements publics.

Ces zones sont délimitées sur des critères urbains et architecturaux relativement marqués.

L'ensemble des règles aura pour vocation de préserver les grands principes de l'organisation et de l'architecture locale. Ce cadre architectural fixé intègre la volonté des élus de permettre dans un cadre respectueux (volumétrie, teintes, ordonnancement ...) que la construction (notamment en rénovation) puisse évoluer pour faciliter la performance énergétique et une approche environnementale du bâti, plus généralement que ces centres anciens restent vivants. La mixité fonctionnelle est aussi largement favorisée, afin de donner des opportunités d'installations d'activités.

Nom de zone	Superficie (ha)
Ua-a	1,48
Ua-b	1,54
Ua-c	1
TOTAL UA	4,02

Surface des zones Ua-a, Ua-b et Ua-c

Article	Justifications au regard du PADD
1- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Destinations de constructions interdites	Sur l'ensemble du PLU, ces articles permettent de gérer les destinations et sous destinations de constructions (voire certains types d'activité), en s'appuyant de manière explicite sur l'article 6 des dispositions générales, rappelant les destinations et sous destinations du code de l'urbanisme, et s'en servant comme d'un cadre fermé (sauf types d'activités clairement autorisés sous condition).
2- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Destinations de constructions soumises à condition particulière	<p>Ainsi, les destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites ou soumises à condition particulière sont autorisées de plein droit (à condition de figurer dans cet article 6).</p> <p>Les destinations et sous-destinations (et types d'activités), peuvent être soumis à condition particulière, et sont dans ce cas explicitement cités.</p> <p>-</p> <p>Les destinations interdites sont celles dont il est considéré qu'elles ne sont pas compatibles avec l'habitat, car pouvant générer des nuisances, ou celles pour lesquelles les formes urbaines généralement associées ne sont pas compatibles avec la préservation du tissu urbain ancien patrimonial (accessibilité, bâtiments accolés ...).</p> <p>Ce travail sur les nuisances se retrouve dans les destinations soumises à condition particulière notamment pour les zones Ua-a et Ua-b.</p> <p>Les règles en Ua-a et Ua-b sont similaires à l'exception des hôtels et autres hébergements touristiques qui ne sont pas autorisés en Ua-b et les centres de congrès et d'exposition non autorisés en zone Ua-a.</p> <p>La règle précise également, comme dans tout le document, qu'un terrain nu n'a pas vocation à recevoir des dépôts divers s'ils ne sont pas associés à une construction (le but étant de répondre éventuellement aux besoins d'une activité, ou d'une maison, mais pas de créer un espace de stockage seul).</p>

	<p>Enfin, la règle permet aussi de gérer le type d'annexe et d'extensions autorisées en zones Ua-a et Ua-b.</p> <p>Pour la zone Ua-c, afin de préserver ce secteur emblématique t patrimoniale de la commune, il a été fait le choix d'y interdire toutes constructions et installations.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de logements, de développement économique, de maintien des activités de proximité, du confortement et diversification des équipements, et de la qualité architecturale et paysagère.</i></p>
3- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Mixité fonctionnelle et sociale	<p>Concernant la mixité fonctionnelle, celle-ci est permise par la diversité des destinations autorisées (cf. règles précédentes). Toutefois, ces zones ont une vocation majoritairement résidentielle et la commune souhaite privilégier le maintien des activités compatibles avec l'habitat dans les centres anciens en priorité. Ainsi, le choix opéré a été de ne pas contraindre la zone par des règles favorisant la mixité fonctionnelle.</p> <p>Concernant la mixité sociale, la commune n'a pas souhaité inscrire de règle contraignante, sachant que les zones Ua possèdent peu de disponibilités foncières.</p> <p><i>Ces éléments s'inscrivent dans les orientations suivantes du PADD « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics » et « Conforter un développement économique respectueux de l'environnement et des paysages ».</i></p>
4- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Volumétrie et implantation des constructions	<p>L'objectif est d'assurer l'intégration urbaine, paysagère et environnementale des constructions, déterminer la constructibilité des terrains et de préserver ou faire évoluer la morphologie du tissu urbain et les continuités visuelles.</p>
5- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	<p>Les projets implantés dans les zones urbaines et à urbaniser doivent respecter la qualité urbaine, architecturale et paysagère du tissu existant. Ils doivent s'adapter autant aux caractéristiques du terrain (topographie, orientation) qu'aux éléments d'architectures présents (façades, volumes, matériaux, toitures, clôtures...) de façon à préserver la continuité des constructions et l'harmonie de l'urbanisation.</p> <p>A noter qu'il a été fait le choix ne pas soumettre les équipements d'intérêt collectif et de services publics à ces règles.</p> <p>La hauteur a été limitée à 7m à l'égout correspondant à hauteur observée sur le centre-ancien actuellement. Des surélévations ont également été autorisées en cas de réhabilitation ou reconstruction permettant notamment la réalisation de travaux d'isolation.</p> <p>Pour l'aspect des constructions et les clôtures, les règles ont été pensées pour préserver au maximum le caractère patrimonial de ces zones. Un</p>

	<p>travail spécifique a été réalisé permettant de masquer les accessoires techniques du domaine public.</p> <p>De plus, afin de limiter les survols de domaines publics excessifs pouvant entraîner des difficultés de passage dans les rues souvent étroites etc..., l'épaisseur des saillies a été limité à 16cm. De même certains encorbellements seront autorisés mais au-dessus de 4,3m de hauteur, là aussi pour éviter les difficultés de circulation dans le centre ancien.</p> <p>Le nuancier établi par le CAUE a été annexé au règlement permettant notamment d'homogénéiser tous les éléments de menuiseries, de ferronneries, d'enduits, etc...</p> <p>Enfin, consciente de l'importance du développement de la production d'énergies renouvelables, la collectivité a effectué un travail sur l'insertion des panneaux photovoltaïques en toiture tout en préservant le centre-ancien (les panneaux ne pourront pas couvrir plus de 30% de la toiture).</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère, ainsi que de préservation du patrimoine, prévus dans le cadre du PADD tout en prenant en compte les objectifs d'utilisation des énergies renouvelables et ce de manière adaptée au contexte patrimonial.</i></p>
6- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	<p>Les aménagements paysagers sont encadrés par le règlement qui rappelle leur importance pour la préservation de la qualité de vie et de l'environnement. Ceux-ci doivent prendre en compte les caractéristiques paysagères locales du territoire dans les types de végétations implantés.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère, ainsi que de préservation du patrimoine, prévus dans le cadre du PADD.</i></p>
7- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Stationnement	<p>Le stationnement des véhicules motorisés renvoie dans cette zone vers les dispositions générales.</p> <p>Les zones Ua étant composées d'un tissu urbain dense, il a été choisi, dans cette zone, de ne pas émettre d'obligation de réalisation de places de stationnement. Cette mesure permet de favoriser la restauration de constructions et réhabilitation de vacants notamment.</p> <p>Des aires de stationnement existent par ailleurs à proximité permettant de répondre aux besoins en centre-ancien.</p> <p>Le stationnement des vélos renverra systématiquement vers les dispositions générales dans l'ensemble des zones.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilités prévus dans le PADD, avec un traitement fin de l'outil pour répondre aux objectifs de dynamisation de ces centres</i></p>

	<i>anciens, notamment dans une logique de développement économique, de préservation du patrimoine et de lutte contre les logements vacants.</i>
8- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Desserte par les voies publiques ou privées	<p>Les zones Ua sont maillées par un réseau de voirie étroit, qui constitue une des principales caractéristiques de la typo morphologie de ces zones. Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilités prévus dans le PADD.</i></p>
9- Ua-a/Ua-b/Ua-c – Desserte par les réseaux	<p>Les règles édictées dans les dispositions générales permettent une bonne utilisation des réseaux communaux, voire d'anticiper les besoins. Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire.</p> <p>Les règles édictées dans la zone permettent d'anticiper l'arrivée de la fibre sur la commune, en imposant la mise en place de fourreaux d'attente lorsque des travaux opportuns sont réalisés : c'est donc le cas lors de certains travaux VRD ou lors de la réalisation d'une nouvelle construction principale (les annexes et extensions ne sont pas concernées par cette mesure).</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.</i></p>

2.2. Règlement des zones Ub et Uba

La zone Ub correspond aux extensions plus récentes de l'urbanisation, elle comprend une sous-zone :

- Uba : autour de l'usine haute de Mirion Technologies

On compte 4 zones Ub regroupant les lotissements et quartiers suivants : La Charlotte, les Barres, Les Jardins, La Guérite, ...

L'analyse typo morphologique du territoire a permis d'identifier que l'ensemble des espaces urbanisés, à l'exception des centres anciens, correspondent à cette typologie.

Les zones Ub correspondent à différents secteurs d'extension de l'urbanisation, à partir des centres anciens notamment. Les activités économiques y sont quasi inexistantes. En effet, au regard de cette caractéristique, de l'éclatement important de ces zones, et en cohérence avec la volonté de renforcer l'activité commerciale sur le centre village, la volonté est d'y interdire l'activité commerciale. Des activités à domicile, ou drainant moins de clientèle, voire un restaurant, pourront y être autorisées.

Ces zones sont délimitées sur ces critères liés à la forme urbaine essentiellement et à leur caractère quasi exclusivement résidentiel, en s'appuyant sur la délimitation des enveloppes urbaines.

L'ensemble des règles aura pour vocation de favoriser globalement le maintien de cette forme urbaine y compris sur les nouvelles constructions, avec une volonté de pouvoir optimiser les terrains en matière d'emprise au sol et d'implantation.

Nom de zone	Superficie (ha)
Ub	74,37
Uba	1,19
TOTAL UB	75,56

Surface des zones Ub et Uba

Article	Justifications au regard du PADD
1- Ub/Uba – Destinations de constructions interdites	<p>Tout comme en zones Ua, les destinations interdites sont celles dont il est considéré qu'elles ne sont pas compatibles avec l'habitat, car pouvant générer des nuisances.</p> <p>A l'inverse, l'artisanat et commerce de détail ainsi que les hôtels et autres hébergements touristiques sont interdites afin de conforter ces activités sur le centre-ancien. Cela répond notamment au SCoT.</p>
2- Ub/Uba – Destinations de constructions soumises à condition particulière	<p>En plus, en Ub, les règles permettent également de gérer le nombre d'annexes, leur superficie cumulée en lien là aussi avec la typologie du secteur (un abri de jardin, un garage et une piscine par exemple).</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de logements, de développement économique, de maintien des activités de proximité en centre-ancien, du confortement et diversification des équipements, et de la qualité architecturale et paysagère.</i></p>
3- Ub/Uba – Mixité fonctionnelle et sociale	<p>Tout comme pour les zones Ua, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.</p>
4- Ub/Uba – Volumétrie et implantation des constructions	<p>Comme expliqué dans les principes généraux de la zone, ces règles visent à encadrer les extensions plus récentes de l'urbanisation.</p> <p>La commune étant soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU) depuis la caducité des POS, il a été fait le choix de reprendre la règle de distance minimale de H/2 par rapport aux limites séparatives.</p>
5- Ub/Uba – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	<p>Des exceptions sont toutefois prévues pour permettre notamment la création de logements mitoyens, d'extensions en continuité de bâtiment existant en limite, de certaines annexes, etc...</p> <p>Un Coefficient d'Emprise au Sol (CES) a été fixé à 30% de l'unité foncière afin de limiter l'imperméabilisation des sols.</p> <p>Concernant les hauteurs, en zone Ub, elles sont limitées à 7m à l'égout, permettant la construction de bâtiments en R+1.</p> <p>En Uba, des bâtiments collectifs sont prévus en R+2 et la hauteur a ainsi été augmentée à 9m à l'égout.</p> <p>Sur l'aspect des constructions, on retrouve le même travail qui a été effectué sur les zones Ua à l'exception des règles sur les saillies et encorbellements qui sont moins problématiques sur les zones Ub.</p> <p>Des aspects plus modernes des constructions sont également autorisés dans les zones Ub tels que les toits plats.</p> <p>Enfin, des règles différenciées entre les clôtures posées sur voie, en limites séparatives ou entre les limites ont été rédigées.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère, ainsi que de préservation du patrimoine, prévus dans le cadre du PADD tout en prenant en compte les</i></p>

	<p><i>objectifs d'utilisation des énergies renouvelables et ce de manière adaptée au contexte patrimonial.</i></p>
<p>6- Ub/Uba – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions</p>	<p>Le traitement est le même qu'en zones Ua, avec des enjeux assez limités sur les nouvelles constructions, mais avec l'ajout d'un coefficient d'espaces verts, qui est ici envisageable au regard de la taille du parcellaire.</p> <p>Le but est de maintenir une grande partie des espaces libres en espaces verts, cette règle étant articulée avec le % de CES. Ceci évite que ces espaces soient artificialisés, goudronnés, afin de favoriser l'infiltration des eaux pluviales, la biodiversité, de s'inscrire dans un contexte communal rural ...</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère, ainsi que de préservation du patrimoine, de lutte contre l'imperméabilisation des sols prévus dans le cadre du PADD.</i></p>
<p>7- Ub/Uba - Stationnement</p>	<p>La problématique n'est ici plus du tout la même qu'en centre ancien, avec des terrains de taille plus importante et la possibilité de créer directement tous les stationnements nécessaires sur ces terrains.</p> <p>La volonté très claire est de garantir un nombre de places suffisant pour éviter le report des véhicules sur l'espace public.</p> <p>Le nombre de places de stationnement à créer par destination de construction est ainsi défini avec des volumes de places adaptés et progressifs, basés sur les surfaces de plancher, qui permettent de projeter les besoins réels de chaque activité et en prenant en compte que chaque foyer possède aujourd'hui en moyenne 2 véhicules, que les secondaires invitent amis et famille, ...</p> <p>Les besoins spécifiques pour les activités économiques sont également détaillés.</p> <p>Ces règles s'appliqueront sur l'ensemble des zones périphériques afin de limiter le stationnement sur le domaine public.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilités prévus dans le PADD.</i></p>
<p>8- Ub/Uba – Desserte par les voies publiques ou privées</p>	<p>Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire puisque celles-ci sont suffisantes pour assurer une bonne desserte par les voies publiques ou privées dans les zones Ub.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilités prévus dans le PADD.</i></p>
<p>9- Ub/Uba – Desserte par les réseaux</p>	<p>Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et ont été reprises pour les mêmes raisons.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.</i></p>

2.3. Règlement des zones Ue

La zone Ue correspond aux secteurs d'activités économiques. On compte 3 zones Ue qui s'articulent autour de Mirion Technologie, Le Petit Mas d'Audier, Sur Craponne et les Plantades.

Le règlement des zones Ue est largement complété par l'OAP thématique entrées de ville – activités économiques permettant notamment de traiter les questions d'insertion paysagère.

L'ensemble des règles associées à ces zones permet notamment de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune, objectif prévu dans le PADD avec une prise en compte des enjeux de qualité architecturale et paysagère.

Nom de zone	Superficie (ha)
TOTAL UE	38,81

Surface des zones Ue

Article	Justifications au regard du PADD
1- Ue – Destinations de constructions interdites	Dans cette zone il a été fait le choix de conforter les activités économiques tout en ne permettant pas de faire concurrence aux commerces et services du centre-ancien.
2- Ue – Destinations de constructions soumises à condition particulière	De fait, les exploitations agricole et forestière, l'artisanat et commerce de détail, les centres de congrès et d'exposition, les habitations ainsi que les commerces de gros sont interdits. <i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de développement économique, de maintien des activités de proximité en centre-ancien, du confortement et diversification des équipements, et de la qualité architecturale et paysagère.</i>
3- Ue – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas réglementer cet article.
4- Ue – Volumétrie et implantation des constructions	Afin de conforter le renouvellement urbain au sein des zones d'activités économiques, leur optimisation et leur densification, mais aussi faciliter la circulation de certains véhicules, des règles générales de recul minimales de 4 mètres sont instaurées par rapport à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques et privées ouvertes à la circulation et des autres emprises publiques.
5- Ue – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	De même un recul de 5 mètres minimum est instauré. Cela permet également de créer des tampons végétalisés permettant une bonne intégration des zones d'activités dans le paysage. Les emprises au sol (fixées à 60% max) et les hauteurs ont été fixées de manière à donner de la cohérence au sein des unités architecturales des espaces d'activités économiques et à préserver la qualité paysagère des sites.

	<p>La hauteur limitée à 12 mètres permet la création de grands bâtiments de type entrepôts qui ne sont pas autorisés dans les autres zones.</p> <p>La collectivité a été particulièrement attentive au traitement des zones d'activités et souhaite s'assurer de la bonne intégration des futures activités, pour cela elle impose aux constructions de suivre les recommandations de l'architecte conseil du CAUE.</p> <p>Tout comme dans les autres zones, un travail spécifique a été fait sur les clôtures, adaptées aux zones économiques.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère, de développement économique, prévus dans le cadre du PADD tout en prenant en compte les objectifs d'utilisation des énergies renouvelables et ce de manière adaptée au contexte patrimonial.</i></p>
6- Ue – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	<p>Le traitement est le même que dans les autres zones U.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère, ainsi que de préservation du patrimoine prévus dans le cadre du PADD.</i></p>
7- Ue – Stationnement	<p>Les quotas de places de stationnement sont à réaliser en fonction des destinations et sous destinations des constructions et au prorata de la surface de plancher. En l'occurrence, en zone Ue le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé en tenant compte des besoins liés à la nature de l'activité et à sa fréquentation.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilités prévus dans le PADD.</i></p>
8- Ue – Desserte par les voies publiques ou privées	<p>Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire puisque celles-ci sont suffisantes pour assurer une bonne desserte par les voies publiques ou privées dans les zones Ub.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilités prévus dans le PADD.</i></p>
9- Ue – Desserte par les réseaux	<p>Les règles sont ici les mêmes que dans l'ensemble des zones U et ont été reprises pour les mêmes raisons.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.</i></p>

2.4. Règlement des zones Uep

Les zones Uep sont des zones réservées aux équipements d'intérêt collectif et services publics situés en zones urbanisées sur la commune, et/ou dont la vocation future sera d'accueillir uniquement ce type d'aménagements / installations / constructions.

Elles concernent :

- L'école élémentaire des Maronniers ;

- L'école maternelle des Micocouliers, le centre de secours et la Maison du Temps Libre ;
- La centrale hydroélectrique.

Ils sont délimités au regard des équipements existants et terrains sous maîtrise publique attenants, en étant limités aux stricts besoins des équipements existants et de leurs éventuelles évolutions.

Les règles viseront à faciliter au maximum la gestion des équipements existants et des futurs projets, la maîtrise publique devant permettre de cadrer les projets.

A noter qu'une OAP thématique sur les entrées de ville et les zones d'activités économiques permet de compléter le règlement écrit et assure une bonne intégration paysagère des constructions et aménagement de ces zones.

Ces zones et l'ensemble des règles associées permettent notamment de répondre aux objectifs de maintien et de développement des équipements publics sur la commune, prévus dans le PADD.

Nom de zone	Superficie (ha)
TOTAL Uep	3,39

Surface des zones Uep

Article	Justifications au regard du PADD
1- Uep – Destinations de constructions interdites	Les règles applicables viennent traduire la volonté décrite en introduction en autorisant uniquement la destination « équipements d'intérêt collectif et services publics ».
2- Uep – Destinations de constructions soumises à condition particulière	<i>Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de maintien et de développement des équipements publics sur la commune, prévus par le PADD.</i>
3- Uep – Mixité fonctionnelle et sociale	Aucune problématique de mixité fonctionnelle ou sociale nécessitant une réglementation particulière n'est apparue sur ces secteurs.
4- Uep – Volumétrie et implantation des constructions	La volonté de la commune est de ne pas contraindre la réalisation d'équipements publics. En effet, ces derniers sont réalisés par le secteur public, qui se montre vigilant quant à l'insertion de la construction et des aménagements dans leur environnement. De plus, certains équipements peuvent nécessiter des adaptations. La maîtrise foncière est systématiquement publique.
5- Uep – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	<i>Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de maintien et de développement des équipements publics sur la commune, prévus par le PADD. Les autres objectifs ne sont pas remis en cause, car la maîtrise publique permettra d'assurer la prise en compte des enjeux architecturaux, paysagers, de sécurité ...</i>
6- Uep – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	
7- Uep – Stationnement	

8- Uep – Desserte par les voies publiques ou privées	
9- Uep – Desserte par les réseaux	<p>Les règles sont ici les mêmes que dans l'ensemble des zones U et ont été reprises pour les mêmes raisons.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.</i></p>

2.5. Règlement de la zone Upm

La zone Upm a été délimitée autour de la gare ferroviaire existante en vue notamment de la création d'un pôle multimodal sur du foncier appartenant à la SNCF permettant notamment de réorganiser l'espace public autour de la gare, de créer de nouveaux stationnements et de permettra la création de nouveaux logements collectifs et d'activités hôtelière bénéficie de la proximité aux transports en commun.

Une OAP sectorielle vient compléter le règlement.

Cette zone et l'ensemble des règles associées permettent notamment de répondre aux objectifs d'amélioration des déplacements et accessibilités ciblant notamment le renforcement du site de la gare comme pôle multimodal prévus dans le PADD.

Nom de zone	Superficie (ha)
TOTAL Upm	0,96

Surface des zones Upm

Article	Justifications au regard du PADD
1- Upm – Destinations de constructions interdites	<p>Les destinations et sous-destinations de constructions autorisées dans la zone sont sous réserve de respecter les principes e l'OAP.</p> <p>Le but est de créer un lieu s'articulant autour des réseaux et qui vise à organiser les mobilités au niveau du territoire. L'objectif est également de créer un espace de mixité où s'articulent transports, logements, hôtels, services de restauration, etc....</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de logements, de développement économique, de maintien des activités de proximité, du confortement et diversification des équipements et d'amélioration des déplacements et de l'accessibilité.</i></p>
2- Upm – Destinations de constructions soumises à condition particulière	
3- Upm – Mixité fonctionnelle et sociale	Aucune problématique de mixité fonctionnelle ou sociale nécessitant une réglementation particulière n'est apparue sur ces secteurs.
4- Upm – Volumétrie et implantation des constructions	<p>La volonté de la commune est de ne pas contraindre la réalisation du pôle multimodal.</p> <p>Elle s'assurera néanmoins de la bonne intégration du projet, en imposant aux constructions de suivre les recommandations de l'architecte conseil du CAUE.</p>
5- Upm – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	

6- Upm – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	De plus, l'OAP créée permet de fixer certains principes visant à une bonne intégration du projet dans le tissu urbain existant. Pour le stationnement néanmoins, le nombre minimal à réaliser a été fixé en fonction des besoins estimés sur la zone. <i>Ces éléments permettent de répondre aux objectifs d'amélioration des déplacements et accessibilités ciblant notamment le renforcement du site de la gare comme pôle multimodal prévu dans le PADD tout en ne remettant pas en cause les autres objectifs tels que le paysage et la qualité architecturale.</i>
7- Upm – Stationnement	
8- Upm – Desserte par les voies publiques ou privées	
9- Upm – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes que dans l'ensemble des zones U et ont été reprises pour les mêmes raisons. <i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.</i>

3. JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER

3.1. Règlement de la zone 1AUe

La zone 1AUe correspond à la future zone économique de la Guérite, zone insuffisamment équipée, et soumise à une orientation d'aménagement et de programmation.

Cette zone est créée notamment pour compenser l'abandon du projet du Mas d'Audier identifié au SCoT.

Les demandes sont réellement nombreuses sur la commune, et la création d'une nouvelle zone va permettre de diversifier les activités économiques et de permettre l'installation de nouvelles entreprises.

Le secteur a initialement été identifié au SCoT pour de l'habitat, néanmoins, au regard de sa situation géographique, et de l'abandon du projet sur le Mas d'Audier, il a été fait le choix de cibler cette zone pour de l'économique. Il s'agit du seul secteur d'extension de l'enveloppe urbaine (à l'exception des coups partis correspondant aux permis déjà autorisés).

En plus de l'OAP thématique entées de ville – activités économiques, la zone 1AUe fait l'objet d'une OAP sectorielle permettant de fixer certains principes d'aménagement sur la zone.

Les règles de cette zone sont identiques à celles des zones Ue et pour les mêmes raisons à l'exception des règles suivantes :

- L'industrie n'est autorisée dans la zone que sous réserve que l'activité n'entraîne pas de nuisances de nature à la rendre incompatible avec le voisinage d'une zone habitée et qu'elle ne soit pas polluante pour la nappe ;
- L'implantation des constructions par rapport à la RD358 a été fixée à 10m de l'emprise de la voie conformément à l'étude en annexe du présent rapport ;
- Un coefficient d'espaces vert a été fixée permettant de limiter l'imperméabilisation et préserver la nappe.

L'ensemble des règles associées à ces zones permet notamment de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune, objectif prévu dans le PADD avec une prise en compte des enjeux de qualité architecturale et paysagère.

Nom de zone	Superficie (ha)
TOTAL 1AUe	1,84

Surface des zones 1AUe

4. JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

4.1. Règlement des zones A et Acv

Les zones agricoles (A) sont composées d'espaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Ces espaces peuvent comprendre des terrains qui ne sont pas cultivés au moment de l'arrêt du PLU, mais dont les caractéristiques pourraient permettre une éventuelle utilisation à des fins agricoles. Les zones agricoles englobent également des espaces naturels et des espaces artificialisés de faible superficie, sans lien avec une activité agricole mais disséminée sur le territoire communal et intégrés aux espaces agricoles environnants.

Ces zones sont donc délimitées en fonction des caractéristiques des terrains (couvert végétal, terres utilisées pour l'agriculture ou présentant des caractéristiques rendant possible leur exploitation à des fins agricoles...) et en fonction de l'appartenance à un espace globalement utilisé à des fins agricoles.

Elles présentent par ailleurs des enjeux paysagers, écologiques, voire des enjeux liés aux activités sportives et de loisirs (randonnée, ...), qui justifient de règles spécifiques.

Leur délimitation globale est réalisée sur la base des éléments de diagnostic.

Lorsqu'elles sont concernées par des enjeux paysagers majeurs identifiés dans la DPA comme cône de vue, elles ont été classées en zone Acv.

Ces zones et l'ensemble des règles associées permettent de répondre aux objectifs de maintien et de développement de l'activité agricole sur le territoire, mais aussi à des objectifs paysagers divers (y compris en lien avec les zones U), relevant également d'enjeux patrimoniaux (silhouettes villageoises par exemple).

Nom de zone	Superficie (ha)
A	919,29
Acv	28,07
TOTAL A	947,36

Surface des zones A et Acv

Article	Justifications au regard du PADD
1- A/Acv – Destinations de constructions interdites	Dans la zone Acv, suivant les recommandations de l'inspectrice des sites des Bouches-du-Rhône et Directive Paysagère des Alpilles (DPA), toutes constructions et installations sont interdites à l'exception des exploitations agricoles sous forme d'extensions uniquement (avec la

<p>2- A/Acv – Destinations de constructions soumises à condition particulière</p>	<p>plantation d'une haie traditionnelle) et de tunnel et abris légers en arrière-plan.</p> <p>Dans les zones A, afin de limiter le mitage des espaces agricoles, les possibilités d'urbanisation sont réduites dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ; - des extensions et annexes mesurées d'habitations existantes, à condition que la surface de plancher initiale du bâtiment soit au moins égale à 70m², que la surface totale n'excède pas 150m² de surface de plancher et 200m² d'emprise au sol (hors piscines), que les extensions n'entraînent pas une augmentation de l'emprise au sol supérieure à 25% de l'emprise au sol initiale et 30% de la surface de plancher existante à l'approbation du PLU. Les annexes sont également limitées comme dans les zones U, à 3 par unité foncière hors piscine) sans dépasser 40m² de surface de plancher nouvellement créée et d'être situé à moins de 20m de la construction principale. <p>Cela permet de répondre aux besoins que pourraient avoir les propriétaires (par exemple l'arrivée d'un enfant nécessitant la création d'une chambre supplémentaire).</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux changements de destination ciblés et identifiés dans les prescriptions graphiques du règlement ; - à la destination exploitation agricole (comprenant les constructions à usage d'habitation limitées ainsi que les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et commercialisation des produits). <p><i>Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de maintien et de développement de l'activité agricole sur le territoire mais aussi à des objectifs paysagers, de limitation du développement urbain diffus, du développement de l'écotourisme, ... prévus dans le PADD.</i></p>
<p>3- A/Acv – Mixité fonctionnelle et sociale</p>	<p>Aucune problématique de mixité fonctionnelle ou sociale nécessitant une réglementation particulière n'est apparue sur ces secteurs.</p>
<p>4- A/Acv – Volumétrie et implantation des constructions</p>	<p>Pour la hauteur, il a été fait le choix de dissocier les règles proposées selon qu'elles concernent les bâtiments agricoles techniques qui peuvent être créés, ou les autres constructions incluant l'éventuelle maison de l'agriculteur, les extensions et annexes aux habitations existantes, ou les autres droits accordés pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.</p>
<p>5- A/Acv – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</p>	<p>Pour le bâti agricole technique, la hauteur a été fixée en cohérence avec le bâti agricole existant et avec les agriculteurs, notamment pour prendre en compte les besoins de stockage de foin, mais aussi les volumes à respecter par animal pour l'élevage.</p>

	<p>Les autres bâtiments sont limités à 7m comme dans les autres zones dédiées à l'habitat (Ua et Ub).</p> <p>En zone Acv, la hauteur maximale des extensions sera celle de la construction existante. Pour les tunnels et abris légers elle a été fixée à 4m.</p> <p>Pour le reste, les règles sont assez simples pour le recul des constructions, en prenant un peu de marge par rapport aux voies afin de ne pas se bloquer pour d'éventuels aménagements futurs les tènements étant souvent assez vastes.</p> <p>Une simplicité est ensuite recherchée dans l'aspect des bâtiments.</p> <p>Pour les constructions annexes il est demandé qu'elles soient homogènes avec la construction principale.</p> <p>Les clôtures respectent le contexte agricole.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de la qualité architecturale et paysagère sur le territoire, prévus dans le cadre du PADD.</i></p>
6- A/Acv – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	<p>Les principes sont les mêmes que sur les autres zones, sans imposer de surface d'espaces verts.</p> <p>En plus en zone Avc il est demandé qu'une haie traditionnelle soit créée en cas d'extensions de l'exploitation existante.</p> <p><i>Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère prévus dans le PADD.</i></p>
7- A/Acv – Stationnement	<p>Les règles de stationnement doivent permettre de répondre aux besoins des constructions et installations au regard des besoins souvent spécifiques (matériel agricole etc.). Cela devra néanmoins être démontré dans l'autorisation d'urbanisme contrairement à une règle non réglementée.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs déplacements et accessibilité prévus dans le PADD.</i></p>
8- A/Acv – Desserte par les voies publiques ou privées	<p>Les règles reprennent les mêmes principes que dans les autres zones pour les mêmes raisons.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilité prévus dans le PADD.</i></p>
9- A/Acv – Desserte par les réseaux	<p>Les règles reprennent les mêmes principes que dans les autres zones pour les secteurs desservis par les réseaux.</p> <p>Ces règles sont adaptées en l'absence de réseaux pour l'utilisation de sources privées pour l'eau potable.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.</i></p>

5. JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

5.1. Règlement des zones N, Nm, Npnr, Npnrc, Npv et Nvs

Les zones naturelles (N) sont des zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt (esthétique, historique ou écologique), de l'existence d'une exploitation forestière, de leur caractère d'espaces naturels, de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles et de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux ont été créés :

- Une zone Nm dédiée aux activités militaires, policières et services associés autour de l'ancien dépôt de munitions au niveau du Défens d'Alleins ;
- Une zone Npnr correspondant aux paysages naturels remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles ;
- Une zone Npnrc correspond aux paysages naturels remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles, dédiée uniquement à la création d'un cimetière paysager ;
- Une zone Npv destinée à accueillir un parc photovoltaïque ;
- La zone Nvs correspond aux zones visuellement sensibles identifiées par la Directive Paysagère des Alpilles ;
- La zone N qui correspond au reste des zones naturelles qui ne sont pas concernées par ces enjeux spécifiques.

La délimitation de ces zones a été définie au regard des enjeux évoqués, du foncier correspondant, et des limites fixées à la zone A.

Cette zone et l'ensemble des règles associées permettent de répondre notamment aux objectifs de préservation de l'environnement, des paysages et au maintien des espaces naturels développés dans le PADD.

Nom de zone	Superficie (ha)
N	469,46
Nm	27,6
Npnr	332,77
Npnrc	0,79
Npv	12,06
Nvs	33,29
TOTAL N	875,97

Surface des zones N, Nm, Npnr, Npnrc, Npv et Nvs

Article	Justifications au regard du PADD
1- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs — Destinations de constructions interdites	En zone N, les règles reprennent les principes généraux accordés dans la zone agricole (hors agriculture non liée au pastoralisme), avec des enjeux assez équivalents.

<p>2- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs — Destinations de constructions soumises à condition particulière</p>	<p>En zone Npnr, suivant les recommandations de l'inspectrice des sites des Bouches-du-Rhône et Directive Paysagère des Alpilles (DPA), toutes constructions et installations sont interdites à l'exception des exploitations agricoles liées au sylvopastoralisme ou en cas de reconstruction après sinistre ou réhabilitation de ruines.</p> <p>En zones Npnrc et Nvs, il a été convenu avec l'inspectrice des sites des Bouches-du-Rhône et DPA, d'autoriser les équipements collectifs sous réserve de démontrer qu'aucun autre emplacement n'est possible. Cela permettra notamment de créer le cimetière paysager à la sortie Ouest de Lamanon. Cet équipement est aujourd'hui indispensable pour la commune car l'actuel cimetière arrive à saturation. De plus, au regard des risques naturels, de la configuration des terrains et des enjeux paysagers, seul ce terrain paraît compatible avec le projet. Les extensions des constructions agricoles existantes sont également autorisées.</p> <p>De plus dans la zone Nvs, les extensions des habitations existantes sont autorisées dans les mêmes conditions que celles autorisées en A et N.</p> <p>Pour la zone Nm, seules les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs sont autorisées. Il est précisé que cela comprend notamment les activités militaires et policières et services liés. Ce type d'activité a notamment été défini dans le règlement : Les activités militaires regroupent les activités relatives aux forces armées d'un État et leur organisation. Les activités policières regroupent l'ensemble des organes et d'institutions assurant le maintien de l'ordre public et la répression des infractions. On entend par activités associées, les centres de formation, hébergements, restauration, etc... même si ces services sont effectués en délégation/sous-traitance.</p> <p>Cela permettra de réinvestir le site de l'ancien dépôt de munitions. L'accueil d'une école de formation au déminage est notamment envisagé sur la zone.</p> <p>Enfin, sur la zone Npv, seules les constructions et installations liées à la production d'énergie solaire photovoltaïque sont autorisées sous réserve de répondre aux exigences du décret n°2023-1408 du 29 décembre 2023 permettant de ne pas être comptabilisé en consommation d'espaces. A noter que l'autorisation demandée sur le parc photovoltaïque a déjà été accordée sur demande du Préfet.</p> <p><i>Ces éléments permettent de répondre aux objectifs paysagers, de limitation du développement urbain diffus, du développement de l'utilisation des énergies renouvelables, de la préservation des espaces naturels, du maintien des équipements, ... prévus dans le PADD.</i></p>
<p>3- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs — Mixité fonctionnelle et sociale</p>	<p>Aucune problématique de mixité fonctionnelle ou sociale nécessitant une réglementation particulière n'est apparue sur ces secteurs.</p>
<p>4- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs — Volumétrie et</p>	<p>Les règles de recul et d'aspect sont ici similaires à celles des zones A et pour les mêmes raisons.</p>

implantation des constructions	Les clôtures traduisent les règles applicables au regard de la loi n°2023-54 du 02/02/2023 du code de l'Environnement visant à limiter l'enrillagèrent des espaces naturels et à protéger la propriété privée.
5- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	<p>En zone Npnr et Npnrc, la consultation d'un paysagiste-concepteur a été recommandée, comme demandé par l'Etat.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de la qualité architecturale et paysagère sur le territoire, et préservation des espaces naturels prévus dans le cadre du PADD.</i></p>
6- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	<p>Les principes sont les mêmes que sur les autres zones, sans imposer de surface d'espaces verts.</p> <p><i>Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère prévus dans le PADD.</i></p>
7- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs - Stationnement	<p>Les règles de stationnement doivent permettre de répondre aux besoins des constructions et installations.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs déplacements et accessibilité prévus dans le PADD.</i></p>
8- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs – Desserte par les voies publiques ou privées	<p>Les règles reprennent les mêmes principes que dans les autres zones pour les mêmes raisons.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de déplacements et accessibilité prévus dans le PADD.</i></p>
9- N/Nm/Npnr/Npnrc/Npv/Nvs – Desserte par les réseaux	<p>Les règles reprennent les mêmes principes que dans les autres zones pour les secteurs desservis par les réseaux.</p> <p>Ces règles sont adaptées en l'absence de réseaux pour l'utilisation de sources privées pour l'eau potable.</p> <p><i>Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.</i></p>

6. JUSTIFICATIONS CDPENAF

La présente partie a pour objectif de présenter le projet de révision du plan local d'urbanisme proposé par la commune de Lamanon à la **commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)**, pour les points de saisine obligatoires.

La CDPENAF a été saisie aux titres des articles suivants :

- **L151-12 du code de l'urbanisme**, pour l'examen des **règlements des extensions et annexes pour les bâtiments d'habitation existants situés en zones A et N** ;
- **L151-13 du code de l'urbanisme**, pour la **délimitation à titre exceptionnel de secteur de taille et de capacité limitées (STECAL) dans la zone A** ;

Par ailleurs, en cas de réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou une atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation (2 % des surfaces AOP/AOC selon le décret), la CDPENAF émettra un avis conforme sur le PLU au titre de l'article L112-1-1 du code rural.

La CDPENAF s'est également autosaisie et s'est exprimée sur la réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Lors de la séance du 28 mars 2024, les membres de la commission ont exprimé les avis suivants :

1/ sur le motif de saisine concernant la réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers, **un avis favorable**.

2/ sur le motif de saisine concernant la délimitation du STECAL Aet, **un avis défavorable au motif suivant** :

- Le STECAL doit comporter un ou plusieurs polygones d'implantation permettant d'identifier l'emplacement des futurs bâtiments.
- L'enjeu agricole des terrains objet du STECAL est important au regard du caractère cultivé et du potentiel agronomique.
- La création d'un nouveau pôle économique au sein de la zone agricole de la commune est peu justifiée au regard des possibilités des espaces en dent creuse au sein de l'enveloppe urbaine identifiée dans le PADD.
- L'objet du STECAL (hébergements) n'est pas compatible avec un niveau de risque feux de forêt élevé dû à sa proximité avec un massif forestier.

3/ Sur le motif de saisine concernant le règlement des zones A et N visant à autoriser les extensions et annexes aux bâtiments d'habitation existants, **un avis favorable avec la réserve suivante** :

- Le règlement écrit du PLU doit limiter le nombre d'annexes à une (hors piscine) de 40m² maximum ou 3 annexes d'une surface cumulée de 40m² maximum. Tel qu'il est rédigé, celui-ci implique un risque de mitage très important.
- La construction d'annexes doit se faire sans création de logement supplémentaire.

La CDPENAF recommande par ailleurs de modifier le règlement de la zone A afin de prendre en compte les remarques suivantes :

- Prévoir au sein de l'OAP la Guérite, des dispositions spécifiques afin de permettre l'entretien des canaux d'irrigation présents sur les parcelles du projet.
- Modifier les conditions de constructibilité de la zone agricole en lien avec le risque inondation qui, comme rédigées actuellement, risquent de pénaliser le développement de plusieurs exploitations sur la commune.

Les modifications demandées ont donc été apportées (notamment la suppression de la zone Aet). Les éléments présentés dans les parties suivantes prennent en compte ces modifications.

6.1. Les extensions et annexes pour les bâtiments d'habitations situées en zones A et N

L'extension limitée des constructions existantes, dans les secteurs agricoles « A » ou naturels « N » est régie par le code de l'urbanisme et le règlement du projet de PLU qui en découle.

L'article L151-12 du code de l'urbanisme, précise notamment que :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ».

Conformément à l'article L151-12 du code de l'urbanisme, des extensions ou annexes aux bâtiments d'habitations peuvent être autorisées en zone agricole, naturelles ou forestières, ce qui a été le choix de la commune afin de ne pas pénaliser les propriétaires de ces habitations.

Ces extensions et annexes doivent toutefois être mesurées : les conditions fixées par le règlement permettent une évolution mesurée pour des besoins que pourraient avoir les propriétaires.

Les zones accueillant actuellement des habitations et permettant leurs **extensions et annexes limitées** sont les suivantes : **A et N**. Dans la zone Nvs, seules les **extensions limitées** sont autorisées,

Les autres zones agricoles, naturelles ou forestières (Acv, Nm, Npnr, Npnrc et Npv) ne sont pas concernées (voir justifications du règlement).

6.1.1. Réglementation des conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes

➤ Destinations de constructions soumises à condition particulière

Zones A et N : *« sont autorisés les destinations, sous-destination de constructions et types d'activités suivants à condition qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages :*

- *la destination habitation, uniquement sous la forme d'extensions mesurées ou d'annexes des habitations existantes ayant une existante légale, aux conditions cumulatives suivantes :*
 - *que la surface de plancher initiale du bâtiment soit au moins égale à 70m² ;*
 - *que leur création n'entraîne pas une augmentation du nombre de logements ;*
 - *que la surface totale (existant + extension et/ou annexe) n'excède pas 150m² de surface de plancher et 200m² d'emprise au sol, les piscines n'entrant pas en compte dans cette limite ;*
 - *que les extensions n'entraînent pas une augmentation de l'emprise au sol supérieure à 25 % de l'emprise au sol de la construction initiale, et de 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU ;*
 - *que les annexes :*
 - *soient limitées au nombre de 3 par unité foncière (hors piscine) ;*
 - *nouvellement créées, ne dépassent pas une fois cumulées, 40m² de surface de plancher et d'emprise au sol ;*

- soient situées dans leur totalité, à moins de 20m de la construction principale sans être directement accolée. »

Zone Nv : « est également autorisée sous réserve de pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elle est implantée et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages :

- La destination habitation, uniquement sous la forme d'extensions mesurées des habitations existantes ayant une existante légale, aux conditions cumulatives suivantes :
 - que la surface de plancher initiale du bâtiment soit au moins égale à 70m² ;
 - que leur création n'entraîne pas une augmentation du nombre de logements ;
 - que la surface totale (existant + extension) n'excède pas 150m² de surface de plancher et 200m² d'emprise au sol, les piscines n'entrant pas en compte dans cette limite ;
 - que les extensions n'entraînent pas une augmentation de l'emprise au sol supérieure à 25 % de l'emprise au sol de la construction initiale, et de 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU ; »

Les conditions fixées par le règlement permettent une évolution pour des besoins que pourraient avoir les propriétaires (par exemple l'arrivée d'un enfant nécessitant la création d'une chambre supplémentaire en extension), et ainsi ne pas être trop discriminant par rapport à des constructions situées en zone urbanisée, ou à des constructions présentant déjà des annexes en zone Agricole ou Naturelle. Les règles sont par ailleurs similaires entre la zone A et N pour un traitement équitable et des enjeux globalement équivalents au regard des conditions fixées.

La collectivité a souhaité toutefois cadrer les annexes aux habitations en limitant leur nombre, la totalité des annexes et extensions en surface de plancher et en emprise au sol (les garages ne génèrent pas de surface de plancher), ainsi que la distance par rapport à la construction principale. Cela permet de fixer un cadre clair, qui permet simplement de conforter l'existant, sans impact sur les espaces alentours. Le nombre d'annexes et leur superficie sont les mêmes que ce qui est autorisé dans les zones U à vocation d'habitat. Les 3 annexes permettent de répondre à des besoins courants (garage, abris de jardin, serre, piscine, atelier ...).

Les extensions resteront quoiqu'il arrive maîtrisées par la jurisprudence, qui qualifie le fait qu'une extension ne peut pas être supérieure à 30 % de l'existant.

Le chiffre de 25% a été fixé au regard des caractéristiques actuelles des habitations (en moyenne supérieures à 150m² d'emprise au sol) car permettant par exemple de créer une pièce à vivre supplémentaire, et un garage de 2 places ce qui répond à de réels besoins sur le territoire.

Les 20 m de distance permettent d'éviter une forte dilution (rappelons que la condition générale fixée impose de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale, ou forestière dans et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages), tout en adaptant le positionnement au terrain, à la voirie, au positionnement du potager, à une meilleure intégration paysagère ...

Dans tous les cas, la collectivité a souhaité que l'ensemble des constructions soient limitées à 150m² de surface de plancher et 200m² d'emprise au sol pour éviter que les grandes constructions ne bénéficient encore de droits supplémentaires.

Enfin, ces droits ne sont accordés que pour les logements légalement édifiés de + de 70m² ce qui limite les dérives en évitant que des lieux de stockage cabanons ou autres ne bénéficient de ces aménagements supplémentaires.

Ces éléments permettent ainsi d'assurer l'insertion de ces constructions dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

➤ Volumétrie et implantation des constructions

Implantation des constructions

« Implantation par rapport aux voies (privées et publiques) et emprises publiques :

Les nouvelles constructions devront être implantées à 10m au minimum de l'alignement des voies (privées et publiques).

Implantation par rapport aux limites séparatives :

Les nouvelles constructions devront être implantées à 5m au minimum des limites séparatives.

Nonobstant les paragraphes précédents, les extensions de bâtiments existants ou les annexes accolées à un bâtiment existant, pourront conserver les mêmes principes d'implantation que celui-ci. »

Sur ces zones, la collectivité a voulu créer des règles simples pour toutes les constructions, y compris agricoles. Ainsi, lorsque des constructions existent, ce qui sera forcément le cas pour les annexes et extensions en zone A et N, l'implantation d'extensions ou annexes accolées peut reprendre le même principe que la construction existante, ceci n'ayant pas vocation à aggraver la situation et permettant de garder une cohérence.

Pour les annexes décollées, il faudra se positionner à minimum à 10 m de la voie, le but étant de ne pas contraindre les conditions de déneigement, de ne pas favoriser la formation de congères, d'éventuels besoins d'élargissement des voies, mais aussi de ne pas renforcer la perception de bâtis depuis les routes (enjeu paysager). Ceci ne s'applique pas le long des pistes non goudronnées, qui n'ont pas vocation à recevoir des flux de véhicules importants (règle plutôt édictée pour les constructions agricoles).

Pour les limites séparatives, même si quelques constructions groupées existent, les enjeux de développement restent limités, une limite de 5m a été fixée.

Emprise au sol

« Les extensions des habitations existantes à la date d'approbation du PLU sont limitées à 25% de l'emprise au sol de la construction initiale.

La somme des annexes nouvellement créées, des habitations existantes à la date d'approbation du PLU est limitée à 40m² d'emprise au sol.

La surface totale des extensions et annexes des habitations existantes à la date d'approbation du PLU est limitée à 200 m² d'emprise au sol. »

Le cadre de conditions fixé dans l'article 2 est rappelé ici. Ces contraintes viennent maîtriser de manière très claire l'emprise au sol. Un CES complémentaire n'aurait que peu d'utilité vue la taille des terrains.

Hauteur

En zone A :

« Pour les bâtiments techniques des exploitations agricoles, (bâtiments de stockage, bâtiment d'élevage ...), la hauteur maximale des constructions est fixée à 10 m à l'égout du toit. »

En zones A, N et Nvs :

« Pour toutes les autres constructions, la hauteur maximale est fixée à 7m à l'égout du toit, sauf dans le cas d'une extension d'un bâtiment existant ou en cas de démolition reconstruction.

Dans ces cas la hauteur maximale pourra être au plus égale à la hauteur du bâti existant au moment de l'approbation du PLU.

La hauteur des annexes est limitée à 3m à l'égout du toit ou en cas de toit plat et à 4m au faitage. »

Les règles de hauteur sont les mêmes pour les zones A et N, seule la hauteur des bâtiments techniques des exploitations agricoles est réglementée en zones A et pas en N.

Pour tout élément en continuité de la construction existante (ou en cas de reconstruction), la possibilité de reprendre la hauteur du bâtiment initial est donnée (en étant limité à 7m comme dans les zones Ua et Ub), et pour les annexes décollées dans la limite de 3m pour les toits plats et 4m au faitage pour les autres, ce qui est la limite fixée pour les annexes aux habitations en zone Ub.

Dans les faits les annexes accolées devront de toute façon être de dimension plus modeste que la construction principale, puisque cela en constitue la définition.

6.1.2. Justification de la limitation des conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes

Les règles mises en place garantissent donc une compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone en :

- Soumettant ces évolutions à la non remise en cause du caractère agricole, naturel ou forestier ;
- Limitant les surfaces d'extension et d'annexe par une règle en valeur absolue ou de pourcentage et en limitant le nombre total d'annexes en lien avec l'existant ;
- En limitant la distance d'implantation des annexes par rapport à la construction principale pour former un ensemble cohérent et éviter le mitage ;
- En mettant des règles d'implantation cohérentes avec la zone ou l'existant ;
- En limitant la hauteur des constructions en lien avec l'existant ou les zones U ;
- Les règles concernant les aspects des constructions et le traitement des espaces non bâtis viennent compléter ces éléments pour garantir l'intégration dans le paysage.

Ce règlement répond donc à la loi puisque n'autorisant que des extensions et annexes aux constructions et précisant :

- La zone d'implantation ;
- Les conditions de hauteur ;
- Les conditions d'emprise et de densité ;

Ces éléments permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

7. ETUDE DEROGATOIRE A LA LOI BARNIER, AMENDEMENT DUPONT AU TITRE DU L111-8 DU CODE DE L'URBANISME

La commune de Lamanon est traversée par :

- L'autoroute A7 ;
- La RD538, **classée route à grande circulation** depuis le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié par Décret n°2010-578 du 31 mai 2010.

La loi Barnier est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

L'article L 111-6 stipule que :

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de **soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation** »*

L'article L 111-7 stipule que :

« L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. »

L'article L 111-8 stipule que :

« Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »

Un secteur est ainsi concerné par la loi Barnier : il s'agit du secteur économique de **la Guérite qui sera classé en zone 1AUe**. L'étude spécifique est annexée au présent rapport de présentation.

Chapitre 3 : JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

L'article R151-2 du code de l'urbanisme prévoit que « *le rapport de présentation comporte les justifications de :*

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

[...] 3° La complémentarité de ces dispositions [éditées par le règlement] avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ».

Cela est donc l'objet de ce chapitre.

Le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lamanon prévoit 7 orientations d'aménagement et de programmation (3 OAP « sectorielles » et 4 OAP « thématiques ») :

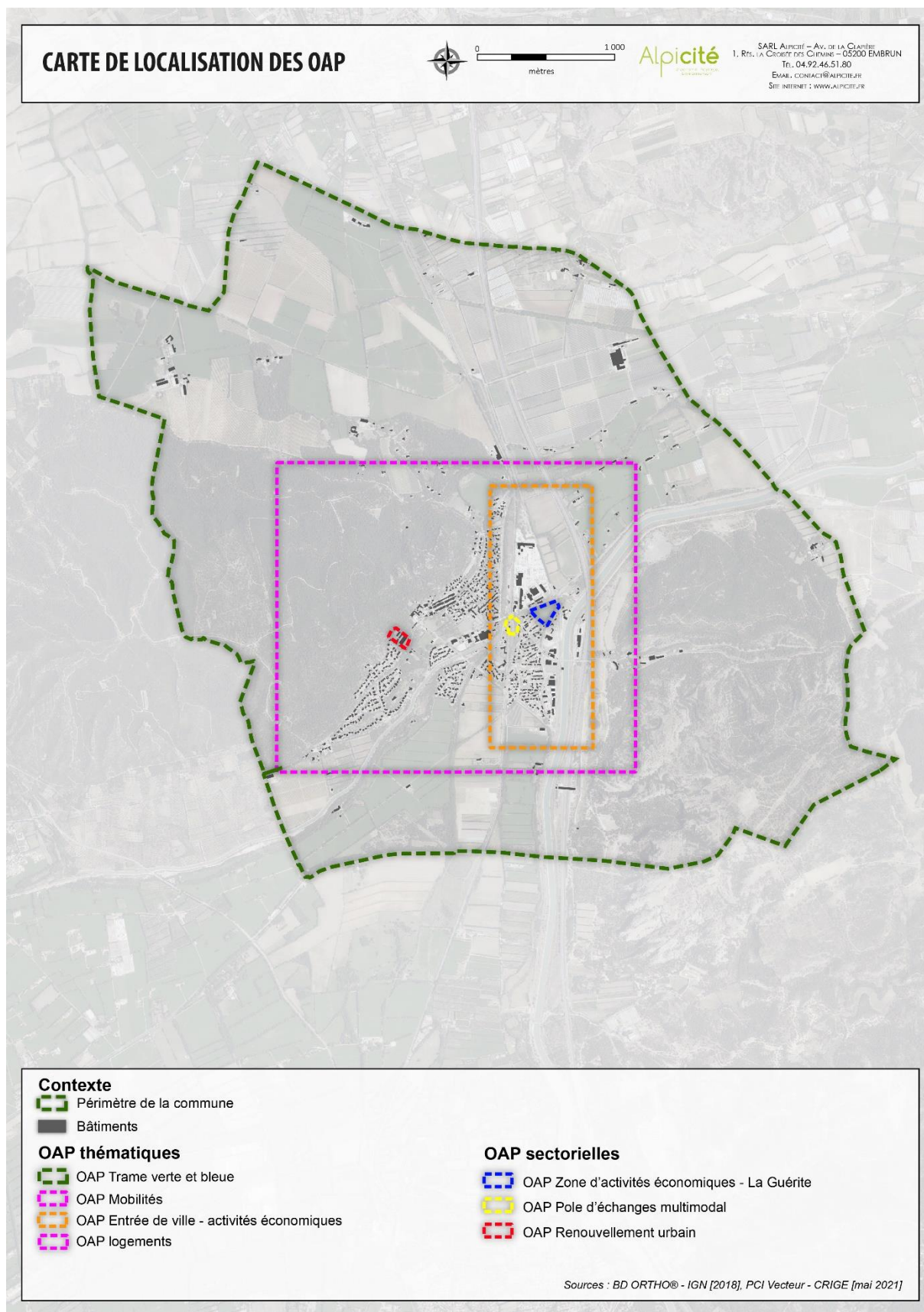
1. Thématique trame verte et bleue
2. Thématique mobilités
3. Thématique entrée de ville – activités économiques
4. Thématique logements
5. Secteur de la zone d'activité économique : La Guérite
6. Secteur du pôle d'échanges multimodal
7. Secteur de renouvellement urbain – site Mirion

Les OAP sectorielles se portent sur des secteurs stratégiques pour le développement de la commune, dédiés à la production de logements afin d'accueillir le développement démographique (secteur de renouvellement urbain de Mirion), mais également dédiés à l'économie avec une zone d'activités économique à la Guérite, ainsi que le confortement et développement du pôle multimodal.

La traduction opérationnelle et réglementaire dans le PLU des autres objectifs du PADD ne nécessitait pas dans le PLU le recours à une OAP.

Les OAP comprennent également un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation pour la zone à urbaniser 1AUe, ce qui est prévu à l'article L151-6-1 du code de l'urbanisme.

L'ensemble des OAP est localisé sur la carte ci-après.



Localisation des OAP

1. OAP « THEMATIQUE » N°1 — TRAME VERTE ET BLEUE

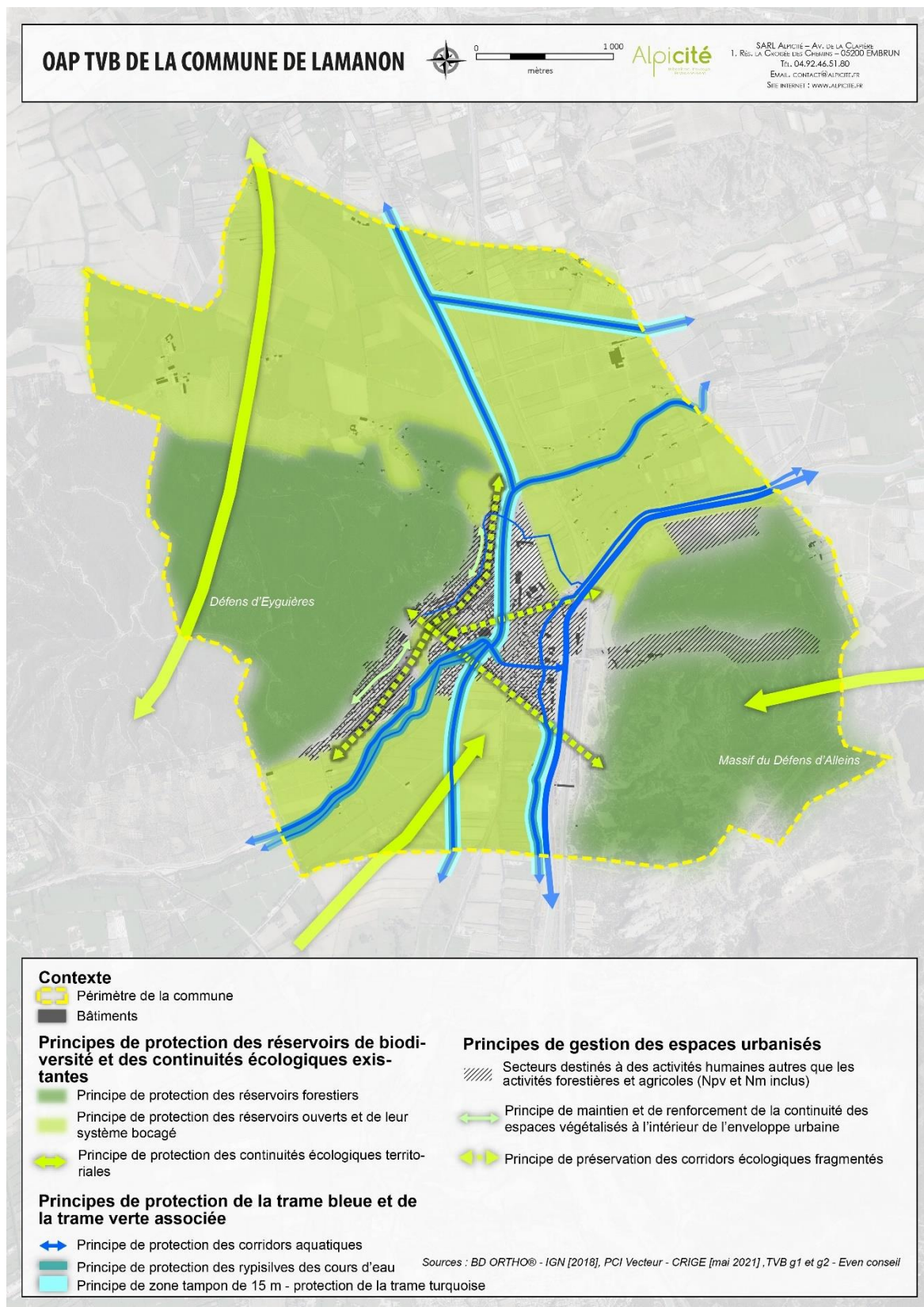


Schéma d'aménagement de l'OAP « thématique » n°1

1.1. Les objectifs de l'OAP

L'objectif de cette OAP est de **préserver et renforcer l'intérêt écologique des zones identifiées pour leurs enjeux de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques.**

Elle comprend :

- Une carte localisant les réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques et les éléments de TVB en espaces urbanisés ;
- Des principes de protection à respecter ou à favoriser, en ce qui concerne la trame bleue, la trame verte et la trame noire ;
- Des mesures à prendre permettant de limiter l'imperméabilisation des sol ;

1.2. La cohérence de l'OAP avec le PADD

A travers cette OAP, la commune traduit notamment l'**orientation n°3 « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal »**, et plus particulièrement l'objectif de **« Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables »**.

Elle recoupe avec plusieurs actions du PADD, à savoir de :

- « *Préserver les espaces naturels d'importance et/ou d'intérêt écologique notamment les massifs, la plaine de la Crau et certains espaces identifiés dans l'enveloppe agglomérée ; certains de ces sites étant par ailleurs déjà protégés par le réseau Natura 2000* » ;
- « *Protéger les continuités écologiques en conservant notamment les coupures existantes entre les différents secteurs urbanisés et les espaces naturels* » ;
- « *Protéger et restaurer la Trame Verte et Bleue, et tout particulièrement le maillage des haies, identitaire et structurant* » ;
- « *Préserver les ripisylve des canaux* » ;
- « *Préserver les prairies irriguées participant à l'alimentation de la nappe* ».

1.3. La complémentarité des dispositions du règlement avec l'OAP

Cette OAP vient compléter les prescriptions mises en place dans le règlement écrit et graphique (protections environnementales des zones humides, alignement d'arbres bocages et platanes sur la base de l'article L151-23 du CU, protections zones N et A ...). Ceci permet notamment de donner une vision d'ensemble de la volonté de protection de ces éléments à l'échelle territoriale, mais aussi de protéger des éléments complexes à cibler au règlement (soit parce que le rapport de conformité n'est pas adapté, soit parce qu'un repérage détaillé et caler sur le cadastre est difficile). Cela offre également une dimension informative et pédagogique, même si ce n'est pas le rôle premier d'un PLU.

2. OAP « THEMATIQUE » N°2 – MOBILITES

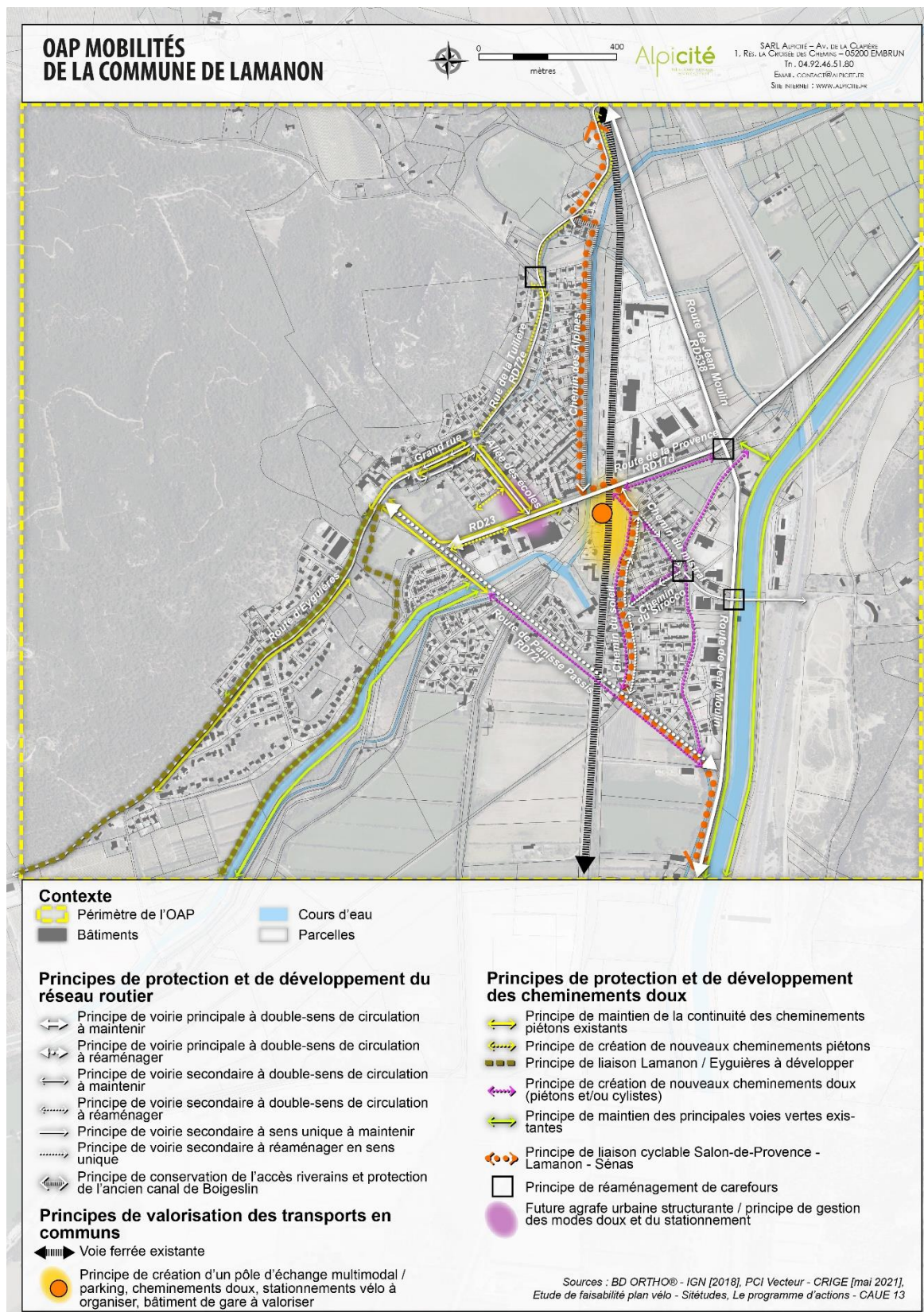


Schéma d'aménagement de l'OAP « thématique » n°2

2.1. Les objectifs de l'OAP

La thématique des mobilités et notamment des mobilités douces est un enjeu important.

L'OAP mobilités et déplacements a pour principaux objectifs de :

- Développer les mobilités douces et valoriser les transports en commun qui constituent une alternative à l'usage de la voiture individuelle en intégrant les projets tels que le pôle multimodal et la liaison Salon-de-Provence - Sénas ;
- Améliorer la desserte interne routière.

En favorisant le développement des modes doux, l'OAP mobilités permet d'améliorer la sécurité des personnes, de favoriser le lien social, de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES), et, à son échelle, de limiter les consommations énergétiques et de participer à la diminution des polluants.

2.2. La cohérence de l'OAP avec le PADD

A travers cette OAP, la commune traduit notamment l'orientation n°1 « *Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics* », et plus particulièrement l'objectif de « *Améliorer les déplacements et l'accessibilité* ».

Elle recoupe avec plusieurs actions du PADD, à savoir de :

- « *Renforcer le site de la gare comme pôle multimodal, offrant stationnement et desserte de qualité* » ;
- « *Améliorer les réseaux de déplacements y compris, doux à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, et vers les communes voisines* ».

2.3. La complémentarité des dispositions du règlement avec l'OAP

Cette OAP thématique « Mobilités », permet également d'intégrer des projets intercommunaux comme la liaison Salon-de-Provence - Sénas et le pôle multimodal autour de la gare, qui ont un impact sur l'aménagement des espaces publics de la commune. Elle permet aussi d'anticiper sur certains projets en cours qui devront intégrer les enjeux de la mobilité existants à l'échelle de la commune.

Elle impose que sur les principes de tracés repérés que **les installations, opérations d'aménagement ou de constructions ne devront pas remettre en cause les liaisons envisagées, voire pourront y participer.**

De plus, des gabarits de voies à respecter sont intégrés et adaptés aux différentes voies et à leur typologie

3. OAP « THEMATIQUE » N°3 — ENTREE DE VILLE — ACTIVITES ECONOMIQUES

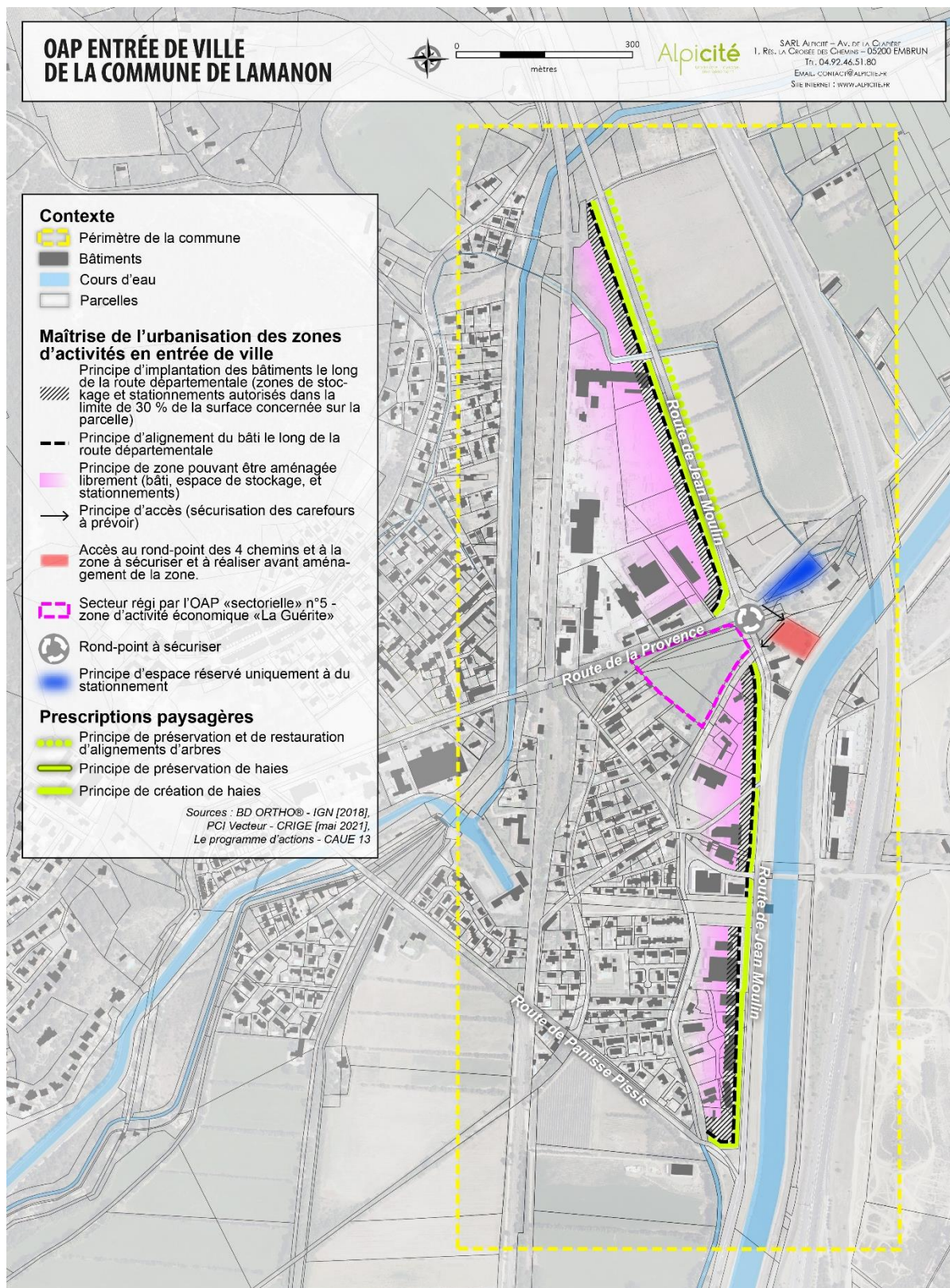


Schéma d'aménagement de l'OAP « thématique » n°3

3.1. Les objectifs de l'OAP

La thématique des entrées de ville renvoie principalement à des problématiques de sécurité, de signalisation et à des problématiques paysagères.

En effet la proximité des activités urbaines engendre des conflits d'usages entre piétons et automobilistes aux abords des routes départementales. Les carrefours doivent aussi être traités de manière à faciliter l'insertion et la sortie des véhicules sur la voie à grande circulation. La signalisation doit permettre de prévenir les usagers de l'arrivée sur un secteur où les risques sont plus importants. Ces problématiques liées à la mobilité sont en grande partie traitées dans l'OAP « thématique » n°2 et complétées dans l'OAP « thématique » Entrée de ville.

Facilement accessibles depuis la route départementale, les terrains qui la longent ont fait l'objet d'une urbanisation récente à destination d'activités économiques. Celle-ci s'est faite au coup par coup sans plan d'ensemble et sans règlement adapté à sa situation stratégique. En résulte une architecture très hétérogène et de faible qualité directement visible depuis la route départementale. Cette urbanisation véhicule une image pour le passant qui n'est pas à la hauteur des qualités rurales de la commune. L'OAP « thématique » Entrée de ville s'attachera donc à définir les conditions nécessaires à la maîtrise de l'insertion paysagère des nouvelles activités. Ainsi, toute mutation de la zone d'activités existante et tout aménagement de nouveaux terrains devra se faire en respectant le schéma de principe et les prescriptions correspondantes.

3.2. La cohérence de l'OAP avec le PADD

A travers cette OAP, la commune traduit notamment l'orientation n°2 « *Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages* », et plus particulièrement aux objectifs de « *Conforter les activités économiques sur le territoire communal* » et « *Requalifier et valoriser les entrées de ville* ».

Elle recoupe avec plusieurs actions du PADD, à savoir de :

- « *Maintenir et requalifier les zones d'activités existantes* » ;
- « *Garantir une bonne intégration paysagère et le respect des embranchements des canaux des SEIL au sens du SCoT* » ;
- « *Encadrer les aménagements en entrée de ville et veiller à un traitement adapté des façades commerciales* ».

3.3. La complémentarité des dispositions du règlement avec l'OAP

Cette OAP permet d'intégrer de garantir une bonne intégration paysagère des nouvelles activités économiques, et d'améliorer ainsi la qualité des entrées de ville existantes. Des principes de sécurisation des accès sont également intégrés.

Enfin, cette OAP permet d'inscrire l'indicateur de 10 emplois / hectare minimum demandé par le SCoT.

L'OAP « Logements » a été créée afin d'assurer la production de logements nécessaire au développement communal (+116 logements) tout en respectant les densités et typologies de logements demandées par le SCoT :

- Un minimum de 15% de logements collectifs (densité de 50 logements/ha) ;
- Environ 50% de logements intermédiaires (densité de 25 logements/ha) ;
- Un maximum de 35% de logements individuels (densité de 15 logements/ha).

L'objectif d'appliquer des densités élevées sur le territoire, traduit également la volonté de la commune de consommer moins d'espaces agricoles naturels ou forestiers.

4.2. La cohérence de l'OAP avec le PADD

A travers cette OAP, la commune traduit notamment l'orientation n°1 *« Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics »*, et plus particulièrement à l'objectif de *« Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée »*.

Elle recoupe avec plusieurs actions du PADD, à savoir de :

- *« Accueillir une population d'environ 2300 habitants dans une dizaine d'années » ;*
- *« Assurer la production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle » ;*
- *« Tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période 2011-2021 » ;*
- *« Favoriser la mixité urbaine et les différentes formes d'habitat afin de disposer d'une offre de logements variée et adaptée à l'accueil de nouvelles populations ».*

4.3. La complémentarité des dispositions du règlement avec l'OAP

L'OAP a permis de fixer la densité minimale attendue en fonction des différents secteurs identifiés.

Elle prévoit également des cas d'opération mixtes puisque les espaces identifiés en « dents creuses » et « potentiel de densification » sont situés dans les zones urbaines regroupant activités et habitat.

5. OAP « SECTORIELLE » N°5 – ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES - LA GUERITE

5.1. Les objectifs de l'OAP

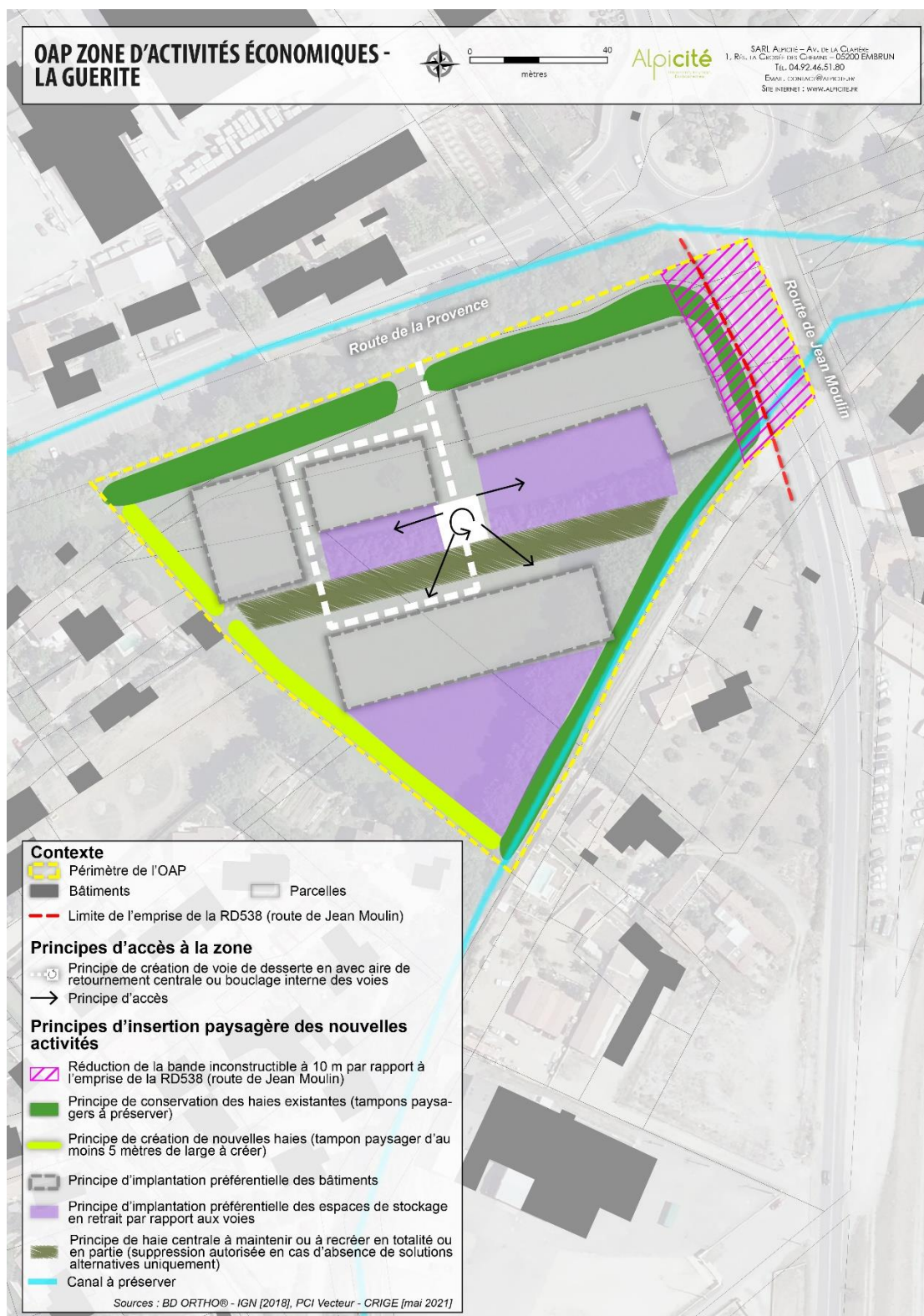


Schéma d'aménagement de l'OAP « sectorielle » n°5

Le périmètre soumis à l'OAP « zone d'activité économique – La Guérite » est situé en entrée de ville. Le terrain est situé à la rencontre entre la route de Jean Moulin (route de liaison intercommunale), la route de la Provence (l'une des deux principales voies de desserte de la commune) et à proximité immédiate de la gare de Lamanon.

La très bonne accessibilité du site en voiture et en camion, le projet de pôle multimodal autour de la gare de Lamanon, et l'enclavement du secteur entre deux grandes zones artisanales en fait un lieu privilégié pour le développement d'activités économiques.

Ainsi, la commune souhaite urbaniser ce secteur pour y développer un emploi local, facilement accessible en transports en commun et en modes doux depuis le centre-ville. Cette urbanisation ne devra cependant pas compromettre la qualité de l'entrée de ville de la commune déjà fortement impactée. Elle devra aussi prendre en compte l'accessibilité de la zone, la proximité de certaines habitations et la présence d'entités paysagères caractéristiques.

La création de cette zone a notamment pour but de « compenser » en partie l'abandon du secteur du Mas d'Audier, représentant 17ha, identifié au SCoT.

L'aménagement du secteur se fera obligatoirement sous forme d'une seule opération d'aménagement d'ensemble permettant de garantir un projet cohérent et une bonne intégration paysagère.

5.2. La cohérence de l'OAP avec les orientations et objectifs du PADD

Cette OAP répond à l'orientation n°2 « *Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages* », et plus particulièrement aux objectifs de « *Conforter les activités économiques sur le territoire communal* » et « *Requalifier et valoriser les entrées de ville* ».

Elle recoupe avec plusieurs actions du PADD, à savoir de :

- « *Garantir une bonne intégration paysagère et le respect des embranchements des canaux des SEIL au sens du SCoT* » ;
- « *Encadrer les aménagements en entrée de ville et veiller à un traitement adapté des façades commerciales* ».

5.3. La complémentarité des dispositions du règlement avec l'OAP

Cette OAP, comme l'ensemble des OAP, constitue une **prescription** et apparaît au zonage et dans le règlement écrit.

La zone n'étant pas encore urbanisée, est classée en zone 1AUe.

L'OAP vise à faire un lien entre les zones d'activités existantes à proximité et cette future zone. Elle a été conçue de manière à favoriser l'intégration paysagère des bâtiments et espaces de stockages en intégrant des mesures (conservation, des haies et création de nouvelles haies existantes jouant le rôle de tampons paysager) permettant de limiter les nuisances visuelles.

La préservation du canal est notamment prévue dans le cadre de l'OAP.

L'OAP vient compléter le règlement notamment sur les questions de maintien de la trame bocagère, de création de voie afin de sécuriser les accès, d'intégration paysagère des constructions, de gestion des risques naturels...

6. OAP « SECTORIELLE » N°6 – POLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL

6.1. Les objectifs de l'OAP

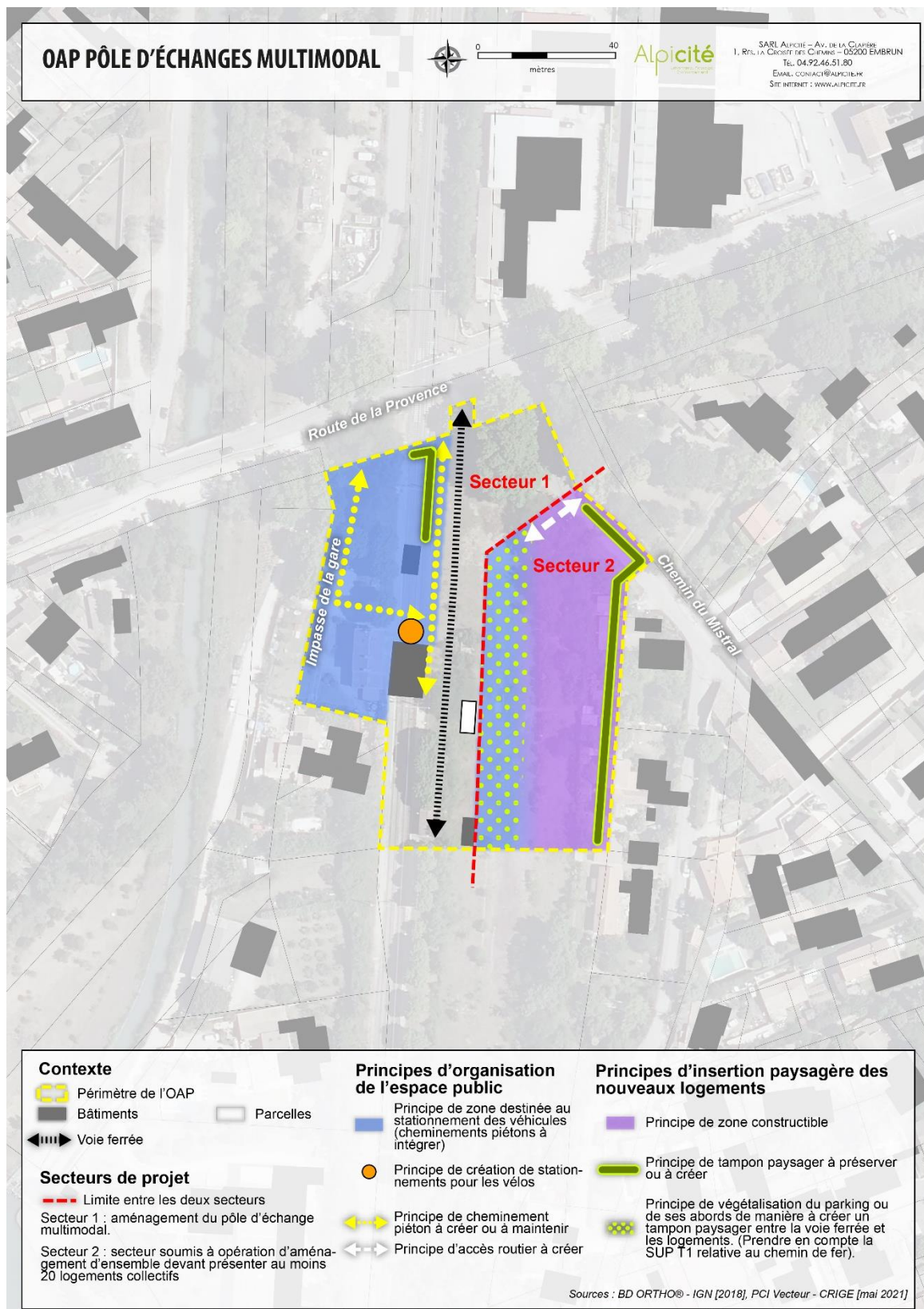


Schéma d'aménagement de l'OAP « sectorielle » n°6

Le périmètre soumis aux orientations d'aménagement et de programmation a vocation à constituer un pôle d'échanges multimodal structuré autour de la gare de Lamanon permettant notamment de relier la commune à Salon-de-Provence, à Marseille et à Avignon. Le projet de pôle d'échanges multimodal comprend d'une part, l'aménagement des espaces publics autour de la gare et d'autre part la création de nouveaux logements et d'activités hôtelières bénéficiant de la proximité des transports en commun. Deux secteurs sont ainsi définis pour réaliser ces objectifs.

6.2. La cohérence de l'OAP avec les orientations et objectifs du PADD

A travers cette OAP, la commune traduit notamment l'orientation n°1 « *Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics* », et plus particulièrement les objectifs de « *Améliorer les déplacements et l'accessibilité* » et « *Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée* ».

Elle recoupe avec plusieurs actions du PADD, à savoir de :

- « *Accueillir une population d'environ 2300 habitants dans une dizaine d'années* » ;
- « *Assurer la production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle* » ;
- « *Favoriser la mixité urbaine et les différentes formes d'habitat afin de disposer d'une offre de logements variée et adaptée à l'accueil de nouvelles populations* » ;
- « *Renforcer le site de la gare comme pôle multimodal, offrant stationnement et desserte de qualité* » ;
- « *Améliorer les réseaux de déplacements y compris, doux à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, et vers les communes voisines* ».

6.3. La complémentarité des dispositions du règlement avec l'OAP

Cette OAP, comme l'ensemble des OAP, constitue une **prescription** et apparaît au zonage et dans le règlement écrit.

L'OAP vise à assurer une bonne intégration du projet autour du pôle multimodal au tissu urbain existant.

L'OAP vient compléter le règlement sur :

- Les stationnements (55 places imposées) ;
- Les typologies des constructions autorisées en fonction des secteurs délimités avec le secteur 1 destiné à la gare et son réaménagement et le secteur 2 permettant la création de logements collectifs nécessaires au développement communal et permettant d'atteindre les objectifs demandés par le SCoT ;
- Les cheminements doux à créer ;
- Prise en compte des risques naturels et dispositions relatifs aux réseaux ;
- L'intégration paysagère des constructions (tampon paysager, végétalisation de parking, etc...).

7. OAP « SECTORIELLE » N°7 — SECTEUR RENOUVELLEMENT URBAIN — SITE MIRION

7.1. Les objectifs de l'OAP

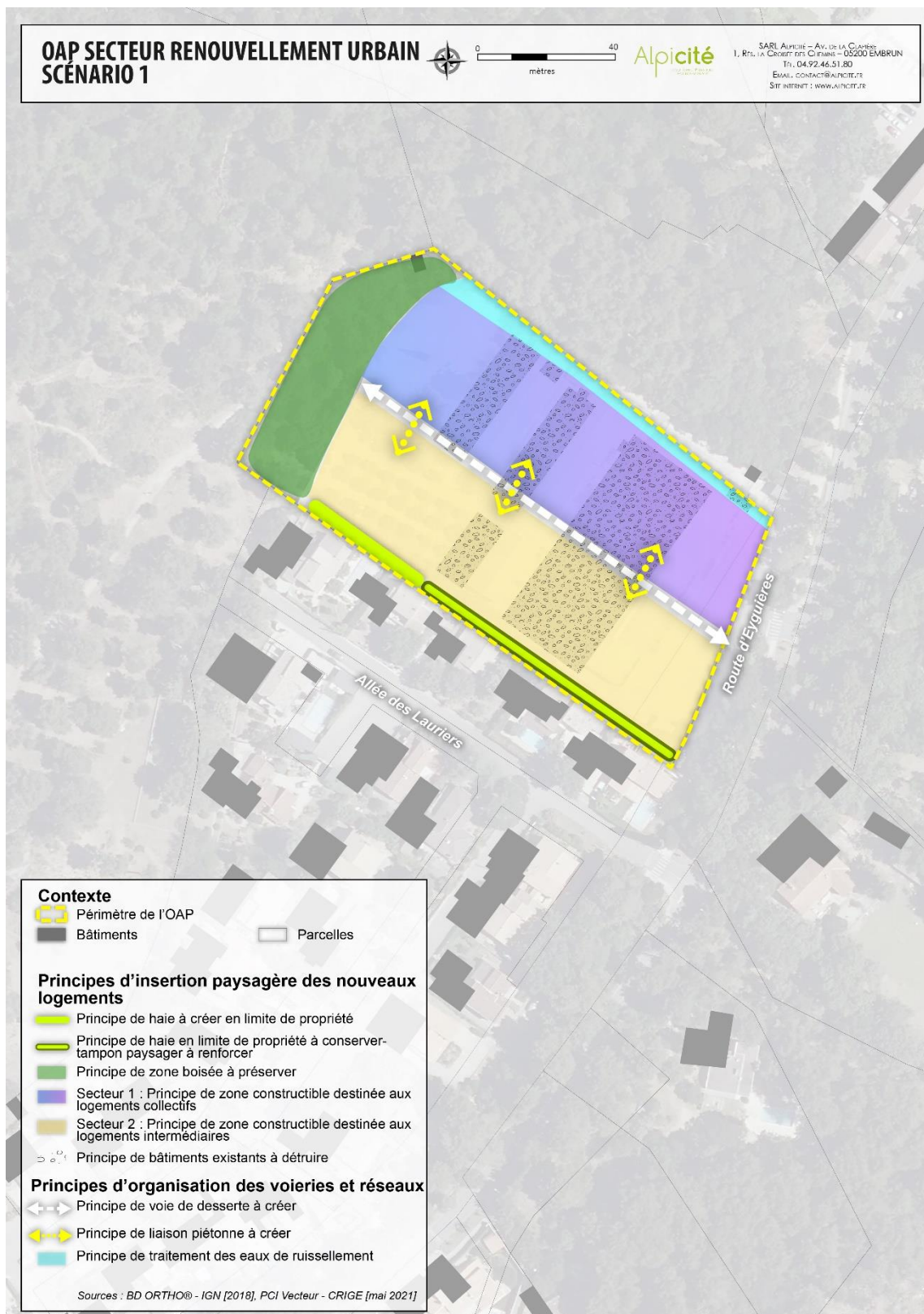


Schéma d'aménagement de l'OAP « sectorielle » n°5

L'aménagement de cette zone se réalisera sous forme d'opération de renouvellement urbain. Les bureaux de l'actuelle activité seront relocalisés et la zone pourra être réinvestie par des logements.

L'aménagement de la zone se réalisera sous forme d'une opération d'aménagement d'ensemble.

L'aménagement du secteur permet d'assurer la production de logements nécessaire au développement communal (+120 logements) tout en respectant les densités et typologies de logements demandées par le SCoT :

- Un minimum de 15% de logements collectifs (densité de 50 logements/ha) ;
- Environ 50% de logements intermédiaires (densité de 25 logements/ha) ;
- Un maximum de 35% de logements individuels (densité de 15 logements/ha).

Ce projet permet également de limiter la consommation d'espaces en réinvestissant une zone déjà urbanisée et artificialisée.

7.2. La cohérence de l'OAP avec le PADD

A travers cette OAP, la commune traduit notamment l'orientation n°1 « *Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics* », et plus particulièrement aux objectifs de « *Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée* » et de « *Maîtriser le développement urbain* » :

Elle recoupe avec plusieurs actions du PADD, à savoir de :

- « *Accueillir une population d'environ 2300 habitants dans une dizaine d'années* » ;
- « *Assurer la production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle* » ;
- « *Tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période 2011-2021* » ;
- « *Favoriser la mixité urbaine et les différentes formes d'habitat afin de disposer d'une offre de logements variée et adaptée à l'accueil de nouvelles populations* » ;
- « *Limiter l'étalement urbain en densifiant en priorité le tissu urbain existant dans les espaces mobilisables (« dents creuses », « potentiel de densification » et « potentiel de mutation ») pour l'habitat.* »

7.3. La complémentarité des dispositions du règlement avec l'OAP

L'OAP a permis :

- de fixer la densité minimale attendue en fonction des différents secteurs identifiés ainsi que la typologie des logements attendue sur les logements collectifs ;
- d'apporter des compléments sur l'insertion paysagère des nouveaux logements (haies en limite à conserver ou à créer), zone boisée à préserver au Nord Ouest ;
- de prévoir des principes d'organisation des voiries et des réseaux.



PARTIE 4 : ADEQUATION ENTRE LES SURFACES CONSTRUCTIBLES ET LES OBJECTIFS COMMUNAUX



Chapitre 1 : RAPPEL DES OBJECTIFS INSCRITS AU PADD

Les objectifs démographiques et de production de logements inscrits au PADD sont, entre autres, les suivants :

- Accueillir une population d'environ 2300 habitants dans la dizaine d'années ;
- Assurer la production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle ;
- Favoriser la mixité urbaine et les différentes formes d'habitat afin de disposer d'une offre de logements variée et adaptée à l'accueil de nouvelles populations.

Les objectifs en matière de limitation de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers et de lutte contre l'étalement urbain inscrits au PADD sont, entre autres, les suivants :

- Tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période 2011-2021 en limitant sa consommation d'espaces à moins de 4 ha ;
- Limiter l'étalement urbain en densifiant en priorité le tissu urbain existant dans les espaces mobilisables (« dents creuses », « potentiel de densification » et « potentiel de mutation ») pour l'habitat.

Les objectifs en matière de renforcement des activités économiques inscrits au PADD sont, entre autres, les suivants :

- Maintenir et requalifier les zones d'activités existantes ;
- Permettre le développement de nouvelles zones dédiées à l'activité économique destinées au renforcement de l'économie locale ;
- Garantir une bonne intégration paysagère et le respect des embranchements des canaux des nouveaux Sites Economiques d'Intérêt Local (SEIL) au sens du SCoT.

Chapitre 2 : ESTIMATION DU POTENTIEL MOBILISE DANS LE PLU

Cette partie présente le potentiel mobilisable au projet de PLU comprenant les espaces NAF consommés à l'intérieur de l'enveloppe, en extension et également les espaces réinvestis déjà urbanisés ou artificialisés.

1. DANS LE TISSU URBAIN

Pour rappel, les disponibilités foncières **au sein des enveloppes urbaines de la commune ont été estimées à 8,1 ha** : 2,2 ha en « Dents Creuses », 2,4 ha en « Potentiel de densification » et 3,5 ha en « Potentiel de mutation » (cf. Partie 1 – Chapitre 4. Consommation d'espaces et capacités de densification).

Le tableau ci-après permet d'apprécier les superficies destinées à de l'équipement public (hors élargissement de voies) à de l'activité économique ou à accueillir une urbanisation destinée principalement à de l'habitat, au sein des enveloppes urbaines.

	Habitat	Economique	Equipements publics / Infrastructures	TOTAL
Dents creuses	1,4	0,5	0,3	2,2
Potentiel de densification	2	0,2	0,2	2,4
Potentiel de mutation	1,2	2	0,3	3,5
TOTAL	4,6	2,7	0,8	8,1*

* A noter que sur ce potentiel près de 1,6 ha est situé en zone d'aléa inondation modéré ou moyen contraignant ou restreignant les possibilités de construire (0,4 ha en Dents Creuses, 0,6 ha en potentiel de densification et 0,6 en potentiel de mutation).

2. HORS TISSU URBAIN

Il a été fait le choix d'inscrire en extensions de l'enveloppe urbaine consommant de l'espace uniquement :

- Pour des activités économiques :
 - o La zone 1AUe de la Guérite destinée à de l'activité économique, permettant notamment de « compenser » l'abandon du projet du Mas d'Audier inscrit au SCoT ;
 - o Une partie de la zone Ue permettant uniquement la création d'un parking à l'entrée Est le long de la RD17d.

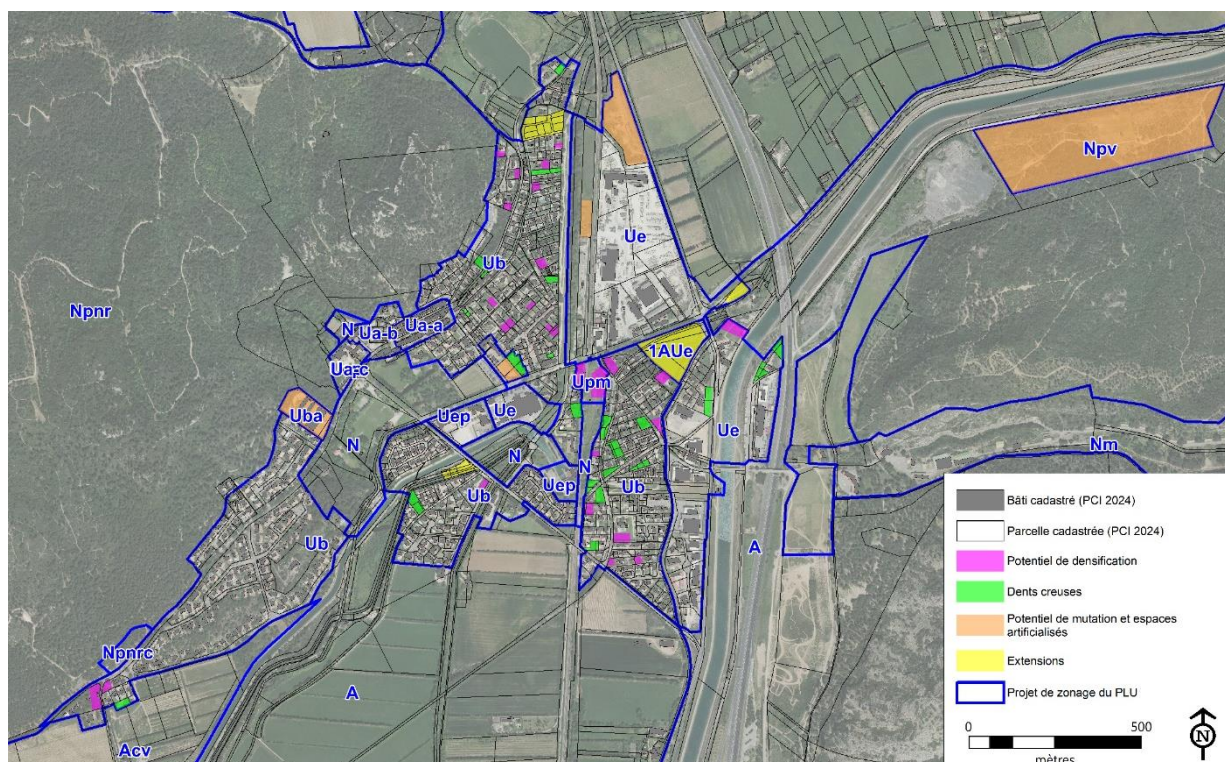
2,7 ha ont été identifiés comme pouvant être mobilisés dans les zones économiques (en Dents creuses, potentiel de densification ou en mutation). Toutefois, la majorité de ces tenements est située sur des espaces de mutation au niveau du mas d'Audier éloigné du centre, ou soumis à des risques inondations contraignant la constructibilité de la zone. Ces espaces de mutation identifiés seront plutôt dédiés à des extensions des activités déjà présentes. Les autres espaces identifiés comme pouvant mutés sont difficilement mobilisables pour des activités économiques. La commune a ainsi souhaité permettre à de nouvelles activités de s'installer sur du foncier plus adapté, en inscrivant la zone 1AUe.

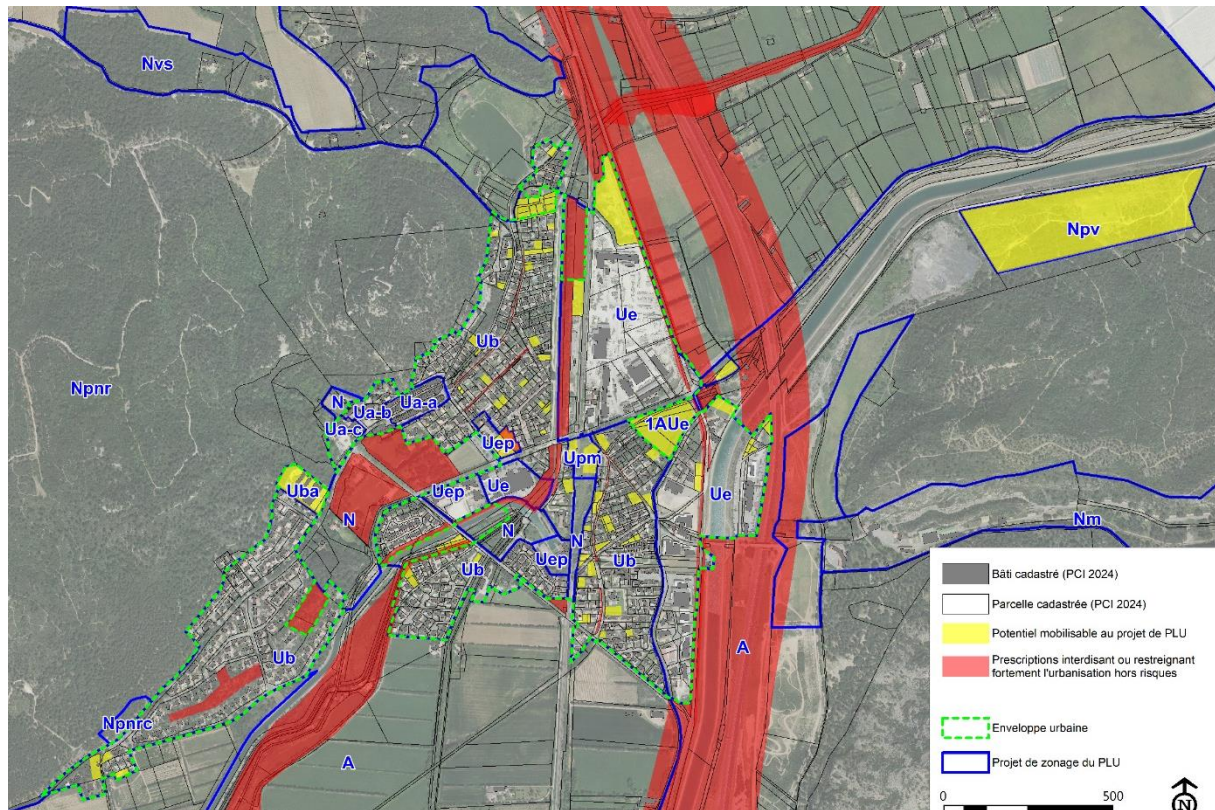
- Pour les secteurs d'habitats, uniquement les secteurs ayant des autorisations d'urbanisme accordés (permis d'aménager et/ou permis de construire), où la construction n'a pas encore été entamée, il s'agit ici de « coups partis ».

D'autres secteurs étaient exclus de l'enveloppe urbaine avec la méthodologie s'appuyant sur le MOS métropolitain et ont été classés en zone urbaine au projet de PLU, néanmoins, ces espaces sont protégés par des prescriptions et n'entraînent pas de consommation d'espaces.

A cela s'ajoute en plus, la zone dédiée à l'installation du parc photovoltaïque Npv (située en zone déjà anthropisée). **15,2 ha sont ainsi comptabilisés en dehors des espaces urbanisés.**

	Habitat	Economique	Equipements publics / Infrastructures	TOTAL
Extensions	1	1,9		2,9
Territoires artificialisés			12,3	12,3
TOTAL	1	1,9	12,3	15,2





Potentiel mobilisable au projet de PLU

Le projet de PLU de Lamanon mobilise donc 23,3 ha : 5,6 ha pour de l'habitat, 4,6 ha pour de l'économie et 13,1 ha pour des équipements publics et infrastructures dont une partie est touchée par le risque inondation pouvant contraindre ou réduire les possibilités de construire.

Chapitre 3 : MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS PREVUE DANS LE PLU

1. MODERATION PAR RAPPORT AU SCoT AGGLOPOLE PROVENCE

Pour rappel, le projet de PLU Lamanon doit démontrer qu'il **modère sa consommation d'espaces au regard du SCoT Agglopoles Provence uniquement**, s'imposant à l'application directe de la loi climat et résilience (mais aussi du SRADDET PACA) jusqu'à la révision / mise en compatibilité du SCoT, qui fera suite à la mise en compatibilité du SRADDET.

La justification de la modération de la consommation d'espaces par rapport au SCoT s'effectue au regard des objectifs relatifs au développement démographique et production de logements, des objectifs de limitation de la consommation foncière et des objectifs pour les activités économiques.

Les objectifs de développement démographique et production de logements du SCoT sont les suivants :

PRESCRIPTIONS

L'accueil des 20 000 habitants supplémentaires attendus dans les 10 prochaines années doit respecter les équilibres suivants :

- Un peu moins de 50% des nouveaux habitants, soit environ 10 000 habitants dans l'entité Provence Salonnaise, principalement les communes de Salon-de-Provence, Lançon de Provence, Eyguières, Pélissanne.
- Environ 20% des nouveaux habitants, soit 4 000 habitants dans l'entité Val de Durance Alpilles, principalement les communes de Sénas, Mallemort et Charleval.
- Un peu plus de 30% des nouveaux habitants, soit environ 6 000 habitants dans l'entité Rives de l'Etang de Berre.

PRESCRIPTIONS

1. La production d'environ 10 000 logements en 10 ans

- Provence Salonnaise : environ 5 000 logements – 50% de la production du SCoT
- Rives de l'Etang de Berre : environ 3000 logements – 30% de la production du SCoT
- Val de Durance : environ 2 000 logements – 20% de la production du SCoT.

...AU SEIN DU VAL DE DURANCE :

Les sites d'envergure des communes de Mallemort, quartier du Roure, de Charleval, quartier du Roupidou situé à l'Est de l'enveloppe agglomérée, de Sénas, site de Rieu, Agostini et le pont de l'Authure permettront la production d'environ 1200 logements.

PROMOUVOIR DES FORMES D'HABITAT DENSES ET DIVERSIFIEES

	HABITAT COLLECTIF (environ 50 logements/hectare)	HABITAT INTERMEDIAIRE (environ 25 logements/hectare)	HABITAT INDIVIDUEL (environ 15 logements/hectare)
Villes	50% minimum	15%	35% maximum
Bourgs	30% minimum	20%	50% maximum
Villages	15% minimum	50%	35% maximum

En plus, un secteur en extension sur la Tuilière avait été identifié :

Commune	Entité Géographique	Typologie	Nom du site	Zonage au POS/ PLU actuel	Superficie en hectares	Vocation	Nb de logements envisagés ou théoriques	Superficie de Consommation Foncière en hectare		
								En enveloppe	En renouvellement urbain	En extension
Lamanon	Val Durance	NQC	La Tuilière	NC	1,5	Equipement	80			1,6

Concernant les activités économiques, le SCoT identifiait sur Lamanon un Site Economique Spécial du Mas d'Audier sur près de 17 ha en extension.

Enfin, les objectifs de limitation de la consommation foncière du SCoT sont les suivants :

PRESCRIPTIONS

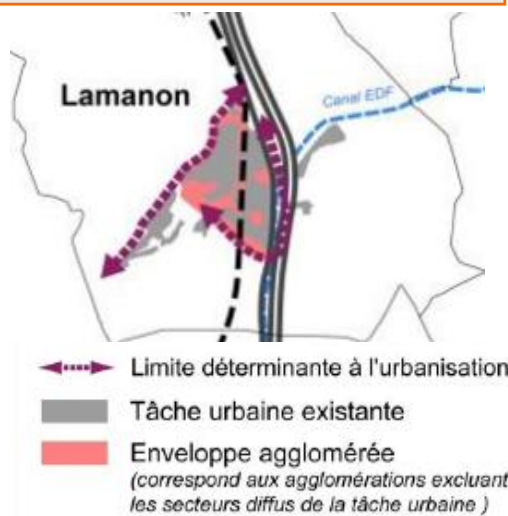
Privilégier la densification et le renouvellement urbain dans les enveloppes agglomérées existantes

- Un minimum de 50% de la production de logements s'effectuera dans les enveloppes agglomérées existantes définies dans le SCoT pour toutes les communes : **Consommation foncière pour l'habitat en enveloppe agglomérée** mobilisation de 105 hectares (75 hectares de consommation foncière + 30 hectares de renouvellement urbain)
- **Consommation foncière pour le développement économique en enveloppe agglomérée** mobilisation de 140 hectares (75 hectares de consommation foncière + 65 hectares de renouvellement urbain)

PRESCRIPTIONS

Les extensions de l'urbanisation résidentielle en dehors des enveloppes agglomérées sont limitées à un maximum de 190 hectares.

Les extensions pour le développement économique en dehors des enveloppes agglomérées sont limitées à un maximum de 240 hectares.



PRESCRIPTIONS

Les limites déterminantes à l'urbanisation

Cartographiée par le SCoT, l'enveloppe agglomérée marque les limites de la tâche urbaine continue au sein de laquelle il n'existe pas de plafond maximal de consommation d'espace à l'échéance du SCoT.

Les limites déterminantes devront faire l'objet de prescriptions paysagères spécifiques à l'intérieur des opérations (pré-verdissement, traitement paysager...) concourant à l'intégration de l'urbanisation nouvelle dans le grand paysage.

Dans les enveloppes agglomérées

Les documents d'urbanisme communaux optimisent ces périmètres et notamment :

- justifient des limitations à la densification de l'espace
- justifient du maintien des superficies minimales

Dans les zones blanches

Des zones blanches situées en périphérie immédiate des agglomérations représentent des réserves foncières au-delà de l'échéance du SCoT. Elles ne sont plus agricoles, ni forestières ou naturelles sans avoir été inventoriées comme projet urbain. Les Communes peuvent décider de les maintenir en zone naturelle à caractère de réserve foncière ou en zone à urbaniser stricte.

Leur ouverture à l'urbanisation au titre du SCoT est donc proscrite, sauf Révision ou Modification du SCoT. Après accord du SCoT, les Communes peuvent procéder à leur mise en œuvre au moyen de la procédure d'urbanisme qu'elles choisissent.

Le SCoT prévoit pour le secteur Val Durance Alpilles (dont fait partie Lamanon), une augmentation de 4000 habitants et de 2000 logements (dont 1200 pour Sénas, Mallemort et Charleval) jusqu'en 2022.

Afin de respecter les projections du SCoT, il est donc nécessaire d'envisager la production de 800 logements, de manière équilibrée, sur les communes d'Alleins, Vernègues, Aurons et Lamanon.

En 2011, la population sur le territoire de ces communes était la suivante (chiffre sur lequel le SCoT s'est appuyé pour établir ses projections) :

Population sur le Secteur Val de Durance :

Commune	Nombre d'habitants en 2011	Répartition du nombre d'habitants par commune (%)
Alleins	2403	38,6
Vernègues	1463	23,5
Aurons	532	8,6
Lamanon	1823	29,3
Total secteur Val de Durance	6221	100

La commune de Lamanon représentant environ 30% de la population de ce secteur Val de Durance (communes d'Aurons, Alleins, Lamanon et Vernègues), il est donc nécessaire d'envisager la production de 30% de ces 800 logements sur le territoire de Lamanon, **soit environ 240 logements, afin d'être compatible avec le SCoT.**

Ce SCoT approuvé n'a pu prendre en compte les projections plus récentes du SRADDET et de la Charte du Parc Naturel Régional des Alpilles mais, de fait, le projet de PLU de la commune de Lamanon tend à respecter les projections de ces deux documents.

Depuis 2013, la commune a délivré des permis de construire permettant la création de 124 logements (dont 109 déjà réalisés).

Lamanon, identifiée commune village, devra produire :

- Un maximum de 35% d'habitat individuel à 15 logements/hectare.
- 50 % d'habitat intermédiaire à 25 logements/hectare ;
- Un minimum de 15 % habitats collectifs à 50 logements/hectare ;

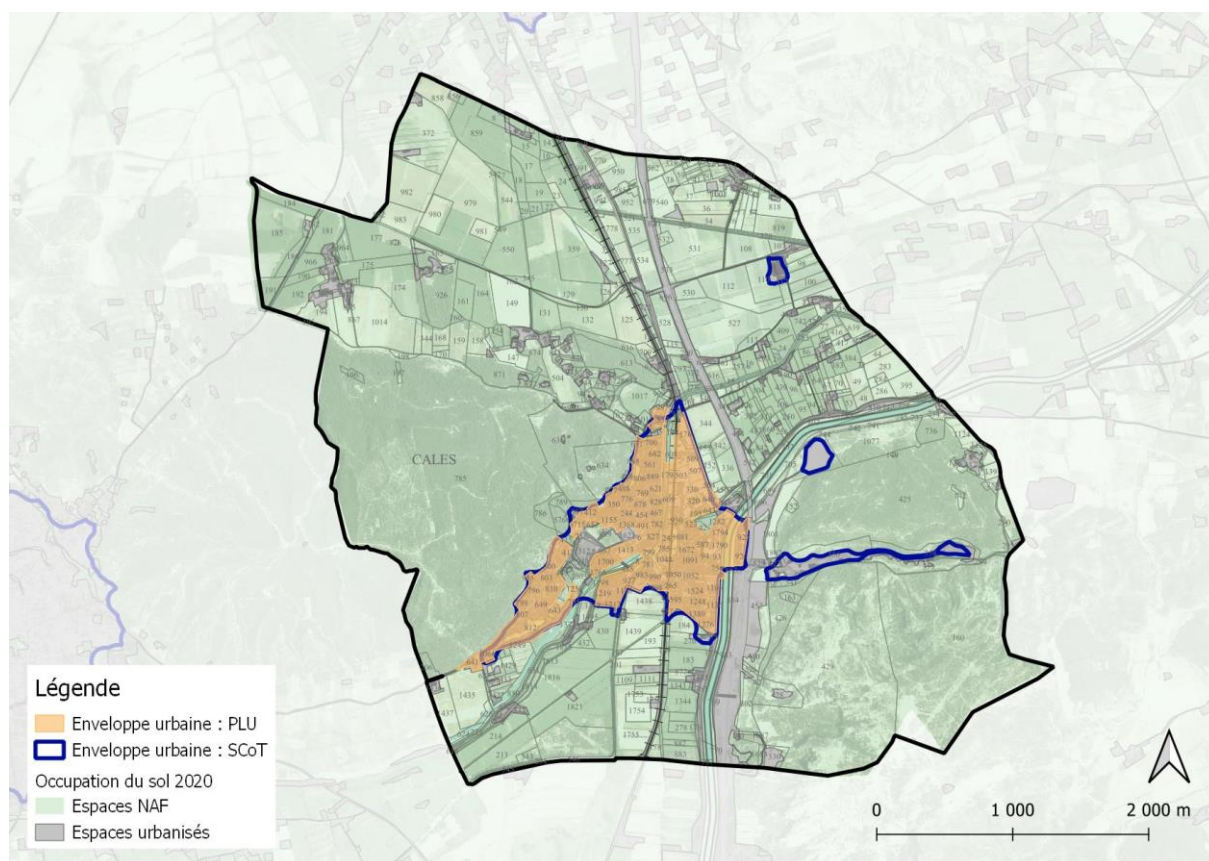
La commune a élaboré des OAP (1 thématique logements et 2 sectorielles sur Mirion et le Pôle Multimodal) permettant d'assurer la réalisation de 116 logements répartis commune suit :

	Dents Creuses et BIMBY	Terrain Mirion	Pôle Multimodal SNCF	TOTAL	%	Densité	Besoin en espaces (ha)
Logements individuels	31			31	29,2 %	15 lgts/ha	2,1
Logements intermédiaires	35	10		45	37,5 %	25 lgts/ha	1,8
Logements collectifs		20	20	40	33,3 %	50 lgts/ha	0,8
TOTAL	70	30	20	120	100		4,7

Pour produire 116 logements supplémentaires permettant d'atteindre les 240 logements prévus au SCoT et respecter les typologies et densités demandées, 4,7 ha devraient être nécessaires.

Dans son projet de PLU, la commune prévoit 4,7 ha (répartis entre les « dents creuses » « potentiel de densification » et « potentiel mobilisable ») pour produire ces 116 logements supplémentaires et 5 logements vacants réhabilités, à l'intérieur de l'enveloppe.

1 ha de plus, est destiné pour de l'habitat néanmoins il s'agit de permis déjà délivrés dont les logements créés ont été comptabilisés dans les 124 logements réalisés ou prochainement réalisés depuis l'approbation du SCoT.



Enveloppe urbaine du SCoT et potentiel mobilisable au PLU

Le projet de PLU modère ainsi sa consommation d'espaces par rapport au SCoT puisque :

- La quasi-totalité de la consommation d'espaces est à l'intérieur de l'enveloppe urbaine définie par le SCoT. Le SCoT demande notamment de privilégier la densification et le renouvellement dans les enveloppes agglomérées existantes ;
- Le projet de PLU prévoit la production de logements proche de 230 à 250 logements. Sur les 116 logements restant à produire, des densités minimales sont assurées par la mise en place d'OAP permettant de consommer que 4,7 ha à l'intérieur de l'enveloppe urbaine définie par le SCoT et de respecter les différentes typologies de logements à produire. Le SCoT demande également de produire un minimum de 50% des logements dans l'enveloppe, ici 100% des logements sont produits au sein de l'enveloppe définie par le SCoT ;
- Pour l'économie, la commune disposait de 17ha en extension sur le projet du Mas d'Audier. Ce projet ayant été abandonné pour des raisons liées aux risques naturels, elle ne prévoit plus qu'une zone 1AUe située dans l'enveloppe urbaine définie par le SCoT et d'une extension à l'entrée Est le long de la RD17d représentant 1,9 ha.

2. MODERATION PAR RAPPORT AUX DIX DERNIERES ANNEES (LOI ALUR)

Le SCoT AgglopoLe Provence ayant été approuvé avant l'application de la loi ALUR (du 24 mars 2014), le PLU de Lamanon doit justifier de sa modération de la consommation d'espaces par rapport aux dix dernières années.

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers constatée sur les dix dernières années (2013-2023) s'élève à 7,2ha, soit 0,7ha/an.

Focus méthodologique

La consommation d'espaces dits agricoles, naturels et forestiers est qualifiée et définie par la loi comme « la création / extension d'espaces urbanisés ». On l'entend comme une consommation effective, c'est-à-dire réelle.

Aussi, la méthodologie déployée consiste à identifier et mesurer quantitativement, par une méthodologie et analyse géomatique, le volume et la surface d'espaces naturels agricoles et forestiers tels que définis par le MOS, qui feront l'objet d'une consommation d'espace effective par la mise en œuvre du PLU.

C'est donc le phénomène d'extension de l'enveloppe urbaine existante sur ces espaces dit « NAF » qui est mesuré.

Ainsi, les espaces NAF potentiellement consommés par le projet de PLU correspondent au foncier dont le sol est qualifié comme naturel, agricole et forestier, se situant en dehors de l'enveloppe urbaine existante, et sur lequel les outils du PLU permettent la création d'espaces urbanisés (U, AU, STECAL...), en tenant compte des prescriptions de protections environnementales ou au titre des risques.

Détail de la méthode de calcul :

1. Assiette brute de consommation : Etablir une première assiette des emprises du PLU, permettant et générant de la constructibilité et ayant pour effet de créer des espaces urbanisés, sur du foncier naturel, agricole et forestier ;

2. Assiette en extension de l'enveloppe : L'assiette retenue est celle se situant uniquement en extension de l'enveloppe urbaine existante telle que définie par le PLU ;

3. Assiette nette de consommation : Affiner l'assiette de consommation potentielle en supprimant les emprises de protections (environnementales, liées aux risques), ainsi que les espaces déjà artificialisés :

- a. Les espaces concernés par des protections environnementales (EBC, Espaces verts protégés, terrains cultivés protégés),
- b. Les espaces rendus inconstructibles en raison des risques naturels (risque feux de forêt, risque inondation (modélisation, emprise maximale de ruissellement, études complémentaires) issus des études PLU et/ou des Plans de Prévention des Risques (PPRIF, Inondation, Mouvements de terrain),
- c. Les périmètres communaux de protection des captages d'eau,
- d. Suppression des zones situées dans les espaces urbanisés définis au MOS métropolitain.

4. Suppression et nettoyage manuel des zones résiduelles

L'estimation de la consommation future pour le PLU de Lamanon a donc été déterminée selon la méthodologie définie ci-avant : croisement géomatique de l'enveloppe urbaine avec le zonage des secteurs constructibles au futur PLU.

A cela ont été soustraits les espaces déjà artificialisés considérés comme « Territoires artificialisés » au sens du MOS.

Ont également été retirées les zones inconstructibles liées aux prescriptions suivantes :

Canaux, bords de canaux et filioles à préserver ; zones humides à protéger ; espaces boisés à préserver ; Parc Municipal, du Platane et abords à signaler ; protections d'alignements d'arbres, platanes et bocages ; risque inondation fort (modélisation hydraulique) et aléa hydromorphologique fort.

Il est précisé que le secteur photovoltaïque Npv n'est pas pris en compte celui-ci correspondant à un espace déjà artificialisé (cf Partie 1 – Chapitre 4 – 4.2. En dehors de l'enveloppe urbaine).

Les secteurs déjà artificialisés identifiés comme « potentiel de mutation » ne sont également pas comptabilisés (cf. Partie 1 – Chapitre 4 – 4.1. Au sein de l'enveloppe urbaine).

Les secteurs comptabilisés géomatiquement sont donc tous les secteurs U et AU.

Cette surface correspondant à la consommation future d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans le cadre du PLU est estimée à 1,9 Ha.

A cela sont ajoutés manuellement dans le calcul de la surface de la consommation future deux autorisations d'urbanisme hors enveloppe urbaine non entamés en 2023 : le lotissement du Clos de l'Aqueduc (0,7ha), et deux permis de construire aux Barres (0,3ha) identifiés comme des « coups partis ».

Dans le secteur des Barres, il convient de préciser que les deux permis de construire accordés consomment la quasi-totalité du foncier disponible hors enveloppe. Le résiduel présente une superficie et une configuration qui ne permettent pas d'envisager sa mobilisation, c'est pourquoi il n'est pas comptabilisé de consommation supplémentaire dans ce secteur.

Dans le cadre du projet de PLU (horizon 2033), la consommation foncière future totale sur les espaces ENAF est estimée à 3 ha (0,3ha/an) soit une réduction de plus de 50% par rapport aux dix dernières années.

3. INSCRIPTION DANS LES OBJECTIFS DE REDUCTION DE LA LOI CLIMAT ET RESILIENCE ET DES OBJECTIFS ZAN

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 a intégré la **lutte contre l'artificialisation des sols**. Plus précisément, l'article 191 prévoit que : « *Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date* ». Cet objectif sera intégré au SRADDET (procédure de modification en cours), afin d'intégrer pleinement la loi Climat et Résilience.

La loi Climat et Résilience établit un objectif de réduction de moitié du rythme de la consommation de l'espace sur la période 2021-2031 par rapport à la période 2011-2021, et un objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050.

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers constatée sur la période 2011-2021 s'élève à 8,03 ha soit 0,8ha/an. L'application stricte de la Loi Climat et Résilience impliquerait une division par deux de cette consommation pour la période 2021-2031.

Le PLU de Lamanon n'a pas l'obligation pour l'instant d'être compatible avec cette loi. Cependant, il a été fait le choix d'afficher dans son PADD, la volonté de « *Tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers* » par rapport à la période 2011-2021, afin de prendre compte dès à présent les principaux principes de la loi.

La commune s'est toutefois fixée comme objectif dans son PADD, un volume maximum de consommation d'espaces de 4 ha à horizon 2033.

❖ Période 2023-2031

Jusqu'en 2031 (soit 9 années), en consommant **0,3 ha/an, 2,7 ha seront consommés**.

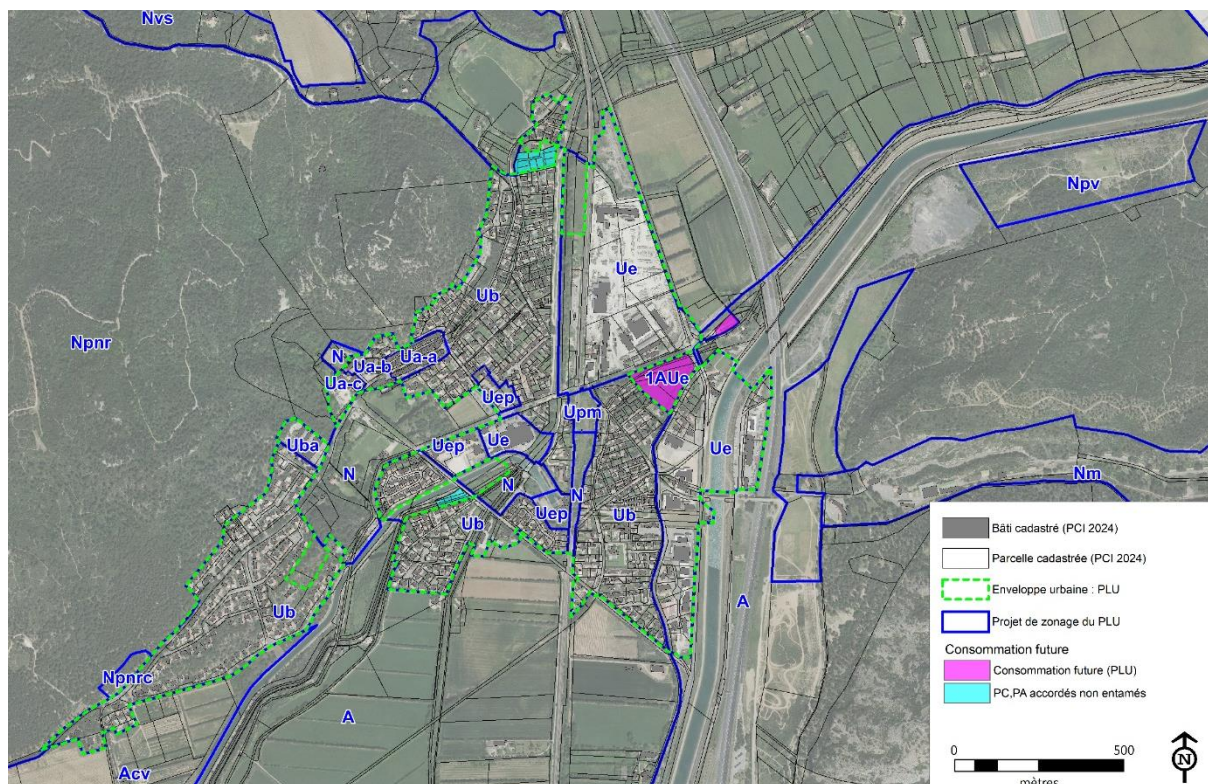
❖ Période 2032-2033

Le projet de PLU est dimensionné jusqu'en 2033, s'inscrivant ainsi dans la 2^{nde} période d'application de la loi Climat et Résilience.

Sur cette période, en 2 ans (2031-2036), environ 0,3 ha sera consommé, représentant ainsi environ 0,15 ha/an contre 0,3 ha/an entre 2023 et 2031. Il s'agit ici d'une réduction de plus de 50% par rapport au rythme observé entre 2021 et 2031.

NB : compte-tenu que le projet de PLU est à cheval sur 2 périodes utilisant des notions et des méthodologies différentes (consommation et artificialisation) qui ne peuvent pas faire l'objet de distinctions spécifiques, il a été fait le choix de parler de consommation d'espaces sur la totalité de la période du projet de PLU.

Dans le cadre du projet de PLU (horizon 2033), la consommation foncière future totale sur les espaces ENAF est estimée à près de 3 ha soit une réduction de plus de 50% par rapport à la période 2011-2021.



Consommation d'espaces NAF engendrée par la mise en œuvre du PLU de Lamanon

	Espaces agricoles	Espaces naturels	Espaces forestiers	TOTAL
Zone 1AUe	1,74			1,74
Zone Ue	0,21			0,21
Lotissement du Clos de l'Aqueduc	0,73			0,73
Les Barres	0,28			0,28
TOTAL	2,96			2,96

Chapitre 4 : ADEQUATION ENTRE LES OBJECTIFS D'ACCUEIL DE LA POPULATION ET LE POTENTIEL CONSTRUCTIBLE DESTINE A LA PRODUCTION DE LOGEMENTS

1. OBJECTIFS D'ACCUEIL DE LA POPULATION

Lamanon a connu ces dernières années une croissance démographique importante. La population a augmenté de près de 15% depuis l'an 2000 et dépasse aujourd'hui les 2000 habitants. En 2020, le nombre moyen d'habitants par ménage était de 2,4. Sur la dernière période connue (2009-2020) la commune a connu une croissance annuelle moyenne de 1,48%. Depuis 1982, la commune connaît une croissance annuelle moyenne autour de 1%.

La commune souhaite poursuivre la croissance actuelle de population de 1% par an sur son territoire. En prolongeant cette tendance jusqu'en 2033, la population de Lamanon s'élèverait à 2326 habitants (soit un peu moins de 300 habitants de plus qu'en 2020, dernière période de recensement INSEE connue).

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Total d'habitants	2044	2064	2085	2106	2127	2148	2170	2191	2213	2235	2258	2280	2303	2326
Habitants supplémentaires par an	20	20	21	21	21	21	21	22	22	22	22	23	23	23

Projections de la population sur Lamanon avec un taux de croissance annuel de 1% jusqu'en 2033

2. PERSPECTIVES DE PRODUCTION DE LOGEMENTS

Afin de permettre le maintien de la population actuelle et l'accueil de la population future en tenant compte notamment du phénomène de desserrement des ménages et de la réduction des logements vacants, la commune devra favoriser, au travers de son PLU, la réalisation d'un parc de logements adapté aux besoins de cette population.

Ainsi, afin d'accueillir environ 220 habitants supplémentaires d'ici à 2033, et en considérant que la taille moyenne des ménages sera de 2,3 habitants en 2033 (en 2020 elle était de 2,4 - les tendances nationales montrent une perte de 0,1 point tous les 10 ans), la commune devra encourager la production d'une centaine de logements.

En outre, la commune devra également favoriser la production de logements supplémentaires pour contrebalancer le mécanisme du « point mort »⁷ qui peut s'élever à une vingtaine de logements (ce dernier nombre varie notamment en fonction du nombre de logements vacants retenu). De plus, certaines réhabilitations de logements vacants pourront créer de nouveaux logements (environ 5 logements). En effet en 2024, la commune comptabilisait près de 30 logements vacants, réhabiliter 5 logements vacants réduirait ce type de logement de près de 17%.

Sachant que 109 logements ont déjà été produits entre 2013 et 2023 et que la production d'environ 136 logements est estimée dans le projet de PLU (15 logements déjà autorisés par PC + 116 logements projetés au PLU + 5 réhabilitations de logements vacants), la commune aura ainsi favorisé la production, entre 2013 et 2033, de 230 à 250 logements (conformément au SCoT projetant, par extrapolation, une production de 240 logements sur la commune de Lamanon).

⁷ Nombre de logements nécessaires pour maintenir la population actuelle qui prend en compte notamment le vieillissement de la population, le renouvellement du parc et le desserrement des ménages





PARTIE 5 : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



Chapitre 1 : ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES

1. LA COMPATIBILITE AVEC LE SCoT PAYS SALONNAIS

Approuvé le 15 avril 2013, le SCoT Pays Salonnais, anciennement territoire Agglopolo Provence, définit au sein de son Document d'Orientations Générales les objectifs suivants.

Objectifs	Compatibilité
<i>Organisation de l'espace</i>	
La répartition du développement démographique	Afin de suivre les prescriptions du SCoT, la commune de Lamanon prévoit 125 logements supplémentaires sur les 10 prochaines années et sur un potentiel constructible de 5,5 ha destinés aux logements (4,8 ha dans l'enveloppe urbaine et 0,7ha en extension).
Encadrer le développement urbain	Le projet de PLU inscrit au sein de son PADD, les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée - Maitriser le développement urbain diffus
Les principaux sites de développement	Le projet de PLU définit au sein de son PADD, la volonté d'assurer la pérennité des activités économiques présentes et des zones d'activités en permettant le développement de nouvelles zones dédiées à l'activité économique, à l'intérieur de l'enveloppe urbaine destinée au renforcement de l'économie locale. Ces zones sont identifiées par le zonage du PLU : Ue.
<i>Les espaces ou sites naturels et urbains à protéger</i>	
Les espaces naturels d'importance écologique	Le projet de PLU permet la protection du massif des Alpilles via un classement en zone naturelle et permet également une distinction des paysages naturels selon la Directive Paysagère des Alpilles. De même, l'ensemble des espaces agricoles identifiés par le SCoT est protégé via un classement en zone A. Enfin, le projet de PLU identifie les zones humides via un classement spécifique : « Ces zones sont celles identifiées lors de l'inventaire réalisé par le CEN PACA en 2017 et 2018. Les prescriptions qui s'y appliquent sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Toute construction est interdite sauf celles liées à la protection contre les risques naturels ; - Tous aménagement, installation, travaux (ceci incluant la réalisation de fossés et drains, les remblais, les labours ...), sont interdits sauf ceux liés à la mise en valeur du milieu (pour des fins éducatives,

	<p>pédagogiques, scientifiques, si et seulement si ces projets ne compromettent pas la qualité ou le rôle fonctionnel de ces espaces) ou à la protection contre les risques naturels ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ouvrages hydroélectriques ne sont pas interdits mais une analyse écologique précise des impacts devra être réalisée. <p>Les secteurs artificialisés comme les routes, les ponts (la zone humide peut être effectivement présente en dessous), parkings, bâtiments etc. qui pourraient être tramés sont exclus de la prescription. »</p>
Les espaces naturels d'intérêt écologique	<p>Le PLU identifie au sein de son zonage le parc municipal comme espaces végétalisés à préserver au sein du territoire. Le PLU identifie spécifiquement les alignements d'arbres du territoire en prenant également en compte les haies localisées par le Parc Naturel Régional des Alpilles.</p>
La protection des milieux aquatiques	<p>Le projet de PLU intègre au sein des zonages des mesures de protection des zones humides et des canaux et filioles présents sur la commune. De même, une grande majorité du territoire est classé en zone agricole ou naturelle permettant de préserver les masses d'eau souterraines.</p> <p>Le PADD inscrit dans son objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux » la nécessité de respecter le SDAGE. De même, l'objectif « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats remarquables pour leur biodiversité » inscrit la nécessité de protéger les zones humides et les ripisylves principales des canaux.</p> <p>Les OAP du PLU permettent d'encadrer les projets notamment dans la gestion des eaux pluviales, additionné au règlement des zones urbaines du PLU.</p>
<i>Les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers</i>	
Objectifs de limitation de la consommation foncière	<p>Le projet de PLU inscrit au sein de son PADD, les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée - Maitriser le développement urbain diffus
La préservation des zones agricoles	<p>L'ensemble des zones agricoles du territoire communale est classé en zone agricole.</p> <p>Le PADD inscrit également la volonté de protéger les espaces agricoles au travers de son objectif « Assurer la pérennité des activités agricoles ».</p>
La définition de limites déterminantes à l'urbanisation et les enveloppes agglomérées	<p>Le PADD du PLU inscrit la volonté de maitriser le développement urbain diffus en limitant l'étalement urbain en densifiant en priorité le tissu urbain existant dans les espaces mobilisables (« dents creuses », « potentiel de densification » et « potentiel de mutation ») pour l'habitat.</p>
La réalisation de zones tampons en interface avec les espaces agricoles et naturels	/
<i>Les conditions d'ouverture à l'urbanisation</i>	

Les grands principes	Le projet de PLU prévoit une seule zone 1AUe d’une surface de 1,8 ha. Le reste des zones de développement de logements sont encadrés par une OAP permettant de favoriser le renouvellement urbain.
Les conditions de réalisation des sites à dominante résidentielle	Non concerné
Les conditions d’ouverture à l’urbanisation des sites à vocation économique	Non concerné
Les secteurs d’intensification de l’urbanisation	
Non concerné	
Objectifs et principes de la politique d’habitat	
Assurer un effort important de production de logements	Afin de suivre les prescriptions du SCoT, la commune de Lamanon prévoit la construction de 125 logements supplémentaires sur les 10 prochaines années et sur un potentiel constructible de 5,5 ha destinés aux logements (4,8 ha dans l’enveloppe urbaine et 0,7ha en extension).
Produire une offre de logement diversifiée	Le PLU inscrit au sein de son PADD la volonté de « favoriser la mixité urbaine et les différentes formes d’habitat afin de disposer d’une offre de logements variée et adaptée à l’accueil de nouvelles populations ».
Poursuivre l’effort de construction de logements sociaux	
Adapter la localisation des logements « spécifiques »	
Objectifs relatifs à l’équipement commercial et artisanal et aux localisations préférentielles des commerces	
L’accessibilité territoriale – premier facteur d’attractivité économique	Le PLU inscrit au sein de son PADD d’assurer la pérennité des activités économiques présentes et des zones d’activités. Une OAP sectorielle prévoit également le développement d’une activité économique pour y développer l’emploi local.
Le développement économique – condition de l’équilibre territorial à 2022	Le projet de PLU prévoit également le développement de la multimodalité au travers d’une OAP mobilité douce et d’une OAP pôle multimodal au niveau de la gare.
La restructuration des zones économiques et les principes de performance de paysagement	Le PLU encadre le développement des zones économiques via une OAP thématique « Entrée de ville – activités économiquement » qui favorise l’insertion paysagère des nouvelles activités via l’aménagement de haie ou clôture végétalisée. De même l’OAP sectorielle des « Guérite » permet de renforcer cette intégration.
La maitrise de la qualité urbanistique des sites d’activités	Le règlement des zones d’activité Ue impose une certaine unité architecturale et définit des principes d’aménagement à respecter.
Le pari du développement de l’économie locale – la valorisation de ses propres forces	Le PLU inscrit dans son PADD les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- Assurer la pérennité des activités agricoles- Développer l’écotourisme orienté vers le Parc Naturel Régional des Alpilles et le Lubéron- Conforter l’activité commerciale de proximité
Orientations de la politique des transports et de déplacements	
L’accessibilité métropolitaine, moteur de centralité et de projet urbain	Le PLU permet le développement de la centralité urbaine via le projet de mobilité douce et de pôle multimodal traduit en deux OAP distinct.

L'accessibilité interne, composante de structuration et de solidarité territoriale	L'OAP pôle multimodal permet d'améliorer l'accessibilité au transport en commun communal. De même, ces objectifs sont intégrés dans le PADD : « Améliorer les déplacements et l'accessibilité ».
Un territoire de courte distance	En centralisant ses activités économiques et en valorisant le commerce de proximité, le PLU favorise la réduction de besoin de déplacement. L'OAP mobilité douce vient compléter cette réduction.
Organiser le transport des marchandises	Le Pôle multimodal, traduit en OAP, ainsi que la volonté de centraliser les zones d'activités permet une meilleure distribution du trafic routier et notamment du transport de marchandise.
La maîtrise du stationnement automobile et la diversification de l'offre	Les OAP mobilité du PLU permet le développement de places de stationnement.
<i>Les grands projets d'équipements et de services</i>	
Les équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du SCoT	Le PADD du PLU inscrit au travers de son orientation « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics », la volonté de « Maintenir un bon niveau d'équipements ».
Les équipements d'infrastructures nécessaires à la mise en œuvre du SCoT	Le PADD inscrit dans son objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux » la nécessité de répondre aux besoins des populations actuelles et futures en eau potable et d'assurer le traitement des eaux usées.
Les grands projets d'infrastructures énergétique	Le PADD intègre comme actions la nécessité de « Miser sur le potentiel solaire du territoire afin de développer un projet de centrale photovoltaïque et favoriser plus largement, le développement d'autres sources d'énergie renouvelable ». Cette dernière action est traduite sous la forme d'une zone Npv dans le zonage du PLU.
Les projets d'infrastructures portuaire	Non concerné
<i>Les objectifs relatifs à la valorisation des paysages et la mise en valeur des entrées de villes</i>	
Préserver les grands sites naturels d'intérêt paysager	Le projet de PLU permet la protection du massif des Alpilles via un classement en zone naturelle et permet également une distinction des paysages naturels selon la Directive Paysagère des Alpilles.
Préserver les espaces agricoles à valeur de « campagne provençale »	L'ensemble des espaces agricoles est protégé via un classement en zone A.
Valorisation des structures paysagères liées à l'eau	Le projet de PLU intègre au sein des zonages des mesures de protection des zones humides et des canaux et filioles présents sur la commune. De même, une grande majorité du territoire est classé en zone agricole ou naturelle permettant de préserver les masses d'eau souterraines. Le PADD inscrit dans son objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux » la nécessité de respecter le SDAGE. De même, l'objectif « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables » inscrit la nécessité de protéger les zones humides et les ripisylves principales des canaux.

Préserver les centres anciens et les silhouettes bâties	Le PADD du PLU définit comme objectif « Préserver l'identité urbaine et architecturale de la commune » en préservant la silhouette urbaine existante et en préservant les caractéristiques urbaines, architecturales et paysagères du centre ancien. Cet objectif est traduit dans le règlement du PLU via des règles de qualité urbaine et architecturale.
Maitriser les enseignes publicitaires et la pollution lumineuse aux abords des grands axes	/
Préserve les cônes de vue des paysages emblématiques	Le PLU identifie au sein de son zonage, les zones visuellement sensibles identifiées par la Directive Paysagère des Alpilles.
Protéger les parcs et alignements végétaux remarquables	Le zonage du PLU identifie les alignements d'arbres et bocages : Ces éléments recensés au plan de zonage sont à conserver dans leur épaisseur et linéaire actuel. Les coupes et abattages ne sont autorisés que pour l'entretien et la gestion de la végétation, la gestion des risques sanitaires et de sécurité et la fonctionnalité agricole. S'il est explicitement démontré qu'il n'existe pas d'autre solution que l'arrachage de haies, ces dernières devront être replantées à autre emplacement, sur la même unité foncière. Ainsi que les alignements de platanes : Tout abattage d'arbres de hautes tiges est proscrit hormis pour des raisons sanitaires et de sécurité (maladie, risque de chute ou obstacle visuel pour la circulation publique). Tout abattage d'arbre doit être compensé par la plantation d'un arbre de haute tige, dans le respect du principe d'alignement planté. Un périmètre suffisant doit être conservé autour des arbres de haute tige afin d'assurer leur pérennité et leur développement.
Garantir la qualité des entrées de ville	Une OAP sectorielle « Entrée de ville » est développée par le PLU permettant une meilleure intégration paysagère de la zone économique du territoire.
<i>Les objectifs relatifs à la prévention des risques et des nuisances</i>	
Intégrer le risque inondation dans les projets d'aménagements	Le PLU prévoit de prendre en compte le risque d'inondation au travers de l'étude réalisée par Ingérop dans son zonage et ses prescriptions réglementaire. Les OAP intègre également ce risque dans les principes d'aménagement
Prendre en considération les risques technologiques	Non concerné
Prendre en considération les risques incendie-feux de forêt	Le règlement du projet de PLU reprend les principes généraux de prévention du risque feux de forêt définis par la DDTM des Bouches-du-Rhône. Le PADD du PLU prévoit, au travers de son objectif « Prévenir l'exposition aux risques naturels », de garantir les équipements suffisants en termes de défense contre les incendies et permettre l'installation d'activités telles que

	le pastoralisme permettant un entretien et une gestion des espaces forestiers dans les zones naturelles. Ces actions permettent ainsi de limiter les incidences du PLU sur le risque feu de forêt et d'encadrer la constructibilité en zone à fort risque.
Améliorer le bien-être des populations et la performance environnementale	<p>L'OAP mobilité permet le développement du report modal et donc la réduction de l'utilisation de la voiture individuelle. De même, la centralité prévue par le PLU et le zonage permettent de limiter l'utilisation de la voiture à la faveur des transports en commun.</p> <p>Le règlement du PLU intègre les nuisances sonores au sein des modalités de construction dans le but de favoriser l'emploi de matériaux acoustique. Le maintien des haies et des alignements d'arbres permet également de limiter les nuisances sonores.</p>
Encadrer l'activité d'extraction de matériaux	Non concerné.

2. LA COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE MOBILITE METROPOLITAIN

Le Plan de Mobilité Métropolitain a été voté le 16 décembre 2021 et permet de définir les principaux enjeux et les projets opérationnels nécessaires à la mise en place d'une politique de la mobilité efficace, efficiente, équitable et respectueuse de l'environnement.

Il s'organise autour de 4 enjeux majeurs et 17 objectifs stratégiques et opérationnels :

Objectifs	Compatibilité
Axe I – Une métropole polycentrique aux densités contrastées	
Objectif 1- Une mobilité adaptée à la taille des communes	Le projet de PLU définit une OAP mobilité permettant de développer la mobilité douce et d'intégrer des projets intercommunaux comme la liaison Salon-de-Provence – Lamanon – Sénas. Elle permet aussi d'anticiper sur certains projets en cours qui devront intégrer les enjeux de la mobilité existants à l'échelle de la commune.
Objectif 2 – Une mobilité adaptée aux pôles stratégiques	
Axe II – Un cadre de vie remarquable et responsable	
Objectif 3 – Améliorer la transition énergétique	Le PLU permet au travers d'une OAP le développement de la mobilité douce. En favorisant le développement des modes doux et des transports en commun, l'OAP mobilité permet d'améliorer la sécurité des personnes, de favoriser le lien social, de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES), et, à son échelle, de limiter les consommations énergétiques et de participer à la diminution des polluants.
Objectif 4 – Améliorer la santé publique	Cette mesure est inscrite dans le PADD au travers d'un objectif permettant d' « Améliorer les déplacements et l'accessibilité » notamment grâce à l'OAP pôle multimodal de la gare. Cette action permet de renforcer le site de la gare comme pôle multimodal qui offre des stationnements et une desserte de qualité. Le PLU souhaite également valoriser les commerces de proximité pour limiter l'utilisation de la voiture.
Objectif 5 – Limiter l'impact sur l'environnement	L'OAP de mobilité privilégie l'aménagement des structures de mobilités douces au sein du tissu urbain ou via le redimensionnement des voies existantes. Les incidences sur les zones naturelles ou agricoles du territoire sont donc relativement faibles.
Axe III – Une métropole attractive, fluide et accessible à tous	
Objectif 6 – Relier efficacement les pôles urbains	L'OAP Mobilité intègre les projets intercommunaux comme la liaison Salon-de-Provence – Lamanon – Sénas. De même, le PADD définit un objectif permettant d'« Améliorer les déplacements et l'accessibilité » notamment grâce à l'OAP pôle multimodal de la gare qui permet de relier le territoire avec les communes alentours.
Objectif 7 – Faciliter l'accès aux pôles logistiques et le report modal	Le PLU favorise l'emplacement des pôles logistiques à proximité des voies rapides (D538) afin de faciliter l'accès des poids lourds.
Objectif 8 – L'accessibilité multimodale aux portes d'entrées	Non concerné

Objectif 9 – Le droit à la mobilité	Pas à l'échelle du PLU
Axe IV – Une combinaison de modes de déplacement	
Objectif 10 – Moins de 15% de déplacements en voiture ou moto	<p>Le projet de PLU a pour objectif de centraliser le tissu urbain et les activités commerciales pour limiter les déplacements. Ce dernier est traduit dans le PADD au travers de l'objectif « Conforter l'activité commerciale de proximité » qui visent à favoriser l'installation des commerces dans le centre historique et en maintenant les commerces existants.</p> <p>De même, le développement d'un pôle multimodal et d'un réseau de mobilité douce offre aux habitants des alternatives à l'autosolisme.</p>
Objectif 11 – Plus de personnes par voiture	/
Objectif 12 – Partager l'espace public	Le développement d'un pôle multimodal et d'un réseau de mobilité douce permet d'apporter les infrastructures favorables aux autres usagers.
Objectif 13 – La marche, le mode des courtes distances	
Objectif 14 – 7% des déplacements à vélo	<p>L'OAP mobilité valorise les modes doux le long des axes les plus fréquentés et permet la création de nouveaux cheminements notamment au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la route de Panisse Passis intégrant un cheminement cyclable et piéton sécurisé - La route de la Provence qui intégrera une piste cyclable et un cheminement piéton <p>De même, pour sécuriser les déplacements en vélo et les déplacements à pied, la commune souhaite notamment passer certaines voies en sens unique et intégrer des cheminements doux à certaines d'entre-elles. Le chemin du soleil nord, le chemin du Sirocco Nord et le chemin mistral (jusqu'à la zone d'activité) seront passés en sens uniques ce qui permettra de créer un cheminement doux sur ces axes étroits. Le chemin du soleil Sud restera en double-sens de circulation mais sera réaménagé pour intégrer un trottoir et un cheminement cyclable.</p>
Objectif 15 - +50% d'usages des TC	<p>Le PADD du PLU intègre comme objectif, la volonté d'améliorer les déplacements et l'accessibilité et notamment en renforçant le site de la gare comme pôle multimodal, offrant stationnement et desserte de qualité.</p> <p>L'OAP pôle multimodal permet de garantir la connexion des modes et permettre le report modal.</p>
Objectif 16 – Connecter les modes	
Objectif 17 – Une logistique urbaine durable	Pas à l'échelle du PLU

3. LA COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX RHONE MEDITERRANEE

Le SDAGE fixe la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027. La stratégie 2022-2027 est entrée en vigueur le 4 avril 2022. Le PLU doit être compatible avec les orientations fondamentales de ce schéma directeur :

Orientations fondamentales	Compatibilité PLU
OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique	<p>Le projet de PLU intègre l'ensemble des risques naturels au travers de son zonage et son règlement. De même, le PADD définit un objectif en lien avec les risques naturels : « Prévenir l'exposition aux risques naturels » qui a pour but de gérer les risques par la prise en compte des différentes études menées sur la commune et des documents réglementaires existants ou encore de protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts.</p> <p>De même, l'objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux » prévoit de favoriser une gestion efficace des eaux pluviales.</p> <p>Le PLU prévoit au travers son zonage de concentrer les zones urbaines au niveau de l'enveloppe urbaine déjà existante. Cette volonté est également retranscrite dans son PADD qui souhaite tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport aux dix dernières années. De même, le PADD prévoit de maîtriser le développement urbain diffus en limitant l'étalement urbain par la densification du tissu urbain existant en priorité.</p>
OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Pas à l'échelle du PLU
OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	<p>Le projet de PLU intègre au sein des zonages des mesures de protection des zones humides et des canaux et filioles présents sur la commune. De même, une grande majorité du territoire est classé en zone agricole ou naturelle permettant de préserver les masses d'eau souterraines.</p> <p>Le PADD inscrit dans son objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux » la nécessité de respecter le SDAGE. De même, l'objectif « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables » inscrit la nécessité de protéger les zones humides et les ripisylves principales des canaux.</p> <p>Les OAP du PLU permettent d'encadrer les projets notamment dans la gestion des eaux pluviales, additionné au règlement des zones urbaines du PLU.</p>

<p>OF 3 : Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques B. Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur C. Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau 	<p>Pas à l'échelle du PLU</p>
<p>OF 4 : Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau B. Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente C. Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de l'eau 	<p>Le PLU définit au sein des dispositions générales de son règlement la condition suivante : « Toute construction ou installation qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable. L'alimentation en eau par captage privé sera exceptionnellement autorisée en l'absence de réseau public [...]. »</p>
<p>OF 5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle</p>	<p>Le PLU oblige toute nouvelle construction à se raccorder au réseau d'eau potable et d'assainissement existant. De même, les eaux pluviales doivent faire l'objet d'une gestion encadrée par le règlement du PLU et les OAP.</p> <p>Le PADD définit dans son orientation « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux » de favoriser une gestion efficace des eaux pluviales notamment au niveau des zones de projets et en zone urbaine. Le PADD intègre aussi comme actions de limiter l'imperméabilisation des sols pour limiter la pollution des cours d'eau communaux.</p>
<p>OF 5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques</p>	<p>Le PLU identifie les zones humides à préserver au sein de son zonage :</p> <p>« Ces zones sont celles identifiées lors de l'inventaire réalisé par le CEN PACA en 2017 et 2018. Les prescriptions qui s'y appliquent sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toute construction est interdite sauf celles liées à la protection contre les risques naturels ; - Tous aménagement, installation, travaux (ceci incluant la réalisation de fossés et drains, les remblais, les labours ...), sont interdits sauf ceux liés à la mise en valeur du milieu (pour des fins éducatives, pédagogiques, scientifiques, si et seulement si ces projets ne compromettent pas la qualité ou le rôle fonctionnel de ces espaces) ou à la protection contre les risques naturels ; - Les ouvrages hydroélectriques ne sont pas interdits mais une analyse écologique précise des impacts devra être réalisée. <p>Les secteurs artificialisés comme les routes, les ponts (la zone humide peut être effectivement présente en dessous),</p>

	parkings, bâtiments etc. qui pourraient être tramés sont exclus de la prescription. »
<p>OF 5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques B. Sensibiliser et mobiliser les acteurs C. Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles 	Pas à l'échelle du PLU
OF 5D : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	Pas à l'échelle du PLU
<p>OF 5E : Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Protéger la ressource en eau potable B. Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles C. Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents 	<p>Le PLU intègre la zone de protection des captages du forage de Guérite au sein de son zonage.</p> <p>De même, le PLU conditionne la constructibilité en zone urbaine par le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement.</p> <p>Le PLU prévoit de limiter l'imperméabilisation des sols pour limiter le ruissellement et donc les potentiels pollution des eaux souterraines et de surfaces.</p>
<p>OF 6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Définir, préserver et restaurer l'espace de bon fonctionnement B. Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques C. Assurer la non-dégradation D. Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral 	<p>Le PLU identifie les zones humides ainsi que les canaux et filioles à préserver. De même, il définit une OAP Trame Verte et Bleue qui permet de préserver les réservoirs biologiques ainsi que les cours d'eau et plan d'eau. Les continuités écologiques sont également maintenues ou renforcées.</p> <p>Le zonage du PLU permet également de classer plus de 870 ha de zone naturelle.</p>
OF 6B : Préserve, restaurer et gérer les zones humides	<p>Le PLU identifie les zones humides à préserver au sein de son zonage :</p> <p>« Ces zones sont celles identifiées lors de l'inventaire réalisé par le CEN PACA en 2017 et 2018. Les prescriptions qui s'y appliquent sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toute construction est interdite sauf celles liées à la protection contre les risques naturels ; - Tous aménagement, installation, travaux (ceci incluant la réalisation de fossés et drains, les remblais, les labours ...), sont interdits sauf ceux liés à la mise en valeur du milieu (pour des fins éducatives, pédagogiques, scientifiques, si et seulement si ces projets ne compromettent pas la qualité

	<p>ou le rôle fonctionnel de ces espaces) ou à la protection contre les risques naturels ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ouvrages hydroélectriques ne sont pas interdits mais une analyse écologique précise des impacts devra être réalisée. <p>Les secteurs artificialisés comme les routes, les ponts (la zone humide peut être effectivement présente en dessous), parkings, bâtiments etc. qui pourraient être tramés sont exclus de la prescription. »</p>
OF 6C : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	Pas à l'échelle du PLU
<p>OF 7 : Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire B. Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau C. Renforcer les outils de pilotage et de suivi 	<p>Le zonage du PLU identifie les bords de canaux et les canaux et filioles à préserver ainsi que les zones humides à protéger. Ces protections permettent de garantir l'intégrité de ces espaces d'intérêt pour la ressource en eau. De même, le PADD inscrit la préservation des réseaux d'irrigation au sein des espaces agricoles ainsi que d'assurer la pérennité et la suffisance des réseaux.</p> <p>De même, la croissance démographique prévue par le PLU n'induit pas une augmentation significative en besoin en eau. Selon le RPQS 2022 de la Métropole et l'avis de l'hydrogéologue, la capacité résiduelle de production annuelle de la commune est de 62 700 m³/an environ. Rapporté à la consommation par habitant (166,24 m³ par an), le projet de PLU est en adéquation avec les ressources en eau disponible sur le territoire.</p> <p>Du fait de ce zonage et des objectifs inscrits dans le PADD, le PLU permet ainsi de limiter les incidences liées au changement climatique sur la ressource en eau.</p>
<p>OF 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Agir sur les capacités d'écoulement B. Prendre en compte les risques torrentiels C. Prendre en compte l'érosion côtière du littoral 	<p>Le PLU prévoit de prendre en compte le risque d'inondation au travers de l'étude réalisée par Ingérop dans son zonage et ses prescriptions réglementaire.</p>

4. LA COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) RHONE-MEDITERRANEE 2022-2027

Le PGRI est un outil stratégique élaboré sur chaque grand bassin qui définit les objectifs de la politique de gestion des inondations à l'échelle du bassin et fixe les dispositions permettant d'atteindre ces objectifs. Le PGRI 2022-2027 a été approuvé le 21 mars 2022.

Le PGRI définit 4 grands objectifs :

Objectifs	Compatibilité
<i>Grand Objectif 1 – Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation</i>	
Améliorer la connaissance et réduire la vulnérabilité du territoire	Le PLU prévoit de prendre en compte le risque d'inondation au travers de l'étude réalisée par Ingérop dans son zonage et ses prescriptions réglementaire.
Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations	<p>Le PLU n'induit pas d'imperméabilisation supplémentaire significative pouvant aggraver la vulnérabilité du territoire. La commune ne présentant pas de PPR inondation, le PLU prend en compte, au sein de son zonage et règlement, l'étude hydraulique menée en 2018 qui identifie les zones inondables. De même, le PADD définit un objectif en lien avec les risques naturels : « Prévenir l'exposition aux risques naturels » qui a pour but de gérer les risques par la prise en compte des différentes études menées sur la commune et des documents réglementaires existants ou encore de protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts.</p> <p>L'objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux » prévoit de favoriser une gestion efficace des eaux pluviales.</p> <p>Le PLU prévoit au travers son zonage de concentrer les zones urbaines au niveau de l'enveloppe urbaine déjà existante. Cette volonté est également retranscrite dans son PADD qui souhaite tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport aux dix dernières années. De même, le PADD prévoit de maîtriser le développement urbain diffus en limitant l'étalement urbain par la densification du tissu urbain existant en priorité.</p> <p>Les OAP intègre également ce risque dans les principes d'aménagement.</p>
<i>Grand Objectif 2 – Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques</i>	
Agir sur les capacités d'écoulement	<p>Le PLU intègre la zone de protection des captages du forage de Guérite au sein de son zonage.</p> <p>De même, le PLU conditionne la constructibilité en zone urbaine par le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement.</p>

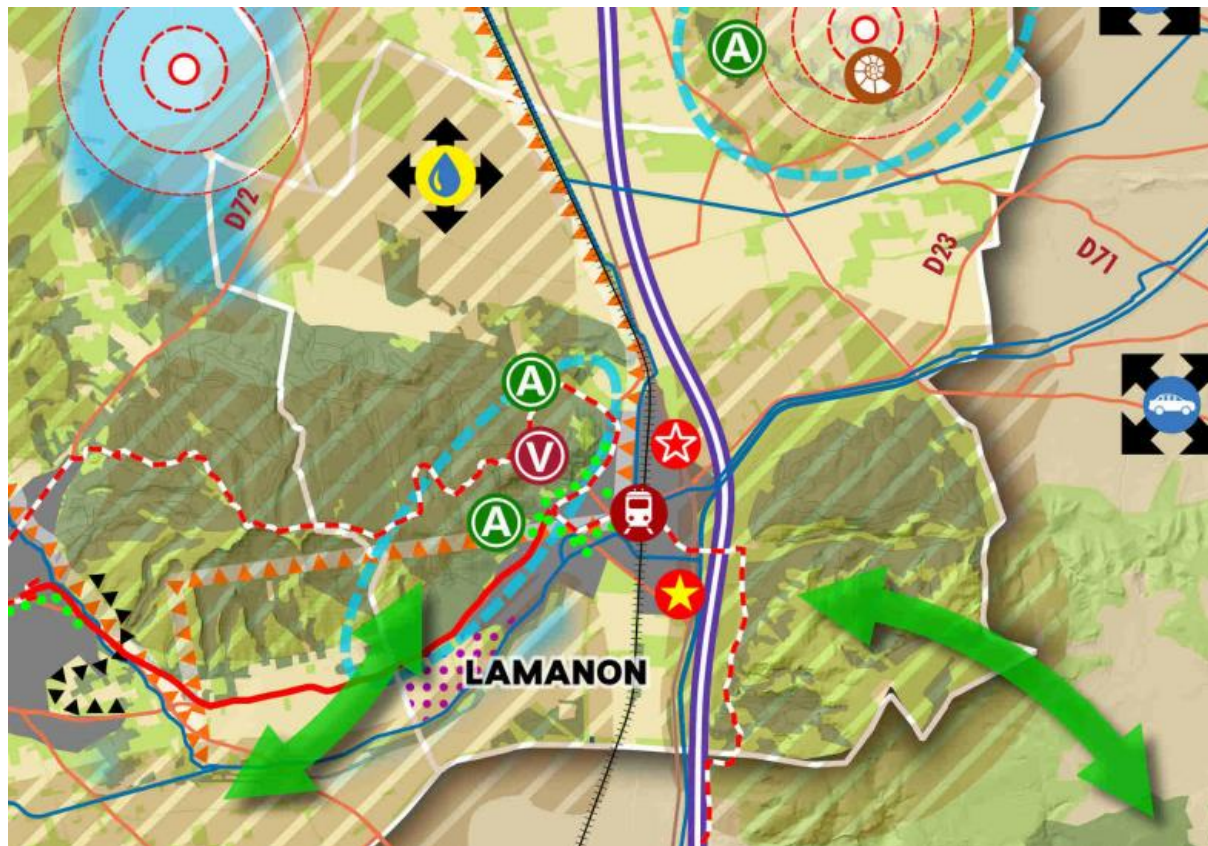
	Le PLU prévoit de limiter l'imperméabilisation des sols pour limiter le ruissellement et donc les potentiels pollution des eaux souterraines et de surfaces.
Prendre en compte les risques torrentiels	Non concerné
Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	Non concerné
Assurer la performance des systèmes de protection	Le zonage du PLU identifie les bords de canaux et les canaux et filioles à préserver ainsi que les zones humides à protéger. Ces protections permettent de garantir l'intégrité de ces espaces d'intérêt pour la ressource en eau.
<i>Grand Objectif 3 – Améliorer la résilience des territoires exposés</i>	
Agir sur la surveillance et la prévision	Pas à l'échelle du PLU
Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	Le PLU prend en compte, au sein de son zonage et règlement, l'étude hydraulique menée en 2018 qui identifie les zones inondables. De même, le PADD définit un objectif en lien avec les risques naturels : « Prévenir l'exposition aux risques naturels » qui a pour but de gérer les risques par la prise en compte des différentes études menées sur la commune et des documents réglementaires existants ou encore de protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts.
Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information	/
<i>Grand objectif 4 – Organiser les acteurs et les compétences</i>	
Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques : gestion des risques, gestion des milieux, aménagement du territoire et gestion du trait de côte	Les OAP intègre le risque inondation dans les principes d'aménagement.
Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection	Non concerné

5. LA COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES ALPILLES

Le PNR des Alpilles ont pu, au travers de sa charte, définir quatre grandes ambitions :

- Préserver et transmettre les richesses naturelles et paysagères des Alpilles
- Cultiver ses diversités pour maintenir son dynamisme
- Accompagner les évolutions pour bien vivre dans les Alpilles
- Fédérer le territoire et valoriser ses patrimoines

Ces ambitions sont déclinées en orientations et actions venant alimenter la charte du PNR.



Ambition 1 : Préserver et transmettre les richesses naturelles et paysagères des Alpilles

Biodiversité

Préserver les milieux ouverts et semi-ouverts
> mesures 1.1.2, 1.1.3, 2.4.3

Préserver les milieux rocheux
> mesures 1.1.2, 1.1.3

Préserver les continuités écologiques terrestres et aquatiques
> mesures 1.1.2, 1.1.3, 1.1.4, 1.1.5

Réservoirs de biodiversité à préserver :

liés aux milieux ouverts, forestiers et agricoles

liés aux milieux aquatiques et humides

Corridors écologiques :

liés aux milieux ouverts, forestiers et agricoles à maintenir

Sites potentiels d'extension de la 'Stratégie nationale des aires protégées' à étudier

Paysages

Ters plans des cônes de vue à préserver > mesures 1.2.1, 1.2.2 (transposition de la Directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles > DPA)

Alignements d'arbres remarquables à préserver (DPA)
> mesure 1.2.1

Routes de caractère à préserver > mesure 1.2.1

Ressources

Promouvoir une stratégie forestière durable, multifonctionnelle et partagée > mesure 1.3.1

Maintenir la fonctionnalité des canaux
> mesures 1.1.4, 1.1.5, 1.2.1, 1.3.2, 2.4.1

Vulnérabilité d'accès et de gestion de l'eau dans un contexte de changement climatique à étudier > mesure 1.3.2

Limite entre la zone de vulnérabilité à la gestion de l'eau et la zone de vulnérabilité à l'accès à l'eau



Vulnérabilité d'accès à l'eau

Ambition 2 : Cultiver ses diversités pour maintenir son dynamisme

Foncier et agriculture

> mesures 2.1.2, 2.3.1, 2.3.2

Stopper la consommation des terres agricoles

ORGON Communes pilotes engagées dans une démarche de valorisation et de protection du foncier agricole (Le Paradou, Sénas, Orgon)

Urbanisme, aménagement

Espaces à requalifier

Entrées de ville, anciennes décharges, zones de stockage
> mesures 1.2.2, 2.1.3

Zones d'activités > mesures 2.1.3, 3.1.1

Fréquentation et tourisme

Principaux sites d'accueil du public en espace naturel à encadrer > mesures 2.3.1, 2.3.2

Zones à enjeux élevés de gestion de la fréquentation
> mesures 1.1.3, 2.3.1, 2.3.2

Forts

Développer une itinérance à partir : > mesure 2.3.3

des chemins de grande randonnée (GR6 et GR69)

Ambition 4 : Fédérer le territoire et valoriser ses patrimoines

> mesures 4.1.1, 4.1.2

Principaux sites patrimoniaux à valoriser (cf. schéma d'interprétation du territoire)

Orientations	Compatibilité
Ambition I - Préserver et transmettre les richesses naturelles et paysagères des Alpilles	
<p><i>Orientation 1.1 – Préserver et favoriser la biodiversité des Alpilles</i></p>	<p>Le projet de PLU prévoit au travers de son zonage la préservation des espaces naturels via un classement en zone N (877,1 ha).</p> <p>Les zones humides identifiées par le CEN PACA sont préservées au travers d'un classement spécifique.</p> <p>Le projet de PADD définit dans sa troisième orientation « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » un objectif dédié à la préservation des zones ayant une importance particulière pour l'environnement : « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables ». Ce dernier permet ainsi d'inscrire au sein même du PADD, la notion de préservation des espaces naturels d'importance et/ou d'intérêt écologique.</p>
<p><i>Orientation 1.2 – Préserver et valoriser les paysages spécifiques des Alpilles</i></p>	<p>Le projet de PLU identifie via des classements spécifiques (parc municipal, alignement d'arbres, canaux et filioles, etc.) les éléments caractéristiques du paysage communal et permet ainsi la préservation de ces espaces.</p> <p>De même, le projet de PLU identifie au sein de son zonage naturel un sous-secteur spécifique aux paysages naturels remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles.</p> <p>Enfin au travers de ces OAP, le PLU garantit l'intégration paysagère de toutes nouvelles constructions.</p> <p>Le PADD inscrit plusieurs actions en lien avec la préservation du patrimoine et du paysage communal. En effet, l'orientation 2 « Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages », définit les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Conforter les activités économiques sur le territoire communal » intègre comme action de « Garantir une bonne intégration et le respect des embranchements des canaux des nouveaux Sites Economiques d'Intérêt Local (SEIL) au sens du SCoT » ; - « Requalifier et valoriser les entrées de ville » en encadrant les aménagements en entrée de ville et en veillant à un traitement adapté des façades commerciales ; <p>L'orientation 3 « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » comprend les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Préserver l'identité urbaine et architecturale de la commune » ; - « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables » qui intègre comme actions la nécessité de « Garantir la préservation des éléments patrimoniaux tels que Platane Géant et les Grottes de Calès » et de « Préserver le cône de vue, le Massif du Défens et la zone visuellement sensible de la Grand Manon ».

<p><i>Orientation 1.3 – Gérer durablement les ressources naturelles forestières, aquatiques et minérales</i></p>	<p>Les espaces boisés du territoire communal sont classés en zone naturelle du PLU.</p> <p>La ressource en eau est préservée via le zonage agricole ou naturelle et les différentes réglementations définies dans le zonage (coefficient emprise au sol et espace vert, raccordement aux réseaux d'eau potable, gestion des eaux pluviales). De même, les canaux et filioles communaux présentent un classement spécifique au sein du zonage dans le but de les préserver.</p>
<p>Ambition II – Cultiver ses diversités pour maintenir son dynamisme</p>	
<p><i>Orientation 2.1 – S'engager dans une stratégie foncière maîtrisée et partagée</i></p>	<p>Le projet de PLU permet une centralisation des espaces urbains au sein de l'enveloppe urbaine identifiée. Le renouvellement urbain est également favorisé via des projets d'aménagement en continuité du tissu urbain.</p> <p>Le PADD définit dans son orientation n°1 « Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics » de maîtriser le développement urbain diffus en limitant l'étalement urbain en densifiant en priorité le tissu urbain existant dans les espaces mobilisables (« dents creuses », « potentiel de densification » et « potentiel de mutation ») pour l'habitat.</p>
<p><i>Orientation 2.2 – Promouvoir un habitat adapté aux besoins sociaux, environnementaux et économiques</i></p>	<p>Le projet de PLU apporte une attention particulière au respect de la qualité architecturale communal en intégrant des prescriptions sur la qualité des façades, des toitures, des clôtures et des espaces non bâtis.</p> <p>Les OAP définies dans le cadre du PLU définissent des principes d'intégration paysagère via notamment le développement de frange tampon ou encore la prescription de hauteur maximale.</p> <p>Le projet de PLU prévoit l'aménagement de logements permettant de répondre aux besoins futures et l'inscrit dans son PADD via l'objectif « Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée ».</p>
<p><i>Orientation 2.3 – Créer les conditions d'une fréquentation équilibrée du territoire dans le temps et dans l'espace</i></p>	<p>Le PADD définit comme objectif « Développer l'écotourisme orienté vers le Parc Naturel Régional des Alpilles et le Lubéron » en permettant l'accueil des écotouristes.</p>
<p><i>Orientation 2.4 – Encourager et soutenir les filières agricoles diversifiées, durables et résilientes</i></p>	<p>Le PADD définit comme objectif « Développer l'écotourisme orienté vers le Parc Naturel Régional des Alpilles et le Lubéron » en facilitant la diversification des exploitations agricoles (agritourisme, vente direct et gîte à la ferme). De même l'objectif « Conforter les activités économiques sur le territoire communal » prévoit le maintien de l'activité agricole sur la commune en favorisant notamment l'installation de nouveaux exploitants.</p>
<p>Ambition III – Accompagner les évolutions pour bien vivre dans les Alpilles</p>	
<p><i>Orientation 3.1 – Encourager un dynamisme économique respectueux du territoire et de ses ressources</i></p>	<p>Le PADD permet au travers de son objectif « Conforter les activités économiques sur le territoire communal » de garantir une bonne intégration paysagère et le respect des embranchements des canaux des nouveaux Sites Economiques d'Intérêt Local (SEIL) au sens du SCoT. De</p>

	<p>même, l'objectif « Conforter l'activité commerciale de proximité » prévoit de Maintenir les commerces existants dans le centre ancien en interdisant notamment leur changement de destination vers de l'habitat.</p>
<p><i>Orientation 3.2 – S'investir dans un territoire où bien-être et qualité de vie sont accessibles à tous</i></p>	<p>Le projet de PLU définit une OAP mobilité permettant de développer la mobilité douce et ainsi diminuer le trafic routier et donc les émissions de Gaz à Effet de Serre.</p> <p>Le PLU identifie des espaces végétalisés à préserver (Parc municipal) ainsi que des alignements d'arbres favorisant la végétalisation au sein du tissu urbain.</p> <p>Le règlement des zones urbaines favorise également la préservation de plantations existantes et le remplacement dans le cas d'abattage d'arbres favorisant la végétalisation des zones résidentielles.</p> <p>Le PADD prévoit au travers de son objectif « Préserver l'identité urbaine et architecturale de la commune » de préserver les caractéristiques urbaines, architecturales et paysagères du centre ancien.</p>
<p><i>Orientation 3.3 – Accompagner le territoire au changement climatique en faisant des Alpilles un territoire exemplaire.</i></p>	<p>Le projet de PLU définit une zone Npv destinée à accueillir un parc photovoltaïque. Le PADD du PLU prévoit au travers son objectif « Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables » de contribuer à l'efficacité énergétique des bâtiments et de miser sur le potentiel solaire du territoire afin de développer un projet de centrale photovoltaïque (zone Npv).</p> <p>Une OAP mobilité est définie à l'échelle du réseau viaire de la commune pour favoriser la multimodalité notamment les pistes cyclables et les piétons, répondant ainsi à l'objectif du PADD d'améliorer les réseaux de déplacements doux à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, et vers les communes voisines. Le PADD définit un objectif permettant d'« Améliorer les déplacements et l'accessibilité » notamment grâce à l'OAP pôle multimodal de la gare.</p> <p>Le projet de PLU intègre l'ensemble des risques naturels au travers de son zonage et son règlement. De même, le PADD définit un objectif en lien avec les risques naturels : « Prévenir l'exposition aux risques naturels » qui a pour but de gérer les risques par la prise en compte des différentes études menées sur la commune et des documents réglementaires existants ou encore de protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts.</p>
<p>Ambition IV – Fédérer le territoire et valoriser ses patrimoines</p>	
<p><i>Orientation 4.1 – Faire vivre la culture sur le territoire des Alpilles</i></p>	<p>Le projet de PLU identifie au sein de son zonage les bâtiments patrimoniaux à préserver. Ces ensembles présentent une spécificité propre à chaque, qui permet ainsi une meilleure préservation.</p> <p>Le PADD définit au sein de son objectif « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats remarquables pour leur biodiversité », la nécessité de « Garantir la préservation des éléments patrimoniaux tels que Platane Géant et les Grottes de Calès ».</p>



<i>Orientation 4.2 – Promouvoir une conscience citoyenne et écologique partagée</i>	/
<i>Orientation 4.3 – Faire ensemble pour le projet collectif</i>	Pas à l'échelle du PLU

6. LA COMPATIBILITE AVEC LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE DE LA METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

La stratégie du Plan Climat Air Energie (PCAEM) s'articule autour de cinq ambitions à l'horizon 2050 :

- Inventer une métropole neutre en carbone ;
- Réduire de 50 % les consommations énergétiques de l'ensemble des secteurs ;
- Couvrir 100 % des besoins de consommation d'énergie par des énergies renouvelables ;
- Diminuer de 50 % la population exposée aux pollutions atmosphériques et sonores pour préserver son cadre de vie et sa santé ;
- Adapter le territoire aux impacts du changement climatique pour assurer la pérennité de son développement.

Elles sont déclinées en 100 actions, réparties en 13 axes d'interventions transversaux.

Axes	Compatibilité
1 – Plaçons l'exemplarité au cœur de l'action publique aux différentes échelles	<p>Le PLU permet au travers d'une OAP le développement de la mobilité douce. En favorisant le développement des modes doux et des transports en commun, l'OAP mobilité permet d'améliorer la sécurité des personnes, de favoriser le lien social, de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES), et, à son échelle, de limiter les consommations énergétiques et de participer à la diminution des polluants. Cette mesure est inscrite dans le PADD au travers d'un objectif permettant d'« Améliorer les déplacements et l'accessibilité » notamment grâce à l'OAP pôle multimodal de la gare.</p> <p>De même, le PADD intègre comme actions la nécessité de « Contribuer à l'efficacité énergétique des bâtiments » et de « Miser sur le potentiel solaire du territoire afin de développer un projet de centrale photovoltaïque et favoriser, plus largement, le développement d'autres sources d'énergie renouvelable ». Cette dernière action est traduite sous la forme d'une zone Npv dans le zonage du PLU.</p>
2 – Favorisons un aménagement résilient face aux changements climatiques	<p>Le zonage du PLU identifie les bords de canaux et les canaux et filioles à préserver ainsi que les zones humides à protéger. Ces protections permettent de garantir l'intégrité de ces espaces d'intérêt pour la ressource en eau. De même, le PADD inscrit la préservation des réseaux d'irrigation au sein des espaces agricoles ainsi que d'assurer la pérennité et la suffisance des réseaux.</p> <p>De même, la croissance démographique prévue par le PLU n'induit pas une augmentation significative en besoin en eau. Les réseaux ayant la capacité de répondre à cette demande.</p> <p>Du fait de ce zonage et des objectifs inscrits dans le PADD, le PLU permet ainsi de limiter les incidences liées au changement climatique sur la ressource en eau.</p>

3 – Offrons de vraies alternatives pour une mobilité durable	<p>Le PLU permet au travers d'une OAP le développement de la mobilité douce. En favorisant le développement des modes doux et des transports en commun, l'OAP mobilité permet d'améliorer la sécurité des personnes, de favoriser le lien social, de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES), et, à son échelle, de limiter les consommations énergétiques et de participer à la diminution des polluants.</p> <p>Cette mesure est inscrite dans le PADD au travers d'un objectif permettant d' « Améliorer les déplacements et l'accessibilité » notamment grâce à l'OAP pôle multimodal de la gare. Cette action permet de renforcer le site de la gare comme pôle multimodal qui offre des stationnements et une desserte de qualité.</p> <p>Le PLU souhaite également valoriser les commerces de proximité pour limiter l'utilisation de la voiture.</p>
4 – Accompagnons la transition des moteurs économiques	/
5 – Renforçons les enjeux climat-air-énergie dans les activités portuaires et aéroportuaires	Non concerné
6 – Maîtrisons les impacts air, énergie, bruit sur les équipements et le bâti	Le PADD inscrit dans son objectif « Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables » l'action de contribuer à l'efficacité énergétique des bâtiments.
7 – Développons un mix énergétique basé sur des énergies renouvelables et de récupération	Le PADD intègre comme actions la nécessité de « Miser sur le potentiel solaire du territoire afin de développer un projet de centrale photovoltaïque et favoriser, plus largement, le développement d'autres sources d'énergie renouvelable ». Cette dernière action est traduite sous la forme d'une zone Npv dans le zonage du PLU.
8 – Agissons en faveur de la prévention des déchets et optimisons leur valorisation	Le règlement du PLU définit des principes de gestion des déchets notamment pour la gestion des substances toxiques ou dangereuses.
9 – Accompagnons une agriculture et des pratiques alimentaires plus durables	<p>Le projet de PLU permet de préserver un peu plus de 950 ha de surface agricole via un classement en zone A.</p> <p>Le projet de PADD définit dans sa troisième orientation « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » deux objectifs en lien avec la protection des espaces agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Assurer la pérennité des activités agricoles ». Ce dernier a pour but de protéger les espaces agricoles. - « Préserver les réseaux d'irrigation sur le territoire communal ». Cet objectif inscrit l'importance de maintenir les systèmes d'irrigation pour garantir la pérennité des cultures et des exploitations. En plus d'avoir un intérêt agricole, ces canaux ont également un intérêt dans la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue du territoire.

10 – Protégeons la ressource en eau et optimisons sa gestion	<p>Le PADD du PLU prévoit de « Préserver les réseaux d'irrigation sur le territoire communal ».</p> <p>Le projet identifie également des zones humides à préserver.</p>
11 – Préservons la biodiversité, les ressources naturelles et les milieux aquatiques et terrestres	<p>Le projet de PLU prend en compte les réservoirs forestiers de la TVB en classant la majorité de ces derniers en zone naturelle. Les réservoirs de biodiversité ouverts sont, quant à eux, classés en zone agricole. La continuité des corridors écologiques est préservée via le classement en zone A et N et est également inscrite dans l'orientation n°3 du PADD et l'objectif « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables ». Les différentes composantes TVB sont donc prise en compte par le projet de PLU.</p> <p>De même, le PLU définit une OAP Trame Verte et Bleue qui définit un principe de protection de la TVB imposant aux constructions et aménagements urbains de ne pas compromettre la continuité des canaux et des ripisylves identifiés dans le schéma de principes. Concernant les espaces anthropisés, ces derniers sont soumis à un principe de gestion. En effet, l'OAP inscrit la nécessité de préserver les corridors écologiques fragmentés repérés au niveau du tissu urbain, en limitant l'artificialisation des sols et en préservant les boisements à l'intérieur de la tâche urbaine. Les coulées vertes le long de la route D17D et le long de la route de la Tuilière devront être préservées.</p> <p>Le projet de PLU permet en effet le classement de 877,1 ha en zone naturelle au travers de 5 sous-secteurs, permettant une meilleure prise en compte des spécificités des espaces naturels parcourant le territoire communal.</p>
12 – Mobilisons les acteurs autour des enjeux climat-air-énergie sur le territoire	/
13 – Animons la démarche plan climat métropolitain	/

7. LA COMPATIBILITE AVEC LA DIRECTIVE DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DES PAYSAGES DES ALPILLES (DPA)

La directive a pour objet d'offrir dans le grand paysage des Alpilles à chacun des partenaires des références pratiques permettant d'ajuster leurs projets pour façonner plus harmonieusement leurs multiples actions et de garantir, tout en accompagnant l'évolution, une meilleure protection des paysages des Alpilles.

Le PLU de Lamanon doit ainsi répondre aux orientations suivantes :

Orientations	Compatibilité
Orientation I - Maintenir les éléments linéaires marqueurs du paysage sur tout le pourtour du massif	
<p>Le réseau hydrographique et hydraulique composé par les gaudres (ruisseaux naturels), canaux d'irrigations, filioles d'arrosage (branches secondaires des canaux), fossés et canaux d'assainissement devront être préservés et leur gestion pérennisée.</p> <p>Dans le cas d'une modernisation les travaux se feront dans le respect de la forme des ouvrages, des matériaux traditionnels, du traitement qualitatif des abords, du maintien des ripisylves</p>	<p>Les zones humides identifiées par le CEN PACA sont préservées au travers d'un classement spécifique. Les bords de canaux à préserver sont également identifiés dans le zonage du PLU dans le but de préserver leur fonctionnalité. Les voies et accès ne pourront être autorisés que sous réserve de non-opposition de l'ASA concernée.</p> <p>Les canaux et filioles sont préservés au travers d'une identification dans le règlement graphique associé à un règlement spécifique.</p>
<p>Les alignements d'arbres remarquables cartographiés seront pérennisés, entretenus, (traitement des arbres malades, maintien des essences, élagage doux) et renouvelés si nécessaire.</p>	<p>Les alignements d'arbres identifiés par le Parc des Alpilles ont été retranscrits dans le zonage du PLU. Le règlement écrit permet leur préservation et leur renouvellement en cas d'abattage (dûment justifié par ailleurs).</p>
<p>Le patrimoine routier (pierres taillées, ouvrages d'art, parapets..) sera conservé et entretenu avec les matériaux d'origine.</p> <p>Les aménagements nécessaires à la sécurité des usagers seront réalisés dans le souci de qualité et d'intégration aux paysages en respectant ou renforçant les structures paysagères.</p>	<p>Non concerné.</p>
Orientation II - Protéger l'aspect naturel du massif et les espaces ouverts emblématiques des piémonts	
<p>Afin de préserver les paysages naturels remarquables, listés et cartographiés, les PLU ou les documents d'urbanisme en tenant lieu y interdiront les constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation agricole.</p> <p>Les constructions préexistantes (en particulier le petit patrimoine rural bâti) devront être maintenues dans leur intégrité et leur volumétrie actuelle.</p> <p>Pour les bâtiments agricoles et leurs extensions, le respect de l'équilibre des paysages devra être observé.</p>	<p>Le projet de PLU identifie une zone spécifique dédiée aux paysages naturels remarquable identifiées par la DPA (Npnrc) ainsi qu'un règlement dédié.</p>

<p>Dans les zones visuellement sensibles cartographiées, les PLU ou les documents d'urbanisme en tenant lieu interdiront les constructions nouvelles non directement liées à l'exploitation agricole. Pour les bâtiments agricoles et leurs extensions, le respect de l'équilibre des paysages devra être observé.</p>	<p>Le projet de PLU identifie une zone spécifique dédié aux zones visuellement sensibles identifiées par la DPA (Nvs) avec un règlement dédié.</p>
<p>Les cônes de vue cartographiés, identifiant les vues les plus marquantes du massif devront être préservés.</p>	<p>Le cône de vue identifié sur la commune de Lamanon est situé au niveau de la plaine agricole au Sud du territoire. Cette zone est classée en zone agricole et permet ainsi de maintenir les vues sur le massif.</p>
Orientation III – Préserver la qualité des espaces bâtis	
<p>Les extensions de l'urbanisation devront se faire dans le respect des structures paysagères : réseau hydrographique, réseaux hydrauliques, alignements d'arbres remarquables, haies traditionnelles.</p> <p>Leur volumétrie devra se définir dans le cadre d'une échelle compatible avec la silhouette des villages, mas ou maison de maître traditionnelles.</p>	<p>Le projet de PLU impose dans son règlement une qualité urbaine et architecturale en accord avec l'existant.</p>
<p>L'implantation de terrains de camping et de caravaning devra obéir aux mêmes règles que celles qui concernent l'urbanisation (dans les zones où elle est autorisée).</p>	<p>Non concerné.</p>

Chapitre 2 : LES CHOIX RETENUS ET LEUR JUSTIFICATION AU REGARD DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'analyse ci-dessous vise à évaluer les incidences sur l'environnement des orientations inscrites dans le PADD. Celle-ci est effectuée selon les orientations du PADD. La méthodologie adoptée (démarche itérative) a permis d'intégrer des mesures directement dans le PADD pour le rendre plus vertueux pour l'environnement. Des propositions d'amélioration ont été effectuées lors de l'écriture du PADD et ont fait l'objet d'un arbitrage.

Orientations du PADD	Enjeux environnementaux	Incidences sur l'environnement	Mesures intégrées au PADD
Orientation 1 : Accompagner l'attractivité de la commune par une urbanisation sobre en consommation foncière et un renforcement maîtrisé des équipements publics			
Objectif 1 : Accompagner la croissance démographique communale en s'appuyant sur une offre de logement adaptée et diversifiée	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les zones d'extension en prenant en compte la topographie, l'hydrographie et le climat - Définir une limitation claire de l'extension urbaine par rapport aux espaces naturels et agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Une croissance démographique qui peut engendrer de nouveaux besoins (équipements, eau potable, traitement des eaux usées, gestion des déchets) ➔ Une consommation foncière et une artificialisation des sols supplémentaires malgré une réduction non négligeable des zones constructibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricole et forestiers par rapport aux dix dernières années • Les nouveaux logements seront réalisés à l'intérieur de l'enveloppe urbaine identifiée par le PLU
Objectif 2 : Maîtriser le développement urbain diffus			
Objectif 3 : Maintenir un bon niveau d'équipements	<ul style="list-style-type: none"> - L'extension éventuelle du cimetière actuel, situé dans la colline serait trop onéreuse et de capacité insuffisante pour satisfaire les besoins futurs du cimetière. 		<ul style="list-style-type: none"> • Le site d'implantation retenu pour le projet de cimetière paysager est le mieux à même de répondre à ces enjeux tout en assurant l'intégration de cet équipement d'intérêt général dans le paysage.
Objectif 4 : S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la qualité des eaux souterraines affleurantes et sous couvertures 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Incidences positives sur la préservation des ressources en eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitation de l'extension des urbaine pour limiter l'extension des réseaux et des coûts de raccordement • Favoriser une gestion efficace des eaux pluviales

Objectif 5 : Améliorer les déplacements et l'accessibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver le cheminement doux qui parcourt le territoire communal du Nord au Sud ; - S'appuyer sur le tracé des canaux pour travailler les cheminements doux de la commune - Préserver la qualité de l'air en limitant la pollution et l'émission des gaz à effet de serre (GES) via les modes alternatifs à la voiture. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidences positives sur les mobilités douces par la création de liaisons et une réduction de l'utilisation de la voiture ➤ Amélioration de la qualité atmosphérique par la réduction de l'utilisation de la voiture thermique 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le site de la gare • Améliorer les réseaux de déplacements doux à l'intérieur de l'enveloppe urbaine et vers les communes voisines
Orientation 2 : Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages			
Objectif 1 : Conforter les activités économiques sur le territoire communal	/	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Limitation de l'étalement des activités économiques sur l'enveloppe urbaine et en préservant l'existant 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir une bonne intégration paysagère et le respect des embranchements des canaux des nouveaux Sites Economiques d'Intérêt Local (SEIL) • Permettre l'installation de nouveau exploitants agricoles
Objectif 2 : Conforter l'activité commerciale de proximité		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Diminution des trajets quotidien voir de l'utilisation des véhicules individuels induisant une diminution des émissions de GES 	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la complémentarité des commerces avec ceux du centre historique
Objectif 3 : Requalifier et valoriser les entrées de ville	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'intégration des zones d'activités communal, véritable point noir paysager 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidences positives sur le paysage naturel et urbain, le traitement qualitatif des entrées de ville et la valorisation des traversées urbaines 	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement des façades commerciales, plantation d'arbres et implantations de clôtures végétalisées.

Objectif 4 : Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en avant les énergies renouvelables (solaire) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidence positive par le développement d'une énergie locale et résiliente 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à l'efficacité énergétique des bâtiments • Développer le projet de centrale photovoltaïque
Objectif 5 : Développer l'écotourisme orienté vers le Parc Naturel Régional des Alpilles (PNRA) et le Lubéron	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter la charte du PNR des Alpilles et l'intégrer dans l'aménagement communal 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation à la nature et valorisation du patrimoine naturelle de la commune ➤ Préservation des espaces naturels et agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la diversification des exploitations agricoles
Orientation 3 : Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal			
Objectif 1 : Préserver l'identité urbaine et architecturale de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter l'architecture à l'existant (précipitations et toiture, froid et isolation) - Intégrer les éléments mis en évidence par la CAUE via l'Inventaire Patrimonial d'Intérêt Local - Valoriser et préserver le patrimoine bâti non reconnu - Maintenir les alignements d'arbres et de platanes ainsi que les espaces végétalisés du centre villageois 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidences positives sur la préservation du patrimoine local ➤ Valorisation du paysage communale 	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver la silhouette urbaine existant • Préserver les caractéristiques urbaines, architecturales et paysagères du centre ancien

<p>Objectif 2 : Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats et espèces remarquables</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les espaces naturels dominants - Préserver la richesse écologique des sites - Prendre en compte les zones à statut identifiés sur le territoire (site Natura 2000 et ZNIEFF) - Préserver les corridors écologiques qui parcourent le territoire et renforcer la nature en ville - Intégrer la Trame Verte et Bleue dans l'aménagement urbain - Protéger les massifs en tant que réservoir de biodiversité remarquable 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Incidences positives sur la préservation des espaces naturels de la commune et les zones à haute valeur écologique ➔ Incidences positives sur la trame verte et bleue 	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver les espaces naturels d'importance et/ou d'intérêt écologique (plaine de la Crau par exemple) • Protéger les continuités écologiques et les zones humides • Protéger la Trame Verte et Bleue • Favoriser la nature en ville • Préserver les ripisylves principales des canaux et les prairies irriguées • Garantir la préservation des éléments naturels patrimoniaux
<p>Objectif 3 : Prévenir l'exposition aux risques naturels</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du risque incendie feu de forêt en limitant l'urbanisation à proximité du tissu urbain et de l'interface avec les massifs - Prise en compte de l'aléa inondation au niveau du tissu urbain - Prise en compte du PPR Séisme et Mouvement de terrain 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Augmentation de l'exposition des populations aux risques et aux nuisances via la densification de certaines zones ➔ Augmentation des risques via l'augmentation de l'imperméabilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts • Limiter l'imperméabilisation des sols • Garantir les équipements suffisants en termes de défense contre les incendies • Permettre l'installation d'activités permettant un entretien des espaces forestiers dans les zones naturelles

<p>Objectif 4 : Assurer la pérennité des activités agricoles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser les parcelles agricoles abandonnées ou en friches - Le maintien de l'activité agricole comme facteur de création du paysage lamanonais - Valoriser et préserver le maillage des haies qui parcourt le territoire et façonne les parcelles agricoles (se référer au guide des haies rédigé par le PNR des Alpilles) - Valoriser les interfaces entre le tissu urbain et les espaces agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Protection renforcée des espaces agrestes de la pression foncière ➔ Reconnaissance dans leur rôle au sein de la Trame Verte et Bleue et dans la diversité écologique ➔ Permettre le maintien des exploitations existantes et l'installation de nouvelles exploitations 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une Zone Agricole Protégée (ZAP) au Nord de la commune en continuité de celle de la commune de Sénas et au Sud vers Napoulon
<p>Objectif 5 : Préserver les réseaux d'irrigation sur le territoire communal</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger les canaux et leurs abords en évitant toute installation bâtie sur un périmètre proche qui contredise le caractère « sauvage » des lieux 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Préservation de la ressource en eau et du patrimoine agricole communale 	<ul style="list-style-type: none"> • Clarifier le statut, la propriété, la charge et l'entretien, les services attachées aux opérations d'entretien et de maintenance des réseaux d'irrigation

Chapitre 3 : LES EFFETS NOTABLES QUE PEUT AVOIR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

1. LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

La révision générale du PLU de la commune de Lamanon est susceptible d'impacter directement ou indirectement des zones du territoire communal, de par ses orientations.

De manière générale, ces zones correspondent aux principaux sites de développement urbain, qu'ils soient :

- Des ouvertures à l'urbanisation (déclassement de zones naturelles ou agricoles) ;
- Des confirmations de l'urbanisation programmée dans le précédent document d'urbanisme (passage d'une zone de réserve foncière en zone urbaine) ;
- Et/ou des sites d'urbanisation future (passage d'une zone à vocation urbaine, agricoles, naturelle, ou de réserve foncière en zone à urbaniser).

L'analyse qui suit propose d'apprécier :

- La situation de chaque site au regard de différents critères (risques naturels, enjeux paysagers, écologiques...).
- Les incidences positives ou négatives du projet de PLU sur ces sites et de justifier la définition de mesures de réduction ou de compensation d'éventuels effets dommageables.

Au regard des critères précédemment évoqués, 6 sites sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

1. Entrée de ville – activités économiques
2. Logements
3. Zone d'activité économique « La Guérite »
4. Pôles d'échanges multimodal
5. Secteur renouvellement urbain – site Mirion

Sensibilités environnementales et localisation des sites de projets

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

Secteurs de projet

Sensibilités écologiques

Parc Naturel Régional des Alpilles

ZNIEFF

Sites Natura 2000

Corridor écologique de frame verte

à préserver

fragmenté

Sensibilités face aux risques

PPR Mouvement de terrain

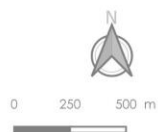
B1

B2

B3

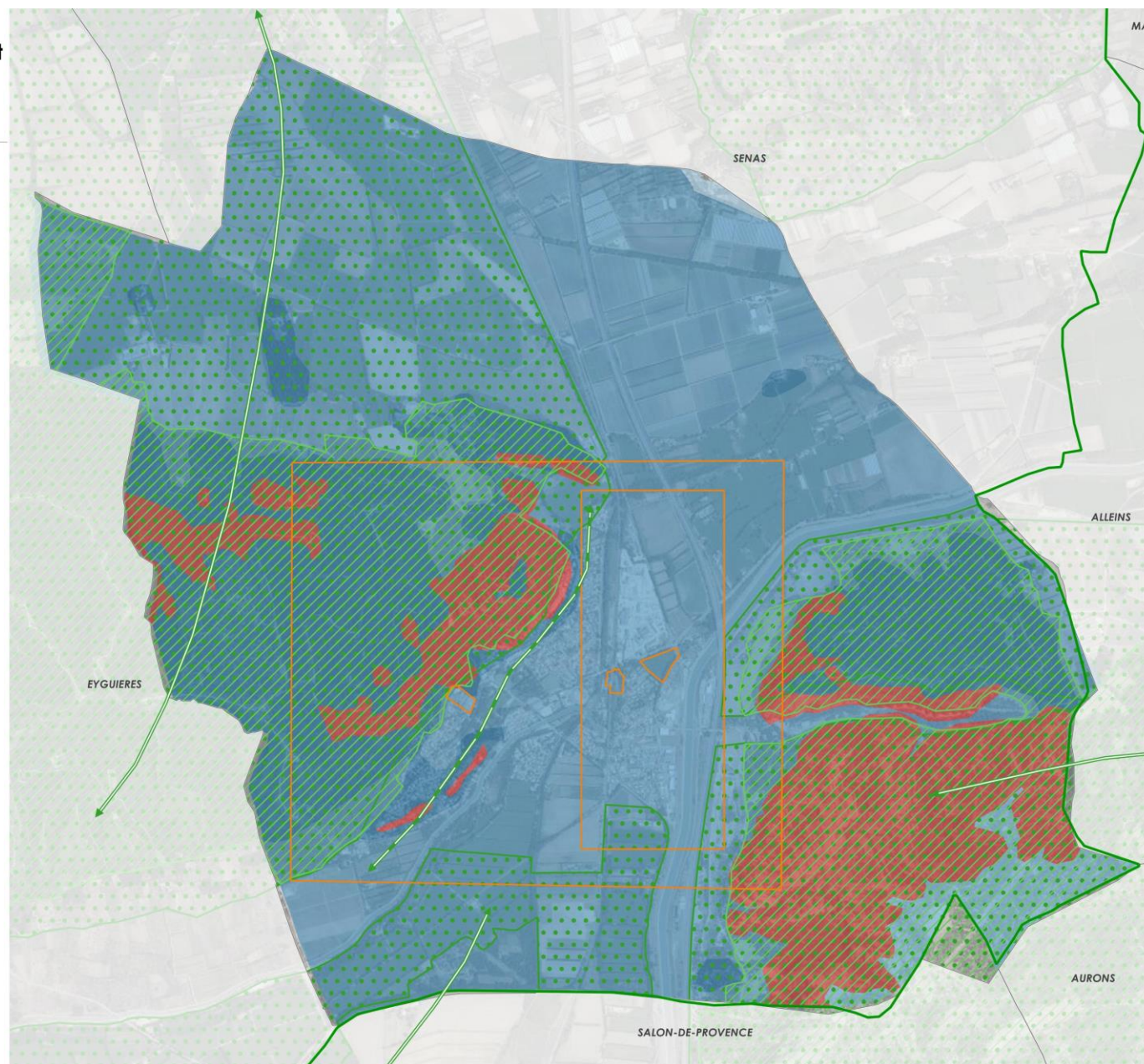
B4

R



EVEN

Sources: INPH, Bouches du Rhône / Citadia Conseil - octobre 2023

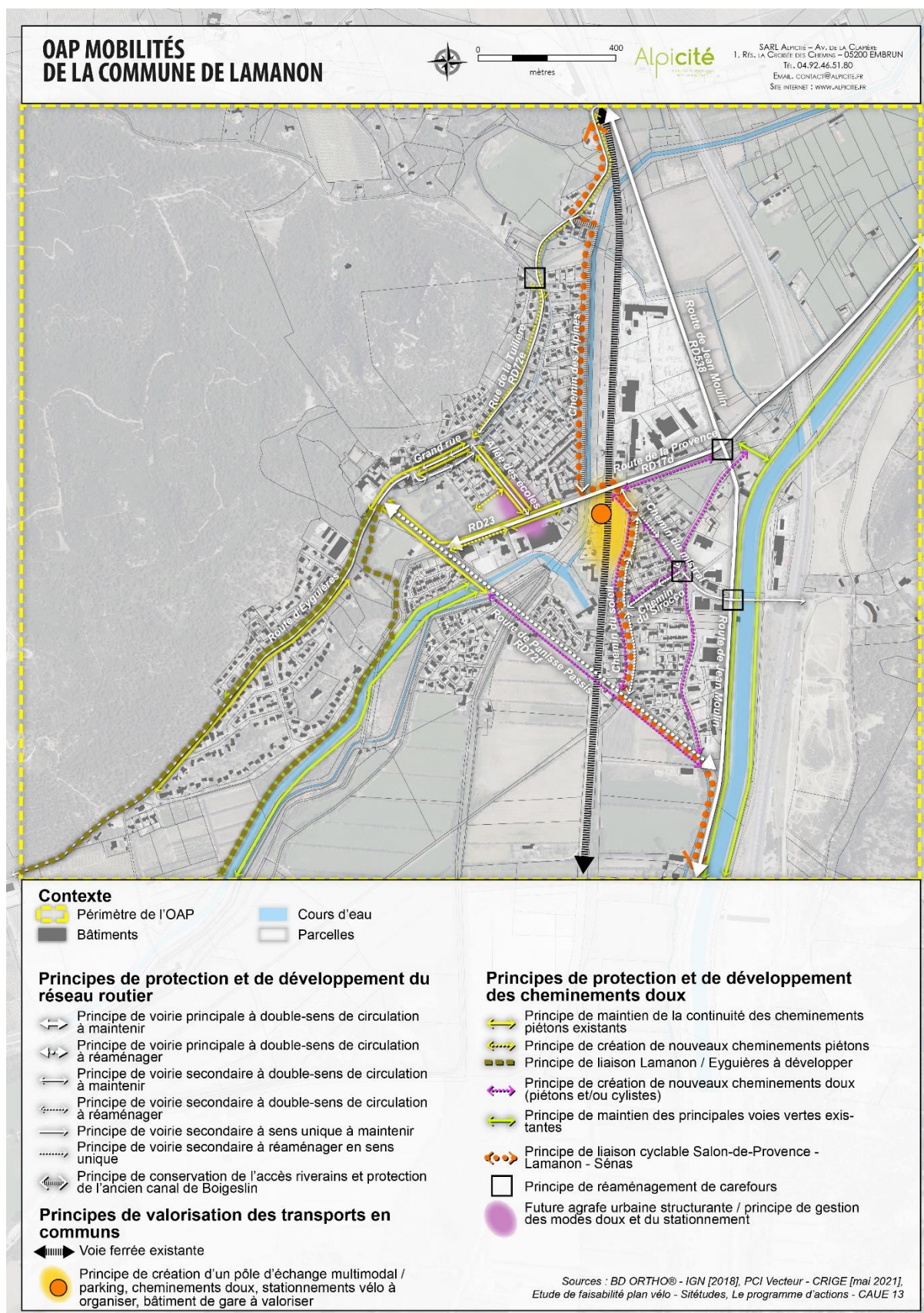


1.1. Mobilités

1.1.1. Analyse des sensibilités environnementales du site

Superficie du site choisi	
Mobilités	/
Sensibilité observée au regard de l'état initial de l'environnement	
En matière de risque	Le secteur est concerné par le PPR Mouvement de terrain. Les aménagements prévus par l'OAP sont néanmoins situés en dehors des zones rouges.
En matière de biodiversité et TVB	Le secteur d'OAP se concentre essentiellement sur les zones déjà artificialisées et n'est pas compris dans un périmètre de protection tel que les ZNIEFF de type II ou les sites Natura 2000.
En matière de paysage et patrimoine	Les aménagements prévus par l'OAP longent certains éléments paysagers et patrimoniaux recensés par le CAUE des Bouches-du-Rhône.
En matière d'espace agricole	Des zones agricoles sont identifiées au nord et au sud du secteur de projet.
En matière d'artificialisation des sols et de ressource en eau	Les zones d'aménagements de l'OAP sont déjà artificialisées et sont, en majorité, compris dans le réseau d'eau potable et d'assainissement.
En matière de nuisance	Le secteur est concerné par les nuisances des voies classées comme bruyantes par l'arrêté préfectorale.
Sensibilité globale : Faible	

1.1.2. Schéma d'intention



1.1.3. Incidences potentielles et synthèse des mesures prises dans l'OAP

Incidences par thématiques	Evaluation de l'incidence	Mesure d'évitement	Mesure de réduction
Consommation d'espace/Artificialisation des sols	Faible	Le projet prévoit le réaménagement de certaines voies existantes afin d'y intégrer des pistes cyclables ainsi que des cheminements piétons. Cela permet ainsi de limiter l'imperméabilisation des voies parcourant des espaces non artificialisés.	/
Risques/Nuisances	Faible	Le projet de mobilité permet de développer les mobilités douces permettant ainsi de réduire l'utilisation de la voiture et donc le trafic. Cette réduction a pour incidence la diminution des nuisances sonores provenant du réseau viaire communal.	
Biodiversité et TVB	Faible	L'OAP identifie les principales voies vertes existantes à maintenir. De même, l'OAP impose pour les axes concernés par le réaménagement ou la création de voies douces, que les haies entre les espaces urbains et les terrains agricoles soient préservées.	Au niveau de la route de la Tuilière, un muret en bordure du massif boisé sera construit afin de protéger la coulée verte.
Paysage et patrimoine	Faible	/	Des aménagements qualitatifs seront prévus sur certains abords de voie telle que : <ul style="list-style-type: none"> - La route de Panisse Passis avec la préservation de la haie entre le tissu urbain et les espaces agricoles - La route de la Tuilière avec le traitement des pieds de mur et des seuils en limite de propriété. La présente OAP permet le réaménagement de voies routières permettant ainsi une requalification qualitative de ces espaces.
Agriculture	Faible	/	Le projet d'OAP prévoit la préservation des haies ayant un rôle d'interface entre les espaces urbains et agricoles.

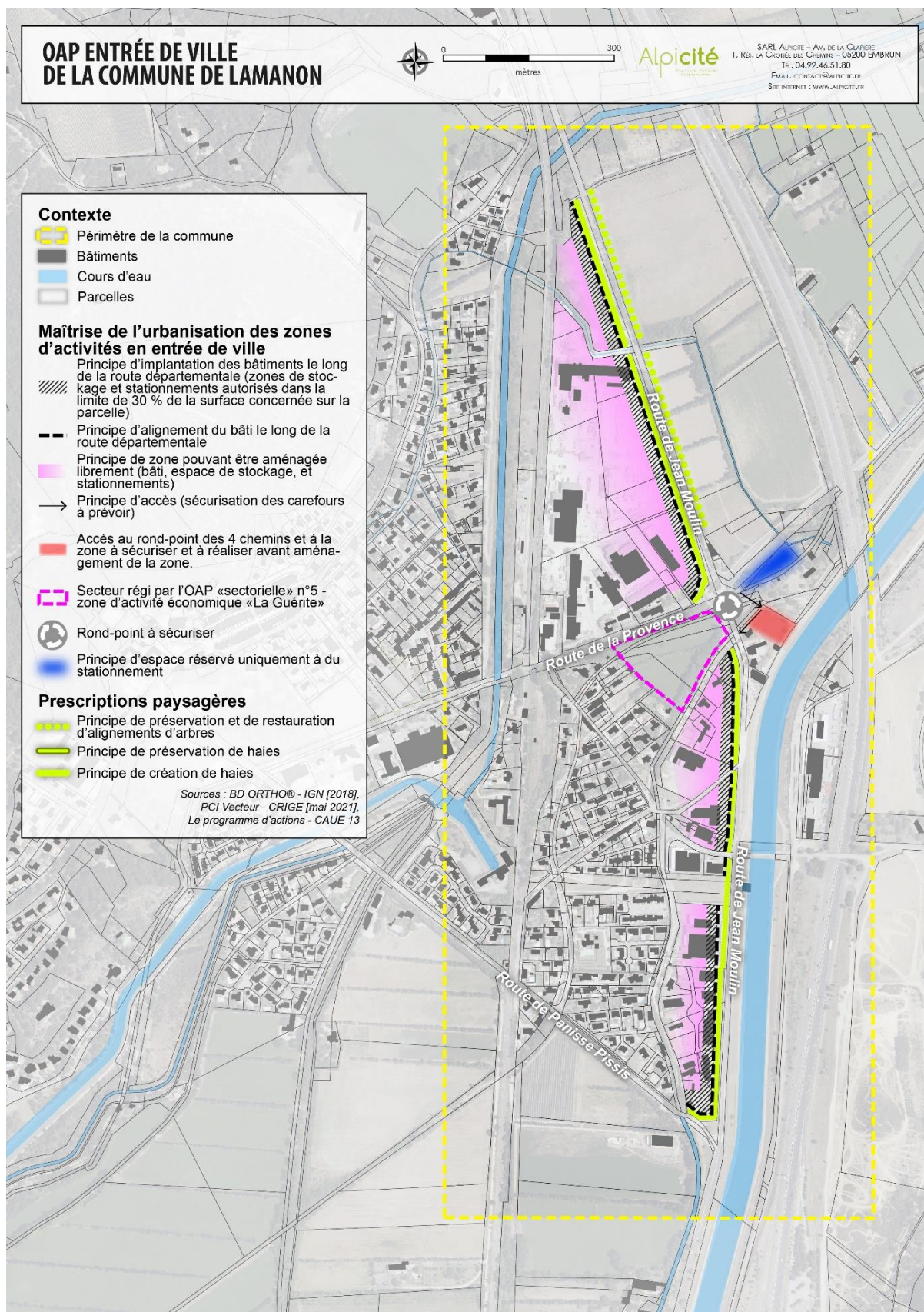
Gestion de la ressource en eau	Négligeable	Le projet d'OAP n'est pas de nature à impacter les ressources en eau.	
Climat	Faible	Le présent projet permet de développer les modes doux et les transports en commun permettant ainsi la réduction de l'utilisation des voitures individuelles et donc des émissions de gaz à effet de serre. De même, elle permet, à son échelle, de limiter les consommations d'énergie et de participer à la diminution des polluants.	
Incidence générale	Faible	Au regard des faibles sensibilités environnementales observées et des objectifs développés dans l'OAP pour l'aménagement de voies douces, les incidences environnementales du projet sont évaluées comme faibles voire positives.	

1.2. Entrée de ville – activités économiques

1.2.1. Analyse des sensibilités environnementales du site

Superficie du site choisi	
Entrée de ville – activités économiques	/
Sensibilité observée au regard de l'état initial de l'environnement	
En matière de risque	Le secteur est concerné par la zone B3 du PPR Mouvement de terrain communal
En matière de biodiversité et TVB	Situé le long de la route de Jean Moulin, le secteur d'OAP n'impacte aucun espace naturel remarquable de type ZNIEFF ou Natura 2000. Il est néanmoins à proximité du canal EDF.
En matière de paysage et patrimoine	Le site longe un ensemble paysager à préserver identifié dans l'inventaire du Patrimoine d'Intérêt Local réalisé par le CAUE. Il s'agit d'alignement de platanes.
En matière d'espace agricole	Le secteur de projet longe des espaces agricoles, notamment au nord du site.
En matière d'artificialisation des sols et de ressource en eau	Le site est majoritairement artificialisé et est desservi par les réseaux d'eau potable et d'assainissement.
En matière de nuisance	Le secteur de projet longe la D538 identifiée comme voie bruyante de catégorie 2 et est situé dans la zone d'influence de l'A7 classée en voie bruyante de catégorie 1.
Sensibilité globale : Faible à modérée	

1.2.2. Schéma d'intention de l'OAP



1.2.3. Incidences potentielles et synthèse des mesures prises dans l'OAP

Incidences par thématiques	Evaluation de l'incidence	Mesure d'évitement	Mesure de réduction
Consommation d'espace/Artificialisation des sols	Faible	La présente OAP ne prévoit pas de consommation foncière supplémentaire, elle a pour objectif de définir les conditions nécessaires à la maîtrise de l'insertion paysagère des nouvelles activités.	Le projet d'OAP définit des principes d'insertion paysagère permettant de limiter l'imperméabilisation des sols avec l'aménagement d'une bande tampon de 20 mètres de large le long de la départementale. De même, un traitement végétal est recommandé entre les bâtiments des zones d'activités. Une surface minimale est imposée dans le cas où l'aménagement de cette bande tampon n'est pas possible.
Risques/Nuisances	Modéré	/	Le projet d'OAP définit une bande densément végétalisée à aménager d'un largeur minimal de 4 m, permettant ainsi de limiter le bruit perçu par les bâtiments d'activités. A noter que le secteur est entièrement classé en zone UE et n'est donc de nature qu'à accueillir des espaces économiques et non des habitations, les incidences sont donc considérées comme faibles.
Biodiversité et TVB	Faible	Le projet n'est pas de nature à impacter les espaces naturels en cela qu'il n'intervient que sur la zone urbaine UE définie par le PLU. A noter que le projet permet de valoriser les continuités écologiques en permettant la création de haies le long de la route de Jean Moulin et en préservant/restaurant l'alignement de platanes identifié par le CAUE.	
Paysage et patrimoine	Faible	Le projet d'OAP permet la préservation et la restauration de l'alignement de platanes identifié par le CAUE.	Afin de limiter l'effet d'hétérogénéité et de tissu urbain anarchique et discontinu, l'OAP précise les implantations possibles des nouveaux bâtiments. Les bâtiments devront ainsi être situés en priorité à l'arrière d'une bande densément végétalisée d'une

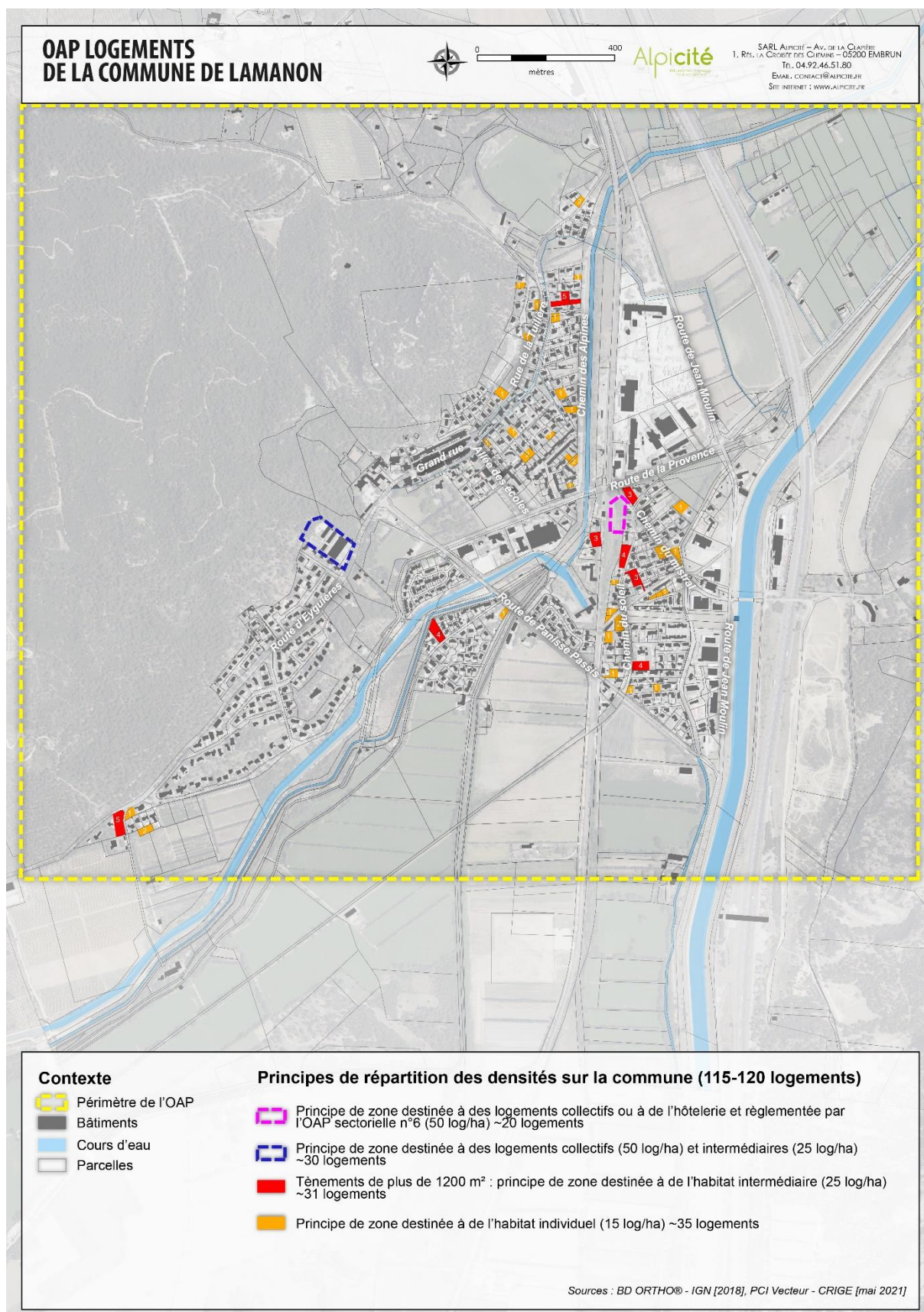
			largeur minimale de 4 mètres. Certains alignements d'arbres longeant la route devront aussi être conservés et restaurés.
Agriculture	Négligeable	Les espaces agricoles ne sont pas impactés par le projet d'OAP	
Gestion de la ressource en eau	Faible	Le projet d'OAP n'est pas de nature à impacter les ressources en eau. Il permet au contraire de limiter l'imperméabilisation du sol et ainsi les potentielles pollutions des masses d'eau souterraine et superficielle (canal EDF).	
Climat	Faible		Le présent projet permet de limiter l'imperméabilisation et de végétaliser les zones d'activités permettant ainsi de réduire l'effet îlot de chaleur de ces secteurs.
Incidence générale	Faible	Au regard des faibles sensibilités environnementales observées et des objectifs développés dans l'OAP d'une meilleure insertion paysagère des zones d'activités, les incidences environnementales du projet sont évaluées comme faibles voire positives.	

1.3. Logements

1.3.1. Analyse des sensibilités environnementales du site

Superficie du site choisi	
Logements	/
Sensibilité observée au regard de l'état initial de l'environnement	
En matière de risque	Le secteur est concerné par le PPR Mouvement de terrain. Les aménagements prévus par l'OAP sont néanmoins situés en dehors des zones rouges.
En matière de biodiversité et TVB	Le secteur d'OAP se concentre essentiellement sur les zones déjà artificialisées et n'est pas compris dans un périmètre de protection tel que les ZNIEFF de type II ou les sites Natura 2000.
En matière de paysage et patrimoine	Les aménagements prévus par l'OAP longent certains éléments paysagers et patrimoniaux recensés par le CAUE des Bouches-du-Rhône.
En matière d'espace agricole	Des zones agricoles sont identifiées au nord et au sud du secteur de projet.
En matière d'artificialisation des sols et de ressource en eau	Les zones d'aménagements de l'OAP sont déjà artificialisées et sont, en majorité, compris dans le réseau d'eau potable et d'assainissement.
En matière de nuisance	Le secteur est concerné par les nuisances des voies classées comme bruyantes par l'arrêté préfectorale.
Sensibilité globale : Faible à modérée	

1.3.2. Schéma d'intention



1.3.3. Incidences potentielles et synthèse des mesures prises dans l'OAP

Incidences par thématiques	Evaluation de l'incidence	Mesure d'évitement	Mesure de réduction
Consommation d'espace/Artificialisation des sols	Faible	Le projet d'OAP limite son imperméabilisation au niveau des tènements vierges ou issus de divisions parcellaires. Les espaces agricoles et naturels sont donc préservés de toutes consommations foncières.	Les zones identifiées par l'OAP sont encadrées par des densités minimales de logements : - Celles de plus de 1 200 m ² , devront respecter une densité minimale de 25 logements par hectare - Celles inférieures strictement à 1 200 m ² , devront respecter une densité de 15 logements par hectare.
Risques/Nuisances	Faible à modéré	/	La plupart des zones de logements identifiés par l'OAP sont concernés par les zones d'influence des voies bruyantes qui parcourent le territoire. L'OAP permet de limiter le nombre de personnes impactées par ces nuisances en définissant un nombre de logement par hectare. De même, les différents logements devront respecter les conditions de constructibilité édicté par le règlement du PLU. Les logements respecteront les conditions de constructibilité dans les zones identifiées par le PPR mouvement de terrain.
Biodiversité et TVB	Faible	Le projet d'OAP n'induit pas d'incidence sur les espaces naturels remarquables en cela qu'il ne cible que des espaces de faibles surfaces en continuité du tissu urbain.	
Paysage et patrimoine	Faible		Les zones de logements identifiées par l'OAP devront respecter les règles de constructibilité des zones du PLU.
Agriculture	Négligeable	Le projet d'OAP n'impacte pas les espaces agricoles	

Gestion de la ressource en eau	Faible	Le projet d'OAP est situé dans les zones desservies par le réseau d'eau potable et d'assainissement de la commune. Les règles de raccordement édictées par le règlement du PLU seront également respectées.	
Climat	Faible	La présente OAP identifie des zones de densification permettant de limiter la consommation d'espace naturel et donc l'imperméabilisation du sol qui a un impact sur le changement climatique.	
Incidence générale	Faible à modéré	Au regard des sensibilités environnementales observées et des mesures ER développées dans l'OAP, les incidences environnementales du projet sont évaluées comme faibles à modérées.	

1.4. Zone d'activité économique « La Guérite »

1.4.1. Analyse des sensibilités environnementales du site

Superficie du site choisi													
La Guérite	1,8 hectare												
Sensibilité observée au regard de l'état initial de l'environnement													
En matière de risque	Le secteur de projet est concerné par la zone B3 du PPR Mouvement de terrain, en zone faible d'aléa inondation et en zone F1p du risque incendie.												
En matière de biodiversité et TVB	<p>Situé le long de la D538, le secteur est encadré par des haies composées de différentes essences (pin, genêts d'Espagne, chêne, ronce, figuier, etc.). Plusieurs espèces d'oiseaux sont observés au niveau de ces haies (moineau, tourterelle, corbeau) et au niveau des herbes hautes au sein du site.</p> <p>Un muret est observé au Nord-Ouest du site d'étude, envahi par plusieurs végétaux (ronce, plante rampante, etc.), qui peut constituer un habitat pour certaines espèces telles que les lézards, les serpents, les insectes ou encore les oiseaux.</p> <p>Les espaces entre les haies sont en friche avec une grande diversité de flore (graminées, coquelicot, etc.) qui attire également une grande diversité d'insectes (papillons, coccinelles, abeille, etc.). Le site recense également un figuier au centre de la parcelle au Nord.</p> <p>Le Sud du site comprend un canal en eau aménagé, probablement une ancienne irrigation pour des parcelles agricoles. Un ruisseau provenant de ce canal parcourt le Sud-Ouest du site.</p> <p>Le site est enclavé par les haies et est donc relativement préservé des bruits des voies routières en périphérie.</p> <p>La base de données Silène ne recense aucune espèce au sein même du site. Néanmoins, trois espèces ont été recensées à moins de 40 m du secteur de projet :</p> <table><tr><th>Nom vernaculaire</th><th>Statut</th><th>Liste Rouge PACA</th></tr><tr><td>Choucas des tours</td><td>Protégée</td><td>LC – Préoccupation mineure</td></tr><tr><td>Crapaud épineux</td><td>Protégée</td><td>Non inscrit (Préoccupation mineure selon la liste rouge mondiale)</td></tr><tr><td>Rainette méridionale</td><td>Protégée</td><td>LC – Préoccupation mineure</td></tr></table> <p>Les habitats recensés sur le site sont susceptibles d'accueillir ces espèces notamment au niveau des haies pour la Choucas des tours et les canaux pour le Crapaud épineux et la Rainette méridionale.</p> <p>Le futur projet devra s'assurer de maintenir à minima les haies en périphérie du site afin de préserver la fréquentation de ces espèces. Il en est de même avec les deux linéaires aquatiques recensés.</p>	Nom vernaculaire	Statut	Liste Rouge PACA	Choucas des tours	Protégée	LC – Préoccupation mineure	Crapaud épineux	Protégée	Non inscrit (Préoccupation mineure selon la liste rouge mondiale)	Rainette méridionale	Protégée	LC – Préoccupation mineure
Nom vernaculaire	Statut	Liste Rouge PACA											
Choucas des tours	Protégée	LC – Préoccupation mineure											
Crapaud épineux	Protégée	Non inscrit (Préoccupation mineure selon la liste rouge mondiale)											
Rainette méridionale	Protégée	LC – Préoccupation mineure											

En matière de paysage et patrimoine	En continuité de zone d'activité, le site est uniquement visible depuis les voies qui le longent. Les haies situées en périphérie permettent de préserver le secteur des covisibilités. Le CAUE n'identifie aucun ensemble bâti ou paysager remarquable à proximité.
En matière d'espace agricole	La parcelle est identifiée par le RPG 2021 comme prairie permanente.
En matière d'artificialisation des sols et de ressource en eau	Le site ne présente aucune zone artificialisée. Il est concerné par le réseau d'eau potable et d'assainissement.
En matière de nuisance	Le secteur est situé dans la zone d'influence de l'A7 classée en catégorie 1 des voies bruyantes et est longé par la RD17 classée en catégorie 4 et la route de Jean Moulin en catégorie 3.
Sensibilité globale : Modérée à forte	



Relevé données Silene

Reportage photo :

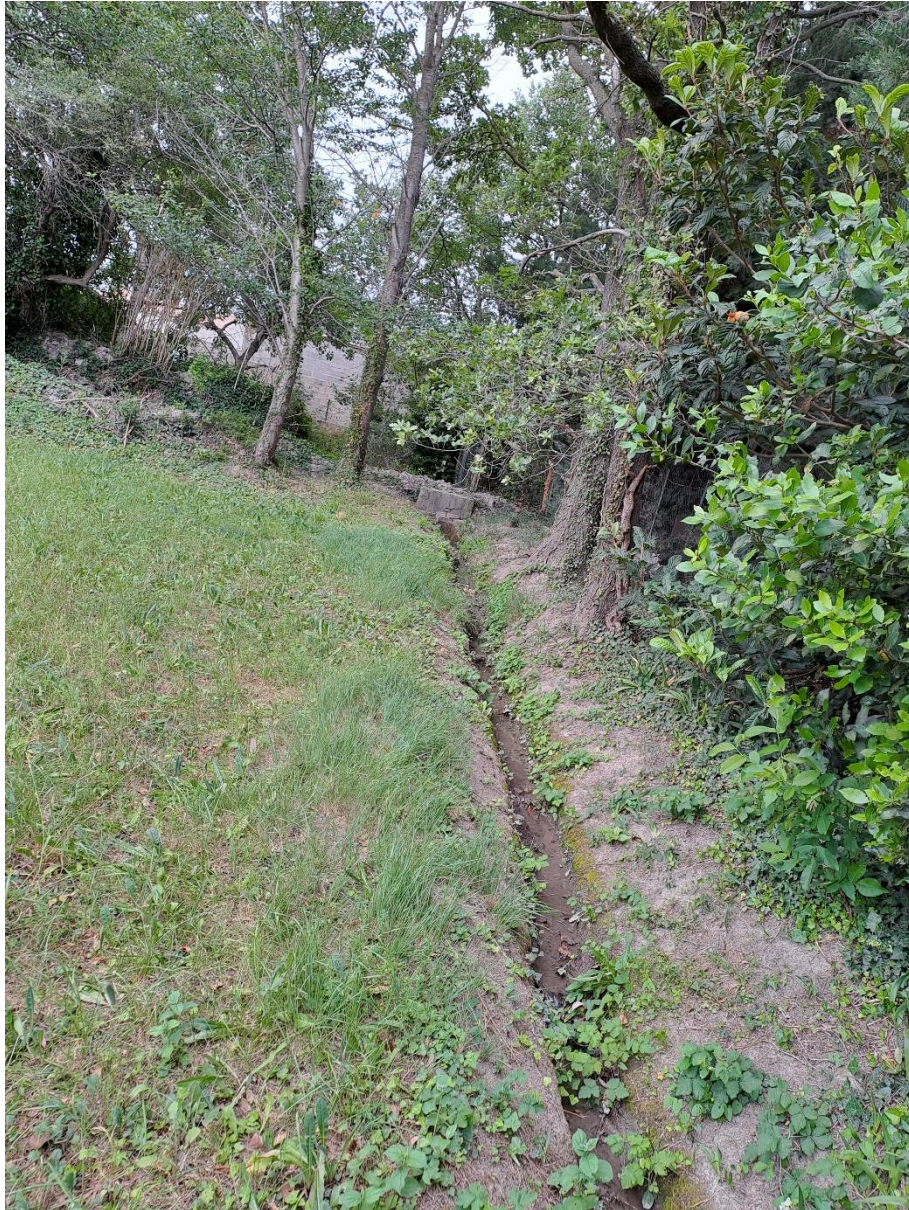














/// 396 ///

1.4.3. Incidences potentielles et synthèse des mesures prises dans l'OAP

Incidences par thématiques	Evaluation de l'incidence	Mesure d'évitement	Mesure de réduction
Consommation d'espace/Artificialisation des sols	Forte	Le projet prévoit la préservation des haies existantes et la création de nouvelles haies (à l'ouest) en périphérie du secteur. De même, la haie située au centre de la parcelle sera maintenue ou recrée en totalité ou en partie.	
Risques/Nuisances	Faible à modérée	<p>L'OAP définit la nécessité de respecter les différentes règles associées aux prescriptions graphiques de l'aléa incendie, inondation et risque sismique. Les constructions devront respecter les normes d'isolation acoustique en fonction de leur catégorie et se référer aux arrêtés préfectoraux de classement sonore des voies ferrés et de transports terrestres.</p> <p>La conservation des arbres de haute tige bordant le site permettra de diminuer la perception des nuisances sonores. Les clôtures qui seront non opaques seront bordées de haies vives. De même, la vitesse au niveau du rond-point est limitée à 50 km/h diminuant ainsi les nuisances sonores et la pollution.</p> <p>Concernant la qualité de l'air, le couloir de la plaine de la commune entre le massif des Alpilles et le massif des Roques est particulièrement exposé au Mistral soufflant en moyenne 100 jours/an et faiblement 83 jours, permettant ainsi un renouvellement de l'air. La RD17d fait également l'objet d'une OAP permettant de créer des cheminements doux, tandis que les déplacements piétons vers le centre-bourg et le PEM seront facilité et sécurisés. L'ensemble de ces aménagements sont favorables à une diminution de la pollution de l'air.</p> <p>De plus, le territoire communal comporte 52,3% de terres agricoles dont 23% de forêts. LE secteur du Grand Mas d'Audier, finalement maintenu en zone agricole, permet le renouvellement de l'air et le captage de la nappe, à proximité de la zone 1AUe.</p>	
Biodiversité et TVB	Faible à modérée	Le projet prévoit la préservation des haies existantes et la création de nouvelles haies (à l'ouest) en périphérie du secteur. De même, la haie située au centre de la parcelle sera maintenue ou recrée en totalité ou en partie. Une bande d'inconstructibilité de 10 m est défini pour toute construction par rapport à la limite de l'emprise de la route D538.	<p>Les aires de stationnement et espaces de stockage pourront être végétalisés pour favoriser le déplacement des espèces animales entre les lots. De même des haies vives pourront être ajoutées entre les lots.</p> <p>L'OAP définit des mesures de réduction et d'évitement à mettre œuvre :</p>

			<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la diversité des essences dans les aménagements arborés ; - Préserver la perméabilité apportée par le canal et le ruisseau identifié au Sud-Ouest du secteur ; - Aménagement des structures d'accueil de la faune (gîtes à chauve-souris, hôtel à insectes, nichoirs, etc.) pour favoriser la fréquentation du site ; - Respecter le calendrier du cycle de vie des espèces recensées sur le site (période de nidification et de reproduction à éviter) ; - Réaliser les travaux en période diurne ; - Appliquer une charte chantier propre lors des travaux.
Paysage et patrimoine	Faible		<p>L'aménagement des haies prévu en périphérie du site permettront de préserver les covisibilités du site. L'OAP définit des schémas de principes ayant pour but de limiter l'impact visuel sur les zones de stockage et de livraison depuis l'espace public et de favoriser un traitement paysager entre les parcelles.</p>
Agriculture	Fort	L'OAP prévoit l'artificialisation d'un espace de prairie permanente.	
Gestion de la ressource en eau	Faibles	<p>L'aménagement de la zone devra prendre en compte le canal d'irrigation présent sur la zone. Dans l'attente de l'achèvement de la procédure de DUP, les récentes études menées dans le cadre de la protection des captages de la Guérite devront être prises en compte dans l'aménagement de la zone et l'hydrologue agréé devra être consulté afin de définir les mesures de protection adaptées.</p>	<p>Les aménagements des différents secteurs devront tenir compte des réseaux AEP existants en se raccordant sur les réseaux principaux qui longent la route de la Provence. Ils seront positionnés sous les voies nouvellement créées.</p> <p>Un raccordement au réseau d'assainissement collectif longeant la route de la Provence est à prévoir et devra être positionné sous les voies nouvellement créées.</p>

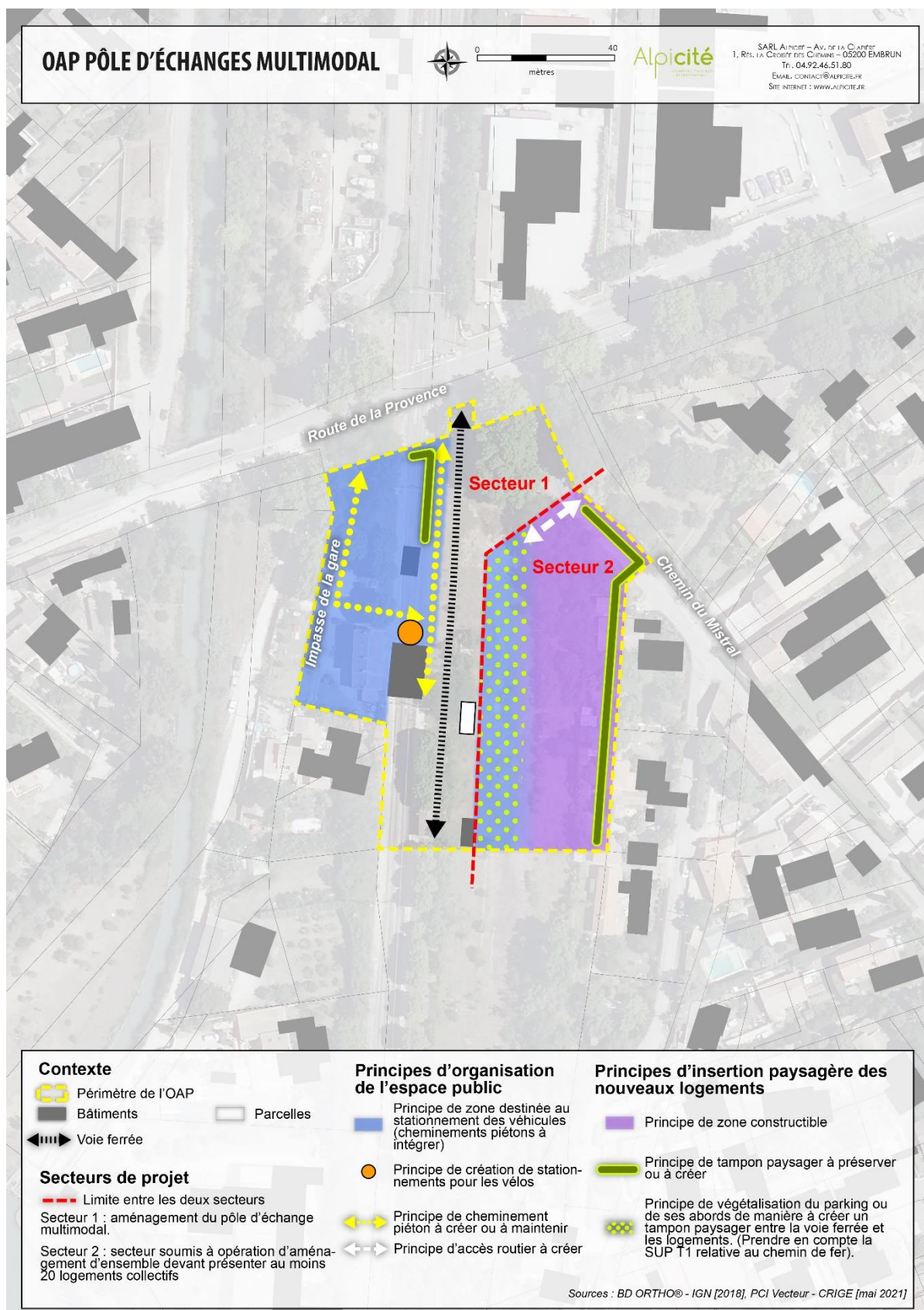
			Les eaux pluviales pourront être déversées dans les canalisations communales en tenant compte de la suffisance du réseau. Une gestion des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de chaque secteur peut aussi être envisagée. Les modalités restent libres. En cas de création d'un bassin de rétention, celui-ci sera obligatoirement l'objet d'un traitement paysager ou pourra être enterré et supporter du stationnement sur sa partie aérienne. Les noues devront également recevoir un traitement paysager et être végétalisées.
Climat	Faible		L'OAP prévoit la végétalisation des aires de stationnement et des espaces de stockage afin de limiter les îlots de chaleur. De même la préservation des haies déjà existantes répond également à cet objectif.
Incidence générale	Faible à modérée	Le projet d'OAP de La Guérite induit la perte d'un espace végétalisé identifié par le RPG 2021 comme prairie permanente. Cette perte de 1,8 ha d'espace agricole déclaré à la Politique Agricole Commune est néanmoins compensée par le classement de plus de 850 ha d'espace agreste en zone Agricole dans le PLU. De même, de nombreuses mesures sont mises en place par l'OAP pour limiter les incidences sur l'environnement. Les incidences sont donc considérées comme faibles à modérées.	

1.5. Pôles d'échanges multimodal

1.5.1. Analyse des sensibilités environnementales du site

Superficie du site choisi	
Le pôle d'échange multimodal	0,97 hectare
Sensibilité observée au regard de l'état initial de l'environnement	
En matière de risque	Le secteur est concerné par une zone B3 du PPR risque sismique, par un aléa modéré hydraulique et un aléa incendie fort F1p.
En matière de biodiversité et TVB	Le secteur est situé en continuité du tissu urbain au niveau de la gare et n'est pas compris dans les périmètres de protection de type ZNIEFF ou Natura 2000. La partie est du site n'est que peu artificialisée et présente quelques végétations. Le secteur est néanmoins enclavé par des clôtures et le passage de la voie ferrée, limitant ainsi les interactions avec les espaces alentours et les échanges faunistiques.
En matière de paysage et patrimoine	Le site est localisé en continuité immédiate du tissu urbain au niveau de l'ancienne gare communal.
En matière d'espace agricole	Non concerné
En matière d'artificialisation des sols et de ressource en eau	Le site est peu artificialisé et ne présente qu'une construction et le passage de la voie ferrée. Le site est desservi par les réseaux d'eau potable et d'assainissement.
En matière de nuisance	Le site est concerné par la nuisance induite par la voie ferrée qui traverse le secteur de projet.
Sensibilité globale : Fort	

1.5.2. Schéma d'intention



1.5.3. Incidences potentielles et synthèse des mesures prises dans l'OAP

Incidences par thématiques	Evaluation de l'incidence	Mesure d'évitement	Mesure de réduction
Consommation d'espace/Artificialisation des sols	Faible à modérée		Le projet d'OAP prévoit l'aménagement de frange paysagère favorisant la continuité des espèces. De même, les espaces longeant la voie ferrée seront végétalisés.
Risques/Nuisances	Faible à modérée		Les espaces longeant la voie ferrée seront végétalisés de manière à créer un tampon paysager permettant de limiter les nuisances pour les nouveaux bâtiments. La zone de projet devra respecter les exigences réglementaires relatif au classement sonore des voies ferrées. Des performances acoustiques minimales devront être respecté par les futurs bâtiments, en application de l'article L 571-10 du code de l'environnement, en vue d'assurer la protection des occupants.
Biodiversité et TVB	Faible	Le projet d'OAP permet la préservation d'un tampon paysager situé à l'est du secteur et longeant la voie ferrée au niveau de la gare.	Le projet de logement prévoit la végétalisation du parking et de ses abords de manière à créer un tampon paysager entre la voie ferrée et les logements.
Paysage et patrimoine	Faible	Le projet d'OAP permet une revalorisation paysagère du site de la gare.	L'OAP impose une hauteur limite des futurs logements à 2 étages (R+2) favorisant l'intégration des futurs bâtis avec les habitations alentours. La végétalisation des espaces longeant la voie ferrée ainsi que l'aménagement de tampon paysager en périphérie du site permettent une meilleure intégration du projet au sein du paysage alentour.

Agriculture	Négligeable	Non concerné	
Gestion de la ressource en eau	Faible		<p>L'OAP prévoit pour le raccordement au réseau de l'eau potable que les aménagements des différents secteurs devront tenir compte des réseaux AEP existants en se raccordant sur les réseaux principaux qui longent le chemin du Mistral ou la route de la Provence. Ils seront positionnés sous les voies nouvellement créées.</p> <p>Pour le réseau collectif d'assainissement, un raccordement à ce dernier longeant le chemin du Mistral ou la route de la Provence est à prévoir et devra être positionné sous les voies nouvellement créées.</p> <p>De même, pour les eaux pluviales, celles-ci pourront être déversées dans les canalisations communales en tenant compte de la suffisance du réseau. Une gestion des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de chaque secteur peut aussi être envisagée. Les modalités restent libres (infiltration, bassin de rétention, noues ...). En cas de création d'un bassin de rétention, celui-ci sera obligatoirement l'objet d'un traitement paysager ou pourra être enterré et supporter du stationnement sur sa partie aérienne. Les noues devront également recevoir un traitement paysager et être végétalisées.</p>

Climat	Faible	<p>Le présent projet d'OAP permet le développement d'un pôle d'échanges multimodal afin de relier la commune à Salon-de-Provence, à Marseille et à Avignon. Ainsi les espaces publics seront réaménagés afin de valoriser les transports en commun et faciliter leur accès. De nouveaux stationnements pour les vélos seront également créés. Ces aménagements permettent ainsi de limiter l'utilisation des véhicules individuels et ainsi diminuer les émissions de Gaz à Effet de Serre.</p> <p>Des aménagements paysagers permettent également de limiter l'imperméabilisation du site et ainsi diminuer l'effet d'îlot de chaleur.</p>
Incidence générale	Faible à modérée	<p>Au regard des sensibilités environnementales observées et des mesures ER développées dans l'OAP, les incidences environnementales du projet sont évaluées comme faibles à modérées.</p>

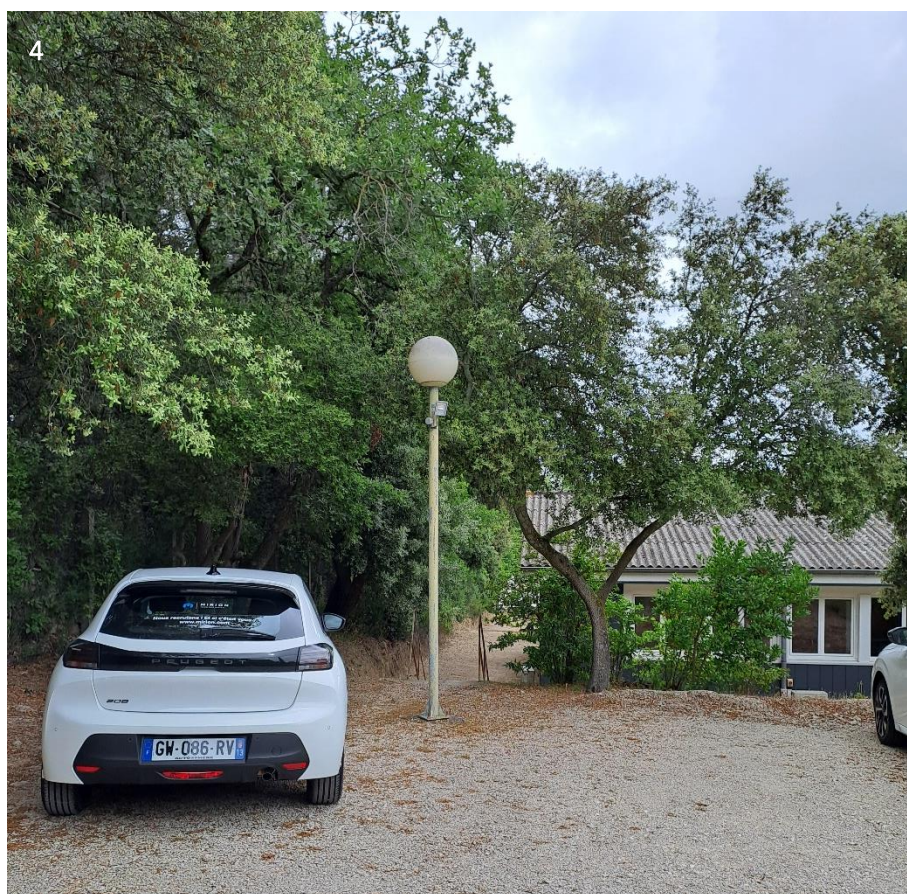
1.6. Secteur renouvellement urbain – site Mirion

1.6.1. Analyse des sensibilités environnementales du site

Superficie du site choisi										
Site Mirion	1,2 hectare									
Sensibilité observée au regard de l'état initial de l'environnement										
En matière de risque	Le site est concerné par une zone B2 et B1 du PPR relative au PPRN sismique, un aléa modéré et résiduel inondation et est touché par une zone F1p incendie.									
En matière de biodiversité et TVB	Le secteur est majoritairement artificialisé avec quelques espaces arborés et végétalisés à l'ouest. Le site est situé à proximité direct de la ZNIEFF I « Montagne du Défends – Castellans » et de la ZPS/ZSC « Les Alpilles ».									
	Le site présente essentiellement des essences plantées d'ornement au niveau du parking d'entrée et aux abords des bâtiments de type arbuste, laurier rose, etc.									
	A l'Ouest du site, au niveau du massif boisé, se trouve un ancien muret préservé par une clôture grillagée. Les oliviers sont exploités par un particulier qui récolte les olives pour en faire de l'huile d'olive. L'Ouest du site est occupé par un parking, aucune espèce faunistique n'a été observée, ni entendue.									
	La base de données Silène ne recense aucune espèce sur le site de projet. Deux espèces sont recensées à un peu moins de 200 m du site de projet :									
	<table><tr><th>Nom vernaculaire</th><th>Statut</th><th>Liste Rouge PACA</th></tr><tr><td>Choucas des tours</td><td>Protégée</td><td>LC – Préoccupation mineure</td></tr><tr><td>Moineau domestique</td><td>Protégée</td><td>NA – Non applicable</td></tr></table>		Nom vernaculaire	Statut	Liste Rouge PACA	Choucas des tours	Protégée	LC – Préoccupation mineure	Moineau domestique	Protégée
Nom vernaculaire	Statut	Liste Rouge PACA								
Choucas des tours	Protégée	LC – Préoccupation mineure								
Moineau domestique	Protégée	NA – Non applicable								
En matière de paysage et patrimoine	Le site est situé en piémont du Défends d'Eyguières et est peu visible depuis les points de vue lointains. Il est entouré de plusieurs arbres permettant une bonne intégration paysagère des bâtiments d'activité.									
En matière d'espace agricole	Non concerné									
En matière d'artificialisation des sols et de ressource en eau	Le site est majoritairement artificialisé avec quelques espaces végétalisés notamment à l'ouest du périmètre de projet. Le site est desservi par les réseaux d'eau potable et d'assainissement.									
En matière de nuisance	Pas de nuisances particulières.									
Sensibilité globale : Forte										

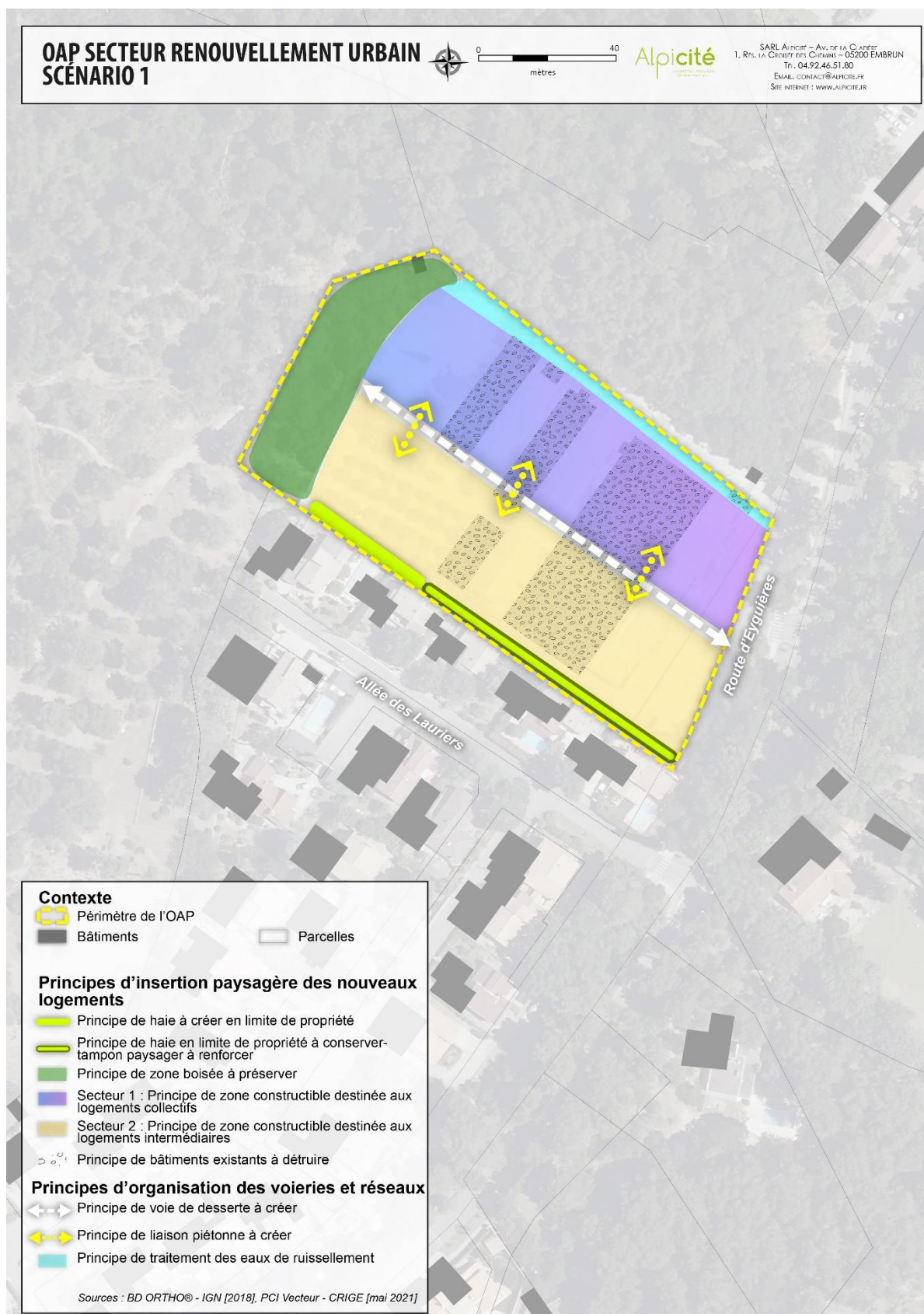








1.6.2. Schéma d'intention



1.6.3. Incidences potentielles et synthèse des mesures prises dans l'OAP

Incidences par thématiques	Evaluation de l'incidence	Mesure d'évitement	Mesure de réduction
Consommation d'espace/Artificialisation des sols	Faible	Le projet d'aménagement de cette zone consiste en une opération de renouvellement urbain limitant ainsi la consommation foncière supplémentaire.	Le projet identifie la zone boisée existante au nord de la zone comme espace à préserver. De même, la haie au sud-ouest est identifiée comme à conserver et à prolonger.
Risques/Nuisances	Modéré	Le secteur n'est pas concerné par les nuisances sonores des voies routières.	L'OAP définit la nécessité de respecter les différentes règles associées aux prescriptions graphiques de l'aléa incendie, inondation et risque sismique. Les haies préservées aux alentours du projet permettent de préserver la tranquillité du secteur.
Biodiversité et TVB	Faible	Sur la partie Nord de la zone, le projet d'OAP prévoit que la zone boisée existante sera préservée. Aucune construction n'y est autorisée. En limites Sud-Ouest de la zone, la haie existante formant un tampon paysager est à conserver et à prolonger le long du secteur 2.	Le règlement de la zone associées UBa définit une emprise au sol de 30% maximum de la superficie de l'unité foncière. De même, le règlement impose au moins 35% d'espaces verts sur l'unité foncière ainsi que les aménagements suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Les arbres de haute tige doivent être constitués d'essences locales. - Les haies libres formant clôture doivent être plantées d'essences variées. - Les plantations doivent être diversifiées dans l'unité foncière. - Les constructions et aménagements doivent être implantés de manière à préserver les plantations existantes. Si l'abattage d'arbres s'avère indispensable, ces derniers doivent être remplacés.

Paysage et patrimoine	Faible	Le projet d'OAP permet un renouvellement urbain en préservant les haies existantes et les zones boisées du secteur.	La hauteur maximum imposé sur le secteur et de deux étages permettant ainsi une bonne intégration avec les habitations alentours. La haie existante en limite sud-ouest sera conservée et prolongée afin de limiter les covisibilités avec les habitations situées à proximité.
Agriculture	Négligeable	Non concerné	
Gestion de la ressource en eau	Faible	Le projet a pour objet le renouvellement urbain et ne prévoit donc pas d'imperméabilisation supplémentaire pouvant impacter les masses d'eau souterraines et superficielles.	L'OAP prévoit pour le raccordement au réseau de l'eau potable que les aménagements des différents secteurs devront tenir compte des réseaux AEP existants en se raccordant sur les réseaux principaux qui longent la route d'Eyguières. Ils seront positionnés sous les voies nouvellement créées. Pour le réseau collectif d'assainissement, un raccordement à ce dernier longeant la route d'Eyguières est à prévoir et devra être positionné sous les voies nouvellement créées. De même, pour les eaux pluviales, celles-ci pourront être déversées dans les canalisations communales en tenant compte de la suffisance du réseau. Une gestion des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de chaque secteur peut aussi être envisagée. Les modalités restent libres (infiltration, bassin de rétention, noues ...). En cas de création d'un bassin de rétention, celui-ci sera obligatoirement l'objet d'un traitement paysager ou pourra être enterré et supporter du stationnement sur sa partie aérienne. Les noues devront également recevoir un traitement paysager et être végétalisées.

Climat	Faible		Le présent projet n'est pas de nature à aggraver le dérèglement climatique. Il permet de préserver les zones végétalisées qui limite l'effet des îlots de chaleur.
Incidence générale	Faible à modérée	Au travers des différentes sensibilités environnementales identifiées ainsi que les mesures ER définies par l'OAP, les incidences sur l'environnement peuvent être définies comme faibles à modérées. Une attention doit être toutefois portée sur les risques incendies et sismiques.	

2. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LES ESPACES NATURELS ET LA TRAME VERTE ET BLEUE

2.1. Les espaces naturels

Le territoire de Lamanon ne présente pas de PLU, il est donc soumis au règlement national d'urbanisme (RNU) qui fixe les règles applicables à l'ensemble du territoire. Il s'applique intégralement dans les communes ne disposant pas de PLU, de Cartes Communales ou de document tenant lieu de PLU.

Ce dernier ne définit donc pas de zone naturelle ou agricole permettant ainsi de reconnaître ses espaces et apporter une réglementation spécifique. L'élaboration du PLU aura donc une incidence positive sur les espaces naturels remarquables en cela qu'elle permet de les identifier et de les préserver via un classement en zone N.

Le projet de PLU permet en effet le classement de **877,1 ha** en zone naturelle, soit **44,9%** du territoire communal. Ces dernières sont localisées au niveau des défens d'Eyguières et d'Alleins ainsi que la Colline de Roquerousse. Ces zones correspondent en majorité aux espaces naturels remarquables suivants :

- Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Garrigues de Lancon et chaines alentour » (**FR9310069**) ;
- ZPS « Les Alpilles » (**FR9312013**) ;
- Zone Spéciale de Protection (ZSC) « Les Alpilles » (**FR9301594**) ;
- ZNIEFF de type II « Montagne du Défends – Castellans » (**930020200**) ;
- ZNIEFF de type II « Plateaux de Vernègues et de Roquerousse » (**930012448**).

Le PLU identifie **cinq sous-secteurs** en zone naturelle :

- La zone Nm : est dédiée aux activités militaires, policières et services associés ;
- La zone Npnr : correspond aux paysages naturels remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles ;
- La zone Npnrc : correspond aux paysages naturels remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles, dédiée uniquement à la création d'un cimetière paysager ;
- La zone Npv : est destinée à accueillir un parc photovoltaïque ;
- La zone Nvs : correspond aux zones visuellement sensibles identifiées par la Directive Paysagère des Alpilles.

Concernant la zone Npv, cette dernière a fait l'objet d'une étude d'impact qui sera annexé au projet de PLU. Les incidences relevées sur les milieux naturels sont les suivantes :

- Concernant les **habitats naturels**, les impacts bruts sont évalués de nuls à très faibles compte tenu des surfaces concernées très réduites et de la bonne représentativité des habitats localement ;
- Concernant la **zone humide** identifiée, cette dernière n'est pas comprise dans l'emprise du projet. Les impacts bruts sont jugés nuls ;
- Concernant la **flore**, les impacts du projet sont évalués comme nuls ;
- Concernant les **insectes**, les impacts bruts sont jugés nuls sur l'ensemble des espèces à l'analyse ;
- Concernant les **amphibiens et les reptiles**, les impacts bruts sont jugés nuls sur l'ensemble des espèces ;
- Concernant les **oiseaux**, les impacts bruts sont jugés très faibles sur l'ensemble des espèces ;
- Concernant les **mammifères**, les impacts bruts sont jugés très faibles pour les espèces hors chiroptères et faibles à modérés pour les chiroptères.

Des mesures de réduction et d'évitement ont été définies permettant d'obtenir les impacts résiduels suivants :

- Pour les habitats naturels : impacts résiduels très faibles ;
- Pour la zone humide : impacts résiduels nuls
- Pour la flore : impacts résiduels très faibles ;
- Pour les insectes : impacts résiduels faibles à très faibles ;
- Pour les amphibiens : impacts résiduels très faibles ;
- Pour les reptiles : impacts résiduels modérés à très faibles ;
- Pour les oiseaux : impacts résiduels faibles à très faibles ;
- Pour les mammifères : impacts résiduels faibles à très faibles.

Au regard des enjeux identifiés au sein des emprises projetées et de la mise en œuvre de la séquence « ERC », les impacts résiduels sont globalement non significatifs pour la majorité des espèces. Une compensation est également prévue par le projet.

Au travers de ces sous-secteurs, le projet de PLU permet une meilleure prise en compte des spécificités des espaces naturels parcourant le territoire communal. La zone dédiée au parc photovoltaïque favorise ainsi le développement des énergies renouvelables tout en respectant le caractère naturel du secteur ciblé.

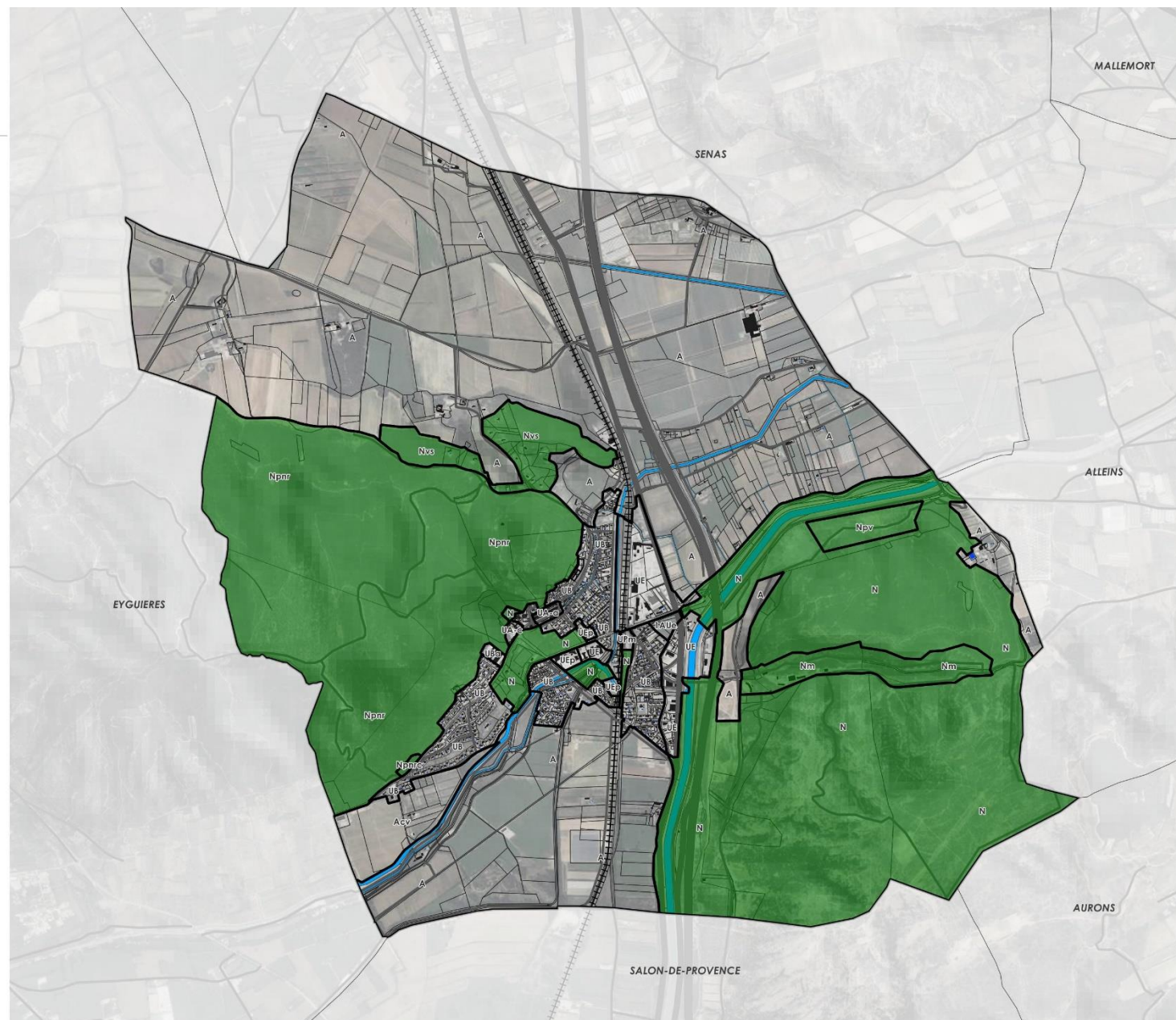
Le projet de PADD définit dans sa troisième orientation « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » un objectif dédié à la préservation des zones ayant une importance particulière pour l'environnement : « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats remarquables pour leur biodiversité ». Ce dernier permet ainsi d'inscrire au sein même du PADD, la notion de préservation des espaces naturels d'importance et/ou d'intérêt écologique. Cet objectif reprend également notion de Trame Verte et Bleue qui recense les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques qui renforcent le lien entre les espaces de nature remarquable.

Les incidences du PLU sur les espaces naturelles peuvent donc être considérées comme **faibles** voir **positives**.

ZONES NATURELLES AU PLU

LAMANON


- UA Projet de zonage du PLU
- Zone naturelle




CARTE DES ZNIEFF ET NATURA2000

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

 NATURA 2000
Directive oiseaux (ZPS)

 NATURA 2000
Directive habitat (ZSC)

 ZNIEFF Terre de type 2

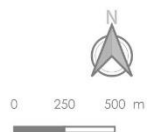
 Autoroute

 Route principale

 Route locale

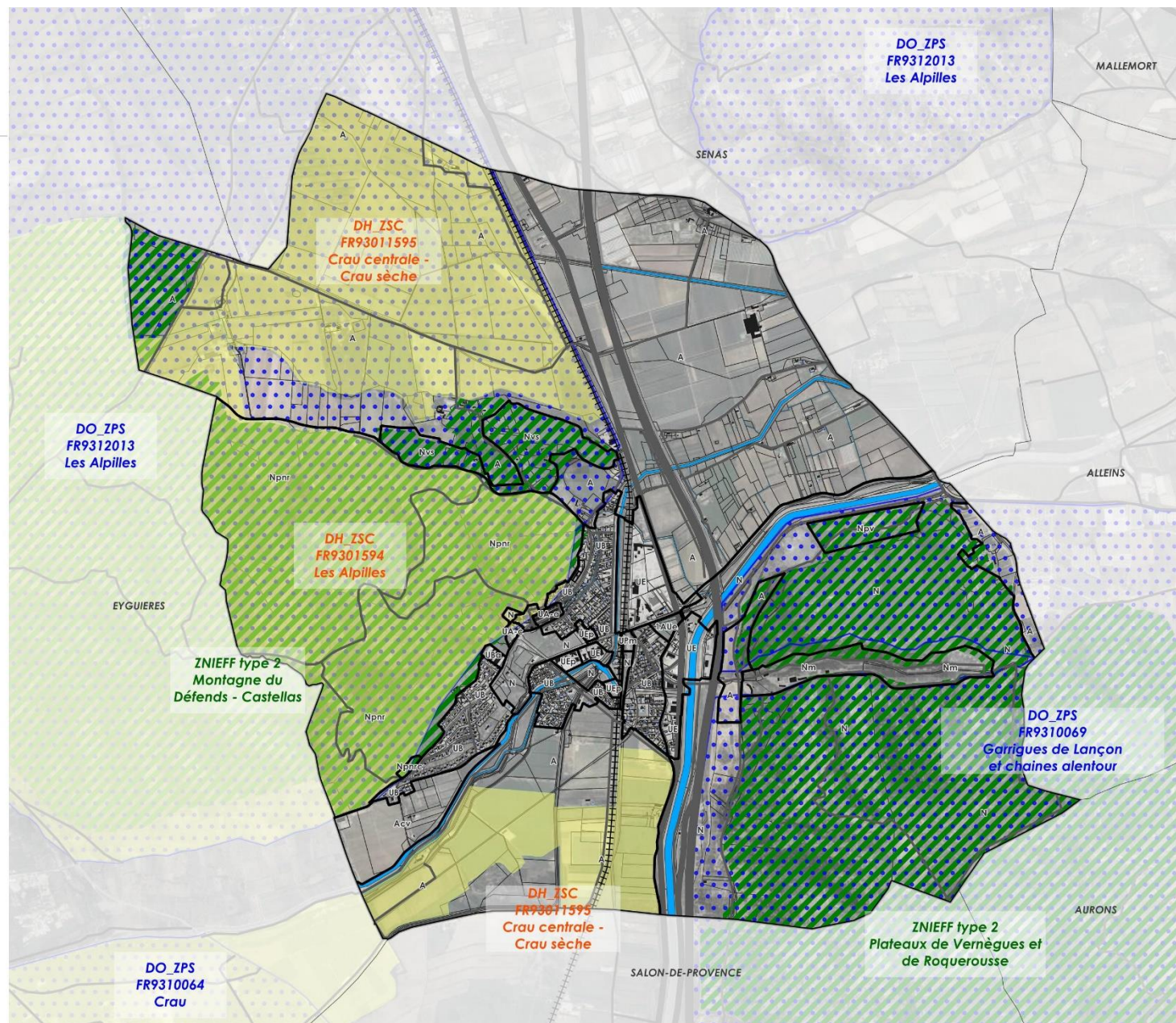
 Voie ferrée

 Hydrographie de surface



 CITADIA

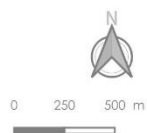
Sources: Base Corren DIREN / Citadia Conseil - octobre 2024



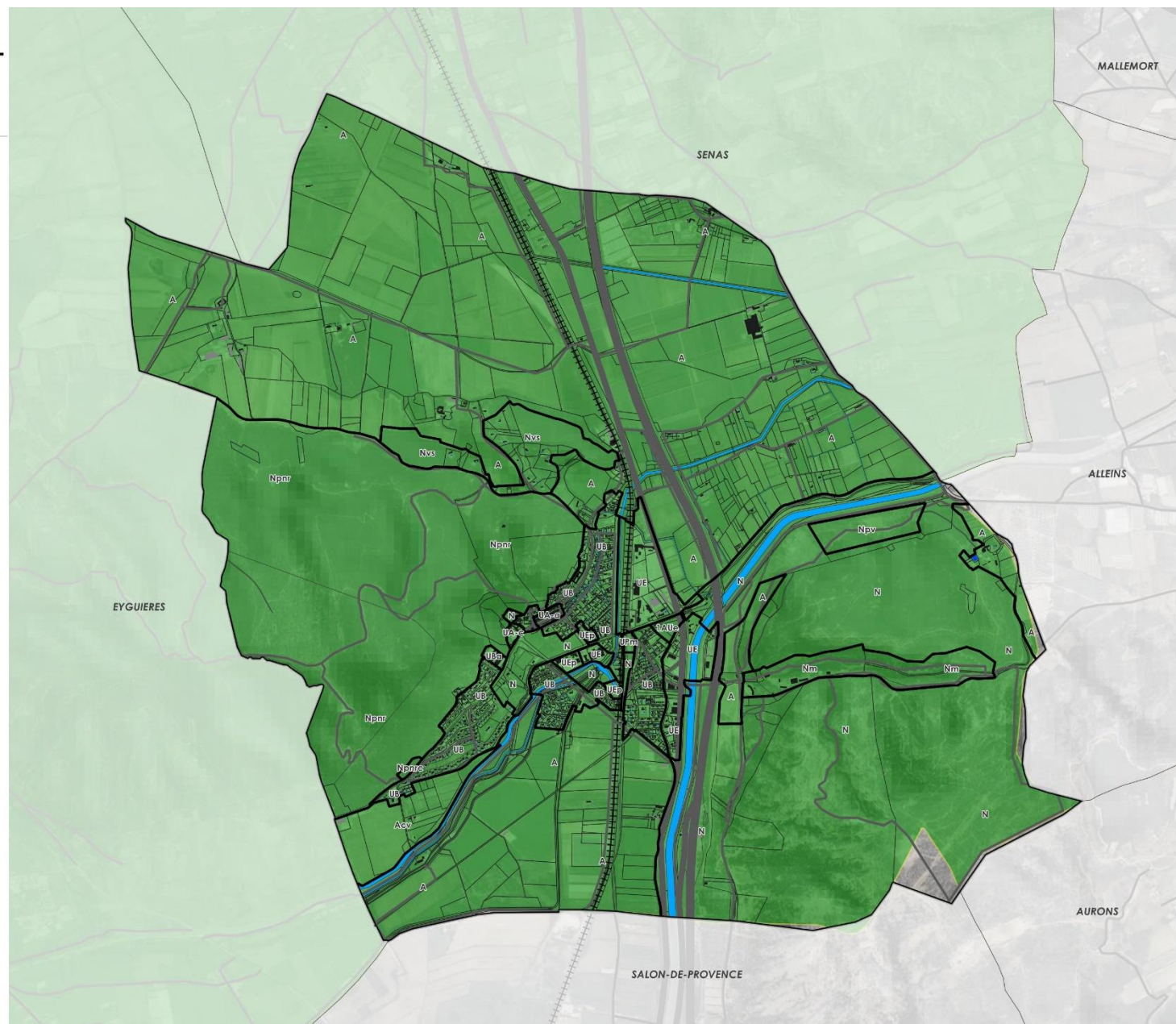
CARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES ALPILLES

LAMANON

- UA** Projet de zonage du PLU
-  Parc Naturel Régional des Alpilles
-  Autoroute
-  Route principale
-  Route locale
-  Voie ferrée
-  Hydrographie de surface



Sources: Base Carmen DIREN / Citadla Conseil - octobre 2024



2.2. La Trame Verte et Bleue communale

Dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement, une Trame Verte et Bleue a été réalisée à l'échelle de la commune. Cette dernière identifie des réservoirs de biodiversité forestiers au niveau des Défens d'Alleins et d'Eyguières et ouvert au niveau des plaines agricoles. Des corridors écologiques traversent à la fois ces réservoirs mais aussi les espaces urbains de manière plus fragmentées.

Le projet de PLU prend en compte les réservoirs forestiers de la TVB en classant la majorité de ces derniers en zone naturelle. Les réservoirs de biodiversité ouverts sont, quant à eux, classés en zone agricole. La continuité des corridors écologiques est préservée via le classement en zone A et N et est également inscrite dans l'orientation n°3 du PADD et l'objectif « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats remarquables pour leur biodiversité ». Les différentes composantes TVB sont donc prise en compte par le projet de PLU.

Selon l'Article L151-6-2 du code de l'urbanisme : « Les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques » doivent être développées au sein des documents d'urbanisme. Cette réglementation a été traduite en OAP Trame Verte et Bleue reprenant la Trame Verte et Bleue définie dans l'Etat Initial de l'Environnement. Elle définit un principe de protection de la TVB imposant aux constructions et aménagements urbains de ne pas compromettre la continuité des canaux et des ripisylves identifiés dans le schéma de principes. Concernant les espaces anthropisés, ces derniers sont soumis à un principe de gestion. En effet, l'OAP inscrit la nécessité de préserver les corridors écologiques fragmentés repérés au niveau du tissu urbain, en limitant l'artificialisation des sols et en préservant les boisements à l'intérieur de la tâche urbaine. Les coulées vertes le long de la route D17D et le long de la route de la Tuilière devront être préservées.

Les incidences du projet de PLU sont donc **faibles** sur la Trame Verte et Bleue et ses composantes.



CARTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

LAMANON


UA Projet de zonage du PLU

Trame verte

Réservoir de biodiversité

-  Réservoir forestier
 Réservoir ouvert composé de bocage

Interface

- 
- Espace ouvert enclavé

Corridor écologique

-  à préserver
 fragmenté

Trame bleue

- Canal EDF
Corridor aquatique

Eléments de fragmentation

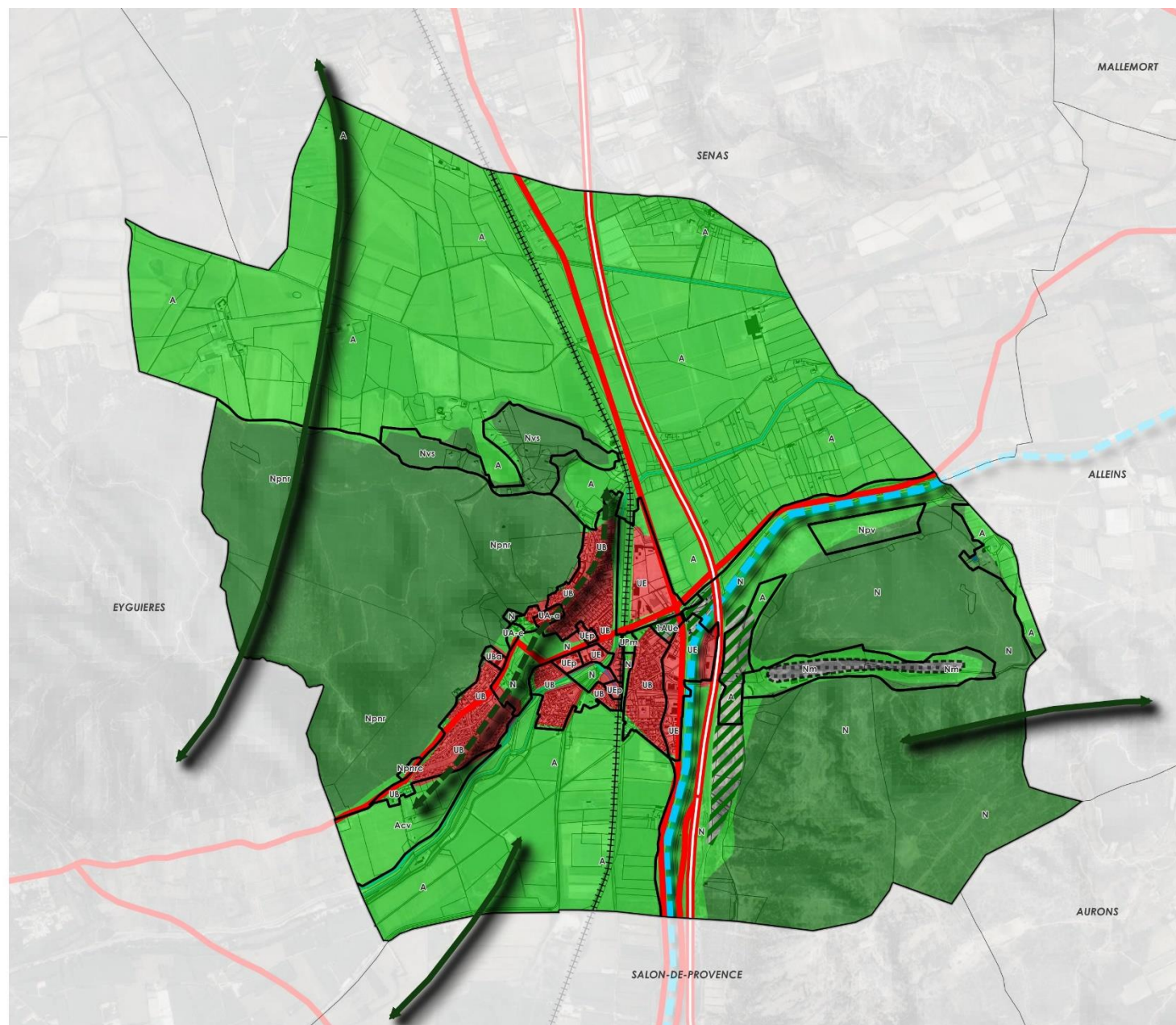
-  Espaces artificialisés
-  Terrain militaire
-  Autoroute
-  Départementale
-  Voie ferrée



0 250 500 m



Sources: IGN BD TOPO et CARTO / Citadia Conseil - octobre 2024



3. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LES ESPACES AGRICOLES

L'élaboration du PLU aura donc une incidence positive sur les espaces naturels remarquables en cela qu'elle permet de les identifier et de les préserver via un classement en zone A.

Le projet de PLU permet en effet le classement de **950,9 ha** en zone agricole, soit **48,7%** du territoire communal. Ces dernières sont localisées au sud entre le Canal de l'EDF et le Canal commun Boisgeline-Craponne et au pied du Défens d'Eyguière, et au nord au niveau de la plaine de Crau. Certaines zones s'inscrivent dans des zones protégées :

- Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Garrigues de Lancon et chaînes alentour » (FR9310069) ;
- ZPS « Les Alpilles » (FR9312013) ;
- Zone Spéciale de Protection (ZSC) « Les Alpilles » (FR9301594) ;
- ZNIEFF de type II « Montagne du Défens – Castellans » (930020200).

Le PLU identifie **un sous-secteur** en zone agricole :

- La zone **Acv** : correspond au cône de vue identifié dans la Directive Paysagère des Alpilles ;

Au travers de ces sous-secteurs, le projet de PLU permet une meilleure prise en compte des spécificités des espaces agricoles parcourant le territoire communal. Les constructions autorisées doivent être uniquement à destination d'activités agricoles et leur diversification. Le règlement fait également référence au guide des haies réalisé par le Parc Naturel Régional des Alpilles. Il permet ainsi de préserver le patrimoine agreste du territoire et de valoriser la fonction des haies bocagères dans la culture agricole.

Le projet de PADD définit dans sa troisième orientation « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » deux objectifs en lien avec la protection des espaces agricoles :

- « Assurer la pérennité des activités agricoles ». Ce dernier a pour but de protéger les espaces agricoles qui jouent un rôle dans la qualité des paysages communaux. De même, il souhaite limiter l'extension de l'urbanisation communale aux activités économiques en continuité des zones d'activités existantes. Cet objectif inscrit également la possibilité à certains bâtiments le changement de destination dans le respect des caractéristiques agricoles et paysagères des lieux.
- « Préserver les réseaux d'irrigation au sein des espaces agricoles ». Cet objectif inscrit l'importance de maintenir les systèmes d'irrigation pour garantir la pérennité des cultures et des exploitations. En plus d'avoir un intérêt agricole, ces canaux ont également un intérêt dans la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue du territoire.

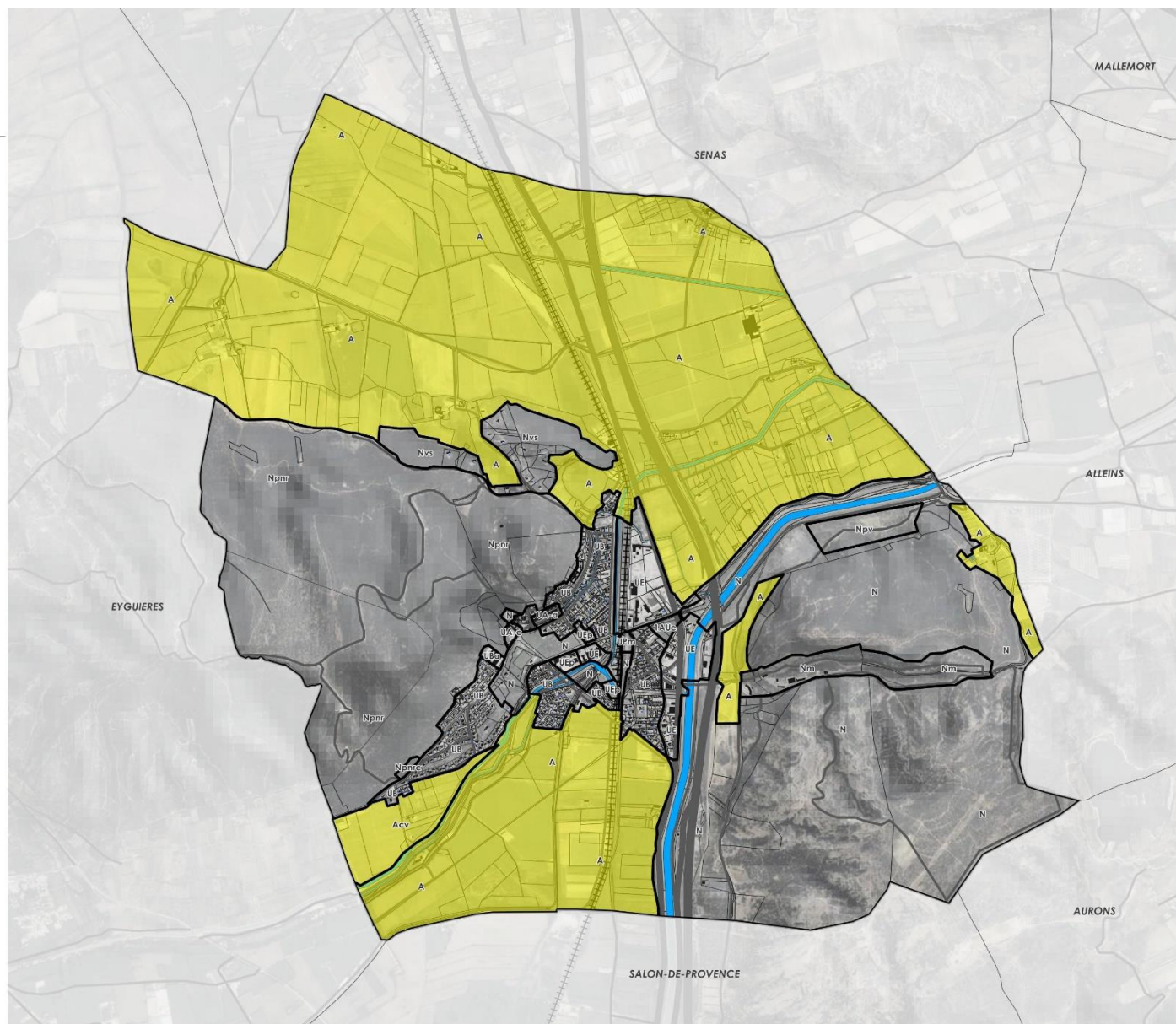
Les incidences du PLU sur les espaces agricoles peuvent donc être considérées comme **faibles** voir **positives**.

ZONES AGRICOLES AU PLU

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

Zone agricole



4. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES ET LA GESTION DES DECHETS

Le règlement du PLU prévoit dans ses dispositions générales des prescriptions graphiques en lien avec les risques naturels (incendie, inondation, mouvements de terrains, etc.). Il rappelle ainsi les différentes réglementations en lien avec les zones à risques.

4.1. Le risque mouvement de terrain

Le règlement du projet de PLU stipule que « Les dispositions du plan de prévention des risques naturels prévisibles « Séisme et mouvement de terrain) approuvé par arrêté préfectoral du 17 juillet 2001, sont applicables sur la commune (cf. annexe du PLU). Le pétitionnaire devra utilement se renseigner sur le document opposable en cours de validité sur le territoire. ». Concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles, le règlement rappelle que, sur les zones concernées par le risque, selon les directives de la Loi ELAN doivent s'appliquer aux maisons individuelles. L'article 4 des dispositions concernant les risques naturels définit : *« Une étude géotechnique doit être réalisée afin de définir précisément des dispositions constructives et environnementales et les mettre en œuvre ou appliquer les mesures forfaitaires mentionnées dans l'arrêté ministériel du 22 juillet 2020, relatif aux techniques particulières de construction dans les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, devront être mises en œuvre. Pour les bâtiments autres que les maisons individuelles, il est fortement recommandé de réaliser une étude géotechnique qui permettra de définir les dispositions à mettre en œuvre afin de limiter au maximum l'impact du phénomène de retrait-gonflement des argiles sur les structures du bâti. »*.

De même, les dispositions générales du règlement du PLU précisent qu'une étude géotechnique doit être réalisée afin de définir précisément les dispositions constructives et environnementales à mettre en œuvre.

De même, les zones rouges du PPR sont classées en zone naturelle ou agricole limitant ainsi les risques sur la population. Ce classement permet également de limiter l'imperméabilisation des espaces et donc d'aggraver le risque mouvement de terrain. Les zones B1 sont classées zone A ou N tandis que les zones B2 en zone A ou Urbaine. Ces dernières devront respecter les conditions de constructibilité définies dans le Plan de Prévention des Risques. Le règlement définit sur les zones urbaines, un coefficient d'emprise au sol compris entre 30% et 60% pour les zones Ub, Ue et 1AUe, encadrant ainsi l'imperméabilisation des zones urbaines. La zone Ua limite l'emprise au sol maximale au bâtiment déjà existant.

Le PADD du PLU prévoit également, au travers de son objectif « Prévenir l'exposition aux risques », de limiter l'imperméabilisation et de protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts.

L'ensemble de ces mesures permet de **limiter** l'impact du PLU sur le risque mouvement de terrain. Le projet de PLU a donc une incidence **faible** sur le risque mouvement de terrain.

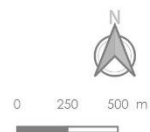
PPR Mouvement de terrain

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

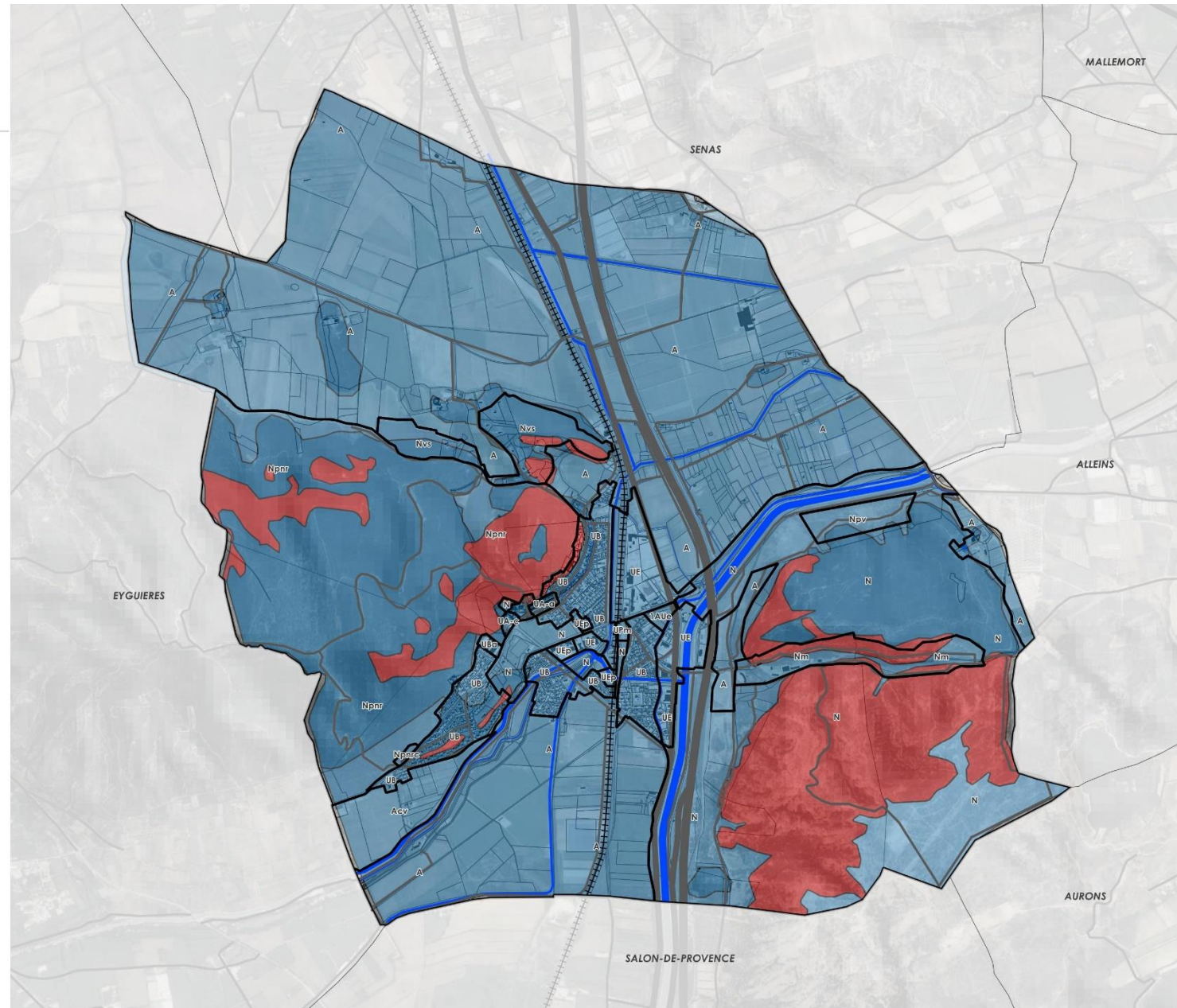
Zonage Plan de Prévention des Risques

- B1
- B2
- B3
- B4
- R



CITADIA
conseil

Sources: Base Carven DIREN / Citadia Conseil - octobre 2024



RETRAIT ET GONFLEMENT DES ARGILES

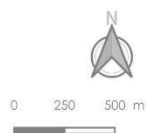
LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

Zone de risque de retrait et de gonflement des argiles

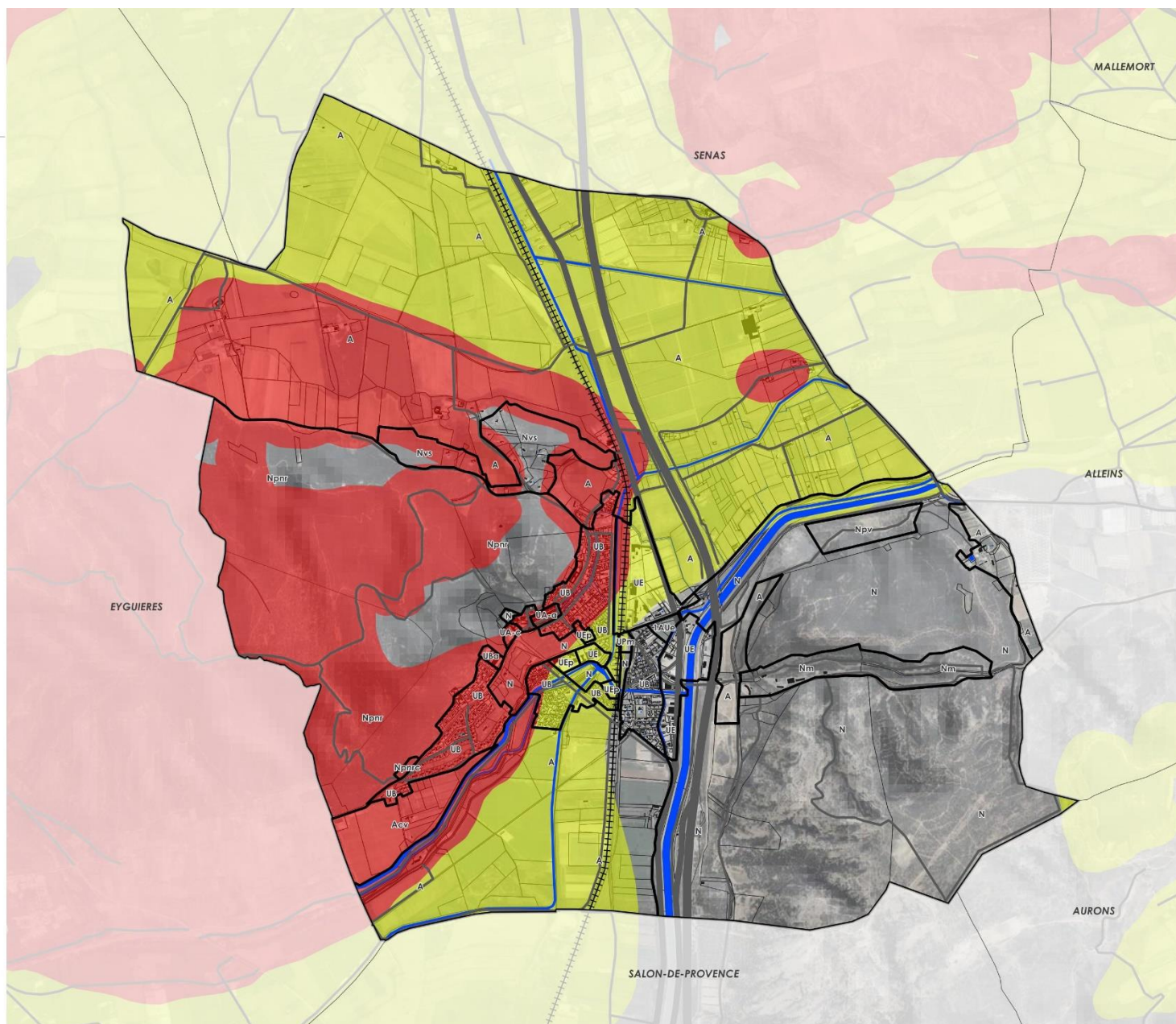
■ Fort
■ Moyen

— Autoroute
— Route principale
— Route locale
+ + + + Voie ferrée
— Hydrographie de surface



CITADIA
conseil

Sources: Base Carven DIREN / Citadia Conseil - octobre 2024



4.2. Le risque inondation

La commune de Lamanon ne présente pas de PPR Inondation. Néanmoins, une étude hydraulique a été menée en 2018 et a permis de définir des zones inondables. Ces dernières ont été retranscrites dans le règlement graphique via des conditions/prescriptions par zone. Ce règlement permet ainsi une meilleure prise en compte du risque inondation en dépit de l'absence de PPR Inondation.

Le PADD du PLU prévoit également, au travers de son objectif « Prévenir l'exposition aux risques », de limiter l'imperméabilisation, de protéger la population en interdisant ou conditionnant les constructions dans les zones soumises à risques forts et de gérer les risques par la prise en compte des différentes études menées sur la commune et des documents réglementaires existants. Ces actions permettent ainsi de limiter les incidences du PLU sur le risque inondation et d'encadrer la constructibilité en zone à fort risque.

Les incidences du PLU sur le risque inondation sont donc considérées comme **faibles à modérées**.

ALEA INONDATION

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

Cadastre :

■ Batis
— Parcelles

Aléa :

Modélisation hydraulique :

Fort
Moyen
Faible

■ Faible
■ Résiduel (GEORIVES)

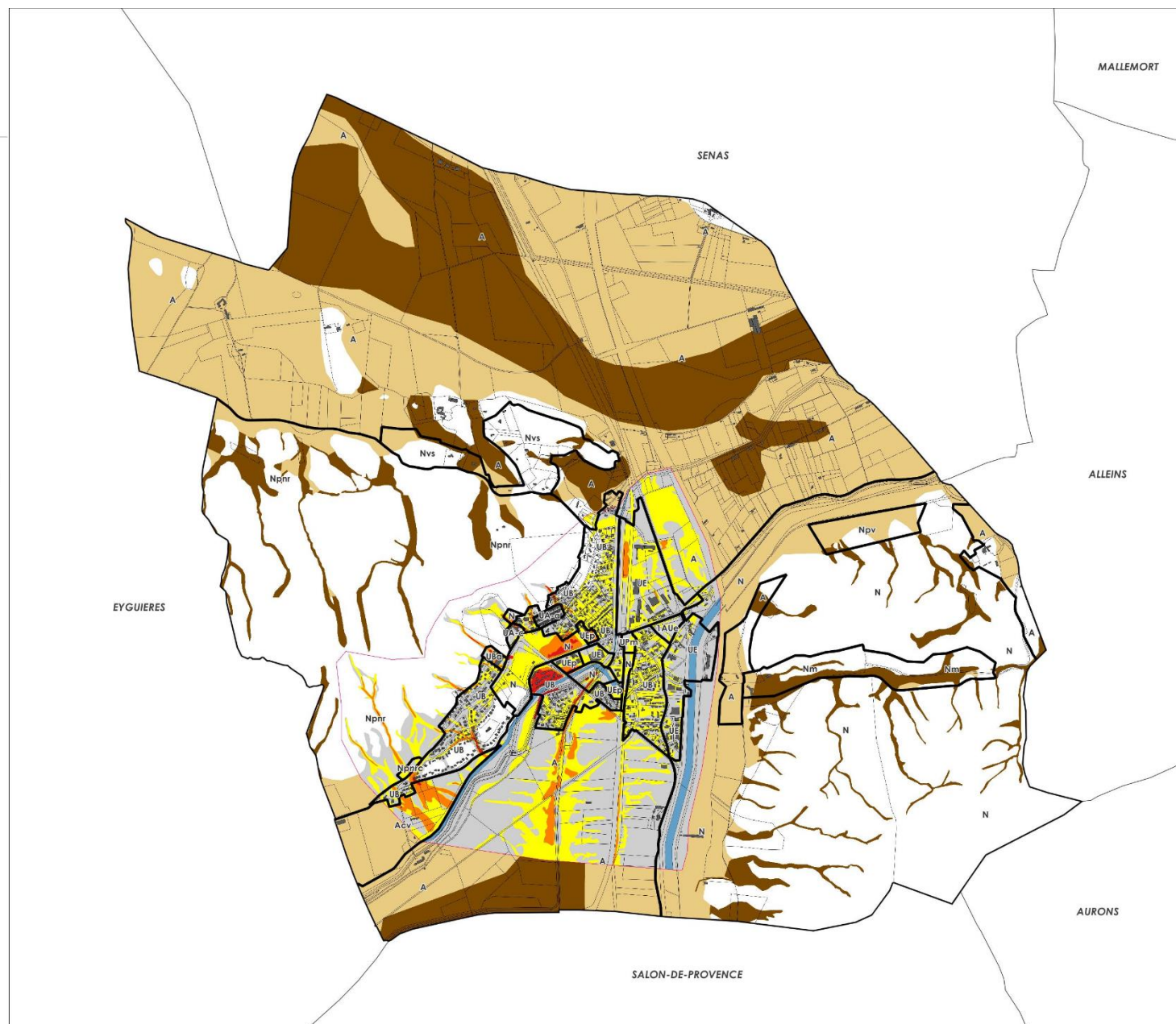
Aléa hydrogéomorphologique (GEORIVES) :

Fort
Modéré

Autre :

 Limite de la zone modélisée

Canaux



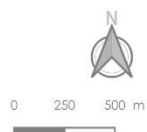
ALEA INONDATION

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

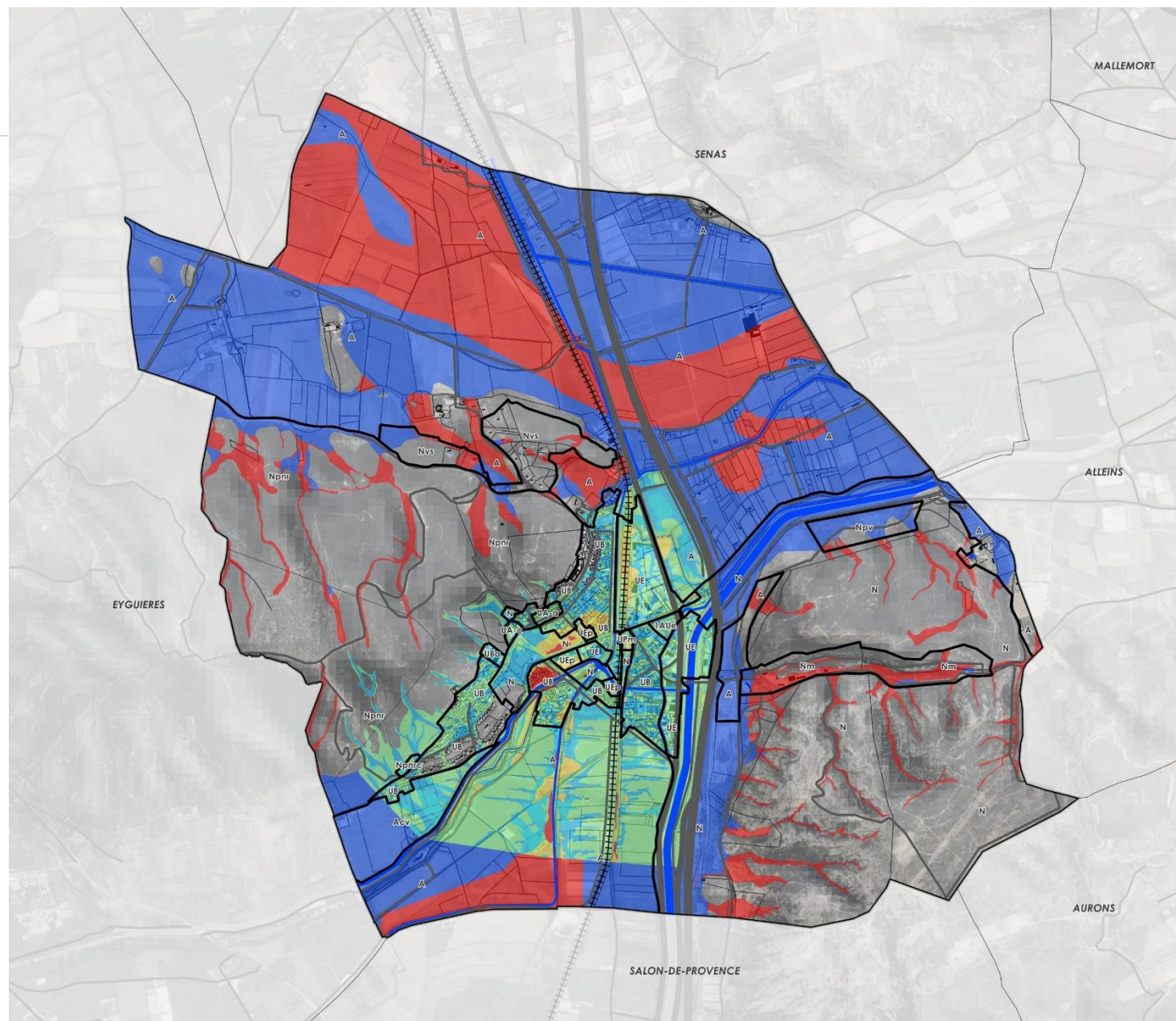
- Aléa inondation fort
- Aléa inondation moyen
- Aléa inondation modéré
- Aléa inondation faible
- Aléa inondation résiduel

- Autoroute
- Route principale
- Route locale
- + + + + Voie ferrée
- Hydrographie de surface



CITADIA
conseil

Sources: Base Carven DIREN / Citadia Conseil - octobre 2024



4.3. Le risque feu de forêt

La commune n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques Incendie de Forêt. Néanmoins, le règlement du projet de PLU reprend les principes généraux de prévention du risque feux de forêt définis par la DDTM des Bouches-du-Rhône.

Le règlement définit, « conformément à l'article L.134-15 du code forestier, lorsque des terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions des articles L. 134-5 et L. 134-6 du même code et de l'arrêté préfectoral en vigueur, **cette obligation est annexée au plan local d'urbanisme. En première ligne bâtie face au massif forestier dans les zones indicées F1, F1p et F2, porter à 50 mètres les OLD autour des constructions, chantiers, travaux et installations diverses et rendre ces surfaces à débroussailler inconstructibles**, permet de limiter les départs de feux induits par la présence d'activité humaine localement et réduire les conséquences d'un feu provenant du massif forestier (aléa subi). » Cette réglementation permet ainsi de compléter les zones indicées.

Le PADD du PLU prévoit, au travers de son objectif « Prévenir l'exposition aux risques », de garantir les équipements suffisants en termes de défense contre les incendies et permettre l'installation d'activités telles que le pastoralisme permettant un entretien et une gestion des espaces forestiers dans les zones naturelles. Ces actions permettent ainsi de limiter les incidences du PLU sur le risque feu de forêt et d'encadrer la constructibilité en zone à fort risque.

Les incidences du PLU sur le risque incendie de forêt sont donc considérées comme **faibles**.

ALEA FEUX DE FORET SUBI

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

Aléa feux de forêt subi:

- Exceptionnel
- Très fort
- Fort
- Moyen
- Faible

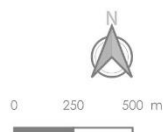
Autoroute

Route principale

Route locale

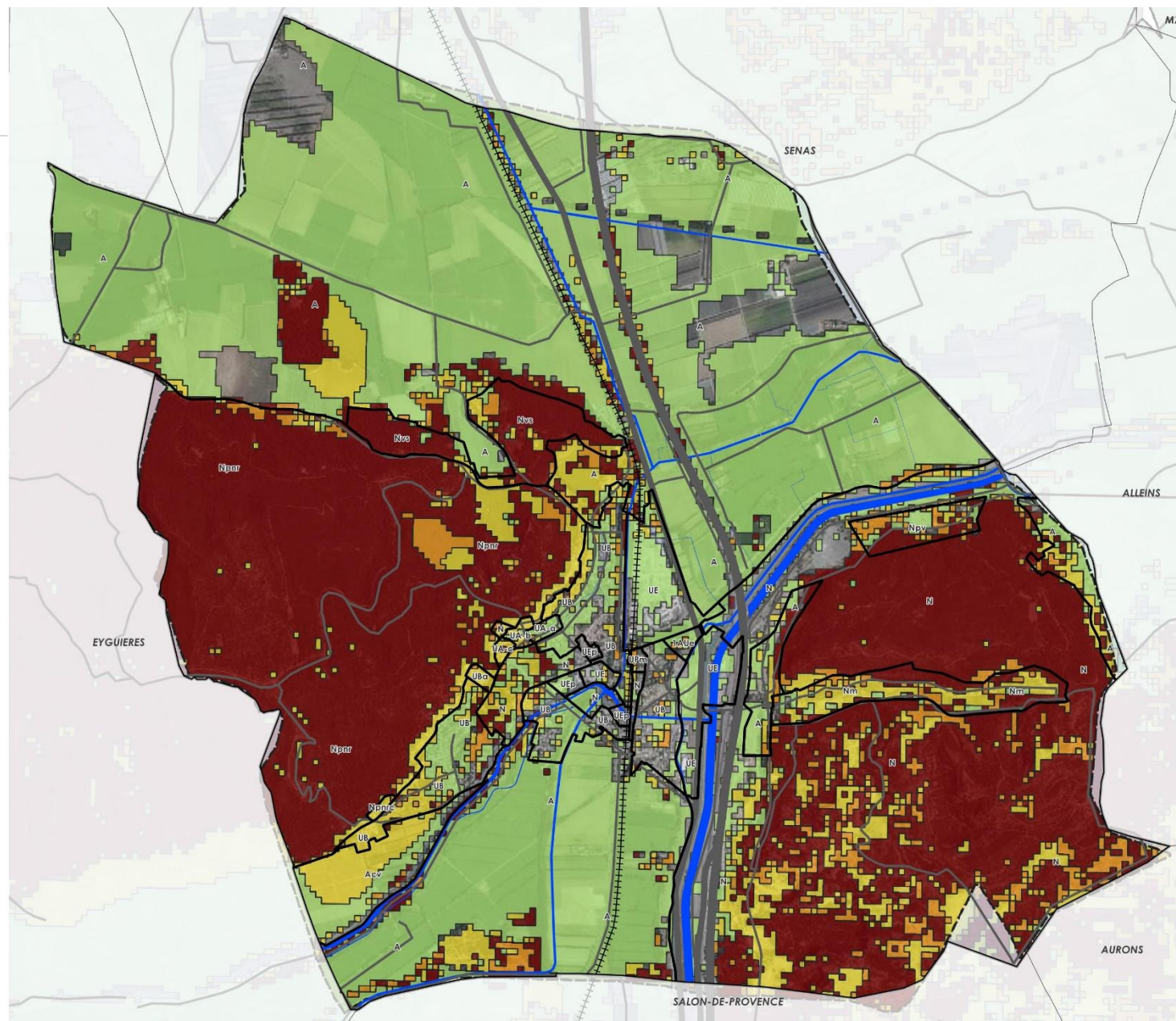
Voie ferrée

Hydrographie de surface



CITADIA
conseil

Sources: Base Carven DIREN / Citadia Conseil - octobre 2024



RISQUE FEUX DE FORET

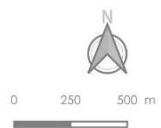
LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

Risque feu de forêt zones exposées :

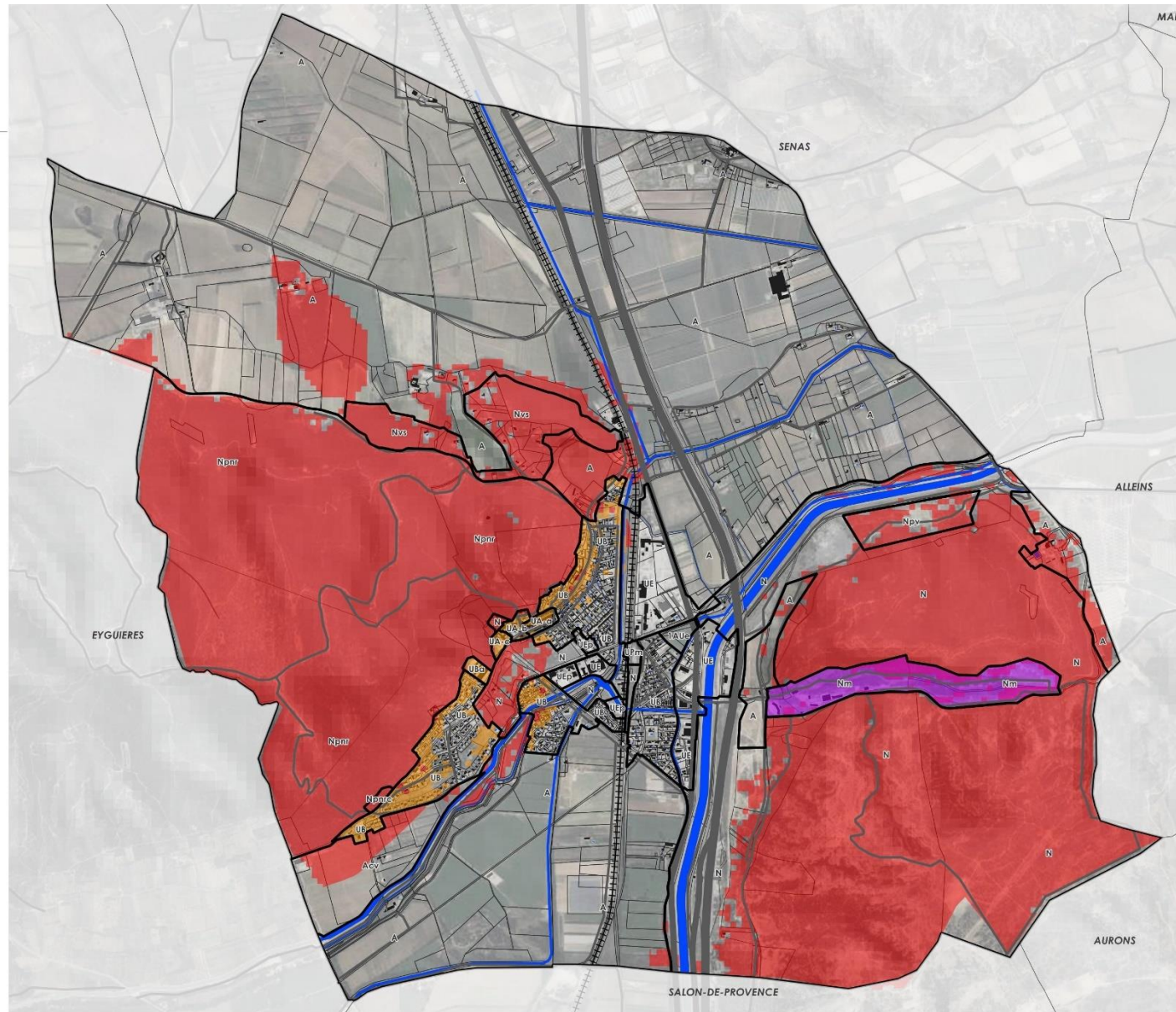
- f1
- f1p
- f2

- Autoroute
- Route principale
- Route locale
- + + + + Voie ferrée
- Hydrographie de surface



CITADIA
CONSIL

Sources : Base Carmen DIREN / Citadia Conseil - octobre 2024



4.4. Les déchets

L'augmentation de la population prévue par le PLU entraînera un accroissement du volume de déchets produits. La réduction du volume de déchets par foyer ne peut se réaliser que par une politique de sensibilisation des citoyens afin d'accroître les démarches individuelles de tri des déchets et de choix des produits consommés en fonction de la densité d'emballage.

Une politique de recyclage, de collecte et de traitement des déchets est mise en place dans la commune. Les règles de collecte et de dépôt en déchetterie sont édictées par le territoire Salonnais.

Le règlement du PLU définit des principes de gestion des substances toxiques ou dangereuses. Le stockage des substances toxiques ou dangereuses sera fait dans des conditions de sécurité et d'étanchéité appropriées. Le risque de contamination des sols et des eaux lié aux déchets et aux différentes substances toxiques ou dangereuses stockées sur site doit être correctement maîtrisé. Les déchets devront faire l'objet d'un traitement approprié : décantation, récupération, recyclage. Concernant les activités les plus polluantes ou les plus dangereuses, leur gestion devra faire l'objet d'une autorisation spéciale auprès des services de l'État en charge de l'environnement. Concernant les activités les moins polluantes ou les moins dangereuses, leur gestion devra faire l'objet d'une déclaration qui consiste à faire connaître au Préfet son activité et à respecter les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration et qui font l'objet d'arrêtés préfectoraux.

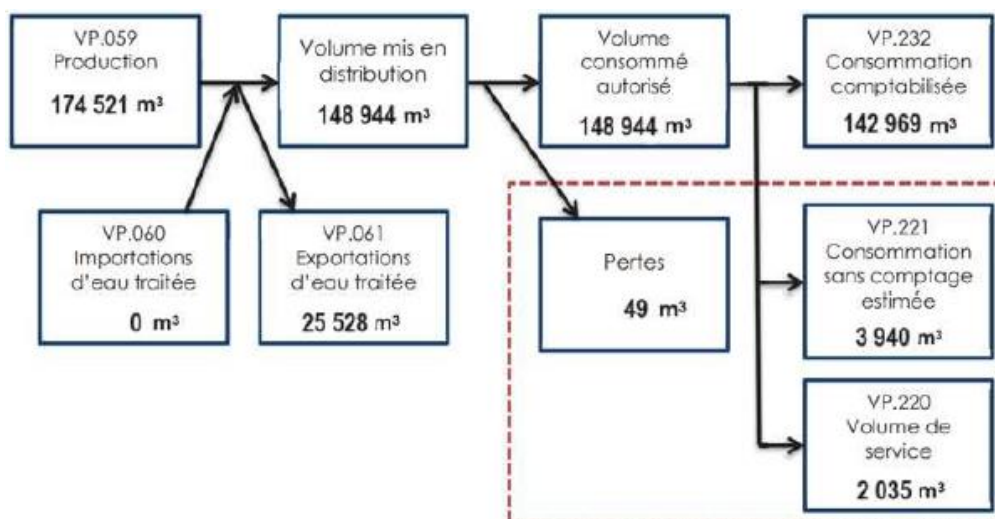
→ Les incidences du projet de PLU sur les nuisances sont considérées comme faibles.

5. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA RESSOURCE EN EAU

5.1. Les besoins en eau potable

La croissance démographique et le développement touristique vont induire une augmentation de la demande en eau potable. La commune est alimentée en eau potable à partir du forage de Guérite, qui fait l'objet d'un périmètre de protection. La sécurisation du forage de la Guérite est programmée par les services métropolitains. De même, la construction d'un nouveau réservoir en limite des communes d'Eyguières et de Lamanon est prévue à l'horizon 2027.

Le scénario choisi (+1 %) représente une augmentation de la consommation d'eau supplémentaire de 24 091 m³ supplémentaires par an, soit 66 m³ supplémentaires par jour par jour à l'échelle du PLU. Ce scénario présente une consommation moins importante que la tendance communale observée entre 2008 et 2018 (1,35 %). A partir du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de 2022, portant sur l'eau potable et l'assainissement de la métropole Aix-Marseille-Provence (RPQS 2022 de la MAMP), une analyse plus fine a été produite sur l'adéquation ressource/besoin. Cette dernière s'appuie également sur l'avis de l'hydrogéologue, en annexe du projet de PLU. Ainsi, en 2022, la consommation moyenne par abonné (équivalent à un ménage par exemple) et par an était de 166,24 m³, sur la commune de Lamanon.



RPQS 2022 de la MAMP

D'après l'avis de l'hydrogéologue, les ressources constituées par le volume d'eau prélevable potentiel sur le territoire s'élèvent à 237 250 m³ par an (650 m³/jour en période de pointe). La capacité résiduelle de production annuelle de la commune est donc de 62 700 m³ par an environ. Rapporté à la consommation par abonné, cela correspond à un potentiel de 380 abonnés supplémentaires sur Lamanon, soit un nombre équivalent de ménages. Le projet du PLU, visant à accueillir 220 habitants d'ici 2033, est donc en adéquation avec les ressources en eau disponibles sur le territoire.

Le règlement du PLU prévoit que toute construction ou installation qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable. Il convient de se référer, notamment avant toute demande de raccordement au réseau d'eau potable, au plan de zonage d'alimentation en eau potable de la commune (se référer aux annexes). En présence de réseaux, se mettre en relation avec les services de la commune.

De même, le PADD définit au travers de son objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux », de répondre aux besoins des populations actuelles et futures en matière d'alimentation en eau potable. Cette volonté se traduit par une limitation de l'extension des réseaux limitant ainsi les coûts de raccordement.

- ➔ Bien que l'accroissement démographique prévu par le PLU tende à s'accompagner d'une augmentation de la consommation en eau potable, les structures et conditions actuelles s'avèreraient suffisantes pour répondre aux besoins de la commune.

5.2. Les besoins de traitement des eaux usées

L'augmentation de la population aura un effet sur l'augmentation du besoin en traitement des eaux usées. L'évolution principale de l'urbanisme se concentre principalement autour du tissu urbain existant et prévoit la production de 125 logements pour les 220 habitants supplémentaires.

La commune de Lamanon présente deux réseaux d'assainissement : collectif et non collectif. Elle est reliée à la STEP de Lamanon d'une capacité de 3 000 EH avec une charge maximale d'entrée de 2 482 EH. D'après le RPQS 2022 de la MAMP, le réseau d'assainissement collectif de la commune dessert 1 746 habitants. La population prévue d'ici 2032 par le PLU est de 2 286 habitants. Sachant que la capacité résiduelle de la station de traitement des eaux usées est de 920 EH, les capacités de la STEP communale sont donc suffisantes pour répondre à l'augmentation démographique prévue. A noter que le Schéma Directeur d'Assainissement est en cours d'actualisation.

Concernant l'assainissement non collectif, les réseaux d'assainissement non collectif de la métropole desservent 192 070 habitants et le taux de conformité des installations s'élève à 95%, bien au-dessus de la moyenne nationale qui est de 63,4%.

Le règlement du PLU stipule que « lorsque le projet est situé dans une zone d'assainissement collectif, toute construction (ou installation ou aménagement) requérant un système d'assainissement des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Le raccordement au réseau public d'assainissement collectif devra être conforme aux dispositions définies au règlement du service de l'assainissement collectif en vigueur. Les constructions qui seraient implantées en contrebas du réseau d'assainissement devront s'y raccorder, même si cela nécessite l'installation d'une pompe de relevage à la charge du pétitionnaire ». De même, pour les eaux usées non domestique, un prétraitement pourra être subordonnée avant rejet dans le réseau.

Le PADD du PLU prévoit également via son objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux », de s'assurer du traitement des eaux usées dans le respect des normes et des capacités de la station d'épuration des eaux usées (STEP).

- ➔ La capacité de la STEP Lamanon est suffisante pour répondre à l'évolution démographique prévue par le PLU. De plus, les mesures prévues par le règlement permettent de garantir la gestion des eaux usées.

5.3. La gestion des eaux pluviales

Une augmentation, même limitée, de la population et des constructions va avoir pour incidence l'imperméabilisation de nouvelles parcelles. Cette imperméabilisation aura la double conséquence d'augmenter le risque de pollution par le lessivage des sols et d'accroître les dysfonctionnements hydrauliques (débordements, inondations...). En effet, les constructions (habitations, piscines, etc.) et les aménagements urbains (parcs de stationnement, voiries, trottoirs, etc.) participent à l'imperméabilisation des sols et à l'augmentation du phénomène de ruissellement urbain, dont les conséquences, lors d'épisodes pluvio-orageux intenses, peuvent être importants.

L'infiltration diminuée des eaux pluviales induit une augmentation et une accélération des eaux de ruissellement, pouvant provoquer une saturation du réseau pluvial, ainsi que des pollutions des milieux naturels. Par conséquent, les déversements vers le milieu naturel seront plus fréquents et plus importants.

Le règlement du PLU prévoit que « Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur public, s'il existe, dès lors que la capacité résiduelle du réseau permet de l'accepter. En aucun cas, le raccordement au réseau public d'eaux usées ne sera admis. En l'absence de réseau ou d'insuffisance de celui-ci, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, sans porter préjudice aux fonds voisins. Dans ce cas, les eaux pluviales devront être traitées à la parcelle par l'intermédiaire d'un dispositif individuel ». De même, le règlement définit des prescriptions pour limiter les risques de prolifération de moustiques dans le cas d'eau stagnante.

Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, la commune a fixé des coefficients d'emprise au sol pour certaines zones (30 % en zone Ub et 60 % en Ue et 1AUe). En zone A, ce sont les extensions des habitations existantes qui sont réglementées : 25% de l'emprise au sol de la construction initiale. La zone Ub présente un coefficient d'espaces verts de pleine terre minimale de 35%.

Le règlement ainsi que le zonage permettent également une préservation encadrée et renforcée des zones humides en interdisant toute construction et tous aménagements (exceptés ceux liés à la mise en valeur du lieu) sur les zones identifiées par le zonage. Seuls les ouvrages hydroélectriques sont autorisés à condition de réaliser une analyse écologique précise des impacts.

Le PADD du PLU prévoit également via son objectif « S'assurer de la pérennité et de la suffisance des réseaux », de favoriser une gestion efficace des eaux pluviales.

- ➔ **Les dispositions mises en place par le PLU permettent de limiter l'impact de l'imperméabilisation des sols qui accompagne la croissance démographique prévue. L'incidence sur la gestion des eaux pluviales est donc faible à modérée.**

6. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA PRESERVATION DES PAYSAGES ET DU PATRIMOINE

Le thème du paysage est transversal ; il apparaît tout au long de l'élaboration des documents relatifs au PLU et inspire de multiples objectifs et préconisations. Tout comme la protection de son environnement, ces éléments garantissent l'attractivité du territoire, facteur déterminant de la qualité de son développement.

6.1. La préservation des grandes entités paysagères

L'état initial de l'environnement a permis de mettre en exergue plusieurs grandes unités paysagères :

- La vallée de la Basse Durance ;
- La chaîne des Côtes, Trévaresse, Roques ;
- La Crau ;
- Le massif des Alpilles.

Le PLU permet la préservation des grandes entités paysagères caractéristiques du territoire par leur classement majoritaire en zone naturelle ou agricole. Ces classements limitent l'urbanisation et permettent ainsi de garantir la vocation de ces espaces. Une particularité est apportée au massif des Alpilles avec un classement en zone Npnr correspondant aux paysages naturels remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles.

Concernant la zone Npv, l'étude d'impact réalisée par le porteur de projet identifie des incidences faibles sur le paysage. En effet, le projet prévoit de conserver le linéaire végétal longeant le site de projet, dans le respect des directives OLD et de privilégier une colorimétrie claire pour le traitement des façades des bâtiments techniques.

6.2. La préservation de la nature en ville

Au-delà de la protection des grands espaces naturels et agricoles d'intérêts paysagers, plusieurs espaces localisés au sein du tissu urbain participent à la valorisation du cadre de vie communal. Il s'agit pour la plupart d'espaces agrestes, de parcs, espaces boisés et de bord de canaux à préserver, etc...

Pour protéger ces espaces, le règlement fait référence à l'article L151-19 du code de l'urbanisme et prévoit les dispositions suivantes :



Le parc municipal, le Platane et abords :

Les mesures de gestion visent à la pérennité et au maintien des sujets, telles que la taille d'entretien, le dégagement des pieds des sujets de toute surface perméable, anticipation du renouvellement des sujets malades ou âgés. Toutes constructions, installations et ouvrages autres que ceux nécessaires à l'entretien des canaux, ceux liés au terrain de sport ou de luttés contre les risques sont interdits.



Les zones humides

Ces zones sont celles identifiées lors de l'inventaire réalisé par le CEN PACA en 2017 et 2018. Les prescriptions qui s'y appliquent sont les suivantes :

- Toute construction est interdite sauf celles liées à la protection contre les risques naturels ;
- Tous aménagement, installation, travaux (ceci incluant la réalisation de fossés et drains, les remblais, les labours ...), sont interdits sauf ceux liés à la mise en valeur du milieu (pour des fins éducatives, pédagogiques, scientifiques, si et seulement si ces projets ne compromettent pas la qualité ou le rôle fonctionnel de ces espaces) ou à la protection contre les risques naturels ;
- Les ouvrages hydroélectriques ne sont pas interdits mais une analyse écologique précise des impacts devra être réalisée.

Les secteurs artificialisés comme les routes, les ponts (la zone humide peut être effectivement présente en dessous), parkings, bâtiments etc. qui pourraient être tramés sont exclus de la prescription.

Les trames présentes ne remettent pas en cause la possibilité de réaliser en survol de la zone des équipements techniques (ponts, passerelles ...).

Ces secteurs n'ont pas pour caractéristique de constituer des espaces boisés, il n'est donc pas fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.



Bords de canaux à préserver

Afin de préserver les espaces de fonctionnalité autour des principaux canaux, des secteurs ont été tramés où toutes constructions, installations et ouvrages sont interdits à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien des canaux. Les voies et accès ne pourront être autorisés que sous réserve de non opposition de l'ASA concernée.



Canaux et filioles

Le règlement du PLU prescrit les conditions suivantes :

- Le long des canaux gérés par des ASA, se rapprocher des ASA concernées, pour connaître la réglementation applicable.
- Lors d'une division parcellaire, celles-ci doivent rester desservies.
- Il est interdit d'utiliser les canaux comme exutoire dans le cadre d'une gestion des eaux pluviales.
- Le lit du canal et les berges sont à entretenir.
- Les busages seront soumis à l'accord du gestionnaire du canal ou de la filiole.



Alignement d'arbres et bocages

Ces éléments recensés au plan de zonage sont à conserver dans leur épaisseur et linéaire actuel. Les coupes et abattages ne sont autorisés que pour l'entretien et la gestion de la végétation, la gestion des risques sanitaires et de sécurité et la fonctionnalité agricole. S'il est explicitement démontré qu'il n'existe pas d'autre solution que l'arrachage de haies, ces dernières devront être replantées à autre emplacement, sur la même unité foncière.



Alignements de platanes

Tout abattage d'arbres de hautes tiges est proscrit hormis pour des raisons sanitaires et de sécurité (maladie, risque de chute ou obstacle visuel pour la circulation publique). Tout abattage d'arbre doit être compensé par la plantation d'un arbre de haute tige, dans le respect du principe d'alignement planté. Un périmètre suffisant doit être conservé autour des arbres de haute tige afin d'assurer leur pérennité et leur développement.

6.3. La préservation du patrimoine bâti

Outre le maintien des grands équilibres naturel et agricole et la préservation des éléments de végétation, le PLU agit en faveur de la conservation du patrimoine urbain bâti.



Bâtiment patrimonial à préserver

Le PLU identifie ainsi le patrimoine bâti non reconnu dont les prescriptions sont les suivantes :

Toute intervention concernant des éléments ou ensembles de patrimoine bâti repérés au titre de l'article et L151-19 du code de l'urbanisme, dont le niveau d'intérêt est « à signaler », doit :

- Assurer l'insertion des nouvelles constructions dans le contexte d'ensemble.
- Préserver la composition d'ensemble des volumes, des façades et l'ensemble des modénatures du bâtiment cité.

- La création architecturale restera possible avec l'avis de l'architecte conseil du CAUE (restructuration, extension), à condition qu'elle soit cohérente avec la forme et la composition du bâti d'origine.
- Respecter la composition et l'épaisseur des montants des menuiseries anciennes, si elles existent, dans le cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation.
- Limiter les dispositifs techniques en façade : dans le cas de travaux de réhabilitation ou de rénovation, les mécanismes de fermeture des baies (volets roulants, rideaux de fer) peuvent être interdits selon l'avis de l'architecture conseil du CAUE. A défaut, les caissons doivent être implantés à l'intérieur des constructions. Intégrer les dispositifs et équipements de climatisation et de traitement d'air à l'intérieur des constructions, ou sur des terrasses non visibles depuis les emprises publiques.
- La destruction/démolition de ces éléments bâtis est interdite sauf pour une nécessité technique où liée à la sécurité ou la salubrité du bâtiment.
- Préserver le caractère végétal et/ou arboré du terrain pour tout aménagement dans les emprises identifiées. Les arbres de qualité doivent être conservés, sauf pour un motif d'intérêt général lié à la sécurité ou à l'état phytosanitaire du spécimen.

Ensemble bâti et paysager à préserver ou à signaler

Ces ensembles présentent une spécificité propre à chaque, qui permet ainsi une meilleure préservation.

6.4. La préservation du bâti et du paysage au travers des OAP et du PADD

Le PLU prévoit plusieurs Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) permettant de valoriser le patrimoine ainsi que le paysage communal.

C'est le cas notamment de l'OAP « entrée de ville – activités économiques » qui définit des principes d'insertion paysagère des nouvelles activités. « Afin de limiter l'effet d'hétérogénéité et de tissu urbain anarchique et discontinu, l'OAP précise les implantations possibles des nouveaux bâtiments. Les bâtiments devront ainsi être situés en priorité à l'arrière d'une bande densément végétalisée d'une largeur minimale de 4 mètres. Certains alignements d'arbres longeant la route devront aussi être conservés et restaurés. L'implantation des bâtiments devra respecter le règlement départemental de voirie. Les clôtures devront être légères et conçues conformément au règlement de la zone. »

L'OAP sectorielle « La guérite » définit les principes suivants : « Les haies situées en périphérie de la zone de projet devront être intégralement conservées mais pourront être ponctuellement traversées uniquement pour permettre l'accès au terrain. Aucun autre abattage ne sera accepté en périphérie des secteurs constructibles. La haie centrale est à maintenir ou à recréer en totalité ou en partie. Elle pourra être supprimée pour permettre l'accessibilité des terrains ou uniquement en cas d'absence de solutions alternatives pour l'organisation fonctionnelle des constructions. Ces haies existantes seront complétées par des bandes densément plantées sur la limite sud-ouest de la zone pour assurer l'interface avec les espaces habités. Ce tampon paysager aura une épaisseur minimale de 5 mètres ». De même, l'OAP prévoit de végétaliser les espaces entre les constructions afin de favoriser le déplacement des espèces animales au sein de la nouvelle zone urbaine.

L'OAP « Pôle d'échanges multimodal » intègre également plusieurs principes d'insertion paysagères des nouveaux logements. Ainsi au niveau du secteur de logements, les espaces longeant la voie ferrée devront être végétalisés afin de créer un tampon paysager via la végétalisation du parking ou en créant de nouvelles haies. Un maillage végétalisé sera également réalisé entre les constructions et les maisons situées en limite est du secteur pour limiter les co-visibilités. Une haie sera aussi maintenue ou créée le long du chemin du Mistral.

Le PADD inscrit plusieurs actions en lien avec la préservation du patrimoine et du paysage communal. En effet, l'orientation 2 « Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages », définit les objectifs suivants :

- « Assurer la pérennité des activités économiques présentes et des zones d'activités » intègre comme action de « Garantir une bonne intégration et le respect des embranchements des canaux des nouveaux Sites Economiques d'Intérêt Local (SEIL) au sens du SCoT » ;
- « Valoriser les entrées de ville » en encadrant les aménagements en entrée de ville et en veillant à un traitement adapté des façades commerciales ;

L'orientation 3 « Renforcer la qualité paysagère de « Lamanon, porte des Alpilles » sur l'ensemble du territoire communal » comprend les objectifs suivants :


- « Préserver l'identité urbaine et architecturale de la commune » ;
- « Préserver les espaces naturels et assurer la protection des habitats remarquables pour leur biodiversité » qui intègre comme actions la nécessité de « Garantir la préservation des éléments patrimoniaux tels que Platane Géant et les Grottes de Calès » et de « Préserver le cône de vue, le Massif du Défens et la zone visuellement sensible de la Grand Manon ».

➔ Les différentes dispositions mises en place par le PLU au travers du règlement, du zonage, du PADD et des OAP permettent d'intégrer toutes les composantes patrimoniales et paysagères du territoire et ainsi les préserver ou mettre en valeur. **L'incidence sur le patrimoine et le paysage est donc faible.**

CARTE DU PATRIMONE BATI ET PAYSAGER


LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

 Elément ou ensemble paysager à signaler

 Elément ou ensemble bâti à signaler

 Elément ou ensemble paysager à préserver

 Elément ou ensemble bâti à préserver

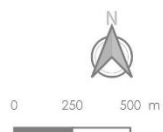
 Autoroute

 Route principale

 Route locale

 Voie ferrée

 Hydrographie de surface



 CITADIA

Sources: IPI, CAI/E13- octobre 2024



CARTE DU PATRIMONE BATI ET PAYSAGER (centre ville) LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

Elément ou ensemble paysager à signaler

Elément ou ensemble bâti à signaler

Elément ou ensemble paysager à préserver

Elément ou ensemble bâti à préserver

Autoroute

Route principale

Route locale

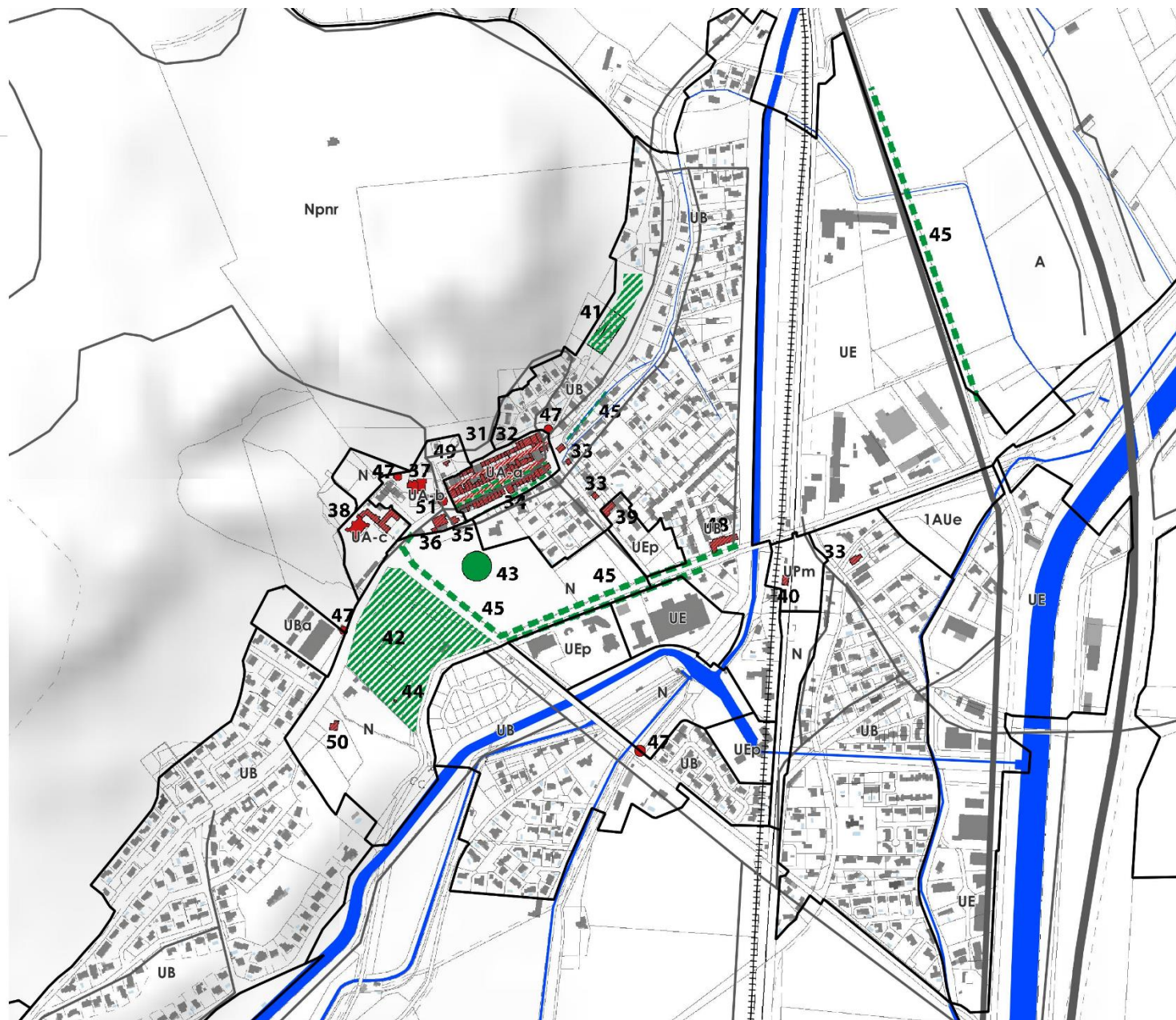
Voie ferrée

Hydrographie de surface



CITADIA

Sources: IPI, CAUE13- octobre 2024



PROTECTION DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE DANS LE PLU

LAMANON

UA Projet de zonage du PLU

— Hydrographie de surface

Les grandes entités paysagères

Zone agricole

Zone naturelle

Le patrimoine naturel et bâti

★ Bâtiment patrimonial à préserver

••• Bords de canaux à préserver

▨ Ensemble bâti et paysager à préserver

▨ Espaces boisés à préserver

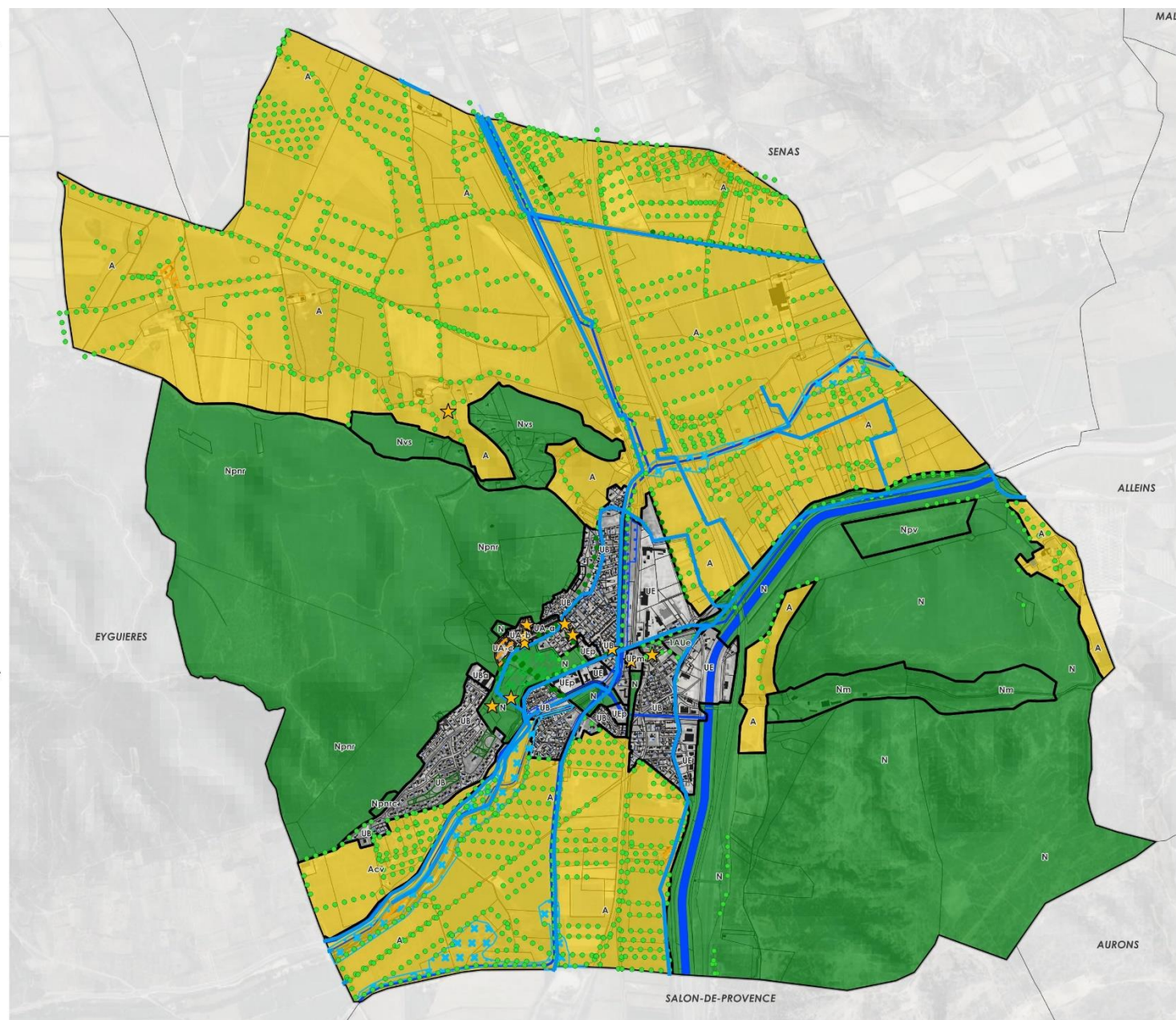
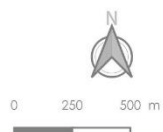
▨ Parc du Platane et abords à préserver

▨ Zones humides à protéger

— Canaux et filioles à protéger

••• Protection alignement d'arbres et bocages

••• Protection alignement de platanes



7. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA POLLUTION DE L'AIR ET LA POLLUTION SONORE

7.1. La pollution de l'air

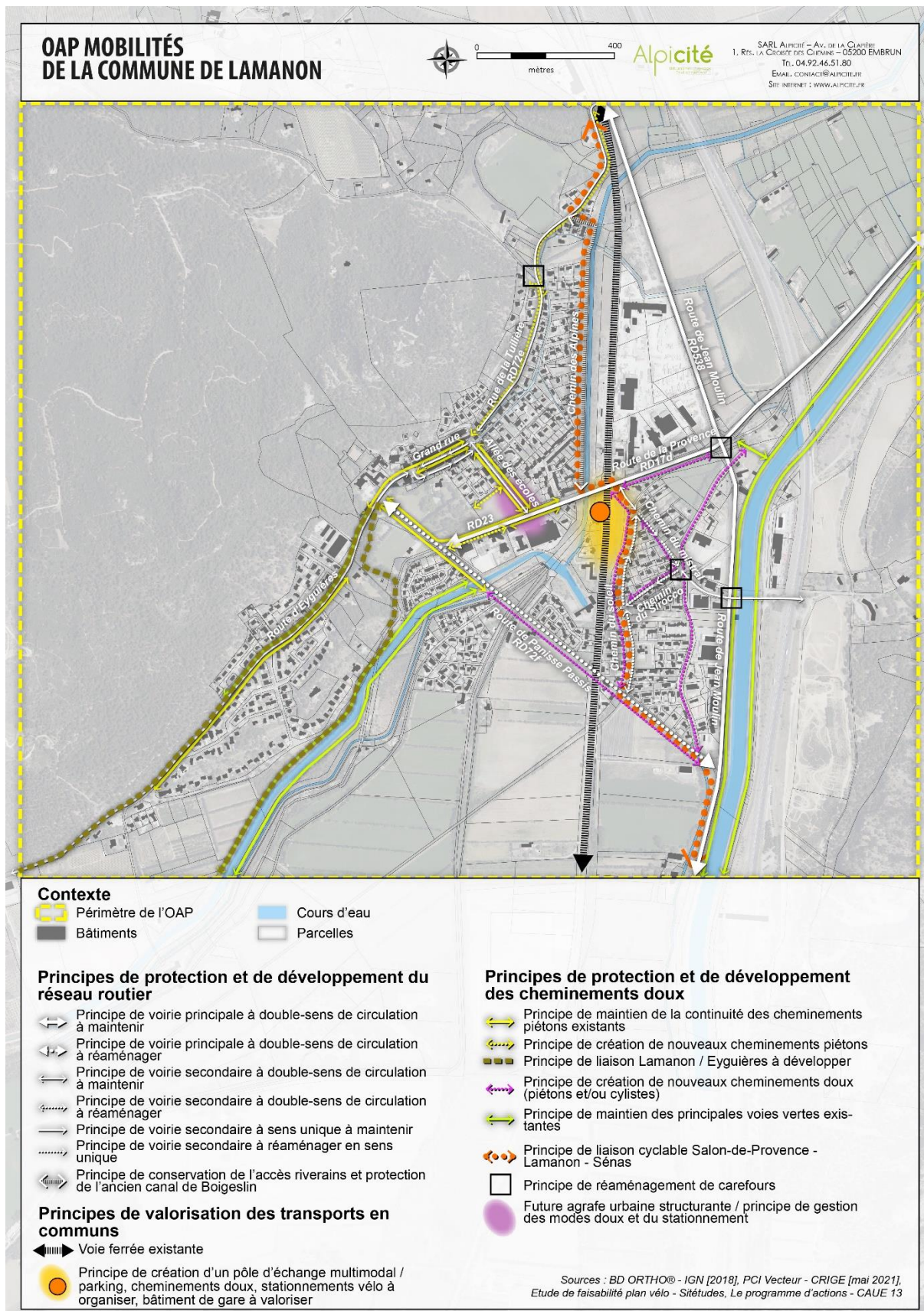
7.1.1. *La pollution atmosphérique due aux transports*

Le scénario démographique retenu par la commune (1% par an) impliquera nécessairement une augmentation du nombre de véhicules. En effet, au regard des chiffres connus aujourd'hui sur le département (INSEE), 47,8 % des ménages possèdent 1 véhicule et 30,8 % possèdent deux véhicules ou plus. Ainsi, à l'horizon 2032, 181 véhicules supplémentaires pourraient parcourir le territoire de Lamanon quotidiennement. Ce chiffre reste inférieur à celui du scénario tendancielle (1,35% qui induit 235 véhicules supplémentaires).

L'importance de l'équipement automobile des ménages et du nombre de véhicules sur le territoire entraînera donc un impact supplémentaire sur la qualité de l'air et les émissions de gaz à effet de serre du territoire.

Afin de limiter l'utilisation de la voiture, le PLU au travers de son PADD favorise l'amélioration des déplacements et de l'accessibilité en renforçant le site de la gare comme pôle multimodal pour offrir stationnement et desserte de qualité. Il prévoit également d'améliorer les réseaux de déplacements doux à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, et vers les communes voisines. De même, la centralité prévue par le PLU et le zonage permettent de limiter l'utilisation de la voiture à la faveur des transports en commun.

Le projet de PLU prévoit une OAP thématique sur la mobilité dont le principal objectif est de développer les mobilités douces ainsi que les transports en commun, alternative à l'usage de la voiture individuelle. Cette dernière impose que sur les principes de tracés repérés, les installations, opérations d'aménagement ou de constructions ne devront pas remettre en cause les liaisons envisagées, voire pourront y participer. L'OAP permet ainsi la valorisation des modes doux le long des axes les plus fréquentés et la création de nouveaux cheminements. Pour faciliter l'accès aux lignes cyclables 1 et 2 définies dans le plan vélo de la Métropole et favoriser l'usage du vélo entre Sénas et Salon-de-Provence, des cheminements cyclables seront intégrés aux routes existantes. À cet effet, plusieurs emplacements réservés répertoriés au document graphique sont destinés à l'élargissement des voies routières.



7.1.2. *La pollution atmosphérique due aux secteurs résidentiel/tertiaire et l'utilisation des énergies renouvelables*

L'augmentation prévue de la population aura pour effet l'augmentation du besoin en énergie et donc des émissions pour le secteur du résidentiel tertiaire. Néanmoins, la mise en place, à l'échelle nationale, de réglementations thermiques va dans le sens d'une maîtrise des consommations et donc des pollutions engendrées.

Les dispositions générales du règlement du PLU définit des mesures règlementaires pour favoriser l'emploi de matériaux renouvelables ou de procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, etc. Le règlement autorise également les équipements liés aux énergies renouvelables à condition que ces derniers soient adaptés aux bâtis existants et à l'environnement patrimonial et paysager.

De même, le PADD du PLU prévoit dans son orientation 2 « Conforter un développement économique, respectueux de l'environnement et des paysages » dédie un objectif dans le but de « Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables ». Ce dernier définit les actions suivantes :

- Contribuer à l'efficacité des bâtiments en favorisant la durabilité de l'habitat, que ce soit dans l'existant ou les nouvelles constructions ;
- Miser sur le potentiel solaire du territoire afin de développer un projet de centrale photovoltaïque, avec pour but d'encourager le projet de centrale au niveau du Défend d'Alleins.

➔ **Le projet du PLU ne porte pas atteinte aux pollutions dues aux secteurs résidentiel et tertiaire et induit même un impact positif en valorisant les projets favorables au développement des énergies renouvelables.**

7.2. La pollution sonore

La commune de Lamanon est concernée par les nuisances sonores provenant des voies bruyantes qui parcourent le territoire : A7 et la D538. Le règlement définit des dispositions particulières pour les constructions aux abords de ces deux voies :

En dehors des espaces urbanisés de la commune, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'A7 et une bande de 75 m de part et d'autre de l'axe de la D538, sauf si une étude justifie en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Les constructions listées ci-dessous peuvent cependant être autorisées dans les bandes susmentionnées, sous réserve que le règlement du plan local d'urbanisme ne les interdise pas :

- Les constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- Les services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- Les bâtiments d'exploitation agricole ;
- Les réseaux d'intérêt public ;
- Les infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier ;
- L'adaptation, le changement de destination, la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

De même pour tout secteurs affectés par le bruit de part et d'autre du réseau routier objet d'un arrêté préfectoral de classement sonore :

« Les voies suivantes sont l'objet d'un classement sonore par arrêté préfectoral du 19 mai 2016 :

- L'Autoroute A7, voie classée catégorie 1 ;
- La D17 D, voie classée en partie en catégories 3 et 4 ;
- La D538, voie classée en partie en catégories 2, 3 et 4.

Tout projet de construction devra présenter les normes d'isolation correspondantes aux arrêtés préfectoraux et ce :

- dans une bande de 300 mètres de part et d'autre des axes classés en catégorie 1 ;
- dans une bande de 250 mètres de part et d'autre des axes classés en catégorie 2 ;
- dans une bande de 100 mètres de part et d'autre des axes classés en catégorie 3 ;
- dans une bande de 30 mètres de part et d'autre des axes classés en catégorie 4 ;
- dans une bande de 10 mètres de part et d'autre des axes classés en catégorie 5 ;

Les arrêtés ainsi que les cartographies sont disponibles en annexe du PLU (le pétitionnaire devra utilement s'informer sur les arrêtés en vigueur au moment de sa demande d'autorisation d'urbanisme). »

L'OAP sectorielle n°6 « Pôle d'échanges multimodal » prévoit au niveau des futurs logements, la mise en place d'une zone tampon végétalisée afin de limiter les nuisances pour les nouveaux bâtiments.

Concernant les ondes électromagnétiques, l'implantation des projets veillera à tenir compte des recommandations en vigueur de l'ANSES portant sur les mesures d'éloignements et/ou de réductions des risques électromagnétiques, en adaptant les réponses programmatiques au regard de l'intensité d'exposition ainsi que des personnes exposées.

Pour les bruits engendrés des mesures pourront être présentées dans le rapport de présentation telles que :

- Eviter l'installation d'établissements bruyants ou d'activités bruyantes à faible valeur ajoutée pour le territoire ;
 - Optimiser l'orientation des logements et autres bâtiments sensibles aux nuisances sonores en fonction des sources de bruit existantes ;
 - Adapter la morphologie urbaine pour limiter les incidences des nuisances provenant des voies classées (ex : mesure d'épandage, structures et matériaux limitant la propagation de bruit, ...).
- ➔ L'ensemble de ces mesures permettent de ne pas aggraver les nuisances sonores. **Les incidences du projet de PLU sur les nuisances sont donc considérées comme faibles.**

8. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LE CLIMAT

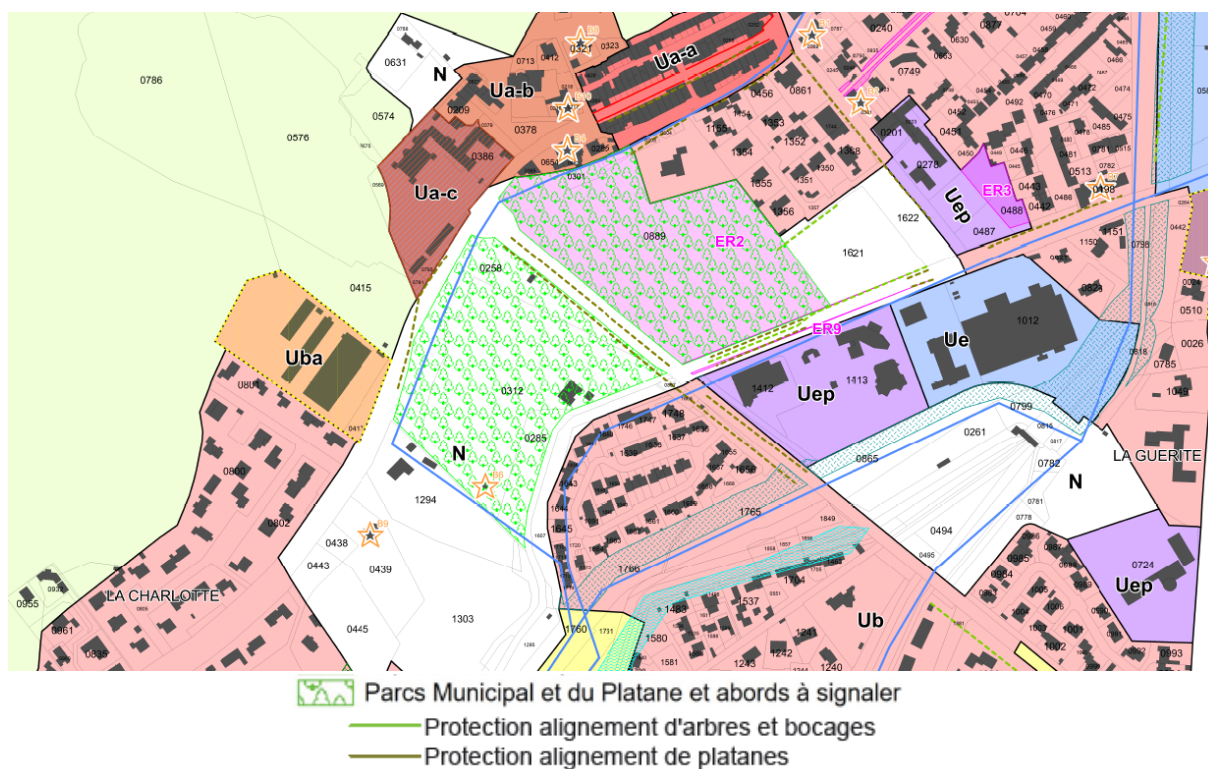
8.1. Le climat et le tissu urbain

Les sols permettent de stocker, sous forme de matière organique, le carbone de l'atmosphère et font donc office de puits de gaz carbonique. Les matières organiques participent ainsi à l'atténuation du changement climatique en stockant le carbone dans le sol.

Le PLU permet au travers son zonage de concentrer les zones urbaines au niveau de l'enveloppe urbaine déjà existante. Cette volonté est également retranscrite dans son PADD qui souhaite tendre vers une division par deux de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport aux dix dernières années. De même, le PADD prévoit de maîtriser le développement urbain diffus en limitant l'étalement urbain par la densification du tissu urbain existant en priorité.

L'OAP thématique Trame Verte et Bleue permet également de limiter l'effet des îlots de chaleurs et de l'imperméabilisation des sols. Ainsi les espaces anthropisés se doivent de préserver la contiguïté des jardins, les parcs publics, les alignements d'arbres, les haies et les autres ensembles boisés. Les autres OAP sectorielles intègrent également des espaces végétalisés permettant une bonne intégration paysagère mais aussi pour limiter l'imperméabilisation des secteurs.

Le zonage identifie également des zones de Nature en ville en créant des poumons verts au milieu du tissu urbain sous la forme de zone N ou parcs urbains. De même, les alignements d'arbres identifiés sur le territoire communal sont recensés par le zonage.



Extrait du zonage de PLU

Le PLU permet ainsi de limiter la multiplication des îlots de chaleur en préservant les îlots de fraîcheur existants et en limitant l'extension du tissu urbain.

8.2. Le climat et les risques naturels

L'une des conséquences du changement climatique est également l'augmentation de la fréquence, de l'intensité et de la durée des canicules et des sécheresses ainsi que des précipitations. Les risques naturels se voient également augmenter lors de ces épisodes.

Au travers des mesures évoquées dans la partie « Les effets notables probables du plan sur la prise en compte des risques », le PLU permet de protéger la population de ces risques naturels accentué par le changement climatique.

8.3. Le climat et la ressource en eau

Le réchauffement climatique aura un impact sur la disponibilité en eau. Le territoire est concerné par de nombreux canaux ainsi qu'un captage présentant un périmètre de protection.

Le zonage du PLU identifie les bords de canaux et les canaux et filioles à préserver ainsi que les zones humides à protéger. Ces protections permettent de garantir l'intégrité de ces espaces d'intérêt pour la ressource en eau. De même, le PADD inscrit la préservation des réseaux d'irrigation au sein des espaces agricoles ainsi que d'assurer la pérennité et la suffisance des réseaux.

De même, la croissance démographique prévue par le PLU n'induit pas une augmentation significative en besoin en eau. Les réseaux étant en capacité de répondre à cette demande.

Du fait de ce zonage et des objectifs inscrits dans le PADD, le PLU permet ainsi de limiter les incidences liées au changement climatique sur la ressource en eau.

Chapitre 4 : INCIDENCES PREVISIBLES SUR LE RESEAU NATURA 2000

Les zones Natura 2000 constituent un réseau de sites écologiques à l'échelle Européenne. Ces zones ont deux objectifs majeurs qui sont :

- La préservation de la diversité biologique.
- La valorisation du patrimoine naturel de nos territoires.

Les zones Natura 2000 forment un maillage qui se veut cohérent à travers toute l'Europe, afin que cette démarche favorise la bonne conservation des habitats naturels et des espèces.

Les textes les plus importants qui encadrent cette initiative sont les directives « Oiseaux » (1979) et « Habitats », faune, flore (1992). Ces deux directives sont les éléments clefs de la création des zones Natura 2000.

La directive Oiseaux/ZPS permet ainsi de :

- Répertorier les espèces et sous-espèces menacées ;
- Classer à l'échelle Européenne plus de 3 000 zones qui ont un intérêt particulièrement fort pour l'avifaune ;
- Délimiter les Zones de Protection Spéciales, ZPS.

La directive Habitats, faune, flore/ZSC permet quant à elle de :

- Répertorier les espèces animales, végétales qui présentent un intérêt communautaire ;
- Classer à l'échelle Européenne plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales ;
- Délimiter les Zones Spéciales de Conservations, ZSC.

En outre, le Code de l'environnement consacre une section particulière aux sites Natura 2000 qui précise le cadre général de désignation et de gestion de ces zones (art L. 414.1 à L. 414.7 du Code de l'Environnement).

Les récentes évolutions législatives et réglementaires ont renforcé la prise en compte des enjeux environnementaux dans les documents d'urbanisme, en élargissant :

- D'une part, le champ des plans et programmes, en particulier les documents d'urbanisme soumis à Évaluation Environnementale ;
- Et d'autre part, le champ des études d'incidences Natura 2000.

Le Décret du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 élargit considérablement le champ des opérations soumises à études d'incidences citées aux articles L414-4 et R414-19 du Code de l'Environnement. Il impose aux documents d'urbanisme soumis à Évaluation Environnementale (car étant susceptibles d'affecter des sites Natura 2000 sur le territoire concerné) qui seront approuvés après le 1^{er} mai 2011, de réaliser une étude d'incidences Natura 2000.

Dans ces conditions, tous les PLU et leurs révisions, susceptibles d'être approuvés après le 1^{er} mai 2011, doivent faire l'objet d'une étude d'incidences Natura 2000. Dans ce cadre, le PLU de Lamanon doit comporter une évaluation des incidences sur le réseau Natura 2000.

L'article R414-23 du Code de l'Environnement en précise le contenu.

« (...) Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

I. — Le dossier comprend dans tous les cas :

- 1) Une présentation simplifiée du document de planification, ou une description du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention, accompagnée d'une carte permettant de localiser

l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; (...)

- 2) Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, (...)

II. — Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification, le programme ou le projet, la manifestation ou l'intervention peut avoir, (...).

III. — S'il résulte de l'analyse mentionnée au II que le document de planification, ou le programme, projet, manifestation ou intervention peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.

IV. — Lorsque, malgré les mesures prévues au III, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre :

- 1) La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue (...)
- 2) La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables (...)
- 3) L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, (...).

Cette évaluation des incidences Natura 2000 accompagne le dossier d'arrêt et d'approbation du document de planification. Par ailleurs, cette évaluation est jointe au dossier soumis à enquête publique.

Le présent rapport constitue l'étape préliminaire correspondant au I) 1° et 2° de l'article R414-23 du Code de l'Environnement (cité ci-dessus). Les étapes suivantes de l'évaluation des incidences sont engagées, seulement si le projet de PLU est susceptible d'affecter les sites du réseau Natura 2000.

La réalisation de cette évaluation des incidences Natura 2000 ne dispensera en aucun cas les porteurs de projet soumis à la réalisation d'une étude spécifique et détaillée.

1. LES PROJETS APPREHENDÉS DANS LE DOSSIER D'ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

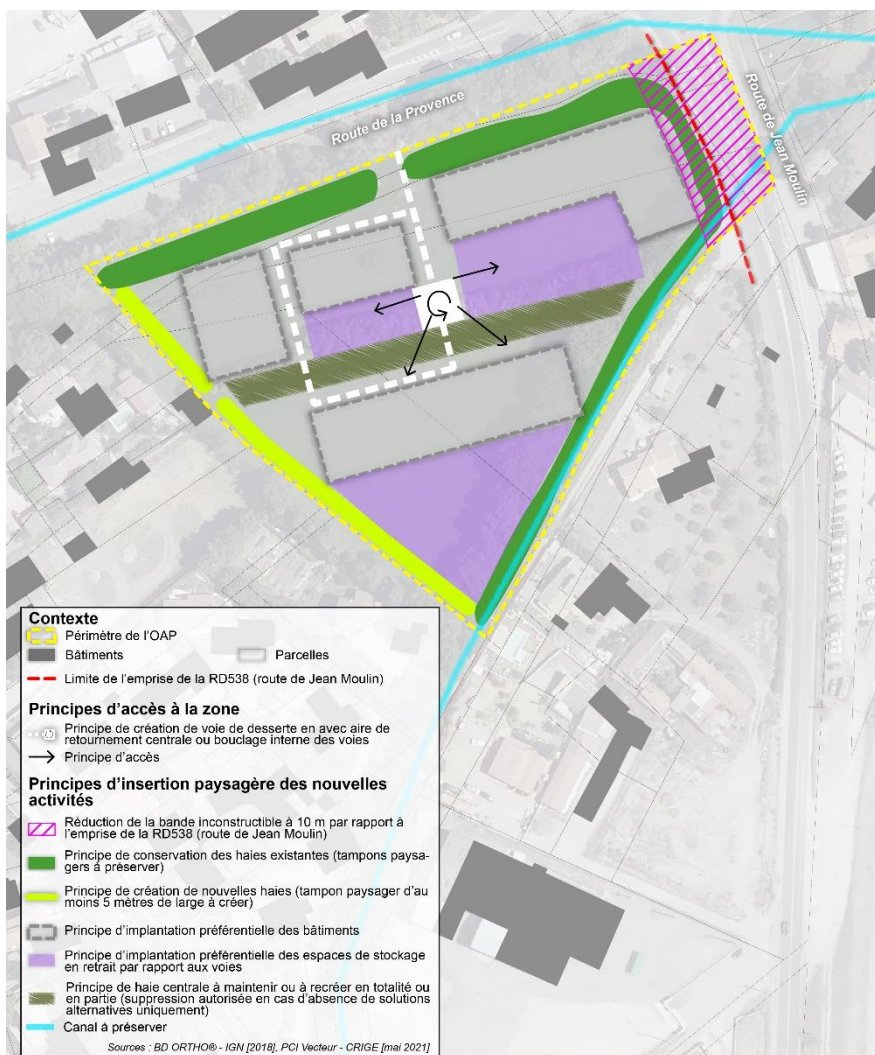
Les projets pris en compte dans cette évaluation des incidences Natura 2000 sont tous recensés dans les Orientations d'Aménagements et e Programmation (OAP) et dans les emplacements réservés (ER).

Les OAP :

- OAP « sectorielle » n°5 – Zone d'activité économique « La Guérite »

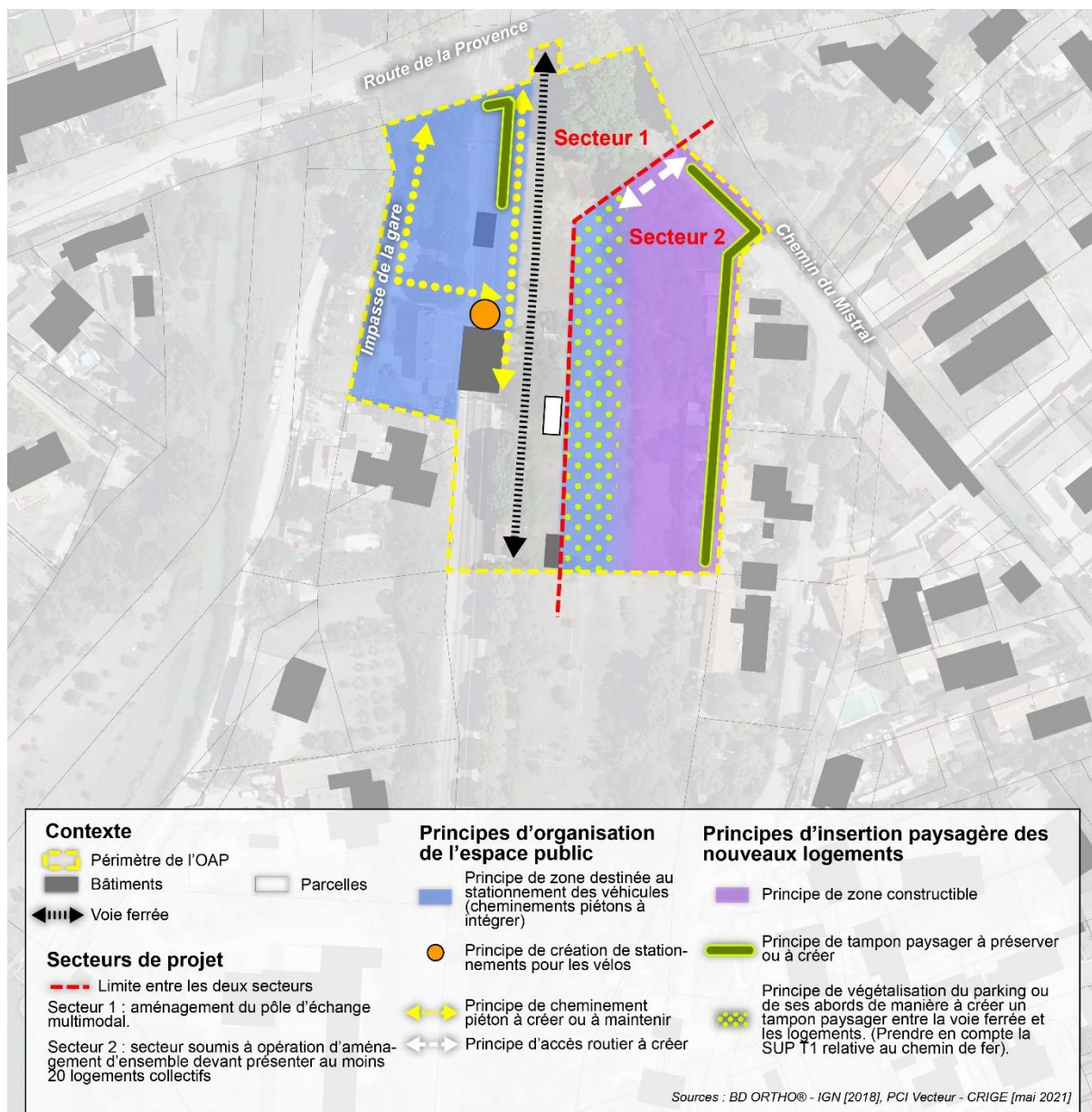
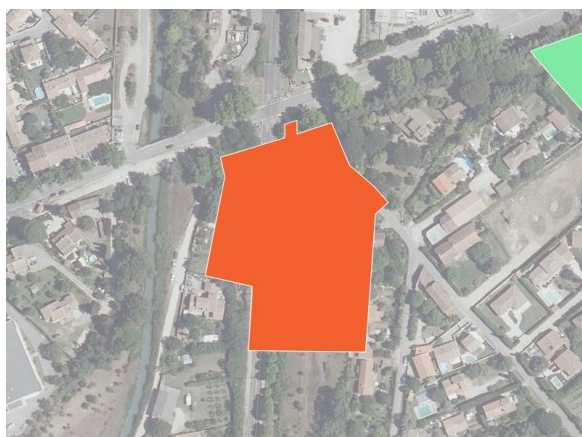


Situé en entrée de ville, entre la route de Jean Moulin et la route de Provence, le secteur est facilement accessible en voiture et en camion. Sa proximité avec le futur projet de pôle multimodal ainsi que son enclavement entre deux grandes zones artisanales en font un lieu privilégié pour le développement d'activités économiques. Le projet prévoit le développement de l'emploi local via cette zone ouverte à l'activité, facilement accessible en transports en commun et en modes doux depuis le centre-ville.



- OAP « sectorielle » n°6 – Pôle d'échanges multimodal

Le périmètre soumis aux orientations d'aménagement et de programmation a vocation à constituer un pôle d'échanges multimodal structuré autour de la gare de Lamanon permettant notamment de relier la commune à Salon-de-Provence, à Marseille et à Avignon. Le projet de pôle d'échanges multimodal comprend d'une part, l'aménagement des espaces publics autour de la gare et d'autre part la création de nouveaux logements et d'activités hôtelières bénéficiant de la proximité des transports en communs.

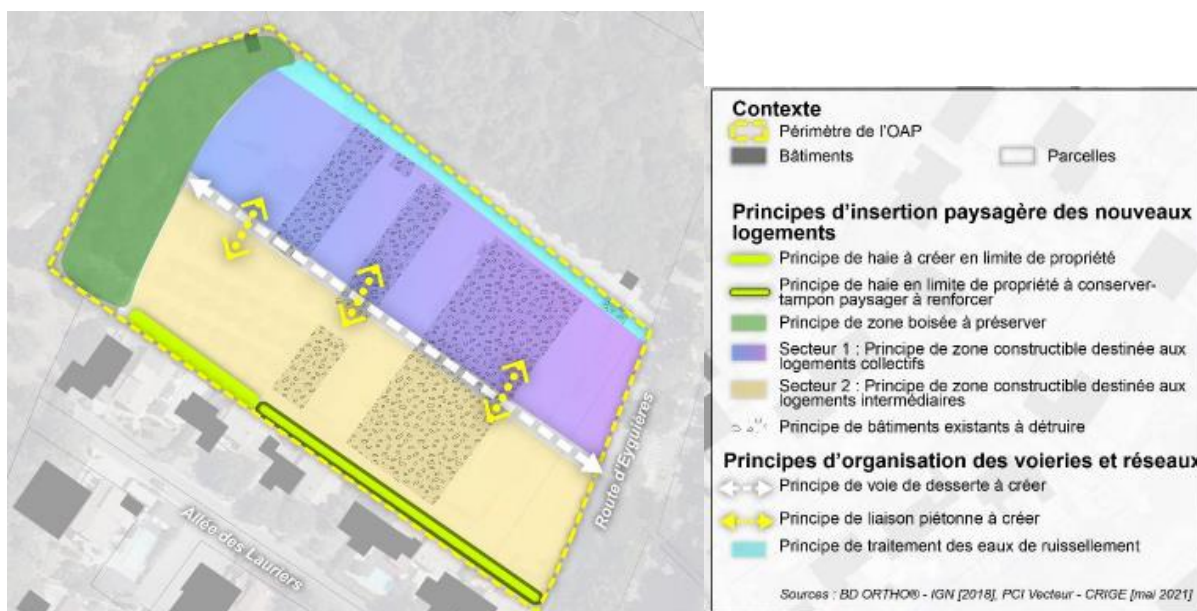


- OAP « sectorielle » n°7 – Secteur renouvellement urbain – site Mirion



L'aménagement de cette zone se réalisera sous forme d'opération de renouvellement urbain. Les bureaux de l'actuelle activité seront relocalisés et la zone pourra être réinvestie par des logements.

Le secteur de projet est divisé en deux secteurs : celui accueillant des logements collectifs avec une densité minimale de 50 logements par hectare et celui accueillant des logements intermédiaires avec une densité minimale de 25 logements par hectare.



Les Emplacements Réservés :

Afin de renforcer l'analyse des incidences sur le réseau Natura 2000, les emplacements réservés ont été ajoutés aux « zones de projets ». Comme le montre la carte suivante, ces espaces pour la plupart linéaires, sont directement liés aux espaces destinés aux OAP. Régulièrement, les ER visent à recalibrer des voies, créer des cheminements doux, ou des équipements de faible surface Dans le cadre des OAP, les ER jouent donc un rôle prépondérant notamment en ce qui concerne les accès, et les liaisons piétonnes. C'est le cas dans la commune de Lamanon. La partie ci-dessous présente tous les ER présents sur la commune selon différentes catégories, destinations, et surfaces allouées.

N°	Objet	Destinataire	Superficie ou largeur
ER1	Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales	Commune de Lamanon	Environ 1 458 m ²
ER2	Création d'un parc public	Commune de Lamanon	Environ 28 400 m ²
ER3	Extension du groupe scolaire et de la cantine	Commune de Lamanon	Environ 1 840 m ²
ER4	Elargissement de la route du Mistral	Commune de Lamanon	Route à 8m
ER5	Elargissement du Chemin du Soleil	Commune de Lamanon	Partie Nord à 7.5m Partie Sud à 13m
ER6	Elargissement Chemin des jardins	Commune de Lamanon	Route à 8m
ER7	Elargissement Chemin des Terrons	Commune de Lamanon	Route à 8m
ER8	Elargissement de la RD538	Département des Bouches-du-Rhône	Route à 25 m
ER9	Elargissement de la RD72g	Département des Bouches-du-Rhône	Route à 12 m

Etudes des incidences Natura 2000

LAMANON

 Périmètre éloigné (5km)

OAP

 La guérite

 Mirion

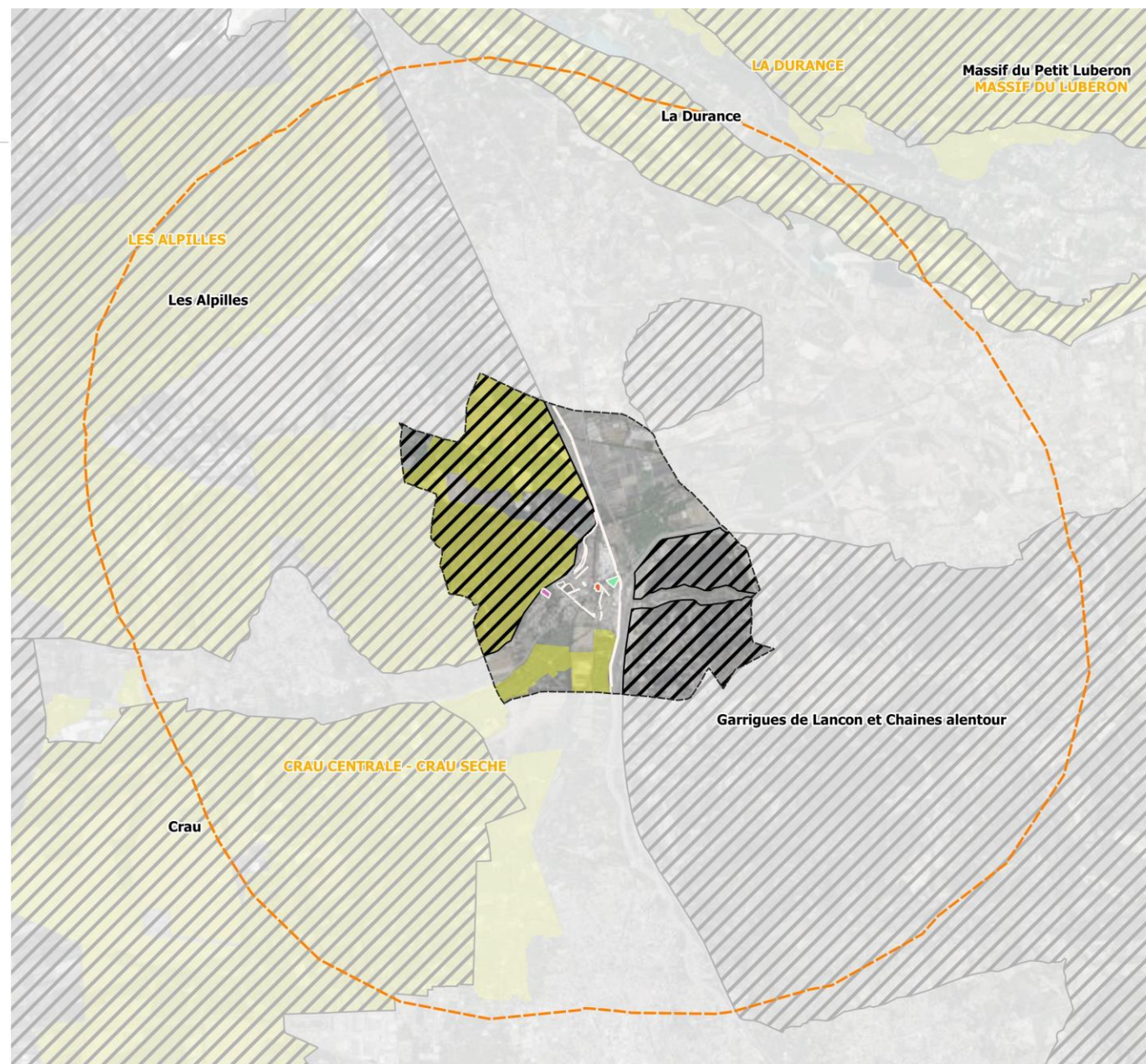
 PEM

 Emplacements réservés

Sites Natura 2000

 Zone de Protection Spéciale

 Zone Spéciale de Conservation



0 25000 m



 EVEN

Sources: INPN / Citadia Conseil - octobre 2023



Etudes des incidences Natura 2000

LAMANON

OAP

- La guérite
- Mirion
- PEM
- Emplacements réservés

Sites Natura 2000

- Zone de Protection Spéciale
- Zone Spéciale de Conservation



2. PRESENTATION DES SITES NATURA 2000 PRIS EN COMPTE DANS L'ETUDE DES INCIDENCES

Les sites Natura 2000 présentés ci-après sont inclus dans le périmètre éloigné de 5 km, situé autour des limites communales de Lamanon. Selon la carte présentée ci-dessus, la commune de Lamanon est directement concernée par deux ZSC et deux ZPS. Cependant, trois autres sites (ZSC et deux ZPS) sont pris en compte dans cette étude étant donné leur présence dans le périmètre éloigné de 5 km, dessiné autour des limites communales de Lamanon. Cette précaution vise à prendre en compte, toutes les espèces d'intérêt communautaire, qu'elles aient une dispersion locale (insectes, petits mammifères, reptiles...), ou au contraire, une dispersion relativement large (oiseaux, chauves-souris...).

Dans ces conditions, les ZSC et ZPS suivantes sont prises en compte dans cette étude :

- ZSC « Les Alpilles » (FR9301594) ;
- ZSC « Crau centrale – Crau Sèche » (FR9301595) ;
- ZSC « La Durance » (FR9301589) ;
- ZPS « Garrigues de Lançon et Chaines alentour » (FR9310069) ;
- ZPS « Les Alpilles » (FR9312013) ;
- ZPS « La Durance » (FR9312003) ;
- ZPS « Crau » (FR9310064).

2.1. La ZSC « Les Alpilles » (FR9301594)

Source : DOCOB ZSC Les Alpilles, 2001

La variété des conditions de milieu présentes sur le massif (variations microclimatiques et d'altitude, influences diverses des activités humaines...) est à l'origine de la richesse et de la diversité de la faune et de la flore. Le degré de rareté et de diversité qui caractérise certaines de ces espèces permet de prendre la mesure de la qualité des habitats naturels.

Ainsi, les Alpilles, avant même d'être proposées comme site Natura 2000, ont été classées en zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)², en zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO), ou encore pour certains sites plus localisés, protégés par un arrêté préfectoral de protection des biotopes. Le massif comporte 10 habitats d'intérêt communautaire dont un avec le statut prioritaire et compte 960 espèces dont 50 en limite d'aire de répartition.

Au niveau de la commune de Lamanon, le site recense des espèces de reptiles et d'amphibiens localisés en limite de la commune au niveau du massif du Défends d'Eyguière. De même 7 espèces floristiques sont recensées dans le massif du Défends au sein de la commune de Lamanon.

2.2. La ZSC « Crau centrale – Crau sèche » et ZPS « Crau »

Source : DOCOB, 2014

Les deux sites sont concernés par le même Document d'Objectifs (DOCOB) actualisé en 2014. Lieu exceptionnel, jadis uniforme jusqu'à la mer, la Crau forme une vaste plaine à pente douce, empreinte d'une forte identité paysagère révélant des végétations contrastées. Trois grandes entités paysagères se partagent le territoire craven, à savoir :

- Parcours steppiques caillouteux ou Crau sèche, appelés localement "coussouls", à l'aspect rude et aride où conditions extrêmes favorisent une structure végétale rase, dépourvue de tout arbre. De cette vaste étendue ne se détachent que les constructions des bergeries et des puits.

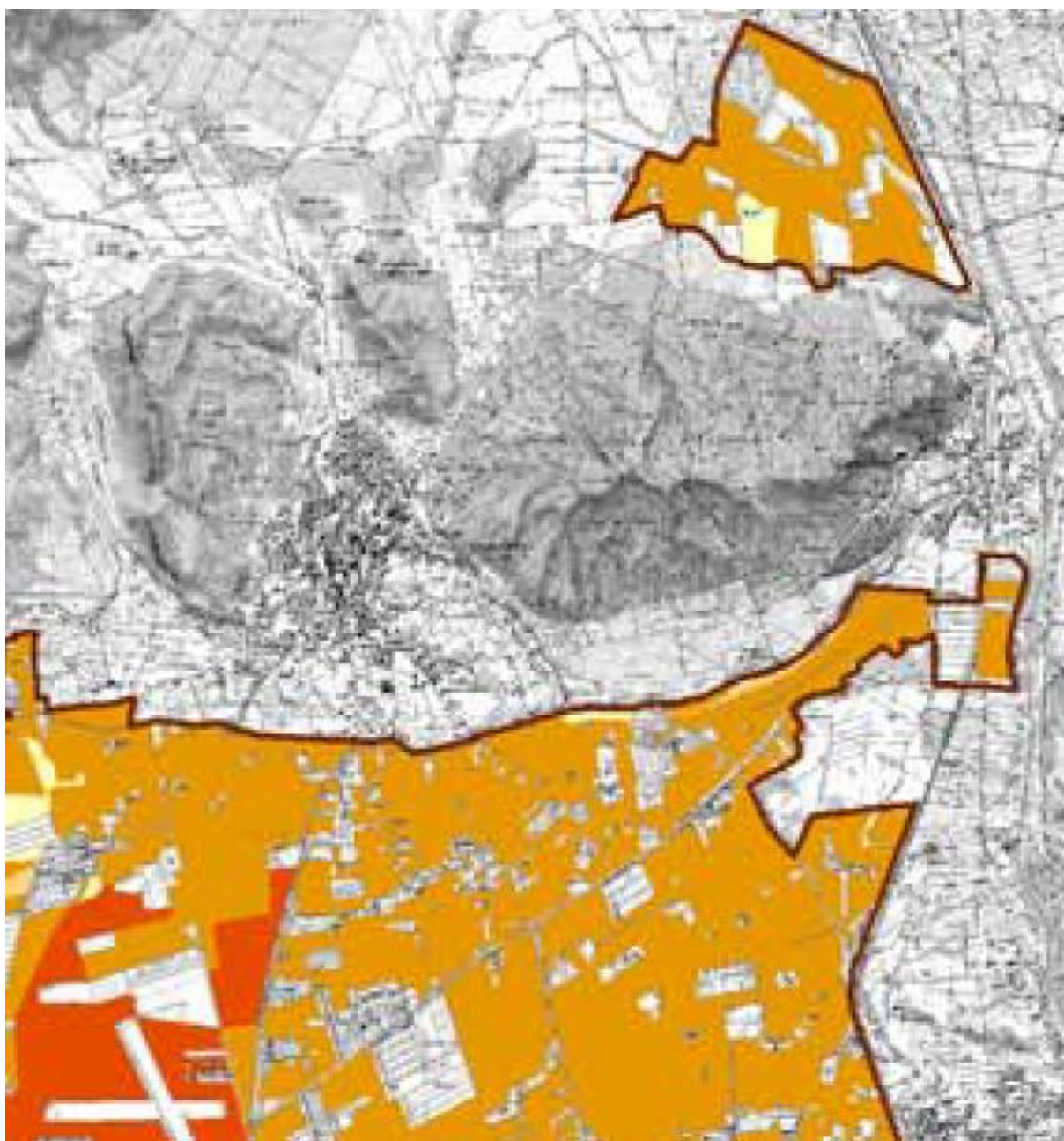
- Milieux bocagers verdoyants ou Crau irriguée, cloisonnés par un maillage de haies plus ou moins dense et accompagnés d'un réseau de canaux assurant l'irrigation des prés de fauche. Vergers et cultures maraîchères côtoient les exploitations de foin de Crau.
- Costières de Crau de chênes verts épars, en marge du site, constituent le seul relief d'importance et signalent la proximité des collines calcaires.

A noter la présence ponctuelle de zones humides en Crau, marais et étangs, rompant l'ambiance uniforme de ce quasi-désert. La Crau est bordée par des entités géographiques bien définies : au Nord, massifs montagneux des Alpilles (498m), le Rhône à l'Ouest, la Camargue au Sud-Ouest, l'Étang de Berre au Sud-Est.

La commune recense 2 habitats d'intérêts communautaires :

- 6510 pelouses maigres de fauche de basse altitude
- 9340 Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia

Les enjeux de conservation au niveau de la commune ont été identifiés comme moyen à fort.



2.3. La ZSC « La Durance » (FR931589) et ZPS « La Durance » (FR9312003)

Source : *DOCOB*

Ces deux sites présentent un DOCOB commun. Le site Natura 2000 de la Durance recouvre environ 20 000 ha d'un territoire très particulier puisque lié au cours d'eau. Paysages, conditions physiques du milieu, flore, faune et activités humaines s'expriment le long des 200 km de linéaire de manière diversifiée : de la Moyenne Durance, marquée par l'influence alpine, à la Basse Durance déjà largement méditerranéenne. La plupart des milieux naturels de la Durance sont le résultat de cette double influence, ainsi que du rôle prépondérant de la rivière qui les remanie à chaque crue.

La Durance assure aussi des fonctions fondamentales de corridor de déplacement pour les espèces (de flore comme de faune), de diversification (mélange d'espèces montagnardes et méditerranéennes) et de refuge (milieux naturels permettant la survie de nombreuses espèces). Le territoire du site de la Durance concerne 81 communes organisées en intercommunalités et 5 départements. La Durance est l'objet d'un Plan Durance multi-usages coordonné par le préfet de région, ainsi que d'un contrat de rivière, porté par le SMAVD.

Les sites présentes sur la commune de Sénas, au Nord de la commune de Lamanon 5 habitats d'intérêt communautaire et un habitat d'intérêt non communautaire. Aucune espèce remarquable n'a été recensé à proximité de Sénas.

2.4. La ZPS « Garrigues de Lançon et Chaines alentour » (FR9310069)

Source : *DOCOB, 2014*

Le site Natura 2000 « Garrigues de Lançon et ses chaînes alentour » est identifié au niveau européen comme un site patrimonial pour la conservation de l'avifaune locale et intégrée au réseau Natura 2000, dans le cadre de la directive « Oiseaux », à l'origine de la création cette Zone de Protection Spéciale (ZPS).

Les « Garrigues de Lançon et chaînes alentour » présentent tous les attraits pour être désigné comme l'une des plus belles zones d'observation ornithologiques de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

Sur une surface de plus de 27 000 hectares, 40% de la ZPS est recouverte de milieux ouverts, naturels, de type garrigues et pelouses. Le développement d'un tel continuum sur de si vastes surfaces est une particularité unique en Provence et c'est pour cette raison que l'on y retrouve une telle concentration d'espèces patrimoniales.

- ➔ En tout ce sont donc plus de 600 espèces de plantes à fleurs et d'arbres, une trentaine d'espèces de mammifères (dont 12 de chauves-souris) et 245 espèces d'oiseaux dont 120 nicheuses (dites "terrestres et marines") qui se partagent le territoire

Trois espèces prioritaires à très fort enjeu de conservation émergent de l'analyse : le Faucon crécerellette, l'Aigle de Bonelli et l'Outarde canepetière. A elles trois, ces espèces mettent en lumière les enjeux et les axes de conservation qui devront être suivis par le gestionnaire du site.

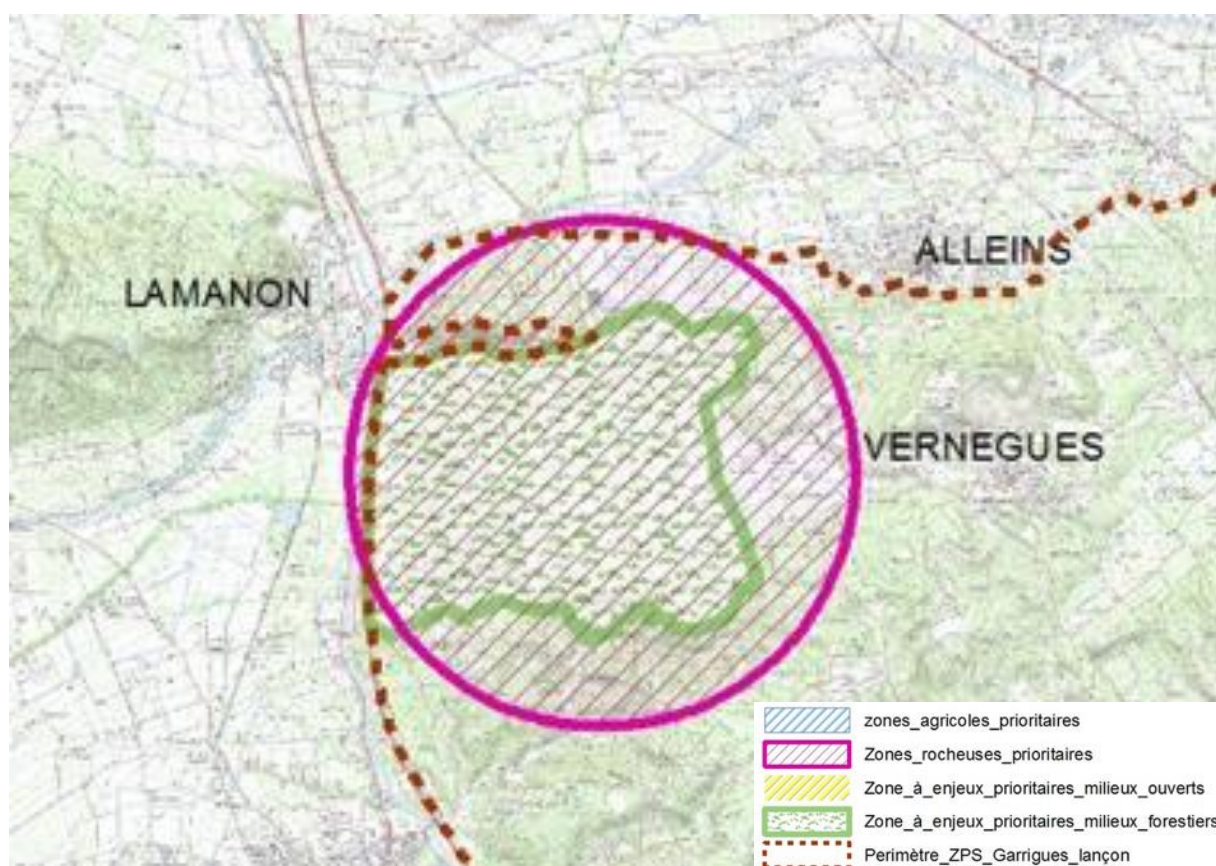
Une espèce est strictement liée aux milieux agricoles alors que les deux autres fréquentent aussi bien les milieux rupestres, que les zones agricoles et autres habitats ouverts/semi-ouverts. Ces grands types d'habitats sont les enjeux de la Z.P.S car ils abritent la quasi-totalité des espèces patrimoniales.

Les milieux rupestres abritent ou abritaient la reproduction de plusieurs espèces à très forte valeur patrimoniale (Aigle de Bonelli, Vautour percnoptère et Faucon crécerellette). Pour remplir leurs exigences écologiques, ces espèces ont également besoin de vastes zones ouvertes riches en proies multiples et variées. Les grandes étendues de garrigue qui représentent près de la moitié de la surface de la Z.P.S concentrent une grande partie des espèces communautaires qui y remplissent quelques-unes ou la totalité de leurs fonctionnalités.

A côté des garrigues, on trouve d'autres milieux ouverts que sont les zones agricoles. Elles abritent, elles aussi, une avifaune très riche et malgré des effectifs jamais importants, elles témoignent de la diversité spécifique propre à cette Z.P.S. Cela montre qu'il est nécessaire d'accompagner la nouvelle évolution des pratiques agricoles, qui se fait jour, pour la renforcer encore et l'accélérer afin notamment de pérenniser voire accroître les effectifs d'oiseaux de plaine concernés.

Ce constat est renforcé par les espèces à fort enjeu de conservation où l'on retrouve deux espèces des milieux agricoles (Œdicnème criard et Chevêche d'Athéna) et six espèces dépendantes des habitats ouverts et/ou rupestres. Les 12 espèces à niveau modéré et les 12 espèces à enjeu faible dépendent également pour tout ou partie des milieux ouverts et agricoles. Les espèces à enjeu modéré sont toutes nicheuses dans la Z.P.S alors que les espèces à enjeu faible sont classées dans cette catégorie soit parce qu'elles ne sont que des espèces migratrices, souvent en effectifs très réduits, ou bien des espèces nicheuses mais dont les effectifs sont confidentiels ou au contraire élevés.

La zone comprise dans la commune de Lamanon est concernée par une zone à enjeux prioritaire pour les milieux forestiers et une zone rocheuse prioritaire.



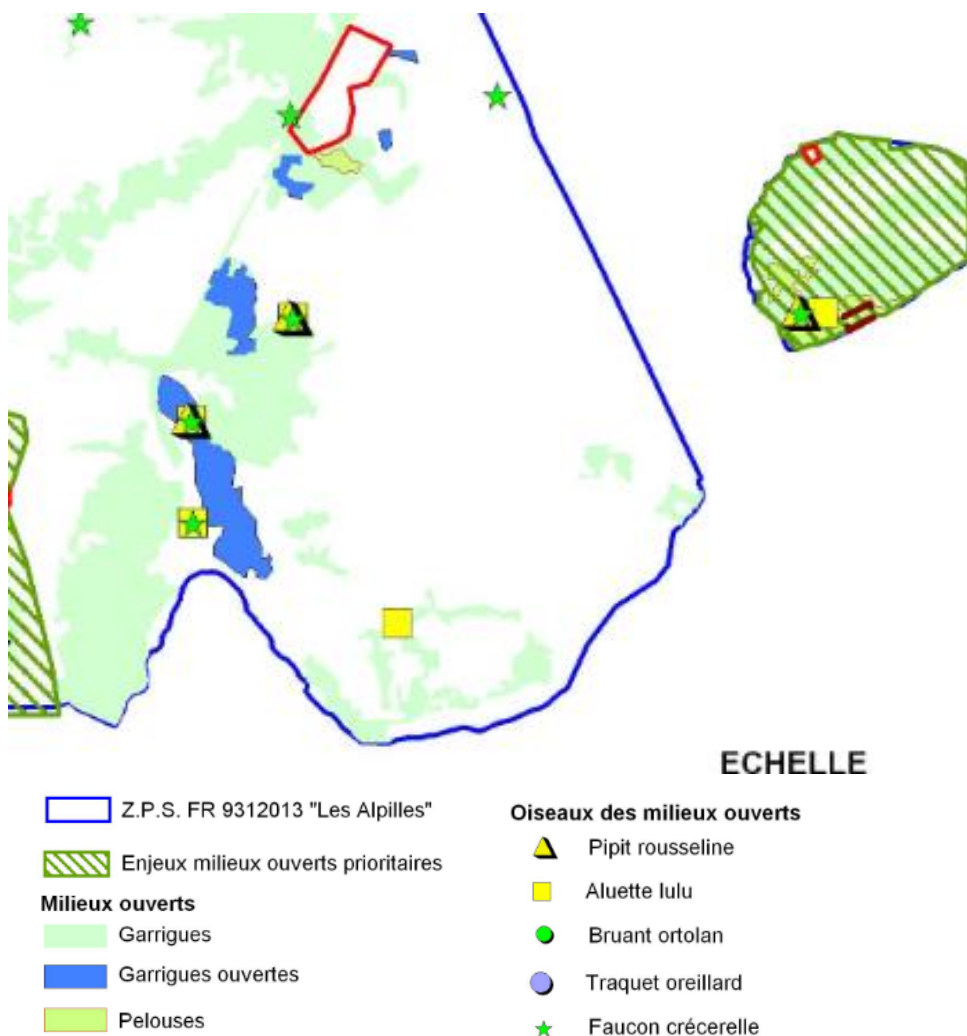
Enjeux de conservation globaux des espèces de la ZPS

2.5. La ZPS « Les Alpilles » (FR9312013)

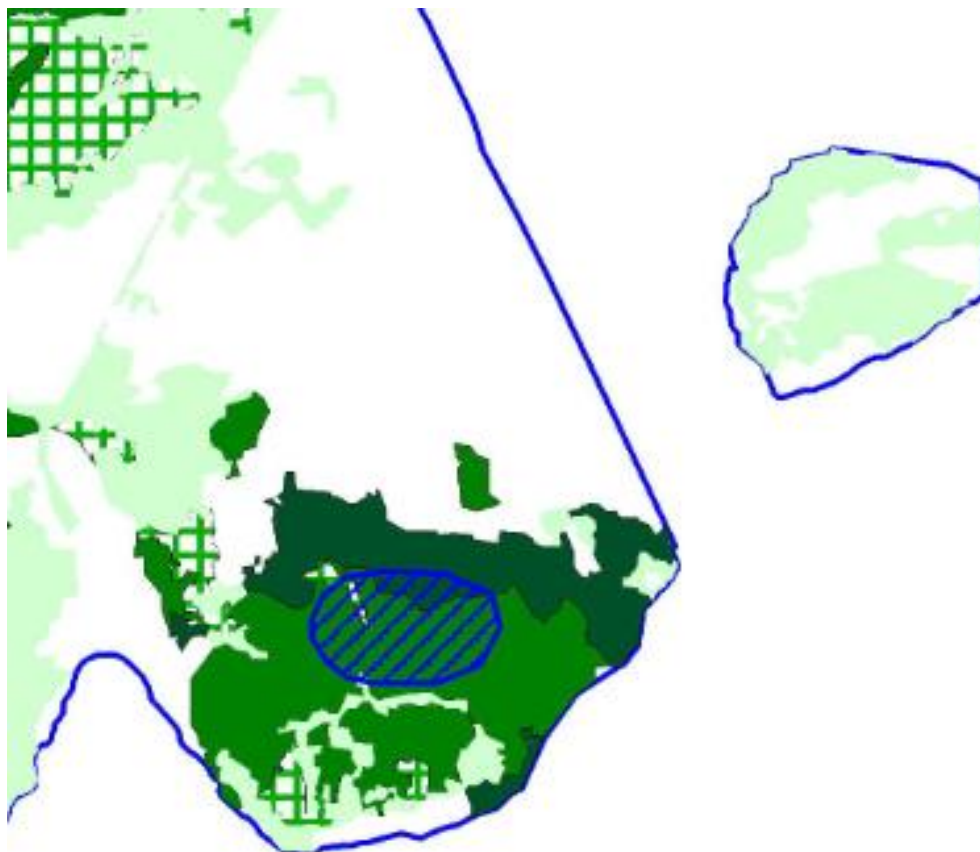
Source : DOCOB, 2011

L'état des lieux concernant la Zone de Protection Spéciale des Alpilles a été réalisé à partir de différents rapports et études possédés par le PNRA. (hors inventaires ornithologiques menés en 2008/2009 dans le cadre de l'élaboration du présent Document d'Objectifs). Cela induit, en ce qui concerne les descriptifs et les données chiffrées, quelques biais car chacune de ces études concerne des périodes différentes ainsi que des périmètres différents et jamais identiques à celui de la ZPS.

Le périmètre de la ZPS « Les Alpilles » compris dans la commune de Lamanon recense les zones prioritaires de conservation suivantes :




Zones prioritaires de conservation en milieux ouverts



Légende

 Z.P.S. FR 9312013 "Les Alpilles"

Zones de nidification Circaète J-le-B.

 Zones occupées en 2008 de façon certaine


 Autres zones de nidification connues

Milieux forestiers

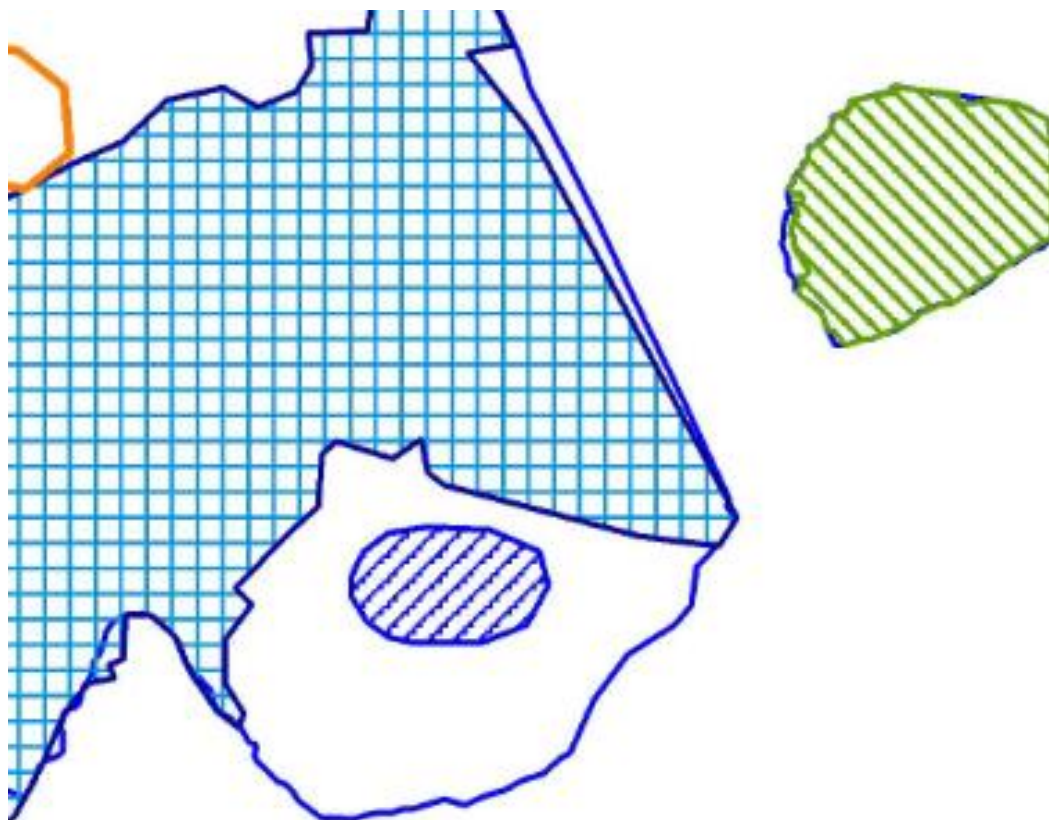
 Garrigues

 Forêts de feuillus

 Forêt et végétation arbustive

 Forêts de conifères

Zones prioritaires de conservation en milieux forestiers



Légende

ZPS

Enjeux espèces rupestres

Prioritaire

Très fort

Enjeux espèces milieux ouverts PRIO

Enjeux espèces agricoles PRIO

Circaète

2008

Zones anciennement connues

Zones prioritaires de conservation prioritaires globaux de la ZPS

3. EVALUATION DES INCIDENCES DU PLU SUR LE RESEAU NATURA 2000

La majorité des projets inclus dans la commune de Lamanon et dans le cadre d'élaboration de ce PLU, sont exclus des espaces Natura 2000

En ce qui concerne les ER, la grande majorité de ces espaces sont situés dans l'aire urbaine existante. Aucun d'entre eux n'est implanté dans l'enceinte même des espaces Natura 2000, excepté l'ER n°8 qui longe la ZPS « Les Alpilles » et les deux ZSC « Les Alpilles » et « Crau centrale – Crau sèche » correspondant à un élargissement de la RD568 dans le cadre de l'OAP thématique mobilité. Cet élargissement de la route concerne la RD538 se fait au profit du Département des Bouches-du-Rhône. L'analyse de la compatibilité de son projet avec le site Natura 2000 sera réalisée lorsque le projet sera plus abouti. En effet, il est possible que le projet d'élargissement ne nécessite pas d'emprise supplémentaire sur des espaces comportant des enjeux naturels potentiellement forts.

Cette modification n'est pas de nature à impacter significativement les sites Natura 2000, en cela qu'elle a pour but de développer les mobilités douces et donc de diminuer, à terme, l'utilisation de la voiture.

En règle générale, les projets sont centrés sur la construction d'infrastructures dans le but d'améliorer l'intégration paysagère des zones, de développer l'économie et de répondre à la demande en logements via le renouvellement urbain. Les espaces devraient être aménagés sur le plus ou moins long terme en fonction des zones considérées.

Les incidences peuvent être multiples. Lors des phases de chantier, la venue des engins peut engendrer une destruction partielle des habitats présents en bordure de l'espace Natura 2000 concerné. Ces espaces peuvent être des habitats d'intérêt communautaire et/ou prioritaire, et représenter des espaces de vie pour des espèces faunistiques d'intérêt communautaire et patrimonial. Les engins peuvent accidentellement déverser des polluants dans l'environnement, qui par présence de cours d'eau à proximité, peuvent impacter significativement des espaces naturels localisés plus loin. Néanmoins, la majorité des secteurs de projet sont pour la majorité en dehors des sites Natura 2000 et ne devraient donc pas impacter ces derniers. Concernant l'OAP Mirion situé à proximité directe de deux sites Natura 2000, cette dernière a pour destination le développement de logement via le renouvellement urbain d'une zone d'activité. Le projet identifie au niveau du site Natura 2000, des zones tampon non constructible et à préserver. Ces mesures permettent de ne pas aggraver le risque sur ces sites remarquables par rapport à l'utilisation initiale du site.

La phase de chantier peut induire des risques de collision avec la faune volatile. Les nuisances sonores peuvent provoquer des diminutions d'activités des espèces et induire une baisse du succès reproducteur. Dans le cas de chantier de nuit, les collisions et les effets peuvent s'extrapoler sur les espèces nocturnes, notamment volatiles, comme les oiseaux et les chauves-souris, particulièrement vulnérables et protégées pour la plupart. Étant donné que la plupart des projets sont situés dans le tissu urbain, ces espaces sont déjà en grande partie perturbés et sont depuis longtemps mis en lumière lors des périodes nocturnes. La majorité des ER du PLU ne sont pas inclus dans les sites Natura 2000 et n'auront donc pas d'impacts directs sur ces derniers lors de leur phase de chantier. L'ER à proximité directe du réseau Natura 2000 n'aura pas d'impacts directs en phase exploitation au vu de leur destination (développement de voie cyclable et voie piéton). Néanmoins, des mesures pourront être mises en place de la phase chantier pour limiter ces nuisances notamment le respect du cycle biologique des espèces recensées via des inventaires naturalistes lors de la phase pré-opérationnelle ou encore la réalisation de travaux en période diurne uniquement.

Concernant le site de Mirion, il s'agit ici d'une OAP encadrant le renouvellement urbain d'une usine aujourd'hui encore en activité. Le site est localisé à environ 50 mètres des sites Natura 2000 « Les Alpilles » désignés pour :

- La directive « Habitats, Faune, Flore » : ce site Natura 2000 est identifié pour la présence de lande à Ephède et à Genêt de Villars ainsi que pour la présence de nombreuses espèces de

chiroptères dont les colonies importantes sont présentes dans la carrière de Glanum (Saint-Rémy-de-Provence), la grotte des Fées (Baux-de-Provence) et le tunnel d'Orgon.

- La directive « Oiseaux » : ce site Natura 2000 est identifié pour près de 250 espèces d'oiseaux, dont 25 sont d'intérêt communautaire parmi lesquelles l'Aigle de Bonelli et le Percnoptère d'Egypte. Les espèces identifiées sont essentiellement liées aux landes et aux milieux boisés.

Toutefois, le site ne présente aucun habitat naturel, étant entièrement anthropisé. Quelques arbres sont présents au droit des espaces de stationnement du personnel de l'usine. Le bâtiment étant encore en activité, la présence de chiroptère au sein du bâti est très peu probable.



Photographie aérienne du site aujourd'hui (Source : Google maps)

Par ailleurs, sur ce futur secteur de renouvellement urbain, le déplacement des bureaux de cette entreprise vers la zone économique, la transformation des parkings imperméabilisés en parkings perméables en accompagnement de l'opération de logements, ainsi que le maintien de tampons paysagers (zone boisée existante au Nord de la parcelle, haie existante au Sud-Ouest), sont autant de facteurs favorables pour l'environnement, notamment en terme d'augmentation des surfaces perméables et végétalisés.

Concernant la zone Npv, l'étude d'impact a réalisé une étude d'incidence sur les zones Natura 2000. Selon les résultats des visites de terrain, l'étude affirme que le projet ne portera pas atteinte à l'état de conservation des espèces Natura 2000 ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 locaux et notamment sur la ZPS « Garrigues de Lançon et chaînes alentour ».

En ce qui concerne les projets plus éloignés des sites, les espaces sont soit urbanisés soit en continuité d'une zone économique, et ne présentent donc pas d'éléments du paysage importants dans le fonctionnement du réseau écologique. Ces sites de projets présentent d'ailleurs des aménagements qui ont pour but de renforcer le réseau écologique et de préserver les haies dont le rôle écologique est vérifié. Les projets prennent en considération les connexions écologiques au niveau local via la mise en place de frange tampon utilisant des essences locales. L'intégration paysagère est bien ancrée dans les projets et permet donc de recréer un réseau de haies et d'espaces verts afin d'accompagner au mieux la construction de nouveaux quartiers et zone d'activité et les intégrer au sein du paysage communal.

Les haies et les corridors aquatiques du réseau Natura 2000 sont conservés. Aucun axe potentiel de dispersion de la faune volatile ne présente de rupture. Les projets sont situés dans la continuité des aires urbaines. Le mitage urbain n'est pas amplifié.

Le PLU de Lamanon intègre dans sa révision, sa préoccupation environnementale et la conservation des entités naturelles, qui font l'identité de la commune et du département des Bouches-du-Rhône. Les

canaux qui parcourent le territoire apparaissent épargnés, ce qui réduit fortement le risque de diffusion des pollutions et l'affaiblissement du réseau Natura 2000 dans un second temps.

En conclusion, **aucune incidence résiduelle ou significative** n'est à considérer sur les espaces Natura 2000 vis-à-vis des projets présentés ci-dessus, dans le cadre du PLU de Lamanon.

Chapitre 5 : LES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE, COMPENSER S'IL Y A LIEU, LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Thématiques	Enjeux état initial	Incidences du projet PLU	Mesures ERC
Biodiversité et Trame Verte et Bleue	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la richesse écologique des sites - Prendre en compte les zones à statut identifiés sur le territoire (site Natura 2000 et ZNIEFF) - Respecter la charte du PNR des Alpilles et l'intégrer dans l'aménagement communal - Préserver les corridors écologiques qui parcourent le territoire et renforcer la nature en ville - Intégrer la Trame Verte et Bleue dans l'aménagement urbain - Protéger les massifs en tant que réservoir de biodiversité remarquable. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protection des richesses écologiques par un zonage de ces espaces en zone N ➤ Protection des espaces agrestes via un reconnaissance en zone A ➤ Urbanisation maintenue en continuité de l'enveloppe urbaine ➤ Préservation des corridors écologiques via l'OAP Trame Verte et Bleue 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Préservation des espaces boisés au niveau du tissu urbain par le classement de ces derniers en EBC ➔ Protection des espaces agricoles par un classement en zone A ➔ Zonage spécifique pour les paysages remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles ➔ Limitation de la constructibilité au niveau des zones agricoles et naturels ➔ Classement des grands réservoirs en zones naturelles ➔ Inscription de la notion de protection des espaces agrestes et naturels dans le PADD du PLU

Risques et déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du risque incendie feu de forêt en limitant l'urbanisation à proximité du tissu urbain et de l'interface avec les massifs - Prise en compte de l'aléa inondation au niveau du tissu urbain - Prise en compte du PPR Séisme et Mouvement de terrain 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Urbanisation de la Guérite induisant une imperméabilisation du secteur augmentant le risque de ruissellement ➔ Maintien de l'urbanisation à proximité des boisements concerné par le risque incendie de forêt ➔ Augmentation de la démographie induisant une augmentation de la production des déchets ➔ Prise en compte des risques incendie de forêt et inondation par un zonage spécifique ➔ Prise en compte du PPR mouvement de terrain et sismique 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise en place d'OAP encadrant les futurs projets induisant une imperméabilisation du sol ➔ Définition d'un coefficient d'espace vert sur certaines zones et d'une emprise au sol spécifique ➔ Préservation des espaces naturels remarquables ➔ Identification des zones humides à préserver ➔ Gestion des eaux pluviales via une réglementation spécifique pour les zones agricoles et naturels ➔ Inscription de la gestion des risques au sein du PADD
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la qualité des eaux souterraines affleurantes et sous couvertures 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Projet de la Guérite et du pôle multimodal augmentant le risque de ruissellement urbain ➔ Augmentation des besoins en eau ➔ Accroissement du traitement des eaux usées 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise en place d'OAP encadrant les futurs projets ➔ Définition d'un coefficient d'espace vert sur certaines zones et d'une emprise au sol spécifique ➔ Identification des zones humides à préserver ➔ Gestion des eaux pluviales via une réglementation spécifique pour les zones agricoles et naturels ➔ Priorisation du développement urbain sur les sites raccordables au réseau d'assainissement
Paysage et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les éléments mis en évidence par la CAUE via l'Inventaire Patrimonial d'Intérêt Local 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Protection des grands ensembles boisés ➔ Protection du patrimoine vernaculaire et agricole 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise en place d'OAP permettant l'instauration de règles d'implantation et d'aménagement de certains, afin de

	<ul style="list-style-type: none"> - Le maintien de l'activité agricole comme facteur de création du paysage lamanonais - Valoriser et préserver le maillage des haies qui parcourt le territoire et façonne les parcelles agricoles (se référer au guide des haies rédigé par le PNR des Alpilles) - Valoriser les interfaces entre le tissu urbain et les espaces agricoles - Maintenir les alignements d'arbres et de platanes ainsi que les espaces végétalisés du centre villageois - Préserver le cheminement doux qui parcourt le territoire communal du Nord au Sud - S'appuyer sur le tracé des canaux pour travailler les cheminements doux de la commune - Préserver les cônes de vue sur les massifs dans le cadre d'un développement urbain en limite Nord de la ville ; - Préserver les points de vue sur le paysage lointain ou proche - Améliorer l'intégration des zones d'activités communales, véritable point noir paysager - Valoriser les éléments du patrimoine rural lié au bâti, à l'irrigation et aux formes végétales - Valoriser et préserver le patrimoine bâti non reconnu 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Traitement paysager adapté au climat méditerranéen et aux caractéristiques du territoire ➤ Protection des espaces naturels et agricoles localisés à proximité du littoral ➤ Modification des paysages, résultant de l'artificialisation des sols et des projets urbains 	<p>limiter l'artificialisation des sols et de promouvoir l'intégration paysagère</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Limitation de l'emprise au sol et coefficient d'espace vert minimal dans certaines zones à vocation d'habitat ➔ Identification des bâtiments patrimoniaux au sein du zonage ➔ Identification des alignements d'arbres et de bocages ainsi que de platanes à préserver selon le Parc Naturel Régional des Alpilles ➔ Mise en place d'une OAP spécifique à la mobilité douce permettant de préserver les cheminements doux ➔ Identification des canaux et filiales à préserver ainsi que les bords de canaux ➔ Limitation de l'urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine.
--	---	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger les canaux et leurs abords en évitant toute installation bâtie sur un périmètre proche qui contredise le caractère « sauvage » des lieux 		
Pollution et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la qualité de l'air en limitant la pollution et l'émission des gaz à effet de serre (GES) via les modes alternatifs à la voiture - Prise en compte des sites et sols potentiellement pollués dans le cadre de nouveau projet - Limitation de l'urbanisation à proximité des voies bruyantes 	<ul style="list-style-type: none"> ↘ Hausse du trafic routier ↘ Augmentation des besoins énergétiques et de la pollution de l'air ↗ Création d'une trame d'itinéraires doux 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Développement des cheminements destinés aux modes de circulation doux ➔ Valorisation de la production d'énergie renouvelable
Climat	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en avant les énergies renouvelables (solaire) - Définir une limitation claire de l'extension urbaine par rapport aux espaces naturels et agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ↘ Augmentation de la perméabilisation des sols via les projets de la Guérite et du pôle multimodal ↗ Classement des espaces naturels et agrestes en zone A et N ↗ Valorisation des cheminements doux ↗ Préservation des espaces de nature via des classements spécifiques 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Limitation de l'imperméabilisation via le règlement et les OAP ➔ Favorisation du renouvellement urbain

Chapitre 6 : LES CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

Tout projet de territoire durable doit apporter une amélioration de la situation initiale au regard des finalités du développement durable, et ce pour chaque domaine d'action (la gestion de la consommation de l'espace, de l'eau, des déchets et des pollutions, la préservation des espaces naturels et des paysages, ...).

La mise en place d'un dispositif de suivi est une étape clé dans la démarche évaluative : c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d'urbanisme tout au long de sa durée au cours de sa mise en œuvre tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme (au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans), et si nécessaire de le faire évoluer.

Un indicateur se définit comme « un facteur ou une variable, de nature quantitative ou qualitative, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à une intervention, ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur de développement » (définition de l'OCDE, glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et à la gestion axée sur les résultats, 2002).

Les indicateurs choisis pour le territoire du PLU ont été déterminés selon leur pertinence, leur fiabilité et la facilité d'accès des données et de leur calcul. Pour chaque indicateur, la source de la donnée est indiquée pour faciliter sa collecte et sa mise à jour ultérieure.

Thèmes	Indicateurs	Valeur de référence	Valeur cible	Sources
Protection et valorisation du paysage	Superficie des espaces boisés classés à préserver Superficie du Parc Municipal et du Platane et abords à signaler Superficie des zones N et A	2 ha 6 ha 1 823,8 ha	2 ha 6 ha 1 823,8 ha	Commune
Ressources en eau	Qualité des eaux souterraines et superficielles Capacité du réseau d'adduction d'eau potable Surface des zones humides à protéger	Bonne Suffisante 37,3 ha	Bonne Suffisante 37,3 ha	Agence de l'eau, Métropole Aix Marseille et commune
Assainissement	Raccordement du réseau d'assainissement Capacité des unités de traitements	100% Suffisante	100% Suffisante	Commune
Occupation du sol et consommation d'espace	Suivi de la consommation d'espace et superficie des zones après modification du PLU : évolution des zones U et AU Canaux et filioles à protéger	124 ha 33 km	124 ha 33 km	Commune
Biodiversité et milieux naturels	Superficie des espaces verts en zone urbaine et des EBC Préservation des alignements d'arbres	8 ha 87,4 km	8 ha 87,4 km	Commune
Production de déchets et collectes	Tonnage des déchets par habitant Installations pour le tri	601 kg/hab /	Diminution Augmentation	Métropole Aix Marseille Provence
Risques	Permis de construire délivré en zone à risque Installation borne incendie	0 /	0 Augmentation	Commune Département des Bouches-du-Rhône

Chapitre 7 : METHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'aménagement du territoire communal de Lamanon est soumis au respect du cadre réglementaire de la planification. Ce cadre réglementaire impose l'articulation et la compatibilité des documents d'urbanisme les uns avec les autres. Il existe ainsi une hiérarchie entre les différents documents de planification et des exigences de compatibilité, de prise en compte ou de prise en considération entre ces différents documents.

L'évaluation environnementale, rendue obligatoire par le décret du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, permet d'intégrer, dès le début de l'élaboration du PLU, une réflexion poussée sur l'environnement, qui doit également se révéler force de proposition en termes de projet et de suivi des principes actés.

L'évaluation environnementale d'un PLU n'est pas une simple étude d'impact à vocation opérationnelle. L'objectif de la démarche a été d'évaluer un cadre global : la stratégie de développement du territoire, et non simplement une action (ou un ouvrage) unique et figée.

L'évaluation environnementale s'apparente à une analyse non technique permettant d'identifier la compatibilité entre des éléments déjà étudiés et connus, à savoir les enjeux environnementaux du territoire, et les orientations fixées pour son développement. Les outils ont donc eux aussi été adaptés : plus que des investigations techniques ciblées, la mission a requis une démarche de réflexion, d'analyse et de synthèse.

3.1. L'élaboration de l'état initial de l'environnement

Il s'agit dans un premier temps de dresser un état initial de l'environnement stratégique, c'est-à-dire non encyclopédique, mais visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire.

Ces études préalables permettent de dégager les atouts et faiblesses du territoire ainsi que les opportunités et menaces auxquels il est soumis, autour des différents axes thématiques et selon une approche transversale (identification des interactions entre les différentes thématiques). Il est ensuite possible d'identifier les enjeux thématiques auxquels le projet de PLU doit répondre.

La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies. Aussi la phase de collecte de données a-t-elle été traitée avec la plus grande attention.

Un travail de synthèse et d'analyse a, dans un premier temps, porté sur les caractéristiques du territoire, identifiées à travers les différentes données à disposition du maître d'ouvrage (biodiversité, transports, assainissement, déchets...). Des réunions de travail et d'échange de données ont regroupé le maître d'ouvrage, les services techniques et personnes-ressources concernées, les Personnes Publiques Associées et les représentants des bureaux d'études chargés de l'évaluation environnementale.

Ces éléments ont été complétés et enrichis par

- Des visites de terrain sur l'ensemble du territoire puis sur les sites concernés par une évolution significative de leurs caractéristiques (sites concernés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation principalement),
- L'analyse de diverses études et rapports antérieurs existants,
- La consultation de nombreux sites internet spécialisés : DREAL, DDTM...

3.2. L'élaboration du PADD

L'ensemble des réflexions durant les phases EIE et scénarios ont contribué à l'écriture du document stratégique qu'est le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), rédigé de façon conjointe.

3.3. Phase de traduction réglementaire (OAP, zonage et règlement)

Cette phase de travail a eu pour objectif de traduire les enjeux environnementaux dans le zonage et le règlement, notamment à travers la définition de la trame verte et bleue du PLU et des espaces de sensibilité paysagère.

Les secteurs dédiés au développement de la ville et identifiés dès la phase d'élaboration des scénarios prospectifs font l'objet, dans le PLU, de projets qui sont précisés à travers les OAP. Chacune d'entre elles rappelle le contexte du site et les enjeux auxquels le projet doit répondre, les principes d'urbanisation du site ainsi que les grandes intentions en matière d'habitat, de déplacements ou encore de traitement paysager et espaces publics.

3.4. L'analyse des incidences

L'objectif de cette analyse est de préciser les pressions additionnelles sur le milieu, consécutives à la mise en œuvre du document d'urbanisme. Cependant, le PLU étant un document de planification et non un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade, et seules les études d'impact propres à chaque projet traiteront dans le détail des effets sur l'environnement. L'objectif est donc ici de cibler les secteurs à fort enjeu que les futures études d'impact devront particulièrement prendre en compte, en fonction des grands équilibres du territoire et des exigences de leur préservation.

L'analyse des incidences du PLU est effectuée en confrontant la politique de développement programmée (orientations du PADD) et la traduction réglementaire qui en découle (zonage, inscriptions graphiques, règlement...) à chacun des thèmes analysés dans la présentation de l'état initial de l'environnement, et du niveau de sensibilité qu'il présente.

Il s'agit d'identifier les conséquences du développement attendu sur le territoire et les impacts négatifs possibles sur l'environnement. Ces incidences peuvent être liées à des pressions déjà existantes sur le territoire, mais qui se trouveront accentuées par la mise en œuvre du projet de PLU ou bien à des pressions nouvelles découlant de la stratégie adoptée. Le projet adopté pouvant, soit mettre en valeur l'environnement, soit le préserver, et voire dans certains cas participer à sa restauration, les incidences positives du document sont également exposées et argumentées.

Cette « approche thématique » permet d'apprécier la portée des actions du PLU sur l'ensemble des problématiques environnementales générales, traitées dans l'état initial de l'environnement (patrimoine naturel, paysage, consommation d'espace, gestion de la ressource en eau, risques, nuisances, énergie et qualité de l'air).

Elle est ensuite complétée par une « approche spatialisée » qui se concentre sur les sites concernés par une évolution significative de leurs caractéristiques avec la mise en œuvre du PLU. Cette étape s'applique à quantifier la transformation des zones impactées, à partir du croisement des caractéristiques et de la vulnérabilité du site avec les caractéristiques projetées de l'aménagement envisagé.

Cette analyse a permis de pointer du doigt les principales sensibilités environnementales de chacun des sites de projet (à court ou long terme) et d'opérer les premiers arbitrages sur les choix d'aménagement,

considérant notamment la fragmentation des espaces (secteurs situés en extension ou en renouvellement) et de l'impact sur des éléments identifiés de la TVB.

Chapitre 8 : RESUME NON TECHNIQUE

1. DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1.1. Contexte géographique, administratif et réglementaire

La commune de Lamanon est localisée dans la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), au Nord du département des Bouches-du-Rhône (13113). Elle est membre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (MAMP). En 2020, la commune compte 2 044 habitants. La superficie totale de la commune est de 1947 hectares.

En application des articles L131-4, L131-5, et L131-7 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme de Lamanon doit être compatible avec :

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) d'Agglopolo Provence, compatibilité qui devra être démontrée par le PLU au sein de l'évaluation environnementale.

Le plan de déplacements urbains (PDU) de la métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé en conseil métropolitain du 16 décembre 2021. Il a été établi pour la période 2020-2030. Le PDU définit 110 actions organisées en 7 leviers, et les décline pour les 6 bassins de mobilité et 25 bassins de proximité.

Le Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) a été approuvé en conseil métropolitain du 16 décembre 2021. C'est un document qui définit, à l'échelle de la métropole, les objectifs stratégiques et opérationnels de cette collectivité publique afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter, en cohérence avec les engagements internationaux de la France.

La charte du **Parc Naturel Régional des Alpilles** qui constitue le document de référence qui définit les orientations et les objectifs propres au territoire.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027. Le plan local d'urbanisme devra être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par ce dernier. Le plan local d'urbanisme doit également respecter les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée vise à prévenir et gérer les risques d'inondation en définissant les priorités stratégiques à l'échelle de grands bassins hydrographiques. Il fixe des grands objectifs en matière de gestion des risques d'inondation et les objectifs propres à certains territoires à risque d'inondation important (TRI).

La **stratégie locale de gestion des risques d'inondations (SLGRI) du bassin versant de la Durance** et de ses affluents est l'une des 6 stratégies locales associées au TRI d'Avignon – Plaine du Tricastin – Basse vallée de la Durance.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est un schéma élaboré à l'échelle régionale par la Région et par l'Etat, en concertation avec les acteurs du territoire. Le SRCE de PACA a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 17 octobre 2014, et par arrêté préfectoral du 26 novembre 2014. Il est maintenant directement intégré dans le SRADDET PACA, comme le mentionne l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 approuvant le SRADDET.

La **loi Barnier** est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

Les servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme, conformément à la réglementation en vigueur. La commune comprend :

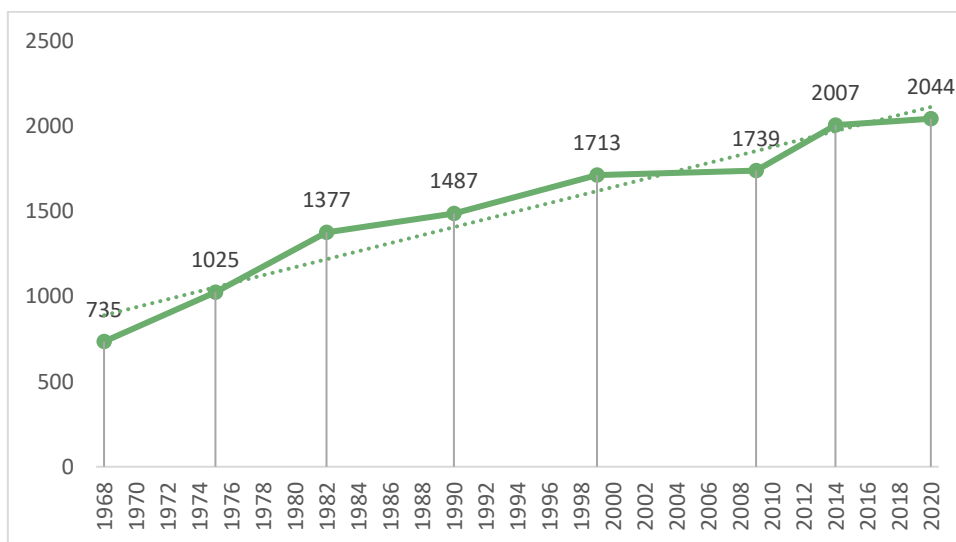
- La servitude relative aux sites inscrits et classés (AC2) ;
- Les servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie des cours d'eau (I2) ;
- Les servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (I4) ;
- La servitude au voisinage des cimetières (Int1) ;
- Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) et plans de prévention des risques miniers (PPRM) (PM1) ;
- La servitude relative aux communications téléphoniques et télégraphiques (PT3) ;
- La servitude relative aux chemins de fer (T1) ;
- La servitude aéronautique de dégagement (T5).

1.2. Dynamique démographique, économique et immobilière : analyse comparative

1.2.1. Dynamique démographique

Lamanon compte 2 044 habitants en 2020 (INSEE, population légale municipale). Les données municipales recensent cependant une population de 2060 habitants.

Les chiffres de l'INSEE permettent d'analyser l'évolution de la démographie depuis 1968.



Evolution de la population de Lamanon entre 1968 et 2020

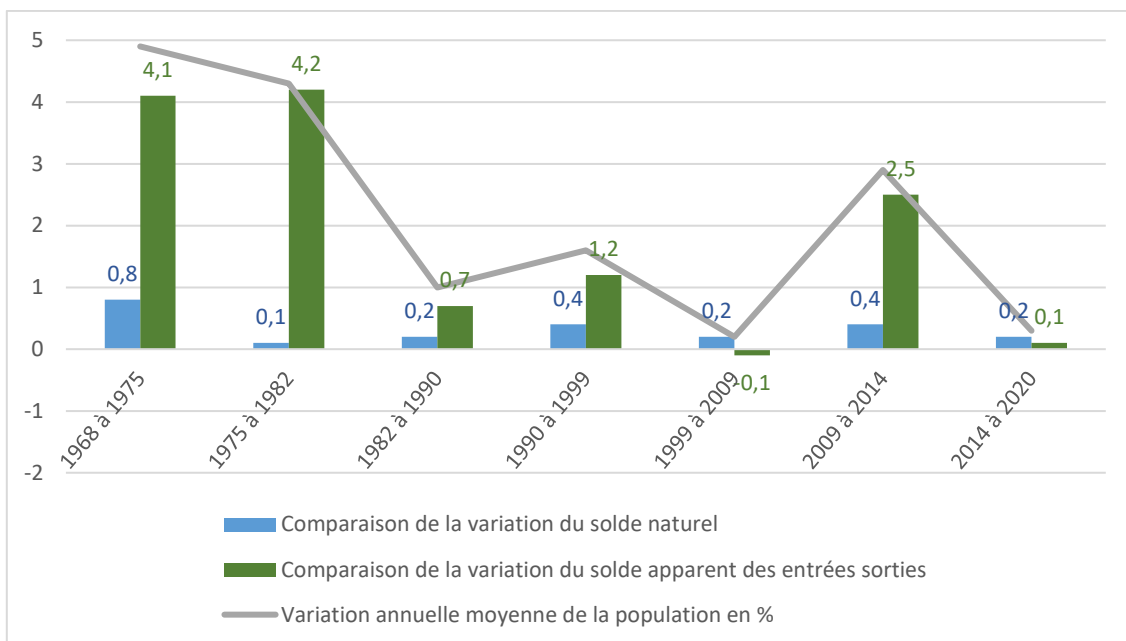
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.

L'analyse de la variation annuelle moyenne de la population confirme l'hypothèse d'une attractivité certaine de Lamanon, qui est positive sur l'ensemble des périodes depuis 1968, bien qu'elle tende généralement à décroître.

Le solde migratoire résulte de la différence entre les arrivées sur la commune et les départs. Le solde naturel résulte de la différence entre le nombre des naissances et le nombre des décès.

Bien que le solde naturel soit positif depuis 2020, c'est notamment le solde migratoire positif qui permet la croissance démographique. Cela signifie que de nouveaux habitants viennent s'installer sur la commune.

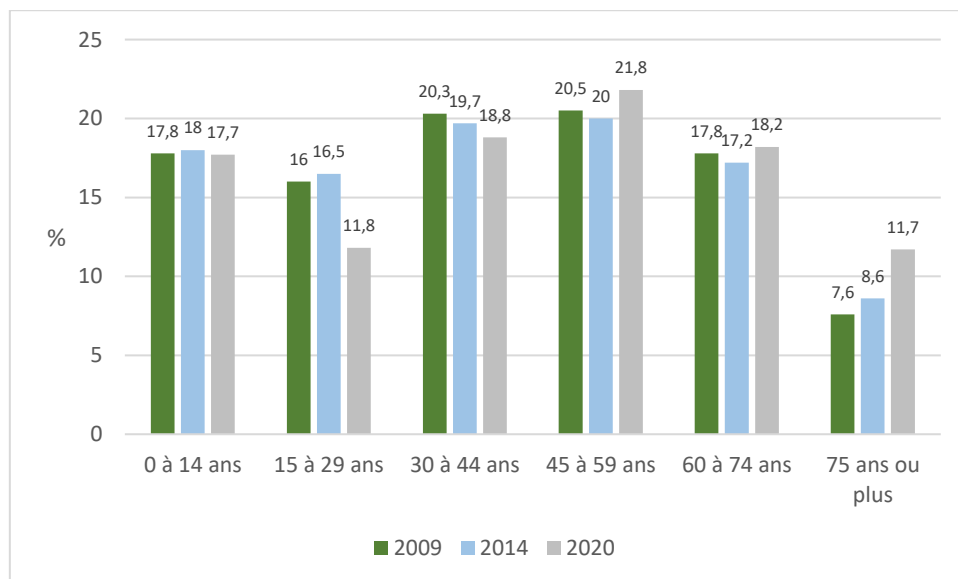
On note cependant une baisse de cette attractivité par le solde migratoire qui est notamment négatif dans les périodes 1999-2009 et 2014-2020.



Variation annuelle moyenne de la population à Lamanon en %

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales - État civil.

L'analyse de la structure de la population par âge indique un vieillissement de la population, avec notamment la tranche des « 75 ans ou plus » qui augmente de +4,1 points entre 2009 et 2020. On observe également une légère progression de la tranche d'âge des 45 à 59 ans (+ 1,3 point en 11 ans), et une stabilisation de la tranche d'âge des 60 à 74 ans. L'indice de jeunesse est en effet relativement bas sur Lamanon en comparaison à l'échelle départementale, étant de 73 jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes âgées de 60 ans et plus.



Comparaison de la population par grandes tranches d'âges entre 2009 et 2020

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

On peut en déduire :

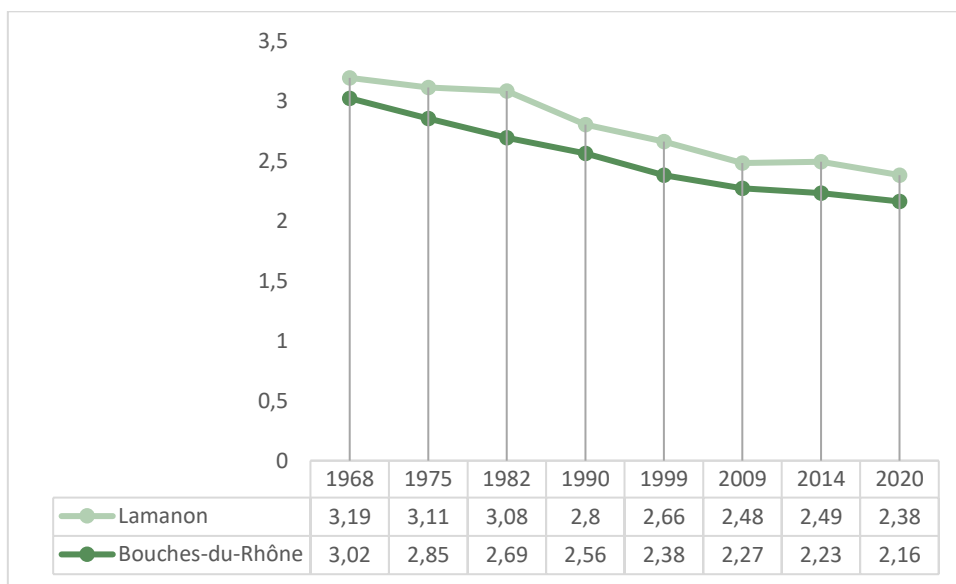
- une faible attractivité pour les couples avec enfants et pour les 15-29 ans ;

- un certain vieillissement de la population.

1.2.2. Composition des ménages

L'évolution des ménages à Lamanon suit globalement la tendance nationale, et passe de 3,2 personnes par ménage en moyenne en 1968 à 2,4 en 2020. Aujourd'hui, la taille des ménages de la commune est légèrement supérieure à la moyenne nationale et à la moyenne du département, traduisant une part encore importante de familles sur la commune.

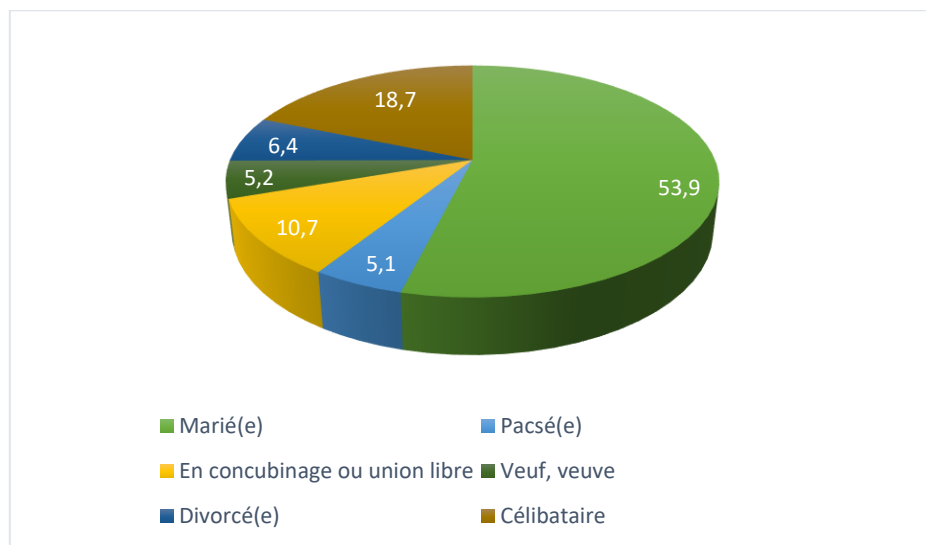
Cependant, la moyenne de la taille des ménages à l'échelle de la commune s'inscrit dans la tendance des communes situées à proximité, dépendantes du bassin de vie de Salon-de-Provence (Eyguières et Mallemort avec respectivement une moyenne de 2,28 et 2,32 ménages en 2020). Ces communes périphériques accueillent encore aujourd'hui de nombreuses familles recherchant souvent des maisons avec jardin.



Analyse comparative de l'évolution de la taille des ménages entre 1968 et 2020

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.

53.9 % des habitants sont mariés à Lamanon, une part plus importante que la moyenne nationale, de 42,4 % en 2020.

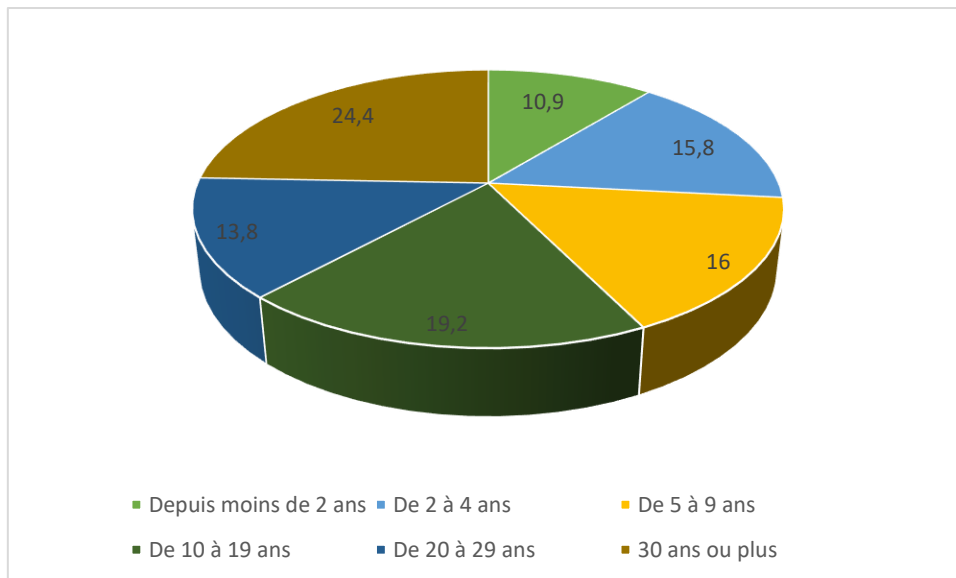


Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2020

Source : Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

Lamanon compte 837 foyers fiscaux, dont 67% des ménages fiscaux imposés en 2019. Le revenu annuel moyen des habitants de Lamanon est largement supérieur à celui du département qui est de 21 650 €.

En 2020, on constate une répartition relativement équilibrée dans l'ancienneté des ménages. Ainsi, 57,4 % ont emménagé depuis plus de 10 ans contre 42,7 % depuis moins de 10 ans. Les ménages ont tendance à rester sur une très longue période dans le même logement, et que le *turn-over* au sein de la commune est relativement faible, bien qu'on constate tout de même des nouvelles installations sur la commune.



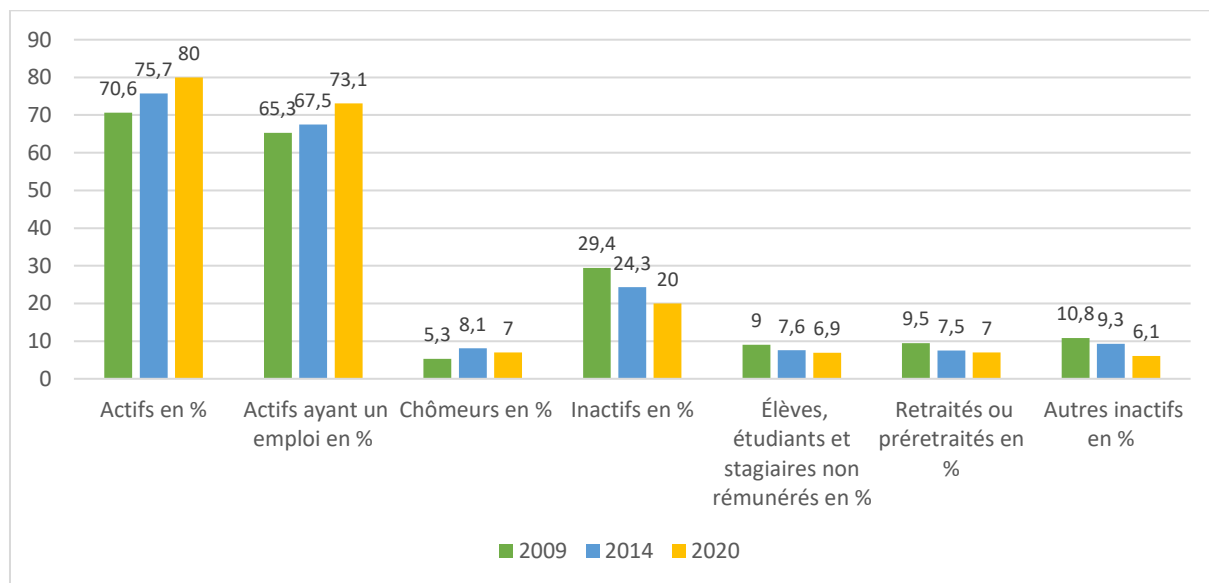
Ancienneté d'emménagement des ménages en 2020

Source : Source : Insee, RP2020 exploitation principale, géographie au 01/01/2023.

1.2.3. Population active, chômage et formation

En 2020, 80% de la population de 15 à 64 ans est active et 73,1% de cette même population possède un emploi.

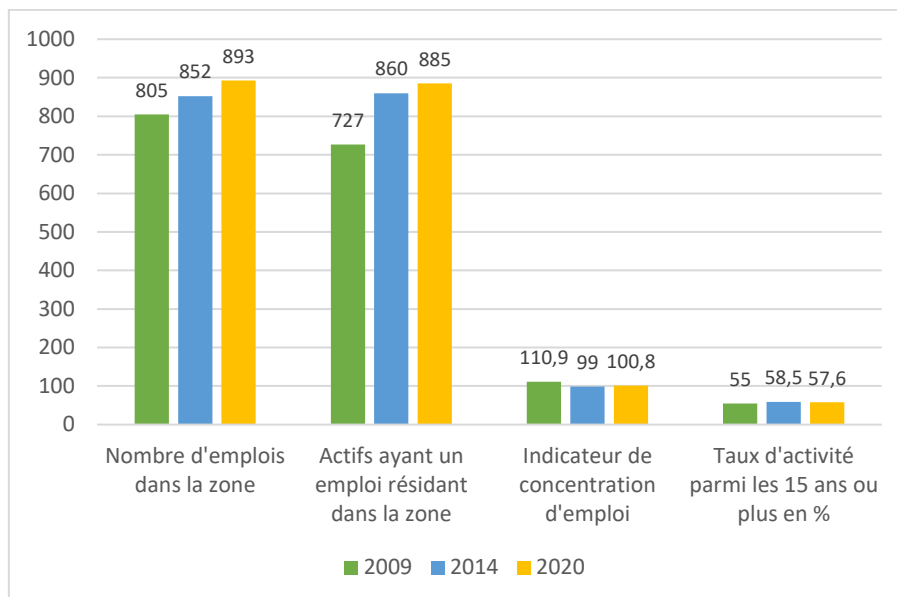
Finalement, le taux de chômage a augmenté en 2020 par rapport à 2009 (+1,7 points), bien que celui-ci ait régressé sur la période 2014-2020. En outre, le taux de chômage observé sur la commune de Lamanon reste inférieur à celui du département, qui est de 9,5% en 2020.



Evolution de la population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2009 et 2020

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

En 2020, il y a 893 emplois dans la zone de Lamanon, un nombre en augmentation depuis 2009 (+88 emplois, soit 9,8% en 11 ans). Cela va de pair avec l'augmentation des actifs ayant un emploi dans la zone : on y observe une augmentation de 158 actifs, soit une augmentation de 21,73% sur la même période.



Comparatifs de l'emploi et de l'activité entre 2009 et 2020

Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail, géographie au 01/01/2023.

1.2.4. Habitats et logements

En 2020, Lamanon compte 970 logements pour 2 044 habitants. Sur ces différents logements :

- 88,5 % sont des résidences principales (859 logements) ;
- 2,4 % sont des résidences secondaires et logements occasionnels (23 logements) ;
- 9,1 % sont des logements vacants (88 logements).

Un parc de logements vacants moins importants selon la commune en 2024 (30 logements identifiés). La courbe d'évolution du nombre de logements suit presque précisément celle des résidences principales. Autrement dit, l'accroissement des logements est la conséquence de l'augmentation du nombre de principales, alors que le nombre de résidences secondaires et logements occasionnels a peu évolué.

Concernant les résidences principales, presque la moitié d'entre elles ont été construites entre 1971 et 1990 (41%). Cela correspond notamment à la période durant laquelle la périurbanisation est en essor en France et durant laquelle l'habitat pavillonnaire s'est également largement développé.

En 2020, 86 % du parc de logement de Lamanon est composé de maisons, contre 14% pour les appartements. Cette répartition est restée stable au cours de la période 2009-2020.

Trois-quarts (76,6%) des résidences principales correspondent à des logements de très grande taille (4 pièces ou plus), tandis que seulement 8,4% de ces logements sont de petite taille (2 pièces ou moins). Cela correspond bien à la taille des ménages observés sur la commune, supérieure à la moyenne nationale ou départementale, malgré une tendance de desserrement et de décohabitation des ménages.

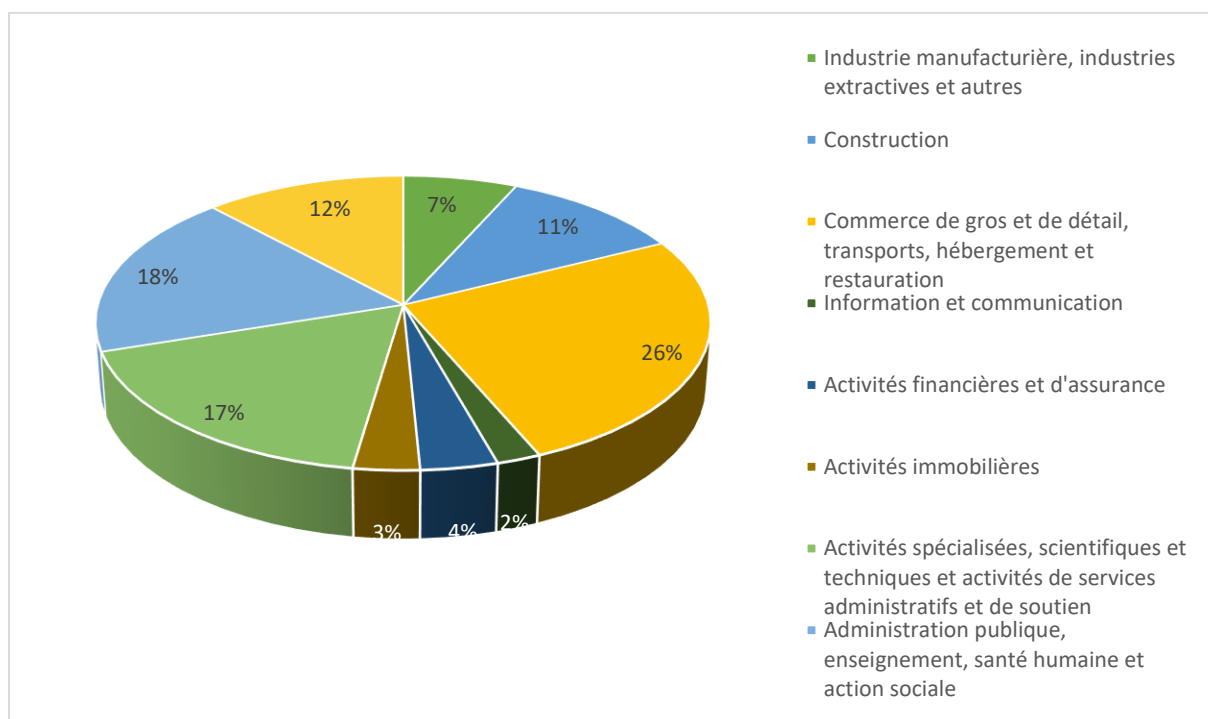
Le nombre de propriétaires a stagné entre 2009 et 2020, de même pour le nombre de locataires. Le nombre de personnes logées gratuitement a légèrement diminué (-0,5 points), mais ce qui correspond à la diminution d'un seul logé gratuitement. A noter qu'aucun logement HLM n'est loué vide.

La commune ne possède aucune obligation de production de logements locatifs sociaux relative à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation. La commune ne compte à ce jour aucun logement social.

1.2.5. Economie locale

Selon l'INSEE, la commune compte fin 2020, 193 établissements actifs, dont notamment :

- 50 dans le secteur « commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration » ;
- 34 dans le secteur « activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien » ;
- 35 dans le secteur « administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ».



Répartition des établissements sur la commune de Lamanon

Sources : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2023

La création d'entreprises sur la commune de Lamanon connaît bien une progression en dent de scie, si l'on compare avec l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône entre 2013 et 2022, pour qui la création d'entreprises connaît une progressive augmentation qui semble à se stabiliser depuis 2020.

Les zones d'activités occupent une place importante dans le paysage Lamanonais. Situées à proximité des infrastructures routières, elles sont visibles dès l'entrée de ville, étagées entre la voie ferrée et la D538, qu'empruntent continuellement des camions :

- **Les Plantades** est une zone à vocation majoritairement artisanale et industrielle. Cette zone est positionnée en frange des quartiers résidentiels, à environ 1km du centre ancien. Elle s'est développée sans aucune planification depuis les années 80 le long de la RD538, et est très visible

depuis cette route. Son accès est cependant peu signalisé. La Z.A accueille aujourd'hui une dizaine d'artisans et d'entreprises.

- La zone est occupée par une entreprise unique, « **Bonna Sabla** », qui s'est implantée dans les années 50 et spécialisée dans la fabrication d'éléments en béton pour la construction. Celle-ci est positionnée au Nord-Est de la zone agglomérée et occupe une superficie d'environ 15 hectares. Elle dispose d'un accès privilégié au croisement de la RD538 et de la RD17d, elle est très visible depuis ces routes.
- « Mirion Technologies » : Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication d'instrumentation scientifique et technique (équipements de mesure, contrôle, automatisation) occupe deux zones au niveau du centre-ville de Lamanon. Ces locaux d'activités sont donc particulièrement visibles, depuis les routes et les zones d'habitat situées à proximité. En revanche, ce sont des activités industrielles assez peu nuisantes, bien qu'elles engendrent des circulations de poids lourds régulières.
- « Société Autonome Lamanonaise de Fabrication - SALF » : Le Nord de la Bonna Sabla est anthropisé mais abandonné depuis plus de 10 ans. A à l'époque, le site accueillait le siège d'une entreprise de fabrique de poteaux électriques en béton dans les années 1980-1990. Le site couvre un peu plus de 17000m² pouvant être réinvestis.

La commune de Lamanon compte plusieurs commerces qui sont situés en centre-ville, au niveau de la Grand Rue, qui représente l'axe où s'articule la vie de la commune. L'offre commerciale est peu dense et sans véritable continuité.

La commune de Lamanon compte de nombreuses activités libérales et artisanales. La ville présente un bon niveau d'équipements, en particulier sportif. L'urbanisation de Lamanon étant plutôt concentrée autour du vieux centre-ville, les équipements ont logiquement pris cette même localisation géographique.

Plusieurs sites et lieux touristiques sont recensés sur la commune.

- Le site de Calès
- Le château
- Canaux provençaux
- Défens d'Eyguières

Plusieurs activités d'hôtellerie/hébergement sont implantées sur la commune et une trentaine d'association en 2023.

Concernant l'activité agricole : Les terres de Lamanon présentent une bonne aptitude à une mise en valeur agricole. La qualité des terres de Lamanon est également reconnue par la présence de nombreux signes de qualité dont peuvent bénéficier les agriculteurs pour valoriser leurs productions. Ces signes de qualité permettent une meilleure reconnaissance de leur production par les exploitations agricoles qui s'engagent à respecter leur cahier des charges.

Le nombre d'exploitations agricoles a chuté de 40% entre 1988 et 2000, passant de 30 à 18, ce qui est toutefois à resituer dans un contexte national de baisse du nombre d'exploitations. La part du nombre d'exploitations a connu une augmentation de 33% sur la période 2000 – 2010. Ce nombre semble se stabiliser autour de 23 depuis une dizaine d'années. L'activité agricole sur la commune de Lamanon est portée par 23 exploitations. Ces exploitations représentent, en termes d'emploi, 55 Equivalent Temps Plein et valorisent 1 112 ha. Sur les 23 exploitations, 7 sont qualifiées de grandes exploitations : la valeur de leur production (appelée production brute standard) est supérieure ou égale à 250 000€.

Les orientations des exploitations sont variées : grandes cultures, maraîchage, viticulture, élevage, cultures fruitières...

En 2021, 99,5 hectares de surface agricole sont dédiés à l'agriculture biologique, les principales cultures biologiques étant dédiées aux surfaces fourragères. Certains espaces agricoles sont irrigables via le canal

de Craponne. Les ouvrages sont gérés par l'ASA du Vallat Madame et l'ASA des arrosants de Craponne. En 2010, les exploitations de la commune valorisaient 588 ha irrigables (sur les 881 ha valorisés).

1.2.6. Enjeux

Les principaux enjeux liés au maintien et au développement de l'agriculture sur la commune sont les suivants :

- Enjeu foncier
 - o Affirmer la vocation des espaces agricoles au travers du document d'urbanisme communal
 - o Favoriser l'accès au foncier pour les exploitants agricoles (animation auprès des propriétaires, aides à l'acquisition de foncier)
- Irrigation
 - o Garantir la fonctionnalité du réseau d'irrigation gravitaire (prendre en compte les nécessités d'accès aux canaux pour un bon entretien en instituant une servitude dans le document d'urbanisme)
- Economie agricole
 - o Soutenir le développement des filières agricoles en leur assurant une bonne visibilité
- Enjeu risque
 - o Une partie du territoire de Lamanon est intégrée au plan de massif des Alpilles (Ouest de la commune). Le maintien des terres valorisées par l'agriculture (cultivées ou pâturées) permet de diminuer le risque incendie sur la commune
- Fonctionnalité des espaces agricoles
 - o Répondre aux besoins en termes de bâti des exploitants de la commune ou de nouveaux agriculteurs, si ces besoins sont nécessaires à leur activité agricole (règlement de la zone A reprenant les possibilités du code de l'urbanisme)
 - o Veiller au bon entretien des chemins et accès aux parcelles agricoles, garantir des conditions de circulation adaptées aux engins agricoles (largeur et aménagement des voies)

1.3. Déplacements

Selon l'INSEE, les déplacements domicile/travail en 2020 sont réalisés à 84,8% en voiture, camion ou fourgonnette. Seul 2,7% des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi s'y rendent en transport en commun, et 6,7% n'emploient pas de transport. Cela met en avant la forte dépendance des habitants à la voiture, et un réseau de transports en commun peu développé.

L'aéroport le plus proche de Lamanon est celui de Marseille Provence, situé à Marignane, à environ 34 km de Lamanon (trajet d'environ 40 minutes par la route). Il s'agit du 3^e aéroport en trafic passager et 1^{er} aéroport en fret express. Il dessert 120 destinations réparties dans 33 pays. En 2022, il a accueilli 9,1 millions de passagers.

Des infrastructures ferroviaires sont présentes sur la commune. En effet, la ligne Avignon-Marseille comporte un arrêt à Lamanon, qui est desservi à raison de 8 à 10 fois par jour. La gare TGV la plus proche est celle d'Avignon, qui est situé à 37 km de la commune. Le plan de déplacements urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence indique que l'offre de TER vise à être renforcée entre Lamanon et Eyguières.

Des infrastructures routières majeures relient la commune de Lamanon au réseau national.

Les principaux axes de circulation sur Lamanon sont les suivants :

Axes Nord-Sud :

- L'autoroute A7 reliant Marseille à Lyon, la commune est accessible depuis l'autoroute grâce à deux diffuseurs situés à Salon-Nord et à Sénas, qui sont respectivement empruntables dans le sens nord-sud et sud-nord ;
- La route départementale D538 qui traverse l'ensemble de la commune et la relie avec Sénas au Nord et Salon au Sud.

Axe Sud-Ouest - Nord-Est :

- La D17D qui relie le centre-ville avec Eyguières à l'ouest et Alleins puis Pont-Royal à l'est ;
- La D23 qui relie la D17D à l'est de la commune à La Roque-d'Anthéron ;
- La D72E qui relie le centre-ville à la D 538, route reliant Salon-de-Provence à Sénas ;
- Les rues principales du village la Grand rue, la rue du Canal.

Axes Sud-Est – Nord-Ouest :

- D72F qui relie la D23 à la D538

A noter que dans le schéma directeur routier des Bouches-du-Rhône réalisé en 2010, les routes D72F et D72E, ainsi que la portion nord de la D538 à partir du centre-ville de Lamanon sont classées en tant que « **réseau à enjeu touristique et environnemental fort** ». En outre, la portion sud de la D538 à partir du centre-ville ainsi que la D23 sont classées en « **réseau économique de liaison** ». La cartographie fait également apparaître l'autoroute ainsi que des axes constituant le « réseau urbain ».

Les nombreux axes majeurs de circulation présents sur le territoire génèrent des flux de véhicules importants, ainsi que des nuisances. En outre, la configuration actuelle de la commune (topographie, fonctionnement urbain et axes routiers) amène les flux à se concentrer dans le centre-ville et les principales voies de circulation, c'est-à-dire au niveau de la D538 et l'A7.

Actuellement, un réseau vélo structurant traverse une partie de la commune. Des voies cyclables permettent en effet de longer le canal commun Boisgelin-Craponne et celui de l'E.D.F, en passant à proximité de la gare et du centre-ville de Lamanon. En outre, le plan vélo de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conçu pour la période 2019-2024, indique qu'une ligne vélo sécurisée devra être créée à horizon 2024 et 2030, et passera entre autres par Lamanon, mais également par Salon-de-Provence, Miramas ou Istres.

Les principaux aménagements pour les circulations piétonnes sont concentrés au niveau du centre-ville et de certains lotissements de Lamanon. En effet, des aménagements piétons sont présents le long de la Route de la Provence, à proximité de l'école maternelle, de la Maison du Temps Libre, et de l'entreprise Mirions Technologies, et permettent dans un même temps de desservir les arrêts de bus situés sur cette route. La continuité des cheminements doux est assurée vers le centre-ville. L'aménagement de zone de rencontre en cœur de ville permet de réduire la vitesse des automobilistes en favorisant les déplacements modes doux, dans un concept de voie partagée. En effet, les déplacements vélos et piétons sont plus importants en milieu urbain qu'en milieu interurbain. L'aménagement des « entrées et/ou traversées » de ville est au service de la pacification des déplacements. Il s'agit également de réduire la vitesse des automobilistes entrant et traversant les zones agglomérées.

En revanche, aucun aménagement piéton ou cyclable n'est présent au niveau des autres axes, tels que sur la D538 ou sur une portion de la D17D. La zone commerciale des Plantades ne dispose pas non plus de trottoirs sécurisés ou de marquage du stationnement.

Une seule ligne de transport en commun permet de desservir le territoire communal. Il s'agit de la ligne 13 du réseau Libébus, et qui relie Alleins à Salon-de-Provence. 6 arrêts de bus sont présents sur la commune.

Les possibilités de stationnement sur Lamanon sont nombreuses et variées. Ainsi, la commune dispose de rues équipées en place de stationnement, de parkings à proximité des principaux équipements ou des espaces dédiés le long de la voie principale. Du fait de ces disponibilités, il y a peu de nuisances dues au stationnement sauvage.

Par ailleurs, la commune possède 1 borne de rechargement pour véhicules hybrides et électriques. La commune possède une capacité de 20 « places » de stationnement vélo, situées sur la Grand'Rue.

1.4. Consommation d'espaces et capacités de densification

Le point de départ pour la détermination de l'enveloppe urbaine du PLU est la construction de l'enveloppe urbaine réalisée dans le cadre du projet de SCoT de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette enveloppe est issue d'un travail collaboratif réalisé entre les services du futur SCoT métropolitain et les différents services en pilotage des PLU.

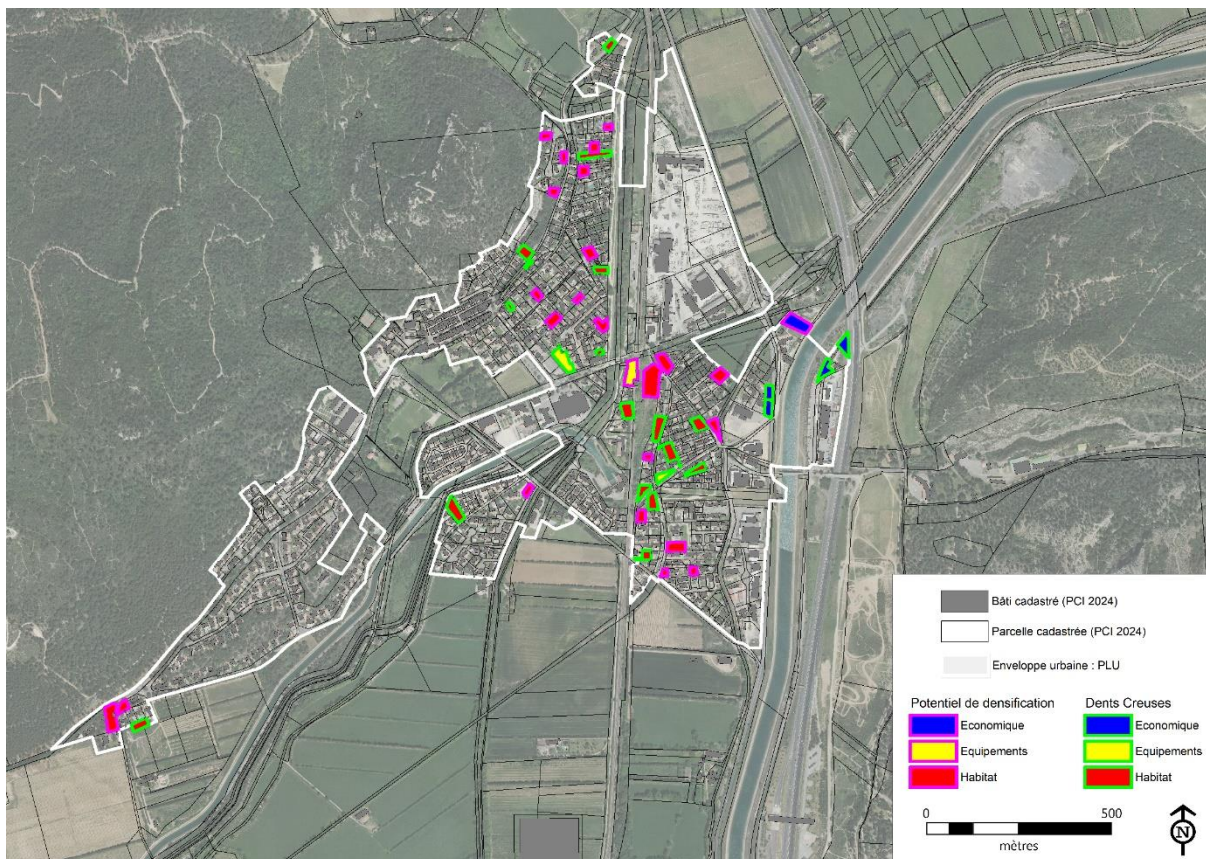
Sur la période 2011-2021, la commune a ainsi consommé environ 8 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers, soit une consommation d'espaces moyenne d'environ 0,8 ha/an.

Sur la période 2013-2023, la commune a ainsi consommé environ 7,2 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers, soit une consommation d'espaces moyenne d'environ 0,7 ha/an.

Deux paramètres sont pris en compte dans la détermination du potentiel de densification :

- Les parcelles vierges non bâties et non aménagées situées dans l'enveloppe urbaine et pouvant être urbanisées : c'est le **potentiel en « dents creuses »** ;
- Les parcelles déjà bâties (comprenant déjà une ou plusieurs constructions), mais de taille suffisamment importante pour « détacher » puis bâtir une portion, permettant ainsi une densification de la parcelle : c'est le « **potentiel de densification** » ;

La capacité de densification est analysée uniquement au sein des enveloppes urbaines. La surface et la géométrie sont prises en compte de manière à ce que seules les parcelles non bâties pouvant supporter la construction d'au moins un logement soient comptabilisées. La morphologie du tissu urbain environnant a également été prise en compte. **La capacité de densification au sein de l'enveloppe urbaine, représente une superficie totale de 4,6 ha.**



En plus, au sein de l'enveloppe existante, quatre espaces déjà « artificialisés » mais pouvant muter par différentes opérations (démolition/reconstruction, réaffectation de bâtis, opération de renouvellement urbain...) ont été repérés, il s'agit du « potentiel de mutation » représentant un potentiel de 2 ha répartis comme suit :

- L'ancien site SALF au Nord de Bonna Sabla couvrant près de 1700m². Le site n'est plus en activité mais est déjà anthropisé (cf. Partie1 – Chapitre 2 – 5.3. Activités économiques » ;
- Le site actuel de Mirion Technologie dans le prolongement du lotissement la Charlotte sur 1,19 ha. Le site pourrait ainsi être délaissé puisque l'entreprise souhaite regrouper son activité autour des locaux centraux existants le long de la route de Provence ;
- Un secteur au petit Mas d'Audier le long de l'ancien Canal de Boigeslin au-dessus de la déchèterie, couvrant 0,34 ha. C'est un espace déjà utilisé en partie qui a perdu son caractère naturel avec des anciennes fondations ;
- Le secteur autour du groupe scolaire sur du parking intégralement goudronné couvrant 0,26 ha.

Ces quatre secteurs déjà artificialisés pourront à plus ou moins long terme, muter et être réinvestis (à l'exception du groupe scolaire inconstructible en présence de risques), cela pourra notamment passer par des opérations de renouvellement urbain qui correspondent à une forme d'évolution de la ville qui désigne l'action de reconstruction de la ville sur elle-même et de recyclage de ses ressources bâties et foncières. Toutefois au regard de leur situation, emplacement, configuration etc... comme exposé ci-avant, ces secteurs ne sont pas adaptés à l'accueil d'un nouveau parc d'activités économiques/artisanales.

En dehors de l'enveloppe urbaine une zone déjà anthropisée a été identifiée comme pouvant être réinvestie correspondant à une zone de dépôt terrassée lors du creusement du canal EDF, une partie de la parcelle C1077 représentant près de 12 hectares.

2. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.1. Géographie physique

Les trois grandes unités, qui se partagent l'espace, marquent profondément le relief de la commune. Ainsi, à l'Ouest, le **Défens d'Eyguières**, sur lequel est adossé le village, culmine à 264 m, tandis que la terminaison de la **chaîne des Costes** atteint une altitude maximale de 326 m. A contrario, l'ancien lit de la Durance, pertuis naturel qui occupe la partie centrale de la commune où le village est bâti, n'est pas marqué par une topographie importante.

Au cours de l'ère secondaire, la Provence est recouverte d'une mer au fond de laquelle se déposent des calcaires blancs ou gris. Ce sont ces massifs qui après des plissements constitueront les reliefs de la région : Alpilles, Luberon, Sainte-Victoire, Nerthe. La répartition des roches de duretés différentes, calcaires en plaquette, argiles, calcaires blancs et dolomitiques, est à l'origine d'une alternance intéressante des situations : paysages vallonnés, replats, paysages rocheux, fortes pentes.

Même si le territoire n'est pas traversé par un cours d'eau naturel, Lamanon bénéficie d'un réseau hydraulique important. En effet, l'hydrographie de la commune de Lamanon est essentiellement constituée par le canal E.D.F. longeant la RD538 et alimentant les centrales de Salon et Saint-Chamas, le canal de Boisselin-Craponne et le canal septentrional des Alpines. Lamanon abrite également l'équipement majeur de répartition des eaux d'irrigation de la Crau et d'une grande partie du Comtat et des piémonts des Alpilles. Environ 92% de l'eau distribuée en eau d'alimentation et en eau d'arrosage provient de la Durance par le canal de Craponne dont la prise se trouve, sur le canal E.D.F à Lamanon.

Implantée à la jonction de trois aquifères, la Basse Durance (au Nord), le Crau – Vigueirat (au Sud-Ouest) et la Touloubre (au Sud-Est), le territoire communal est concerné par trois masses d'eau souterraines affleurantes et d'une masse d'eau souterraine sous couverture :

- « Cailloutis de la Crau » (**FRDG104**) ;
- « Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans BV Basse Durance » (**FRDG213**) ;
- « Formations variées du bassin versant de la Touloubre et de l'Etang de Berre » (**FRDG513**) ;
- « Argiles bleues du Pliocène inférieur de la Vallée du Rhône » (**FRDG531**).

Les conditions climatiques locales sont celles du climat méditerranéen :

- Des étés chauds et secs et des hivers doux, avec un ensoleillement annuel remarquable et des températures moyennes agréables ;
- Des saisons intermédiaires pendant lesquelles les précipitations sont les plus fréquentes et parfois violentes ;
- La présence du mistral, vent d'Ouest et Nord-Ouest dominant, froid et sec participant au maintien d'un ciel clair et ensoleillé.

Les tendances observées sur l'année laissent apparaître une nette dominance des vents en direction du Nord et Nord-Ouest. Les statistiques exposées ci-contre ont été générées à partir des observations de vent faites à la station météo la plus proche, localisée à l'aéroport de Salon-de-Provence, les données peuvent donc différer entre les deux territoires.

La région PACA, avec sa position méditerranéenne, bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel compris entre 2 590 et 2 990 H/an. L'ensoleillement annuel moyen, sur une surface orientée au Sud est compris

entre 5 et 5,2 KWh/m²/jour. Cette puissance énergétique permet l'exploitation des dispositifs solaires thermiques et solaires photovoltaïques.

2.1.1. Structure géomorphologique

La forêt occupe une place importante tant sur le plan écologique que le plan paysager. Ils constituent des zones de refuge et de réservoir de nourriture. Plus de 321 hectares de terrains sont soumis au régime forestier.

Le village de Lamanon est encadré par deux massifs boisés : le Défens d'Alleins, prolongé par les collines de Roquerousse, sur l'Est et le Défens d'Eyguières, sur lequel le village s'appuie, à l'Ouest. C'est aux abords immédiats du village et du château que les boisements sont les plus importants, conférant au lieu une ambiance de fraîcheur et d'intimité. Ainsi, les alignements d'arbres sont présents sur de nombreux axes de la commune avec en tête l'alignement monumental de l'allée des platanes menant au château.

En zone de campagne, les canaux, ruisseaux et roubines sont bordés par des ripisylves et haies de bonne qualité. Hormis leurs qualités visuelles, elles jouent un rôle important dans la gestion des eaux pluviales et, à ce titre, méritent d'être conservées.

Le Défens d'Alleins et les collines de Roquerousse sont occupés par une grande chasse privée. Sur l'ensemble du domaine forestier le gibier sédentaire est représenté par le sanglier, le lapin, le lièvre, la perdrix et le faisan.

Après avoir traversé le village implanté à l'ombre de ses grands arbres et au pied d'une colline boisée, il devient possible de découvrir ce qui fait la richesse culturelle et touristique de Lamanon : Le site de Calès. Le cirque de Calès est un cirque naturel, situé entre deux fronts rocheux (à l'Ouest avec le promontoire du château et le plateau Saint-Jean à l'Est) et fermé au Sud et au Nord par des murs de courtines, offrant de magnifiques paysages. On y trouve 58 grottes plus justement appelées, habitations troglodytiques, qui constituent le village de Calès.

S'étalant sur 851 ha, les espaces agricoles représentent 44% du territoire lamanonais. Les zones agricoles de la commune se situent essentiellement au Sud et au Nord de la commune, là où les espaces ne sont pas empreints par la topographie des massifs ou par l'urbanisation. Au Sud, la zone agricole se retrouve en voisinage direct avec le village, la frontière entre monde agricole et monde urbain se stigmatisant par la RD72f. Elle s'étale d'Ouest en Est le long de la plaine lamanonaise, entre la RD538 et les habitats s'étalant sur les contreforts du Défens d'Eyguières. Au Nord, la zone agricole s'étend sur tout le territoire lamanonais et ne trouve ses limites que sur les abords de la RD17d, du Défens d'Eyguières et des secteurs d'activités du petit et du grand Mas d'Audier. A l'Ouest, elle se compose essentiellement de parcelles viticoles dont certaines sont concernées par l'AOC Côteaux d'Aix-en-Provence. Le territoire agricole communal se compose essentiellement de terres fourragères irrigables et irriguées en herbe qui confèrent à Lamanon de grands espaces de verdure aérés et permettent l'accueil de cultures nombreuses et variées. La commune est d'ailleurs concernée par l'AOC Foin de Crau. L'irrigation des terres agricoles est gérée par l'ASA des arrosants de Craonne à Lamanon. Le réseau englobe une grande partie du territoire favorisant l'accès à tous les exploitants et toutes les cultures.

Le village est implanté au croisement de plusieurs entités géographiques : la vaste plaine de la Crau au Nord, les massifs calcaires du Défens d'Eyguières et d'Alleins à l'Est et à l'Ouest et le plateau calcaire à l'Ouest. En raison du compartimentage du territoire, l'urbanisation de Lamanon s'est effectuée autour du centre ancien, au tissu dense et linéaire, par deux ceintures successives : une ceinture pavillonnaire plus aérée composée des extensions urbaines récentes ; et une ceinture économique s'appuyant sur la RD538 et composée des différentes zones d'activités.

2.1.2. Analyse paysagère

Le territoire lamanonais, dans sa partie occidentale, est concerné par le périmètre de la directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles, approuvé en janvier 2007. Celui-ci longe l'autoroute A7 depuis Sénas et descend ensuite le long du canal des Alpines jusqu'au village avant de s'insérer dans la plaine de Roquemartine à l'Est. La directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles identifie sur ce territoire certains éléments pour lesquels elle émet des recommandations :

- Les **alignements d'arbres** de la RD17d (entrées Ouest-Sud et Sud-Est), de la RD72f (entrée Sud-Est), de la RD72e (entrée Nord-Est), de la RD72g de la grande rue et de la rue du canal ;
- Le **Défens d'Eyguières** comme un **paysage naturel remarquable** ;
- Les **petits reliefs boisés** situés en dessous du secteur de la Grand-Manon comme une **zone visuellement sensible** ;
- Les **paysages naturels remarquables** concernant les petits reliefs boisés au-dessus du Grand Manon ;
- Le **réseau de canaux, naturels et artificiels** servant pour l'agriculture principalement, et leurs ripisylves à préserver notamment avec une gestion pérennisée ;
- Une **urbanisation contrôlée** qui économise les espaces naturels en se développant dans les dents creuses de l'urbanisation existante et qui se densifie dans les zones d'urbanisation futures.

Selon l'Atlas de paysages des Bouches-du-Rhône, la commune de Lamanon fait partie de quatre unités paysagères :

- La vallée de la Basse Durance ;
- La chaîne des Côtes, Trévaresse, Roques ;
- La Crau ;
- Le massif des Alpilles.

Même si Lamanon présente, pour l'essentiel, des massifs alternant roches et bois, ceux-ci offrent de nombreuses différences. La répartition des roches de duretés différentes, calcaires en plaquette, argiles, calcaires blancs et dolomitiques, est à l'origine d'une alternance intéressante des situations : paysages vallonnés, replats, paysages rocheux, fortes pentes. L'intérêt à la fois paysager et patrimonial du site de Calès explique une fréquentation soutenue du Défens d'Eyguières, identifié comme **Paysages Naturels Remarquables** par la Directive Paysagère des Alpilles. La transition entre les espaces naturels et les espaces urbains est relativement progressive notamment avec la présence de nombreux alignements d'arbres et de platane, au niveau des quartiers de la Barre, les Jardins et du centre-ville du territoire.

Au Sud de la RD72f commence la plaine agricole de Lamanon. Elle constitue des espaces ouverts emblématiques pour les piémonts. Très plane, cette partie de Lamanon offre de vastes perspectives sur les massifs situés dans le paysage lointain depuis la plaine, avec le Défens d'Eyguières à l'Ouest, les collines de Roquerousse à l'Est. Elle se caractérise également par de nombreuses haies « brises vent » qui ferment de manière ponctuelle les vues sur le Défens. Elles apportent également une diversité écologique certaine qu'il est important de conserver. Le maillage de haies est d'ailleurs reconnu par le Parc Naturel des Alpilles dont fait partie la commune. La DPA identifie au sein de ces plaines agricoles, un Cône de Vue situé entre le massif du Défens et le canal commun Boisgelin-Craponne.

Depuis la limite communale Nord jusqu'aux premiers soulèvements collinaires sur lesquels s'est installé le village de Lamanon, se déroule la plaine cultivée Nord de la commune. Unité paysagère à part entière, cette plaine, comme celle du Sud, reçoit essentiellement des activités de culture qui lui confèrent un caractère très « géométrique ». Ces plaines agricoles offrent de nombreux points de vue sur la zone

identifiée par la DPA comme visuellement sensible, sur la chaîne des Alpilles ainsi que sur le Défens d'Eyguières, qui sont à préserver.

Déjà évoqués comme éléments repères et structurant de Lamanon, les canaux et roubines représentent également des entités paysagères à part entière. Ils introduisent l'eau dans un contexte aride méditerranéen où domine la colline sèche et boisée. Leurs ripisylves, formations ligneuses claires, offrent des ambiances fraîches. Ils sont également longés par un cheminement doux qui parcourt l'ensemble du territoire communal du Nord jusqu'au Sud.

Les espaces urbains de la commune sont définis en deux groupes : le **tissu urbain et les zones d'activités**.

La rupture paysagère entre le monde urbain et le monde naturel est nette et marquée par le Défens d'Eyguières, à l'Ouest, et par des infrastructures routières cadres, que sont la RD538 à l'Est et au Nord et la RD72f au Sud. Le quartier de la Tuilière est la parfaite illustration de cette rupture franche. Le village est caractérisé par une végétation importante notamment via les nombreux alignements d'arbres et de platanes qui offrent une continuité écologique entre les plaines agricoles et le Défens d'Eyguières. Situé en plaine, le centre villageois offre des points de vue direct sur le Défens d'Eyguières qu'il est important de préserver.

La voie ferrée marque clairement une fracture dans le paysage entre un espace ayant une fonction d'habitat situé à l'Ouest et un espace dédié aux activités à l'Est avec l'usine de béton donnant le ton, même si certains secteurs font se côtoyer les différents usages (quartiers des Plantades). Il en résulte également un paysage de plaine très organisé, privilégiant un large parcellaire, où la voie ferrée, doublée par le canal de Craonne et d'un écran végétal, donne un aspect d'espace de transition entre ces deux paysages. Ces espaces sont néanmoins peu intégrés au sein du paysage communal et créaient des coupures dans les covisibilités sur les espaces naturels du territoire.

La Ville de Lamanon possède cinq entrées de ville d'importance variable. L'entrée Est se situe au niveau du giratoire des « quatre chemins » faisant la liaison entre la RD538 et la RD17d. Un réel aménagement urbain a été effectué (trottoir, lampadaires, espaces gazonnés). Cette entrée de ville a donc un caractère urbain qui se révèle être éphémère puisqu'il est rapidement interrompu et ne réapparaît qu'au niveau du rond-point suivant.

L'entrée Ouest est située sur la RD 17a au niveau du quartier des Barres, elle propose une découverte confidentielle de Lamanon et offre quelques points de vue rapide sur la plaine de Salon-de-Provence et sur le massif de Roquerousse. La RD 17d est bordée par la forêt, des vergers d'oliviers et le massif du Défens d'Eyguières. Cette entrée de ville est totalement dépourvue de caractère urbain caractérisé par l'absence de trottoirs et autre mobilier urbain.

L'entrée Sud se situe au niveau du croisement entre la RD538 et la RD 72f. Elle se matérialise par un carrefour sur la RD538 permettant de prendre la RD 72f lorsque l'on provient de Salon-de-Provence. Cette entrée de ville se présente comme une entrée de premier ordre au vu de la qualité de la chaussée et son caractère rectiligne et rural esthétique. Le panneau d'entrée de ville borde la voie d'accès de celle-ci avant d'être relayé sur la gauche par le lotissement des « Cyprès ». Ainsi le chemin du Mistral est devenu une entrée de ville malgré lui et occupe désormais un rôle de desserte locale pour les entreprises et habitants.

L'entrée Nord se situe à l'intersection entre la RD538 et la RD72e et se matérialise par une simple voie de décélération, accessible uniquement par les automobilistes en provenance de Sénas par la RD538, débouchant sur un tunnel étroit passant sous la voie ferrée. Cette entrée est assez confidentielle et n'a aucune vocation à être principale. En effet, le tunnel et la largeur de la chaussée limite son accès. Cette entrée apparaît donc plus comme une entrée dérobée pour les habitués qui souhaitent se rendre en centre-ville ou simplement traverser Lamanon et se rendre sur Eyguières.

2.1.3. Patrimoine

Dans le cadre de ses missions de conseil aux communes, le CAUE a décidé de doter les communes adhérentes et engagées dans une démarche PLU d'un inventaire du Patrimoine d'Intérêt Local (IPIL). Le document a ainsi listé et classé l'ensemble du patrimoine repéré par catégorie (élément bâti, ensemble bâti, élément paysager, ensemble paysager) par adresse postale et référence cadastrale, qui précise le motif et le niveau d'intérêt du patrimoine identifié (à signaler, à préserver) :

- 30 éléments des espaces naturels et agricoles
- 21 éléments de l'enveloppe urbaine.

La loi du 2 mai 1930 organise la protection des monuments naturels et des sites dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Les sites classés, dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation, permettent cette protection.

Le platane de Lamanon

Classé depuis 1918, le platane de Lamanon appelé « géant de Provence » est situé légèrement en contrebas du vieux village, dans une propriété privée, au milieu d'une vaste prairie. Il surprend par ses dimensions, sa couronne couvre au sol 8 600 m² et aurait 300 ans environ.

Les grottes de Calès

Comme nous l'avons vu précédemment, les grottes de Calès constituent également un site exceptionnel, à la fois historique et pittoresque. Site classé depuis février 1918, un schéma directeur portant sur la sécurité, l'entretien de la forêt et les aménagements divers (sécurité, protection, présentation, mise en valeur) sert de référence.

Les sites archéologiques et remarquables

Saint Jean marqué par une occupation chalcolithique (céramique), des habitats de l'âge de pierre, des voies, tombes, édifices religieux de l'époque gallo-romaine et de chapelles médiévales.

Saint Denis et sa chapelle accompagnée de sépultures médiévales, de la villa galloromaine et d'habitats néolithique.

Le château et son allée de platanes.

Les restes d'occupation néolithique à la baume des bœufs et à Mar-vieiro.

Au-delà de ces éléments significatifs, un patrimoine vernaculaire peut être remarqué ici. Il relève de différentes considérations :

Le patrimoine rural d'infrastructure : les canaux. Au-delà des rôles paysagers et écologiques déjà évoqués, les canaux sont un héritage des traditions agricoles tant de la plaine de la Crau que de celle de la Durance. Ils jouent un rôle patrimonial de composition évident sur le territoire de Lamanon.

Le patrimoine végétal urbain comprenant les alignements d'arbres majeurs sur le territoire de la commune sont à signaler aussi au titre du patrimoine. En association avec le Parc du Platane, ils constituent un réseau vert urbain particulièrement représentatif du cadre de vie Lamanonais.

Le « petit » patrimoine rural : dans la zone agricole, un certain nombre de bâtiments représentatifs de l'histoire agricole de la Provence ont été repérés :

- Le Domaine de Beauvezet ;
- La Grand Manon ;
- Le Jas des Barres.

Il faut noter l'importance du patrimoine urbain autant que celle du patrimoine architectural. Le village possède deux édifices majeurs que sont l'Eglise et le Château. Au bout d'une allée remarquable de grands platanes se trouve le Château de Lamanon. A côté du château se dévoile l'église et son grand clocher. Achievée en 1783, elle a été restaurée en 1988 et réaménagée courant 2007. L'ancien parc du

château constitue un espace naturel dont la partie Sud est aménagée en parc de sport communal. La partie Nord abrite le fameux platane tricentenaire sur une propriété privée. Cet ensemble nécessite, en raison de sa qualité environnementale, une protection réglementaire rigoureuse.

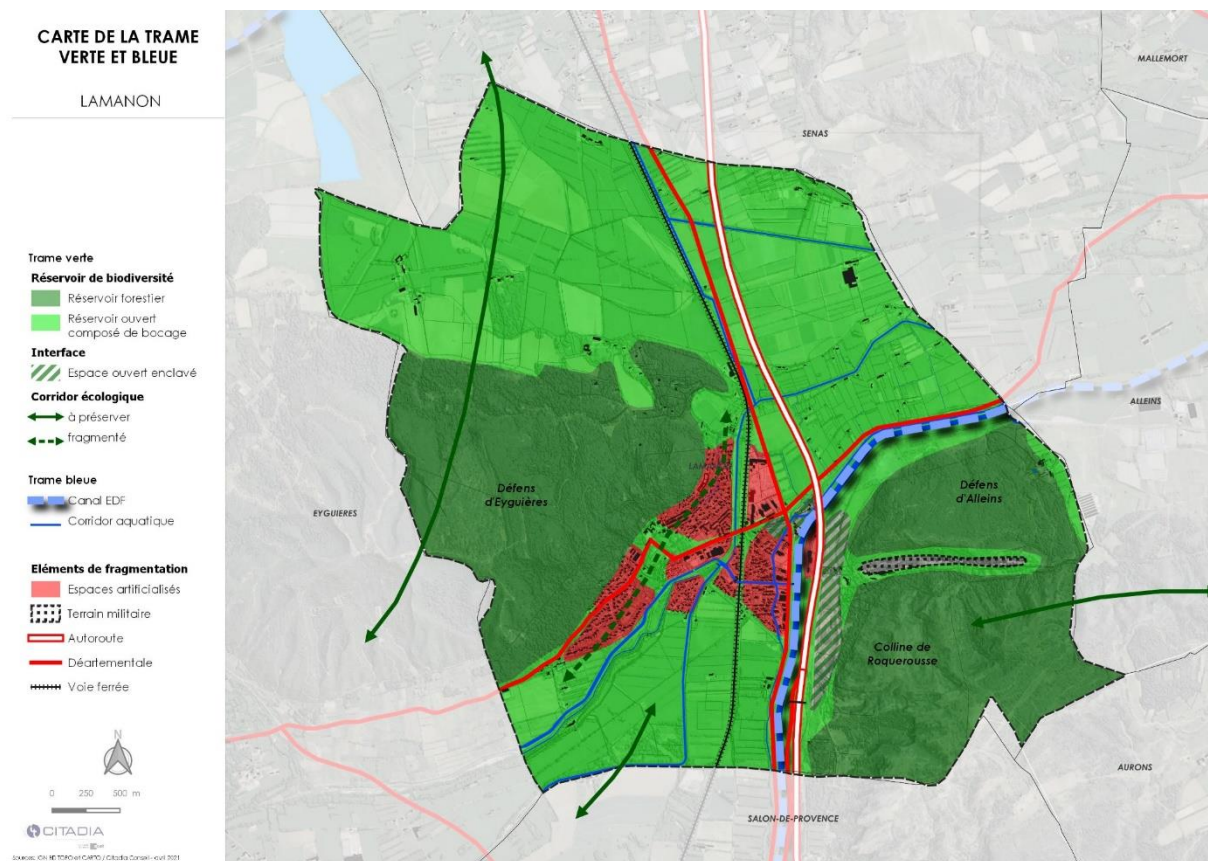
2.1.4. Biodiversité et Trame Verte et Bleue

La commune de Lamanon est concernée par plusieurs périmètres de reconnaissance de biodiversité qui sont à prendre en compte dans le cadre de la préservation des espaces naturels sensibles et dans l'élaboration de la TVB :

- 4 sites Natura 2000 :
 - o 2 Zones Spéciales de Conservation : « Les Alpilles » (**FR9301594**) et « Crau centrale – Crau Sèche » (**FR9301595**) ;
 - o 2 Zones de Protection Spéciales : « Garrigues de Lançon et Chaines alentour » (**FR9310069**) et « Les Alpilles » (**FR9312013**).
- 2 ZNIEFF terrestre de type II :
 - o « Plateaux de Vernegues et de Roquerousse » (**930012448**) ;
 - o « Montagne du Défends-Castellas » (**930020200**).
- 1 Parc Naturel Régional :
 - o Le Parc Naturel Régional des Alpilles (**FR8000046**)
- Deux Zones Humides :
 - o 13CEN0079
 - o 13CEN0088
- Le Plan National d'Action Aigle de Bonelli

La Trame Verte et Bleue communal permet d'identifier :

- Les réservoirs de biodiversité des milieux forestiers qui sont de véritables réservoirs de biodiversité. La commune de Lamanon se compose de grands espaces forestiers en connexion avec les communes voisines et les milieux de connectivité. Les deux principaux espaces de milieux cohérents sont les Défens d'Alleins et d'Eyguières. Les espaces de connectivités sont représentés sur le territoire par plusieurs types d'environnements boisés tels que les ripisylves, la plaine agricole ou encore les ensembles végétaux au sein de la tâche urbaine.
- Les réservoirs des milieux ouverts et semi-ouverts contribuent à la diversité des milieux, tout en composant des corridors favorables au déplacement des espèces. Parmi les réservoirs ouverts, le territoire communal se compose majoritairement de milieux agricoles rencontrés à la fois au Nord et au Sud du « Seuil de Lamanon ».
- Les éléments de fragmentation englobent toutes les surfaces artificielles bâties et anthropisées, La configuration de la ville de Lamanon sur son « Seuil » crée une concentration de ces types d'obstacles s'opposant à la continuité écologique majeure identifiée au niveau du SCOT : entre les deux Défens. En effet, se trouvent notamment à ce niveau : la tache urbaine de Lamanon, l'A7, la voie ferrée et le canal de l'EDF.
- Les corridors écologiques se localisent essentiellement au niveau des réservoirs ouverts et forestier du territoire. Le massif forestier du Défens d'Euyguières est ainsi connecté avec les espaces boisés d'Eyguières au Sud et les espaces agricoles de Sénas au Nord. De même, le Défens d'Alleins présente une continuité écologique à préserver qui relie la commune aux espaces boisés d'Alleins. Le centre urbain du territoire présente de nombreuses continuités végétales (alignement d'arbres, parc, jardin, etc) qui constitue ainsi un **corridor écologique fragmenté** permettant de relier les espaces agricoles du Nord à ceux situés au Sud.



2.1.5. La ressource en eau

Sur le territoire communal, on distingue trois masses d'eau souterraines affleurantes : Les « Cailloutis de la Crau » (FRDG104), les « Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans le Bassin Versant de la Basse Durance » (FRDG213) et les « Formations variées du Bassin Versant de la Touloubre et de l'étang de Berre » (FRDG513) ; ainsi qu'une masse d'eau souterraines sous couvertures : « Argiles bleues du Pliocène inférieur de la vallée du Rhône » (FRDG531). Les quatre masses d'eau possèdent un bon état général (échéance 2015).

La commune de Lamanon fait partie de l'ancien EPCI Pays Salonais constituant aujourd'hui un des six conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle assure ainsi les services publics de l'eau potable et de l'assainissement. A l'échelle de la commune, sont recensés en 2018 :

- 1 unité de traitement ;
- 17 km de canalisations de distributions ;
- 140 693 m³ produit et 101 011 m³ de volume consommé comptabilisé ;
- Un rendement du réseau de distribution de 75,6% et un taux de conformité de 100% pour les paramètres physico-chimiques et microbiologique.

L'eau distribuée sur le territoire de Lamanon est assurée par le Forage de la Guérite dont le volume total prélevé en 2018 était de 171 934 m³. Un Périmètre de Protection Immédiate a été matérialisé sur le terrain avec la clôture de la parcelle d'implantation du forage. Des études complémentaires pour la protection de captage sont en cours.

Le territoire présente 12,99 km de réseau d'assainissement avec cependant un faible indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux usées (30/120). Sur 2 029 habitants (données INSEE 2018), 1 660 sont desservis par le réseau d'assainissement collectif. La commune de Lamanon présente un Station d'Épuration (STEP) d'une capacité nominale de 2 800 à 3 000 Equivalent Habitant, la charge maximale d'entrée étant de 2 482 EH. Elle présente un traitement de type « Boues activées avec traitement azote » et rejette les eaux traitées dans le canal Boisgelin-Craponne. La

conformité des équipements d'épuration et la performance des ouvrages d'épurations est excellente (100%). Le territoire du Pays Salonais recense 17 119 habitants desservis en assainissement non collectif et un taux de conformités des installations à 68%. Les données à l'échelle de la commune ne sont pas disponibles.

2.1.6. *Les risques naturels et technologiques*

Un Plan Prévention Risques (PPR) « Séisme et Mouvement de terrain » a été approuvé par arrêté préfectoral le 17 juillet 2001. Ce dernier est divisé en deux zones :

- Une zone rouge estimée très exposée où certains phénomènes naturels sont particulièrement redoutables, notamment, en raison de leur conjonction possible.
- Une zone bleue exposée à des risques moindres (B1 à B4). La constructibilité y est limitée selon certaines conditions précises ainsi que des règles de construction.

Le PPR approuvé en juillet 2001, détermine également des mesures de prévention à mettre en œuvre pour le risque sismique. L'ensemble du périmètre du PPR étant soumis à l'aléa sismique, il n'existe pas de zone blanche.

Le département des Bouches-du-Rhône a établi un Porter à Connaissance « Retrait-gonflement des Argiles » sur la commune de Lamanon où une grande partie du territoire est classé dans une zone faiblement à moyennement exposée (B2).

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine. Le Bureau d'Etude INGEROP a ainsi réalisée en 2018, la carte hydrogéomorphologique des zones inondables mise à jour en décembre 2022.

La commune fait ainsi l'objet d'un Porter à Connaissance sur le risque feu de forêt datant de 2013. Ce dernier recense les aléas subis du territoire communal. La commune est bien pourvue en accès et points d'eau, et adhère au PIDAF des Alpilles. La défense du massif forestier des Alpilles contre les incendies est un des rôles majeurs du Parc naturel régional des Alpilles et un de ceux qui mobilise le plus de moyens humains et financiers.

2.1.7. *Nuisances et pollutions*

La commune de Lamanon est concernée par l'arrêté préfectoral de révision de classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) des voies ferrées (VF) du département des Bouches-du-Rhône approuvé le 11 décembre 2000. La commune est desservie par la ligne Avignon-Miramas par Salon.

La commune de Lamanon est concernée par l'arrêté préfectoral de révision de classement sonore des voies bruyantes pour le réseau routier national approuvé le 27 mars 2013. A ce titre, l'autoroute A7 est classé en catégorie 1. La prise en compte des nuisances sonores pour la construction de bâtiments à proximité des infrastructures de transport terrestre dans le département des Bouches-du-Rhône avait fait l'objet d'arrêtés préfectoraux en 2000 et 2004. Suite à l'arrêté portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département des Bouches du Rhône du 19 mai 2016, la commune de Lamanon est concernée par des voies bruyantes : la D538, la D17D et la D72F.

Sur le territoire communal de Lamanon, **aucun site BASOL** n'a été recensé. Toutefois **12 sites BASIAS** ont été recensés (dont des dépôts de gaz....). **5 ICPE** sur le territoire communal, non SEVESO. La commune recense sur son territoire 3 ICPE soumises à autorisation et à enregistrement et 2 soumises à déclaration. Ces installations peuvent potentiellement générer une pollution des sols. Ce diagnostic constitue des éléments de connaissance des enjeux en matière de pollution des sols, à prendre en compte notamment lors des projets d'aménagement (études amont des permis de construire), pouvant nécessiter des études de sols et une dépollution du site le cas échéant.

2.2. Les effets notables du projet de PLU sur les thématiques environnementales

Thématiques	Enjeux état initial	Incidences du projet PLU	Mesures ERC
Biodiversité et Trame Verte et Bleue	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la richesse écologique des sites - Prendre en compte les zones à statut identifiés sur le territoire (site Natura 2000 et ZNIEFF) - Respecter la charte du PNR des Alpilles et l'intégrer dans l'aménagement communal - Préserver les corridors écologiques qui parcourent le territoire et renforcer la nature en ville - Intégrer la Trame Verte et Bleue dans l'aménagement urbain - Protéger les massifs en tant que réservoir de biodiversité remarquable. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protection des richesses écologiques par un zonage de ces espaces en zone N ➤ Protection des espaces agrestes via un reconnaissance en zone A ➤ Urbanisation maintenue en continuité de l'enveloppe urbaine ➤ Préservation des corridors écologiques via l'OAP Trame Verte et Bleue 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Préservation des espaces boisés au niveau du tissu urbain par le classement de ces derniers en EBC ➔ Protection des espaces agricoles par un classement en zone A ➔ Zonage spécifique pour les paysages remarquables identifiés par la Directive Paysagère des Alpilles ➔ Limitation de la constructibilité au niveau des zones agricoles et naturels ➔ Classement des grands réservoirs en zones naturelles ➔ Inscription de la notion de protection des espaces agrestes et naturels dans le PADD du PLU

Risques et déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du risque incendie feu de forêt en limitant l'urbanisation à proximité du tissu urbain et de l'interface avec les massifs - Prise en compte de l'aléa inondation au niveau du tissu urbain - Prise en compte du PPR Séisme et Mouvement de terrain 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Urbanisation de la Guérite induisant une imperméabilisation du secteur augmentant le risque de ruissellement ➔ Maintien de l'urbanisation à proximité des boisements concerné par le risque incendie de forêt ➔ Augmentation de la démographie induisant une augmentation de la production des déchets ➔ Prise en compte des risques incendie de forêt et inondation par un zonage spécifique ➔ Prise en compte du PPR mouvement de terrain et sismique 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise en place d'OAP encadrant les futurs projets induisant une imperméabilisation du sol ➔ Définition d'un coefficient d'espace vert sur certaines zones et d'une emprise au sol spécifique ➔ Préservation des espaces naturels remarquables ➔ Identification des zones humides à préserver ➔ Gestion des eaux pluviales via une réglementation spécifique pour les zones agricoles et naturels ➔ Inscription de la gestion des risques au sein du PADD
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la qualité des eaux souterraines affleurantes et sous couvertures 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Projet de la Guérite et du pôle multimodal augmentant le risque de ruissellement urbain ➔ Augmentation des besoins en eau ➔ Accroissement du traitement des eaux usées 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise en place d'OAP encadrant les futurs projets ➔ Définition d'un coefficient d'espace vert sur certaines zones et d'une emprise au sol spécifique ➔ Identification des zones humides à préserver ➔ Gestion des eaux pluviales via une réglementation spécifique pour les zones agricoles et naturels ➔ Priorisation du développement urbain sur les sites raccordables au réseau d'assainissement
Paysage et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les éléments mis en évidence par la CAUE via l'Inventaire Patrimonial d'Intérêt Local 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Protection des grands ensembles boisés ➔ Protection du patrimoine vernaculaire et agricole 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise en place d'OAP permettant l'instauration de règles d'implantation et d'aménagement de certains, afin de

	<ul style="list-style-type: none"> - Le maintien de l'activité agricole comme facteur de création du paysage lamanonais - Valoriser et préserver le maillage des haies qui parcourt le territoire et façonne les parcelles agricoles (se référer au guide des haies rédigé par le PNR des Alpilles) - Valoriser les interfaces entre le tissu urbain et les espaces agricoles - Maintenir les alignements d'arbres et de platanes ainsi que les espaces végétalisés du centre villageois - Préserver le cheminement doux qui parcourt le territoire communal du Nord au Sud - S'appuyer sur le tracé des canaux pour travailler les cheminements doux de la commune - Préserver les cônes de vue sur les massifs dans le cadre d'un développement urbain en limite Nord de la ville ; - Préserver les points de vue sur le paysage lointain ou proche - Améliorer l'intégration des zones d'activités communales, véritable point noir paysager - Valoriser les éléments du patrimoine rural lié au bâti, à l'irrigation et aux formes végétales - Valoriser et préserver le patrimoine bâti non reconnu 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Traitement paysager adapté au climat méditerranéen et aux caractéristiques du territoire ➤ Protection des espaces naturels et agricoles localisés à proximité du littoral ➤ Modification des paysages, résultant de l'artificialisation des sols et des projets urbains 	<p>limiter l'artificialisation des sols et de promouvoir l'intégration paysagère</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Limitation de l'emprise au sol et coefficient d'espace vert minimal dans certaines zones à vocation d'habitat ➔ Identification des bâtiments patrimoniaux au sein du zonage ➔ Identification des alignements d'arbres et de bocages ainsi que de platanes à préserver selon le Parc Naturel Régional des Alpilles ➔ Mise en place d'une OAP spécifique à la mobilité douce permettant de préserver les cheminements doux ➔ Identification des canaux et filiales à préserver ainsi que les bords de canaux ➔ Limitation de l'urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine.
--	---	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger les canaux et leurs abords en évitant toute installation bâtie sur un périmètre proche qui contredise le caractère « sauvage » des lieux 		
Pollution et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la qualité de l'air en limitant la pollution et l'émission des gaz à effet de serre (GES) via les modes alternatifs à la voiture - Prise en compte des sites et sols potentiellement pollués dans le cadre de nouveau projet - Limitation de l'urbanisation à proximité des voies bruyantes 	<ul style="list-style-type: none"> ↘ Hausse du trafic routier ↘ Augmentation des besoins énergétiques et de la pollution de l'air ↗ Création d'une trame d'itinéraires doux 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Développement des cheminements destinés aux modes de circulation doux ➔ Valorisation de la production d'énergie renouvelable
Climat	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en avant les énergies renouvelables (solaire) - Définir une limitation claire de l'extension urbaine par rapport aux espaces naturels et agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ↘ Augmentation de la perméabilisation des sols via les projets de la Guérite et du pôle multimodal ↗ Classement des espaces naturels et agrestes en zone A et N ↗ Valorisation des cheminements doux ↗ Préservation des espaces de nature via des classements spécifiques 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Limitation de l'imperméabilisation via le règlement et les OAP ➔ Favorisation du renouvellement urbain



ANNEXES



DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE (13)

COMMUNE DE LAMANON (13049)

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



ANNEXE 1 DU RAPPORT DE PRESENTATION – ETUDE DEROGATOIRE A
LA LOI BARNIER – AMENDEMENT DUPONT AU TITRE DU L111-8 DU CU

PLU arrêté le : 07/12/2023

PLU approuvé le : 05/12/2024



Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement







Sommaire

Préambule	5
Chapitre 1 : Identification et contexte du projet.....	7
1. Le site.....	7
2. Le projet.....	7
3. La bande de constructibilité limitée.....	7
Chapitre 2 : Analyse du site	9
1. Analyse des nuisances	9
1.1. Les nuisances sonores.....	9
1.2. La qualité de l'air.....	11
2. Analyse de la sécurité	12
2.1. Accès routier au site	12
2.2. Accès au site à pied et à vélo	13
2.3. Accès au site en transports en commun	14
2.4. Transport de matières dangereuses	16
2.5. Les sources d'insécurité indépendantes de la route départementale	16
2.6. Conclusion sur la sécurité	19
3. Analyse paysagère	20
3.1. Le caractère actuel du site	20
3.2. La perception du site à partir des routes départementales.....	20
4. Analyse architecturale	22
Chapitre 3 : Les outils proposés dans le PLU	24
Chapitre 4 : Compatibilité du projet avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages	25
1. Prise en compte des nuisances dans le projet.....	25
2. Intégration de la sécurité dans le projet	25
3. La qualité architecturale, urbaine et paysagère recherchée.....	26



PREAMBULE

La commune de Lamanon est traversée par la **D538, classée route à grande circulation** depuis le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié par Décret n°2020-756 du 19 juin 2020. **Elle est donc concernée par la loi Barnier** (loi n° 95.101) du 2 février 1995 **et par l'amendement Dupont** (Articles L111-6 et suivants du Code de l'Urbanisme).

La loi Barnier est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

L'article L 111-6 stipule que :

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de **soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.** »*

L'article L 111-7 stipule que :

« L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

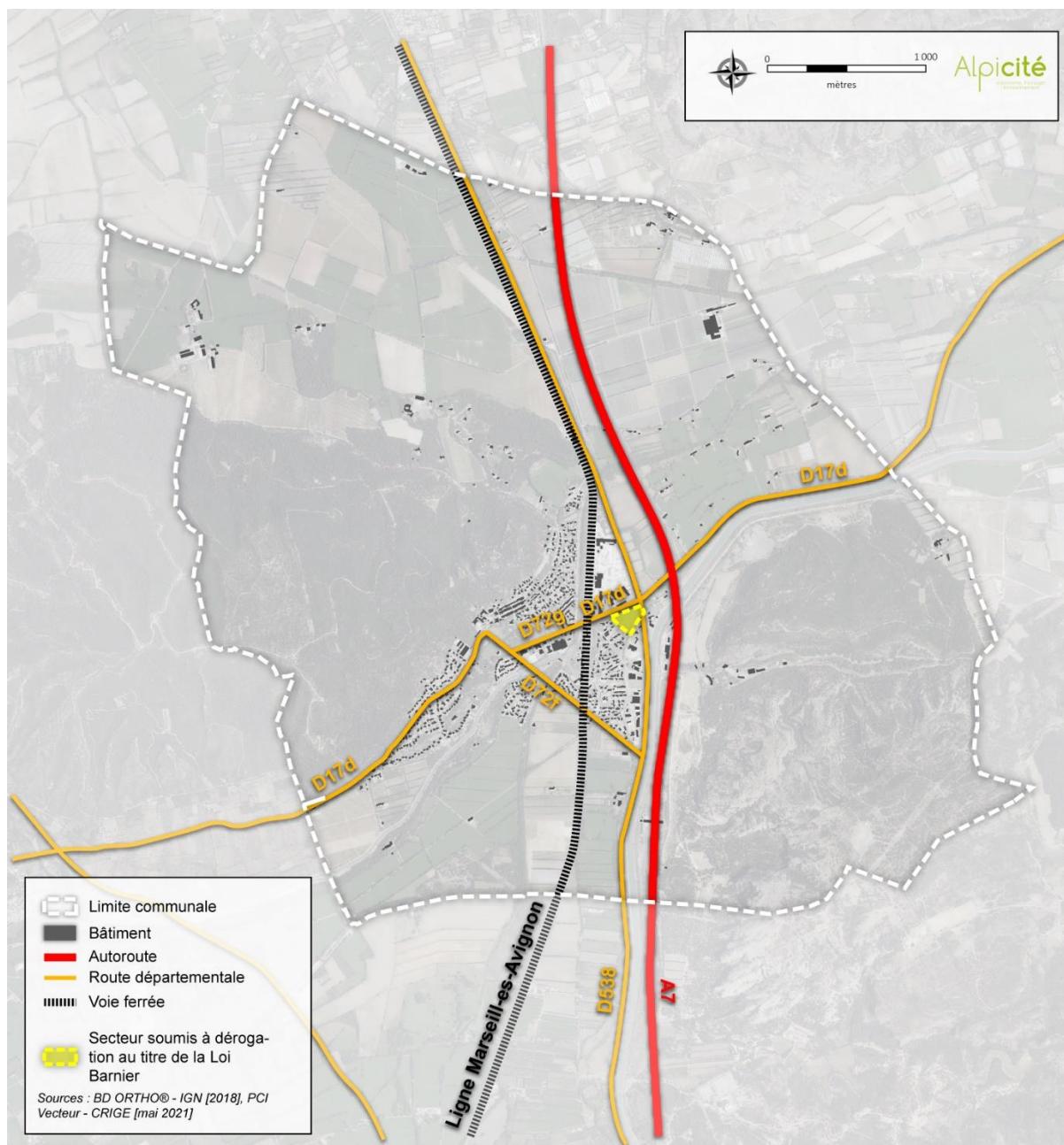
5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.»

L'article L 111-8 stipule que :

*« Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec **la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.** »*

Un secteur est ainsi concerné par la loi Barnier : il s'agit du secteur de **la Guérite qui sera classé en zone 1AUe.**



Carte de localisation du secteur d'urbanisation soumis à dérogation au titre de la loi Barnier

Chapitre 1 : IDENTIFICATION ET CONTEXTE DU PROJET

1. LE SITE

Le site est localisé **en entrée de ville** au nord-est des secteurs urbanisés de la commune. Il comprend les parcelles C3049, C1258, C1256, C1257, C1259, C1260, C1261, C1262, et C1263. Sa superficie est d'environ **1.8 ha**.

Il s'inscrit **dans la continuité** de la zone d'activités économiques se développant le long de la RD538. Il est aussi à proximité des secteurs urbanisés et il est proche du futur pôle d'échange multimodal qui devrait prendre place autour de la gare.

Le secteur de la Guérite bénéficie ainsi d'une position stratégique lui permettant d'être **facilement accessible** depuis les secteurs habités, depuis la gare et depuis les grands axes routiers (D538).

Il est actuellement occupé par des activités agricoles et sa limite sud-est est le canal d'Alleins.

2. LE PROJET

Le site d'étude pourra accueillir **une nouvelle zone d'activités économiques**. Celle-ci s'inscrit dans une ambition de la commune de développer l'économie locale afin de répondre à l'augmentation de sa population et de profiter de son excellente accessibilité, à pied, en transports en commun et en véhicule routiers. Sa position permettra également de **combler un espace non urbanisé dans la continuité des zones d'activités économiques existantes** et de constituer un unique linéaire économique le long de la route départementale.

Le SCoT identifiait initialement **17 ha d'extension** sur le site du grand Mas d'Audier. Cette zone constituait un site économique spécial au sens du SCoT en raison de sa bonne accessibilité. Le projet devait être réalisé plus au nord, sur des terrains agricoles. Des études ont été réalisées et **le projet a été abandonné** en raison de fortes contraintes et de risques importants. Pour compenser l'impossibilité de réaliser le projet identifié au SCoT, la commune a choisi de favoriser **la requalification des zones existantes et l'urbanisation du secteur de la Guérite** dont la surface et l'impact paysager sont **beaucoup plus modestes**.

3. LA BANDE INCONSTRUCTIBLE

La future zone d'activités économiques est touchée par **une bande inconstructible de 75 m** à partir de la route départementale 538.

La partie Est du site est touchée par cette bande **sur une surface d'environ 0.5 ha**.



Réduction de la bande d'inconstructibilité

La présente étude vise à démontrer la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale et de la qualité de l'urbanisme et des paysages dans le projet de création de la zone constructible à vocation économique, afin de permettre une réduction de cette bande inconstructible de 75 m par rapport à l'axe de la voie à 10 m par rapport à la limite des emprises de la voie (recul imposé dans l'OAP).

Chapitre 2 : ANALYSE DU SITE

1. ANALYSE DES NUISANCES

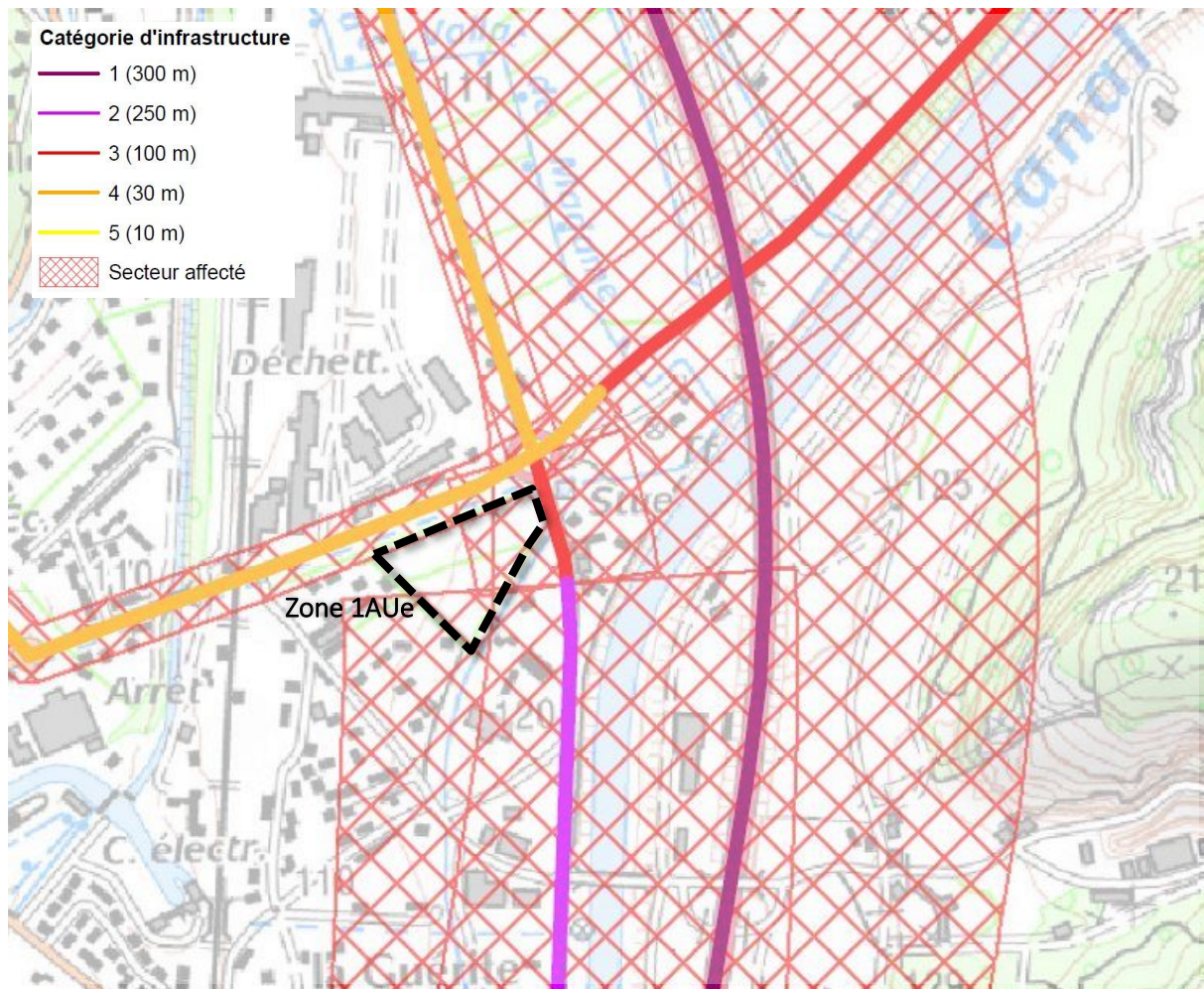
1.1. Les nuisances sonores

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres des Bouches-du-Rhône identifie les voies qui génèrent des nuisances sonores et les classe en 5 catégories selon l'amplitude des secteurs affectés par le bruit. Le classement est réalisé selon le tableau suivant défini dans l'article 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié le 23 juillet 2013.

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300 \text{ m}$
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250 \text{ m}$
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100 \text{ m}$
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30 \text{ m}$
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10 \text{ m}$
(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.			

Classement sonore des voiries

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/>


Catégorie de classement des voies (nuisances sonores)

Source : préfecture des Bouches-du-Rhône

Le site est affecté par les nuisances issues de 3 routes différentes : la RD338, la RD17d et l'autoroute A7. L'autoroute A 7 est classée en **catégorie 1** et présente donc une bande d'affectation **de 300 m** de part et d'autre des voies. La route départementale 17d est classée en **catégorie 4** et présente une bande d'affectation **de 30 m** de part et d'autre de la voie. La route départementale 538 est classée en **catégorie 3** à l'arrivée sur le rond-point et en **catégorie 2** plus au sud. La RD538 présente donc une bande d'affectation **de 100 m** aux abords du rond-point et **de 250 m** plus au sud.

Ainsi, le secteur d'étude est concerné par les nuisances sonores sur **une grande partie de sa surface**.

La commune de Lamanon est aussi traversée par une voie de chemin de fer concernée par le classement sonore des voies ferrées. Classée **en catégorie 1**, la ligne Avignon-Miramas présente une bande affectée par le bruit de **300 m** de part et d'autre de la voie ferrée. Cette bande touche **une grande partie du terrain d'étude à l'ouest**.

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte, pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire, sont précisés dans **l'arrêté du 30 mai 1996 modifié par l'arrêté du 11 janvier 2016 et l'arrêté de 25 avril 2003**. Ces arrêtés concernent **uniquement les bâtiments d'habitation, les établissements d'enseignement, les établissements de santé et les hôtels**.

1.2. La qualité de l'air

La qualité de l'air est estimée en mesurant la présence de certains polluants et la présence de certaines sources d'émission. L'objectif est de réduire les impacts sur la santé, sur les écosystèmes, la biodiversité et la planète.

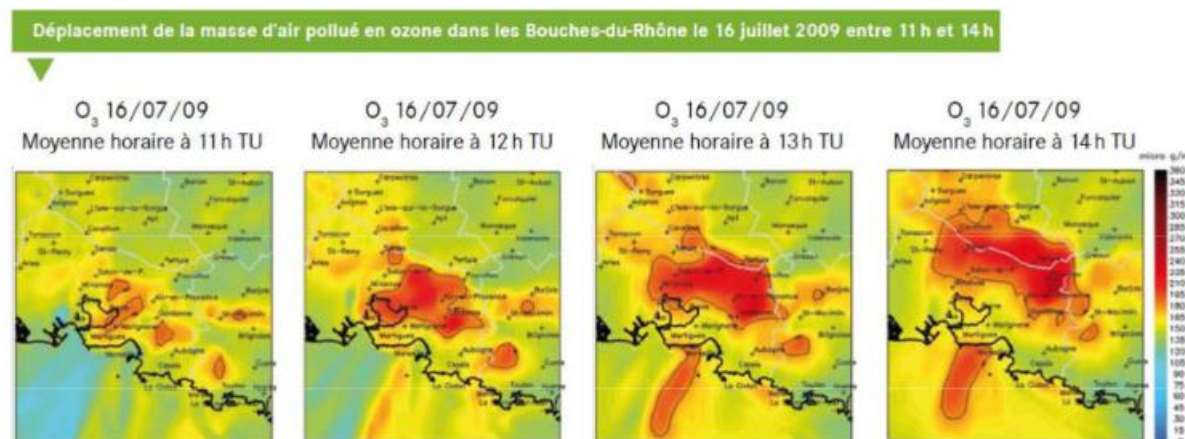
Le bureau européen de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a élaboré, avec l'aide de spécialistes, des recommandations sur la qualité de l'air. Le tableau suivant regroupe les différents seuils recommandés pour divers polluants.

(Données 1999 – Source : Guidelines for Air Quality, WHO, Geneva 2000). Données mises à jour en 2005 pour les polluants poussières, ozone, dioxyde d'azote et dioxyde de soufre.)

Seuils	Sur 1h	Sur 8h	Sur 24h	Sur l'année
Poussières ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	-	-	125	50
Dioxyde de soufre SO_2 ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	350	-	125	50
Dioxyde d'azote NO_2 ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	200	-	150	40
Ozone O_3 ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	150 à 200	100 à 120	-	-
Monoxyde de carbone CO (mg/m^3)	30	10	-	-
Plomb Pb ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	-	-	-	0.5 à 1
Toluène ($\mu\text{g}/\text{m}^3$)	-	-	1000	-

Plusieurs dispositifs sont mis en place pour assurer une qualité minimale de l'air. La loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie est intégrée dans le code de l'environnement. Le Plan Régional de la Qualité de l'air et le Plan de Protection de l'Atmosphère (en cours d'élaboration) devraient également permettre de limiter la pollution de l'air.

Aucune étude sur la pollution de l'air n'a été réalisée précisément sur la route départementale 538. D'une façon générale, la qualité de l'air sur la commune de Lamanon **est d'un bon niveau**. Elle bénéficie du Mistral venant du nord et des espaces naturels environnants.



(Source : Adret et Territoires)

2. ANALYSE DE LA SECURITE

2.1. Accès routier au site

Le site est placé à proximité **d'un rond-point**, celui-ci sert d'entrée de ville aux parties urbanisées de Lamanon, il donne notamment accès au centre historique, à la gare, à de vastes quartiers d'habitat pavillonnaire et à une vaste entreprise de production de béton. Il s'agit donc d'un carrefour très structurant à l'échelle de la commune. Il est **correctement dimensionné pour le trafic automobile qu'il supporte**.



Vue sur le rond-point des 4 chemins

Source : Google Street View

La RD17d (route de la Provence) en direction du centre historique est aussi correctement dimensionnée pour le trafic qu'elle supporte.

Sur la route départementale 538, la vitesse est limitée à **80 km/h** jusqu'au panneau d'entrée d'agglomération situé juste avant le rond-point. La vitesse est ensuite limitée à **50 km/h au niveau du rond-point et sur la route D17d**. Cependant, la zone d'activités longeant la RD538 présente deux accès se faisant directement sur la route à grande circulation, et sur un tronçon limité à 80 km/h. Ces accès peuvent représenter un danger à cause des ralentissements qu'ils créent. À proximité du terrain d'étude, la vitesse est limitée à 50 km/h et **permet ainsi d'y assurer la sécurité des usagers. Aucun enjeu n'est alors relevé** pour l'aménagement du secteur de la Guérite.



Exemples d'accès dangereux donnant sur la RD538

Source : Google Street View

De nombreux stationnements en bataille existent également le long de la RD17d. Ils donnent notamment accès à l'entreprise de production de béton.



Vue sur la RD17d

Source : Google Street View

L'accès au site n'est actuellement pas visible. Celui-ci se fait probablement à l'est par le chemin qui longe le canal. **Cet accès n'est pas adapté à une zone d'activités économiques de cette ampleur.** Aucun accès routier n'existe à l'intérieur du site.

2.2. Accès au site à pied et à vélo

Autour du rond-point, des traversées piétonnes existent, mais celles-ci ne sont **pas accessibles par les personnes à mobilité réduite**. Les trottoirs existant autour du rond-point sont aussi **étroits et encombrés par les candélabres** ne permettant pas une accessibilité par les personnes à mobilité réduite. **Aucune continuité des cheminements piétons** n'existe en direction des quartiers d'habitat et en direction du centre historique.

Cependant, **de vastes bas-côtés non aménagés ou occupés par des stationnements en bataille** ou par fossés d'évacuation des eaux pluviales pourraient être réaménagés dans l'objectif de développer les mobilités douces le long de la RD17d.

Le site est aussi concerné par le passage **d'un réseau vélo structurant et une ligne complémentaire interurbaine** à l'échelle du bassin de mobilité nord-ouest dans le PDU de la métropole, ce qui incite fortement au développement des mobilités douces sur cet axe.



Bassin de proximité en 2030

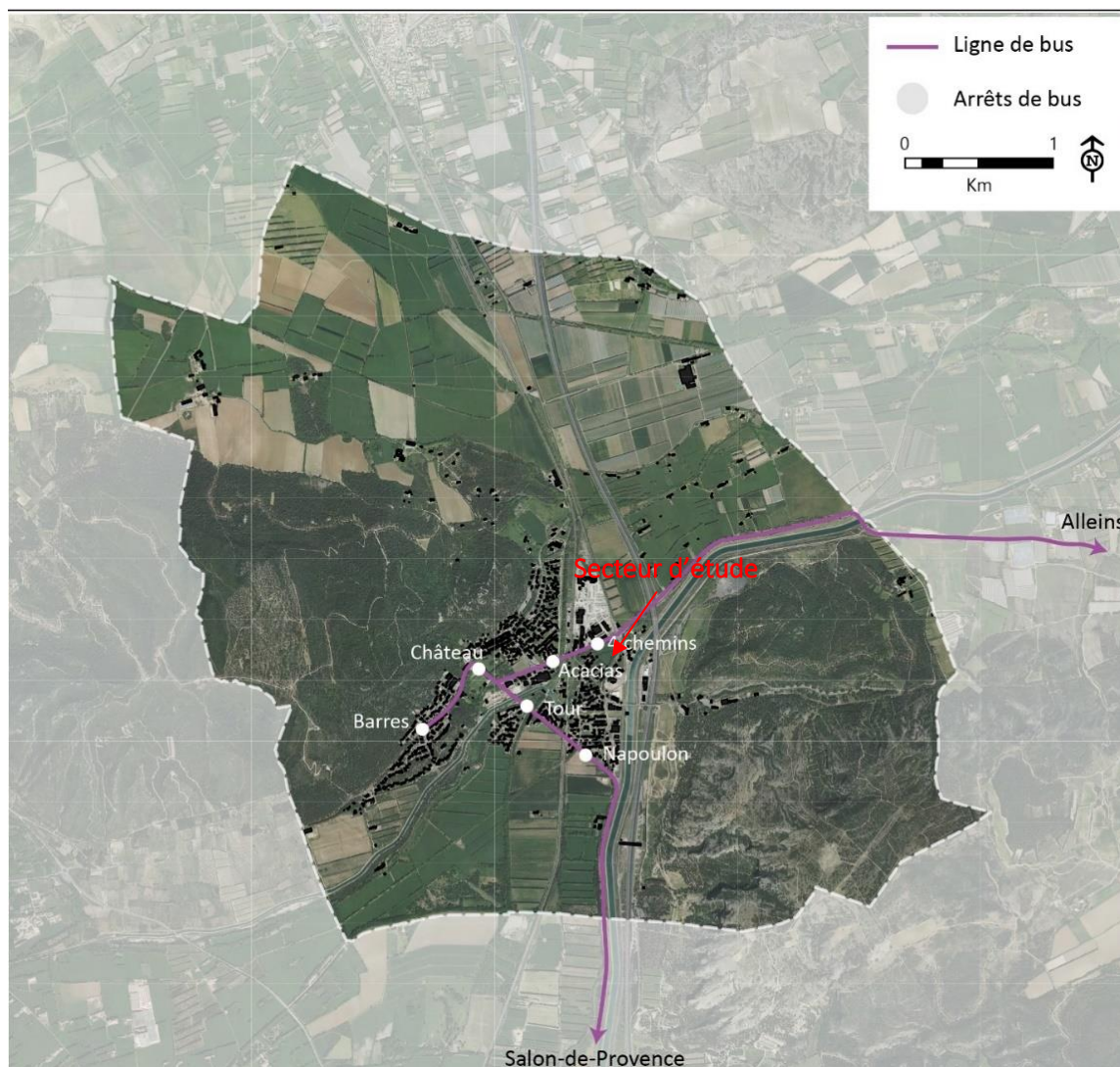
Source : PDU, 2019

2.3. Accès au site en transports en commun

La commune de Lamanon bénéficie **d'une gare sur la ligne Marseille-Avignon**. Celle-ci est une **opportunité importante** qu'il convient de valoriser pour une commune de cette taille. Un **parking relais** doit notamment être créé à proximité de la gare de manière à favoriser le report modal des usagers. Actuellement la gare est desservie 8 à 10 fois par jour. Le Plan de Déplacement Urbain de la métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de **renforcer cette offre** de manière à ce que **le train devienne une alternative à la voiture** pour les habitants de Lamanon et pour les employés de la zone d'activités économiques.

Un **arrêt de bus** est présent en face de l'entreprise de production de béton (4 chemins) et un autre à proximité de la gare (Acacias). Ils permettent d'accéder à la ligne 13 du réseau Libébus qui relie Salon-de-Provence à Verneuges.

Les arrêts sont aussi desservis par un **réseau de transports à la demande**.



Desserte de la commune en transports en commun

Source : BDORHTO 2017, PCI cadastre 2020 ; Réalisation : Alpicité, 2021

L'arrêt des 4 chemins est simplement représenté par **des poteaux d'information**. Aucun aménagement piéton ne permet d'y accéder de manière sécurisée.



Arrêts de bus des 4 chemins

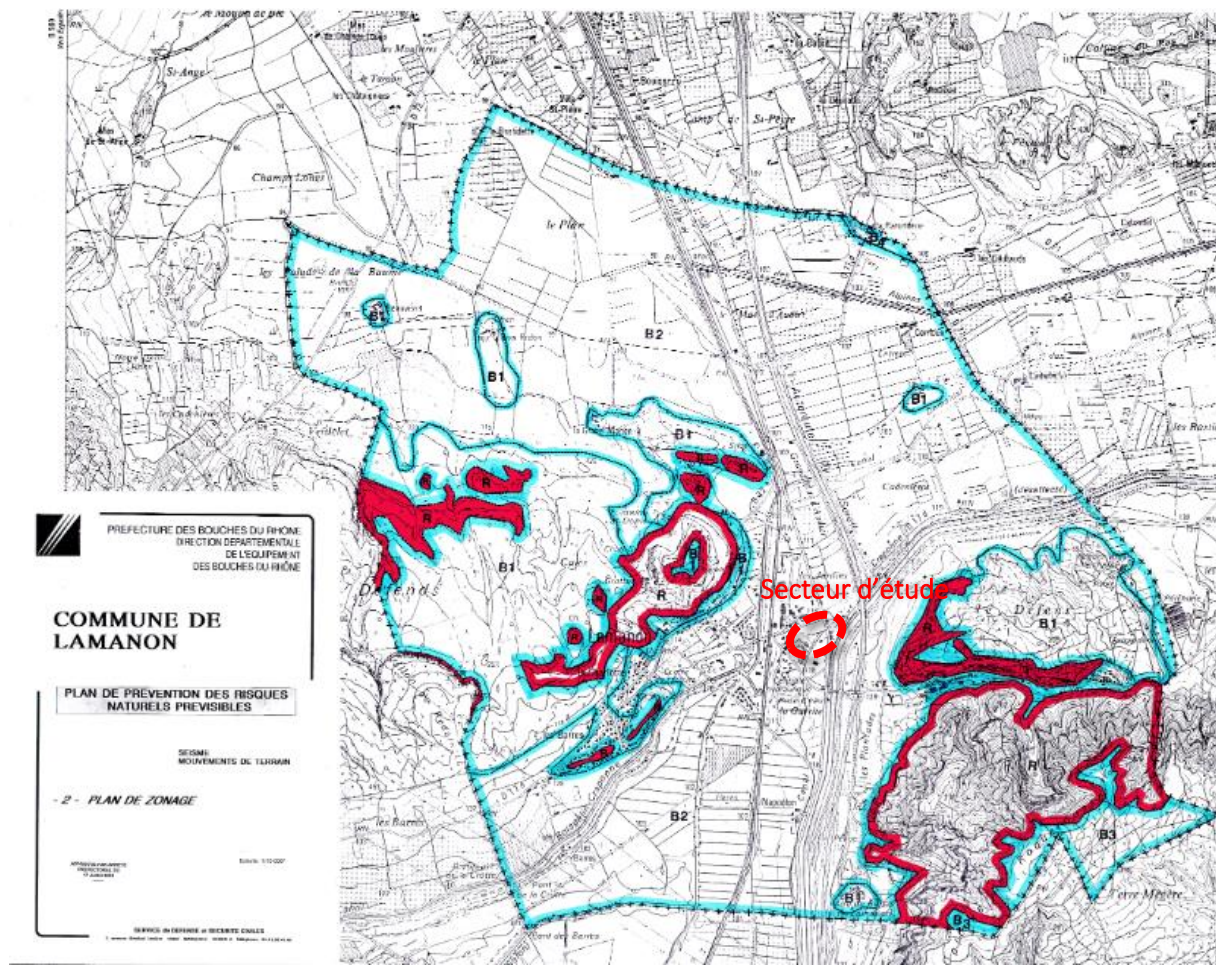
Source : Google Street View

2.4. Transport de matières dangereuses

La commune de Lamanon est concernée par un risque de transports de matières dangereuses lié à RD17d, la RD538, l'A7 et la voie ferrée. Ce risque impacte principalement la gestion des marchandises par les entreprises effectuant les transports, la conception des véhicules de transport, l'aménagement des voiries, les règles de circulation, et la mise en place par les collectivités compétentes de dispositifs d'intervention en cas d'accident. **Les routes sont actuellement correctement dimensionnées pour le trafic** et ne nécessitent pas d'aménagements particuliers au regard de ce risque.

2.5. Les sources d'insécurité indépendantes de la route départementale

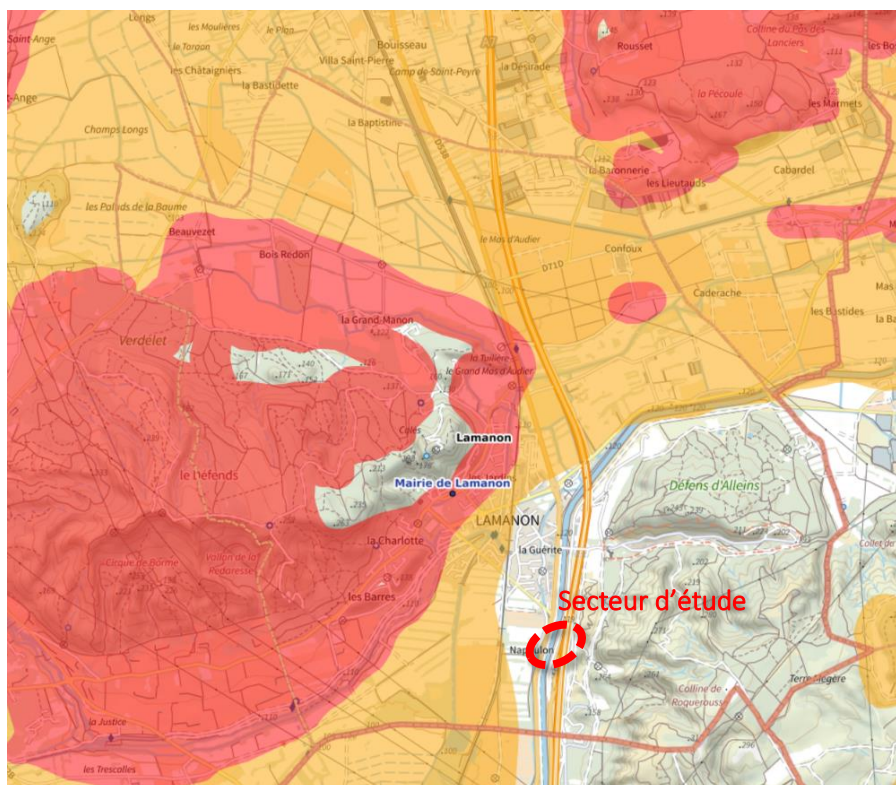
Plan de prévention des risques naturels prévisibles (séismes et mouvements de terrain) :



Zonage du plan de prévention des risques naturels prévisibles

Le site est concerné par une zone bleue B2. **Aucune construction n'y est interdite**, mais elles doivent respecter les règles parasismiques PS92.

Aléa retrait-gonflement des sols :

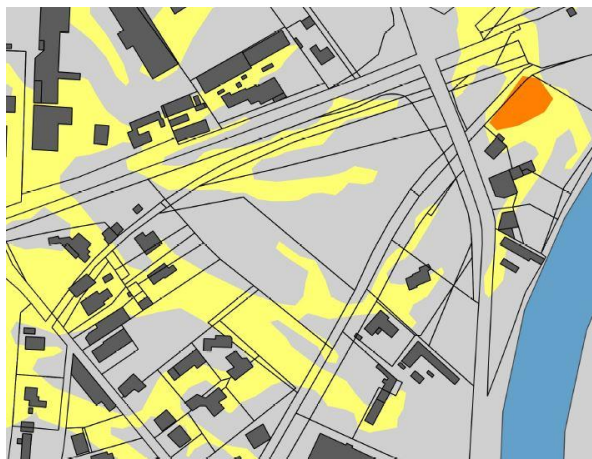
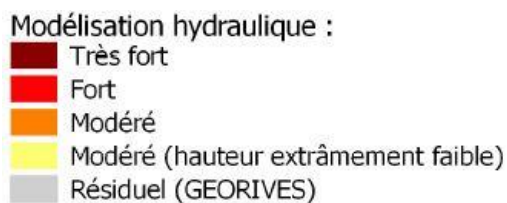


Aléa retrait-gonflement des sols

Source : Géorisque

Le site est **épargné** par l'aléa retrait-gonflement des sols.

Aléas inondation par ruissellement :



Aléa inondation par ruissellement

Source : Étude de qualification de l'aléa inondation par ruissellement

Une étude de qualification de l'aléa inondation par ruissellement a été réalisée. Celle-ci définit un niveau d'aléa et donne des prescriptions pour chacun d'eux. Le terrain d'étude est concerné par **un aléa résiduel et ponctuellement par un aléa modéré de faible hauteur**.

En zone d'aléa résiduel, **tous les projets sont autorisés** à condition que les planchers soient situés au-dessus de 20 cm au-dessus du sol.

/// 18 ///

Identifiant	Raison sociale	Nom usuel	État occupation
PAC1302864	SNC Bonna Sabla / STE Française de récupération		En activité
PAC1314207	PSA vente d'arsenal/ ex Sté Perona et fils		En activité
PAC1310205	MGP Instruments SA / Merlin-Gérin Provence		En activité
PAC1315206	Communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre (Agglopolé provençale)	Déchetterie	En activité

La déchetterie de la communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre (Agglopolé provençale) est aussi classée en ICPE.

Pour ces sites, la réglementation concerne principalement le réaménagement des secteurs pollués en eux même et **n'impacte pas l'aménagement du secteur d'étude**. La déchetterie est située à une distance d'environ 200 m du site et ne présente pas d'enjeux particuliers pour l'aménagement du secteur.

2.6. Conclusion sur la sécurité

Le réseau routier est **correctement dimensionné** pour supporter le trafic actuel et la nouvelle zone urbaine ne provoquera **pas d'augmentation significative du trafic**. La desserte interne de la zone ainsi que son accès devront cependant être réaménagés. **Aucun aménagement pour les modes doux** n'est repéré ni sur la RD538, ni sur la RD17d. **Des aménagements permettant de sécuriser ces déplacements** sont à prévoir d'autant plus qu'il est nécessaire de **sécuriser les déplacements piétons en direction des transports en commun**, et plus particulièrement en direction de la gare.

En dehors des contraintes liées aux routes, **aucun enjeu majeur** n'a été relevé en termes d'aménagement. Il faudra tout de même porter une attention particulière à **la carte de l'aléa inondation par ruissellement** qui n'interdit pas les constructions, mais définit des prescriptions particulières.

3. ANALYSE PAYSAGERE

3.1. Le caractère actuel du site

Le site présente actuellement un **paysage agricole**. Il est caractérisé par la présence **d'une haie bocagère** qui partage le site en deux et il est entouré par **des haies vives** qui le rendent **peu visible** depuis les secteurs environnants.

La limite sud est occupée par le canal d'Alleins qui sera conservé.

3.2. La perception du site à partir des routes départementales

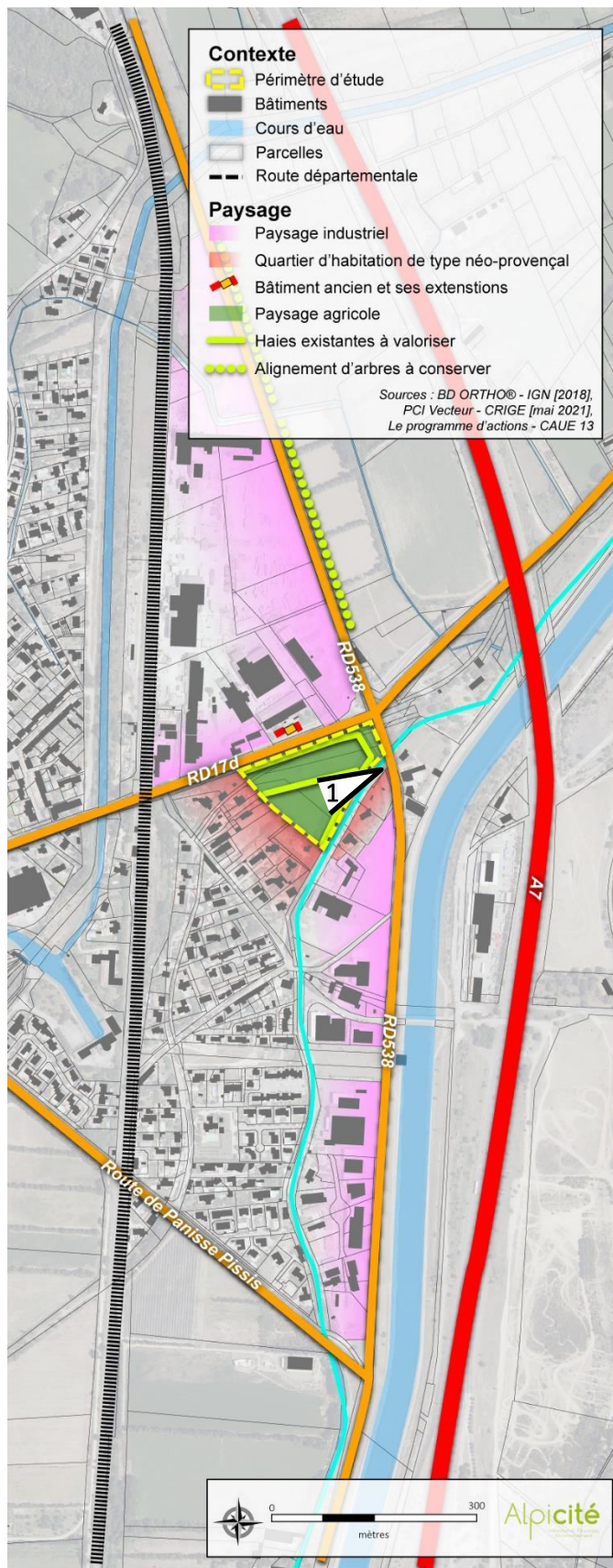
La RD538 comme la RD17d présentent toutes deux un **paysage principalement routier** caractérisé par d'importantes surfaces dédiées aux voiries et une absence d'espaces dédiés aux piétons. L'omniprésence des stationnements sur la RD17d à proximité du terrain d'étude, la mauvaise délimitation de ces espaces dédiés à la voiture et le retrait des places de stationnement par rapport à la bande roulante accentue cette **perception routière**.



Perception de la RD17d

Source : Google Street View

Le long de la RD538, l'implantation des bâtiments est **plutôt désorganisée** et **aucun tampon paysager** n'existe pour limiter la visibilité des bâtiments. **Les espaces de stockage et les parkings** sont pour la plupart situés le long de la route, dégradant toujours plus la perception de l'entrée de ville de la commune.



*Perception de l'entrée de ville**Source : Google Street View*

Le terrain d'étude est quant à lui encadré par **des haies vives pouvant atteindre des hauteurs importantes** et présentant **diverses espèces végétales et des gabarits variés**. L'intérieur est ainsi **très peu visible** et sa limite **présente une qualité certaine** dans le paysage de l'entrée de ville. **Elle devra être conservée autant que possible.**

Perception du site depuis en arrivant sur le rond-point depuis le sud (à gauche) et depuis la RD17d (à droite)

Source : Google Street View

Il existe un seul point de vue sur le site depuis la RD538 en raison d'une interruption dans la haie.

*Point de vue n°1 sur la zone 1AUE depuis la RD538**Source : Google Street View*

4. ANALYSE ARCHITECTURALE

Aucun bâtiment n'est repéré à l'intérieur du périmètre. Cependant le site est entouré d'architecture de deux types. Les bâtiments à vocation économique et les bâtiments d'habitation, le plus souvent sous forme d'habitats individuels.

Les bâtiments à vocation économique sont situés au nord du site et au sud-est. Ils présentent tous des toitures à deux pans parfois dissimulés derrière une fausse façade. Les matériaux utilisés en façade sont principalement de la tôle, mais on trouve également des enduits. Le plus souvent, ces bâtiments sont très larges et présentent peu de fenêtres ou des fenêtres de petite taille. Leur hauteur est d'environ 6 m au sud-est, mais elles peuvent aller jusqu'à 9 m au nord.



Exemple de bâtiment d'activités visible depuis la RD538

Source : Google Street View

Quelques exceptions existent dans le tissu économique. En effet, à proximité de l'entrée de l'entreprise de production de béton, on remarque la présence d'une maison ancienne qui présente des qualités pouvant être valorisées (encadrements de portes, composition de la façade). Plusieurs extensions faites à différentes époques sont observables et donnent un caractère de maisons groupées pour ce bâtiment économique. La présence de ce bâtiment en entrée de ville permet de limiter la perception des bâtiments industriels.



Bâtiment d'activité spécifique en entrée de ville

Source : Google Street View

Les bâtiments d'habitation sont principalement situés au sud-ouest du site, bien que quelques logements soient aussi construits en bordure du site au sud-est. Il s'agit principalement d'habitats

pavillonnaires ne dépassant pas les 6 m de haut à l'égout. Les matériaux de façade sont des enduits et le style est principalement néo-provençal avec des toitures à deux pans.



Exemple de maisons individuelles au sud de la zone 1AUe

Source : Google Street View

L'enjeu est d'inscrire le projet dans la continuité des architectures environnantes tout en apportant une attention particulière à ne pas reproduire les erreurs du passé, en particulier sur l'implantation des bâtiments à vocation industrielle.

Chapitre 3 : LES OUTILS PROPOSES DANS LE PLU

Le projet consiste à **ouvrir une zone à l'urbanisation** en complément de la zone d'activités économiques existante le long de la RD538.

Ce secteur est classé en **zone 1AUe** qui est règlementée et fait l'objet d'une **orientation d'aménagement et de programmation** (OAP « sectorielle n°5 – zone d'activité « la Guérite »). L'OAP « thématique » mobilités complète ces prescriptions afin de permettre l'évolution des aménagements de voirie de la RD17d. Afin d'alléger le rapport de présentation, seul le schéma d'aménagement de l'OAP apparaît ci-après. Pour plus de précisions, se reporter aux pièces 3. OAP et 4.1. RÈGLEMENT ÉCRIT.

Ces documents doivent assurer le respect des prescriptions nécessaires pour répondre aux critères définis dans l'article L111-8 du code de l'urbanisme.

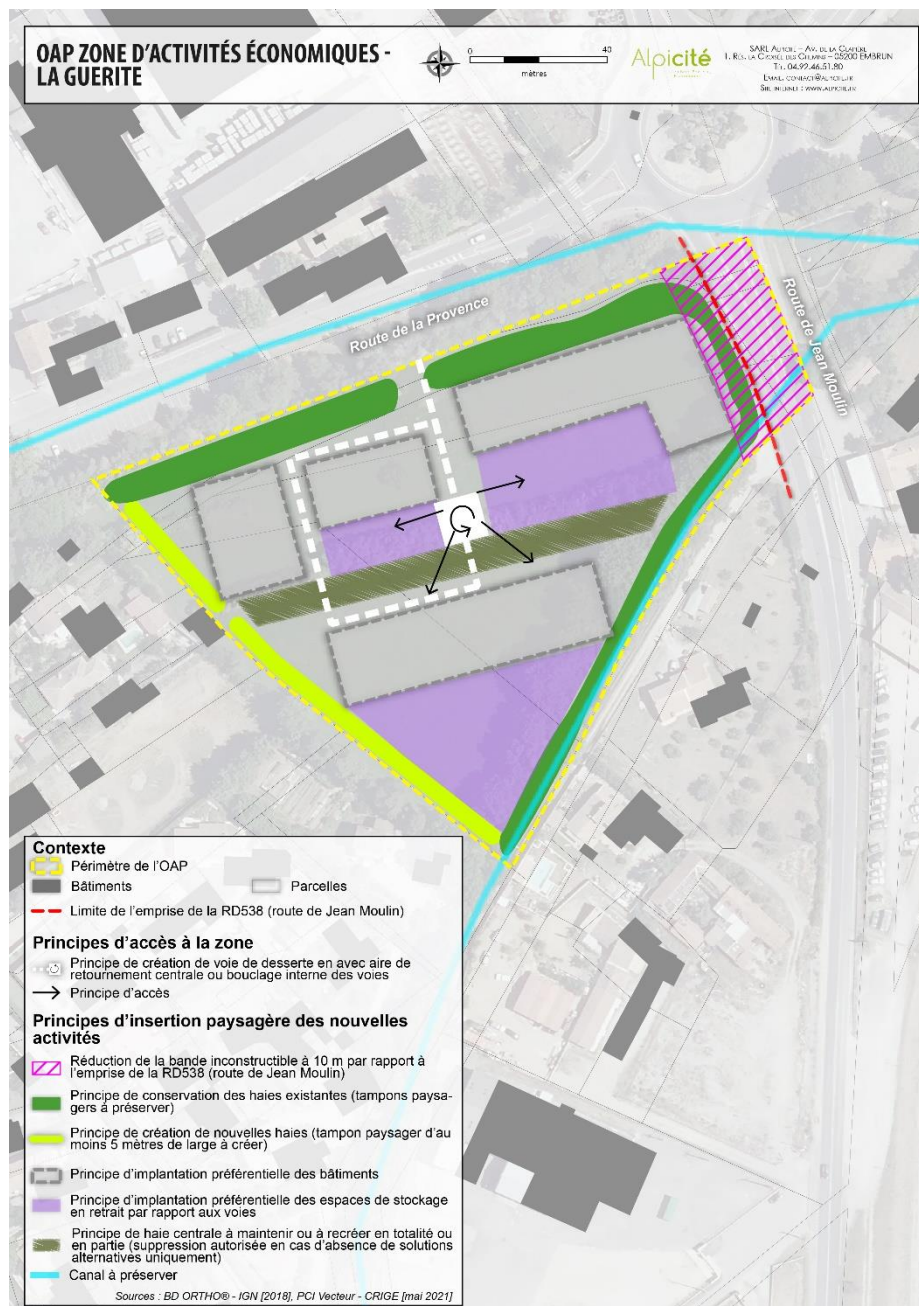


Schéma de principe d'aménagement de la zone de la Guérite

Chapitre 4 : COMPATIBILITÉ DU PROJET AVEC LA PRISE EN COMPTE DES NUISANCES, DE LA SÉCURITÉ, DE LA QUALITÉ ARCHITECTURALE, AINSI QUE DE LA QUALITÉ DE L'URBANISME ET DES PAYSAGES

1. PRISE EN COMPTES DES NUISANCES DANS LE PROJET

La nouvelle zone urbanisée est située dans sa totalité **dans une zone impactée par les nuisances sonores** selon l'arrêté du 19 mai 2016 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres et l'arrêté du 11 décembre 2000 relatif au classement sonore des voies ferrées. Les constructions devront donc mettre en œuvre les mesures acoustiques en vigueur pour les locaux d'activité. En complément de la réglementation nationale, **l'OAP n°5 et le règlement écrit imposent la conservation de la haie existante**. En complément, **une bande inconstructible de 10 m** par rapport aux limites de la D538 est imposée.

Ces orientations permettent d'imposer une distance minimale des constructions par rapport aux sources de nuisances et d'atténuer les nuisances perçues.

Des dispositifs architecturaux peuvent également être envisagés pour réduire les nuisances (position des fenêtres, matériaux de construction...).

En ce qui concerne la pollution de l'air, **la qualité de l'air reste bonne à Lamanon**. La conservation de la haie en limite de zone accroît la dissipation des polluants.

Le règlement de la zone 1AUe n'autorise les industries, que sous réserve que l'activité n'entraîne pas de nuisances de nature à la rendre incompatible avec le voisinage d'une zone habitée et qu'elle ne soit pas polluante pour la nappe.

2. INTEGRATION DE LA SECURITE DANS LE PROJET

Aucun enjeu spécifique n'a été identifié concernant la sécurité pour les automobilistes. Le rond-point est **correctement dimensionné** pour supporter les flux actuels et la nouvelle zone d'activités **ne provoquera pas une augmentation du trafic** suffisante pour justifier une requalification du rond-point.

L'OAP « sectorielle » n°5 impose **la création d'une voie interne** à la zone pour desservir les différents lots. **Un unique accès** depuis la RD17d est imposé. La voie de desserte interne pourra prendre la forme d'une impasse ou d'un bouclage. Ces orientations permettent de **limiter le nombre de servitudes** et de **limiter les risques liés à des accès individuels** sur la RD17d.

En revanche, aucun aménagement destiné aux modes doux n'existe sur la RD17d. L'OAP « thématique » n°2 mobilités y impose **la création de nouveaux cheminements doux**. Ainsi, le texte précise que l'aménagement de la RD17d doit inclure à minima **une piste cyclable d'une largeur minimale de 1.5 m** et **un trottoir d'une largeur minimale de 1.5 m**. La largeur des emprises publiques au droit de la zone 1AUe permet de réaliser ces aménagements en cas de réorganisation des stationnements sur voirie existants.

Le réaménagement de la RD17d sera l'occasion de **faciliter et de sécuriser les déplacements piétons** en direction du centre historique et du futur pôle d'échange multimodal de la gare. **Le réaménagement**

des arrêts de bus pourra également être intégré au projet de manière à les valoriser et sécuriser leur accès à pied.

Les dispositions générales du règlement écrit précisent les dimensions des voiries exigées.

En ce qui concerne les sources d'insécurité indépendantes de la route nationale, la carte de l'aléa inondation par ruissellement doit être respectée. Elle est intégrée sous forme de prescription surfacique. **Les règles définies dans l'étude de qualification de l'aléa devront être respectées.**

3. LA QUALITE ARCHITECTURALE, URBAINE ET PAYSAGERE RECHERCHEE

Le site est actuellement **très peu perceptible** depuis les routes départementales 17d et 538. Il est entouré de haies dont la végétation est très dense et haute. **L'OAP « sectorielle » n°5 impose la conservation de cette haie et une bande inconstructible de 10 m** de manière à limiter la visibilité des bâtiments situés à l'arrière. Un principe d'implantation des bâtiments dans une bande de 20 m longeant les voies (au-delà du recul de 10 m) assure **une cohérence d'ensemble de l'aménagement à l'échelle de la zone** et permet d'éviter une implantation anarchique observable dans la zone d'activités existante.

Les haies sont aussi protégées dans les prescriptions linéaires du zonage.

L'OAP impose aussi **une implantation des stockages et des aires de stationnement à l'arrière du bâtiment** afin qu'ils ne soient pas visibles depuis l'espace public. Ces éléments sont autorisés dans la bande de 20 m destinée aux bâtiments seulement en cas d'impossibilités techniques et dans la limite de 30 % de la surface.

Les orientations de l'OAP « sectorielle » n°5 s'inscrivent dans la continuité des orientations de l'OAP « thématique » entrée de ville – activités économiques qui impose aussi **un principe d'alignement** des bâtiments le long de la route et **la création de tampons paysagers**. Cette OAP doit permettre de corriger les erreurs commises lors de l'aménagement de la zone d'activité et d'améliorer la perception de l'entrée de ville sur le long terme.

Le règlement écrit définit également les reculs par rapport aux voies et emprises publiques (4 m au minimum pour toutes les voies). Des hauteurs inférieures à 12 m sont aussi imposées. Il régleme également **l'aspect des clôtures et interdit notamment les clôtures entièrement opaques et impose leur doublement par une haie vive**. Le traitement de la végétation est aussi réglementé et **une emprise au sol maximale** de 60 % est définie et un minimum de 15% d'espaces verts est imposé. L'ensemble de ces éléments permet d'assurer **une bonne intégration paysagère du projet dans son environnement**.

Chapitre 5 : JUSTIFICATION DE LA RÉDUCTION DE LA BANDE D'INCONSTRUCTIBILITE

Le projet de PLU prévoit de réduire la bande d'inconstructibilité de 75 m par rapport à l'axe de la RD538 à 10 m par rapport aux emprises de la voie. La compatibilité du projet avec les conditions édictées par l'article L 111-8 se traduit principalement par les objectifs suivants :

- Assurer un recul minimal des constructions (10 m) et limiter leur visibilité en entrée de ville par la préservation des tampons paysagers existants, caractéristiques du site ;
- Structurer l'urbanisation du site, dans l'objectif de maîtriser la perception de l'ensemble depuis la route départementale. Ainsi, l'organisation du quartier doit marquer un contraste avec l'urbanisation anarchique que l'on peut aujourd'hui observer le long de la RD538 :
 - Alignement des bâtiments ;
 - Limitation des zones de stockage et des stationnements visibles ;
 - Gabarits des bâtiments ;
 - Caractéristiques des clôtures ;
- Assurer la desserte interne de la zone et améliorer l'accessibilité en modes doux.

Pour atteindre ces objectifs : le PLU propose plusieurs outils dont les dispositifs seront précisés dans les parties suivantes :

- Le zonage ;
- Le règlement écrit ;
- Les orientations d'aménagement et de programmation.

1. LE PLAN DE ZONAGE

Le plan de zonage classe le secteur d'OAP en zone 1AUe en cohérence avec la volonté d'ouvrir à l'urbanisation une zone présentant aujourd'hui un caractère agricole et en cohérence avec l'ambition d'y accueillir des activités économiques. Cette zone est aussi soumise à une orientation d'aménagement et de programmation qui précise ses conditions d'urbanisation.

Le plan de zonage repère également les haies à protéger par la mise en place de prescriptions graphiques (alignements d'arbres et bocages) pour lesquelles les dispositions à respecter sont précisées dans le règlement écrit (**paysage, urbanisme, nuisances**).

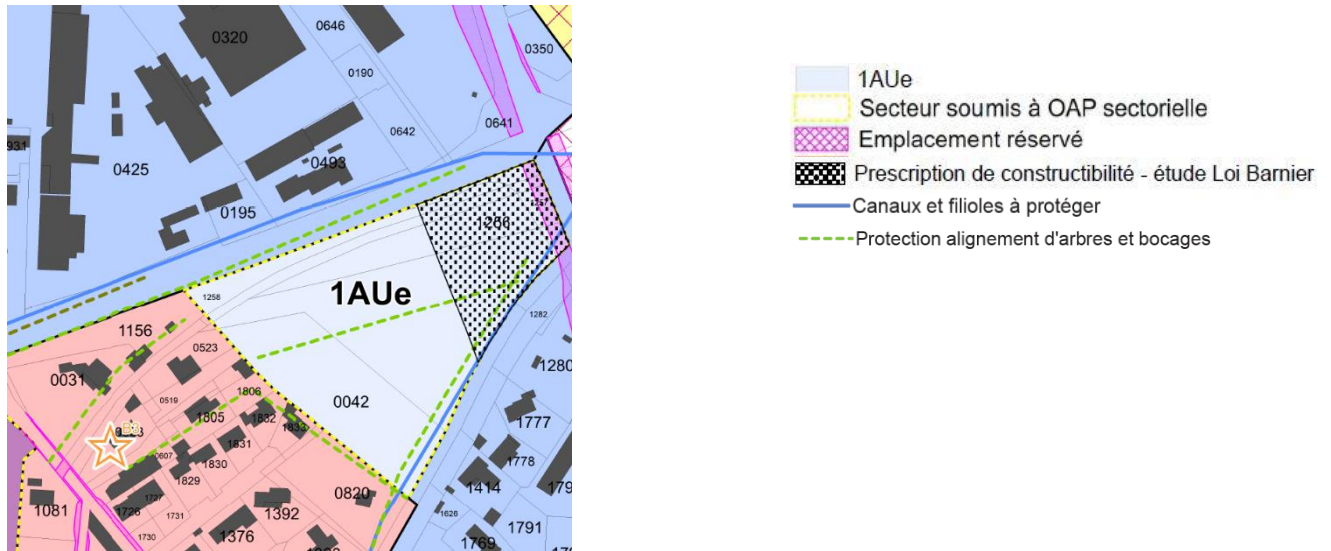
Il rappelle également l'emprise sur laquelle s'applique la loi Barnier à l'intérieur du terrain d'étude. Conformément à l'article L 111-8, des règles spécifiques sont définies à l'intérieur de cette zone. Les mesures à mettre en œuvre sont précisées dans les dispositions générales qui renvoient notamment au règlement écrit de la zone et à l'OAP.

Un emplacement réservé touche aussi le terrain d'étude. Celui-ci a pour objectif de permettre un élargissement de la voie en cas de nécessité.

2. LE REGLEMENT ECRIT

Le règlement écrit est un outil essentiel pour assurer **une bonne insertion paysagère, urbaine et architecturale** des nouvelles constructions.

2.1. Les prescriptions graphiques



Extrait du plan de zonage

La protection des alignements d'arbres et bocages signifie que « Ces éléments recensés au plan de zonage sont à conserver dans leur épaisseur et linéaire actuel. Les coupes et abattages ne sont autorisés que dans les cas suivants :

- L'entretien et la gestion de la végétation ;
- La gestion des risques sanitaires et de sécurité ;
- La fonctionnalité agricole ;
- Mention dans l'OAP.

Après avoir démontré l'absence d'alternative, les abattages seront autorisés à condition de conserver les sujets majeurs, d'agir pendant la période de moindre vulnérabilité des espèces (automne) fréquentant ces espaces et de ne pas remettre en cause la fonctionnalité de la continuité écologique. Il s'agit là d'assurer la replantation d'un linéaire, au moins équivalent à celui supprimé, au sein de la trame verte sur la même unité foncière avec des essences locales adaptées au milieu. A l'exception des haies agricoles qui pourront rester monospécifiques, les alignements d'arbres, ripisylves et bosquets comporteront plusieurs espèces végétales et superposeront les strates arborées et arbustives. La replantation interviendra au plus tard deux ans après que l'abattage soit survenu. Le pétitionnaire en avisera alors la commune. »

Cette prescription s'inscrit dans un objectif d'ordre écologique, mais permet par la même occasion de **maintenir les caractéristiques paysagères auxquelles les haies sont associées et de créer un tampon pour les futures constructions de la zone maintenant une distance par rapport aux sources de nuisances sonores.**

La vocation de l'emplacement réservé est aussi précisée (élargissement de la RD538 à 25 m). Aucune construction ne pourra être réalisée dans cette bande et le propriétaire peut mettre en demeure la collectivité de procéder à l'acquisition de leur terrain.

La prescription de constructibilité – étude loi Barnier rappelle que ce secteur a fait l'objet de la présente étude pour déroger à l'article L11-6 du code de l'urbanisme et réduire la bande inconstructible à 10 m par rapport à l'emprise de la RD538. Les mesures permettant de répondre aux enjeux définis dans l'article L111-8 (« *la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages* ») sont précisées dans le règlement de la zone, et les OAP.

2.2. Le règlement de la zone 1AUe

Le règlement permet notamment de maîtriser les gabarits des bâtiments, le traitement des limites (clôtures), les prospects, et les conditions d'accès (stationnements). Ainsi, l'enjeu au regard de la loi Barnier est d'assurer **une bonne insertion paysagère, urbaine et architecturale** des nouvelles constructions (prospects, hauteurs).

Ainsi, les règles permettant la prise en compte, de **la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages** sont les suivantes :

- Implantation des constructions à 4 m minimum des voies et emprises publiques ;
- Implantation à 10 m minimum de l'emprise de la RD538 ;
- Implantation à 5 m minimum des limites séparatives ;
- Emprise au sol maximum de 60 % de la superficie de la zone ;
- Espaces verts d'au moins 15 % sur la zone ;
- Hauteur limitée à 12 m au faîtage ou à l'acrotère ;
- Une simplicité de volumes ;
- Caractéristiques des clôtures :
 - « Lorsqu'elles sont sur voie :
 - Ne pas dépasser 2m de hauteur ;
 - Être composées d'un mur bahut de 1m de hauteur ;
 - Être surmontées de grille, claustra ou grillage ;
 - Être doublées de haie vive sur la totalité de la hauteur de la clôture.
 - Lorsqu'elles sont entre les limites, elles seront limitées à 2m de hauteur.

Elles pourront soit :

- Être composées d'un mur bahut de 1m de hauteur ;

et

- Être surmontées de grille, claustra ou grillage, doublées de haie vive sur la totalité de la hauteur de la clôture.

Soit :

- Être composées d'un mur bahut seul ;

Ou

- Être composées d'un grillage seul doublé de haie vive. »

- Règles sur la plantation des espaces libres.

3. LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

3.1. Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) n°5 : zone d'activités économiques - la Guérite

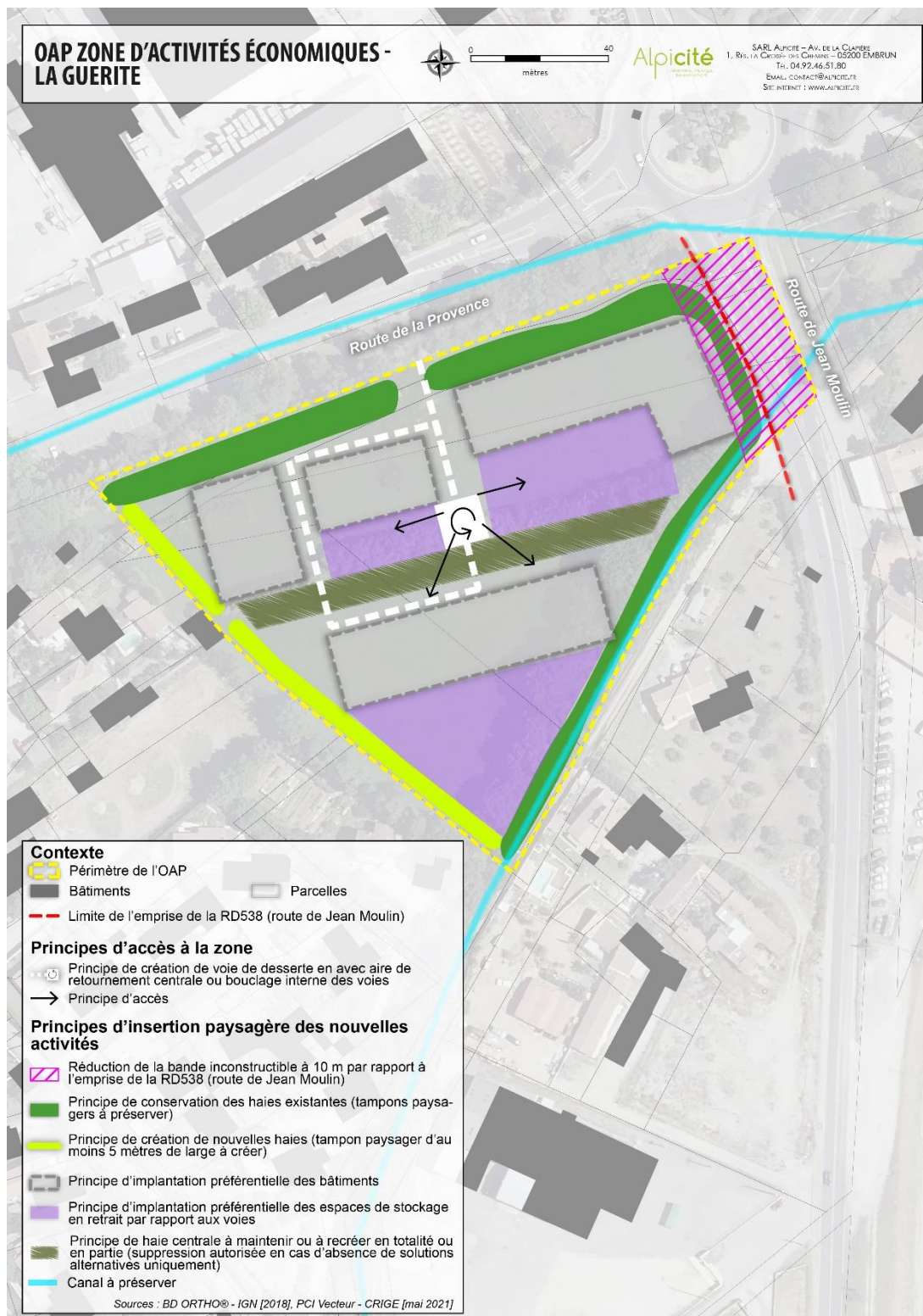


Schéma de principe d'aménagement de la zone de la Guérite

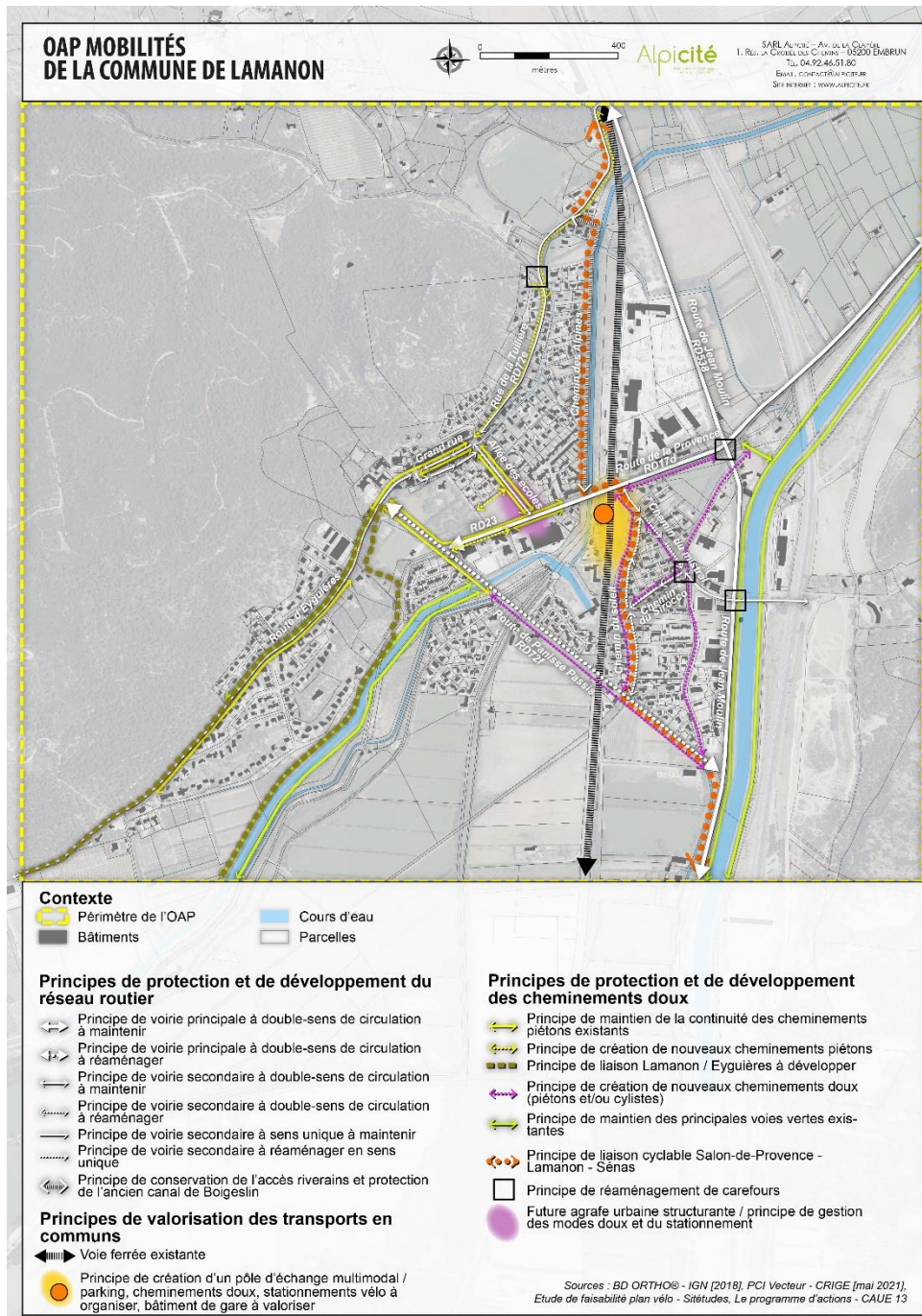
L'OAP permet de préciser la spatialisation du projet en orientant les implantations des bâtiments, les mesures à mettre en œuvre pour la préservation des paysages, les conditions de desserte et d'accès aux réseaux. L'OAP n°5 s'inscrit en cohérence avec l'OAP n°3 qui a pour vocation de redéfinir la qualité de l'entrée de ville et qui prévoit également une structuration de l'urbanisation (alignement des bâtiments, maintien d'une haie).

Ainsi, l'OAP n°5 participe à l'atteinte des objectifs de prise en compte **des nuisances, de sécurité, et de la qualité architecturale ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages**.

Les orientations permettant l'atteinte de ces objectifs sont les suivantes :

- Une bande inconstructible de 10 m par rapport à l'emprise de la RD538 (**paysage, urbanisme, nuisances**) ;
- Conservation des haies existantes (**paysage, urbanisme, nuisances**) ;
- Création d'une voie de desserte interne dont l'accès se fait depuis la route de la Provence. **L'absence d'accès depuis la RD538**, qu'il s'agisse d'accès pour les véhicules motorisés, les piétons ou les cyclistes permet d'assurer l'absence de risques liés à la RD538 (**sécurité, urbanisme**) ;
- Implantation des bâtiments dans une bande de 20 m de large suivant un alignement. Elle permet d'éviter une perception anarchique de l'ensemble et de favoriser une impression de cohérence. Cette bande peut également accueillir des stationnements et des espaces de stockage, mais en suivant des conditions spécifiques assurant l'atteinte des principes généraux de préservation des qualités paysagères (**paysage, architecture, urbanisme**) ;
- Implantation des stationnements et des espaces de stockage à l'arrière de la bande bâtie, limitant leur impact visuel depuis la RD538 (**paysage, architecture, urbanisme**).

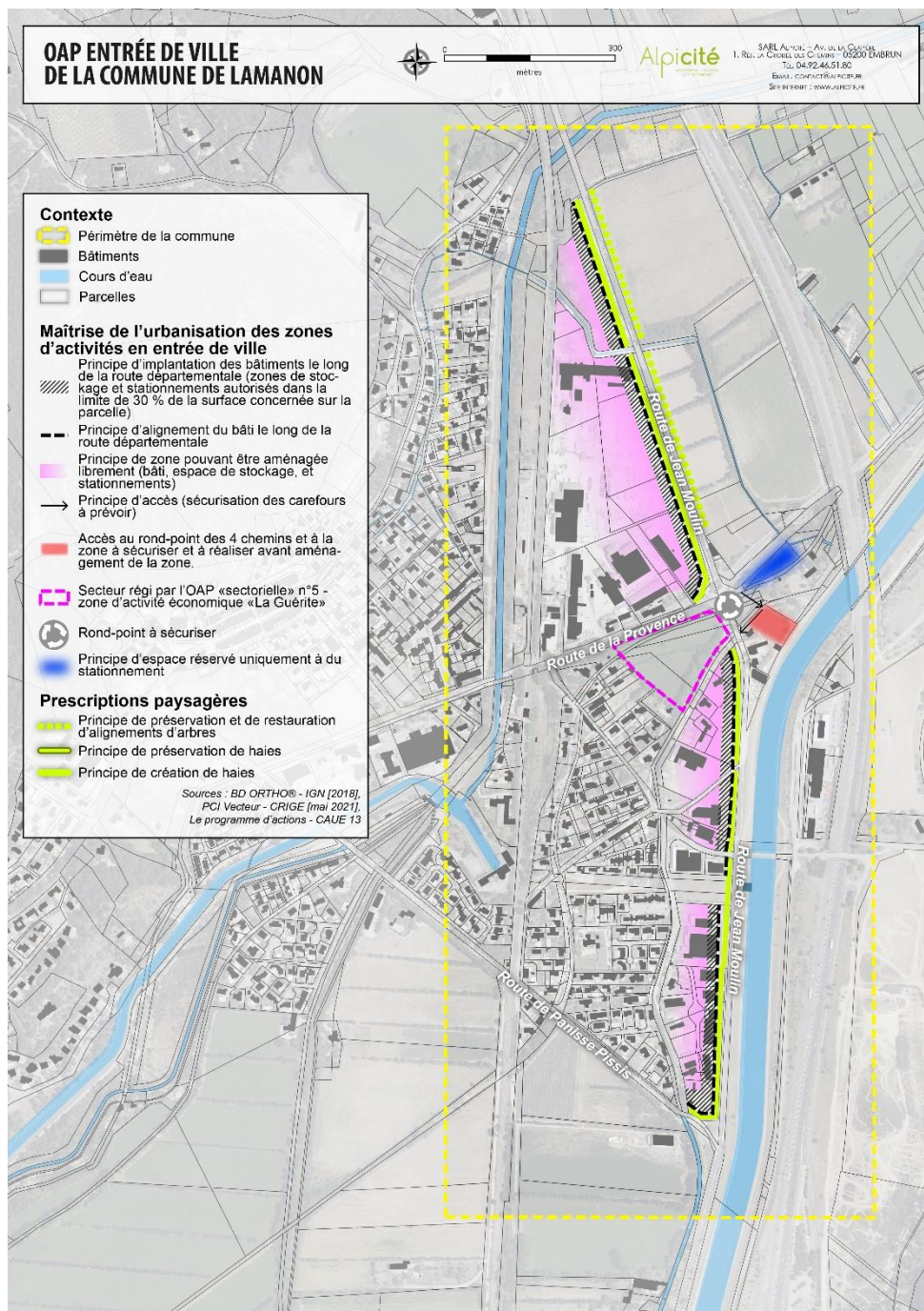
3.2. Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) n°2 : mobilités



Orientations d'aménagement et de programmation mobilités

L'OAP mobilités concerne l'ensemble de la commune. Sa vocation est d'assurer le développement des mobilités douces et la requalification des voiries pour une meilleure optimisation et une meilleure sécurisation. Le secteur de la Guérite est notamment concerné par la création de nouveaux cheminements doux le long de la RD17d. Celle-ci permettra **de sécuriser les circulations en modes doux** à proximité du terrain d'étude. Par ailleurs, la proximité de la gare (futur pôle d'échange multimodal) et des arrêts de bus en fait un lieu privilégié pour le développement des mobilités douces.

3.1. Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) n°3 : entrée de ville – activités économiques



Orientations d'aménagement et de programmation entrée de ville – activités économiques

L'OAP entrée de ville activités économiques concerne l'ensemble des zones économiques le long de la RD538 et les entrées de villes Est et Sud. Sa vocation est d'assurer la sécurité et la requalification de ces espaces. Le secteur de la Guérite est notamment concerné par la sécurisation du rond-point des quatre chemins. Celle-ci permettra notamment **de sécuriser les accès** à la zone.

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE (13)

COMMUNE DE LAMANON (13049)

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



ANNEXE 2 DU RAPPORT DE PRESENTATION – RESUME NON TECHNIQUE VOLET NATUREL ETUDE IMPACT VOLTALIA

PLU arrêté le : 07/12/2023

PLU approuvé le : 05/12/2024



Création du parc photovoltaïque « Le Deffend »

Lamanon (13)

Volet Naturel d'Etude d'Impact

Réalisé pour le compte de

voltalia

Chef de projet Frédéric PAWLOWSKI
06 85 31 47 56
f.pawlowski@ecomед.fr

Référence bibliographique à utiliser

ECO-MED 2021 – Volet naturel d'étude d'impact du projet de création du parc photovoltaïque « Le Deffend » – VOLTALIA – Lamanon (13) – 276 p.

Suivi de la version du document

23/06/2021 – Version 1
08/07/2021 – Version 2
22/07/2021 – Version 3

Porteur du projet

Nom de l'entreprise : VOLTALIA
Adresse de l'entreprise : 45 Impasse de la Draille
Parc de la Duranne
13100 Aix en Provence, France

Contact Projet : Leila RYCKEBOER
Coordonnées : +33 (0)6 98 47 93 14/ l.ryckeboer@voltalia.com

Equipe technique ECO-MED

David JUINO et Antoine VEIRMAN – Botanistes
Thibault MORRA – Entomologiste
Pierre VOLTE et Marine PEZIN – Herpétologues / Batrachologues
Sébastien CABOT et Frédéric PAWLOWSKI – Ornithologues
Justine PRZYBILSKI - Mammalogue
Sandrine ROCCHI et Lucile BLACHE – Géomaticiennes

Le présent rapport a été conçu par l'équipe ECO-MED et a été soumis à l'approbation de Frédéric PAWLOWSKI.

1	
2	
3	
4	

Illustrations page de garde :

- 1 – Aperçu des milieux composant la zone d'étude, F. PAWLOWSKI, 15/04/2021, *in situ* (13)
- 2 – Mare présente dans la zone d'étude, F. PAWLOWSKI, 15/04/2021, *in situ* (13)
- 3 – Ophrys de Provence (*Ophrys provincialis*), F. PAWLOWSKI, avril 2020, Lamanon (13)
- 4 – Mare présente en marge de la zone d'étude, M. PEZIN, 05/09/2018, *in situ* (13)

Table des matières

Résumé non technique	10
Préambule	17
Partie 1 : Données et méthodes	18
1. Présentation du secteur d'étude.....	19
1.1. Localisation et environnement naturel.....	19
1.2. Présentation synthétique du projet de création du parc solaire « Le Deffend ».....	21
1.3. Aires d'étude.....	22
2. Méthode d'inventaire et d'analyse	25
2.1. Recueil préliminaire d'informations	25
2.2. Situation par rapport aux périmètres à statut	26
2.3. Personnes en charge de la mission et calendrier des prospections	43
2.4. Méthodes d'inventaires de terrain	44
2.5. Difficultés rencontrées.....	54
2.6. Espèces fortement potentielles	54
2.7. Critères d'évaluation.....	54
Partie 2 : Etat actuel de la biodiversité.....	57
1. Résultat des inventaires	58
1.1. Description de la zone d'étude	58
1.2. Approche évolutive des habitats naturels et des biocénoses associées	59
1.3. Habitats naturels.....	61
1.4. Zones humides.....	66
1.5. Flore	72
1.6. Invertébrés.....	75
1.7. Amphibiens	81
1.8. Reptiles	85
1.9. Oiseaux	91
1.10. Mammifères.....	98
2. Analyse écologique de la zone d'étude.....	109
2.1. Synthèse des enjeux par groupe biologique	109
2.2. Synthèse des enjeux par groupe biologique	109
2.3. Approche fonctionnelle	114
Partie 3 : Evaluation des impacts	116
1. Méthodes d'évaluation des impacts	117

2. Analyse des effets directs, indirects, temporaires et permanents du projet sur le patrimoine naturel.....	118
2.1. Description du projet	118
2.2. Eléments de dimensionnement.....	122
2.3. Principes de fonctionnement d'une centrale photovoltaïque.....	122
2.4. Caractéristiques techniques de la centrale.....	124
2.5. Constructions techniques	128
2.6. Phasage chantier.....	138
2.7. Exploitation	142
2.8. Démantèlement et remise en état	144
2.9. Historique du projet et concertation	147
2.10. Les variantes étudiées et le choix de l'implantation finale.....	150
2.11. Description des effets pressentis.....	154
2.12. Rappel des enjeux écologiques et des emprises du projet.....	155
2.13. Impacts bruts du raccordement	157
2.14. Impacts bruts du projet sur les habitats	157
2.15. Impacts bruts du projet sur les zones humides	161
2.16. Impacts bruts du projet sur la flore	164
2.17. Impacts bruts du projet sur les invertébrés.....	167
2.18. Impacts bruts du projet sur les amphibiens	171
2.19. Impacts bruts du projet sur les reptiles	174
2.20. Impacts bruts du projet sur les oiseaux	178
2.21. Impacts bruts du projet sur les mammifères.....	182
3. Bilan des impacts notables pressentis du projet.....	187
3.1. Habitats naturels et espèces.....	187
3.2. Fonctionnalités écologiques	187
Partie 4 : Propositions de mesures d'atténuation.....	189
1. Approche méthodologique	190
2. Mesures d'atténuation.....	191
2.1. Classification des mesures	191
2.2. Mesures d'évitement	191
2.3. Mesures de réduction.....	194
2.4. Bilan des mesures d'atténuation	217
Partie 5 : Bilan des enjeux, des impacts résiduels et des mesures.....	218
1. Bilan des enjeux, des mesures d'atténuation et impacts résiduels	219
2. Effets du cumul des incidences	227

2.1.	Notions sur les effets cumulés.....	227
2.2.	L'identification des opérations et sites concernés	227
2.3.	Le choix des projets pouvant interagir avec le projet	227
2.4.	Analyse des projets pouvant interagir avec le projet	228
2.5.	Bilan sur les effets cumulés	229
3.	Comparaison des différents scénarios prospectifs	232
4.	Mesures de compensation.....	233
4.1.	Généralités.....	233
4.2.	Réflexion sur le ratio de compensation et conformité avec le principe fondamental de la compensation	233
4.3.	Localisation des mesures de compensation	238
4.4.	Mesures de compensation proposées.....	240
5.	Chiffrage et programmation des mesures proposées.....	247
Sigles		248
Bibliographie		251
Annexe 1	Critères d'évaluation.....	254
Annexe 2	Présentation de l'équipe technique d'ECO-MED	260
Annexe 3	Relevé relatif à la flore	265
Annexe 4	Relevé relatif aux invertébrés	268
Annexe 5	Relevé relatif aux amphibiens.....	270
Annexe 6	Relevé relatif aux reptiles	271
Annexe 7	Relevé relatif aux oiseaux	272
Annexe 8	Relevé relatif aux mammifères.....	275
Annexe 9	Limites techniques et scientifiques liées à l'étude de la biodiversité.....	276

Table des cartes

Carte 1 :	Localisation de la zone d'étude.....	11
Carte 2 :	Localisation de la zone d'étude.....	20
Carte 3 :	Aires d'étude prises en compte	24
Carte 4 :	Espaces naturels protégés – Protections réglementaires et législatives	28
Carte 5 :	Réseau Natura 2000 local	30
Carte 6 :	Autres zonages	32
Carte 7 :	Zonages d'inventaires écologiques	35
Carte 8 :	Plans Nationaux d'Actions.....	38
Carte 9 :	Schéma Régional de Cohérence Ecologique	40
Carte 10 :	Espaces naturels remarquables et d'intérêt écologique (localisation de la zone d'étude : cercle rouge)	41
Carte 11 :	Localisation des sondages pédologiques	46
Carte 12 :	Localisation des prospections acoustiques	53
Carte 13 :	Analyse diachronique.....	60
Carte 14 :	Habitats naturels – Classification EUNIS	65
Carte 15 :	Carte 10 : Physionomie des zones humides au regard du critère de végétation.....	67
Carte 16 :	Carte 11 : Résultats des sondages pédologiques	70
Carte 17 :	Enjeux relatifs à la flore.....	74
Carte 18 :	Enjeux relatifs aux invertébrés.....	80
Carte 19 :	Enjeux relatifs aux amphibiens	84
Carte 20 :	Enjeux relatifs aux reptiles	90
Carte 21 :	Enjeux relatifs aux oiseaux	97
Carte 22 :	Présence de gîtes à l'échelle de la zone d'étude élargie.....	100
Carte 23 :	Enjeux relatifs aux mammifères.....	108
Carte 24 :	Synthèse des enjeux écologiques	111
Carte 25 :	Approche fonctionnelle de la zone d'étude.....	115
Carte 26 :	Emprises du projet	121
Carte 27 :	Synthèse des enjeux et projet.....	156
Carte 28 :	Localisation des emprises du projet sur les habitats naturels	158
Carte 29 :	Localisation des emprises du projet sur les zones humides	162
Carte 30 :	Localisation des emprises du projet sur la flore.....	165
Carte 31 :	Localisation des emprises du projet sur les invertébrés	168
Carte 32 :	Localisation des emprises du projet sur les amphibiens.....	172
Carte 33 :	Localisation des emprises du projet sur les reptiles	175
Carte 34 :	Localisation des emprises du projet sur les oiseaux	179
Carte 35 :	Localisation des emprises du projet sur les mammifères	183
Carte 36 :	Localisation de la mesure d'évitement	193
Carte 37 :	Localisation de la mesure.....	197
Carte 38 :	Localisation de la mesure de réduction	199
Carte 39 :	Localisation de la mesure de réduction	202

Carte 40 : Localisation de la mesure de réduction	204
Carte 41 : Localisation des parcelles compensatoires (en jaune) par rapport à la zone d'étude (en rouge)	239

Table des tableaux

Tableau 1. Structures consultées.....	25
Tableau 2. Synthèse des périmètres réglementaires	26
Tableau 3. Synthèse des sites Natura 2000	29
Tableau 4. Synthèse des périmètres de gestion concertée	31
Tableau 5. Synthèse des ZNIEFF	33
Tableau 6. Dates des prospections	43
Tableau 7. Synthèse des prospections.....	44
Tableau 8. Conditions météorologiques des prospections dédiées à la flore	44
Tableau 9. Conditions météorologiques des prospections dédiées aux insectes.....	47
Tableau 10. Conditions météorologiques des prospections dédiées aux amphibiens	48
Tableau 11. Conditions météorologiques des prospections dédiées aux reptiles.....	48
Tableau 12. Conditions météorologiques des prospections dédiées aux oiseaux	50
Tableau 13. Conditions météorologiques des prospections dédiées aux mammifères	52
Tableau 14. Matrice de calcul de l'Enjeu Zone d'Étude.....	56
Tableau 15. Critères de prise en compte des espèces dans l'état initial	58
Tableau 16. Présentation des habitats naturels	62
Tableau 17. Espèces de plantes avérées ou jugées fortement potentielles au sein de la zone d'étude.....	72
Tableau 18. Espèces d'invertébrés avérées ou jugées fortement potentielles au sein de la zone d'étude	75
Tableau 19. Invertébrés à enjeu zone d'étude faible	78
Tableau 20. Espèces d'amphibiens avérées ou jugées fortement potentielles au sein de la zone d'étude.....	81
Tableau 21. Amphibiens à enjeu zone d'étude faible.....	82
Tableau 22. Espèces de reptiles avérées ou jugées fortement potentielles au sein de la zone d'étude	85
Tableau 23. Reptiles à enjeu zone d'étude faible	88
Tableau 24. Espèces d'oiseaux avérées ou jugées fortement potentielles au sein de la zone d'étude	91
Tableau 25. Oiseaux à enjeu zone d'étude faible	94
Tableau 26. Espèces de mammifères avérées ou jugées fortement potentielles au sein de la zone d'étude	98
Tableau 27. Mammifères à enjeu zone d'étude faible	106
Tableau 28. Synthèse des enjeux liés aux habitats naturels.....	112
Tableau 29. Synthèse des enjeux liés aux espèces	112
Tableau 30. Critères de prise en compte des espèces dans l'analyse des impacts	117
Tableau 31. Impacts bruts du projet sur les habitats	159
Tableau 32. Impacts bruts du projet sur les zones humides	163
Tableau 33. Impacts bruts du projet sur la flore vasculaire.....	166
Tableau 34. Impacts bruts du projet sur les invertébrés	169
Tableau 35. Impacts bruts du projet sur les amphibiens.....	173
Tableau 36. Impacts bruts du projet sur les reptiles	176
Tableau 37. Impacts bruts du projet sur les oiseaux	180
Tableau 38. Impacts bruts du projet sur les mammifères	184
Tableau 39. : Hiérarchisation des mesures ERC selon quatre niveaux (Source : CEREMA, 2018).....	191

Tableau 40. Classification des mesures d'évitement (Source : CEREMA, 2018).....	191
Tableau 41. Classification des mesures de réduction (Source : CEREMA, 2018).....	194
Tableau 42. Impacts des mesures d'atténuation.....	217
Tableau 43. Évaluation des impacts résiduels sur les habitats.....	219
Tableau 44. Évaluation des impacts résiduels sur la faune et la flore.....	220
Tableau 45. Synthèse des scénarios prospectifs.....	232
Tableau 46. Calcul du ratio de compensation.....	238
Tableau 47. Coûts des mesures proposées.....	247

Résumé non technique

La présente étude vise à définir et à localiser les principaux enjeux de conservation, à qualifier et quantifier les impacts du projet de parc photovoltaïque, sur la commune de Lamanon, dans le département des Bouches-du-Rhône (13), sur les composantes biologiques et à proposer des mesures d'atténuation des impacts négatifs identifiés.

Ce projet est porté par la société Valtalia. La zone à l'étude couvre une surface de 16 ha, et l'emprise finale fera 7 ha. La zone à l'étude est illustrée sur la carte 1 suivante.

Dans ce cadre, ECO-MED a mis en place une méthodologie adaptée afin d'identifier le contexte environnemental lié aux périmètres à statut (réglementaire et d'inventaire), les principaux enjeux écologiques avérés et pressentis (basés sur l'analyse du patrimoine naturel avéré et potentiel) et les principales fonctionnalités écologiques.



Carte 1 : Localisation de la zone d'étude

➤ Localisation de la zone d'étude par rapport aux périmètres à statuts

La zone d'étude est incluse dans :

- 1 périmètres Natura 2000,
- 1 Parc naturel régional,
- 1 périmètre d'inventaires,
- 1 périmètre d'un Plan National d'Actions.

La zone d'étude est située à proximité de :

- 2 sites classés, 2 sites inscrits
- 6 périmètres Natura 2000,
- 9 périmètres d'inventaires,
- 1 périmètre d'un Plan National d'Actions.

➤ Etat initial de l'environnement



Habitats naturels

La zone d'étude se compose de milieux de garrigues en mosaïque avec des pelouses à annuelles et de boisements de pins et de chênes ainsi que de pelouses subnitrifiées rudéralisées et de trois dépressions humides. Dans l'ensemble, les habitats de la zone d'étude ne sont pas rares et présentent un enjeu local de conservation très faible à modéré.



Zones humides

Suite aux prospectons de terrain et au regard des arrêtés du 24 juin 2008 et du 1^{er} octobre 2009, la surface de zones humides avérées au sein de la zone d'étude s'élève à **0,072 ha (= 720 m²)**. Cette zone humide présente un enjeu zone d'étude **faible**.



Flore

Parmi les 115 espèces végétales recensées, une seule présente un enjeu, l'Ophrys de Provence, pour laquelle deux stations d'un individu chacune ont été avérées au sein de la zone d'étude.

Les cortèges de garrigues et rudéraux sont bien représentés au sein de la zone d'étude et, en périphérie le cortège des boisements est lui bien présent.



Invertébrés

Le cortège principal d'invertébrés retrouvé sur la zone d'étude se compose essentiellement d'espèces méditerranéennes. Il convient de citer la présence de l'**Azuré du Baguenaudier**, espèce à enjeu modéré, au sud-est de la zone d'étude (hors zone d'étude). D'autres espèces à enjeu faible ont été trouvées disséminées sur l'ensemble de la zone : il s'agit de l'**Azuré de la Badasse**, de la **Scolopendre ceinturée**, de l'**Ascalaphe loriote**, du **Criquet cendré**, du **Criquet des chaumes**, du **Grand fourmilion** et de la **Zygène d'Occitanie**.



Amphibiens

Les inventaires de 2018 et 2021 ont permis d'avérer la présence de quatre espèces d'amphibiens dont trois à faible enjeu de conservation (**Crapaud calamite**, **Crapaud épineux** et **Rainette méridionale**) et une à enjeu nul car introduite et considérée comme envahissante (**Grenouille rieuse**).

La majorité des observations et des écoutes a été effectuée à proximité des mares au sud de la zone d'étude. Des ornières et dépressions sont également présentes et peuvent être utilisées en période de reproduction par les espèces pionnières comme le **Crapaud calamite**.



Reptiles

Les inventaires menés en 2018 et 2021 ont permis d'avérer la présence de cinq espèces de reptiles dont une à enjeu fort (**Lézard ocellé**), une à enjeu modéré (**Psammodrome d'Edwards**) et trois à faible enjeu (**Lézard des murailles**, **Lézard à deux raies** et **Tarente de Maurétanie**).

Globalement, la zone d'étude représente un intérêt certain pour le **Psammodrome d'Edwards**, espèce occupant les milieux ouverts à la végétation rase et parsemés de petits buissons, qu'il utilise pour réaliser l'ensemble de son cycle biologique. L'individu de **Lézard ocellé**, un juvénile, semble être isolé et la zone d'étude est globalement peu attractive pour cette espèce.



Oiseaux

Les habitats concernés par la zone d'étude sont régulièrement utilisés lors des recherches alimentaires de trois espèces à enjeu modéré, le **Rollier d'Europe**, le **Coucou geai** et le **Guêpier d'Europe** ainsi que par six espèces à enjeu faible, le **Milan noir**, l'**Alouette lulu**, la **Fauvette passerinette**, le **Faucon crécerelle**, la **Huppe fasciée** et le **Loriot d'Europe**.

Parmi ces espèces, seules l'Alouette lulu et la Fauvette passerinette se reproduisent au sein de la zone d'étude. D'autres telles que le Rollier d'Europe, le Coucou geai, la Huppe fasciée et le Guêpier d'Europe y trouvent des habitats favorables à leur nidification mais se reproduisent, pour la plupart, en dehors de la zone étudiée. Le Coucou geai est susceptible, en raison de son écologie, de s'y reproduire.



Mammifères

Le cortège des 11 espèces de chauves-souris avérées comporte principalement des espèces de lisière, qui exploitent les zones boisées plus ou moins lâches. Les milieux ouverts à semi-ouverts sont propices à une **espèce avérée à enjeu modéré**, le **Petit Murin**. La mare située au sud-est est, quant à elle, un habitat de chasse attractif pour tout le cortège. De nombreux arbres présentent des micro-habitats favorables à plusieurs espèces arboricoles avérées, ou potentielles comme la **Barbastelle d'Europe**.

Les bosquets de résineux sont un habitat d'espèce avérée pour l'**Ecureuil roux**, espèce protégée au niveau national, qui, *a minima*, s'y alimente au sein de la zone d'étude.

Impacts initiaux du projet (= impacts bruts)



Concernant les **habitats naturels**, les impacts bruts du projet sont évalués à **faibles** pour deux habitats, la « Mosaïque de garrigues à Lavande et de pelouses à annuelles » et la « Mosaïque de matorrals arborescents sur garrigues et pelouses à annuelles ». Les impacts bruts du projet sur les autres habitats sont estimés à **très faibles** en phase de chantier, compte tenu des surfaces concernées très réduites, et de la bonne représentativité de ces habitats localement. Les impacts du projet en phase d'exploitation sont jugés de nuls à très faibles.



La **zone humide** identifiée n'est pas directement concernée par les emprises, étant totalement situées à l'extérieur de celles-ci. Toutefois, sa proximité aux emprises et donc aux zones d'évolution des engins de chantier la rend vulnérable aux pollutions accidentelles. Aussi un impact brut est ici évalué à **faible**, en cas de pollution accidentelle lors de l'ouverture des emprises et de l'OLD. Les impacts du projet en phase d'exploitation sont jugés nuls sur la zone humide.



Concernant la **flore**, les impacts bruts du projet sur l'Ophrys de Provence sont jugés **faibles**, une station d'un individu étant concerné par les emprises du projet et une seconde station d'un individu également étant situé dans les OLD. Les impacts du projet sur la flore sont jugés nuls en phase d'exploitation.



Concernant les **insectes**, les impacts bruts du projet sont jugés **très faibles** sur le Criquet des chaumes, le Criquet cendré, la Zygène d'Occitanie, l'Ascalaphe loriot, le Grand Fourmillon et la Scolopendre ceinturée. Les impacts bruts du projet sont jugés **faibles** sur l'Azuré de la Badasse. Enfin, les impacts du projet sont jugés **nuls** sur l'Azuré du Baguenaudier. Les impacts du projet sur les insectes sont jugés nuls en phase d'exploitation sur l'ensemble des espèces à l'analyse.



Concernant les **amphibiens**, les impacts bruts du projet sont jugés **faibles** sur le Crapaud épineux, la Rainette méridionale et le Crapaud calamite, les emprises telles que définies n'impactant aucun milieu aquatique favorable à la reproduction de ces trois espèces. Les impacts du projet sur les amphibiens sont jugés nuls en phase d'exploitation sur l'ensemble des espèces à l'analyse.



Concernant les **reptiles**, les impacts bruts du projet sont jugés **très faibles** sur la Tarente de Maurétanie, le Lézard à deux raies et le Lézard des murailles. Les impacts bruts du projet sont jugés **faibles** sur le Lézard ocellé et **modérés** sur le **Psammodrome d'Edwards**. Les impacts du projet sur les reptiles sont jugés nuls en phase d'exploitation sur l'ensemble des espèces à l'analyse.



Concernant les **oiseaux**, les impacts bruts du projet sont jugés **faibles** sur les espèces non nicheuses sur la parcelle, mais l'exploitant pour leurs recherches alimentaires en période de nidification (Rollier d'Europe, Guêpier d'Europe, Huppe fasciée, Milan noir, Faucon crécerelle et Loriot d'Europe). Les impacts bruts du projet sont jugés **modérés** sur les espèces nicheuses sur la parcelle (Coucou geai, Alouette lulu et Fauvette passerinette). Les impacts du projet sur les oiseaux sont jugés très faibles en phase d'exploitation sur l'ensemble des espèces à l'analyse.



Concernant les **mammifères**, les impacts bruts du projet sont jugés **modérés** sur six espèces gîtant possiblement dans les emprises (Barbastelle d'Europe, Pipistrelle de Nathusius, Sérotine commune, Noctule de Leisler, Pipistrelle commune et Pipistrelle de Kuhl). Les impacts bruts du projet sont jugés **faibles** sur neuf espèces ne faisant que s'alimenter dans les emprises (Grand Rhinolophe, Murin à oreilles échancrées, Petit Murin, Pipistrelle pygmée, Genette commune, Oreillard gris, Vespère de Savi), ou y gîtant (Murin de Daubenton et Ecureuil roux). Les impacts du projet sur les mammifères sont jugés très faibles en phase d'exploitation sur l'ensemble des espèces à l'analyse.

Mesures d'évitement et de réduction

Une mesure d'évitement et dix mesures de réduction d'impacts ont été proposées :

Type de mesure	Intitulé de la mesure	Coût approximatif et durée minimale de la mesure
Évitement	Mesure E2.1a : Evitement d'habitats d'espèces à enjeu	Intégré au coût global du chantier
Réduction	Mesure R2.1a : Moindre remaniement des sols pour l'implantation des modules	Intégré au coût global du chantier
	Mesure R2.1b : Abattage de moindre impact des arbres-gîtes potentiels (chiroptères)	Mesure en phase chantier : environ 2 050 €
	Mesure R2.1c : Transplantation d'un pied d'Ophrys de Provence	Mesure en phase chantier : environ 1 000 €
	Mesure R2.1d : Mesures afin de limiter les pollutions accidentelles	Intégré au coût global du chantier
	Mesure R2.1e : Mise en défends d'habitats d'espèces (flore)	Mesure en phase chantier : environ 1 300 €
	Mesure R2.2a : Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise clôturée du projet	Au préalable : environ 4 500€ HT
	Mesure R2.2b : Gestion écologique des OLD	Intégré au coût global du chantier
	Mesure R2.2c : Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet ou à proximité	Mesure en phase chantier : environ 2 000 €
	Mesure R2.2d : Clôture spécifique	Intégré au coût global du chantier
	Mesure R3.1a : Adaptation du calendrier des travaux en fonction de la phénologie des espèces	Intégré au coût global du chantier







Impacts résiduels du projet (après application des mesures d'évitement et de réduction)



Les impacts résiduels du projet sont évalués à **très faibles** sur l'ensemble des habitats à l'analyse.



Les impacts résiduels sur la **zone humide** identifiée sont jugés nuls.

-  Pour la **flore**, les impacts résiduels du projet sont estimés à **très faibles** sur l'**Ophrys de Provence**.
-  Pour les **insectes**, les impacts résiduels du projet sont jugés **faibles** sur l'**Azuré de la Badasse**, **très faibles** sur sept espèces et nuls sur une espèce.
-  Pour les **amphibiens**, les impacts résiduels du projet sont jugés **très faibles** sur les trois espèces soumises à l'analyse.
-  Pour les **reptiles**, les impacts résiduels du projet sont jugés **modérés** sur le Psammodrome d'Edwards et **très faibles** sur les quatre autres espèces à l'analyse.
-  Pour les **oiseaux**, les impacts résiduels du projet sont jugés **faibles** sur l'**Alouette lulu** et la **Fauvette passerinette** et **très faibles** sur sept autres.
-  Pour les **mammifères**, les impacts résiduels sont jugés **faibles** sur trois espèces (Pipistrelles de Nathusius, commune et de Kuhl) et **très faibles** sur autres espèces soumises à l'analyse.

➤ Mesure compensatoire

Deux mesures de compensation sont proposées dans le cadre du présent projet, sur des parcelles compensatoires d'environ 15,6 ha située immédiatement à l'est et au sud-est de la zone d'emprise, pour un ratio compensatoire de 2,23 :

Type de mesure	Intitulé de la mesure	Coût approximatif et durée minimale de la mesure
Compensation	Mesure C1 : restauration d'habitats ouverts par débroussaillage	Environ 1 000 €/ha (montant estimatif), soit environ 16 000€ pour la totalité des parcelles
	Mesure C2 : entretien des espaces réouverts par pastoralisme ou gestion mécanique	Non évaluable à ce stade (diagnostic pastoral des parcelles à chiffrer, voire augmentation du cheptel et du matériel nécessaire pour le pâturage, entretien mécanique dépendant des conclusions du diagnostic pastoral)

➤ Suivis

La plupart des mesures d'évitement et de réduction proposées doivent faire l'objet d'un suivi. Les différents suivis ont été mutualisés entre les différentes mesures et sont présentés dans le tableau suivant :

Type de mesure	Intitulé de la mesure	Coût approximatif et durée minimale de la mesure
Suivis écologiques sur 3 ans (Suivis mutualisés entre les différentes mesures)	Suivis flore (mis en œuvre dans le cadre des mesures R1.1a, R2.1c, R2.2a et R2.2b)	2 500€/an, soit 7 500 € sur 3 ans
	Suivis insectes (mis en œuvre dans le cadre des mesures R2.2a et R2.2b)	2 500€/an, soit 7 500 € sur 3 ans
	Suivis oiseaux (mis en œuvre dans le cadre des mesures R2.2a et R2.2b)	2 500€/an, soit 7 500 € sur 3 ans
	Suivis reptiles (mis en œuvre dans le cadre des mesures R2.2a, R2.2b et R2.2c)	2 500€/an, soit 7 500 € sur 3 ans
	Suivis liés à la compensation (sur 30 ans) à T+1, T+2, T+3, T+5, T+10, T+15, T+20, T+25 et T+30	3 000€/an, soit 27 000 € sur 30 ans

➤ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés au sein des emprises projetées et de la mise en œuvre de la séquence « ERC », les impacts résiduels sont globalement non significatifs pour la majorité des espèces. Les impacts résiduels sont compensés, ce qui permettra au final, localement, d'augmenter significativement les surfaces d'habitats attractifs pour les espèces liées aux milieux ouverts.

Préambule

Dans le cadre d'un projet de création d'un parc photovoltaïque sur la commune de Lamanon (13), au lieu-dit « Le Deffend d'Alleins », VOLTALIA a sollicité le bureau d'études en environnement naturel ECO-MED (Ecologie et Médiation) afin de réaliser le Volet Naturel de l'Etude d'Impact (VNEI), ainsi que l'Evaluation Appropriée des Incidences Natura 2000 (EAI).

La présente étude vise à définir et à localiser les principaux enjeux de conservation. Dans un second temps, les impacts du projet sur les composantes biologiques seront évalués et des mesures d'intégration écologique seront proposées.

ECO-MED a mis en place une méthodologie adaptée afin d'identifier le contexte environnemental lié aux périmètres à statut (réglementaire et d'inventaire), les principaux enjeux écologiques avérés et pressentis (basés sur l'analyse du patrimoine naturel avéré et potentiel) et les principales fonctionnalités écologiques.

Le travail de terrain d'ECO-MED a été effectué au cours des périodes clés pour chaque groupe biologique présentant des enjeux de conservation.

Une équipe de dix experts a été mobilisée sous la coordination de Frédéric PAWLOWSKI.

A noter qu'un **dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées** est en cours de constitution au moment du rendu de ce VNEI. Ce dossier porte sur une demande de dérogation liée à la destruction d'individus (toutes espèces de reptiles et d'amphibiens), à la destruction ou l'altération d'habitats d'espèces (oiseaux, reptiles, amphibiens, chiroptères), au dérangement intentionnel d'individus (oiseaux, reptiles) et au déplacement d'individus (Ophrys de Provence).

Ce DDEP reprendra en intégralité les éléments présentés dans le présent VNEI. Seuls seront ajoutés au DDEP des éléments liés à la justification de l'implantation du projet et de l'utilité publique majeure (éléments présents dans l'étude d'impact globale). Pour les aspects liés à la faune/flore, seuls seront ajoutés au DDEP une justification du choix des espèces faisant l'objet de la démarche dérogatoire.

PARTIE 1 : DONNEES ET METHODES